

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1894

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens

à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques

Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LII

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

ABONNEMENTS

| | |
|-----------------------------|------------|
| France et Algérie..... | 50 francs. |
| Union postale..... | 55 — |
| Autres pays..... | 60 — |
| Un exemplaire } simple..... | 5 — |
| } double..... | 9 — |

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ÉTUDES

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

M. LOUIS REVAULT

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

DEUXIÈME SÉRIE

TOME II

1871, 1872, 1873, 1874

ABONNEMENTS

France et Étranger
1 an 10 fr.
2 ans 18 fr.
3 ans 25 fr.
4 ans 32 fr.
5 ans 38 fr.

PARIS

ÉDITEUR

ADAMS-THOMSON & CO. LTD.

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — FRANCE

Arrangement relatif à la délimitation du Cameroun et du Congo français.

15 mars 1894 (1).

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de donner force et vigueur à l'accord préparé par leurs Délégués respectifs pour la délimitation des Colonies du Congo français et du Cameroun, et pour la détermination des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad, les soussignés :

M. Jules Herbette, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la République française auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et

Le baron de Marschall, Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne,

Dûment autorisés à cet effet, confirment le protocole (avec ses annexes) dressé à Berlin le 4 février dernier, et dont la teneur suit :

Protocole.

Les soussignés :

Jacques Haussmann, chef de division au sous-secrétariat d'Etat des Colonies ;

Parfait-Louis Monteil, chef de bataillon d'infanterie de marine ;

Dr Paul Kayser, conseiller privé actuel de légation, dirigeant les affaires coloniales au Département des Affaires étrangères ;

Dr Alexandre, baron de Danckelman, professeur ;

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de l'empire allemand, à l'effet de préparer un accord destiné à régler les questions pendantes entre la France et l'Allemagne

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 10 août 1894.

dans la région comprise entre les Colonies du Congo français et du Cameroun, et à établir la ligne de démarcation des zones d'influence respectives des deux pays dans la région du lac Tchad, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — La frontière entre la colonie du Congo français et la colonie du Cameroun suivra, à partir de l'intersection du parallèle formant la frontière avec le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich), ledit méridien jusqu'à sa rencontre avec la rivière Ngoko, le Ngoko jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 2° (1); de là, en se dirigeant vers l'est, ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec la rivière Sangha. Elle suivra ensuite, en remontant vers le nord, sur une longueur de 30 kilomètres, la rivière Sangha; du point qui sera ainsi déterminé sur la rive droite de la Sangha, une ligne droite aboutissant, sur le parallèle de Bania, à 62 minutes (62') à l'ouest de Bania; de ce point, une ligne droite aboutissant, sur le parallèle de Gaza, à 43 minutes (43') à l'ouest de Gaza.

De là, la frontière se dirigera en ligne droite vers Koundé, laissant Koundé à l'est avec une banlieue déterminée à l'ouest par un arc de cercle d'un rayon de 5 kilomètres, partant, au sud, du point où il sera coupé par la ligne allant à Koundé et finissant, au nord, à son intersection avec le méridien de Koundé; de là, la frontière suivra le parallèle de ce point jusqu'à sa rencontre avec le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich) (2).

Le tracé suivra ensuite le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich) jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 8°30', puis une ligne droite aboutissant à Lamé, en laissant une banlieue de 5 kilomètres à l'ouest de ce point.

De Lamé, une ligne droite aboutissant sur la rive gauche du Mayo-Kebbi, à hauteur de Bifara (3). Du point d'accès à la rive gauche du Mayo-Kebbi, la frontière traversera la rivière et remontera en ligne droite vers le nord, laissant Bifara à l'est, jusqu'à la rencontre du 10° parallèle. Elle suivra ce parallèle jusqu'à sa rencontre avec le Chari (4), enfin le cours du Chari jusqu'au lac Tchad (5).

Art. 2. — Le Gouvernement français et le Gouvernement allemand prennent l'engagement réciproque de n'exercer aucune action politique dans les sphères d'influence qu'ils se reconnaissent par la ligne de démarcation déterminée à l'article précédent. Il est convenu par là que chacune des deux puissances s'interdit de faire des acquisitions territoriales, de conclure des traités, d'accepter des droits de souveraineté ou de protectorat, de gêner ou de contester l'influence de l'autre puissance dans la zone qui lui est réservée.

Art. 3. — L'Allemagne, en ce qui concerne la partie des eaux de la Benoué et de ses affluents comprise dans sa sphère d'influence; la France, en ce qui concerne la partie du Mayo-Kebbi et des autres affluents de la Benoué comprise dans sa sphère d'influence, se reconnaissent respectivement tenues d'appliquer et de faire respecter les dispositions relati-

(1) Voir annexe, § 2.

(2) Voir annexe, § 3.

(3) Voir annexe, § 4.

(4) Voir annexe, § 3.

(5) Voir annexe, § 5.

ves à la liberté de navigation et de commerce énumérées dans les articles 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33 de l'acte de Berlin, du 26 février 1885, de même que les clauses de l'acte de Bruxelles, relatives à l'importation des armes et des spiritueux.

La France et l'Allemagne s'assurent respectivement le bénéfice de ces mêmes dispositions en ce qui concerne la navigation du Chari, du Logone et de leurs affluents et l'importation des armes et des spiritueux dans les bassins de ces rivières.

Art. 4. — Dans les territoires de leurs zones d'influence respectives, compris dans les bassins de la Benoué et de ses affluents, du Chari, du Logone et de leurs affluents, de même que dans les territoires situés au sud et au sud-est du lac Tchad, les commerçants ou les voyageurs des deux pays seront traités sur le pied d'une parfaite égalité en ce qui concerne l'usage des routes ou autres voies de communication terrestre. Dans ces mêmes territoires, les nationaux des deux pays seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages au point de vue des acquisitions et installations nécessaires à l'exercice et au développement de leur commerce et de leur industrie.

Sont exclues de ces dispositions les routes et voies terrestres de communication des bassins côtiers de la colonie du Cameroun ou des bassins côtiers de la colonie du Congo français non compris dans le bassin conventionnel du Congo, tel qu'il a été défini dans l'acte de Berlin.

Ces dispositions, toutefois, s'appliquent à la route Yola, Ngaoudéré, Koundé, Gaza, Bania et *vice versa*, telle qu'elle est repérée sur la carte annexée au présent protocole, alors même qu'elle serait coupée par des affluents des bassins côtiers.

Les tarifs des taxes ou droits qui pourront être établis de part et d'autre ne comporteront, à l'égard des commerçants des deux pays, aucun traitement différentiel.

Art. 5. — En foi de quoi, les Délégués ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, en double expédition, le 4 février 1894.

Les Délégués français :

HAUSSMANN,
MONTEIL.

Les Délégués allemands :

KAYSER.
DANKELMAN.

ANNEXE

§ 1^{er}. — La ligne de démarcation des sphères d'influence respectives des deux puissances contractantes, telle qu'elle est décrite à l'art. 1^{er} du protocole du même jour, sera conforme au tracé porté sur la carte annexée au présent protocole qui a été établie d'après les données géographiques actuellement connues et admises de part et d'autre.

§ 2. — Dans le cas où la rivière Ngoko, à partir de son intersection avec le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich), ne couperait pas le 2^e parallèle, la rivière suivrait le Ngoko sur une longueur de 35 kilomètres à l'est de son intersection avec le méridien 12°40' Paris (15° Greenwich); à partir du point ainsi déterminé à l'est, elle rejoindrait par une ligne droite l'intersection du 2^e parallèle avec la Sangha.

§ 3. — S'il venait à être démontré à la suite d'observations nouvelles dûment vérifiées que les positions de Bania, de Gaza ou de Koundé sont erronées et que, par suite, la frontière, telle qu'elle est définie par le présent protocole, se trouve reportée, au regard de l'un de ces trois points, d'une distance

supérieure à dix minutes (10') de degré à l'ouest du méridien 12°40' Paris (15° Greenwich), les deux Gouvernements se mettraient d'accord pour procéder à une rectification du tracé, de manière à établir une compensation équivalente au profit de l'Allemagne dans la région en question.

Une rectification du même genre interviendrait, en vue d'établir une compensation au profit de la France, s'il était démontré que l'intersection du parallèle 10° avec le Chari reporte la frontière à une distance de plus de dix minutes (10') à l'est du point indiqué sur la carte (longitude 14°50' Paris, 17°40' Greenwich).

§ 4. — En ce qui concerne le point d'accès au Mayo Kebbi, il demeure entendu que, quelle que soit la position définitivement reconnue pour ce point, la frontière laissera dans la sphère d'influence française les villages de Bifara et de Lamé.

§ 5. — Dans le cas où le Chari, depuis Gouelfei jusqu'à son embouchure dans le Tchad, se diviserait en plusieurs bras, la frontière suivrait la principale branche navigable jusqu'à l'entrée dans le Tchad, avec cette réserve que, pour que ce tracé soit définitif, la différence de longitude entre le point ainsi atteint par la frontière sur la rive sud du Tchad et Kouka, capitale du Bornou, pris comme point fixe, sera un degré.

Dans le cas où des observations ultérieures, dûment vérifiées, démontreraient que l'écart en longitude entre Kouka et ladite embouchure diffère de cinq minutes de degré (5') en plus ou en moins de celui qui vient d'être indiqué, il y aurait lieu, par une entente amiable, de modifier le tracé de cette partie de la frontière, de manière que les deux pays conservent, au point de vue de l'accès au Tchad et des territoires qui leur sont reconnus dans cette région, des avantages équivalents à ceux qui leur sont assurés par le tracé porté sur la carte annexée au présent protocole.

§ 6. — Toutes les fois que le cours d'un fleuve ou d'une rivière est indiqué comme formant la ligne de démarcation, c'est le thalweg du fleuve ou de la rivière qui est considéré comme frontière.

§ 7. — Les deux Gouvernements admettent qu'il y aura lieu, dans l'avenir, de substituer progressivement aux lignes idéales qui ont servi à déterminer la frontière telle qu'elle est définie par le présent protocole, un tracé déterminé par la configuration naturelle du terrain et jalonné par des points exactement reconnus, en ayant soin, dans les accords qui interviendront à cet effet, de ne pas avantager l'une des deux parties sans compensation équitable pour l'autre.

Les Délégués français :

HAUSSMANN,
MONTEIL.

Les Délégués allemands :

KAYSER,
DANCKELMAN.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Berlin, le 15 mars 1894, en double exemplaire.

Signé : FREIHERR VON MARSCHALL.

Signé : Jules HERBETTE.

— Exposé des motifs présenté aux Chambres par le Gouvernement français :

Messieurs, la convention conclue le 24 décembre 1885, entre la France et l'Allemagne, pour la délimitation de leurs établissements respectifs du golfe de Biafra (1), a déterminé la frontière entre la colonie allemande du Came-

(1) Cette convention est intitulée : « Protocole signé à Berlin, le 24 décembre 1885, entre la France et l'Allemagne, concernant les possessions françaises et allemandes à la côte occidentale d'Afrique et en Océanie. » Elle a été approuvée par la loi du 5 juillet 1886, promulguée par décret du 11 août 1886. V. *Archives*, 1886, III, p. 452.

roun et le Congo français à partir de la côte jusqu'au point où le parallèle pris comme limite coupe le méridien 12° 40'.

« Le gouvernement de S. M. l'empereur d'Allemagne renonce, en faveur de la France (tels sont les termes de l'arrangement), à tous droits de souveraineté ou de protectorat sur les territoires qui ont été acquis au sud de la rivière Campo par des sujets de l'empire allemand, et qui ont été placés sous le protectorat de S. M. l'empereur d'Allemagne. Il s'engage à s'abstenir de toute action politique au sud d'une ligne suivant ladite rivière, depuis son embouchure jusqu'au point où elle rencontre le méridien situé par 7° 40' de longitude est de Paris (10° de longitude est de Greenwich) et, à partir de ce point, le parallèle prolongé jusqu'à sa rencontre avec le méridien situé par 12° 40' de longitude est de Paris (15° de longitude est de Greenwich).

« Le Gouvernement de la République française renonce à tous droits et à toutes prétentions qu'il pourrait faire valoir sur des territoires situés au nord de la même ligne, et il s'engage à s'abstenir de toute action politique au nord de cette ligne. »

La convention de 1885 établissait, on le voit, une distinction fondamentale entre les territoires situés à l'est du méridien 12° 40' (15° de Greenwich) et ceux qui sont compris entre ce méridien et la côte.

A l'ouest du méridien 12° 40', elle attribuait à la France les territoires situés au-dessus de ce même parallèle.

A l'est, le champ restait ouvert aux explorations et aux entreprises des deux pays.

Il n'est pas sans intérêt de signaler que, dans les pourparlers qui précédèrent la signature de l'arrangement de 1885, il avait été tout d'abord question de prendre pour limite entre les sphères d'influence des deux pays « la ligne de faite entre les versants du golfe de Guinée et du fleuve Congo jusqu'à sa rencontre, non pas avec le méridien 12° 40' (15° de Greenwich), mais avec le 17° de Greenwich (14° 40' de Paris) ». Ce projet fut abandonné, parce que les négociateurs allemands firent observer que la ligne de faite délimitant dans cette région le bassin du Congo était inconnue; que, d'après les cartes les plus récentes, elle se prolongeait vers le nord, parallèlement à la mer et à une distance peu considérable de la côte, jusqu'à sa rencontre avec le bassin de la Bénoué; que si cette ligne était prise pour limite, les possessions allemandes du golfe de Biafra, y compris Cameroun, pouvaient se trouver coupées de l'intérieur du continent.

C'est donc par une sorte de transaction qu'on convint, en l'absence de données géographiques précises, de remettre à une époque ultérieure la délimitation de la région située, vers l'est, au delà du méridien, non plus 17° mais 15° de Greenwich (12° 40' de Paris), sans préjuger, pour les territoires laissés en dehors de la délimitation, les droits du premier occupant. Il résulte toutefois, non du texte de la convention elle-même, mais des échanges de vues qui ont précédé et suivi la conclusion de l'arrangement, que réserve était faite « des droits reconnus à la France par la conférence de Berlin dans le bassin du Congo et dans celui de l'Oubandji-N'Koundja » (1).

Il n'était pas inutile de rappeler les termes exacts de la convention de 1885 et de chercher à préciser quelles avaient été au moment de sa conclusion, les intentions réelles des deux parties contractantes.

C'est, en effet, l'interprétation différente donnée en France et en Allemagne à cet acte diplomatique qui a rendu nécessaire la conclusion d'un arrangement nouveau définissant clairement, avant que des conflits aient eu le temps de se produire sur le terrain entre les agents des deux pays, ce que la convention primitive avait laissé dans le vague.

Le texte de l'arrangement de 1885 ne laisse aucun doute sur deux points.

En premier lieu, la préoccupation principale des négociateurs a été de régler, par des échanges de territoires, et par le tracé d'une limite partant

(1) Exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la convention de 1885.

de la mer, les contestations pendantes entre les deux pays pour la délimitation de la région côtière. C'est dans cette région seulement qu'existaient des établissements commerciaux français et allemands. En poussant la délimitation jusqu'au 15° méridien, on était fondé à supposer qu'on écartait, dans l'avenir, pour une période assez longue, le retour de nouvelles difficultés. Ces prévisions se sont d'ailleurs réalisées, puisque pendant sept ans, c'est-à-dire jusqu'en 1892, aucune difficulté ne s'est en effet produite.

Il ne paraît pas, en second lieu, moins certain que l'intention des négociateurs a été de réserver à l'Allemagne les territoires situés en dedans, c'est-à-dire à l'ouest du méridien 12° 40' (15° de Greenwich), sans prétendre fermer la route à son expansion possible vers l'intérieur, c'est-à-dire à l'est.

Mais jusqu'où, vers le nord, s'étendait la réserve ainsi constituée et garantie au profit de l'Allemagne par la convention de 1885 ? C'est sur ce point que des interprétations différentes se sont produites en France et en Allemagne.

Les cartographes et les journaux allemands n'ont pas hésité, dès que la question s'est posée, à affirmer que le méridien 12° 40' (15° de Greenwich) formait la limite de la sphère d'influence d'ores et déjà reconnue à l'Allemagne jusqu'à la rencontre de ce méridien avec le lac Tchad. L'Adamaoua tout entier, une partie du Bornou, les deux rives du Chari, à son embouchure, étaient de droit terres allemandes. Il ne pouvait être question d'un partage que pour les territoires situés au delà du 15° méridien. Quant aux missions si heureusement menées à bien par des agents ou des explorateurs français soit à Yola, et de Yola au Congo français, soit dans le bassin de la Sangha, soit encore entre le Chari supérieur et Yola, loin de créer des titres que la France pût invoquer, elles constituaient autant de violations de la convention signée entre les deux pays, puisque les agents français ne craignaient pas de passer à l'ouest de ce méridien 12° 40' (15° de Greenwich), qu'ils auraient dû respecter comme une frontière inviolable.

A cette argumentation, on répondait, en France, que c'était singulièrement étendre la portée d'un arrangement qui avait eu pour objet principal de régler des litiges dans la région voisine de la côte, que de prétendre y trouver une délimitation de régions dont ne s'occupaient, à l'époque où il avait été signé, ni la France ni l'Allemagne ; que si le méridien 12° 40' (15° de Greenwich) formait, d'après le texte et l'esprit de la convention, la limite des territoires reconnus à l'Allemagne, ce ne pouvait être que dans la région correspondant, vers l'intérieur, à l'étendue des côtes effectivement occupées par la colonie du Cameroun ; qu'en 1885, époque où fut conclu l'arrangement avec la France, la colonie du Cameroun avait pour frontière, au nord, sur la côte, le rio del Rey et était délimitée, avec les possessions anglaises du Niger, par une ligne s'arrêtant, sur le cours de la « Cross River », à un point appelé « Rapids », par 9° 8' de longitude est de Greenwich et environ 5° 40' de latitude ; que c'était donc, en conformité même des théories sur l'Hinterland qui avaient cours en Allemagne, le parallèle correspondant à cette latitude qui devait être considéré comme limitant au nord, jusqu'à sa rencontre avec le méridien 12° 40' (15° de Greenwich), les territoires expressément réservés à l'Allemagne.

On faisait remarquer également que, si cette interprétation ne résultait pas d'un texte précis, elle était certainement moins arbitraire que celle qui prolongeait jusqu'au lac Tchad la limite reconnue à la sphère d'influence allemande.

Entre ces deux thèses, la vérité semble être que les négociateurs de 1885 avaient voulu adopter une formule vague qui réservât de part et d'autre l'avenir, et qu'il n'était possible de préciser leur œuvre qu'en procédant à une délimitation nouvelle.

C'est ce que les deux gouvernements essayèrent de faire dès 1890, à la suite des affaires de Zanzibar. Mais les négociations qui furent alors engagées n'aboutirent pas à la conclusion d'un nouvel accord. La région qu'il

s'agissait de partager n'était guère plus connue à cette époque que lors de la signature de l'arrangement de 1885. De part et d'autre, il parut préférable de maintenir le *statu quo*, en attendant le résultat des explorations qui se préparaient en France, aussi bien qu'en Allemagne, et qui devaient permettre aux représentants des deux pays d'appuyer leurs revendications sur des titres positifs et sur des données géographiques moins incertaines que celles que l'on possédait alors.

Au moment où furent ajournés les pourparlers de 1890, deux importantes missions allemandes étaient en cours : reprenant le programme des expéditions précédemment confiées à Kund et à Tappenbeck (1886-1889), le capitaine Morgen se dirigeait vers Ngaoundéré et la Haute-Bénoué. Parvenu à Ngila en octobre 1890, il était arrêté à Sanserni, au sud-ouest de Tibati et obligé de se rabattre sur le Mbam, d'où il regagnait Ibi, sur la Bénoué (janvier 1891).

Le docteur Zintgraff, en même temps, sous le prétexte d'établir une station chez les Balis, reprenait la route qu'il avait déjà suivie une première fois en 1888, mais, en janvier 1891, était obligé de rentrer en Europe sans avoir réussi à pénétrer dans l'Adamaoua.

Le successeur du capitaine Morgen, le baron de Gravenreuth, n'avait pas été plus heureux : à peine en marche, il avait été obligé de livrer bataille aux indigènes et avait été tué dans le combat (novembre 1891). M. Ramsay, qui le remplaça, atteignit Balinga et Yaoundé, où fut fondée une station, mais ne put aller au delà.

La dernière tentative de pénétration vers l'intérieur, en prenant comme point de départ la côte du Cameroun, remonte à février 1893. Elle fut dirigée par le lieutenant von Stetten, qui avait pour objectif Tibati Ngaoundéré et l'intérieur de l'Adamaoua. L'hostilité du sultan de Tibati, dont l'expédition allemande n'eut raison que les armes à la main, força le lieutenant von Stetten à gagner Yola par la voie la plus courte, sans avoir pu pénétrer ni à Tibati ni à Ngaoundéré. Aussi la mission du lieutenant d'Uechtritz, qui a été organisée par le comité du Cameroun et qui est encore en cours, prit-elle une autre voie. C'est par le Niger et la Bénoué qu'elle a atteint Yola, au moment même où le lieutenant von Stetten, blessé et malade, redescendait à la côte. L'expédition d'Uechtritz paraissait, à l'origine, viser le Chari et le Baghirmi. Aux dernières nouvelles, elle semblait avoir pris une autre direction et marcher au sud vers le Boubandjida (région de la Haute-Bénoué) où elle avait à lutter contre l'hostilité des indigènes.

Dans la même période, c'est-à-dire de 1890 à 1893, les explorations françaises donnaient de tout autres résultats. Tandis que les missions allemandes, malgré l'incontestable valeur des chefs qui les dirigeaient, se butaient l'une après l'autre à la chaîne montagneuse qui sépare le Cameroun de l'intérieur, les agents du Congo français, en explorant les voies navigables de la colonie, pénétraient naturellement et sans efforts dans les régions dont l'accès est resté jusqu'ici fermé aux explorateurs partis de la côte allemande.

La première exploration de la Sangha, important affluent du Congo, dont on soupçonnait à peine l'existence en 1885, fut faite en 1890, à bord du vapeur le *Ballay*, par un des meilleurs administrateurs du Congo, M. Chollet (1). Mis en éveil par l'importance de cette découverte géographique, M. de Brazza envoyait, l'année suivante, deux autres missions, dont l'une, dirigée par MM. Gaillard et Husson, reconnaissait le cours du Ngoko à partir de son confluent avec la Sangha, tandis que l'autre, sous le commandement de M. Fourneau, remontait par terre la Sangha, jusqu'au point où cette rivière se divise en deux branches, dont l'une prend le nom d'Ikela ou de Mamberé, et l'autre de Massiepa.

Poursuivant sa route au nord, M. Fourneau arrivait jusqu'au 5° de latitude; mais, attaqué par les indigènes, il était obligé de redescendre la

(1) M. Chollet est mort en 1893 à Loango, où il était administrateur principal.

rivière, non sans avoir vaillamment vengé la mort d'un de ses compagnons européens et en ramenant, avec armes et bagages, tout le reste de sa troupe.

Au cours de ces deux explorations, un poste avait été créé au confluent de la Sangha et du Ngoko. Le poste d'Ouessou devint le centre de ravitaillement de la mission de la Sangha, quand, à la fin de 1891, M. de Brazza prit personnellement en main l'organisation des nouveaux territoires qui venaient d'être explorés par ses collaborateurs.

Mettant en action toutes les ressources en hommes et en matériel dont il pouvait disposer, le commissaire général du Congo français remontait jusqu'à Bania, par 4° de latitude environ; il réussissait à faire transporter au-dessus des rapides qui interrompent en ce point la navigation, le petit vapeur le *Courbet*, fondait un nouveau poste à Djambala, et quelques mois plus tard à Gaza, qu'aucun européen n'avait encore visitée, et dont la position n'avait été indiquée que d'après des renseignements approximatifs par l'explorateur allemand Flegel, lors du voyage qu'il fit, en 1882, à Ngaoundéré, et qui était cité depuis lors comme le plus important marché d'ivoire de cette région. Nous n'entrerons pas dans le récit détaillé de l'œuvre méthodiquement poursuivie par M. de Brazza dans la Haute-Sangha, sans autre interruption, depuis près de trois ans, que celle qu'a nécessitée la maladie qui a failli l'emporter dernièrement lorsqu'il vint régler différentes affaires à Brazzaville. Il y a déployé ces mêmes qualités de prudence, de diplomatie perspicace et patiente qui lui ont permis, sans moyens violents, sans inutile effusion de sang, sans dépenses excessives, de doter la France d'une des plus belles et des plus vastes colonies qu'elle possède en Afrique.

Pendant que M. de Brazza prenait solidement pied dans le bassin de la Sangha et s'avancé pas à pas du sud vers le nord, un autre officier français, le lieutenant de vaisseau Mizon, après être remonté jusqu'à Yola par le Niger et la Bénoué et avoir longuement séjourné dans la capitale de l'Adamaoua, se dirigeait du nord au sud, vers la Sangha, en passant par Ngaoundéré, Koundé, et en suivant la rivière Massiepa.

Prévenu de son arrivée, M. de Brazza, qui était à Djambala, alla le rejoindre, le 4 avril 1892. C'est au cours de ce premier voyage dans l'Adamaoua que M. Mizon fit, avec sa chaloupe à vapeur, la reconnaissance du Mayo-Kebbi, affluent de la Bénoué, dont il reconnut l'importance au point de vue des communications à établir avec le bassin du Chari.

Au moment même où MM. de Brazza et Mizon se donnaient la main dans le bassin de la Sangha, une autre mission qui devait également aboutir à Yola se préparait à partir du Congo, pour continuer, après M. M. Dybowski, l'œuvre entreprise par l'infortuné Crampel. M. Maistre atteignait le cours supérieur du Chari, désigné par les indigènes, à l'endroit où il l'a rencontré, sous le nom de Gribinghi; mais faute d'embarcation il devait renoncer à descendre le fleuve jusqu'au Tchad et se rabattait vers l'ouest, pour aboutir à la Bénoué, en traversant par Laï et Lamé une région jusqu'alors inexplorée où il réussissait à conclure une série de traités.

Les succès remportés par nos explorateurs furent bientôt connus et commentés en Allemagne. L'occupation de Gaza, que les cartes allemandes plaçaient par 14° 30' de Greenwich, c'est-à-dire en dedans de la ligne formant la limite reconnue à la colonie de Cameroun, les passages à Ngaoundéré de M. Mizon, en 1892, et, quelques mois plus tard, de M. Ponel, un des lieutenants de M. de Brazza, étaient signalés comme des empiètements contraires aux engagements formellement inscrits dans l'arrangement du 24 décembre 1885.

Le cabinet de Berlin estima que le moment était venu de reprendre les pourparlers interrompus en 1890 et fit, au mois de juin 1893, des ouvertures dans ce sens.

Conformément à la demande formulée par l'ambassadeur de France à Berlin, il fut entendu que les pourparlers auraient lieu entre les délégués,

spécialement désignés à cet effet, des administrations coloniales des deux pays.

Les négociations ainsi engagées se sont prolongées depuis les premiers jours de décembre 1893 jusqu'au 4 février 1864, date de la signature du protocole, confirmé le 15 mars suivant par l'arrangement conclu entre l'ambassadeur de la République à Berlin et le secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Allemagne.

La nouvelle délimitation a pour premier résultat de réserver à la France la plus grande partie du bassin de la Sangha. Grâce aux observations astronomiques recueillies par MM. de Brazza et Mizon, il a été possible de rectifier les positions de Bania, de Gaza et de Koundé, et de démontrer, par des documents d'une valeur incontestable, que l'occupation de ces trois points ne constituait aucune violation des droits réservés à l'Allemagne par la convention de 1885.

Gaza, notamment, que les cartes allemandes plaçaient par 14° 30' de Greenwich (12° 10' de Paris), est, en réalité, situé par 15° 43' de Greenwich (13° 23 de Paris), c'est-à-dire non pas à l'ouest, mais sensiblement à l'est du méridien formant la limite reconnue à la colonie allemande.

Cette importante rectification ôtait tout caractère irritant aux discussions relatives au maintien des positions occupées par M. de Brazza dans le bassin de la Sangha. Ouesso, Bania, Djambala, Gaza, Koundé, c'est-à-dire tous les postes créés par le commissaire général du Congo, étant situés dans la zone que la convention de 1885 avait voulu laisser ouverte au premier occupant, aucun titre valable ne pouvait être opposé à ceux que nous produisions. Nos agents ne s'étaient pas, d'ailleurs, contentés d'explorer le pays; ils l'avaient occupé et organisé; c'était bien la colonie du Congo français qui se prolongeait vers le nord, sans sortir d'ailleurs des limites naturelles qui avaient fait, en 1885, l'objet d'une réserve spéciale à notre profit.

Pour Ngaoundéré, la question était plus délicate. Même en tenant compte de la position nouvelle que les calculs de M. Mizon assignaient à ce point, il demeurait sensiblement en dedans de la limite revendiquée par les Allemands. C'était un voyageur allemand, Flegel, qui le premier, en 1882, avait pénétré jusque-là. Si M. Mizon y avait séjourné depuis, si M. Povel, un des lieutenants de M. de Brazza, y avait passé à une date plus récente, nous n'y avions laissé aucun établissement permanent. Enfin Ngaoundéré ne pouvait pas être considéré comme relevant du bassin de la Sangha, la rivière qui passe aux environs de la ville étant soit un affluent de la Bénoué, soit un affluent d'une rivière venant de la côte.

Il fut donc admis que Ngaoundéré resterait dans la sphère d'influence allemande, mais que la route qui relie ce point à Koundé, Gaza et Bania au sud et à Yola vers le nord demeurerait ouverte aux commerçants et aux voyageurs français.

Du côté du Chari, l'accord pouvait s'établir sans grande difficulté. La France ne contestait pas à l'Allemagne la possibilité d'avoir un accès à la rive méridionale du lac Tchad et à l'une des rives du Chari, près de son embouchure, à condition qu'il fût admis que l'accès de l'autre rive lui serait concédé, la navigation du Chari et de ses affluents restant libre pour les nationaux des deux pays. Il était difficile, en effet, de faire prévaloir des prétentions plus étendues sur une région où nous ne possédions aucun titre à opposer à ceux dont pouvaient se prévaloir les Allemands, grâce aux voyages de Barth, d'Overweg, de Vogel, de Rohlf, de Nachtigal. Il est vrai que ces explorateurs, à l'époque où ils ont accompli leurs remarquables travaux, n'avaient aucune visée politique. Certains, et non des moins considérables, faisaient partie des missions scientifiques organisées en Angleterre. Aucun n'avait rapporté de traité qui pût servir à établir un droit quelconque de souveraineté au profit de l'Allemagne. Mais ces objections, dont il était difficile de contester la valeur, ne suppléaient pas à l'insuffisance de nos propres titres.

L'attribution à la sphère d'influence française de la rive droite du Chari

jusqu'au point où le fleuve est coupé par le 10^e parallèle, et des territoires situés à l'est et au sud de la ligne ainsi déterminée, l'attribution à l'Allemagne de la rive gauche du Chari, jusqu'au 10^e parallèle, et des territoires compris entre le fleuve et ce parallèle, pouvait donc être considérée comme une solution acceptable, faisant la part de ce qui pouvait équitablement revenir à chaque pays.

Le tracé de la ligne intermédiaire entre le bassin de la Sangha et celui du Chari offrait de plus sérieuses difficultés. La France ne pouvait se désintéresser du bassin de la Haute-Bénoué et de ses affluents, que MM. Mizon et Maistre avaient exploré, et où nos revendications étaient appuyées sur des traités conclus avec les chefs indigènes.

Les instructions qu'avaient reçues nos délégués leur prescrivaient de s'efforcer d'obtenir un accès en un point navigable du Mayo-Kebbi aussi rapproché que possible du confluent de cette rivière avec la Bénoué. C'est qu'en effet, si, comme l'affirmait le lieutenant de vaisseau Mizon, la véritable voie de pénétration vers le Chari et le Baghirmi était la route du Niger et de la Bénoué, prolongée par le Mayo-Kebbi, il était essentiel de nous réserver la faculté d'établir sur ce dernier cours d'eau une station destinée à servir de centre de ravitaillement aux voyageurs ou aux commerçants qui utiliseraient ces voies fluviales. En prenant pied dans le bassin de la Bénoué, la France acquerrait en outre un titre nouveau pour exiger que la liberté de la navigation du Niger et de ses affluents, solennellement proclamée par l'acte général de Berlin, ne restât point à l'état de lettre morte.

La possession de Biafra, point navigable du Mayo-Kebbi, atteint en 1882 par le voyageur anglais Mac-Donald, répond à ces desiderata.

La frontière s'infléchissant vers l'ouest, à partir du point où le parallèle 8° 30' rencontre le méridien 15° Greenwich (12° 40' de Paris), laisse ainsi dans la sphère d'influence française le village de Lamé, visité par Maistre en 1892, et tous les points entre Lamé et le Chari où la mission qu'il dirigeait a réussi à conclure des traités. Mais il n'a été possible d'obtenir cette importante concession territoriale qu'en accordant à l'Allemagne, à l'est du méridien 15° Greenwich (12° 40' de Paris), un accès à la Sangha sur une longueur de 30 kilomètres, limitée au sud par le point où le parallèle 2° rencontre cette rivière.

En résumé, le protocole du 4 février 1894 donne, au point de vue français, les résultats suivants :

1° La France conserve dans la Haute-Sangha tous les postes créés et organisés par M. de Brazza ; pour éviter la difficulté qu'il y a à reconnaître sur le terrain une frontière déterminée par un méridien, la nouvelle délimitation a été repérée par les points occupés par nos postes (Bania, Gaza, Koundé), dont la position a été reconnue exacte d'après les observations astronomiques produites par nos délégués et par les distances prises à l'ouest de ces points sur les parallèles correspondants : la détermination d'un parallèle est une opération relativement simple et qui n'exige pas, comme celle d'un méridien, d'observations astronomiques compliquées et délicates ;

2° La France obtient un accès au Mayo-Kebbi et peut ainsi utiliser la voie de pénétration du Niger et de la Bénoué ;

3° Indépendamment de certains districts orientaux et méridionaux de l'Adamaoua, toute la région où la mission Maistre a conclu des traités est réservée à la sphère d'influence française ;

4° Le cours entier du Chari est attribué à la France, depuis sa source jusqu'au 17° 10' de Greenwich (10° 50' de Paris) ; à partir de ce point, la rive droite du fleuve, ouvert à la libre navigation des deux pays, nous est réservée ;

5° Sont compris dans la sphère d'influence française les Etats situés à l'est du Chari et du lac Tchad et tous les territoires compris entre l'Oubanghi, le Chari et la rive orientale du Tchad.

Les résultats obtenus par l'Allemagne sont loin, d'ailleurs, d'être négligeables. Mais, quelque importants qu'ils soient, nous n'avons pas pensé que la France, en y souscrivant, sacrifiait une part trop importante des droits qui pouvaient lui être considérés comme acquis.

Dans les régions qu'occupent nos agents, il était indispensable, par une délimitation nouvelle complétant celle de 1885, de prévenir des malentendus qui auraient pu dégénérer en conflits graves.

Dans les territoires plus éloignés que l'on ne connaît que par les relations de quelques voyageurs et où les puissances européennes ne prendront solidement pied, suivant toute vraisemblance, que dans un avenir qui peut-être n'est pas proche, il était sage et nécessaire de réserver un champ d'action ouvert à l'expansion coloniale des deux pays, sans en faire plus longtemps le prix d'une lutte de vitesse entre explorateurs.

Que le partage ainsi opéré sur la carte soit sujet à des revisions successives, à mesure que les données géographiques que l'on possède seront plus nombreuses et plus précises, c'est ce qu'a eu soin de prévoir le protocole du 4 février. Aux lignes idéales tracées sur le papier seront substituées des frontières correspondant à la configuration naturelle des pays; les arrangements de l'avenir pourront faire plus exactement la part de l'intérêt qu'il y a à respecter les divisions territoriales des Etats indigènes dévolus aux sphères d'influence des deux pays.

L'essentiel, à l'heure actuelle, était de tracer une limite qui fût admise de part et d'autre, de manière à prévenir toute contestation, et qui permit de travailler utilement, avec la persévérance et la tranquillité d'esprit que réclame une œuvre de longue haleine, à l'organisation progressive et à la mise en valeur des territoires réservés à notre influence.

C'est avec la conviction que l'arrangement conclu avec le gouvernement allemand donne, dans la plus large mesure, satisfaction à ces desiderata, que nous soumettons à votre haute approbation le texte du protocole signé le 4 février par les délégués des deux pays, accompagné de l'acte diplomatique qui est intervenu le 15 mars dernier pour en confirmer les termes.

— Rapport de M. Francis Charmes au nom de la Commission de la Chambre des députés.

« Messieurs, votre commission a étudié avec soin le projet de loi qui vous a été soumis et qui porte approbation de l'arrangement conclu à Berlin pour la délimitation des colonies du Congo français et du Cameroun, et des sphères d'influence française et allemande dans la région du lac Tchad. Elle vous demande, à l'unanimité, de vouloir bien le voter.

« L'arrangement dont il s'agit est une de ces conventions successives qui précisent notre situation en Afrique en fixant avec les puissances voisines les limites de nos possessions et de nos influences respectives. L'arrangement actuel est le complément nécessaire de celui que nous avons fait avec l'Allemagne en 1885 et qui avait été rendu nécessaire par l'établissement des Allemands au Cameroun aussi bien que sur d'autres points de la côte occidentale d'Afrique. Les deux puissances se sont fait à cette époque des concessions réciproques, à la suite desquelles notre frontière commune a été fixée, sur la côte, à la rivière Campo. Cette frontière devait être prolongée à l'intérieur par un parallèle jusqu'à la rencontre de ce parallèle avec le 12° 40' de Paris ou le 15° est de Greenwich. La France reconnaissait à l'Allemagne tout ce qui était au nord de cette ligne, et l'Allemagne reconnaissait à la France tout ce qui était au sud. Mais, à l'est, du côté de l'Afrique centrale, la frontière restait ouverte dans des conditions qui ont été l'objet, entre l'Allemagne et nous, de controverses aujourd'hui sans objet. En fait, l'arrangement de 1885 n'avait pas absolument précisé. Dans l'incertitude géographique où on était encore sur bien des points, les deux parties avaient sans doute préféré réserver l'avenir. Chacune d'elles comptait sur l'esprit d'en-

treprise de ses explorateurs pour s'avancer aussi loin que possible dans l'intérieur du pays.

« L'historique de ces explorations a été présenté d'une manière trop complète dans l'exposé des motifs du projet de loi pour que nous ayons à y revenir. Il est, d'ailleurs, facile d'en déterminer les résultats. Les Allemands, quelle qu'ait été leur énergie, n'ont pas réussi à franchir la frontière montagneuse du Cameroun à l'est, et aucune de leurs expéditions n'a pu atteindre le 12° 40' de Paris ou le 15° de Greenwich, qu'elles se proposaient de dépasser. Nous avons été plus heureux, peut-être parce que notre point de départ nous donnait des facilités plus grandes.

« Le comité de l'Afrique française, présidé par notre honorable collègue M. le prince d'Arenberg, a rendu, à cette occasion, des services que votre commission a tenu à reconnaître publiquement. C'est le comité de l'Afrique française qui, après avoir envoyé en mission Crampel, a envoyé Dybowski et Maistre pour continuer son œuvre. M. Savorgnan de Brazza a dirigé lui-même une dernière expédition, et nous avons occupé successivement, en remontant la Sangha, les postes de Bania, de Djambala, de Gaza, de Koundé. M. Povel, un des lieutenants de M. de Brazza, a rejoint la Haute-Bénoué à Yola.

« D'autre part, messieurs, vous connaissez les missions remplies par M. Mizon qui, lui aussi, à travers tant de péripéties, a atteint Yola par une autre voie en remontant le Niger et la Bénoué et qui, descendant ensuite vers le sud, est venu rejoindre M. de Brazza. Nos explorateurs avaient en quelque sorte investi à l'est la colonie du Cameroun d'une ceinture de postes français et de traités conclus avec les petits souverains des populations traversées. Ils avaient montré ce que peut une activité qui se produit en temps opportun, et donné un exemple qui inspirera certainement leurs successeurs.

« L'Allemagne a jugé que le moment était venu de négocier, en tenant compte des résultats acquis de part et d'autre. Il y aurait eu des inconvénients à attendre plus longtemps. Déjà des difficultés avaient failli naître entre nos agents et les siens du côté de la Haute-Bénoué. De plus, l'Allemagne, au mois d'août dernier, avait déjà conclu un arrangement avec l'Angleterre. Elle désirait le compléter par un autre avec nous.

« Il y a eu deux phases dans l'établissement de la colonie du Cameroun, et, dans les deux, l'Allemagne a rencontré à côté de l'Angleterre et la France. La première phase a été celle des prises de possession sur la côte ; elle s'est terminée par les traités de 1885. La seconde a été la phase des explorations. Lorsque les explorations ont eu produit tout l'effet qu'on pouvait en espérer, le moment de traiter s'est de nouveau présenté. L'Allemagne l'a compris ; son arrangement avec l'Angleterre a prolongé la frontière occidentale de ses possessions jusqu'au lac Tchad. L'Angleterre abandonnait à son influence tous les territoires à l'est de cette ligne, jusqu'au bassin du Nil ; mais nous avions sur quelques-uns de ces territoires une situation à défendre, et l'Allemagne l'a reconnu loyalement. Elle a, d'un commun accord avec nous, fixé pour notre frontière commune le cours du Chari, à partir de son embouchure jusqu'au 10° de latitude. La rive droite du fleuve nous a été concédée dans tout ce parcours, et nous avons obtenu ainsi l'accès sur la rive méridionale du lac Tchad au point qui était le mieux dans nos convenances. A partir du 10° de latitude, la frontière va rejoindre le 12° 40' de Paris (15° degré de longitude est de Greenwich), et elle le suit du nord au sud, non toutefois sans s'en écarter sur deux points : au nord par un coude assez accentué à l'ouest, qui va atteindre Biffara sur le Mayo Kebbi ; au sud par un autre coude à l'est qui va toucher la Sangha sur une longueur de 30 kilomètres. Vous connaissez le motif de ces deux déviations. Nous tenions à occuper un point sur le Mayo Kebbi, affluent, que M. Mizon a reconnu navigable, de la Bénoué, et l'Allemagne ne tenait pas moins à

obtenir le même avantage sur la Sangha. Ces deux concessions correspondent à des intérêts du même ordre pour les deux puissances.

« Telles sont, messieurs, les dispositions principales de l'arrangement sur lequel vous avez à vous prononcer.

« Bania et Gaza nous sont abandonnés comme étant à l'est du 12° 40' de Paris ou de 15° est de Greenwich. Koundé paraît être situé sur le degré même : on nous l'abandonne aussi. Lamé ne pouvait guère nous être contesté à la suite de l'expédition de Maistre. Enfin, on nous attribue Bifara sur le Mayo-Kebbi, et toute la rive droite du Chari, au nord du 10° degré. Cet arrangement nous a paru mériter votre approbation. Il borne exactement à l'est la colonie du Cameroun et semble de nature à éviter tout conflit ultérieur entre l'Allemagne et nous. L'Allemagne, après s'être entendue directement avec l'Angleterre, a senti qu'elle n'avait rien fait de définitif si elle ne s'entendait pas également avec nous, et, prenant en considération nos droits et nos intérêts légitimes, elle a abandonné à notre influence des territoires que l'Angleterre avait abandonnés à la sienne. Ce sont là, pour nous, des résultats appréciables.

« Une annexe prévoit le cas où des erreurs géographiques devraient être corrigées en attribuant, soit à l'une, soit à l'autre des deux puissances, des avantages équivalents à ceux qui sont dans l'esprit même de l'arrangement. Les précautions prises pour cet objet sont favorables aux deux parties, dans les mêmes conditions, et par conséquent équitables. »

— *Rapport* du baron de Courcel, au nom de la Commission du Sénat.

Messieurs, le traité de délimitation qui a été signé à Berlin le 15 mars dernier par l'ambassadeur de France et le représentant de l'Allemagne, et que le Gouvernement vous demande aujourd'hui l'autorisation de ratifier, se rattache à une convention antérieure, conclue le 24 décembre 1885, entre les deux puissances, et ayant pour but de fixer l'étendue de leurs possessions respectives sur la côte occidentale d'Afrique. Le nouvel arrangement, soumis à votre appréciation, est la suite naturelle et contient le développement nécessaire de cette convention de 1885.

Il y a une dizaine d'années, les bassins intérieurs du Niger et du Congo, et surtout la région mystérieuse qui environne le lac Tchad, échappaient presque entièrement à l'attention des nations européennes.

Ces vastes domaines étaient pour la politique des valeurs négligeables.

Si les deux grands fleuves qui arrosent le versant occidental de l'Afrique avaient attiré l'attention des cabinets, si la possession de leurs rives et principalement de leurs embouchures, tenait déjà en éveil l'ambition et les rivalités des puissances, leurs affluents, aujourd'hui encore imparfaitement reconnus, demeuraient à peu près ignorés. Les puissances commerçantes s'attachaient donc de préférence aux côtes du continent noir, et les positions qu'elles y occupaient étaient d'autant plus prisées qu'elles correspondaient à des points où aboutissait, depuis une époque reculée, le trafic des populations indigènes.

Ces considérations expliquent la portée limitée de l'arrangement de 1885 entre la France et l'Allemagne.

Les négociateurs de cet acte se sont abstenus alors de préciser les droits des deux pays sur des territoires situés à une certaine distance des côtes, parce que la nature et la configuration de ces territoires étaient inconnues, et aussi parce que leur possession semblait ne devoir présenter de longtemps qu'un intérêt secondaire. Cependant, d'une manière générale, on peut penser que la tendance des auteurs de la convention de 1885 a été de réserver à la France les territoires situés dans le périmètre naturel des affluents septen-

trionaux du Congo, tandis que l'Allemagne viserait à s'étendre vers la Bénoué, affluent principal du Niger.

Mais, à la suite de la conférence internationale de Berlin, qui, prévoyant en quelque sorte un partage de l'Afrique entre les puissances, fixait d'avance des règles pour l'occupation des immenses territoires de cette partie du monde à peine effleurée jusqu'alors par la colonisation européenne, une émulation toute nouvelle s'est emparée des nations. Les explorateurs de tous les pays se sont lancés à l'intérieur de l'Afrique, remontant les rivières, se jetant à la traverse de régions réputées inaccessibles, et entrant franchement en rapport avec les indigènes, dont les variétés ethnographiques, l'organisation et les traditions diverses avaient échappé aux investigations de leurs devanciers. Dans cette lutte pacifique, honorable pour l'humanité tout entière, et où d'admirables hérosismes se sont déployés, nous pouvons dire avec un juste orgueil que la France a tenu l'un des premiers rangs. L'exposé des motifs du projet de loi qui vous est soumis énumère avec beaucoup de précision et de sobriété les résultats obtenus par le courage et la persévérance des Brazza, des Maistre, des Mizon, des Monteil, et de tant d'autres de leurs émules et de leurs collaborateurs.

L'objectif principal de ces hardis pionniers a été de découvrir des voies de communication et d'arriver ainsi à établir, au profit de la France, un trait d'union entre le bassin de la Bénoué, c'est-à-dire du Niger, et les affluents du Congo. En poursuivant ce but, on se rapprochait nécessairement du lac Tchad ainsi que du fleuve Chari, grand cours d'eau qui s'y déverse et qui est indépendant à la fois du Congo et du Niger. Le Tchad, sorte de mer intérieure, qui n'est peut-être qu'un marécage, paraît destiné dans l'avenir à faciliter les communications entre le bassin septentrional du Congo, apanage de la France, et la région saharienne où notre action est prédominante. Ainsi se trouverait créé un lien de contiguïté entre nos diverses possessions d'Afrique, en y comprenant l'Algérie et le Sénégal.

Quoi qu'il faille penser de cette perspective, sans doute lointaine encore, il est facile de comprendre l'intérêt des positions reconnues par nos explorateurs entre le bassin de la Bénoué, d'une part, et les régions du Chari et de la Sangha, affluent du Congo, d'autre part. Mais on aperçoit en même temps que la réalisation du plan qu'ils avaient en vue ne pouvait s'accomplir sans un risque de conflit avec l'Allemagne, qui ne devait pas admettre volontiers que son établissement au Cameroun fût contourné et coupé de l'intérieur. Il est vrai que les Allemands s'étaient laissés devancer par les Anglais sur le cours inférieur et moyen de la Bénoué; mais ils ne renonçaient cependant ni à s'établir sur la partie supérieure de ce fleuve, ni à s'étendre dans la direction du Tchad et du Chari.

L'accord signé à Berlin le 15 mars dernier tient compte à la fois des résultats acquis par nos explorateurs et des justes intérêts des deux parties contractantes. S'il consacre en faveur des Allemands la possession d'une partie de la haute Bénoué et de la rive gauche du Chari, en leur concédant un accès sur le lac de Tchad, il assure d'autre part à la France les postes importants de Bania, de Gaza et de Koundé, fondés par M. de Brazza. Sur la Sangha, bien que ce dernier point tout au moins soit situé à l'ouest du méridien de 12° 40' de longitude de Paris, fixé par la convention de 1885 comme limite orientale des territoires allemands. Il nous donne en même temps la possession indisputée de Lamé et de Bifara dans le bassin de la Bénoué.

Bifara est situé sur le Mayo-Kebbi, affluent reconnu navigable de la Bénoué, de sorte que, par ce point, les communications nous sont assurées entre les bassins du Niger et du Congo, placés tous deux par l'acte général de Berlin sous le régime de la liberté du commerce et de la navigation.

Par un surcroît de précaution, la liberté absolue de communication, avec le bénéfice du traitement national, nous est promise sur la route de Koundé à Yola par Ngaoundéré, à travers le territoire allemand. Nous atteignons

directement par cette voie le centre important de Yola, capitale du sultan d'Adamaoua, et le cours principal de la Bénoué.

Enfin, la possession de la rive droite du Chari et des bords du lac Tchad à l'est de ce fleuve, est formellement reconnue à la France.

Ces avantages sont considérables. Ils ont été achetés, il est vrai, par une concession importante faite à l'Allemagne. Celle-ci reçoit l'attribution de la rive gauche du Ngoko sur une partie de son cours et de la rive droite de la Sangha sur une longueur de 30 kilomètres.

En s'étendant ainsi sur ces deux rivières, qui se rejoignent et se confondent au poste français d'Ouessou, la colonie allemande de Cameroun prend pied dans le bassin du Congo, et grâce au principe de la liberté de navigation qui régit tous les cours d'eau de ce bassin, elle est appelée à bénéficier de tous les avantages acquis au commerce international dans cette vaste région.

Votre commission, messieurs, dans sa majorité, n'a pas pensé que la France dût être jalouse de ce profit acquis à l'Allemagne.

Quelles que soient les causes de divergence qui séparent fatalement les deux nations sur d'autres points du globe, en Afrique, tout au moins, elles peuvent le plus souvent marcher de concert, car leurs intérêts sont presque toujours identiques.

Comme l'indique avec un grand bonheur d'expression l'exposé des motifs, elles doivent moins s'appliquer à se gagner l'une l'autre de vitesse dans l'exploration de régions hors de portée utile, qu'à défendre par de communs efforts, sur les points importants qu'elles possèdent déjà, la cause de la liberté du trafic et de la navigation, et à tirer toutes les conséquences des principes libéraux proclamés par l'Acte général de 1885.

Dans le bassin du Congo comme sur la Bénoué, et aussi sur le Tchad, but où convergent tant d'ambitions rivales, l'Allemagne est nécessairement appelée à soutenir la même politique que nous, et cette politique doit être profitable à tous les peuples.

C'est cette pensée qui semble avoir inspiré les rédacteurs du protocole du 4 février 1894 et de son annexe. Votre commission se plaît à rendre hommage à la largeur de vues et à l'esprit d'équité qui se sont manifestés dans ces deux documents. Elle y reconnaît aussi un sage esprit de prévision.

La délimitation de 1894 marque un pas en avant sur l'imparfaite délimitation de 1885; mais elle ne saurait davantage être définitive. Aussi l'arrangement qui vous est soumis indique-t-il que bien des points laissés encore obscurs ou vagues auront besoin d'être éclaircis et précisés dans l'avenir, et il pose dès à présent des règles prudentes pour que ce travail futur s'accomplisse, lorsque l'heure sera venue, dans un esprit de mutuelle conciliation entre les deux pays.

Votre commission vous propose, en conséquence, messieurs, de donner votre approbation au projet de loi dont vous êtes saisis et d'autoriser le Gouvernement à ratifier, comme il le demande, le traité du 13 mars 1894. Il lui sera permis d'exprimer, en terminant, le vœu que les avantages réservés par cet acte à la France et mis désormais à l'abri de toute contestation, deviennent le point de départ d'entreprises coloniales actives, afin que nos négociants, pour qui toutes ces conquêtes sont faites, viennent à leur tour, par leur esprit d'initiative, par leur intelligence et par leurs capitaux, féconder l'œuvre de nos négociateurs.

FRANCE — LIBÉRIA

Arrangement relatif à la délimitation des possessions de la France et des territoires de la République de Libéria.

8 décembre 1892 (1).

Les soussignés :

Hanotaux, Ministre plénipotentiaire, directeur des Consulats et des affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères de la République française, etc., etc. ;

Hausmann, chef de division au sous-secrétariat d'Etat des Colonies de la République française, etc., etc. ;

Et le baron de Stein, Ministre résident et consul général de la République de Libéria en Belgique, commissaire de la République de Libéria près le Gouvernement de la République française, etc., etc.

Délégués par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de la République de Libéria, à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions françaises et des territoires de la République de Libéria,

Sont convenus des dispositions suivantes, de part et d'autre, sauf ratifications des Gouvernements respectifs :

Article premier. — Sur la Côte d'Ivoire et dans l'intérieur, la ligne frontière entre les possessions françaises et la République de Libéria sera constituée comme suit, conformément au tracé rouge porté sur la carte annexée au présent arrangement en double et paraphée, savoir :

1° Par le thalweg de la rivière Cavally jusqu'à un point situé à environ 20 milles au sud du confluent de la rivière Fodédougou-Ba, à l'intersection du 6°30' de latitude nord et du 9°12' de longitude ouest ;

2° Par le parallèle passant par ledit point d'intersection jusqu'à la rencontre du 10° de longitude ouest de Paris, étant entendu, en tout cas, que le bassin du grand Seisters appartient au Libéria et que le bassin du Fodédougou-Ba appartient à la France ;

3° Par le méridien 10° jusqu'à sa rencontre avec le 7° de latitude nord ; à partir de ce point, la frontière se dirigera en ligne droite vers le point d'intersection du 11° avec le parallèle qui passe par Tembi-Counda, étant entendu que la ville de Barmaquirilla et la ville de Mahomadou appartiendront à la République de Libéria, les points de Naalah et de Mousardou restant par contre à la France ;

4° La frontière se dirigera ensuite vers l'ouest, en suivant ce même parallèle jusqu'à sa rencontre, au 13° de longitude ouest de Paris, avec la frontière franco-anglaise de Sierra-Leone.

Ce tracé devra, en tous cas, assurer à la France le bassin entier du Niger et de ses affluents.

Art. 2. — La navigation sur la rivière Cavally, jusqu'au confluent du Fodédougou-Ba, sera libre et ouverte au trafic et aux habitants des deux pays.

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris le 10 août 1894.

La France aura le droit de faire, à ses frais, dans le cours ou sur l'une et l'autre rive du Cavally, les travaux qui pourraient être nécessaires pour le rendre navigable, restant toutefois entendu que, de ce fait, aucune atteinte ne sera portée aux droits de souveraineté qui, sur la rive droite, appartiennent à la République de Libéria. Dans le cas où les travaux exécutés donneraient lieu à l'établissement de taxes, celles-ci seraient déterminées par une nouvelle entente entre les deux Gouvernements.

Art. 3. — La France renonce aux droits résultant pour elle des anciens traités conclus sur différents points de la côte des Graines, et reconnaît la souveraineté de la République de Libéria sur le littoral à l'ouest de la rivière Cavally.

La République de Libéria abandonne, de son côté, toutes les prétentions qu'elle pouvait faire valoir sur les territoires de la Côte d'Ivoire, situés à l'est de la rivière Cavally.

Art. 4. — La République de Libéria facilitera, comme par le passé, dans la mesure de ses moyens, le libre engagement des travailleurs sur la côte de Libéria par le Gouvernement français ou par ses ressortissants. Les mêmes facilités seront accordées réciproquement à la République de Libéria et à ses ressortissants, sur la partie française de la Côte d'Ivoire.

Art. 5. — En reconnaissant à la République de Libéria les limites qui viennent d'être déterminées, le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'entend s'engager que vis-à-vis de la République libérienne libre et indépendante, et fait toutes ses réserves, soit pour le cas où cette indépendance se trouverait atteinte, soit dans le cas où la République de Libéria ferait abandon d'une partie quelconque des territoires qui lui sont reconnus par la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 décembre 1892.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

— — J. HAUSMANN.

— — BARON DE STEIN.

MONACO — PAYS-BAS

Convention d'extradition.

26 juin 1894 (1).

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et, en son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, le sieur Gérard, Henri-Arnaud-Nicolas Rietstap, Chevalier de son Ordre de Saint-Charles, son Consul général à La Haye;

Et Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, les sieurs Jonkheer Jean Roëll, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre des affai-

(1) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 18 août 1894.

res étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et Guillaume van der Kaay, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Ministre de la Justice de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de Monaco et le Gouvernement des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée :

1° Attentat contre la vie du Souverain ou des membres de sa famille ;
2° Meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3° Menaces faites par écrit et sous une condition déterminée ;

4° Avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres ;

5° Sévices, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort, sévices commis avec préméditation ou sévices graves ;

6° Viol ; attentat à la pudeur ; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au-dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au-dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance ; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans ; excitation d'une personne au-dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers ;

7° Excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs ;

8° Bigamie ;

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant ;

10° Enlèvement de mineurs ;

11° Contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ;

12° Contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de marques d'ouvrier exigées par la loi ;

13° Faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée ; détention ou introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait, au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés ;

14° Faux serment ;

15° Corruption de fonctionnaires publics ; concussion ; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels ;

16° Incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse ;

17° Destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre, ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;

18° Actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens ;

19° Le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;

20° Emeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs ;

21° Le fait, commis à dessein, d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

22° Vol ;

23° Escroquerie ;

24° Abus de blanc-seing ;

25° Détournement ;

26° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Toutefois, l'extradition n'aura lieu que pour autant que l'infraction aura été constatée de telle manière que les lois du pays, où la personne poursuivie sera trouvée, permettraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime ou le délit y avait été commis, et qu'elles n'interdisaient pas son extradition.

Art. 2. — L'extradition n'aura pas lieu :

1° Lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition ;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté ;

3° Si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 4. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néan-

moins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Art. 5. — L'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente Convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers, sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un crime ou d'un délit prévu par la Convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'art. 7 de la présente Convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Art. 6. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Art. 7. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 8. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Art. 9. — En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente Convention, pourra être demandée :

Du côté de la Principauté de Monaco, par le Gouverneur général, l'Avocat général ou le Juge d'instruction ;

Du côté des Pays-Bas, par tout Officier de justice ou tout Juge d'instruction (juge commissaire).

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Art. 10. — L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article

précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente Convention, n'a pas été faite.

Art. 11. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une Commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence, toutefois, une Commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute Commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Art. 12. — Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 13. — Lorsque dans une cause pénale non politique la confrontation de criminels détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 14. — Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des art. 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Art. 15. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des Commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — La présente Convention, laquelle n'est pas applicable aux Colonies, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution, la Convention du 10 août 1876 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente Convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à La Haye, le vingt-six juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) Signé : RIETSTAP.

— — ROELL.

— — VAN DER KAAÿ.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

ACTES

DE LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE

CONCERNANT LA CRÉATION D'UNE

Union internationale pour la publication des Traités

RÉUNIE A BERNE

Du 25 Septembre au 3 Octobre 1894.

Préliminaires de la Conférence.

En 1891, à l'occasion d'un vœu exprimé au sein de l'Institut de droit international, le Conseil fédéral suisse s'est montré disposé à prendre, le cas échéant, l'initiative de démarches diplomatiques en vue de provoquer la création d'une *Union internationale pour la publication des traités*.

L'Institut a remis la question à l'ordre du jour de sa session de 1892, tenue à Genève ; il a élaboré les avant-projets d'une convention et d'un règlement d'exécution, et il a adressé ces documents au Conseil fédéral avec la demande de les communiquer aux Etats étrangers.

Pénétré de l'utilité de la création désirée par l'Institut, le Conseil fédéral a donné suite à cette demande et il a envoyé, en date du 4 octobre 1892, la note-circulaire suivante aux Gouvernements de tous les pays civilisés :

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence n'ignore pas les difficultés multiples qu'occasionne fort souvent la recherche du texte authentique d'un traité conclu entre Etats étrangers. Il arrive même qu'après de laborieuses et pénibles recherches le résultat obtenu ne répond pas aux efforts déployés ; dans tous les cas, il y a toujours une grande perte de temps. Il y a très longtemps déjà que l'on cherche à remédier à cet état de choses, et l'*Institut de droit international* s'est, depuis huit ans, tout particulièrement occupé de cette importante question.

Après l'avoir étudiée dans sa session de Hambourg, l'année dernière, il l'a reprise cette année-ci à Genève et est arrivé, après mûr examen, à

la conclusion que la création d'une *Union internationale pour la publication des traités*, avec bureau permanent, résoudrait la difficulté. Ce bureau aurait à publier les textes officiels de tous les traités des Etats adhérents, en en garantissant l'authenticité et en adjoignant une traduction française à tous ceux conclus dans une autre langue. L'avantage que réaliserait cette manière de procéder pour les Etats et leurs administrations, pour les tribunaux, les savants et les jurisconsultes, serait considérable et comblerait une lacune très regrettable.

C'est en s'inspirant de cette idée que l'Institut dont il s'agit, en nous transmettant les avant-projets d'une convention et d'un règlement d'exécution relatifs à la création de cette Union, a émis le désir que nous les soumettions à l'appréciation bienveillante des Gouvernements de tous les pays civilisés et que nous leur propositions, en même temps, la réunion d'une Conférence diplomatique chargée de les examiner.

En considération de l'utilité et de l'importance de l'œuvre poursuivie, nous n'avons pas hésité à accepter la mission dont il s'agit. Nous nous en acquittons aujourd'hui en vous transmettant ces documents et en appuyant, auprès des Gouvernements de tous les pays, le désir exprimé par l'Institut de droit international.

Si, comme nous l'espérons, cette initiative est favorablement accueillie, nous nous ferons un honneur et un plaisir de les inviter à se faire représenter, dans le courant de l'année prochaine, à une Conférence diplomatique qui aurait à s'occuper de la création de l'Union et de l'organisation éventuelle de son bureau.

Nous ajoutons que, si cette invitation est acceptée, nous serons heureux de pouvoir soumettre aux Etats participants un certain nombre de *tractanda* sur la base desquels les discussions de la Conférence pourraient avoir lieu.

Nous espérons que votre Gouvernement voudra bien nous faire part de ses vues à ce sujet, et nous saisissons cette occasion pour présenter à Votre Excellence, etc.

Voici le texte des avant-projets mentionnés dans la note-circulaire ci-dessus :

I

Avant-projet d'une Convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités.

(Formulé le 7 septembre 1892 par l'Institut de droit international.)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, etc., etc., etc., animés du désir de faciliter, autant que possible, la connaissance prompte et exacte de tous les traités, conventions et arrangements internationaux quelconques conclus entre eux ou par les Gouvernements contractants avec d'autres Etats non contractants, ont résolu de conclure la présente Convention, afin d'assurer la publication des actes internationaux susmentionnés, et ont nommé, etc., etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il est établi, par un accord de tous les Gouvernements... et de tous les Gouvernements qui, à l'avenir, accèderont à la

présente Convention, une association sous le titre de : *Union internationale pour la publication des traités*.

Art. 2. — Cette Union a pour but de publier, à frais communs, et de faire connaître, promptement et exactement, les engagements internationaux de quelque nature, forme ou portée qu'ils puissent être, conclus par les différents Etats contractants.

Art. 3. — A cette fin, il sera créé, à Berne, un Bureau international chargé de la publication des traités.

Un règlement spécial, fixant le fonctionnement de ce Bureau, est annexé à la présente Convention et aura la même force obligatoire.

Art. 4. — Le Bureau international publiera un recueil intitulé : *Recueil international des traités*. Cette publication sera reconnue comme l'organe officiel de l'Union internationale pour la publication des traités et fera preuve devant les tribunaux des Etats contractants.

Art. 5. — Les Parties contractantes s'engagent à communiquer, aussi promptement que possible, au Bureau international, pour être publiés dans le *Recueil international des traités*, les documents suivants :

1° Tous les traités, conventions, déclarations ou autres actes internationaux ayant force obligatoire pour les Etats signataires de la présente Convention et qui seront publiés dans ces différents pays ; ne sont pas exclus de cette communication les actes internationaux conclus par les Gouvernements contractants avec les Etats qui n'ont point accédé à la présente Union internationale ;

2° Toutes les lois, ordonnances ou règlements intérieurs publiés par les Gouvernements contractants dans leurs pays respectifs en exécution des traités ou conventions signés en leur nom et ratifiés ;

3° Les procès-verbaux des congrès internationaux ou conférences qui seront transmis au Bureau international par les soins de l'Etat sur le territoire duquel auront lieu ces congrès ou conférences ;

4° Les circulaires ou instructions que ces Gouvernements adresseront à leurs agents diplomatiques ou consulaires en vue d'assurer l'exécution uniforme des engagements internationaux pris par eux, étant stipulé qu'il dépend de l'appréciation de chaque Gouvernement de communiquer au Bureau international telle circulaire ou instruction qu'il jugera convenable.

Art. 6. — Tous les documents mentionnés dans l'article précédent seront communiqués au Bureau international dans la langue originale et accompagnés éventuellement d'une traduction française.

Art. 7. — Tous les documents communiqués officiellement, en vertu de l'art 5, au Bureau international, seront publiés dans le *Recueil international des traités*, d'après le texte authentique et dans la langue originale, sans la moindre modification de l'acte communiqué.

Les actes internationaux non conclus en français seront publiés avec une traduction française reconnue expressément par les Parties contractantes comme conforme au texte authentique du traité et comme ayant force obligatoire pour elles.

Toute exception à cette règle générale doit être constatée formellement et mentionnée en tête de l'acte publié.

Art. 8. — Tous les actes internationaux seront publiés sans commentaire par le Bureau international.

Art. 9. — Les Etats contractants ou accédants s'engagent à communi-

quer au Bureau international tous les actes internationaux énoncés à l'art. 5 : 1^o dans le délai de deux mois après leur mise en vigueur ; tous les autres actes énumérés à l'art. 5 (2^o, 3^o et 4^o), dans le délai d'un mois après leur publication ou mise à exécution.

Art. 10. — La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications.

Art. 11. — Sur la demande d'un Gouvernement contractant ou accédant, une nouvelle Conférence internationale pourrait être convoquée après l'expiration du terme de cinq ans, afin d'introduire les améliorations ou les modifications qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

Art. 12. — Si, douze mois avant l'expiration des cinq premières années, aucune demande prévue par l'article précédent n'a été faite, la présente Convention restera en vigueur pendant les cinq années suivantes et, ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

En foi de quoi, etc.

II

Avant-projet d'un règlement d'exécution de la Convention instituant un Bureau international pour la publication des traités.

(Formulé le 7 septembre 1892 par l'Institut de droit international.)

I. ORGANISATION DU BUREAU INTERNATIONAL.

Article premier. — Le Bureau international sera organisé par les soins du Gouvernement de la Confédération suisse dans les conditions déterminées par les articles suivants :

Art. 2. — Le personnel du Bureau international sera nommé par le Gouvernement fédéral suisse, qui communiquera aux Etats contractants ou accédants les mesures prises pour le fonctionnement régulier de l'institution.

Art. 3. — Le Gouvernement fédéral suisse veillera à la marche régulière du Bureau international. Il fera les avances de fonds nécessaires pour la première installation du Bureau international, surveillera les dépenses faites et établira le compte annuel.

Art. 4. — Un rapport sur les travaux et la gestion financière du Bureau international sera adressé chaque année aux Gouvernements intéressés.

Art. 5. — Le Bureau international a le droit de correspondre directement avec tous les Gouvernements intéressés et de demander tous les renseignements nécessaires pour assurer la publication prompte et exacte des documents qui lui sont communiqués en vertu de l'art. 5 de la Convention.

Aux demandes de renseignements ou d'éclaircissements de la part du public, le Bureau international répondra dans les limites de sa compétence et dans la mesure des moyens dont il dispose.

Art. 6. — Il sera publié, chaque année, au moins un volume du *Recueil international des traités*.

Art. 7. — Chaque volume contiendra, outre le texte des documents communiqués par les Gouvernements contractants ou accédants, une table chronologique et des matières.

Art. 8. — Chaque Gouvernement recevra des exemplaires du *Recueil*

international des traités dans la proportion du nombre d'unités contributives.

III. BUDGET. — RÉPARTITION DES FRAIS DU BUREAU INTERNATIONAL.

Art. 9. — Le budget du Bureau international est estimé approximativement à une centaine de mille francs.

Art. 10. — Ce budget sera alimenté au moyen d'une contribution proportionnelle des Etats contractants ou accédants et des ressources provenant des abonnements au *Recueil* de l'Union en dehors de la cotisation des divers Etats.

Art. 11. — En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants ou accédants, ceux-ci sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

| | | | |
|-----------------|--------|----|----------|
| 1 ^{re} | classe | 25 | unités ; |
| 2 ^e | » | 20 | » |
| 3 ^e | » | 15 | » |
| 4 ^e | » | 10 | » |
| 5 ^e | » | 5 | » |
| 6 ^e | » | 3 | » |

Art. 12. — Chacun des coefficients ci-dessus sera multiplié par le nombre d'Etats de la classe correspondante, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne l'unité de dépense, et, pour obtenir le montant de la contribution de chaque Etat dans les frais du Bureau international, il suffira de multiplier cette unité par le coefficient de la classe à laquelle cet Etat appartient.

L'initiative de l'Institut de droit international fut favorablement accueillie par la grande majorité des Etats. Il fut donc possible au Conseil fédéral de suivre l'affaire et de convoquer, pour le 25 septembre 1894, la Conférence prévue dans la note du 4 octobre 1892. A cet effet, il adressa, en date du 13 juillet 1894, aux Gouvernements de tous les pays civilisés la circulaire suivante :

Monsieur le Ministre,

Le 4 octobre 1892, nous avons eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence un avant-projet élaboré par l'Institut de droit international en vue de constituer une *Union internationale pour la publication des traités*. En même temps, nous faisons ressortir les avantages qu'offrirait la réalisation de l'idée émise, et nous ajoutons que, si l'initiative de l'Institut rencontrait un bon accueil, nous inviterions Votre Excellence à se faire représenter à une Conférence, qui aurait à examiner la question par le détail et, le cas échéant, à préparer les bases de l'Union projetée.

Le moment nous paraît venu aujourd'hui de convoquer cette Conférence ; en effet, aucun Gouvernement n'a contesté l'utilité ni l'importance de l'œuvre entreprise et, si quelques hésitations ou divergences se sont produites au sujet de certaines dispositions de l'avant-projet de l'Institut, elles nous ont fourni l'occasion de remanier cet avant-projet et d'offrir, comme base de discussion et selon la promesse donnée dans la

note du 4 octobre 1892, le programme que nous joignons à la présente en plusieurs exemplaires. Ce programme, tout en étant suffisamment précis pour servir utilement aux travaux de la Conférence, ne préjuge aucune des questions sur lesquelles des réserves ont pu être formulées. Il est d'ailleurs bien entendu que la participation à la délibération à laquelle nous venons vous convier n'implique aucune obligation pour l'avenir et que les Etats représentés resteront libres de discuter chacune des dispositions du projet qui sortira des travaux de la Conférence.

C'est dans ce sens et dans l'espoir que, avec le bienveillant concours des hauts Gouvernements, il sera possible d'aboutir à la création de l'Union projetée, que nous avons l'honneur d'inviter Votre Excellence à se faire représenter à la Conférence qui se réunira à Berne, dans la salle du Conseil des Etats, le mardi 25 septembre 1894, à trois heures de l'après-midi.

Nous prions Votre Excellence de vouloir bien nous faire savoir si nous pouvons compter sur la participation de son Gouvernement, et dans l'affirmative, nous faire connaître les noms du ou des Délégués représentant ce dernier.

Dans cette attente, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, etc.

Le programme mentionné dans la note ci-dessus est conçu en ces termes :

Programme proposé par le Conseil fédéral suisse pour la Conférence internationale relative à la création d'une Union internationale pour la publication des traités.

1^o Les Etats contractants (énumération), ainsi que ceux qui adhéreront, à l'avenir, à la Convention, forment une « Union internationale pour la publication des traités ».

2^o Cette Union a pour but de publier, à frais communs, les engagements internationaux conclus par les Etats contractants.

(Il sera utile de préciser si l'on entend aussi par là les engagements conclus par les Etats contractants ou accédants avec des Etats qui ne font pas partie de l'Union.)

3^o A cette fin, il est créé un Bureau international qui publiera un Recueil international des traités.

Siège et organisation de ce bureau. Mode de publication du recueil. Dispositions réglementaires.

4^o Documents à communiquer au bureau.

(S'en tiendra-t-on aux traités, conventions, déclarations ou autres actes internationaux, ou publiera-t-on aussi les lois et mesures d'exécution, de même que les procès-verbaux des Conférences ou Congrès internationaux, ainsi que le propose l'Institut de droit international?)

5^o Obligation pour les Etats contractants de communiquer les documents prévus par la Convention. Délai dans lequel cette communication doit avoir lieu.

(Il s'agira, entre autres, de préciser si chaque Etat contractant a l'obligation de communiquer le texte de l'acte auquel il participe, même s'il y a plus de deux contractants, ou si l'on peut établir une autre règle, par exemple que cette obligation incombe seulement à l'Etat sur le territoire duquel les ratifications ont été échangées.)

6° La publication en texte original dans le Recueil international des traités d'un acte ayant force obligatoire fera preuve devant les tribunaux des Etats contractants.

7° Il sera joint, éventuellement au texte original, une traduction en langue française, préparée par les soins du Bureau et soumise, avant la publication, à l'examen des Etats contractants.

(Il y aura lieu de voir jusqu'à quel point le caractère d'authenticité pourra être donné à cette traduction.)

8° Tous les actes internationaux seront publiés sans commentaire par le Bureau international.

(Il faudra cependant examiner si un court précis historique, soumis à l'approbation des Etats contractants ou communiqué par eux, ne serait pas d'une grande utilité.)

9° Les Etats qui n'ont pas signé la Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement de et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages et à toutes les charges stipulés par la Convention.

10° La Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir de l'échange des ratifications.

11° Sur la demande d'un Gouvernement contractant ou accédant, une nouvelle Conférence internationale pourrait être convoquée après l'expiration du terme de cinq ans, afin d'introduire les améliorations ou les modifications qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

12° Si, douze mois avant l'expiration des cinq premières années, aucune demande prévue par l'article précédent n'a été faite, la Convention restera en vigueur pendant les cinq années suivantes et ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

I. Organisation du Bureau international.

a. Le Gouvernement de est chargé d'organiser le Bureau international, d'en nommer le personnel et de veiller au fonctionnement régulier de l'institution. Il fera les avances de fonds nécessaires pour la première installation du Bureau, ainsi que pour les dépenses annuelles dans la mesure prévue aux lettres *g* à *k* ci-après.

b. Un rapport sur les travaux et la gestion financière du Bureau international sera adressé chaque année aux Gouvernements intéressés.

c. Le Bureau international a le droit de correspondre directement avec tous les Gouvernements intéressés et de demander tous les renseignements nécessaires pour assurer la publication prompte et exacte des documents qui lui sont communiqués en vertu des numéros 4 et 5 ci-dessus.

Aux demandes de renseignements ou d'éclaircissements de la part du public, le Bureau international répondra dans les limites de sa compétence et dans la mesure des moyens dont il dispose.

II. *Recueil international des traités.*

d. Il sera publié, chaque année, au moins un volume du Recueil international des traités.

e. Chaque volume contiendra, outre le texte des documents communiqués par les Gouvernements contractants ou accédants, une table chronologique et des matières.

f. Chaque Gouvernement recevra des exemplaires du Recueil international des traités dans la proportion du nombre d'unités contributives.

III. *Budget.*

g. Le budget du Bureau international est estimé approximativement à une centaine de mille francs.

h. Ce budget sera alimenté au moyen d'une contribution proportionnelle des Etats contractants ou accédants et des ressources provenant des abonnements au Recueil de l'Union en dehors de la cotisation des divers Etats.

i. En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants ou accédants, ceux-ci sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

| | | | |
|-----------------|--------|----|--------|
| 1 ^{re} | classe | 25 | unités |
| 2 ^e | " | 20 | " |
| 3 ^e | " | 15 | " |
| 4 ^e | " | 10 | " |
| 5 ^e | " | 5 | " |
| 6 ^e | " | 3 | " |

k. Chacun des coefficients ci-dessus sera multiplié par le nombre d'Etats de la classe correspondante, et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne l'unité de dépense et, pour obtenir le montant de la contribution de chaque Etat dans les frais du Bureau international, il suffira de multiplier cette unité par le coefficient de la classe à laquelle cet Etat appartient.

Outre les Etats énumérés ci-dessous et qui ont nommé des délégués à la Conférence du 25 septembre, les Pays suivants ont déclaré adhérer en principe à la création de l'Union : Bolivie, Bulgarie, Costa Rica, Haïti, Honduras, Japon, Luxembourg, République d'Orange, Paraguay, Perse, Siam, Transvaal. Le Brésil, le Danemark et le Mexique ont répondu vouloir attendre le résultat de la Conférence avant de prendre une décision.

Procès-verbal de la première séance de la Conférence diplomatique concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités.

25 septembre 1894.

La séance est ouverte à trois heures et quart, dans la salle du Conseil des Etats.

Sont présents :

Allemagne : Son Excellence M. le Dr Busch, Conseiller intime actuel,

Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne.

Argentine (République) : M. le Dr Sergio Garcia Uriburu, Consul général, à Genève.

Autriche-Hongrie : Son Excellence M. le Baron A. de Seiller, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne.

Belgique : Son Excellence M. J. Jooris, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne ; M. Capelle, Directeur du Commerce et des Consulats, Président du Bureau international des Tarifs douaniers, à Bruxelles ; M. le Chevalier Descamps, Sénateur, Membre de l'Institut de Droit international, à Bruxelles.

Congo (Etat Indépendant du) : Même délégation que pour la Belgique.

Etats Unis d'Amérique : Son Excellence M. James O. Broadhead, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne.

France : Son Excellence M. Camille Barrère, Ambassadeur de la République française près la Confédération suisse, à Berne.

Grèce : M. Alois Diodati-Eynard, Consul général à Genève.

Italie : Son Excellence M. Auguste des Barons Peiroleri, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne.

Libéria : M. Ch. Gœdelt, Consul général de la République de Libéria en Allemagne, à Hambourg.

Pays-Bas : M. le Baron W.-A.-F. Gevers, Ministre-Résident près la Confédération suisse, à Berne.

Portugal : Son Excellence Don G. Nogueira Soares, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne.

Roumanie : Son Excellence M. Emile-J. Ghika, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, à Vienne.

Russie : M. W. de Meissner, Premier Secrétaire de la Légation de Russie, à Berne, en remplacement de Son Excellence M. le Conseiller privé actuel, A. de Hamburger, Secrétaire d'Etat, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération suisse, à Berne, empêché d'assister à la Conférence ; M. Arthur Raffalovitch, Conseiller d'Etat actuel, Agent du Ministère des Finances de Russie, à Paris.

Suisse : M. le Conseiller fédéral Adrien Lachenal, Chef du Département fédéral des Affaires étrangères ; M. le Conseiller fédéral Eugène Ruffy, Chef du Département fédéral de Justice et Police ; M. Charles Soldan, Juge au Tribunal fédéral, à Lausanne.

Tunisie : M. Paul Desprez, Conseiller de l'Ambassade de la République française, à Berne.

M. le Conseiller fédéral Lachenal ouvre la séance en prononçant le discours suivant :

« Messieurs,

« C'est un grand honneur pour la Suisse de recevoir aujourd'hui tant d'hôtes d'importance, réunis pour étudier ensemble un problème fort

intéressant de l'ordre international et pour essayer de jeter les bases d'une nouvelle Union entre les pays.

« En dehors des travaux des savants et des efforts privés, l'idée de rassembler et de publier en un corps homogène, les textes des traités et conventions du monde civilisé, est fort récente. Elle a pris naissance au sein de l'Institut de Droit international. Il y a quelque vingt ans, M. de Holtzendorff attirait incidemment l'attention sur l'utilité qu'il y aurait à colliger tous les documents internationaux et demandait que chaque Gouvernement consentit à envoyer en un lieu à fixer, un exemplaire de tous les actes destinés à l'impression et auxquels il aurait pris part.

« Mais c'est en 1883 que, s'attachant de près à la question, l'Institut aborda l'étude de la publication des engagements internationaux. Sur un mémoire approfondi de M. de Martitz, il émit, dès 1885, un vœu tendant à ce que les Gouvernements voulussent bien prendre le soin de publier dans des collections particulières les traités conclus par eux. En 1887, faisant un pas de plus, l'Institut exprimait l'idée que les Gouvernements devraient se communiquer, entre autres, certains de leurs documents internationaux et instituer, chacun pour son compte, un dépôt central pouvant être mis à la disposition du public.

« Puis, sous l'effort de la critique scientifique, on parvint peu à peu à la conviction que les solutions envisagées étaient trop restreintes et que le vrai but serait d'arriver à obtenir un recueil général de tous les traités, publié par un Bureau international. On ne tarda pas à aboutir, et, le 7 septembre 1892, l'Institut adoptait le texte de deux avant-projets de convention et de règlement d'exécution, dont l'élaboration était due à la plume de M. de Martens.

« Ces textes furent transmis au Conseil fédéral qui, en 1891, de même que la Belgique, avait manifesté de favorables dispositions et qui avait fait savoir par écrit que si l'Institut en exprimait le désir, la Suisse serait prête à prendre l'initiative de démarches diplomatiques pour la création projetée.

« Le Conseil fédéral, comme bien d'autres Gouvernements, est pénétré de l'utilité de l'œuvre qui est aujourd'hui livrée à vos savantes méditations. Cette œuvre diffère de la plupart des créations internationales qui l'ont précédée, en ce que son but n'est pas de proclamer des principes généraux, de modifier ou de créer le droit entre les Etats, mais plus simplement, de rendre mieux accessible la connaissance de tous les engagements internationaux et de satisfaire, par là, aux besoins de la politique, de la juridiction et de la science. Et certes, Messieurs, la tâche est belle qui consiste à faciliter l'intelligence du travail et des idées qui, sous la forme contractuelle, s'échangent chaque jour entre les nations et à répandre, pour le profit de tous, une saine lumière sur les champs de l'activité humaine qui s'étendent au delà des frontières de chaque pays.

« La Conférence va donc entreprendre cette étude. Elle le fera, nous n'en doutons point, avec l'intention non pas d'utiliser seulement les travaux précieux et les riches matériaux déjà recueillis, mais d'examiner les choses en elles-mêmes, *ab ovo*, sans parti pris et dans le ferme propos de se renseigner avant tout sur la valeur des principes et la possibilité d'en déterminer la formule. Aussi, Messieurs, avez-vous pu remarquer que le Conseil fédéral s'est inspiré de ce soin et que, par une déférence bien naturelle, il a, dans le programme qu'il place sous vos yeux,

veillé à ce que les thèses de la discussion se bornent à être exposées, au lieu de se présenter d'emblée comme plus ou moins résolues.

« Le Conseil fédéral m'a chargé de saluer votre présence. La tâche m'est aisée et un mot suffit à l'accomplir : Je suis heureux et fier, Messieurs, de vous souhaiter la bienvenue cordiale sur le sol helvétique et je vous remercie d'avoir entendu notre appel, avec tant de bienveillance et si nombreux. Puisse, grâce à vos travaux, l'idée s'acheminer, le grain devenir épi, et de vos studieuses recherches naître un progrès nouveau et se former un lien de plus entre les peuples. »

Son Excellence M. Camille Barrère, Ambassadeur de France, répond en ces termes :

« Je crois être l'interprète fidèle de la Conférence en offrant à M. le Conseiller fédéral Lachenal nos remerciements pour les termes si bienveillants dans lesquels il a salué les délégués. Il était impossible de le faire plus courtoisement et d'exposer en termes plus clairs et plus intéressants la genèse des travaux de la Conférence. Aucun Gouvernement n'était plus autorisé que le Gouvernement suisse à présenter la question aux Etats réunis ici.

« Au nom de la Conférence, je prie M. Lachenal de bien vouloir nous présider et de constituer le bureau. Son expérience en pareille matière nous est un sûr garant que nos délibérations ne sauraient être dirigées avec plus de compétence et d'autorité. »

M. Lachenal accepte et remercie MM. les Délégués. Il présente comme secrétaires M. Charles Vogt, avocat, fonctionnaire du Département fédéral de Justice et Police ; M. Léon Poinard, secrétaire général des Bureaux internationaux pour la protection de la propriété intellectuelle ; et M. Emile Bonjour, fonctionnaire du Département fédéral des Affaires étrangères.

M. le Président constate ensuite la présence de tous les Délégués dont les noms ont été notifiés au Conseil fédéral, à l'exception de Son Excellence M. de Hamburger, malheureusement empêché par une indisposition de prendre part aux travaux de la Conférence et que son Gouvernement a autorisé à se faire remplacer par M. de Meissner, Premier Secrétaire de la Légation de Russie, à Berne. M. le Président est convaincu de bien traduire les sentiments de la Conférence, en communiquant ses condoléances à M. de Hamburger et en exprimant l'espoir qu'il pourra bientôt assister à ses séances.

Depuis l'impression des Préliminaires de la Conférence, envoyés hier à MM. les Délégués, le Gouvernement de l'Equateur a notifié au Conseil fédéral qu'il se ferait représenter à la Conférence par son Ministre à Paris, M. Flores. Mais M. Flores est empêché lui aussi, par une indisposition, de prendre part à la Conférence, au moins au commencement. L'Equateur sera ajouté à la liste des Etats représentés.

M. le Président espère que M. Flores pourra prochainement assister aux séances.

M. le Président constate que la mission de tous les Délégués présents

a été notifiée au Conseil fédéral par les Gouvernements respectifs, en sorte que leur qualité officielle est dûment établie. Quant à la nature des pouvoirs dont ils sont porteurs, comme il ne s'agit pour le moment que d'examiner s'il est possible de jeter les bases d'une entente générale qui devra ensuite être soumise à l'examen des Gouvernements, M. le Président propose, sous réserve de la discussion qui pourra se produire à l'occasion du projet de règlement, de s'en tenir à la constatation du fait que tous les Délégués ont bien reçu la mission de représenter leur Gouvernement à la Conférence.

Il est donné lecture du Projet de règlement de la Conférence, ainsi conçu :

Article premier. — La langue française est adoptée pour les discussions et pour les actes de la Conférence

Art. 2. — Il sera ouvert une discussion générale sur les principes qui pourront servir de base à une convention. Puis le programme proposé par le Conseil fédéral sera renvoyé à l'examen d'une Commission dans laquelle chaque Etat sera représenté.

Les modifications proposées par la Commission seront imprimées avant d'être mises en discussion. Il en sera de même, dans la règle, de toute proposition individuelle présentée au cours des débats et prise en considération par la Conférence.

Art. 3. — Dans la règle, toute proposition doit être remise par écrit au Président.

Art. 4. — Avant de passer à la votation sur un article ou sur un groupe d'articles, la Conférence pourra les renvoyer encore à l'examen de la Commission.

Art. 5. — Le vote a lieu par appel nominal des Etats, suivant l'ordre alphabétique. Chaque délégation compte pour une voix.

Art. 6. — Le procès-verbal donne une image succincte des délibérations. Il relate toutes les propositions formulées dans le cours de la discussion, avec le résultat des votations; il donne en outre un résumé sommaire des arguments présentés.

Tout membre a le droit de réclamer l'insertion *in-extenso* de son discours; mais dans ce cas, il est tenu d'en remettre le texte par écrit au Secrétariat dans la soirée qui suit la séance.

Les procès-verbaux des séances sont soumis en épreuves aux représentants des Etats, et ne seront publiés qu'à la fin des travaux de la Conférence.

Art. 7. — Le résultat des délibérations fera l'objet d'un protocole final accompagné, s'il y a lieu, d'un projet de Convention, lequel restera d'ailleurs subordonné à l'examen des Gouvernements respectifs.

Les art. 1^{er}, 3 à 7 sont adoptés sans discussion.

Au sujet de l'art. 2, M. le Président explique que cette disposition n'a nullement pour but d'exclure quelqu'un de MM. les Délégués et que tous pourront prendre part, s'ils le désirent, aux délibérations de la Commission.

M. Barrère accepte l'art. 2, mais croit devoir formuler des réserves en ce qui concerne la question du caractère et de la mission à assigner à

cette Commission ; sera-t-elle une Commission de rédaction ou seulement d'examen du projet de convention ?

M. le Président. — Il reste bien entendu que la Commission n'aura aucun caractère officiel ; les opinions émises dans son sein pourraient avoir même l'allure impersonnelle, et chacun contribuerait ainsi librement à la discussion et à l'avancement de la question, sans craindre de prendre des engagements prématurés.

Le règlement est ensuite adopté dans son ensemble.

M. le Président demande à MM. les Délégués s'ils ont des propositions préalables à faire sur l'entrée en matière.

M. le Dr Busch. — Le règlement qui vient d'être adopté stipule que chaque Etat sera représenté dans la Commission. M. Busch suppose que cela n'implique en aucune façon de la part des membres de la Commission l'approbation des propositions qu'elle pourra formuler. Ainsi, le Gouvernement impérial n'est pas encore fixé sur l'adoption du principe même et sur l'utilité de la création d'un Bureau international pour la publication des traités ; aussi M. Busch ne sait-il pas encore s'il pourra prendre part au sein de la Commission, à des votes sur des points de détail. Ce n'est que sous ces réserves qu'il assiste à la Conférence.

M. Barrère. — Les idées que pourront exprimer les membres de la Conférence n'engageront en rien la responsabilité des Gouvernements qui ne se sont pas prononcés sur l'utilité de la création d'un Bureau international.

M. le Président. — Nous sommes absolument d'accord sur ce point ; les opinions émises dans le sein de la Commission ne lieront personne. Les réserves de M. Busch sont donc légitimes et il ne règne à ce sujet ni doute ni ambiguïté dans la Conférence.

M. Barrère s'associe aux paroles prononcées par M. le Président et par M. Busch et ajoute qu'après un échange de vues préalable sur les questions de principe, on pourra utilement continuer la discussion des points de détail dans le sein de la Commission.

M. le Président demande à MM. les Délégués s'ils ont quelque déclaration préliminaire à faire, avant qu'il soit passé à la discussion générale sur la base du programme proposé par le Conseil fédéral.

M. le Dr Busch explique que son Gouvernement ayant encore des doutes très sérieux touchant le principe même du projet, son rôle devra se borner à assister aux travaux de détail de la Conférence sans y prendre une part active.

M. Barrère dit que son Gouvernement a pris connaissance avec toute l'attention qu'elles comportaient, des propositions du Gouvernement fédéral tendant à créer un Bureau pour la publication des traités, accompagnés, en ce qui concerne ceux établis dans d'autres langues, d'une traduction française. Il y a là, en effet, une idée ingénieuse faite pour appeler l'attention d'un Gouvernement aussi expert en matière de publica-

tions internationales. M. Barrère doit toutefois ajouter que les idées de son Gouvernement ne sont pas encore fixées sur la possibilité de cette création, sur les attributions, les conditions d'existence et le fonctionnement de l'institution projetée. Il prendra donc *ad referendum* les propositions qui sont ou qui seraient faites à cet égard et réserve sur ces propositions l'appréciation de son Gouvernement.

M. le Dr Uriburu dit qu'il n'a pas de déclaration spéciale à faire.

M. le baron de Seiller s'associe également à la déclaration de M. le Dr Busch ; il fait connaître qu'il prendra part aux discussions de la Conférence, mais en n'y énonçant que son opinion personnelle. Son Gouvernement ne se trouvera donc par là engagé en aucune manière et il se réserve d'examiner le résultat des travaux de la Conférence avant de prendre parti dans la question.

M. Jooris déclare que ses instructions et celles de ses collègues les autorisent à prendre part, pour la Belgique et pour le Congo, à la discussion de toutes les questions qui sont soumises à la Conférence, dans l'ordre du programme qui sera adopté pour cette discussion.

M. James O. Broadhead déclare qu'il est autorisé à participer aux délibérations, mais *ad referendum* seulement.

M. Diodati-Eynard n'a pas de déclaration spéciale à présenter.

M. le baron Peiroleri déclare se trouver dans le même cas que M. le Dr Busch, c'est-à-dire qu'il n'intervient à la Conférence qu'*ad referendum* et que par conséquent si, dans le cours de la discussion, il faisait une proposition ou émettait une opinion, ce serait toujours à titre tout à fait personnel.

M. Gœdelt dit qu'il n'a pas de déclaration spéciale à faire.

M. W.-A.-F. Gevers fait la déclaration suivante :

« Je suis chargé de faire ressortir, avant que la Conférence ne commence ses travaux, qu'en se faisant représenter, mon Gouvernement ne prend aucun engagement et qu'il ne faudrait même pas en conclure qu'il approuve en principe l'idée de l'Union projetée. Il désire que vous considériez ma présence ici simplement comme une preuve qu'il tient à pouvoir prendre en considération sérieuse et avec entière connaissance de cause les propositions et projets qui émaneront de cette réunion. »

M. Nogueira Soares déclare que son Gouvernement a fait l'accueil le plus favorable au principe de l'Union et l'a chargé de prendre part aux discussions sur la base du programme proposé par le Conseil fédéral suisse.

M. Ghika déclare qu'il prend part à la Conférence *ad referendum* seulement.

M. de Meissner déclare que son Gouvernement n'a pas, en principe,

d'objection à présenter au sujet de la création d'un Bureau international pour la publication des traités, mais que la délégation russe ne prend part aux travaux de la Conférence qu'*ad referendum*.

M. Soldan n'a pas de déclaration spéciale à présenter au nom de son Gouvernement.

M. Desprez fait une déclaration analogue à celle de M. Barrère.

M. le Président. — La nature et les limites des pouvoirs de MM. les Délégués le permettant, la Conférence sera à même d'aborder demain la discussion générale du projet. Il propose l'ordre du jour suivant :

1° Discussion générale sur la base du programme proposé par le Conseil fédéral.

2° Eventuellement, renvoi à la Commission de la discussion des points de détail.

La Conférence se réunira à dix heures du matin.

La séance est levée à quatre heures.

Au nom de la Conférence,

Le Président :
LACHENAL.

Les Secrétaires :
C. VOGT, LÉON POINSARD,
E. BONJOUR.

Procès-verbal de la deuxième séance. — 26 septembre 1894.

Présidence de M. le Conseiller fédéral Lachenal, Président.

La séance est ouverte à dix heures du matin.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la séance précédente.

M. le Chevalier Descamps fait hommage aux membres de la Conférence de son ouvrage « Les offices internationaux et leur avenir » Bruxelles, 1894.

M. le Président lui exprime les vifs remerciements de la Conférence.

ORDRE DU JOUR

I. Discussion générale sur la base du programme proposé par le Conseil fédéral.

M. le Président s'en réfère, quant à l'exposé historique des grandes lignes de la question, aux paroles par lesquelles il a ouvert les travaux de la Conférence. En ce qui concerne l'utilité de la création projetée, il rappelle qu'actuellement les traités internationaux sont, pour la plupart, publiés dans des recueils privés qu'il est difficile de trouver complets et de tenir à jour et où se présentent souvent des doubles emplois. La constitution d'un Bureau international apportera un progrès incontestable en ce qu'il favorisera, par la divulgation des traités, le développement du droit des gens et le nombre des vérités générales. Le Recueil, pour remplir efficacement son but, devra être complet, donner des textes authentiques, intégralement, dans la langue originale ; quant à la traduction dans une langue généralement accessible, elle offrira également de grandes facilités ; une publication internationale peut seule réunir cette

somme d'avantages que ne présente pas le système des échanges qui ne donne pas de vues d'ensemble ou celui des publications privées qui est dépourvu de tout caractère d'authenticité. L'œuvre qu'il s'agit d'accomplir, d'un caractère modeste, sans doute, n'en est pas moins d'une utilité pratique évidente.

M. Barrère demande à M. le Président, afin d'éviter tout malentendu sur ce point, si en parlant de la traduction des traités, c'est bien la langue française qu'il a voulu indiquer.

M. le Président répond que l'art. 7 du programme qui sera soumis à la Commission avant que la Conférence ne s'en occupe, tranche cette question affirmativement, mais en lui donnant une portée moindre que l'art. 7 du projet de l'Institut de droit international.

M. Barrère croit nécessaire de constater que le Conseil fédéral a invité les Gouvernements à délibérer sur la publication des traités accompagnés d'une traduction en langue française. Cette stipulation a donc été l'une des conditions principales de la réunion de la Conférence.

M. le Dr Busch croit devoir faire des réserves sur le principe même de l'adjonction de traductions.

M. le Président estime qu'il sera utile qu'entre MM. les Délégués un échange de vues ait lieu sur le principe de l'Union, sur sa mise en application et, dans la mesure compatible avec les instructions des représentants de chaque Etat, sur les linéaments d'un projet, lequel, renvoyé à l'examen des divers Gouvernements, assurerait peut-être, par la suite, la création de l'Union.

M. le Président invite MM. les Délégués à déposer les propositions qu'ils jugeraient utile de faire; elles seraient renvoyées à la Commission, où la discussion prendra un caractère plus intime et les personnalités disparaîtront.

M. Raffalovich formule la proposition suivante :

« Convaincu de l'utilité et des avantages qui résulteraient de la publication des traités sous forme de volumes annuels donnant un texte aussi exact que possible, mais prenant en considération d'une part l'abstention de l'Angleterre, d'autre part les réserves formulées par plusieurs Délégués relativement au principe lui-même,

« M. Arthur Raffalovich, à titre exclusivement personnel, a l'honneur de proposer l'amendement que voici, sous réserve d'en modifier le texte :

« Il est exprimé le vœu que l'Institut de Droit international se charge d'éditer la collection des traités, et que, reconnaissant l'utilité d'une pareille publication, les divers Gouvernements accordent à l'Institut de Droit international une subvention à déterminer ultérieurement.

« Cette combinaison permettrait d'écarter certaines objections de principe, qui ont été soulevées, et si l'expérience réussit, rien n'empêche de la consolider sous forme d'un Bureau international. »

La discussion générale est ouverte.

M. Nogueira Soares déclare qu'en le déléguant à la Conférence, son Gouvernement était convaincu que tous les Etats représentés et adhérents étaient pénétrés de l'utilité de la création d'un Bureau international pour la publication des traités. Le Conseil fédéral paraît avoir eu

la même conviction, ainsi qu'en témoignent les termes de sa lettre convoquant la Conférence, les rapports de gestion pour 1892 et 1893 de son Département des Affaires étrangères et les indications données à cet égard par les Préliminaires de la Conférence. Mais des doutes ayant été énoncés ici sur l'utilité de la réalisation du principe qui est à la base du programme du Conseil fédéral, il importe préalablement de poser et de résoudre séparément les deux questions de l'utilité et de la possibilité de la création, dans les circonstances actuelles, d'un Bureau international pour la publication des traités.

M. le Président estime qu'en présence des déclarations catégoriques de MM. les Délégués qui ont dit hier qu'ils prenaient part aux travaux de la Conférence *ad audiendum et referendum* seulement, il n'est pas possible de leur demander de se prononcer sur le principe. C'est en quoi cette Conférence se distingue des autres, à l'œuvre desquelles les Gouvernements avaient, de prime-abord, fait parvenir leur adhésion dans une mesure plus large. Les représentants de la Belgique ont dit être prêts à discuter les diverses questions qui sont soumises à la Conférence ; d'autre part, la proposition de M. Raffalovitch suppose que MM. les Délégués vont entrer en matière sur le fond, et pour mettre chacun à l'aise, M. le Président propose que la Commission, où les idées peuvent plus aisément s'échanger et où la discussion aura lieu entre les hommes et non entre les Etats, se substitue à la Conférence.

M. le Dr Busch, se référant à la déclaration que vient de faire M. Nogueira Soares, fait observer qu'à son avis la phrase, page 13 (1) des Préliminaires, ainsi conçue : « Outre les Etats ci-dessous et qui ont nommé des Délégués à la Conférence du 25 septembre, les Pays suivants ont déclaré adhérer en principe à la création de l'Union ... » ne veut pas dire que tous les Gouvernements qui ont nommé des Délégués adhèrent en principe à la création de l'Union.

M. le Président. — Les Etats qui ont délégué des représentants sont au bénéfice des réserves expresses que ces derniers ont formulées ; quant aux autres Etats mentionnés à la page 13 (2) des Préliminaires, ils ont accepté le principe de la constitution de l'Union, ainsi qu'en font foi les correspondances échangées. Le passage cité par M. le Dr Busch ne saurait donc prêter à aucune ambiguïté.

M. Nogueira Soares. — Comment discuter sur les bases d'un programme, sans être d'accord sur le principe qu'il consacre ?

M. Barrère. — Il serait plus juste de dire que les Etats représentés ont adhéré non à l'idée de création de l'Union, mais à celle de convoquer des Délégués appelés à délibérer sur cette question. Et ce travail, une Commission examinant d'une façon impersonnelle le pour et le contre, laissant de côté la question de principe, l'accomplira mieux qu'une Conférence.

M. le Président ajoute que les points de vue négatifs seront défendus dans la Commission et contribueront à éclairer la discussion.

La séance est levée à 10 heures 45 minutes et la suite de la discussion est renvoyée à la Commission.

(1) Page 34 de la présente publication.

(2) Page 34 de la présente publication.

Procès-verbal de la troisième séance. — 28 septembre 1894.

Présidence de M. le Conseiller fédéral Lachenal, Président.

La séance est ouverte à 3 heures 10 minutes.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, sauf MM. Jooris et Ruffy.

M. le Président constate la présence de Son Excellence M. Antonio Flores, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de l'Equateur, à Paris. Il le félicite, au nom de la Conférence, de ce que l'état de sa santé lui permette de prendre part à ses travaux et lui demande s'il a quelque déclaration spéciale à faire au sujet de l'adhésion, en principe, de son Gouvernement à la création de l'Union internationale projetée.

M. Flores, après avoir remercié M. le Président de sa bienveillance, répond qu'il n'a pas de déclaration spéciale à faire et qu'il a été envoyé pour prendre part aux travaux de la Conférence *ad audiendum et referendum*.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Jooris qui, retenu par une indisposition l'obligeant à garder la chambre, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance. Au nom de la Conférence, M. le Président lui fait transmettre les vœux d'un prompt rétablissement.

Le procès-verbal de la première séance, qui a été soumis en épreuves à MM. les Délégués, est approuvé.

La séance est levée à 3 heures 20 minutes et la Commission se réunit pour suivre à ses travaux.

Procès-verbal de la quatrième séance. — 2 octobre 1894.

Présidence de M. le Conseiller fédéral Lachenal, Président.

La séance est ouverte à 3 heures après-midi.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance, ainsi que M. Jooris ; sont absents : MM. Broadhead, Descamps et Ruffy (excusés).

M. le Président. — M. Broadhead, absent de Berne pour un temps qui dépassera la durée de nos travaux, s'est fait excuser et a prié la Présidence de mettre son nom au pied des actes de la Conférence. Il y aura lieu d'examiner, le moment venu, s'il peut être recouru à ce mode de faire.

Les procès-verbaux des deuxième et troisième séances, qui ont été envoyés en épreuves à MM. les Délégués, sont approuvés.

La séance est suspendue à 3 heures 10 minutes et la Commission suit à ses travaux.

La séance est reprise à 5 heures.

M. le Président fait savoir que M. le Dr José Gil Fortoul, chargé d'affaires des Etats-Unis de Vénézuéla, à Berne, autorisé télégraphiquement par son Gouvernement à prendre part aux travaux de la Conférence, demande, sous réserve de la justification ultérieure de ses pouvoirs, à assister aux séances.

Il n'est fait aucune objection à cette demande.

Le Vénézuéla sera ajouté à la liste des Etats représentés.

La séance est levée à 5 heures 10 minutes et la Commission poursuit ses travaux.

Procès-verbal de la cinquième séance. — 3 octobre 1894.

Présidence de M. le Conseiller fédéral Lachenal, Président.

La séance est ouverte à 10 heures.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la séance précédente, et en outre M. le Dr José Gil Fortoul, Délégué des Etats-Unis de Vénézuéla.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

M. le Président salue la présence de M. le Dr José Gil Fortoul, Délégué des Etats-Unis de Vénézuéla, et lui demande, au nom de la Conférence, s'il a quelque déclaration à faire en ce qui concerne la part qu'il peut prendre à ses travaux.

M. le Dr José Gil Fortoul exprime ses remerciements à M. le Président et dit que s'il avait pu assister aux séances dès le début, il eût déclaré que son Gouvernement adhérerait en principe à l'idée de la publication des traités ; il a pris connaissance des actes de la Conférence et n'a aucune autre déclaration à faire.

La Conférence se constitue en Commission pour discuter les termes du résumé rédigé par M. Soldan et un projet de procès-verbal final.

La Conférence reprend sa séance à 11 heures.

M. le Président, au nom de la Conférence, prend acte : 1° du dépôt, par la Délégation belge, d'un Projet de convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités, et déclare que ce projet sera annexé aux Actes de la Conférence (annexe n° 1) ; 2° de la proposition de M. Raffalovich, insérée déjà dans le procès-verbal de la deuxième séance (26 septembre) (1).

Il est également pris acte de l'Exposé présenté au nom de la Commission par M. Soldan (annexe n° 2).

M. le Président donne lecture d'un procès-verbal final élaboré par la Commission et conçu en ces termes :

« Les soussignés, Délégués à la Conférence diplomatique concernant
« la création d'une Union internationale pour la publication des traités,
« ont pris connaissance du programme préparé à ce sujet par le Conseil
« fédéral suisse.

« La plupart des Délégués n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour
« se prononcer même sur le principe de la création d'une Union interna-
« tionale à l'effet indiqué, la Conférence n'a pas eu à prendre de déci-
« sion.

« Un échange de vues ayant toutefois eu lieu au sein de la Commis-
« sion, les Délégués, après avoir pris connaissance du rapport présenté
« au nom de celle-ci, ont constaté qu'il est conforme aux avis énoncés,
« et en conséquence ils le communiqueront à leurs Gouvernements res-
« pectifs, ainsi que les documents et délibérations qui s'y rattachent.
« Pour les Etats qui n'ont pas pris part à la Conférence, cette communi-
« cation est laissée aux soins du Conseil fédéral suisse. »

Ce procès-verbal sera soumis à la signature de MM. les Délégués et inséré aux Annexes.

(1) Voir page 42 ci dessus.

A ce propos, la Conférence décide que MM. les Délégués absents seront admis à signer également le procès-verbal final dès leur retour à Berne.

La séance est levée à 11 heures 45 minutes.

Procès-verbal de la sixième séance. — 3 octobre 1894.

Présidence de M. le Conseiller fédéral Lachenal, Président

La séance est ouverte à 4 heures 1/2.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance.

Le procès-verbal de la cinquième séance est lu et adopté.

Sur l'invitation de la Présidence, MM. les Délégués, appelés dans l'ordre alphabétique des Etats, signent le procès-verbal final de la Conférence (annexe n° 3).

M. le Président prononce les paroles suivantes :

Messieurs,

Quand le Conseil fédéral a accepté la mission honorable qui lui était offerte par une Association dans laquelle figurent des juristes célèbres du monde entier, il l'a fait dans le sentiment élevé de pouvoir coopérer à une œuvre utile et dans l'unique but de faciliter une création d'intérêt général.

N'est-il pas certain, en effet, que tout ce qui s'édifie sur le terrain international tend à devenir, par la force même des choses, un puissant élément de civilisation, d'harmonie générale et de paix ?

Aujourd'hui, la Conférence est arrivée au terme de ses travaux. Elle peut constater que s'ils ne sont pas décisifs, il est permis d'espérer qu'ils ne resteront pas inféconds. Quand nous l'avons abordée, la question n'avait pas encore atteint ce degré de maturité qui permet de préparer une solution complète ; aussi avons-nous dû nous borner à une étude préparatoire. Vous avez fait la place nette et fixé de solides jalons, achevé l'idée, et de l'échange extrêmement intéressant de vos judicieux et savants avis, il est résulté tout naturellement que le problème se pose aujourd'hui d'une façon claire et précise et qu'on peut dire qu'il est devenu beaucoup plus aisé à résoudre. C'est quelque chose que cela, et c'est assez pour dire, avec raison, que le temps consacré à ces discussions a été utilement employé.

Vous avez bien voulu, Messieurs les Délégués, vous charger de porter à la connaissance de vos Gouvernements le résultat de nos travaux ; permettez-moi, personnellement, de vous demander de faire un pas de plus et de vous prier d'appuyer auprès d'eux l'idée qui nous a rassemblés ici, idée qui tend à la formation d'une Union internationale pour la publication des traités.

Quant à la Suisse, je suis autorisé à dire qu'on la trouvera toujours prête à diriger ses efforts, comme à seconder tous ceux qu'on voudra tenter, en vue d'aboutir à une réalisation positive ; et cela sans aucune visée ou ambition spéciale et dans l'unique et juste souci de contribuer au progrès dans le domaine international.

Je me sens pressé, Messieurs, d'adresser encore, au nom du Conseil fédéral, les remerciements les meilleurs et les plus convaincus à tous les

Gouvernements qui ont si bien répondu à son invitation, soit en participant à la Conférence, soit en apportant, par avance, leur adhésion au principe même de l'Union.

Mais je ne saurais clore vos travaux, Messieurs les Délégués, sans vous apporter particulièrement la reconnaissance du Conseil fédéral pour votre collaboration si efficace et si précieuse. L'empressement et la courtoisie dont vous avez fourni tant de preuves au cours de ces journées n'ont pas permis à votre Président de sentir le poids de sa tâche. Très honoré d'avoir été revêtu de votre confiance, je suis heureux de vous offrir ici le témoignage de ma vive gratitude.

M. Barrère répond en ces termes :

Il me reste, Messieurs, un devoir fort agréable à remplir : remercier notre honorable Président de la parfaite courtoisie et de la distinction avec lesquelles il a conduit nos délibérations. Ce n'est pas là, en effet, chose facile, car le Président d'une Assemblée comme celle-ci doit savoir tenir compte de tous les intérêts, de tous les besoins des Etats représentés, et de la réserve qu'ils imposent forcément aux Délégués, cela tout en provoquant cependant des débats aussi nourris que possible. M. le Président y a parfaitement réussi.

Il ne m'appartient pas, Messieurs, d'indiquer personnellement, ni au nom de la Conférence, la suite qui pourra être donnée à l'échange de vues auquel la Conférence s'est livrée. Mais nous devons adresser au Gouvernement fédéral nos sincères remerciements pour nous avoir réunis ici. D'ailleurs, quand il s'agit d'œuvres de paix et de concorde, propres à développer et à faciliter les relations internationales, on peut être certain de rencontrer le Gouvernement suisse toujours à l'avant-garde.

M. Busch, au nom de la Conférence, remercie MM. les Secrétaires.

M. Barrère exprime à M. Soldan, au nom de la Conférence, les remerciements de MM. les Délégués pour la manière distinguée en laquelle il a su résumer, dans son exposé, les travaux de la Commission.

Le présent procès-verbal est lu et adopté séance tenante, puis M. le Président déclare que les travaux de la Conférence sont clos.

La séance est levée à 4 heures 45 minutes.

ANNEXE N° 1.

Projet de convention concernant la création d'une union internationale pour la publication des traités, présenté par les Délégués de la Belgique et de l'Etat indépendant du Congo à la Conférence internationale de Berne, le 28 septembre 1894.

(Énumération des Etats contractants.)

Les soussignés, dûment autorisés, ont, sous réserve d'approbation, arrêté la Convention suivante :

Article premier. — Il est formé entre les Etats ci-dessus énumérés et tous les Etats qui, dans la suite, accèderont à la présente Convention, une association sous le titre de *Union internationale pour la publication des traités*.

Art. 2. — Cette Union a pour but de publier à frais communs les engagements internationaux de tous les pays du monde.

Art. 3. — A cette fin, il est créé un « Bureau international » chargé de la publication d'un « Recueil international des traités », qui servira d'organe à l'Union. Ce Bureau sera joint au Bureau international pour la publication des tarifs douaniers dont le siège est à Bruxelles.

Art. 4. — Le personnel de ce Bureau international sera nommé par les soins du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, qui fera les avances de fonds nécessaires et veillera à la marche régulière de l'Institution.

Art. 5. — Le Bureau international correspondra avec les Gouvernements intéressés par l'intermédiaire des agents officiels du Gouvernement belge à l'étranger; il pourra demander par cette voie tous les renseignements nécessaires pour assurer la publication prompte et exacte des documents qui doivent lui être envoyés en vertu de l'article 11 ci-après.

Art. 6. — Un rapport sur les travaux et la gestion financière du Bureau international sera adressé chaque année aux Gouvernements faisant partie de l'Union.

Art. 7. — Le *Recueil international des traités* dont le format et les caractères seront déterminés par le Bureau, paraîtra en fascicules.

Tous les traités mis en vigueur la même année, seront repris sous une pagination unique.

En vue d'accroître l'utilité pratique du *Recueil*, on reproduira d'abord les actes internationaux mis en vigueur l'année de l'application de la présente Convention. Les publications suivantes formeront deux séries: l'une concernera l'année en cours, l'autre les années antérieures à la constitution de l'Union, à commencer par les années les plus rapprochées de celle-ci.

Les Gouvernements faisant partie de l'Union recevront gratuitement des exemplaires du *Recueil international* dans la proportion du nombre d'unités contributives fixé par l'article 14 ci-après.

Les exemplaires supplémentaires qu'ils demanderont au Bureau international leur seront fournis au prix coûtant.

Art. 8. — A la fin de chaque année, il sera publié une table alphabétique et une table chronologique des matières. Ces tables seront, selon les besoins constatés, complétées ou fusionnées en une table générale.

Art. 9. — Les actes seront publiés textuellement, sans commentaires, par le Bureau international.

Art. 10. — Le *Recueil international* des traités publiera le texte original de tous les actes internationaux qui lui seront envoyés en caractères latins ou écriture correspondante. Dans le cas où il y aurait deux textes originaux, ils seront publiés tous les deux.

Si le texte original est en langue autre que la langue française, il y sera joint une traduction en français préparée, au besoin, par les soins du Bureau.

Art. 11. — A l'effet de mettre l'Institution à même de publier le *Recueil international* des traités aussi promptement et aussi exactement que possible, les parties contractantes s'engagent à lui faire parvenir *directement*, en texte original accompagné, si possible, d'une traduction française certifiée exacte par eux :

a) Les engagements internationaux publics qu'ils ont signés jusqu'à ce jour.

b) Ceux qu'ils contracteront dans la suite.

Il est entendu qu'il appartient à chaque Gouvernement d'apprécier souverainement quels sont les arrangements qui, pour les raisons dont il reste seul juge, ne seraient pas de nature à être transmis au Bureau international et publiés par lui.

Art. 12. — L'obligation de transmettre au Bureau international des traités les documents dont il s'agit à l'article 11 ci-dessus, incombe principalement à l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été signé.

Art. 13. — Le budget du Bureau international est fixé approximativement à fr. 30,000. Ce budget sera alimenté au moyen d'une contribution proportionnelle des Etats faisant partie de l'Union et des ressources à provenir éventuel-

lement des abonnements au *Recueil international des traités* en dehors de la cotisation des divers Etats.

Art. 14. — En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants ou accédants, ceux-ci sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1^{re} classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement à plus de 4 milliards de francs : 25 unités.

2^e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 2 à 4 milliards de francs : 20 unités.

3^e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 500 millions à 2 milliards de francs : 15 unités.

4^e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 100 à 500 millions de francs : 10 unités.

5^e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 50 à 100 millions de francs : 5 unités.

6^e classe. Pays dont le commerce est régulièrement inférieur à 50 millions de francs : 3 unités.

Le total de la dépense annuelle, divisé par la somme des unités attribuées aux différents Etats, donne l'unité de dépense. En multipliant celle-ci par le nombre d'unités attribué à un Etat déterminé, on obtient le montant de la contribution de cet Etat dans les frais du Bureau international.

Art. 15. — Les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée au Gouvernement de la Belgique et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera de plein droit acceptation de toutes les clauses, charges et avantages stipulés par la Convention.

Art. 16. — Les Etats qui useraient de la faculté d'accession après la clôture du premier exercice, auront à payer leur quote-part pour les exercices qui ont précédé leur accession, s'ils désirent recevoir la collection complète des publications.

Art. 17. — La présente Convention sera mise à exécution le.... et restera en vigueur pendant sept ans.

Si, douze mois avant l'expiration des sept premières années, la Convention n'a pas été dénoncée, l'Union subsistera pendant un nouveau terme de sept années et ainsi de suite de sept en sept ans.

La dénonciation sera adressée au Gouvernement belge qui en fera part aux autres Etats associés. Elle n'aura d'effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Art. 18. — Les Gouvernements pourront introduire dans la présente Convention, de commun accord et en tout temps, les améliorations qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention, et y ont apposé leur cachet.

Fait à....., le.....

(Signatures.)

ANNEXE 2.

Exposé succinct du résultat des travaux de la Commission, rédigé par M. Charles Soldan, délégué suisse.

Conformément au Règlement adopté par elle, la Conférence a renvoyé le programme proposé par le Conseil fédéral à l'examen d'une Commission dans laquelle chaque Etat était représenté.

La plupart des Délégués n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour se pro-

noncer sur le principe même de la constitution d'une Union internationale qui aurait pour but la publication des traités, la Commission n'a pas été en mesure d'examiner ce point. Désireux toutefois d'élucider les conditions dans lesquelles une Union internationale pourrait être constituée à cet effet, ainsi que d'examiner la manière dont sa tâche pourrait être comprise si la création en était résolue en principe, les Délégués, sans lier personne, ont cru pouvoir échanger des vues à ce sujet.

Cet échange de vues, tout impersonnel, a porté essentiellement sur les points ci-après qui faisaient aussi l'objet du programme préparé par les soins du Conseil fédéral.

I. Union internationale et Bureau international.

(Chiffres 1, 3, 9, 10, 11 et 12 du programme proposé par le Conseil fédéral, et Dispositions réglementaires.)

D'accord avec l'avant-projet élaboré par l'*Institut de droit international*, le programme préparé par les soins du Conseil fédéral a considéré la création d'une Union internationale comme le moyen le plus propre à assurer, d'une manière complète, méthodique et exacte, la publication des engagements internationaux. Donnant un corps à cette idée, la Délégation belge a présenté, à titre personnel et sans engager son Gouvernement, une formule de rédaction sous forme d'un avant-projet de Convention.

Une proposition formulée au sein de la Conférence a cherché à réaliser le même but en faisant appel à l'initiative privée d'une Société savante que les Gouvernements subventionneraient à cet effet.

Ainsi qu'il a déjà été indiqué plus haut, la Commission n'a pas été en mesure de se prononcer sur le principe même de la constitution d'une Union internationale. En conséquence, elle a dû réserver également ce qui a trait à la création, au siège et à l'organisation d'un Bureau international, de même que ce qui concerne le budget, la répartition des frais et les dispositions réglementaires. Pour les mêmes motifs, la Commission n'a pas non plus été dans le cas d'émettre un avis sur l'accession de nouveaux Etats à la Convention, la durée, la dénonciation et la révision de celle-ci, points que règlent également les Conventions relatives à des Unions internationales actuellement existantes.

II. Contenu de la publication.

(Chiffres 2 et 3 du programme.)

Le programme proposé par le Conseil fédéral, comme d'ailleurs l'avant-projet élaboré par l'*Institut de droit international*, prévoyait que la publication à faire par les soins de l'Union ne renfermerait que les engagements internationaux conclus par les Etats contractants.

A l'encontre de cette idée, on a fait valoir que le Recueil projeté n'aurait véritablement d'utilité que s'il était conçu sur un plan très large, de manière à faciliter la connaissance des traités conclus par les divers pays du globe, qu'ils fassent ou non partie de l'Union. A l'appui de cette solution plus libérale, on a cité l'exemple de ce qui se fait aujourd'hui déjà en matière de publication des tarifs douaniers et des traités économiques; le grand nombre des pays qui contribuent à cette œuvre et la diminution de frais qui en résulte, semblent autoriser la pensée que si la publication d'un Recueil international des traités venait à être décidée, il obtiendrait d'autant plus de succès que son caractère serait plus universel.

Les avis émis au sein de la Commission ont paru plutôt favorables, dans leur généralité, à l'idée d'un Recueil présentant un caractère avant tout documentaire et embrassant les engagements internationaux conclus par tous les pays sans distinction. On a toutefois été d'accord pour déclarer que le respect des droits de souveraineté des Etats devait faire exclure du Recueil les actes que les contractants ne destinent pas à la publicité ou qu'ils destinent seulement à une

publicité restreinte, les Etats demeurant ainsi les seuls juges de l'opportunité de la publication. Pour d'autres actes, l'exclusion a semblé devoir se justifier soit en raison de la nature trop spéciale de certains arrangements, soit pour des considérations tirées du désir de ne pas surcharger le Recueil, et cela notamment en ce qui concerne les lois et mesures d'exécution internes, de même que les procès-verbaux, souvent fort volumineux, des Conférences ou Congrès internationaux. La Commission n'a pas été dans le cas d'examiner de quelle manière les divers intérêts en jeu dans ces questions plutôt techniques pourraient être conciliés. Elle n'a pu davantage se prononcer sur la possibilité de faire porter la publication sur des actes antérieurs à l'entrée en vigueur de la Convention qui viendrait à être conclue, et elle a dû, de même, réserver tout ce qui a trait au mode de publication du Recueil.

III. Réunion des textes destinés à figurer dans le Recueil.

(Chiffre 5 du programme.)

Afin de mettre le Bureau international à même de s'acquitter de la mission qui pourrait lui être confiée, l'avant-projet de l'*Institut de droit international* et le programme du Conseil fédéral prévoyaient que les Etats contractants, ou en tout cas l'un d'eux, auraient l'obligation de communiquer à l'office central le texte des documents destinés à figurer au Recueil. L'avant-projet de l'*Institut* leur fixait même un délai à cet égard.

La Commission a paru unanime à penser qu'en cette matière les droits de souveraineté et les convenances des Etats contractants devraient demeurer réservés, comme cela est le cas du reste pour la publication des tarifs douaniers, et qu'en particulier il ne pourrait être question de leur imposer un délai ou une obligation quelconques. Le Bureau n'aurait pas ainsi à réclamer la transmission des actes, lesquels ne pourraient être que communiqués spontanément par les parties contractantes.

IV. Adjonction d'une traduction au texte original. Commentaires et notices explicatives ou interprétatives.

(Chiffres 7 et 8 du programme.)

Le but que se sont proposé les promoteurs de l'idée de la publication d'un Recueil international des traités a été de faciliter autant que possible la connaissance exacte des engagements internationaux conclus par les divers Etats. A ce sujet, on a paru penser qu'au cas où la publication d'un semblable Recueil viendrait à être décidée à la suite d'un accord international, son objectif devrait être en première ligne de reproduire dans la langue originale et sans aucune modification le texte des documents destinés à y être insérés. Dans le même ordre d'idées, on a estimé qu'il conviendrait d'exclure du Recueil tout commentaire quelconque, de même que toutes annotations ayant un caractère interprétatif, ce qui ne mettrait d'ailleurs point un obstacle absolu à ce que la consultation de l'ouvrage pût être facilitée par des références et indications bibliographiques réservées de préférence aux tables ou faisant ressortir tout au moins, par leur arrangement typographique, qu'elles seraient dépourvues de tout caractère officiel.

Le point de savoir si la publication ne devrait avoir lieu que dans la langue originale du texte authentique ou si, au contraire, il conviendrait d'y joindre, le cas échéant, une traduction en une ou plusieurs langues généralement usitées dans les relations diplomatiques, a vivement préoccupé en son temps l'*Institut de droit international*. En fin de compte, cette association avait demandé que les documents non originairement rédigés en français fussent communiqués au Bureau accompagnés d'une traduction française reconnue conforme par les parties contractantes. Le Conseil fédéral, de son côté, avait aussi reconnu dans son programme l'utilité d'une traduction en langue française, tout en partant de l'idée que la confection en serait abandonnée aux soins du Bureau, lequel aurait d'ailleurs à la soumettre à l'examen des pays contractants.

Des réserves ayant été faites par plusieurs Délégués sur le principe de la nécessité d'une traduction, cette question, pas plus d'ailleurs que d'autres questions de principe, notamment celle de la publication, n'a pu être résolue. Toutefois, et pour le cas où le principe de la traduction viendrait à être admis, l'opinion dominante a tendu à considérer que c'est la langue française qui se prêterait le mieux à la vulgarisation des documents publiés dans le Recueil, et cela pour les motifs qui la font généralement employer dans les accords internationaux ainsi que dans les relations diplomatiques entre pays ne parlant pas la même langue.

Dans l'éventualité où une traduction serait jointe au texte original, on a estimé qu'on ne saurait imposer l'obligation de la préparer aux Etats chargés de communiquer le texte original au Bureau, mais que c'est à ce dernier qu'incomberait plus naturellement ce soin ; que d'ailleurs les Etats contractants conserveraient le droit de contrôler la traduction des actes les concernant, sans y être toutefois tenus.

V. Authenticité et force probante des textes publiés.

(Chiffre 6 du programme.)

Dans le but de donner une plus grande valeur pratique au Recueil projeté, l'*Institut de droit international* avait pensé que cette publication, reconnue comme l'organe officiel de l'Union à créer, devrait faire preuve devant les Tribunaux des Etats contractants. Cette idée, déjà atténuée dans le programme du Conseil fédéral, s'est heurtée dans le sein de la Commission à des objections tirées soit du but même du Recueil, soit de la diversité des législations intérieures, soit de la possibilité de divergences fortuites et accidentelles entre le texte imprimé du Recueil et la teneur exacte des instruments originaux signés par les plénipotentiaires et ratifiés ou approuvés par les pouvoirs compétents.

On a ajouté à ces objections qu'un arrangement international imposant aux Etats contractants l'obligation de reconnaître la force probante des textes publiés dans le Recueil projeté, empiéterait sur un droit de souveraineté important et ne serait ainsi guère réalisable dans les conditions présentes des législations intérieures. En revanche, il n'a pas paru que la consécration d'une telle force probante fût un élément essentiel des avantages espérés de la publication d'un Recueil international des traités. Au contraire, la généralité des Délégués a semblé admettre que, dans le cas où l'Union serait créée, un Recueil purement documentaire, se bornant à mettre le texte même des arrangements internationaux à la portée des autorités chargées de veiller à leur application, sans prétendre à une force probante particulière, aurait une valeur pratique suffisante. Rien n'empêcherait d'ailleurs, dans la suite, les Etats contractants de prendre les mesures intérieures nécessaires pour reconnaître au Recueil une force probante proprement dite, si le besoin s'en faisait sentir.

Procès-verbal final.

Les sous-signés, Délégués à la Conférence diplomatique concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités, ont pris connaissance du programme préparé à ce sujet par le Conseil fédéral suisse

La plupart des Délégués n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour se prononcer même sur le principe de la création d'une Union internationale à l'effet indiqué, la Conférence n'a pas eu à prendre de décision.

Un échange de vues ayant toutefois eu lieu au sein de la Commission, les Délégués, après avoir pris connaissance du rapport présenté au nom de celle-ci, ont constaté qu'il est conforme aux avis énoncés, et en conséquence, ils le communiqueront à leurs Gouvernements respectifs, ainsi

que les documents et délibérations qui s'y rattachent. Pour les Etats qui n'ont pas pris part à la Conférence, cette communication est laissée aux soins du Conseil fédéral suisse.

Berne, le 3 octobre 1894.

| | | |
|-----------------------------------|------------------------|---------------------|
| BUSCH. | Camille BARRÈRE. | Arthur RAFFALOVICH. |
| D ^r S. Garcia URIBURU. | A. DIODATI-EYNARD. | LACHENAL. |
| SEILLER. | A. PEIROLERI. | E. RUFFY. |
| J. JOORIS. | C. GOEDEL. | Charles SOLDAN. |
| L. CAPELLE. | GEVERS. | P. DESPREZ. |
| Ch ^r DESCAMPS. | D. G. NOGUEIRA SOARES. | José Gil FORTOUL. |
| A. FLORES. | Emile-J. GHICA. | |
| James O. BROADHEAD (1). | MEISSNER. | |

(1) M. Broadhead ayant dû s'absenter de Berne avant la clôture des travaux de la Conférence, a, par lettre du 30 septembre, demandé à la Présidence de faire figurer son nom au pied des actes de la Conférence (voir procès-verbal de la séance du 2 octobre, page 29 de la présente publication). C'est pour déférer à ce désir que le nom de M. Broadhead est inscrit ci-dessus, bien que, pour le moment, il ne figure pas sur le manuscrit du procès-verbal final. Dès son retour à Berne, qui aura lieu en novembre ou décembre prochain, M. Broadhead pourra apposer sa signature à la place qui lui a été réservée sur ce manuscrit.

Octobre 1894.

Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (SEPTEMBRE 1893) (*Fin*) (1).

ITALIE

I. — Textes législatifs.

CODE CIVIL

Dispositions sur la publication, l'interprétation et l'application des lois en général.

Art. 6. — L'état et la capacité des personnes ainsi que les rapports de famille, sont régis par la loi de la nation à laquelle les personnes appartiennent.

Art. 7. — Les biens meubles sont soumis à la loi de la nation de leur propriétaire, sauf disposition contraire de la loi du pays où ils se trouvent.

Les biens immeubles sont soumis à la loi en vigueur au lieu de leur situation.

Art. 8. — Les successions légitimes et les successions testamentaires, en ce qui concerne soit l'ordre successoral, soit la quotité des droits successoraux et la validité intrinsèque des dispositions, sont réglées par la loi de la nation de celui dont l'hérédité est ouverte, quels que soient la nature des biens et le pays où ils se trouvent.

Art. 9. — Les formes extrinsèques des actes entre-vifs et de ceux de dernière volonté sont réglées par la loi du lieu où ils se font.

Néanmoins, les parties disposantes ou contractantes peuvent s'en tenir aux formes fixées par leur loi nationale, lorsque toutes les parties ont la même nationalité.

La substance et les effets des donations et des dispositions de dernière volonté sont réglés par les lois de la nation des disposants. La substance et les effets des obligations sont réglés par les lois du lieu où les actes se sont faits, et, si les contractants étrangers appartiennent à la même nation, par la loi de leur nation. La preuve d'une volonté contraire est toujours admise.

Art. 10. — La compétence et les formes de procédure sont réglées par la loi du pays où a lieu le procès.

Les moyens de preuve des obligations sont déterminés par les lois du lieu où l'acte a été fait.

Les jugements rendus par les autorités étrangères, en matière civile, n'auront exécution dans le Royaume qu'après avoir été déclarés exécutoires dans les formes déterminées par le Code de procédure civile, sauf les dispositions des Conventions internationales.

Les modes d'exécution des actes et des jugements sont régis par la loi du pays où l'exécution a lieu.

(1) V. *Archives*, 1894. III, p. 230.

Art. 11. — Les lois pénales, les lois de police et de sûreté publique obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire du Royaume.

Art. 12. — Malgré les dispositions des articles précédents, les lois, les actes, les jugements passés en pays étranger, pas plus que les dispositions et les conventions particulières, ne peuvent, en aucun cas, déroger aux lois prohibitives du Royaume concernant les personnes, les biens ou les actes, ni aux lois qui intéressent de quelque manière l'ordre public et les bonnes mœurs.

Livre premier.

Art. 3. — L'étranger est admis à jouir des droits civils attribués aux citoyens.

Art. 4. — Est citoyen le fils d'un père citoyen.

Art. 5. — Si le père a perdu la nationalité avant la naissance de son fils, celui-ci est réputé citoyen, pourvu qu'il soit né dans le Royaume et qu'il y ait sa résidence.

Il peut néanmoins, dans l'année qui suivra sa majorité telle qu'elle est fixée par les lois du Royaume, opter pour la qualité d'étranger en en faisant la déclaration devant l'officier de l'état-civil de sa résidence, ou, s'il se trouve en pays étranger, devant les agents diplomatiques ou consulaires.

Art. 6. — L'enfant né en pays étranger, d'un père qui a perdu la nationalité avant sa naissance, est réputé étranger.

Il peut toutefois devenir citoyen, en faisant la déclaration prescrite par l'article précédent et en fixant dans le Royaume son domicile dans l'année de la déclaration.

Toutefois, s'il a accepté un emploi public dans le Royaume, s'il a servi ou sert dans l'armée nationale de terre ou de mer, ou s'il a satisfait autrement à la levée militaire sans exciper de la qualité d'étranger, il sera sans autre réputé citoyen.

Art. 7. — Si le père est inconnu, est citoyen l'enfant né d'une mère citoyenne.

Si la mère a perdu la nationalité avant la naissance de l'enfant, on appliquera à celui-ci les dispositions des deux articles précédents.

Quand la mère n'est pas connue, l'enfant né dans le Royaume est citoyen.

Art. 8. — Est réputé citoyen l'enfant né, dans le Royaume, d'un étranger qui y a fixé son domicile depuis dix ans sans interruption : la résidence, pour fait de commerce, ne suffit pas pour déterminer le domicile.

Il peut néanmoins choisir la qualité d'étranger, en faisant sa déclaration dans le temps et selon le mode établis par l'art. 5.

Si l'étranger n'a pas fixé depuis dix ans son domicile dans le Royaume, l'enfant est réputé étranger ; mais les dispositions des deux derniers alinéas de l'art. 6 lui sont applicables.

Art. 9. — La femme étrangère qui se marie à un citoyen, acquiert, par là même, cette qualité et la conserve même dans son veuvage.

Art. 10. — La nationalité est aussi acquise à un étranger, au moyen de la naturalisation conférée, soit par une loi, soit par décret royal.

Le décret royal ne produira pas d'effet, s'il n'est pas enregistré par l'officier de l'état civil du lieu où l'étranger entend fixer ou a fixé son domicile, et si, entre les mains du même officier, un serment de fidélité au Roi et

d'observance du statut et des lois du Royaume, n'a pas été prêté par l'étranger.

L'enregistrement devra se faire, sous peine de déchéance, dans les six mois de la date du décret.

La femme et les enfants mineurs de l'étranger qui a obtenu la nationalité, deviennent citoyens, pourvu qu'ils aient eux-mêmes fixé leur résidence dans le Royaume ; mais les enfants peuvent préférer la qualité d'étranger en remplissant la formalité prescrite par l'art. 5.

Art. 11. — La nationalité se perd :

1° Pour celui qui y renonce, par une déclaration devant l'officier de l'état-civil de son domicile, et transfère sa résidence dans un pays étranger ;

2° Pour celui qui est devenu citoyen dans un pays étranger ;

3° Pour celui qui, sans autorisation du Gouvernement, a accepté un emploi d'un Gouvernement étranger, ou est entré au service militaire d'une puissance étrangère.

La femme et les enfants mineurs de celui qui a perdu la qualité de citoyen, deviennent étrangers, à moins qu'ils n'aient maintenu leur résidence dans le Royaume.

Ils peuvent cependant recouvrer la qualité de citoyens dans les cas et selon les modes, indiqués à l'art 14, quant à la femme, et à l'art. 6, quant aux enfants.

Art. 12. — La perte de la nationalité, dans les cas spécifiés dans l'article précédent, n'exempte pas des obligations du service militaire, ni des peines infligées à qui porte les armes contre la patrie.

Art. 13. — Le citoyen qui a perdu la nationalité pour l'un des motifs exprimés dans l'article 11, la recouvre, pourvu :

1° Qu'il rentre dans le royaume avec une autorisation spéciale du gouvernement ;

2° Qu'il renonce à la nationalité étrangère, à l'emploi ou au service militaire pris à l'étranger ;

3° Qu'il déclare, devant l'officier de l'état civil, de fixer, et qu'il fixe réellement dans l'année son domicile dans le Royaume.

Art. 14. — La femme citoyenne qui se marie avec un étranger, devient étrangère, lorsque, par le fait du mariage, elle acquiert la nationalité de son mari.

En cas de viduité, elle recouvre sa nationalité, si elle réside dans le Royaume ou qu'elle y rentre, et qu'elle déclare, dans les deux cas, devant l'officier de l'état civil, vouloir y fixer son domicile.

Art. 15. — L'obtention ou le recouvrement de la nationalité dans les cas précédemment exprimés, n'a d'effet que du jour qui suit celui où ont été remplies les conditions et formalités établies par la loi.

Art. 100. — Le mariage contracté en pays étranger entre citoyens, ou entre un citoyen ou un étranger, est valable, pourvu qu'il soit célébré selon les formes établies dans ce pays, et que le citoyen n'ait pas contrevenu aux dispositions contenues dans la deuxième section du chapitre 1^{er} de ce titre.

Les publications doivent être aussi faites dans le Royaume suivant les prescriptions des articles 70 et 71. Si le futur conjoint citoyen n'a pas sa résidence dans le Royaume, les publications seront faites dans la Commune de son dernier domicile.

Art. 101. — Le citoyen qui a contracté mariage à l'étranger, doit, dans

les trois mois après son retour dans le Royaume, faire transcrire l'acte de célébration du mariage sur les registres de l'état civil de la commune dans laquelle il aura fixé sa résidence, sous peine d'une amende qui pourra être portée jusqu'à cent francs.

Art. 102. — La capacité de l'étranger à contracter mariage est déterminée par les lois du pays auquel il appartient.

Néanmoins l'étranger est aussi soumis aux empêchements établis dans la deuxième section du chapitre I^{er} de ce titre.

Art. 103. — L'étranger qui veut contracter mariage dans le Royaume, doit présenter à l'officier de l'état civil une déclaration de l'autorité compétente du pays auquel il appartient, constatant que, d'après les lois dont il dépend, rien ne s'oppose au mariage projeté.

Si l'étranger a sa résidence dans le Royaume, il doit en outre faire effectuer les publications selon les dispositions du présent Code.

Art. 368. — Les citoyens qui se trouvent hors du Royaume, peuvent faire recevoir les actes de naissance, de mariage ou de décès, par les agents diplomatiques ou consulaires du Royaume, pourvu que les formes établies par le présent Code soient observées.

Les agents diplomatiques ou consulaires du Royaume et les officiers qui en font les fonctions, doivent, dans les trois mois, transmettre une expédition desdits actes au Ministère des affaires étrangères qui aura le soin d'en faire l'envoi; savoir :

Pour les actes de naissance, à l'officier de l'état civil du domicile du père de l'enfant, ou de la mère si le père est inconnu ;

Pour les actes de mariage, à l'officier de l'état civil des communes du dernier domicile des époux ;

Pour les actes de décès, à l'officier de l'état civil de la commune du dernier domicile du défunt.

Les articles 29 et suivants de la loi consulaire du 28 janvier 1866 règlent la manière de l'exercice des fonctions d'officiers de l'état civil par les agents diplomatiques et consulaires. Nous mentionnerons ici le dernier alinéa de l'article 29, lequel autorise lesdits agents « à recevoir les actes de mariage même entre un Italien et une étrangère, lorsque les lois, les usages ou les coutumes du lieu le permettent ».

Art. 788. — Les témoins dans les testaments doivent être... citoyens du Royaume, ou étrangers y ayant leur résidence.

(Par l'effet de l'article 42 de la loi sur le notariat du 25 juillet 1875, cette disposition a été appliquée à tous les actes authentiques.)

Art. 1973. — Les jugements rendus en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens situés en Italie, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par les autorités judiciaires du Royaume, sauf les dispositions contraires des conventions internationales.

CODE DE COMMERCE

Art. 58. — La forme et les conditions essentielles des obligations commerciales, la forme des actes à faire pour l'exercice et la conservation des droits qui en dérivent ou pour leur exécution, ainsi que les effets des

mêmes actes, seront réglés par les lois ou par les usages respectifs du lieu dans lequel a été émise l'obligation et dans lequel se font ou s'exécutent les actes susdits, sauf, en tous cas, l'exception déterminée par l'article 9 des dispositions préliminaires du Code Civil à l'égard de ceux qui sont soumis à une même loi nationale.

Art. 230. — En ce qui concerne les Sociétés régulièrement constituées en pays étranger qui établiront dans le Royaume une succursale ou une représentation, elles seront soumises aux prescriptions du présent Code concernant le dépôt et la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif, des statuts, des actes qui viendraient modifier l'un ou les autres, ainsi que les bilans ; en outre, elles devront livrer à la publicité le nom des personnes qui dirigent ou administrent la succursale ou qui représenteraient la Société en Italie à quelque titre que ce soit.

Ces personnes auront vis-à-vis des tiers la même responsabilité que la loi impose aux administrateurs des Sociétés italiennes.

Si cette Société étrangère se trouve être d'une espèce différente que celles spécifiées par l'article 76, elle devra remplir les formalités pour le dépôt et la publication de l'acte constitutif et des statuts de la Société anonyme, et ses administrateurs seront soumis vis-à-vis des tiers à la même responsabilité que les administrateurs de la Société anonyme prévue par la loi.

Les Sociétés qui, bien que constituées en pays étranger, auraient dans le Royaume leur siège ou l'objet principal de leur entreprise, seront considérées comme Sociétés italiennes et seront soumises à toutes les dispositions du présent Code même quant à la forme et à la validité de leur acte constitutif, alors même que cet acte aurait été dressé en pays étranger.

Art. 231. — En cas d'inaccomplissement des formalités prescrites par l'article précédent, les Sociétés sus-mentionnées subiront les conséquences déterminées par la loi à l'égard des Sociétés nationales ; dans tous les cas, les administrateurs et leurs représentants à quelque titre que ce soit, seront responsables personnellement et solidairement de toutes les obligations sociales, dans la limite des actes relevant de l'exercice de leurs fonctions.

Art. 232. — Les Sociétés en nom collectif et en commandite simple, constituées en pays étranger, devront déposer leurs actes constitutifs *in extenso* au greffe du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel elles voudront fonder leur principal établissement en Italie ; et ce, dans le délai et pour les effets indiqués à l'article 90.

Lesdites Sociétés devront se conformer aux dispositions de l'article 92, quant aux succursales ou aux représentants qu'elles établiraient dans le Royaume.

Les autres Sociétés constituées en pays étranger devront se conformer aux prescriptions de l'article 91 dans le lieu de leur principal établissement ; elles seront soumises aux prescriptions contenues dans le deuxième alinéa de l'article 91, quant à leurs succursales et représentants.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Art. 94. —

Lorsque la succession s'ouvre à l'étranger, (les actions héréditaires) seront portées devant l'autorité judiciaire du lieu où est située la plus

grande partie des biens immeubles à partager, et, en défaut, devant l'autorité judiciaire du lieu où le défendeur a son domicile ou sa résidence.

Art. 103. — L'étranger qui n'a pas de résidence dans le Royaume, peut être assigné devant les autorités judiciaires du Royaume, même s'il ne s'y trouve pas :

1° A raison d'actions relatives à des immeubles ou à des meubles situés dans le Royaume ;

2° A raison d'obligations naissant des contrats ou des faits passés dans le Royaume, ou qui doivent avoir exécution dans le Royaume ;

3° Par réciprocité.

Art. 106. — L'étranger peut être assigné devant les autorités judiciaires du Royaume à raison d'obligations contractées à l'étranger :

1° S'il a sa résidence dans le Royaume, même s'il ne s'y trouve pas ;

2° S'il se trouve dans le Royaume, même s'il n'y a pas de résidence, pourvu que l'assignation lui soit remise personnellement.

Art. 107. — Lorsque l'étranger n'a ni résidence, ni demeure, ni domicile élu dans le Royaume, et s'il n'y a pas désignation du lieu pour l'exécution du contrat, l'action personnelle ou réelle mobilière est portée devant l'autorité judiciaire du lieu où le demandeur a son domicile ou sa résidence.

Art. 161. — Ceux qui n'ont ni domicile, ni résidence ou demeure connue, seront assignés moyennant exploit affiché à la porte extérieure du siège de l'autorité judiciaire où la demande est portée. Un extrait de la citation devra être inséré dans le journal des annonces judiciaires, et une copie sera remise au Procureur du Roi près le Tribunal dans le ressort duquel se trouve ladite autorité.

Art. 142. — Ceux qui n'ont ni domicile, ni résidence, ni demeure dans le Royaume, seront assignés dans les formes établies par l'article précédent. Le Ministère public enverra copie de l'acte de citation au Ministère des affaires étrangères.

Lorsqu'ils ont dans l'Etat un mandataire général, ils peuvent être assignés dans la personne de celui-ci.

Art. 144. — Dans les cas indiqués dans les trois articles précédents, l'assignation produit ses effets lorsque le demandeur a accompli les formalités qui lui sont imposées.

Dans les mêmes cas, l'autorité judiciaire près laquelle se trouve le Ministère public, ne pourra prononcer jugement par défaut contre le défendeur qu'après avoir entendu le Ministère public.

Art. 209. —

Si la preuve doit s'effectuer hors du Royaume, la requête (à l'autorité judiciaire étrangère) doit être faite dans les formes déterminées par le droit international

Art. 941. — La force exécutoire est donnée aux sentences des autorités judiciaires étrangères par la Cour d'appel dans le ressort de laquelle elles doivent être exécutées, à la suite d'un *procès de délibation* (*giudizio di delibazione*), dans lequel la Cour examine :

1. Si la sentence a été prononcée par une autorité judiciaire compétente ;

2. Si elle a été rendue les parties régulièrement citées ;

3. Si les parties ont été légalement représentées ou légalement défaillantes ;

4. Si la sentence ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public ou au droit public interne du Royaume.

Art. 942. — Le *procès de délibation* doit être provoqué par les intéressés moyennant citation par voie sommaire, et le Ministère public doit être entendu.

La partie qui le provoque doit présenter le jugement étranger en la forme authentique.

Si l'exécution d'un jugement étranger est requise par voie diplomatique, et que la partie intéressée n'ait pas constitué de procureur qui provoque le *procès de délibation*, la Cour d'appel, sur la requête du Ministère public, désignera d'office un procureur qui intentera l'action.

Art. 943. — Pour l'exécution dans le Royaume des actes de saisie autorisés par des autorités étrangères, on observera les dispositions des deux articles précédents, en tant qu'ils sont applicables.

Art. 944. — La force exécutoire des actes authentiques reçus en pays étranger, est donnée par le Tribunal civil du lieu où l'acte doit être exécuté, en observant les règles établies par les articles 941 et 942, en tant qu'ils sont applicables.

Art. 945. — Les jugements et les actes des autorités judiciaires étrangères concernant audition de témoins, expertises, serments, interrogatoires, ou autres actes d'instruction à faire dans le Royaume, sont rendus exécutoires par le simple décret de la Cour d'appel du lieu où les actes doivent être faits.

Si l'exécution est directement demandée par les parties intéressées, l'instance est proposée moyennant recours à la Cour, en ajoutant copie authentique de la sentence ou de l'acte qui a ordonné les actes requis.

Si l'exécution est demandée par l'autorité judiciaire étrangère même, la requête doit être transmise par voie diplomatique, sans nécessité d'y joindre copie de la sentence ou de l'acte.

La Cour décide en Chambre de Conseil, le Ministère public entendu. Si elle permet l'exécution, elle en charge l'autorité judiciaire ou le fonctionnaire de l'ordre judiciaire qui a faculté de recevoir ou de faire exécuter les actes requis.

Art. 946. — Lorsque la requête est faite par voie diplomatique, et si la partie intéressée n'a pas constitué de procureur qui provoque l'exécution des actes mentionnés dans l'article précédent, les citations, notifications et tous les exploits nécessaires pour les accomplir, sont donnés ou ordonnés d'office par l'autorité judiciaire même. Si les actes requis exigent, par des circonstances spéciales, la coopération des parties intéressées, ladite autorité peut désigner d'office un procureur qui les représente.

Si la présence des parties intéressées à l'acte requis est nécessaire ou permise, le décret qui fixe le jour dans lequel on procédera à l'acte même, sera notifié par simple billet par voie d'huissier aux parties dont la résidence dans le Royaume est connue. Une copie du décret sera transmise par voie diplomatique à l'autorité judiciaire étrangère afin que les parties en soient averties.

Art. 947. — Lorsqu'il s'agit de citations à comparaître devant les autorités étrangères ou de simples notifications d'actes provenant de pays étrangers, la permission est donnée par le Ministère public près la Cour ou le Tribunal dans le ressort duquel la citation ou la notification doit être exécutée.

Si la requête a été faite par voie diplomatique, le Ministère public charge directement un huissier de l'exécution de l'acte.

Art. 948. — L'accomplissement dans le Royaume des actes indiqués dans les trois articles précédents, n'exclut pas la nécessité du *procès de délibération* lorsqu'il s'agit de l'exécution du jugement définitif.

Art. 949. — La force exécutoire donnée en conformité des articles 941-947 par un Tribunal civil, par une Cour d'appel ou par le Ministère public, est valable pour provoquer l'exécution, même dans d'autres juridictions.

Art. 950. — Les dispositions de ce titre sont subordonnées à celles des conventions internationales et des lois spéciales.

II. — CONVENTIONS INTERNATIONALES

Les dispositions, intéressant le droit international privé, contenues dans les Conventions stipulées par l'Italie avec les Etats étrangers, sont trop nombreuses pour pouvoir être reproduites ici *in extenso*. Plusieurs d'entre elles offriraient du reste bien peu d'intérêt dans le but actuel. C'est ainsi que dans le plus grand nombre des traités d'amitié, de commerce et de navigation, surtout avec les Etats transatlantiques, et parfois dans les Conventions consulaires, on convient, d'habitude, de la situation juridique des sujets respectifs, en garantissant la concession réciproque de la plénitude des droits civils, le libre accès à la justice locale, la pleine et entière liberté d'acquérir des propriétés, même immobilières, la parité complète avec les nationaux pour tout ce qui se réfère au commerce, à l'industrie, à la navigation, et, en général, pour la jouissance de toute faculté, liberté, faveurs, immunité ou exemption dont ils jouissent ou pourraient jouir à l'avenir.

De même ces traités, ou, plus souvent encore, les conventions consulaires, ou, quelquefois, des conventions spéciales (telle que la Convention avec la Russie en date du 28/16 Avril 1875) contiennent des dispositions particulières réglant les successions des sujets respectifs dans le territoire de l'autre état. Après avoir affirmé le principe de la libre succession sans aucun droit d'aubaine et de détraction (dont l'abolition forme également l'objet d'accords spéciaux stipulés par l'Italie avec d'autres Puissances), on reconnaît mutuellement aux agents consulaires, dans cette matière, ces droits de tutelle et de conservation qui sont du reste actuellement reconnus par le droit international de tous les Etats.

Mettant de côté ces différents sujets, le système le plus utile pour obtenir un aperçu général des dispositions de droit international privé contenues dans les conventions stipulées par l'Italie, paraît être celui de grouper ces dispositions mêmes, d'après leur matière.

1. *Nationalité*. — Les conventions conclues par l'Italie avec les Républiques de Nicaragua (6 mars 1868, art. 21), la République de Honduras (31 décembre 1868, art. 22), le Salvador (25 janvier 1876, art. 22) et la République de Costarica (6 mai 1873, art. 1) affirment le principe que l'on doit considérer comme sujets italiens dans l'autre Etat (et réciproquement) ceux qui, s'y étant fixés, auraient conservé leur nationalité d'origine, en conformité des lois de leur pays.

Les conventions avec les Républiques de Nicaragua et de Costarica consacrent en outre l'autre principe que l'enfant né dans l'Etat étranger de père italien sera considéré comme Italien (et réciproquement), sauf le droit d'option à l'époque de sa majorité.

2. *Mariage*. — Les accords intervenus entre l'Italie et l'Allemagne (3 dé-

cembre 1874) et entre l'Italie et la Suisse (15, 29 novembre 1890), ont pour but de faciliter le mariage des sujets respectifs, en les dispensant de l'obligation de prouver par des certificats délivrés à cet effet, qu'en vertu de la célébration de leur mariage ils confèrent leur propre nationalité à la femme et aux enfants légitimes ; tandis que, d'un autre côté, on confirme la nécessité d'un certificat de l'autorité compétente du pays d'origine, constatant que rien ne s'oppose au mariage projeté, si un tel certificat est exigé par la loi du pays même. La déclaration entre l'Italie et la Suisse, du 11 mars 1892, contient plusieurs dispositions formelles au sujet de ces certificats.

Il faut également rappeler ici l'Accord des 22 janvier et 24 février 1889 entre l'Italie et la Chine sur la juridiction à admettre dans les mariages entre Italiens et Chinois.

3. *Succession.* — On a déjà fait remarquer qu'un très grand nombre de conventions règlent les attributions et les pouvoirs des consuls dans le cas de décès de leurs nationaux dans l'Etat où les consuls résident. Ici il y a seulement lieu de constater que plusieurs de ces conventions ont pris occasion de ces règlements pour affirmer incidemment quelques règles de compétence judiciaire en matière de succession. Ainsi la Convention consulaire et d'établissement entre l'Italie et la Suisse du 22 juillet 1868 (art. 17 dernier alinéa), dit que les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Italien mort, au sujet de la succession, seront portées devant le juge du dernier domicile que l'Italien avait en Italie (et réciproquement). Toutefois, l'art. 4 du Protocole de cette Convention, en date du 1^{er} mai 1869, ajoute que le Gouvernement Royal admet que, d'après la réserve faite par l'Assemblée Fédérale au sujet du dernier alinéa de l'article 17 de la Convention susdite, les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers au sujet de la succession d'un Suisse mort en Italie, devront être déferées au juge du lieu d'origine du défunt.

L'art. 15 de la Convention consulaire avec la Belgique du 22 juillet 1878 établit la compétence du consul « sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte. »

Enfin l'art. 10, 3^e alinéa, de la Convention avec la Russie du 28/16 avril 1875, établit que : « Dans ce dernier cas (qu'un sujet du pays où la succession est ouverte ait des droits à faire valoir à ladite succession), et si la réclamation est présentée avant l'expiration du délai fixé par l'art. 5, l'examen de cette réclamation sera déferé aux tribunaux ou autorités compétentes du pays où la succession est ouverte, qui statueront, conformément à la législation de ce pays, sur la validité des prétentions du réclamant et, s'il y a lieu, sur la quote part qui doit lui être attribuée. »

4. *Tutelle.* — Parmi les facultés que la Convention consulaire entre l'Italie et la France, du 26 juillet 1862, confère aux consuls respectifs en cas de décès d'un de leurs nationaux, se trouve (art. 9, n^o 7) celle de « organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs ». Et cette disposition a été reproduite, d'une manière identique, dans les Conventions consulaires stipulées par l'Italie avec l'Espagne (21 juillet 1867, art. 17, n^o 8, où on exprime encore plus clairement la pensée des contractants, par la déclaration que le consul doit constituer

la tutelle conformément aux lois de son *propre* pays), avec la République de Nicaragua (6 mars 1868, n° 7), le Portugal (20 septembre 1868, art. 9, n° 7), l'Allemagne (21 décembre 1868 et 28 février 1872, art. 11, n° 7), le Salvador (26 janvier 1876, art. 12, n° 7), la Serbie (28 octobre, 9 novembre 1879, art. 22, n° 7), et la Roumanie (17/5 août 1880, art. 22, n° 7).

5. *Sociétés de Commerce.* — L'Italie a stipulé avec plusieurs Etats des accords particuliers relativement aux sociétés de commerce.

Par ces accords, les états contractants déclarent reconnaître mutuellement aux sociétés commerciales légalement constituées et autorisées selon les lois d'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice dans le territoire de l'autre état, sans autre condition que de se conformer aux lois et règlements qui sont en vigueur dans lesdits états.

Tels sont les accords avec la Russie (8 novembre, 27 octobre 1866, d'où les compagnies d'assurance sont toutefois exclues), la Grande-Bretagne (26 novembre 1867), les Pays-Bas (11 avril 1866), l'Allemagne (18 août 1873) et l'Autriche-Hongrie (24 janvier/3 février 1877). Les mêmes dispositions sont reproduites dans les traités de commerce avec la Belgique (11 décembre 1882, art. 4) et la Grèce (1 avril/20 mars 1889, art. 3), ainsi que dans la Convention consulaire avec l'Espagne (21 juillet 1867, art. 5).

6. *Faillite.* — On ne peut citer sur cette matière que l'art. 8 de la Convention consulaire et d'établissement entre l'Italie et la Suisse du 22 juillet 1868, littéralement reproduit dans l'art. 7 de la Convention consulaire avec la Roumanie du 17/5 août 1880, et conçu comme suit : « Lorsqu'un citoyen suisse possédant des biens sur le territoire de la Confédération viendra à être déclaré en faillite ou banqueroute, les créanciers italiens, s'il y en a, seront admis à faire valoir leurs hypothèques sur le même pied que les créanciers hypothécaires suisses, et ils seront payés sans distinction sur lesdits biens, suivant le grade et l'ordre de leur inscription.

Les créanciers chirographaires, ainsi que les simples créanciers, seront traités sans distinction, qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre des deux pays, en conformité des lois en vigueur en Suisse.

Les mêmes dispositions seront appliquées en Italie envers les Suisses créanciers hypothécaires, chirographaires ou simples créanciers d'un Italien déclaré en faillite ou banqueroute, qui possède des biens sur le territoire du Royaume. »

7. *Assistance judiciaire.* — L'Italie a stipulé des Conventions spéciales avec un grand nombre d'Etats, afin d'étendre d'une manière réciproque le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, dans les même cas et sous les mêmes conditions établies par les lois du pays, pour la concession de ce bénéfice aux nationaux. Telles sont les Conventions conclues avec la France (19 février 1870), la Belgique (30 juillet 1870), la Principauté de Monaco (20 juillet 1871), l'Allemagne (28 juillet 1879), l'Espagne (2 juillet 1882), la Suisse (2 novembre 1882), l'Autriche-Hongrie (9 février 1883), le Danemark (25 juin 1883), les Pays-Bas (9 juin 1884), le Luxembourg (10 juin 1884), ainsi que l'art. 20 du Traité de commerce avec l'Uruguay (19 septembre 1885), l'art. 14 de la Convention consulaire avec la Serbie (28 octobre/9 novembre 1879), l'art. 6 de la Convention consulaire avec la Roumanie (17/5 août 1880) et les art. 2 et 4 de la Convention avec la République de Costarica (6 mai 1873).

8. *Exécution des jugements.* — La plus ancienne convention, encore

aujourd'hui en vigueur, pour l'exécution réciproque des jugements, c'est le Traité du 24 mars 1760 conclu par la Sardaigne, avec la France. L'article 22 établit en effet que les sentences seront réciproquement exécutées à la forme du droit, et la Déclaration du 11 septembre 1860 entre les deux mêmes Etats a défini cette expression par trop générique en posant, comme règles et conditions pour l'exécution des jugements entre l'Italie et la France, les principes libéraux portés par l'art. 941, déjà cité, du Code de Procédure Civile italien.

A des principes libéraux, relativement à l'époque, s'inspire aussi la Convention entre la Sardaigne et l'Espagne pour l'exécution dans les deux Etats des sentences en matière civile et commerciale, du 30 juin 1851. Il ne vaut pas la peine que l'on rapporte ici in extenso cette convention ; qu'il suffise de rappeler que, parmi les conditions mises à la concession de l'exequatur, il y a celle (qui ne se retrouve pas dans le code italien), que la sentence ne contienne pas une injustice manifeste.

Dans des époques plus récentes, l'Italie a réussi à faire admettre le système libéral par elle organisé pour l'exécution des sentences et des actes authentiques étrangers, dans de nombreux traités, mais presque tous conclus avec des Etats transatlantiques. Voici la note de ces traités, qui contiennent tous des principes identiques ou presque identiques qui sont, comme je disais, la reproduction des plus importantes dispositions sur la matière, contenues dans la législation italienne.

Traités de commerce et de navigation, avec la République d'Honduras (31 décembre 1868, art. 20 et 21), avec le Pérou (23 décembre 1874, art. 18 et 19), avec le Salvador (25 janvier 1876, art. 20 et 21), avec l'Uruguay (19 septembre 1885, art. 22 et 23), avec la République de San Domingo (18 octobre 1886, art. 22 et 23) ; convention avec la République de Costa Rica (6 mai 1873, art. 7 et 8) ; conventions consulaires : avec la Serbie (28 octobre/9 novembre 1879, art. 12 et 13) et la Roumanie (15/5 août 1880, art. 11 et 12).

On doit encore mentionner ici l'accord entre l'Italie et le Brésil pour l'exécution des déclarations ou sentence d'habilitation ou reconnaissance d'héritiers et légataires, en date du 14 juin 1879 14 avril 1880.

9. *Communications judiciaires.* — L'Italie a conclu de nombreux accords pour régler et rendre facile l'exécution réciproque des notifications ou citations judiciaires et des commissions rogatoires. Tels sont les arrangements avec l'Autriche-Hongrie (11-22 novembre 1841 ; 11 et 21 juin 1867 ; 30 mai et 22 juillet 1872 ; 11 et 27 avril 1878, 12 août 1878) ; le Grand-Duché de Baden (23 janvier 1868) ; la Roumanie (21/23 juillet 1873), la Russie (3 juillet/21 juin 1874) ; ainsi que les conventions consulaires avec la Suisse (22 juillet 1868, art. 9) ; la Serbie (28 octobre/9 novembre 1879, art. 10) ; et la Roumanie (17/5 août 1880, art. 9) ; le Traité de Commerce avec la République de San Domingo (18 octobre 1886, art. 21) et la convention avec la République de Costa Rica (6 mai 1873, art. 6).

10. *Propriété littéraire, artistique et industrielle.* — L'Italie figure parmi les Etats qui ont adhéré dès leur fondation aux deux Unions internationales pour la protection de la propriété industrielle (créée par la convention de Paris du 20 mars 1883) et pour la protection de la propriété littéraire et artistique (constituée par l'effet de la convention de Berne du 9 septembre 1886). Il n'y a pas lieu de reproduire ici les dispositions, bien connues, de ces deux accords, qui forment le droit conventionnel établi

sur cette matière par l'Italie et les autres Etats adhérents, et qui ont rendu inutiles ou presque inutiles plusieurs des conventions antérieurement stipulées par l'Italie à ce sujet. Qu'il suffise de rappeler les efforts faits par l'Italie pour étendre cette protection juridique internationale même aux Etats qui n'ont pas adhéré, pour des raisons spéciales, à ces Unions. C'est ainsi qu'on peut citer, pour ce qui concerne la protection de la propriété littéraire et artistique, la Convention conclue le 8 juillet 1890 avec l'Autriche-Hongrie et l'adhésion, en date du 28 octobre 1892, au Copyright des Etats-Unis ; et pour ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, la déclaration entre l'Italie et la Russie pour la protection des marques de fabrique, et l'art. 16 du Traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie, en date du 6 décembre 1891.

LUXEMBOURG

I. — Constitution du 17 octobre 1868.

Art. 9. — La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

La présente convention et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Art. 10. — La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.

Elle assimile l'étranger au Luxembourgeois, pour l'exercice des droits politiques.

La naturalisation accordée au père profite à son enfant mineur, si celui-ci déclare, dans les deux années de sa majorité, vouloir revendiquer ce bénéfice.

Art. 111. — Tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi.

II. — Lois.

Les Codes français et notamment le Code civil du 15 mars 1805, le Code de procédure civile du 24 avril 1806 et le Code de commerce du 20 septembre 1807, sont restés en vigueur dans le Grand-Duché et n'y ont subi que les modifications suivantes intéressant le droit international privé, à savoir :

A. — Code civil

1. Les articles 7, 9, 10 et 11, Loi fondamentale des Pays-Bas du 24 août 1815, art. 8 ; Cf. arrêtés r. g. d. des 18 novembre 1839 et 18 mars 1841 ; loi du 12 novembre 1848 sur les naturalisations, modifiée par celles des 27 janvier 1878 et 1^{er} février 1890 (Ruppert, *Rel. Int.*, pages 535-543).

2. Les articles 17, n^{os} 2 et 21, abrogés par l'art. 3 de la loi du 27 janvier 1878 (R. p. 543).

3. Eu ce qui concerne les art. 47, 48, 170 et 171, Cf. la circulaire ministérielle du 5 mars 1856, relative à la délivrance des actes de l'état civil et notariés pour le mariage des indigents (R. p. 408) et les déclara-

tions échangées le 14 juin 1875 avec la France et le 21 mars 1879 avec la Belgique au sujet de l'échange des actes de l'état civil (R. p. 409-411).

4. Les articles 726 et 912, loi du 29 février 1872 abrogeant le droit d'aubaine et de détraction (R. p. 852).

5. L'article 1781, abrogé par la loi du 6 avril 1885 (Mem. p. 289 : article unique, L'art. 1781 du Code civil est abrogé).

B. — Code de procédure civile.

1. Arrêté du Gouverneur Général de la Belgique du 1^{er} avril 1814 et ordonnance r. g. d. complémentaire du 28 octobre 1842, concernant les assignations et notifications judiciaires à faire à des personnes établies à l'étranger (Ruppert, p. 1-2).

Cf. la déclaration du 14 mars 1884 (R. p. 3), échangée avec la France pour régler le mode de transmission des actes judiciaires et la note diplomatique de l'empire allemand, du 24 juin 1884, concernant le même objet (R. p. 4).

Cf. également sur le mode d'exécution des commissions rogatoires judiciaires :

L'arrangement du 25 juillet 1840 avec la Prusse (R. p. 869) ;

L'arrangement du 22 novembre 1840 avec la Belgique (R. p. 870) ;

La note circulaire du 10 février 1852 du Ministre des Affaires Étrangères de France (R. p. 872) ; et

L'instruction ministérielle du 16 juin 1859 (R. p. 875).

2. Loi du 17 novembre 1860, concernant la faculté des Sociétés anonymes étrangères d'ester en justice dans le Grand Duché et autorisation conférée aux Sociétés françaises (R. p. 848).

Cf. Arrêtés r. g. d. du 18 novembre 1864 et 25 février 1890 (R. p. 849), accordant resp. aux Sociétés anonymes Belges et Néerlandaises, la faculté d'exercer leurs droits et d'ester en justice dans le Grand Duché.

3. Loi du 24 janvier 1874, sur la compétence des tribunaux en matière civile et commerciale.

5. Loi du 23 mars 1873, concernant l'assistance judiciaire et la procédure en débet.

Cf. Loi du 11 mars 1870, autorisant le gouvernement à conclure des conventions sur l'assistance judiciaire (R. p. 11) ;

29 juin 1841, déclaration échangée avec le Pays-Bas (R. p. 12) ;

22 mars 1870, convention avec la France (R. p. 13) ;

5 août 1870, convention avec la Belgique (R. p. 15) ;

12 juin 1870, arrangement avec l'Empire Allemand (R. p. 16) ;

7 mars 1883, arrangement avec l'Allemagne pour l'exécution des commissions rogatoires en matière de *pro deo* (R. p. 18) ;

10 juin 1884, convention avec l'Italie (R. p. 20) ;

12 novembre 1888, convention avec l'Autriche-Hongrie (R. p. 21).

C. — Code de commerce.

1. Loi du 30 juin 1880 sur les brevets d'invention (R. p. 61) et la note sur les relations du Grand Duché avec le Zollverein (Ruppert, p. 68).

2. Loi du 23 mars 1883 sur la protection des marques de fabrique et de commerce et règlement d'exécution du 30 mai 1883 (R. p. 552 et 555).

Cf. Les arrangements avec l'Empire allemand, 11 mars 1876 (R. p. 538) ; avec la France, 27 mars 1880 (R. p. 559) ; avec la Belgique, 25-26 sep-

tembre 1883 (R. p. 559) ; ainsi que les dispositions afférentes des traités de commerce et de douane conclus par le Zollverein avec l'Autriche, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse (R. p. 560).

PAYS-BAS

Loi contenant des dispositions générales, etc.

Art. 6. — Les lois concernant les droits, l'état et la capacité des personnes régissent les Néerlandais, même lorsqu'ils se trouvent en pays étranger.

Art. 7. — Les immeubles sont régis par la loi du lieu où ils sont situés.

Art. 9. — Le droit civil du Royaume est le même pour les étrangers que pour les Néerlandais, tant que la loi n'a pas expressément établi le contraire.

Art. 10. — La forme de tous les actes est réglée d'après les lois du pays ou du lieu où ces actes ont été accomplis.

Code civil.

Art. 138. — Les mariages contractés en pays étranger, soit entre Néerlandais, soit entre Néerlandais et étrangers, sont valables s'ils ont été célébrés dans les formes usitées dans ce pays, pourvu que les publications aient eu lieu dans les Pays-Bas, conformément aux dispositions de la deuxième section de ce titre (du Code civil), sans qu'il ait été formé opposition au mariage et que les époux Néerlandais n'aient pas contrevenu aux dispositions contenues dans la première section de ce titre.

Art. 139. — Dans l'année après le retour des époux sur le territoire du Royaume, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de leur domicile.

Art. 884-957. — Abrogés par la loi du 7 avril 1869, qui statue en outre :

Dans le cas du partage entre Néerlandais et étrangers d'une succession qui comprend des biens se trouvant dans les Pays-Bas et d'autres à l'étranger, les cohéritiers Néerlandais prélèvent dans la proportion de leur part d'héritage une valeur égale à celle des biens dont ils seraient exclus par les lois ou coutumes étrangères.

Le prélèvement se fait sur les biens de la succession à l'égard desquels il n'y a pas d'exclusion.

Art. 992. — Un Néerlandais, qui se trouvera en pays étranger, ne pourra faire son testament que par acte authentique, en observant les formes usitées dans le pays où cet acte sera passé.

Cependant il pourra disposer par acte sous-seing privé de la manière déterminée ci-dessus par l'art. 982.

Art. 1218. — En vertu d'un contrat passé en pays étranger, il ne peut être pris d'inscription d'hypothèque sur des biens situés dans les Pays-Bas, à moins qu'il n'y ait des dispositions contraires à ce principe dans les traités.

Code de commerce.

Art. 310. — La propriété des navires appartenant à des régnicoles et

vendus à l'étranger se transmet d'après les lois ou usages du lieu où la vente aura été faite.

Art. 498. — Si des navires étrangers sort affrétés dans le Royaume, les capitaines et les navires sont soumis aux dispositions du présent Code. Les mêmes dispositions sont applicables aux capitaines pour ce qui concerne le déchargement et tout autre acte qui doit être exécuté dans le Royaume si l'affrètement a eu lieu à l'étranger.

Art. 658. — La sentence d'un tribunal étranger, qui porte confiscation d'un navire ou des marchandises assurés, comme n'étant pas neutres, tandis qu'ils ont été assurés comme tels, ne suffit pas pour décharger l'assureur du paiement de cette perte, si l'assuré prouve que les objets assurés ont été réellement propriété neutre et qu'il a employé auprès du tribunal qui a prononcé la sentence tous les moyens et exhibé tous les documents nécessaires pour prévenir la confiscation.

Art. 723. — Si le voyage est rompu dans le royaume ou si le navire y est échoué, les répartitions sont réglées dans le lieu du royaume d'où le navire est parti ou aurait dû partir.

Art. 724. — Le règlement et la répartition des grosses avaries sont faits à la diligence du capitaine et par experts.

Les experts sont nommés par les parties ou par le tribunal de l'arrondissement du lieu où le règlement et la répartition doivent se faire dans le royaume.

Les experts prêtent serment avant d'opérer.

La répartition doit être homologuée par le tribunal d'arrondissement.

En pays étranger, la grosse avarie sera répartie par l'autorité compétente du lieu.

Art. 725. — Si, le navire étant hors du Royaume, le voyage a été rompu en route ou si la cargaison a été vendue dans un port de relâche forcée, la demande, le règlement et la répartition de l'avarie seront faits dans le lieu où la rupture est survenue ou dans celui où la vente a été faite.

Code de procédure civile.

Art. 4. — 8°. Les assignations en justice et tous autres exploits se font.....

A l'égard de ceux qui sont établis dans les colonies de l'Etat ou à l'étranger, pour autant qu'ils n'ont pas de résidence connue dans les Pays-Bas, au fonctionnaire du Ministère public près le collège judiciaire devant lequel sera portée la demande, qui visera l'original et enverra la copie pour les premiers au département des Colonies et pour les seconds à celui des Affaires étrangères.

(L'alinéa suivant contient une disposition spéciale pour le cas où la demande doit être portée devant un juge cantonal.)

Art. 127. — L'étranger, même non résidant dans les Pays-Bas, peut être cité devant le juge néerlandais pour l'exécution des obligations par lui contractées avec un Néerlandais, soit dans les Pays-Bas, soit en pays étranger.

Art. 152. — Tous étrangers demandeurs principaux ou intervenants seront tenus, si le défendeur le requiert avant toute défense ou exception, de fournir caution pour le paiement des frais et des dommages et intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Art. 153. — Le jugement qui ordonnera la caution, fixera la somme

jusqu'à concurrence de laquelle elle sera fournie. Le demandeur ou intervenant qui consignera cette somme ou qui justifiera que ses immeubles situés dans les Pays-Bas sont suffisants pour en répondre, sera dispensé de fournir caution, pourvu que, dans le dernier cas, il accorde une inscription hypothécaire sur ces biens.

Art. 431. — Sauf les cas expressément prévus par la loi, les jugements rendus par les juges ou tribunaux étrangers, ne seront pas exécutoires dans le Royaume.

Les procès pourront être instruits de nouveau devant le juge néerlandais et y être terminés.

Dans les cas d'exception mentionnés ci-dessus, le jugement d'un juge ou d'un tribunal étranger ne sera exécuté dans le Royaume, que si le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel le jugement doit être exécuté, en autorise l'exécution sur requête, dans la forme mentionnée à l'article précédent (430).

Cet exequatur est accordé sans révision du fond.

Art. 436. — Déclare le premier alinéa de l'art. 431 applicable aux actes authentiques passés à l'étranger.

Art. 436. — 10°. La contrainte par corps a lieu contre tous étrangers sans domicile fixe dans le Royaume, pour toutes dettes quelconques, envers les régnicoles.

Art. 710. — 1°. Les étrangers qui n'ont pas un domicile fixe dans le Royaume ne pourront être admis au bénéfice de cession.

Art. 768. — Les étrangers qui n'auront pas de domicile fixe dans le Royaume peuvent, sans qu'il y ait un jugement à leur charge, être arrêtés préalablement sur l'ordonnance du président du tribunal d'arrondissement, pour dettes échues et exigibles, contractées envers les habitants du Royaume.

Art. 855. — 2°. Les étrangers pauvres ou indigents et les administrations des pauvres ou des paroisses de l'étranger sont exclus du bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, à moins que le contraire n'ait été stipulé par traité.

Loi du 15 juillet 1869 sur le transport des émigrants.

Art. 17. — Portant modification de la loi du 1^{er} juin 1861 :

L'article 152 du Code de Procédure Civile n'est pas applicable aux émigrants.

Conventions.

Les déclarations échangées par le Gouvernement des Pays-Bas avec la Prusse (le 21 août 1822), le Grand Duché de Hesse (le 9/3 mai 1826) et le Luxembourg (le 29 juin 1841) rendent applicables aux sujets respectifs de chacun des Etats contractants les dispositions existant dans l'autre Etat par rapport à la procédure gratuite devant les tribunaux, sous la réserve que les sujets de l'un des deux Etats qui solliciteront la faveur du *pro deo* dans l'autre, y seront astreints aux mêmes formalités que les indigènes et sous la stipulation expresse que, par cet arrangement, il ne sera point porté atteinte ni préjudice en rien au droit, que la loi pourrait accorder en certains cas aux sujets de l'un des deux pays, de pouvoir exiger caution de l'autre.

Le 9 janvier 1884, les Pays-Bas ont conclu avec l'Italie, une convention qui contient les articles suivants :

Article 1^{er}. — Les Néerlandais en Italie et les Italiens dans les Pays-Bas jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. — Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, les renseignements pourront en outre être pris auprès des autorités de la nation auquel il appartient.

Art. 3. — Les Néerlandais admis en Italie et les Italiens admis dans les Pays-Bas au bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. — Si quelque difficulté surgissait au sujet de l'interprétation de cette convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'en rapporter à une commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la Commission elle-même.

Art. 5. — La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

La présente convention sera ratifiée.

Le 31 octobre 1892, les Pays-Bas ont conclu avec la Belgique une convention concernant la même matière et contenant les articles suivants :

Article 1^{er}. — Les Néerlandais résidant depuis au moins dix-huit mois en Belgique et les Belges résidant depuis au moins dix-huit mois dans les Pays-Bas seront réciproquement admis au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite sur le même pied que les nationaux et en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Art. 2. — L'autorité chargée de délivrer le certificat d'indigence pourra faire prendre, par rapport à l'état de fortune de l'étranger qui demande l'assistance, des renseignements auprès des autorités de l'Etat auquel celui-ci appartient.

Art. 3. — L'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, accordée en vertu de l'article premier, entraîne de plein droit la dispense de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé aux termes de la législation de l'Etat où l'action est introduite, des étrangers plaidant contre les nationaux de cet Etat.

Art. 4. — Dans le cas où quelque difficulté surgirait au sujet de l'interprétation de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se soumettre à la décision d'une Commission d'arbitres.

Cette Commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre désigné par ces arbitres.

Art. 5. — La présente Convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des actes de ratification.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore une année et ainsi de suite d'année en année à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

La Convention révisée pour la Navigation du Rhin, du 17 octobre 1868, dont le Royaume des Pays-Bas est une des parties contractantes, contient les dispositions suivantes :

Art. 36. — *al.* 1. La procédure des tribunaux de la navigation du Rhin sera la plus simple et la plus prompte que possible. Il ne pourra être exigé aucune caution des étrangers à cause de leur nationalité.

Art. 37. — *al.* 1. Lorsque le débat portera sur une valeur supérieure à 50 francs, les parties pourront se pourvoir en appel et recourir à cet effet, soit à la Commission centrale (art. 43), soit au tribunal supérieur du pays dans lequel le jugement a été rendu (art. 38).

Art. 38. — Chaque Etat riverain désignera, une fois pour toutes, le tribunal supérieur devant lequel pourront être portés en appel les jugements rendus sur son territoire par les tribunaux de première instance pour la navigation du Rhin.

Ce tribunal devra siéger dans une ville située sur le Rhin ou pas trop éloignée du fleuve.

Si l'appel est porté devant ce tribunal, on se conformera pour la procédure à suivre à la législation en vigueur dans ce pays.

Art. 40. — Les décisions des tribunaux pour la navigation du Rhin dans chacun des Etats riverains, seront exécutoires dans tous les autres Etats en observant les formes prescrites par les lois du pays où elles sont exécutées.

Les jugements et autres décisions, les citations et exploits d'ajournement dans les causes pendantes devant les tribunaux pour la navigation du Rhin seront considérés, quant à la notification dans chacun des Etats, comme émanant des autorités de cet Etat.

Pour ce qui concerne les personnes ayant un domicile dans un des Etats riverains, les citations et exploits dans ces causes seront notifiés à ce domicile.

Art. 43. — Chacun des Etats riverains délèguera un commissaire pour prendre part à ces Conférences communes sur les affaires de la navigation du Rhin.

Les Commissaires formeront la Commission centrale qui a son siège à Mannheim.

Art. 45. — Les attributions de la Commission centrale consisteront :

.....
c. A rendre des décisions dans les cas d'appel portés devant la Commission contre les jugements des tribunaux de première instance pour la navigation du Rhin (art. 37).

La Convention internationale sur le transport des marchandises par

Chemin de fer, signée à Berne, le 14 octobre 1890, dont le Royaume des Pays-Bas est une des parties contractantes, contient les dispositions suivantes :

Art. 56. — Les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent en vertu des dispositions de la présente Convention, seront, lorsqu'ils sont devenus exécutoires en vertu des lois appliquées par ce juge compétent, déclarés exécutoires dans les Etats signataires de la Convention par l'autorité compétente, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de cet Etat, mais sans révision du fond de l'affaire. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement, non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées en sus des dépens contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens (*cautio judicatum solvi*) ne pourra être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

Traité du 11 avril 1868 entre les Pays-Bas et l'Italie pour régler la position des Sociétés par Actions (anonymes) et autres Associations commerciales, industrielles et financières.

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement aux Sociétés par Actions (anonymes) et autres Associations commerciales, industrielles et financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue des Etats de l'autre puissance, en Europe, sans autre condition que de se conformer aux lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans les dits Etats.

Art. 2. — Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux Sociétés par Actions (anonymes) et Associations constituées et autorisées antérieurement à la signature de la présente Convention qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 3. — La présente Convention est faite sans limitation de durée. Toutefois il sera loisible à l'une des deux Hautes Parties contractantes d'en faire cesser les effets en la dénonçant un an à l'avance.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire d'un commun accord, dans cette convention, les modifications dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

La présente Convention sera ratifiée, etc.

PORTUGAL

Lois.

CODE CIVIL

Des étrangers en Portugal.

Art. 26. — Les étrangers qui voyagent ou qui résident en Portugal jouissent des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les citoyens Portugais, quant aux actes qu'ils ont à produire et à leur effet dans ce Royaume; à l'exception des cas où la loi stipule le contraire, ou

bien s'il existe des traités ou des conventions spéciaux, qui règlent leurs droits d'une autre manière.

Art. 27. — L'état et la capacité civile des étrangers sont réglés par la loi de leur pays.

Art. 28. — Les étrangers, se trouvant dans ce Royaume, pourront être assignés devant un tribunal Portugais pour des obligations contractées par eux envers des Portugais dans un pays étranger.

Art. 29. — Sur la demande d'autres étrangers, les étrangers, se trouvant dans ce pays, pourront également être assignés devant la justice portugaise, du chef d'obligations contractées dans ce Royaume.

Art. 30. — Les dispositions des deux articles précédents sont applicables, sans préjudice de ce qui est déterminé par le dernier alinéa de l'art. 26.

Art. 31. — Les jugements prononcés par les tribunaux étrangers, relatifs aux droits civils, entre des étrangers et des Portugais, seront exécutoires devant les tribunaux portugais, conformément aux dispositions du Code de procédure civile.

Du mariage.

Art. 1085. — Le mariage contracté en pays étranger pourra être prouvé par toutes les preuves possibles, à moins que ces actes ne soient soumis dans ce pays à une inscription régulière et authentique.

Art. 1107. — Si le mariage était contracté en pays étranger entre un Portugais et une étrangère ou entre un étranger et une Portugaise et si rien n'est convenu entre les parties sur leurs biens, le mariage sera censé être contracté conformément au droit commun du pays du mari, sans préjudice des dispositions du présent Code, relatives aux biens immeubles.

Des testaments.

Art. 1962. — Les consuls ou vice-consuls portugais peuvent exercer les fonctions de notaire pour passer et pour ratifier les testaments, faits par des sujets Portugais, en tant qu'ils soient conformes aux lois portugaises, sauf ce qui y est dit à l'égard de la nationalité des témoins, qui, dans ce cas, peuvent être des étrangers.

Art. 1965. — Le testament fait par un sujet non portugais, hors du Portugal, produira dans ce Royaume son effet légal, même s'il s'agit de biens situés dans ce pays, si le testament satisfait aux dispositions légales du pays où il est passé.

Art. 1966. — Ne peuvent être témoins, en fait de testament :

1° Les étrangers...

De la preuve en général.

Art. 2406. — Dans les cas où quelque statut ou ordonnance communale de ce pays, ou bien une loi étrangère quelconque serait invoqué, dont l'existence est contestée, celui qui invoque un tel statut, ordonnance ou loi, sera obligé d'en prouver l'existence.

De la preuve authentique.

Art. 2430. — Les documents authentiques, passés dans des pays étrangers, conformément aux lois de ce pays, feront preuve dans ce Royaume comme le feraient les documents de la même nature, dressés ou expédiés dans ce pays-ci.

Registres de l'état-civil.

Art. 2456. — Les actes de l'état civil d'étrangers, résidant en Portugal, pourront, s'ils le désirent, être inscrits aux registres de l'état civil, en observant les dispositions y relatives du présent Code.

Des témoins instrumentaires.

Art. 2492. — Ne pourront être témoins pour des actes entre vivants, les personnes qui ne peuvent pas l'être en fait de testament, conformément à l'art. 1966.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Art. 20. — Le Portugais ou l'étranger, qui a son domicile hors de ce Royaume, peut être traduit devant le juge portugais du lieu où il se trouve, si l'affaire concerne une convention conclue par lui dans ce Royaume, ou avec un Portugais à l'étranger.

Art. 21 (§ 4, n° 2). — Les jugements des tribunaux étrangers seront exécutoires devant le tribunal du domicile du condamné, ou bien là où sont situés ses biens, selon les termes de l'art. 1087; et si la compétence doit être déterminée par la situation des biens, et que ceux-ci se trouvent dans plusieurs départements, le demandeur pourra exécuter le jugement dans un de ces départements.

Art. 39 (n° 6). — Sont compris parmi les attributions des tribunaux :

N° 6. La révision des jugements prononcés par des tribunaux étrangers et leur confirmation s'il y a lieu.

Des commissions rogatoires.

Art. 86. — Les commissions rogatoires seront délivrées au nom du Roi, signées par le juge du district ou ordinaire, ou par le juge-rapporteur et contre-signées par le greffier.

Art. 88. — L'art. 86 est également applicable aux commissions rogatoires, adressées par les juges ou les tribunaux étrangers.

Art. 89. — Les commissions rogatoires, émanées d'autorités étrangères, ne seront reçues que par voie diplomatique et il n'y sera donné suite qu'après qu'on aura entendu le Ministère public.

§ 1. La commission rogatoire ayant été reçue et son objet ayant été constaté, sera donnée en lecture au Ministère public, pendant 48 heures, après quoi le juge décidera si elle doit être exécutée.

§ 2. Le Ministère public aura la faculté d'examiner la légalité de la décision prise par rapport à la commission rogatoire, et pourra interjeter appel contre les jugements intervenus.

§ 3. L'appel du Ministère public contre le jugement qui admet la commission rogatoire, aura pour conséquence la suspension de son exécution.

§ 4. Les assignations et les sommations, qui doivent avoir lieu, seront faites par le greffier ou par un autre fonctionnaire, désigné à cet effet, conformément aux dispositions des art. 179 et 180.

§ 5. Dans les arrondissements de Lisbonne et d'Oporto, le Ministère public sera représenté par les curateurs des orphelins, si l'acte requis regarde des orphelins.

De l'assignation et de la sommation.

Art. 184. — A l'égard des ambassadeurs, envoyés extraordinaires et

chargés d'affaires et autres représentants d'une puissance étrangère, les dispositions des traités et conventions seront observées; et, à défaut de traités, le principe de réciprocité sera appliqué.

De la preuve par écrit.

Art. 213. — Ne peuvent être pris en considération les documents, écrits en langue étrangère, qu'à la condition qu'ils soient accompagnés d'une traduction légalisée par le consul de l'Etat étranger intéressé, et si ces documents proviennent d'autorités étrangères, ils ne seront valables qu'à la condition qu'ils aient été visés par le fonctionnaire diplomatique ou consulaire portugais dans ledit pays, et que la signature de ce fonctionnaire ait été légalisée par le Département des Affaires étrangères.

§ *unique*. S'il n'y avait pas de consul de ce Royaume dans le pays étranger, le document sera traduit par un expert.

De la preuve par témoins.

Art. 266 (n° 4). — Seront entendus dans le lieu de leur résidence :

(N° 4). Les ambassadeurs, les envoyés extraordinaires et les chargés d'affaires, et en général tous les représentants de puissances étrangères, conformément à ce qui a été stipulé là-dessus par les traités et conventions, et, à défaut de traités, d'après le principe de la réciprocité.

Art. 274. — Si le témoin ne parle pas la langue portugaise, le juge nommera un interprète qui, sous la foi du serment, lui fera les questions et transmettra au juge les réponses qu'il donnera.

De l'exécution des jugements.

Art. 805. — Les jugements prononcés par les tribunaux étrangers ne peuvent pas être exécutés sans être révisés et confirmés par un tribunal de seconde instance.

De la révision des jugements prononcés par des tribunaux étrangers.

Art. 1087. — Les jugements prononcés par des tribunaux étrangers, dont il est question à l'art. 31 du Code civil, ne seront exécutoires dans le Royaume, qu'après avoir été révisés et confirmés par un tribunal de seconde instance, avec audition préalable des parties intéressées et du Ministère public; sauf stipulation contraire dans les traités.

§ *unique*. Est compétent quant à cette révision et à cette confirmation, le tribunal de seconde instance du district où le défendeur est domicilié, ou bien où sont situées les propriétés du défendeur, s'il n'a pas de domicile dans ce Royaume.

Art. 1088. — Après la présentation et la confirmation du jugement, le juge-rapporteur fera citer la partie intéressée, pour faire connaître dans les huit jours après la citation, ses griefs contre la confirmation, tandis que, dans le même délai, celui qui a présenté le jugement, peut également faire connaître ses griefs.

§ 1. Comme motifs d'opposition, peuvent servir :

1° Chaque doute sur l'authenticité du document ou sur la clarté du jugement;

2° Qu'il n'a pas force de chose jugée;

3° Que le jugement a été prononcé par un tribunal incompétent;

4° Que les parties n'ont pas été dûment citées, ou bien que leur absence n'a pas été constatée légalement dans le cas où elles n'ont pas comparu ;

5° Si le jugement contient des décisions contraires aux principes du droit public portugais et aux principes d'ordre public ;

6° Si le jugement a été prononcé contre un sujet portugais, et qu'il est contraire aux principes du droit civil portugais, et que l'affaire aurait dû être jugée selon ce droit.

§ 2. La production de preuves regardant le fond de la chose jugée, ne sera pas admise dans cette procédure.

Art. 1089. — Après que l'opposition sera déterminée ou bien après l'expiration du délai dans lequel elle aurait pu être formée, le procès sera continué quant aux parties et au Ministère public, conformément aux dispositions de l'art. 1049, après quoi il sera renvoyé avec les conclusions, au rapporteur et aux quatre autres juges pour être examiné par ces derniers.

§ *unique*. La décision sera prise en Chambre du Conseil, en présence d'au moins trois des juges qui ont examiné le procès, tandis que la décision, qu'elle accorde ou non la confirmation du jugement, doit être prononcée par au moins trois voix.

Art. 1090. — Tout ce qui a été arrêté par les articles précédents, est également applicable aux jugements prononcés dans des procès où les deux parties litigantes sont des étrangers ou des Portugais.

Art. 1091. — Après la confirmation du jugement, le procès ou l'expédition, s'il y a eu révision, sera renvoyé au juge compétent à titre d'exécution.

CODE DE COMMERCE

Dispositions générales.

Art. 4. — Les actes de commerce sont régis :

1° Quant au contenu et à l'effet des obligations résultant de l'acte, par la loi du lieu où ils ont été faits ; sauf le cas où le contraire aurait été convenu ;

2° Quant au mode d'exécution, par la loi du lieu où elle doit avoir lieu ;

3° Quant à la forme extérieure, par la loi du lieu où l'acte a été passé ; sauf dans les cas où la loi prescrit expressément le contraire.

§ *unique*. Les dispositions du n° 1, du présent article, ne seront pas applicables, si, par leur observation, le droit public portugais ou l'ordre public pourraient être lésés.

Art. 5. — Les Portugais, qui ont contracté des obligations commerciales en dehors du Royaume, soit vis-à-vis de Portugais, soit vis-à-vis d'étrangers, et les étrangers qui ont contracté dans ce pays de telles obligations, soit envers des étrangers, soit envers des Portugais, peuvent être cités devant le tribunal compétent dans ce pays, par des nationaux ou des étrangers, avec lesquels ils ont contracté, s'ils ont leur domicile dans ce pays ou bien s'ils s'y trouvent.

Art. 6. — Toutes les dispositions du présent Code seront applicables aux relations commerciales avec des étrangers, à l'exception des cas où la loi ordonne expressément le contraire, ou qu'il existe un traité ou une convention, qui règle la matière d'une autre manière.

De la capacité en matière commerciale.

Art. 7. — Toute personne, régnicole ou étrangère, capable de contracter des obligations civiles, pourra passer des actes commerciaux dans le Royaume et ses possessions, selon les règles et sauf les exceptions établies par le présent Code.

Art. 12. — La capacité commerciale des Portugais, qui contractent des obligations commerciales à l'étranger, et celle des étrangers qui contractent de pareilles obligations sur le territoire Portugais, seront régies par la loi de leur pays respectif, pour autant que, quant aux derniers, cette loi ne soit pas contraire au droit public portugais.

Du registre de commerce.

Art. 54. — Les Sociétés anonymes, établies à l'étranger, qui désirent établir dans ce Royaume une succursale ou autre filiale, auront à présenter, pour l'enregistrement dans le registre de commerce, outre les documents exigés des nationaux, un certificat délivré par un Agent consulaire Portugais, constatant qu'elles sont établies et qu'elles fonctionnent conformément aux lois de leur pays.

Contrats commerciaux particuliers.

Dispositions générales. — Art. 96. — Les titres commerciaux sont valables n'importe dans quelle langue ils seraient rédigés.

Compagnies ou Sociétés anonymes.

Art. 199. — Les Sociétés établies légalement à l'étranger, qui n'ont pas leur siège, succursale ou autre filiale dans ce Royaume, pourront, néanmoins, y exercer tous les actes commerciaux, en tant qu'ils ne soient pas contraires aux lois du pays.

Art. 110. — Les Sociétés qui veulent se constituer à l'étranger, mais qui doivent avoir leur siège dans ce pays et y doivent exercer leur commerce principal, seront, sous tous les rapports, considérées comme des Sociétés nationales et soumises comme telles à toutes les dispositions du présent Code.

Art. 111. — Les Sociétés établies légalement à l'étranger, qui ont une succursale ou autre filiale dans ce Royaume, seront soumises aux dispositions du présent Code quant à l'enregistrement et à la publication de leurs actes sociaux et les pouvoirs de leurs représentants respectifs, et ce selon les mêmes règles qui régissent les Sociétés nationales analogues et, quant à la faillite, selon les dispositions du paragraphe unique de l'article 645.

§ unique. Les représentants des Sociétés mentionnées dans cet article, sont responsables vis-à-vis des tiers d'après les mêmes règles que les administrateurs des Sociétés nationales.

Art. 112. — Les Sociétés établies à l'étranger, qui n'ont pas observé les obligations prescrites par les deux articles précédents, seront soumises aux pénalités de la loi Portugaise, tandis que leurs représentants, quel que soit leur caractère, seront responsables personnellement et solidairement pour toutes les obligations de la Société, auxquelles ils se sont engagés dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 187. — Si dans une Société anonyme il y a des Actionnaires, établis

à l'étranger, qui représentent ensemble au moins 25 0/0 du capital souscrit, ils pourront se réunir aux fins suivantes :

1^o Pour examiner et discuter le rapport et le compte annuel, présentés par la direction, et pour donner leur opinion sur les documents émanant du Conseil de surveillance;

2^o Pour nommer parmi eux un ou plusieurs actionnaires, pour les représenter au siège de la Société, à l'Assemblée générale ordinaire, où les opinions émises sont discutées.

§ 1^{er}. Les actionnaires nommés conformément au n^o 2 du présent article, seront admis à l'Assemblée générale, sur l'exhibition de l'acte de la réunion, dûment légalisé, renfermant :

1^o L'indication des noms des actionnaires, qui ont été réunis;

2^o La déclaration qu'ils ont pris connaissance ou qu'ils ont été à même de prendre connaissance des documents, nommés par le n^o 1^{er} du présent article.

3^o La désignation des représentants nommés et spécification du plein-pouvoir qui leur a été donné.

§ 2. Ces représentants auront dans l'Assemblée générale autant de voix qu'il en revient en vertu des statuts aux actionnaires qui les ont nommés.

§ 3. Pour l'exécution des dispositions du présent article, de ses numéros et paragraphes, les actionnaires, mentionnés dans le présent article, habitant l'étranger, devront nommer parmi eux un actionnaire, qui recevra de l'administration centrale les exemplaires du rapport, des comptes et des discussions, pour qu'il distribue ces documents, convoque la réunion et se mette en rapport avec le président de la direction.

§ 4. La direction est obligée, aussitôt que le rapport et que les documents nommés par le présent article, auront été examinés par le conseil de surveillance, d'en faire parvenir une copie à l'actionnaire, nommé à cet effet selon les règles et aux fins mentionnées dans le paragraphe précédent.

§ 5. Les dispositions précédentes ne portent aucun préjudice au droit, accordé par les statuts aux actionnaires dont il est question ici, de prendre part personnellement aux travaux de l'Assemblée générale ou d'envoyer un représentant spécial, pour les représenter s'ils n'ont pas voulu profiter des facultés données par le présent article et ses paragraphes.

§ 6. Si le cas prévu par le présent article se présentait, le délai entre le dépôt du rapport du Conseil de surveillance et sa discussion, sera fixé de telle manière, que les dispositions du présent article puissent être complètement observées.

§ 7. Sauf les cas prévus par le présent article, les actionnaires, demeurant à l'étranger, sont toujours, en tout, et pour toutes les conséquences des actes, assimilés aux actionnaires, habitant le Portugal.

Des mandats.

Art. 255. — Les dispositions des articles 248-253 (quant aux affaires commerciales) sont également applicables aux représentants de maisons de commerce ou de sociétés, constituées à l'étranger, qui exercent régulièrement, au nom de ces maisons ou sociétés, le commerce dans le Royaume.

Opérations de Bourse.

Art. 351. — (N° 1 du paragraphe unique).

L'objet spécial des contrats à la bourse sont :

1° Les fonds publics nationaux ou étrangers.

Paragraphe unique. Sont considérés comme fonds publics, pour l'application du n° 1^{er} du présent article :

Ceux qui sont émis par les gouvernements nationaux ou étrangers ou par des corps administratifs.

Du Commerce maritime.

Art 488. — Les questions concernant la propriété navale, les privilèges du navire et les hypothèques dont il pourrait être grevé, sont réglées selon la loi de la nationalité que le navire possédait au moment où le droit en litige a été acquis.

§ 1^{er}. Cette disposition sera observée également dans le cas des différends concernant les privilèges relatifs au frêt ou au chargement du navire.

§ 2. Sauf les traités internationaux, le changement de nationalité du navire ne portera aucun préjudice aux droits antérieurs sur le navire.

Art. 490. — Chaque convention concernant le transfert de la propriété d'un navire doit être conclue par acte authentique ou légalisé.

§ 1^{er}. La disposition du § 2 de l'article précédent est applicable à ces contrats.

§ 2. Si le transfert a lieu à l'étranger, le titre sera enregistré par l'Agent consulaire de la circonscription où le navire se trouvait lors de la conclusion du contrat, ou du premier port où le navire entrera, si le contrat avait été conclu là ou il n'y avait pas un Agent consulaire Portugais.

§ 3. L'agent consulaire Portugais enverra par le premier courrier au greffe du tribunal de l'endroit où le navire est enregistré, une copie de l'inscription faite à ladite agence.

§ 4. Le contrat de transfert du navire sera inséré immédiatement dans la lettre de mer de ce navire.

Art. 674. — Les questions concernant les abordages seront réglées :

1° Dans les ports et eaux territoriales, par la loi du pays ;

2° En pleine mer, entre navires de la même nationalité, par la loi de leur nation ;

3° En pleine mer, entre navires de nationalité différente, chacun est obligé d'observer les dispositions de la loi de son pavillon, sans pouvoir obtenir plus que cette loi ne lui accorde.

Art. 675. — L'action en dommages-intérêts, du chef d'un abordage, peut être intentée aussi bien devant le tribunal du lieu de l'abordage, que du domicile du propriétaire du navire, qui a occasionné l'abordage, ou bien du port d'attache de ce navire ou du lieu où il viendrait à être trouvé.

De la faillite de Sociétés anonymes.

Art. 745. — Le tribunal de commerce du district où la Société commerciale a son établissement principal et à défaut le tribunal du lieu, où la Société avait son siège, est autorisé à prononcer la faillite de toute Société commerciale.

Paragraphe unique. La disposition du présent article est également applicable à chaque succursale ou autre filiale, établie dans ce Royaume, d'une Société légalement établie à l'étranger, par rapport aux actes ou contrats faits et conclus en Portugal.

ROUMANIE

I. — Législation intérieure.

Capacité générale.

Constitution. — Art. 7. — La différence de croyance religieuse et de confession ne constitue pas en Roumanie un empêchement à l'acquisition et à l'exercice des droits civils et politiques.

§ 1. Tout étranger, sans distinction de religion, qu'il soit ou non soumis à une protection étrangère, peut obtenir la naturalisation aux conditions suivantes :

a. Il adressera au gouvernement une demande de naturalisation portant indication du capital qu'il possède, de la profession ou du métier qu'il exerce, et de sa volonté d'établir son domicile en Roumanie ;

b. A dater de cette demande, il restera domicilié pendant dix ans dans le pays et prouvera par ses actes, qu'il lui est utile.

§ 2. Peuvent être dispensés du stage :

a. Ceux qui auront introduit en Roumanie des industries ou des inventions utiles, ceux qui auront des talents distingués, ou ceux qui auront fondé dans le pays de grands établissements de commerce ou d'industrie ;

b. Ceux qui, nés et élevés en Roumanie de parents y établis, n'ont jamais joui, non plus que leurs parents, d'une protection étrangère ;

c. Ceux qui ont servi sous les drapeaux pendant la guerre de l'indépendance, et qui pourront être naturalisés collectivement sur la proposition du gouvernement par une seule et même loi et sans autres formalités.

§ 3. La naturalisation ne peut être accordée qu'individuellement et en vertu d'une loi.

§ 4. Une loi spéciale déterminera le mode selon lequel les étrangers pourront établir leur domicile sur le territoire roumain.

§ 5. Ne peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie que les Roumains ou ceux qui sont naturalisés Roumains.

Les droits acquis jusqu'à ce jour seront respectés.

Les conventions internationales existantes restent en vigueur avec toutes les clauses et délais qui y sont stipulés.

Art. 11 — Tous les étrangers qui se trouvent sur le sol de la Roumanie jouissent de la protection que les lois accordent aux personnes et aux biens en général.

Code civil. — Art. 2. — Seuls les immeubles situés sur le territoire de la Roumanie sont soumis au régime des lois roumaines, alors même qu'ils appartiendraient à des étrangers.

Les lois relatives à l'état civil et à la capacité des personnes sont applicables aux Roumains, alors même qu'ils résideraient à l'étranger.

La forme des actes est soumise aux lois du pays où ils sont dressés.

Art. 11. — Les étrangers jouiront en Roumanie des mêmes droits civils

que les Roumains, en dehors des cas dans lesquels la loi dispose autrement.

Art. 12. — La femme étrangère qui aura épousé un Roumain sera considérée comme Roumaine.

Art. 13. — L'étranger, même ne résidant pas en Roumanie, pourra être cité devant les tribunaux roumains pour l'exécution des obligations qu'il a contractées en Roumanie, ou en pays étranger, avec un Roumain.

Art. 15. — Pour toutes les matières, excepté pour les matières commerciales, l'étranger demandeur qui ne posséderait pas des immeubles en Roumanie, d'une valeur suffisante pour assurer le paiement des frais de justice et des dommages-intérêts qui pourraient résulter du procès, sera tenu de donner une caution pour le paiement de ces frais.

Procédure civile. — Art. 106. — Tout étranger introduisant une demande soit principale soit en intervention, lequel ne serait pas domicilié en Roumanie, sera, au cas où la partie intéressée l'aura demandé, avant toute défense sur le fond, tenu de fournir caution pour garantir le paiement des frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné, exception faite pour les affaires commerciales.

Art. 107. — La sentence qui ordonne la caution, fixera la somme jusqu'à concurrence de laquelle ladite caution devra être déposée. Le réclamant qui consignera cette somme ou qui pourra justifier que les immeubles qu'il possède en Roumanie sont suffisants pour couvrir la somme mentionnée, sera dispensé de fournir cette caution.

Actes de l'état civil.

Code civil. — Art. 34. — Tout acte de l'état civil concernant les Roumains ou les étrangers, dressé en pays étranger, fera foi s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

Art. 45. — Si un enfant naît pendant un voyage en mer, sur un navire roumain, l'acte de naissance sera dressé dans les 24 heures, en présence du père, s'il est présent, et de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage.

Cet acte sera rédigé par le capitaine, maître ou patron du bâtiment, et sera inscrit à la suite du rôle d'équipage.

Art. 46. — Au premier port où le bâtiment abordera, si c'est un port roumain, le capitaine, maître ou patron du bâtiment, ou toute personne qui aura rédigé l'acte de naissance, seront tenus de déposer deux copies authentiques des actes de naissance à l'autorité du port. Celle-ci gardera une copie de l'acte de naissance dans sa chancellerie et enverra l'autre sans retard au Ministère de l'Intérieur qui la fera parvenir à l'autorité communale du domicile du père de l'enfant nouveau-né, et si le père est inconnu, à l'autorité du domicile de la mère.

L'autorité communale fera inscrire de suite l'acte sur le registre de son état civil.

Art. 47. — Si le bâtiment aborde dans un port étranger, le capitaine, maître ou patron du bâtiment, enverra par la poste de l'endroit, au Ministère de l'Intérieur de Roumanie, une copie légalisée de l'acte de naissance.

Le ministère et l'autorité communale agiront dans ce cas conformément aux prescriptions de l'article précédent.

Art. 71. — En cas de décès pendant un voyage en mer, sur un navire roumain, acte de ce décès sera dressé dans les 24 heures, en présence de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé par le capitaine, maître ou patron du bâtiment, et sera inscrit à la suite du rôle de l'équipage.

Art. 72. — Au premier port où le bâtiment abordera, si c'est un port roumain, le capitaine, maître ou patron du bâtiment, qui aura rédigé l'acte, sera tenu de déposer deux copies, certifiées par eux, de l'acte de décès à l'autorité du port, laquelle agira conformément à l'article 46. Si le bâtiment aborde dans un port étranger, les dispositions de l'article 47 seront observées.

Mariage.

Code Civil. — Art 152. — Le mariage contracté en pays étranger entre Roumains, ou entre Roumains et étrangers, sera valable même dans le pays (Roumanie), s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays étranger, et si le Roumain n'a point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

Procédure civile.

Art. 720. — Le mari, dont le contrat de mariage est dressé à l'étranger, sera obligé, trois mois après son arrivée dans le pays, de faire transcrire ce contrat sur le registre du tribunal de son domicile.

Testaments.

Code civil. — Art. 855. — Le Roumain qui se trouvera en pays étranger ne pourra faire son testament, soit olographe, soit authentique, dans les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

Hypothèques.

Code civil. — Art 1773. — Les hypothèques consenties en pays étranger ne peuvent avoir d'effet en Roumanie qu'après visa, par le président du tribunal civil de la localité où se trouvent les biens, des actes en vertu desquels l'hypothèque a été consentie.

Art. 1789. — Les actes dressés en pays étranger et constatant consentement à la radiation ou à la réduction d'une inscription d'hypothèque ne deviennent exécutoires en Roumanie, qu'après avoir été visés par le président du tribunal de la localité où se trouvent les biens, lequel président devra s'assurer de l'authenticité des dits actes.

Sociétés commerciales étrangères.

Nouveau Code de commerce de 1887. — Art. 237. — Les sociétés par actions et les autres sociétés et actions commerciales, industrielles ou financières, constituées ou ayant leur siège en pays étranger, pourront établir un siège secondaire ou une représentation en Roumanie :

a. En prouvant, par déclaration de leur gouvernement, que dans le pays où elles sont constituées, pleine et entière réciprocité est accordée en la matière aux sociétés roumaines de même nature ;

b. En se conformant aux prescriptions de la présente section, chaque société pour ce qui la concerne.

Art. 238. — Les sociétés, légalement constituées en pays étranger, qui

veulent établir en Roumanie un siège secondaire ou une représentation, sont soumises aux dispositions du présent Code, en ce qui concerne le dépôt et la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif, des statuts, des actes qui introduisent des modifications dans certains desdits actes, et des bilans; elles sont en outre, obligées de publier, dans les formes prévues par la présente loi, les noms des personnes qui dirigent ou administrent les sièges ou qui représentent, de quelque manière que ce soit, la société dans le pays.

Ces personnes sont responsables vis-à-vis des tiers, de même que les administrateurs des sociétés nationales.

Si les sociétés sont tout autres que celles prévues à l'art. 77, elles seront soumises à l'accomplissement des formalités prescrites pour le dépôt et la publication de l'acte constitutif et des statuts de la société; elles seront soumises au régime des dispositions de la présente section relatives aux mêmes sociétés.

Art. 239. — Les sociétés qui, bien que constituées en pays étranger, ont en Roumanie le siège et l'objet principal de leurs affaires, seront soumises, même pour la forme et la validité de leur acte constitutif, bien que ce dernier ait été dressé à l'étranger, à toutes les dispositions contenues dans le présent code, et devront se conformer aux prescriptions de la présente section pour pouvoir fonctionner dans le pays.

Art. 240. — Aucune société étrangère ne pourra faire en Roumanie des opérations qui lui seraient défendues dans le pays où elle a son siège principal.

Art. 241. — Le gouvernement pourra, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, contrôler les opérations des sociétés étrangères.

Art. 242. — Les sociétés étrangères sont soumises aux mêmes impôts que les sociétés roumaines de même nature.

Art. 243. — Tous les actes que les sociétés étrangères auront à présenter au gouvernement ou à une autorité roumaine quelconque, et qui émaneront de leur administration centrale, devront, en outre des formes constatant leur authenticité, être investis de la légalisation par l'autorité consulaire roumaine de la localité.

Art. 244. — Les sociétés par actions, légalement constituées en pays étranger, ne pourront établir en Roumanie de succursale ou de représentation, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du gouvernement roumain.

Cette autorisation ne pourra être accordée, qu'après avis de la chambre de commerce de Bucarest, et, si la société fixe son siège ailleurs, qu'après avis de la chambre de commerce de la localité, ou de la plus voisine, alors qu'il n'y aurait pas une telle chambre dans la localité.

Art. 245. — La demande d'autorisation devra être accompagnée des actes suivants :

1° Des statuts de la société revêtus d'une déclaration d'authenticité en toute règle, ainsi que de tous autres actes prouvant l'existence légale de la société dans le pays où elle a été fondée et d'une déclaration formelle que la société se soumet aux lois roumaines.

Les statuts ne pourront pas déroger aux principes établis dans le présent code.

2° Du récépissé de la caisse des dépôts constatant consignation de la caution fixée par le gouvernement pour assurer l'accomplissement des

obligations que la société contracterait dans le pays. Cette caution ne pourra, en aucun cas, être moindre de 300,000 francs, et le gouvernement pourra même exiger une somme plus élevée se montant jusqu'au quart du capital en actions de la société.

Les sociétés d'assurance déposeront une caution d'au moins 250,000 fr. pour chaque branche.

Ces cautions serviront au dédommagement des actionnaires et créanciers du pays.

La caution consistera exclusivement en effets publics de l'Etat roumain au cours du jour de la consignation; elle sera déposée au nom de la Société qui seule en sera reconnue propriétaire.

3^o D'une déclaration de la société, homologuée par l'autorité compétente du pays respectif, que la caution ne servira à garantir que les affaires faites par la société en Roumanie.

Art. 246. — En outre des conditions fixées aux articles précédents et de celles que le gouvernement prescrira selon les circonstances, les sociétés par actions étrangères devront se conformer également aux dispositions spéciales suivantes :

1^o Les Sociétés par actions étrangères choisiront leur siège dans l'une des villes du pays où elles auront un représentant général pour toutes leurs opérations dans le pays.

Ce représentant devra être confirmé dans ses fonctions par le gouvernement et devra déposer, en même temps que la demande de confirmation, une copie authentique de sa procuration générale. Cette procuration ne pourra contenir d'autres limites que celles imposées par les statuts de la société eux-mêmes à sa direction centrale.

2^o Le gouvernement pourra, selon l'importance de l'objet de la société et toutes les fois qu'il le jugera utile, demander l'institution, auprès du représentant de la société, d'un comité d'administration composé de deux membres pour le moins, lesquels auraient leur domicile dans le pays; ce comité agira comme délégation de l'administration centrale de la société et sera responsable conformément aux statuts de la société et à la loi présente.

3^o Les Sociétés par actions étrangères publieront à des époques fixes, au moins tous les trois mois, un bilan de leurs opérations dans le pays, conformément aux prescriptions de la loi.

Elles présenteront en outre au gouvernement, immédiatement après leur publication, les comptes-rendus et les bilans qui seront publiés au siège principal.

4^o Le gouvernement pourra cependant retirer l'autorisation accordée, tout en observant les formalités prévues pour l'autorisation :

a. Quand le capital en actions de la société autorisée aura été réduit, par quelque circonstance que ce soit, à la moitié de la somme indiquée au moment de la demande d'autorisation;

b. Quand, par quelque circonstance que ce soit, la caution, déposée conformément à l'art. 245, viendrait à être diminuée sans que la société l'eût complétée dans un terme de 30 jours;

c. Quand il sera constaté que la société fait des opérations autres que celles prévues dans l'acte de constitution.

5. La caution déposée ne sera restituée que lorsqu'il sera constaté que la société autorisée n'a plus dans le pays aucune obligation, ou bien quand

une société roumaine, reconnue par le gouvernement, se portera garante, sans aucune condition, pour la société étrangère qui demandera restitution de sa caution.

6. Les actions des sociétés étrangères fonctionnant dans le pays ne pourront être admises à la cote de la Bourse roumaine que dans le cas où les Sociétés auraient déjà fonctionné dans le pays pendant une année au moins et qu'elles auraient publié leur bilan pour l'exercice respectif.

Art. 247. — L'accomplissement des formalités et des prescriptions édictées par les articles précédents soumet les sociétés étrangères aux conséquences légales prévues pour les sociétés nationales, sans que lesdites sociétés étrangères puissent acquérir en Roumanie des droits autres que ceux accordés aux étrangers par les lois et les règlements; la société est responsable de toutes les obligations contractées par ses administrateurs ou représentants, même dans le cas où ces derniers auraient outrepassé les pouvoirs à eux conférés.

Art. 248. — Les sociétés étrangères cessent de fonctionner dans le pays :

a. Si la société ou son représentant déroge aux principes essentiels de la loi qui réglementent les sociétés indigènes et aux dispositions de la présente section ;

b. Si la réciprocité prévue à l'alinéa a de l'article 237 vient à cesser.

Art. 249. — Les sociétés étrangères de la nature de celles prévues à l'art. 239 qui fonctionneraient au moment de l'application de la présente loi, ainsi que celles qui auraient à la même époque une succursale ou un siège de représentation, bénéficient d'un terme de trois mois pour se conformer aux dispositions de la présente loi.

Action cambiaire.

Nouveau Code de commerce. — Art. 346. — Si la lettre de change est tirée ou émise en Roumanie et payable en pays étranger, le recours contre les obligés ayant leur domicile en Roumanie, doit être exercé dans un terme :

De 60 jours, si la lettre de change est payable en Europe, excepté l'Islande et les îles Féroë, sur une place maritime de l'Asie ou de l'Afrique, sur la Méditerranée, sur la Mer Noire, sur le canal de Suez ou sur la Mer Rouge, ou bien sur une place intérieure, mise en communication avec une des places maritimes plus haut mentionnées par une ligne de chemin de fer ;

De 120 jours, si la lettre de change est payable sur une place maritime ou en communication avec une voie ferrée de l'Océanie, ou sur une place de l'Amérique en deçà du Cap Horn ;

De 204 jours dans les autres cas.

Les termes ci-dessus seront doublés en temps de guerre navale, si la lettre de change est payable sur une place dont le trafic se fait en totalité ou en partie sur mer.

Citations et significations judiciaires.

Procédure civile. — Art. 75. — Alinéa 6. Les personnes n'ayant pas de domicile connu en Roumanie, seront citées dans la localité de leur résidence du moment.

Si l'on ne connaît ni leur domicile, ni leur résidence, la citation est affi-

chée à la porte du tribunal où l'action est ouverte et elle est publiée dans le *Journal Officiel*.

Alinéa 7. Les personnes qui se trouveront à l'étranger, seront citées en la personne de leur mandataire, si elles en ont un; dans le cas contraire, elles seront citées à leur domicile et la citation sera publiée au *Moniteur Officiel*.

Art. 78. — 1^{er} alinéa. Le terme d'usage pour les citations concernant les personnes domiciliées en Roumanie, sera de 40 jours à partir de la date de la citation.

Alinéa 3. Pour les personnes qui sont à l'étranger, le terme sera de deux mois pour le moins.

Art. 137. — Dans les huit jours au plus qui suivront le prononcé d'un jugement, copie en sera envoyée à chacune des parties. Cette copie sera remise à la personne ou laissée à son domicile ou à sa résidence, et l'agent procédera conformément à l'art. 74. Au cas où la partie intéressée ne serait pas chez elle, ou bien ne voudrait pas recevoir le jugement, ce dernier sera laissé entre les mains des fonctionnaires administratifs mentionnés à l'article 74, après procès-verbal de ce qui a été fait. Une copie de ce procès-verbal sera remise à un serviteur ou à un voisin de la partie, et au cas où il n'y aurait ni serviteur ni voisin ou qu'ils ne voulussent pas recevoir la copie, elle sera affichée à la porte de la maison ou à la porte cochère.

Exécution des jugements étrangers.

Procédure civile. — Art. 374. — Les jugements rendus en un pays étranger ne pourront être exécutés en Roumanie que de la même manière dont les jugements rendus en Roumanie sont exécutés dans ledit pays étranger et dans les mêmes limites, et après avoir été déclarés exécutoires par les juges roumains compétents.

Attributions des Consuls.

Règlement consulaire du 20 Juin 1880.

Art. 78. — Les consuls généraux, les consuls ou vice-consuls de la première catégorie remplissent les fonctions d'officiers de l'état civil, dans leur circonscription, pour les actes de naissance, de décès et de mariage. Pour exercer ces attributions, chacun d'eux a la faculté, en cas d'absence, de déléguer un autre officier du consulat.

La délégation se fait dans un procès-verbal, qui reste déposé dans les archives du consulat, et qui doit être annexé au registre de l'état-civil.

Art. 80. — En ce qui concerne l'exercice de leurs attributions comme officiers de l'état civil, les consuls se conformeront aux dispositions du Code civil en cette matière.

Art. 85. — Les publications de mariage seront affichées à la porte de la chancellerie, ou dans tout autre endroit bien en vue de la chancellerie. Au-dessus du lieu d'affichage il sera écrit en grosses lettres : *Publications de mariages*.

Art. 90. — Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de la première catégorie ont le droit d'exercer, dans leur circonscription, toutes les attributions qu'ont les tribunaux de leur pays, en ce qui concerne les actes notariés.

Ils exercent aussi tous les droits qu'ont les tribunaux en matière de

tutelle et de curatelle, mais seulement à l'égard de leurs nationaux, résidant dans leur circonscription et qui ont besoin de cette protection.

Règlement des Légations.

Art. 17. — Si dans le lieu de résidence d'une Légation, il n'y a pas de consul roumain de première catégorie, le chef de la Légation exercera, en outre, les attributions consulaires, conformément à la loi et au règlement afférents aux consuls, alors que son intervention dans ce sens lui sera demandée.

Le chef de Légation remplira également les attributions des consuls de deuxième catégorie en l'absence d'un tel consul dans sa résidence.

Le chef de Légation se conformera dans ces cas aux articles 38, 39 et 40 de la loi relative à l'organisation du ministère des Affaires Etrangères.

II. — Droit conventionnel.

Parmi les conventions conclues par la Roumanie, touchant le droit international privé, le *Traité consulaire avec l'Italie* de 1881, contient les dispositions les plus importantes.

En voici les principes :

Traitement égal.

Article premier. — Alinéas 2, 4. — Les Roumains, sans aucune distinction, seront reçus et traités en Italie, relativement à leurs personnes et à leurs biens, sur le même pied et de la même manière que le sont ou le pourront être à l'avenir les citoyens du pays.

Réciproquement les Italiens, sans aucune distinction, seront reçus et traités en Roumanie, relativement à leurs personnes et leurs biens, sur le même pied et de la même manière que le sont ou le pourront être à l'avenir les citoyens du pays.

En conséquence, les citoyens de chacun des deux Etats ainsi que leurs familles, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, pourront librement voyager, séjourner et s'établir dans chaque partie du territoire, sans que, en ce qui concerne les passeports et le permis de séjour, et l'autorisation d'exercer leur profession, ils soient soumis à aucune taxe, charge ou condition autres que celles auxquelles sont soumis les citoyens du pays.

Le principe de l'égalité de traitement pour les citoyens des deux pays ayant été reconnu pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie, dans l'article 14 de la convention de commerce et de navigation du 23 mars 1878, il est convenu que les Roumains en Italie et les Italiens en Roumanie, pourront faire le commerce tant en gros qu'en détail, exercer toute profession ou industrie, louer et occuper les maisons, magasins, boutiques, établissements qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, ils soient assujettis à des obligations ou à des charges plus fortes et plus onéreuses que celles auxquelles sont ou pourront être soumis les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des ressortissants des nations les plus favorisées. Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, libres d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux,

soit qu'ils les vendent à l'intérieur, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer exactement aux lois et aux règlements du pays. Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou employer à cet effet qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, courtiers, agents et consignataires ou interprètes, dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises.

Enfin, ils ne paieront point, à raison de leur commerce et de leur industrie, dans les villes et lieux des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux et sur les ressortissants de la nation la plus favorisée; et les privilèges, immunités ou autres faveurs quelconques, dont jouissent et jouiront à l'avenir, en matière de commerce et d'industrie, les citoyens des deux Etats seront communs à ceux de l'autre.

Art. 3. — Le droit d'aubaine, n'existant ni en Italie ni en Roumanie; les citoyens des deux Etats contractants pourront prendre possession et disposer d'un héritage qui leur sera échu, en vertu d'une loi ou d'un testament, dans un territoire quelconque de l'autre, à l'égal des citoyens du pays, sans être soumis à d'autres conditions, ou à des conditions plus onéreuses que ces derniers. Ils pourront succéder et prendre possession de l'héritage par eux-mêmes, ou par des fondés de pouvoirs agissant en leur nom, et d'après les formes ordinaires de la loi, de même que les citoyens du pays. En l'absence d'héritiers ou de représentants, l'hoirie sera traitée de la même manière que serait traitée dans des circonstances semblables celle d'un citoyen du pays. A tous ces égards, ils ne paieront sur la valeur des biens aucun impôt, contribution ou charge, autres ou plus fortes que celles auxquelles sont soumis les citoyens du pays. Dans tous les cas, il sera permis aux citoyens des deux parties contractantes d'exporter leurs biens, ou le produit de la vente de leurs biens, savoir : les citoyens roumains du territoire italien, et les citoyens italiens du territoire roumain, librement et sans être assujettis, lors de l'exportation, à payer un droit quelconque en qualité d'étrangers, et sans devoir acquitter des droits autres ou plus forts que ceux auxquels les citoyens du pays seront soumis eux-mêmes.

Art. 5. — Les citoyens roumains en Italie et les citoyens italiens en Roumanie, jouiront de la plus constante et de la plus complète protection pour leurs personnes et leurs biens. Conséquemment, pour être admis à ester en justice, les citoyens des deux Etats ne seront tenus, de part et d'autre, qu'aux mêmes conditions et formalités prescrites pour les nationaux eux-mêmes et seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers, plaidant contre les nationaux, par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 6. — Alinéa 1. — Les Roumains en Italie et les Italiens en Roumanie jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Significations et citations.

Art. 9. — Alinéas 1, 5. — Les deux gouvernements contractants s'engagent à faire remettre les significations ou citations judiciaires et à faire

exécuter les commissions rogatoires en matière civile et commerciale par leurs autorités respectives, autant que les lois du pays ne s'y opposent pas.

Les récépissés des significations et citations seront délivrés réciproquement, s'ils sont demandés.

Les significations, citations et commissions rogatoires seront transmises par voie diplomatique.

Les frais occasionnés par la remise des significations et des citations ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'Etat requis.

Exécution des jugements et actes notariés.

Art. 11. — Les arrêts (*sententiæ*) en matière civile et commerciale, prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contractants et dûment légalisés, auront dans le territoire de l'autre, lorsqu'ils auront acquis la force de chose jugée, la même force que les arrêts prononcés par les tribunaux du pays. Néanmoins, lesdits arrêts ne pourront être exécutés, et ne produiront leurs effets quant aux hypothèques, qu'après que le tribunal compétent du pays où ils doivent recevoir leur exécution les aura déclarés exécutoires à la suite d'un jugement prononcé dans la forme sommaire et dans lequel il sera constaté :

1° Que l'arrêt a été prononcé par une autorité judiciaire compétente ;

2° Que la citation des parties a été faite régulièrement ;

3° Que les parties ont été légalement représentées ou légalement déclarées défaillantes ;

4° Que l'arrêt ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public de l'Etat.

Les arrêts dont il est parlé ci-dessus devront être accompagnés d'une traduction dûment légalisée dans la langue du pays où ils devront recevoir leur exécution, ou en français.

La partie intéressée, soit directement, soit par l'entremise du tribunal qui a prononcé l'arrêt, pourra demander qu'il lui soit donné force exécutoire.

La lettre rogatoire qu'on expédiera à cet effet pourra être transmise même par la voie diplomatique.

Dans ce dernier cas, si la partie intéressée ne nomme pas le procureur chargé de demander qu'il soit donné force exécutoire à l'arrêt, ledit procureur sera nommé d'office par le tribunal saisi de la demande.

Il demeure entendu que les frais de procès devront, en tout cas, rester à la charge des parties intéressées.

Art. 12. — Les actes notariés, lors même qu'ils auraient été faits avant la stipulation de la présente convention, auront réciproquement dans les deux Etats les mêmes force et valeur que s'ils avaient été faits et reçus par les autorités locales ou par les notaires de l'endroit, pourvu que la forme prescrite pour lesdits actes ait été observée, et que les droits et taxes établis par les lois des deux pays aient été payés.

Néanmoins, les actes notariés dont il est parlé ci-dessus ne pourront avoir la force exécutoire que la loi leur accorde, qu'à la suite d'un décret de l'autorité judiciaire compétente de l'endroit où ils devront recevoir leur exécution. Ces actes devront être présentés à l'autorité judiciaire accompagnés d'une traduction, dûment légalisée, en langue française ou dans la langue du pays où ils devront recevoir leur exécution.

Attributions des Consuls comme notaires.

Art. 21. — Les Consuls généraux, Consuls ou Agents consulaires des deux pays, ou leurs Chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur pays.

Ils seront également autorisés à recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que les dits actes auraient pour objet de conférer hypothèque, dans lequel cas on leur appliquera les dispositions spéciales en vigueur dans les deux pays. Lesdits agents auront, en outre, le droit de recevoir dans leur chancellerie tous les actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le consul ou l'agent, devant lequel ils seront passés. Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits agents et scellés du sceau officiel des consulats, vice-consulats ou agences consulaires, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit en Italie, soit en Roumanie, au même titre que les originaux, et auront les mêmes force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartiennent les Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires, et qu'ils aient été ensuite soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité et l'expédition d'un acte public enregistré à la chancellerie d'un des consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation s'il le juge convenable.

Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays, et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, les mêmes force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du pays.

Compétence des Consuls pour régler les successions de leurs nationaux.

Art. 22. — En cas de décès d'un sujet de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire, dans la circonscription duquel le décès aura lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Roumain en Italie, ou un Italien en Roumanie, sera mort sans avoir fait de testament, ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nom-

més ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires de la nation du défunt, auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également les scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent consulaire, ne devront être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-Consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération;

2° Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification sus-indiquée, elle aurait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3° Ordonner la vente, aux enchères publiques, de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer, et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circonstances favorables;

4° Déposer en lieu sûr les effets et les valeurs inventoriés, conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des ventes que l'on percevra dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toute garantie. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale, qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convention mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire;

5° Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession *ab intestat* ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

Si se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestat*, le paiement de leurs créances devrait s'effectuer dans le délai de quinze jours, après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés, par les moyens les plus convenables, ou, enfin, dans le délai consenti, d'un commun accord, entre le consul et la majorité des intéressés.

Si les consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales, établies dans chacun des deux pays, les Consuls ou Vice-Consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*, lesdits agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables.

En tout cas, les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit, aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux;

6° Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestat*, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession; car, en ce cas, s'il survenait des difficultés, provenant notamment de quelque réclamation donnant lieu à contestation, les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du pays devront en connaître, selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits Agents consulaires agiront alors, comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers, et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu, qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents consulaires, devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

7° Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des pays respectifs.

Art. 25. — Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires des deux Etats, connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens et objets de toute nature, laissés par les gens de mer et les passagers de leur pays, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Les valeurs et effets appartenant aux marins ou passagers, sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, morts à bord d'un navire de l'autre partie, seront envoyés dans le port d'arrivée au Consul de la nation respective, pour être remis à l'autorité du pays du défunt.

RUSSIE

Lois.

Dispositions générales.

Les étrangers résidant en Russie sont placés personnellement et pour leurs biens sous la protection des lois russes et jouissent de toutes les garanties de ces lois (Art. 995, Tome IX du Swod des lois).

Les étrangers ont droit de se faire acquéreurs de biens meubles et immeubles tant par vente que par héritage, succession, legs, donation et autres modes d'acquisition, d'après les lois russes en vigueur (Art. 1003 Tome IX).

Les étrangers peuvent s'obliger valablement par contrats, pactes et conventions, tant envers leurs nationaux, qu'envers les sujets du pays ; toutefois ces actes, pour acquérir force légale en Russie, doivent répondre, quant à leur fond et à leur forme, aux exigences des lois russes (Art. 1007, Tome IX).

Les étrangers résidant en Russie ont pleine liberté de léguer leurs biens à d'autres étrangers ou à des régnicoles (Art. 1008, Tome IX).

L'étrangère qui épouse un Russe, ainsi que la femme d'un étranger qui se fait naturaliser en Russie, devient sujette Russe. Les veuves et les femmes divorcées conservent la sujétion de leurs maris (Article 1028, Tome IX).

Code civil.

Il est permis aux personnes professant les diverses communions chrétiennes de contracter en Russie mariage d'après les règles et rites de leur église, sans requérir au préalable le consentement de l'autorité civile, sauf à observer les prescriptions des lois russes relatives au culte de leur religion (Art. 61, Tome X, 1^{re} partie).

Dans tous les cultes chrétiens, les mariages seront célébrés d'après le rite de l'église à laquelle appartiennent les contractants et par l'ecclésiastique compétent. Néanmoins, ces mariages seront valables s'ils ont été célébrés par le curé gréco-russe à défaut du curé ou du ministre de la communion des contractants ; dans ce dernier cas, la célébration ainsi que la dissolution du mariage ne pourra avoir lieu que d'après les prescriptions et les rites de l'église gréco russe (Art. 65, T. X, 1 p.) (1).

Dans chaque tribu et peuplade, sans en excepter les païens, le mariage peut être contracté d'après le culte et les coutumes des contractants, sans intervention de l'autorité administrative ou ecclésiastique de l'un des cultes chrétiens (Art. 90, T. X, 1 p.).

La femme mariée à un étranger qui n'est ni au service de la Russie, ni naturalisé sujet russe, suit la condition et acquiert le domicile du mari (Art. 102, Tome X, 1^{re} partie).

Le mariage n'emporte pas communauté de biens. Sont personnels à chaque époux, les biens qu'il a eus au moment du mariage, ainsi que ceux qu'il a acquis depuis (Art. 109, Tome X, 1^{re} partie).

Chacun des époux est libre quant à ses biens personnels d'en disposer à titre de vente, d'hypothèque et de toute autre manière, directement et en obtenant le concours, le consentement ou la procuration de l'autre époux (Art. 114, Tome X, 1^{re} partie).

La tutelle ou la curatelle des mineurs sujets russes dont les parents sont morts à l'étranger, est confiée provisoirement aux Consuls russes qui ont à suivre dans ce cas les prescriptions du Règlement consulaire (Art. 249, Tome X, 1^{re} partie).

Tout acte passé à l'étranger et relatif à un immeuble situé en Russie, pour obtenir la force d'un acte possessoire, doit être produit par devant (qui de droit) dans le délai de six mois depuis le retour en

(1) Les mariages entre juifs sont célébrés par un rabbin. (Art. 1086, T. IX)

Russie de celui dont émane la pièce, ou depuis l'arrivée en Russie dudit acte (Art. 915, Tome X, 1^{re} partie).

Un sujet russe se trouvant à l'étranger, peut faire son testament sous seing privé dans les formes admises par les lois du pays où cet acte est dressé, sauf présentation de l'acte à une Légation ou à un Consulat russe, suivant les prescriptions du Règlement Consulaire (Art. 1077, Tome X ; 1^{re} partie).

Les testaments faits à l'étranger seront, pour être mis à exécution, présentés au tribunal d'arrondissement du dernier domicile du testateur en Russie ou de la situation des biens légués (Art. 1079, Tome X, 1^{re} partie).

L'ordre de succession, par rapport aux biens situés en Russie, appartenant aux étrangers, est subordonné aux règles générales qui existent pour les sujets russes eux-mêmes, sauf les exceptions mentionnées dans les lois sur « les Conditions. » Les rentes inscrites au Grand-Livre de la dette publique ou les obligations de l'Etat à revenus permanents, appartenant à un étranger, suivent, quant à l'ordre de succession, si l'étranger meurt *ab intestat*, les prescriptions mentionnées dans les statuts du Crédit Public (1) (Art. 1218, Tome X, 1^{re} partie).

Les biens meubles appartenant aux personnes qui n'ont pas de domicile permanent, et aux étrangers, sont régis par les lois générales de l'Empire (Art. 1584, Tome X, 1^{re} partie).

Code de procédure civile (1364).

Les procès entre étrangers résidant en Russie et entre étrangers et sujets russes sont soumis à la juridiction des tribunaux russes, suivant les règles générales de leur compétence (Art. 224).

Les actes dressés en pays étranger, d'après les lois du lieu, sont reconnus valables en Russie nonobstant leur forme, sauf contestation d'authenticité (Art. 464).

Les actes faits en pays étranger peuvent être produits par devant un tribunal à condition toutefois d'être munis de l'attestation d'une Ambassade, Légation ou Consulat russe, constatant leur conformité aux lois de ce pays (Art. 465).

Le défendeur a droit, avant toute défense au fond, de proposer exception, si le demandeur étranger, qui n'est pas au service de l'Etat et ne possède pas en Russie de biens immeubles, ne fournit caution pour le paiement des frais et des dommages que pourrait encourir le défendeur (Art. 571, § 5).

Les actes et obligations passés à l'étranger sont régis par la loi du lieu où le contrat a été conclu et sont reconnus valables, à moins que la matière de ces actes ne porte atteinte à l'ordre public et ne soit contraire aux lois de l'Empire (Art. 707).

Les obligations conclues à l'étranger d'après la loi du lieu ne sont pas soumises à la prescription extinctive en Russie après l'expiration de dix années, si un terme plus étendu de prescription est assigné par les lois du pays où le contrat a été fait (Art. 703).

Le tribunal compétent est autorisé à se renseigner par l'entremise du

(1) *Remarque.* — Suivant ces prescriptions, les rentes sus-mentionnées sont acquises aux héritiers de l'étranger décédé dans l'ordre déterminé par les lois du pays de son origine (Art. 59, 66).

Ministère des Affaires étrangères toutes les fois qu'il se présente la nécessité d'apprécier l'application d'une loi étrangère (Art. 709).

Conventions.

Dans les Conventions consulaires que la Russie a conclues avec : la France, le 20 mars/1^{er} avril 1874 ; l'Allemagne, le 26 novembre/8 décembre 1874 ; l'Italie, le 16/28 avril 1875 ; et l'Espagne, le 11/23 février 1876, se trouvent les stipulations suivantes :

Art. 9. — (Les Consuls) seront, en outre, autorisés à recevoir comme notaires et d'après les lois de leur pays :

1^o Les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés les concernant, y compris les contrats de toute espèce. Mais si ces contrats ont pour objet une constitution d'hypothèque ou toute autre transaction sur des immeubles situés dans le pays où le Consul réside, ils devront être dressés dans les formes requises et selon les dispositions spéciales des lois de ce même pays ;

2^o Tous actes passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident, et même les actes passés entre des sujets de ce dernier pays seulement, pourvu que ces actes se rapportent exclusivement à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le Consul ou l'agent devant lequel ces actes seront passés.

La Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890 et ratifiée par la Russie le 11 juin 1891, contient les dispositions suivantes :

Art. 56. — Les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent en vertu des dispositions de la présente convention, seront, lorsqu'ils sont devenus exécutoires en vertu des lois appliquées par ce jugement compétent, déclarés exécutoires dans les Etats signataires de la convention par l'autorité compétente, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de cet Etat, mais sans révision du fond de l'affaire. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées en sus des dépens contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens « cautio judicatum-solvi » ne pourra être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

Dans les traités de commerce et de navigation que la Russie a conclus avec : la Grande-Bretagne, le 31 décembre/12 janvier 1858/59 ; l'Italie, le 16/28 septembre 1863 ; la France, le 20 mars/1^{er} avril 1874 ; le Pérou, le 4/16 mai 1874 ; et l'Espagne, le 20 juin/2 juillet 1887 ; se trouve la clause suivante :

Les Russes en..... et les..... en Russie auront réciproquement un libre accès auprès des tribunaux de justice en se conformant aux lois du pays tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils pourront employer dans toutes

les instances des avocats, avoués ou agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Dans les traités de commerce avec les Pays-Bas du 1^{er}/13 septembre 1836 et la Grèce du 12 juin 1830 se trouve la stipulation suivante :

Toute contestation relative à une succession sera jugée, jusqu'à la dernière instance, selon les lois et par les juges du pays où la succession est ouverte.

La Russie a conclu des Conventions pour le règlement des successions avec la France, le 20 mars/1^{er} avril 1874 ; l'Allemagne, le 31 octobre/12 novembre 1874 ; l'Italie, le 16/23 avril 1875 ; l'Espagne, le 14/26 juin 1876 ; la Suède et la Norvège, le 21 mars/9 avril 1888.

L'art. 10 de toutes ces conventions contient les dispositions suivantes :

La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières, ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des pays respectifs par des sujets de l'autre pays, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartient le défunt et conformément aux lois de cet Etat, à moins qu'un sujet du pays, où la succession est ouverte, n'ait des droits à faire valoir à ladite succession.

Une déclaration concernant la transmission des significations judiciaires et la mise à exécution des commissions rogatoires a été conclue entre la Russie et l'Italie, le 21 juin/3 juillet 1874.

Cette déclaration porte comme suit :

Article premier. — Les deux Gouvernements contractants s'engagent à faire remettre les significations ou citations judiciaires et à faire exécuter les commissions rogatoires en matière civile et pénale par leurs autorités respectives autant que les lois du pays le permettent, pourvu qu'elles soient accompagnées d'une traduction française et que le lieu de séjour du destinataire soit désigné d'une façon précise.

Art. 2. — Les significations, citations et commissions rogatoires seront transmises par la voie diplomatique.

Art. 3. — Les frais occasionnés par la remise des significations et des citations ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'Etat requis.

La Russie a échangé des déclarations spéciales concernant la reconnaissance réciproque des sociétés par actions (sociétés anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, avec : la Belgique, le 18/30 novembre 1865 ; l'Italie, le 27 octobre/8 novembre 1866 ; l'Autriche, le 16/18 janvier 1867 ; l'Allemagne, le 13/18 juillet 1865, et la Grèce, le 11 décembre 1887.

A la France les mêmes droits ont été accordés en vertu d'un Oukase du Sénat Dirigeant en date du 2 octobre 1863.

Le texte de la Déclaration précitée, conclue entre la Russie et l'Allemagne, porte; les sociétés par actions (sociétés anonymes) et autres associations commerciales industrielles ou financières domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'estimer en justice devant les tribunaux soit pour intenter une action soit pour y défendre.

Il est entendu que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société, constituée dans l'un des deux pays, sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission reste interdite aux sociétés par actions (sociétés anonymes) et autres associations commerciales.

SUISSE

I. LÉGISLATION INTÉRIEURE.

En Suisse, le pouvoir législatif est partagé entre la Confédération et les 25 cantons qui la composent. Ces derniers sont encore autonomes dans une grande partie du domaine des lois civiles (droit de famille, moins le mariage, tutelle, régime matrimonial, succession, droits réels). D'autre part, la Confédération a légiféré sur les matières suivantes :

Acquisition et perte de la nationalité Suisse (loi de 1876);

Etat civil et mariage (loi de 1874);

Capacité civile (loi de 1881);

Droit des obligations, y compris le droit commercial (Code fédéral des obligations entré en vigueur le 1^{er} janvier 1883);

Poursuite pour dettes et faillite (loi de 1889, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1892).

Plusieurs des dispositions de ces différentes lois règlent des questions de droit international.

Enfin, la constitution fédérale de 1874 elle-même contient quelques articles intéressant la même matière. Ce sont avant tout les suivants :

Art. 46. — « Les personnes établies en Suisse sont soumises dans la règle à la juridiction et à la législation du lieu de leur domicile en ce qui concerne les rapports de droit civil. »

Art. 59. — « Pour réclamations personnelles, le débiteur solvable ayant domicile en Suisse doit être recherché devant le juge de son domicile. Ses biens ne peuvent en conséquence être saisis ou séquestrés hors du canton où il est domicilié, en vertu de réclamations personnelles. » Demeurent réservées, en ce qui concerne les étrangers, les dispositions des traités internationaux. »

L'existence de cet ensemble de dispositions constitutionnelles ou légales permettait déjà de résoudre dans une certaine mesure les deux genres de conflits de lois qui se présentent en Suisse, savoir : 1° Les conflits *inter-cantonaux* ; 2° les conflits *internationaux*.

Les collisions *intercantionales* ont d'ailleurs fait l'objet d'une loi fédérale récente, celle du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, qui est reproduite ci-dessous. Cette législation sanctionne, dans la presque totalité des matières, le principe de la législation et de la juridiction du domicile.

Il convient d'ajouter que l'on prépare actuellement un Code civil unique pour toute la Confédération Suisse, et que cette législation, une fois adoptée, mettra absolument fin à toutes les difficultés suscitées par les diversités des lois cantonales.

Telle est l'esquisse des dispositions du droit *interne* de la Suisse dans les matières qui occupent la Conférence.

Loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

(Du 25 juin 1891)

L'assemblée fédérale de la Confédération suisse, en exécution des articles 46 et 47 de la Constitution fédérale ; vu le message du Conseil fédéral du 28 mai 1887, décrète :

TITRE PREMIER

DES RAPPORTS DE DROIT CIVIL DES RESSORTISSANTS SUISSES ÉTABLIS OU EN SÉJOUR EN SUISSE.

A. Dispositions générales. — Article premier. — Les dispositions en vigueur dans un canton sur le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral, sont applicables aux Suisses établis ou en séjour, originaires d'autres cantons, dans les limites fixées par la présente loi.

Art. 2. — Lorsque la présente loi ne réserve pas expressément la juridiction du lieu d'origine, les Suisses établis ou en séjour sont soumis à celle du domicile, en ce qui concerne les rapports de droit civil mentionnés à l'article premier.

Le juge est tenu d'appliquer d'office le droit d'un autre canton. Sont réservées les prescriptions cantonales concernant la preuve de l'existence d'un statut local ou d'une coutume.

Art. 3. — Le domicile, dans le sens de la présente loi, est au lieu où la personne demeure avec l'intention d'y rester d'une façon durable.

Le fait qu'une personne est placée dans un établissement d'éducation, un hospice, un asile, une maison de santé ou de correction, ou qu'elle séjourne dans une localité en vue d'y suivre les cours d'un établissement d'instruction, ne lui constitue pas un domicile dans le sens de la présente loi.

Le domicile d'une personne une fois fixé subsiste aussi longtemps qu'elle n'a pas fondé un nouveau domicile.

Nul ne peut avoir simultanément deux ou plusieurs domiciles.

Art. 4. — Le domicile de la femme mariée est au domicile du mari.

Le domicile des enfants sous puissance paternelle est au domicile de la personne qui a l'exercice de cette puissance.

Le domicile des personnes sous tutelle est au siège de l'autorité tutélaire.

Art. 5. — Lorsqu'un Suisse possède le droit de cité dans plusieurs cantons, son canton d'origine, dans le sens de la présente loi, est celui des cantons d'origine dans lequel il a eu son dernier domicile ; s'il n'a jamais été domicilié dans l'un de ces cantons, celui dans lequel lui ou ses ascendants ont acquis en dernier lieu le droit de cité.

Art. 6. — S'il existe dans un canton plusieurs législations régissant des parties distinctes de son territoire, le droit du domicile d'une personne est celui de la partie du canton où elle est domiciliée ; le droit du lieu d'origine, celui en vigueur dans la commune dont elle est ressortissante.

Lorsqu'une personne a plusieurs droits de bourgeoisie dans ce canton, la disposition de l'art. 5 est applicable par analogie.

A. Droit des personnes et droit de famille.

1. *Capacité civile.* — Art. 7. — La capacité civile des femmes mariées est régie, durant le mariage, par la loi du domicile.

Les droits des mineurs envers les détenteurs de la puissance paternelle ou tutélaire sont déterminés par la loi qui fait règle pour la puissance ou pour la tutelle.

L'émancipation est soumise à la loi et à la juridiction auxquelles la puissance paternelle ou la tutelle sont elles-mêmes soumises.

La capacité de tester est régie par le droit du lieu où le testateur avait son domicile à la date de la disposition de dernière volonté.

2. État civil.

Art. 8. — L'état civil d'une personne, notamment sa filiation, légitime ou illégitime, la reconnaissance volontaire ou l'adjudication des enfants naturels et l'adoption, est soumis à la législation et à la juridiction du lieu d'origine.

Dans ces cas, le canton d'origine est celui de l'époux, du père ou de l'adoptant.

3. Puissance paternelle.

Art. 9. — La puissance paternelle est régie par la loi du lieu du domicile.

L'obligation alimentaire fondée sur la parenté est régie par la loi du lieu d'origine de la personne qui doit les aliments.

4. Tutelle.

Art. 10. — La tutelle est régie exclusivement par la loi du domicile de la personne mise ou à mettre sous tutelle. Sont réservées les dispositions des articles 12 à 15.

Art. 11. — La tutelle, dans le sens de la présente loi, comprend tant les soins à donner aux personnes placées sous tutelle que l'administration de leurs biens.

Art. 12. — L'autorité tutélaire du domicile est tenue d'informer l'autorité du lieu d'origine de la constitution ou de la main-levée de la tutelle, ainsi que du changement de domicile de la personne sous tutelle ; elle doit également fournir à cette autorité tous les renseignements que celle-ci lui demandera au sujet de la tutelle.

Art. 13. — Lorsqu'il y a lieu, en application de l'article 49, 3^e alinéa,

de la Constitution fédérale, de disposer de l'éducation religieuse d'un enfant sous tutelle, l'autorité tutélaire du lieu du domicile est tenue de demander à ce sujet des instructions à l'autorité tutélaire du lieu d'origine et de s'y conformer.

Art. 14. — L'autorité compétente du canton d'origine a le droit de provoquer auprès des autorités compétentes du canton de domicile la mise sous tutelle de ses ressortissants domiciliés dans ce dernier canton. Les autorités ainsi requises sont tenues de donner suite à la demande si la mise sous tutelle paraît justifiée en conformité du droit du lieu du domicile.

Art. 15. — Lorsque l'autorité du lieu du domicile compromet ou n'est pas en mesure de sauvegarder suffisamment les intérêts personnels ou pécuniaires de la personne placée sous tutelle, ou les intérêts de sa commune d'origine, ou lorsque l'autorité du domicile ne se conforme pas, en ce qui concerne l'éducation religieuse d'un enfant, aux instructions données par l'autorité du lieu d'origine, celle-ci peut exiger que la tutelle lui soit cédée.

Art. 16. — Les contestations sur les demandes et réquisitions faites, en vertu des articles 14 et 15, par l'autorité d'origine sont jugées, à l'instance de cette autorité, en dernier ressort par le Tribunal fédéral siégeant comme cour de droit public. Le président du Tribunal ordonnera, s'il y a urgence, des mesures provisionnelles pour la sauvegarde des intérêts compromis.

Art. 17. — Quand l'autorité tutélaire autorise le changement de domicile de la personne placée sous sa tutelle, le droit et l'obligation d'exercer la tutelle passent à l'autorité du nouveau domicile, et c'est à cette dernière que la fortune de ladite personne doit être remise.

Art. 18. — La tutelle ne peut être exercée simultanément dans le canton de domicile et dans celui d'origine.

5. Régime matrimonial.

Art. 19. — Sous réserve de ce qui est dit à l'article 20, les rapports pécuniaires des époux entre eux sont soumis, pour toute la durée du mariage, à la législation du lieu du premier domicile conjugal, alors même que les époux auraient dans la suite transféré leur domicile dans leur canton d'origine. Dans le doute, on considère comme premier domicile conjugal celui du mari au moment où le mariage a été célébré.

Dans leurs rapports avec les tiers, les époux sont soumis à la législation du lieu de leur domicile; cette législation fera seule règle, en particulier, quant aux droits de la femme vis-à-vis des créanciers du mari en cas de faillite de ce dernier ou de saisie pratiquée contre lui.

Art. 20. — Lo que les époux changent de domicile, ils peuvent, avec l'assentiment de l'autorité compétente du nouveau domicile, adopter également pour leurs rapports entre eux la législation du nouveau domicile, moyennant une déclaration commune faite en ce sens à l'office cantonal compétent (art. 36, lettre d).

La déclaration rétroagit à l'époque où le régime matrimonial a commencé à produire ses effets.

Art. 21. — Les droits acquis par des tiers à un domicile conjugal, par des actes juridiques particuliers, ne sont nullement modifiés par un changement de domicile des époux.

C. Droit successoral.

Art. 22. — La succession est soumise à la loi du dernier domicile du défunt.

On peut, toutefois, par une disposition de dernière volonté ou par un pacte successoral, soumettre sa succession à la législation du canton d'origine.

Art. 23. — La succession s'ouvre, dans les deux cas, pour la totalité des biens qui la composent, au dernier domicile du défunt.

Art. 24. — Les dispositions de dernière volonté, les pactes successoraux et les donations à cause de mort sont valables, quant à la forme, si celle-ci satisfait au droit du lieu où l'acte a été passé ou à celui du canton du domicile lors de la passation de l'acte ou au droit du dernier domicile ou à celui du canton d'origine du défunt.

Art. 25. — Les pactes successoraux sont régis, quant au fond, par le droit du premier domicile conjugal lorsqu'ils ont été conclus entre fiancés et, dans tous les autres cas, par le droit du lieu où le défunt était domicilié lors de la conclusion du pacte. Le tout sans préjudice des dispositions relatives à la réserve et prévues par la loi qui régit la succession (art. 22).

Art. 26. — Les droits successoraux qui naissent ensuite du pré décès de l'un des époux et qui sont en corrélation avec le droit de famille sont régis par la loi applicable à la succession (art. 22); ils ne sont pas modifiés par le fait que l'époux survivant viendrait dans la suite à changer de domicile.

Art. 27. — En ce qui concerne la réserve, les donations entre-vifs ou à cause de mort sont soumises à la législation qui régit la succession du donateur.

TITRE DEUXIÈME

DES RAPPORTS DE DROIT CIVIL DES SUISSES A L'ÉTRANGER

Art. 28. — Les règles suivantes sont applicables aux Suisses domiciliés à l'étranger pour tout ce qui concerne le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral, sauf toutefois les clauses spéciales des traités internationaux :

1° Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses sont régis par le droit étranger, ce n'est pas ce droit néanmoins, mais celui du canton d'origine, qui est appliqué à leurs immeubles situés en Suisse; c'est également le canton d'origine qui exerce la juridiction en pareille matière;

2° Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses ne sont pas régis par le droit étranger, c'est le droit du canton d'origine qui leur est appliqué, et c'est également ce canton qui exerce la juridiction.

Art. 29. — Lorsqu'un Suisse placé sous tutelle quitte la Suisse, l'autorité tutélaire, qui jusqu'alors avait exercé la tutelle, continue à l'exercer, tant que subsiste le motif de la mise sous tutelle.

Les droits attribués par l'article 15 à l'autorité tutélaire du lieu d'origine sont également maintenus.

Art. 30. — Lorsqu'il y a lieu d'instituer une tutelle pour une personne qui est absente du pays, c'est à l'autorité du canton d'origine qu'il appartient d'y pourvoir.

Art. 31. — Les rapports pécuniaires des époux suisses dont le premier domicile conjugal est à l'étranger sont soumis à la loi du canton d'origine, pour autant que le droit étranger ne leur est pas applicable.

Le régime matrimonial établi en Suisse entre époux suisses n'est pas

modifié par le transfert du domicile conjugal à l'étranger, pourvu que le droit étranger ne s'oppose pas à son maintien.

Les époux suisses qui transfèrent leur domicile de l'étranger en Suisse continuent à être soumis, en ce qui concerne leurs rapports entre eux, au régime qui leur était applicable à l'étranger. Il leur est toutefois loisible de faire usage de la faculté accordée par l'article 20. Leur situation vis-à-vis des tiers est réglée par l'article 19, alinéa 2.

TITRE TROISIÈME

DES RAPPORTS DE DROIT CIVIL DES ÉTRANGERS EN SUISSE

Art. 32. — Les dispositions de la présente loi sont applicables, par analogie, aux étrangers domiciliés en Suisse.

Art. 33. — La tutelle constituée en Suisse pour un étranger doit être remise à l'autorité compétente du lieu d'origine, sur la demande de celle-ci, à condition que l'Etat étranger accorde la réciprocité.

Art. 34. — Sont réservées les dispositions spéciales des traités et l'article 10, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur la capacité civile, du 22 juin 1881.

TITRE QUATRIÈME

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 35. — Le Conseil fédéral pourvoira à ce que l'administration des tutelles soit remise dans un délai convenable, en conformité de la présente loi, aux autorités du canton du domicile.

Art. 36. — Les cantons désignent :

a. Les autorités cantonales compétentes pour connaître des contestations en matière de tutelle, prévues à l'article 16, à moins qu'ils ne préfèrent soumettre ces contestations en premier et dernier ressort au Tribunal fédéral ;

b. L'autorité compétente pour approuver les déclarations faites en conformité de l'article 20, ainsi que l'office chargé de les recevoir.

Art. 37. — Les époux dont le mariage aura été célébré avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront également faire usage de la faculté accordée par l'article 20.

Art. 38. — Le Tribunal fédéral connaîtra, en la forme fixée pour les recours de droit public, de toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi.

Art. 39. — Seront abrogées, dès la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires des législations fédérale et cantonales. Cesseront également d'être en vigueur à la même date :

1° Le concordat sur les tutelles et curatelles, du 15 juillet 1822 ;

2° Le concordat relatif à la faculté de tester et aux droits d'hérédité, du 15 juillet 1822.

Art. 40. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date où elle entrera en vigueur.

II. — DROIT CONVENTIONNEL

Indépendamment de certains arrangements relatifs aux questions d'indi-

général, la Suisse est liée aux Etats étrangers par différents traités dont les principaux sont les suivants :

Convention du 15 juin 1869 avec la France *sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile*. Ce traité, qui a succédé à des arrangements de date ancienne, est le plus complet de beaucoup.

Traité de 1850-1855 avec les Etats-Unis d'Amérique, dont l'article 6 s'applique aux successions.

Traité de 1856 avec le Grand-Duché de Bade sur les successions.

Convention d'établissement et consulaire de 1868 avec l'Italie, dont l'article 17 est applicable au même objet.

Traités sur la matière de la faillite entre la Suisse d'une part et les Etats allemands suivants : Grand-Duché de Bade (1808), royaume de Wurtemberg (1825-1826), royaume de Bavière (1834), royaume de Saxe (1837).

L'objet principal de ces conventions est d'assurer l'égalité de traitement aux créanciers ressortissants des deux Etats.

L'on peut mentionner enfin les arrangements sur l'exécution des jugements civils existants entre : 1° le Grand-Duché de Bade et le canton d'Argovie (1867) ; 2° l'empire d'Autriche et le canton de Vaud (1885).

Enfin la Confédération a souscrit avec plusieurs Etats étrangers des Conventions consulaires et des traités d'établissement, dont quelques dispositions touchent plus ou moins à l'objet des travaux de la conférence.

Seconde Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (JUIN-JUILLET 1894)

Procès-verbal n° 1. — Séance du 25 juin 1894.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Suède, de la Norvège et de la Suisse, ayant accepté l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas de soumettre à un examen ultérieur le texte des règles qui ont été insérées dans le Protocole fait à la Haye le 27 septembre 1893 et d'aborder en même temps d'autres matières de droit international privé, MM. les Délégués des dits Gouvernements se sont réunis en Conférence aujourd'hui 25 juin 1894, à trois heures de l'après-midi, dans la salle des Trêves.

Sont présents : MM. le baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmics, le baron d'Anethan, van Cleemputte, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Baguer, Oliver y Esteller, Louis Renault, le comte de Sonnaz, Pierantoni, le comte de Villers, Asser, Beelaerts de Blokland, Feith, Rahusen, le comte de Tovar, Missir, Schmemmann, Annerstedt, Beichmann et Meili.

Sont également présents : LL. EE. Messieurs le Jonkheer, J. Röell, Ministre des Affaires Etrangères, et van der Kaay, Ministre de la Justice, accompagnés des Secrétaires Généraux de leurs Départements.

M. le Ministre des Affaires Etrangères, après avoir reçu MM. les Délégués, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Je m'étais proposé de procéder aujourd'hui à l'ouverture de la Conférence de droit international privé qui va se réunir pour la seconde fois à la Haye, et de vous souhaiter à cette occasion la bienvenue, tant au nom de Sa Majesté la Reine-Régente qu'au nom du Gouvernement de Sa Majesté.

L'horrible catastrophe qui frappe une Puissance amie dans la personne de son premier magistrat, l'éminent Président de la République Française, m'empêche de donner suite à ce dessein.

Je suis sûr, Messieurs, d'être l'interprète de Vos sentiments à tous en flétrissant à cette place l'abominable attentat commis hier à Lyon, et en exprimant nos sentiments de vive et bien douloureuse sympathie pour Madame Carnot et sa famille si cruellement éprouvées et pour la nation Française tout entière, plongée dans un deuil profond. Afin de témoigner solennellement de nos sentiments unanimes à cet égard et persuadé d'agir en ceci selon les vues de Sa Majesté la Reine-Régente, j'ai l'honneur, Messieurs, de Vous proposer de vouloir bien, en signe de deuil, remettre à demain notre séance d'ouverture.

Pour témoigner leur sympathie et marquer leur assentiment aux paroles

prononcées par M. le Ministre des Affaires Etrangères, MM. les Délégués se lèvent de leurs sièges.

S. E. M. le baron d'Anethan, Ministre de Belgique et doyen du Corps diplomatique, s'exprime dans les termes suivants :

J'étais convaincu que la Conférence s'associerait à la proposition de Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères. Elle tient à prendre part au deuil d'une nation amie et à l'indignation qu'un si horrible attentat fait éprouver à tous les honnêtes gens.

M. Renault, en l'absence de M. le Ministre de France qu'il a été chargé d'excuser, remercie M. le Ministre des Affaires Etrangères, pour les paroles si sympathiques qu'il vient de prononcer à l'occasion du deuil cruel qui a frappé sa patrie. Il exprime en outre sa reconnaissance à la Conférence tout entière qui a bien voulu s'associer aux paroles de M. le Ministre des Affaires Etrangères.

M. le comte de Sonnaz, Ministre d'Italie, tient aussi à exprimer toute la douleur que vient de lui inspirer l'affreux crime, qui lui est d'autant plus douloureux que le malfaiteur est Italien, mais dans ce cas on voudra bien reconnaître la vérité du dicton que les malfaiteurs n'ont pas de patrie.

La séance est levée à 3 heures 1/4 et ajournée au lendemain à 3 heures.

Séance du 26 juin 1894.

La séance ajournée hier est réouverte à 3 heures 1/2 de l'après-midi.

Sont présents : MM. le baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmic, le baron d'Anethan, van Cleemputte, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Bager, Oliver y Esteller, Louis Renault, le comte de Sonnaz, Pierantoni, le comte de Villers, Asser, Beelaerts de Blokland, Feith, Rahusen, le comte de Tovar, Missir, Schmemmann, Annerstedt, Beichmann, Meili et Roguin.

LL. EE. Messieurs le Jonkheer J. Röell, Ministre des Affaires Etrangères, et van der Kaay, Ministre de la Justice, accompagnés des Secrétaires Généraux de leurs Départements, assistent également à la séance.

M. le Ministre des Affaires Etrangères a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

C'est avec une véritable satisfaction que j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de la Reine, ma gracieuse Souveraine, de Vous souhaiter la bienvenue dans cette salle, où Vous allez poursuivre les travaux importants commencés dans Votre réunion de l'année dernière.

Certes, Messieurs, lorsque vers la fin du mois de septembre dernier, nous vous avons vus Vous séparer, ce n'était pas sans nous flatter de l'espoir que Votre œuvre si heureusement inaugurée, ne resterait pas interrompue et qu'un jour ou l'autre Vous seriez appelés à la reprendre pour la mener à bonne fin.

Mais ce qui a surpassé notre attente, c'est que cet espoir ait pu se réaliser si promptement et surtout que la proposition de Vous réunir une deuxième fois a rencontré, ainsi que je me plais à le déclarer hautement, un accueil si gracieux et empressé de la part de Vos Gouvernements.

Dé toutes les Puissances qui ont participé à la première Conférence, aucune n'a hésité à répondre favorablement à notre appel, en se faisant représenter, à quelques rares exceptions près, par les mêmes Délégués, que nous avons déjà eu précédemment l'honneur de recevoir parmi nous.

En outre, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, qui avait été empêché de prendre part à la Conférence antérieure, s'est fait représenter maintenant.

Toutes ces circonstances, Messieurs, me semblent du meilleur augure pour la réussite de l'œuvre à laquelle Vous allez vouer derechef vos efforts éclairés.

Je n'aurai certainement pas besoin d'insister sur l'importance de la tâche qui Vous attend, ni sur les difficultés qu'elle présente.

Vous serez appelés en premier lieu à consacrer les dispositions adoptées l'année dernière, en arrêtant définitivement le texte des règles énoncées dans le Protocole final de la première Conférence et à aborder ensuite l'examen des différentes matières indiquées dans l'Avant-Projet, qui a été soumis à Vos Gouvernements, et dont, sans aucun doute, vous aurez déjà pris connaissance. Ce programme est vaste, mais le résultat que vous avez déjà obtenu, permet de présager favorablement ceux que l'avenir Vous réserve et qu'il sera peut-être moins difficile d'atteindre, maintenant que les premiers jalons ont été posés.

Néanmoins — pour quoi nous le dissimuler? — ce but est loin encore et la marche de Vos travaux devra nécessairement être lente.

Toutefois, Messieurs, Vous connaissez tous le vieil adage « Nil volentibus arduum »!

La seule présence en ces lieux de tant d'hommes éminents et animés du désir de trouver la solution des questions qui vont Vous occuper, suffit à mes yeux pour justifier l'attente du succès définitif, dont Vos travaux ne sauraient manquer d'être couronnés.

S. E. M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique, et doyen du Corps diplomatique, répond ainsi :

Messieurs!

Je suis certain d'être l'interprète fidèle de Vos sentiments en exprimant à M. le Ministre des Affaires Etrangères nos sincères remerciements pour les paroles gracieuses que Son Excellence vient de nous adresser. La présence de MM. les Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice est une nouvelle preuve de l'intérêt que le Gouvernement de S. M. la Reine prend aux travaux de la Conférence.

Messieurs! Le 12 septembre 1893 est la date d'une nouvelle ère dans le domaine du droit international privé.

Notre première session a déjà produit des résultats importants en ce qui concerne les successions, le mariage et les actes judiciaires. Il est permis d'espérer que nos nouvelles délibérations amèneront une entente sur d'autres points de manière à atténuer les inconvénients de la divergence des législations. Les rapports chaque jour plus fréquents entre tous les peuples démontrent davantage l'utilité de nos travaux. Sous l'habile direction de notre cher et honoré Président, ils aboutiront, j'en ai la conviction, à un résultat heureux dont l'honneur reviendra à la Néerlande qui a pris l'initiative de cette réunion.

M. Asser assume la présidence et s'exprime dans les termes suivants :

Messieurs,

Permettez-moi de vous témoigner toute ma gratitude pour l'insigne honneur que vous m'avez fait en m'appelant encore une fois à présider cette illustre assemblée. Je sens plus que jamais la grande importance de la tâche que vous voulez bien me confier et je me rends parfaitement compte des difficultés que nous avons à vaincre et des obstacles que nous avons à surmonter. Si je n'hésite pas à accepter les hautes fonctions dont vous m'honorez, c'est que j'ai pu, dans notre session de l'année passée, me convaincre de votre indulgence à l'égard du Président, ainsi que de la parfaite courtoisie, du zèle infatigable et de la haute compétence avec lesquels tous les membres de cette assemblée s'empressent de travailler au succès de notre œuvre commune, ce qui facilite considérablement la tâche de celui qui est appelé à présider à vos travaux.

Avant de procéder à ces travaux, j'aurai l'honneur de vous rappeler en peu de mots ce qui a été fait, depuis la 1^{re} Conférence, pour donner exécution aux résolutions que vous avez votées.

Peu de temps après la clôture de la 1^{re} Conférence, le Gouvernement des Pays-Bas, en faisant savoir aux Gouvernements des autres Etats représentés ici, qu'il avait sanctionné en principe toutes les résolutions de la Conférence, leur a proposé d'accepter ces résolutions comme base des travaux ultérieurs. Dans l'espoir que cette proposition serait accueillie favorablement, le Gouvernement des Pays-Bas proposa en même temps qu'une deuxième Conférence fût ouverte à la Haye le 25 juin 1894 et soumit à l'examen des autres Gouvernements un avant-projet de programme, indiquant un certain nombre de matières qui pourraient faire l'objet des délibérations de cette nouvelle Conférence.

Cet avant-projet de programme contenait les matières suivantes :

1^o Effets du mariage par rapport aux personnes et aux biens des époux ; dissolution et nullité du mariage ; séparation de corps.

2^o Tutelle ; interdiction.

3^o Assimilation des étrangers aux nationaux (en matière de procédure civile) ; *cautio judicatum solvi* ; *pro deo*.

4^o Faillite.

5^o Successions et testaments.

Comme vous le voyez, le Gouvernement des Pays-Bas a cru devoir proposer de continuer l'examen des matières importantes qui avaient été discutées au mois de septembre dernier (Mariage, Successions et Procédure) en y ajoutant deux autres matières, la Tutelle et la Faillite.

Le résultat de la démarche fut des plus favorables. Tous les Gouvernements qui avaient été représentés en 1893, acceptèrent l'invitation et en outre nous avons la satisfaction de voir siéger avec nous les honorables Délégués de la Suède et de la Norvège.

Un des Gouvernements représentés, celui du Danemark, tout en acceptant la nouvelle invitation, a fait des réserves par rapport aux résolutions votées en 1893, en ce qui concerne la désignation de la loi nationale comme régissant des rapports de droit qui, d'après la loi danoise, sont régis par la loi du domicile.

Quelques Etats, en acceptant l'invitation, ont cru devoir constater que les résolutions de la Conférence ne sauraient engager les Gouvernements.

Cette manière de voir est parfaitement exacte. Notre mandat n'implique que l'examen des questions qui nous sont soumises et la rédaction de projets qui nous semblent propres à résoudre les conflits de droit. Nous ne saurions en aucune façon préjuger les décisions des Gouvernements ni par rapport au fond de ces projets ni en ce qui concerne la forme.

Vous voudrez peut-être vous rappeler, Messieurs, que dans la séance d'ouverture de la première Conférence, le Président, d'accord avec son Gouvernement, a tenu à constater que la question de la forme à adopter pour donner force de loi à vos résolutions, devrait être réservée à une entente ultérieure entre les Etats. Les Etats auront à décider si c'est au moyen de conventions internationales ou par des lois nationales uniformes, que les résolutions votées par vous et approuvées par les Gouvernements, doivent être sanctionnées, et probablement cette question ne sera pas résolue de la même façon pour les différentes matières à régler. Ce sont encore les Gouvernements qui auront à examiner si les Conventions internationales à conclure auront un caractère universel, comme l'Union Postale, l'Union Télégraphique, etc., ou bien si l'on choisira la forme de Conventions spéciales entre un nombre restreint de Puissances. Ici encore ce sera probablement la nature de l'objet à régler qui déterminera la forme.

En tout cas, je crois pouvoir dire que le Gouvernement des Pays-Bas, en adressant aux autres Etats sa note de l'année 1892, n'a pas songé à leur proposer la formation d'une Union pour le droit international privé, analogue aux vastes associations dans le domaine des relations économiques que je viens de nommer.

Mais il n'en est pas moins vrai que, pour un certain nombre de matières juridiques, le but qu'on se propose ne sera atteint d'une manière efficace, que par le concours d'un grand nombre de Puissances. Sans vouloir anticiper sur la décision des Gouvernements, je me permets de signaler ici les règlements concernant les Commissions rogatoires et la transmission des actes judiciaires déjà votés par vous, ainsi que les projets que vous voudrez bien préparer pour l'abolition de la caution *judicatum solvi* et pour l'admission des étrangers au *pro Deo*.

Tout en constatant que les réserves, dont quelques Etats ont fait accompagner leur réponse favorable à l'invitation des Pays-Bas, sont parfaitement en harmonie avec les intentions de mon Gouvernement, je crois pourtant devoir faire observer que ces réserves ne sauraient avoir pour effet de faire attacher une moins grande importance à vos travaux et à vos résolutions. Même en reconnaissant qu'à l'égard de certaines matières, les règles à adopter ne pourront pas, du moins pour le moment, être parfaitement identiques pour tous les Etats représentés ici, on ne saurait contester la haute valeur pratique de votre œuvre commune, puisqu'elle servira à indiquer jusqu'à quel point l'harmonie peut se réaliser et à préparer les projets qui serviront de types aux lois et aux traités destinés à régler les matières du droit international privé.

Je crois que, bien que nous ne soyons encore qu'au début de nos travaux, ce qui a été fait jusqu'à présent indique nettement que tous les membres de la Conférence sont animés du même désir d'aboutir à des résolutions acceptables pour les Gouvernements, des résolutions accep-

tables non seulement dans un avenir lointain, mais immédiatement et sans qu'il soit nécessaire d'introduire dans les législations des Etats des modifications subversives.

C'est dans cet ordre d'idées que le Gouvernement des Pays-Bas, en vous présentant, avant l'ouverture de la première Conférence, l'aperçu du droit positif en vigueur dans les Pays-Bas par rapport au conflit des lois, vous a priés de vous donner la peine de composer ou de faire composer un travail analogue pour vos législations respectives. Je puis avoir la satisfaction de constater que vous avez bien voulu satisfaire à ce désir. La deuxième Partie des Actes de la Conférence de 1893, qui vient de paraître, contient le texte des lois et des traités qui, dans chaque Etat représenté à la première Conférence, constituent le droit positif à l'égard du conflit des lois civiles. Je m'acquitte d'une tâche bien agréable en exprimant ici toute la reconnaissance du Gouvernement des Pays-Bas pour la peine que vous avez bien voulu vous donner dans l'intérêt de cette publication et je remercie tout spécialement M. le baron de Vos van Steenwijk, Secrétaire de la Conférence, qui a surveillé avec beaucoup de zèle l'impression des documents et la traduction des pièces qui ne nous étaient pas parvenues en français.

La collection que nous avons maintenant devant nous est non seulement précieuse au point de vue scientifique, elle a, comme je viens de le dire, une signification importante en ce sens qu'elle prouve une fois de plus, que le Gouvernement des Pays-Bas est convaincu de cette vérité fondamentale que, si nous voulons faire une œuvre pratique, nous devons, autant que possible, prendre pour base et pour point de départ le droit positif actuellement en vigueur. Nous ne devons nous en écarter que là où l'intérêt de l'uniformité l'exige impérieusement et où nous pouvons admettre que les Etats sont disposés à faire des concessions dans l'intérêt de cette uniformité.

Nous ne saurions assez nous pénétrer de cette vérité, que nous ne sommes pas ici pour faire un travail académique.

Le choix même des Délégués par les différents Etats indique que c'est bien ainsi que les intentions du Gouvernement des Pays-Bas ont été comprises par les autres Gouvernements.

Nous avons le bonheur de voir siéger ici des hommes d'Etat et des jurisconsultes, tous versés dans la pratique des affaires juridiques.

Ils sauront, sans doute, se contenter de ce qui est actuellement réalisable, tout en ne négligeant rien de ce qui peut conduire à obtenir dans la suite des réformes plus radicales.

A l'égard de plusieurs matières, il sera possible de réaliser dès à présent une telle réforme pour une grande partie des Etats de l'Europe et de voir adopter pour les autres Etats un certain progrès qui, peut-être, sera un premier pas dans ce que nous considérons comme la bonne voie.

Permettez-moi de prendre pour exemple vos résolutions concernant l'unité des successions.

Je crois que, dans un délai pas trop éloigné, le système du Code italien, déjà sanctionné en Espagne et dans plusieurs autres Etats et adopté par les rédacteurs du remarquable projet belge, sera reconnu partout comme le meilleur, puisqu'il est logique et puisqu'il met fin à toutes les difficultés qui se présentent maintenant dans la pratique. Je suis persuadé que les Etats qui semblent vouloir refuser maintenant encore d'adopter ce principe, que la succession est une *universitas* et doit par conséquent être régie par une seule loi, par rapport tant aux biens immeubles qu'aux biens meubles

dont elle se compose, ont tort de croire que ce principe porte atteinte à la théorie du statut réel : je crois en outre que, si c'était le cas, il y aurait lieu de dire que les théories juridiques doivent céder le pas aux exigences sociales.

Cependant, comme l'a fait observer, dans un article récent, l'éminent Délégué de la République Française, M. Renault, l'adoption de la loi nationale du défunt comme loi compétente pour régler la succession à l'égard des meubles par tous les Etats qui hésitent encore à admettre l'unité absolue, constituerait un certain progrès, qui, sous l'influence de vos débats et de vos travaux, serait probablement la première étape dans la voie de la réforme radicale.

Il est impossible de prévoir combien d'années s'écouleront encore avant que nous n'ayons obtenu, pour la plupart des matières à régler, des résultats entièrement satisfaisants. Nous saurons attendre avec patience et nous continuerons de travailler dans l'espoir d'atteindre le but.

Les Hollandais ont combattu pendant 80 ans pour conquérir leur liberté et leur indépendance, sans se laisser décourager par les déceptions de toute nature qu'ils durent éprouver. La Conférence de La Haye, qui siège dans cette salle historique, sous les yeux des Princes de la Maison d'Orange, suivra leur glorieux exemple et marchera avec patience et courage dans la direction qu'elle s'est choisie.

S'il est vrai, comme l'a dit mon excellent ami Renault, dans l'article que je viens de citer, que notre Gouvernement s'efforce de « battre le fer tandis qu'il est chaud », — cela signifie que ce Gouvernement veut profiter des circonstances favorables pour inaugurer le travail éminemment humanitaire de la codification du droit international privé, — mais on ne doit pas en conclure que le Gouvernement des Pays-Bas voudrait mettre en péril, par une trop grande précipitation ou par des résolutions trop idéalistes, la valeur pratique et la solidité de l'œuvre dont il a pris l'initiative.

Nous comprenons tous que, plus encore que les lois d'un seul Etat, la loi internationale doit être préparée et discutée avec le plus grand calme et le plus grand soin; qu'ici surtout il s'agit d'appliquer les préceptes du poète, compatriote de notre honorable collègue que je viens de nommer. Vingt fois sur le métier nous remettrons notre ouvrage, nous le polirons sans cesse et le repolirons. Mais, dans l'intérêt même de cette méthode rationnelle et efficace, nous ne devons pas trop restreindre le cadre de nos travaux. Tâchons plutôt, en suivant la méthode inaugurée dans la première Conférence, d'entamer plusieurs matières à la fois, préparons des projets qui puissent être adoptés en première lecture pour être plus tard révisés et amendés, s'il y a lieu.

Cette méthode présente plusieurs autres avantages encore.

Elle nous fournit l'occasion de nous diviser en Sous-Commissions composées d'un petit nombre de membres; le travail y gagnera.

Elle contribuera, en outre, à établir, dès le commencement, une certaine harmonie entre les différentes parties de notre travail, puisque dans chaque session de la Conférence les avant-projets des Sous-Commissions seront examinés et arrêtés en séance plénière.

Elle aura aussi pour résultat — et c'est là un très grand avantage — de soumettre à la critique des hommes de la science, un certain nombre de projets dont nous pouvons espérer qu'ils s'occuperont pendant le temps qui s'écoule entre deux réunions de la Conférence et avant de reprendre

l'examen des projets préparés nous pourrions prendre connaissance des observations auxquelles ils auront donné lieu et en faire notre profit.

Dès à présent nous avons à témoigner notre reconnaissance aux jurisconsultes qui ont publié des écrits sur la première Conférence et qui sont entrés dans plus ou moins de détails par rapport aux projets de règlements. Parmi nos collègues, je cite M. Meili, l'honorable délégué suisse, qui a publié dans la « *Allgemeine Oesterreichische Gerichtszeitung* », 1894, n° 21, un article bien remarquable sous le titre : « *Der erste europäische Staatencongress über internationales Privatrecht* ». Il y rend non seulement compte de nos premiers travaux, mais il expose aussi d'une manière lucide et concise, le véritable but de la Conférence, il recherche dans l'histoire du droit les tendances qui ont conduit au mouvement actuel et il signale, en parlant des projets de règlements, l'esprit de conciliation par lequel vous avez été inspirés en les rédigeant.

J'ai déjà à plusieurs reprises fait allusion à l'intéressant travail que notre honorable collègue M. Renault a publié dans les *Annales de l'Ecole Libre des Sciences Politiques*, du 15 mai dernier.

Deux des éminents diplomates qui ont pris part à nos travaux, M. Legrand, Ministre de France et M. de Villa-Urrutia, alors Ministre d'Espagne à La Haye, ont fait des exposés de nos débats et de nos résolutions, le premier dans une notice lue à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de France et publiée dans le compte-rendu du mois de février dernier, le second dans la *Revue d'Histoire Diplomatique* de cette année, 2^e livraison.

Plusieurs jurisconsultes qui n'ont pas pris part à la Conférence lui ont également consacré d'importants travaux. D'abord M. Lainé, le savant professeur de la Faculté de Droit de Paris, dans le *Journal du Droit international Privé* de M. Clunet, 1894, p. 5 et 236. Je suis heureux de pouvoir mettre à la disposition de mes collègues quelques exemplaires de cet intéressant écrit, dans lequel l'auteur, tout en exprimant la plus vive sympathie pour nos travaux, fait des observations et développe des critiques qui méritent toute notre attention.

J'ai également à signaler les articles publiés dans la *Revista del Foro* des mois de mars, d'avril et de mai de cette année par le savant et infatigable professeur de l'Université de la Havane, M. Antonio S. de Bustamante. Il approuve entièrement les idées qui ont conduit au mouvement actuel, mais il est d'avis que la Conférence a eu tort de comprendre le droit de mariage parmi les matières à régler en premier lieu.

Telle n'est pas l'opinion de M. le baron Guillaume, qui vient d'être nommé Ministre de Belgique à Athènes et qui, sous le titre : « *Le Mariage en Droit International Privé et la Conférence de La Haye, 1894* » a publié un remarquable travail, qui servira sans doute — pour employer une expression que nous trouvons dans l'Avant-Propos — « à vulgariser une question éminemment intéressante et d'une portée générale universelle ».

Après la clôture de la première et avant l'ouverture de la deuxième Conférence, la continuation officielle de nos travaux était impossible et notre mandat avait cessé d'exister. Cependant je me suis permis de m'adresser à mes anciens collègues, pour les prier de vouloir bien me dire quelles sont, à leur avis, les dispositions légales en vigueur dans leur pays, qui doivent être classées parmi les lois d'ordre public ou d'intérêt social et auxquelles,

par conséquent, doit s'appliquer la réserve que vous avez votée dans la première Conférence, dans le préambule du règlement sur les successions.

Dans ma lettre, j'ai eu soin de constater qu'elle avait le caractère d'une communication personnelle et que la réponse qu'on voudrait bien me faire parvenir serait également considérée comme telle.

J'ai eu l'avantage de recevoir des réponses intéressantes de MM. Chomé, de Korizmics, Torres Campos, Roguin, Oliver y Esteller, Matzen, von Haan, von Seckendorff, Pierantoni et *last not least* deux pièces de la plus haute importance que Son Excellence M. le baron d'Anethan, Ministre de Belgique à La Haye, a bien voulu me faire parvenir. Ce sont deux notes, dont l'une, datée du 13 juin dernier, est signée par Son Excellence le Ministre de la Justice de Belgique. Elles contiennent, comme toutes les autres réponses que je viens de mentionner, des éléments précieux pour le travail qui nous reste à faire par rapport au droit des successions.

Ce que je viens de dire au sujet de ma circulaire concernant le droit des successions, s'applique également aux avant-projets sur la tutelle, sur la faillite et sur quelques parties de la procédure civile (caution *judicatum solvi* et assistance judiciaire gratuite) que j'ai eu l'honneur de vous présenter (1).

M. Renault, en parlant dans son article cité des difficultés que rencontrera la codification du droit international privé pour un grand nombre d'Etats, rappelle que les travaux préparatoires de la Convention de Berne sur les transports de marchandises par chemin de fer ont duré 12 ans.

Si, par l'application des règles de l'arithmétique, nous voulions calculer, d'après la durée de ces travaux, combien d'années vous aurez à consacrer à la préparation des projets qui régleront les principales matières du droit international privé, nous serions tentés de conclure que, vu l'étendue probable de ces projets, plusieurs siècles ne suffiraient pas pour les rédiger. Qu'il me soit toutefois permis de vous rappeler que la Convention de Berne est le premier acte diplomatique qui règle pour un grand nombre d'Etats une matière de droit international privé, — qu'en outre cette matière était très difficile, attendu qu'en voulant la régler on se heurtait non seulement à des conflits de droit, mais surtout à des conflits d'intérêts — enfin que la longue durée des travaux préparatoires a été causée, en grande partie, par ce fait que les intervalles entre les différentes réunions de la Conférence, étaient de 3, de 5 et de 4 ans!

Je suis convaincu que l'œuvre, que nous avons entreprise, exige beaucoup de temps, mais d'un autre côté j'aime à croire que dans quelques années vous pourrez avoir obtenu des résultats pratiques, qui seront pour vous la récompense de vos nobles efforts et le meilleur encouragement pour vos travaux futurs.

Puisse ainsi notre œuvre contribuer à réhabiliter aux yeux de la postérité cette fin du XIX^e siècle, dont les contemporains, par un excès de modestie, se plaisent à dire tant de mal!

Je me permets de vous faire les propositions suivantes :

1^o De nommer Présidents d'honneur : LL. EE. Messieurs les Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice, ainsi que LL. EE. les Ministres de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie et de Portugal.

2^o De nommer Vice-Présidents de la Conférence : MM. le baron de

(1) Annexés au Procès-Verbal de cette Séance.

Seckendorff, premier délégué d'Allemagne, le baron de Haan, délégué d'Autriche, Renault, délégué de France, Pierantoni, délégué d'Italie, et de Martens, premier délégué de Russie.

3° De désigner comme Secrétaires de la Conférence : MM. le Jonkheer H. Testa, Secrétaire de la légation des Pays-Bas à Bruxelles, le baron J.-A. de Vos van Steenwijk, Chef de bureau au Ministère de la Justice, Sous-Directeur du bureau pour la Propriété Industrielle, J.-B. Breukelman, Auditeur au Conseil d'Etat, le baron W. de Welderen Rengers, Secrétaire de légation au Ministère des Affaires Etrangères.

Ces propositions sont adoptées.

LL. EE. les Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice s'étant retirées, ainsi que MM. les Secrétaires-Généraux, M. le Président dit qu'il s'agit de prendre avant tout des dispositions d'ordre intérieur et propose à la Conférence de se diviser en cinq Commissions, ce qui lui paraît indiqué par le fait même qu'on aura à s'occuper des cinq matières mentionnées dans l'avant-projet de programme de la Conférence. La première Commission aura donc à s'occuper du mariage, sous la présidence de M. Renault, la deuxième des successions et testaments, sous la présidence de S. E. M. de Martens, la troisième des questions de procédure civile, sous la présidence de M. le baron de Seckendorff, la quatrième pourra se charger de l'étude de la tutelle sous la présidence de M. le baron de Haan; une cinquième Commission, dont M. Pierantoni voudra bien assumer la présidence, aborderait la matière des faillites.

M. Renault demande que la troisième Commission veuille bien examiner, en même temps que la question de la caution *judicatum solvi*, celle de la contrainte par corps qui, dans certains pays, existe d'une manière spéciale à la charge des étrangers.

Sur une observation de M. van Cleemputte, qui désire qu'on n'entame pas des matières de droit commercial (comme la faillite), ces matières faisant l'objet des Congrès de Droit Commercial dont l'initiative a été prise par le Gouvernement belge, M. le Président fait remarquer que la faillite ne fait pas nécessairement partie du droit commercial proprement dit. D'après plusieurs législations modernes (la loi allemande, la loi anglaise, la loi néerlandaise, etc.), la faillite est également applicable à tous les débiteurs insolubles, qu'ils soient commerçants ou non. En outre, la matière de la faillite, au point de vue international, est intimement liée aux questions de procédure civile dont la Conférence aura à s'occuper et notamment à celle concernant l'exécution des jugements étrangers. Enfin M. le Président fait observer que les travaux de cette Conférence ont pour objet de régler les conflits de lois, tandis que les Congrès commerciaux s'occupent surtout d'établir un droit uniforme.

M. van Cleemputte, d'accord avec M. le baron d'Anethan, ministre de S. M. le Roi des Belges auprès de S. M. la Reine des Pays-Bas, et d'accord avec ses collègues MM. Beeckmann et van den Bulcke, demande de pouvoir faire les observations que voici :

« L'idée exprimée ou la proposition faite par notre honoré et cher Président, M. Asser, limitée à la faillite ou plutôt à certains côtés de la faillite,

ne concerne pas, dans sa pensée, le droit commercial lui-même, objet des travaux des Congrès de droit commercial institués par le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges; néanmoins nous ne pouvons point ne pas rappeler les réserves faites par le Gouvernement belge au sujet de l'inscription au programme de la Conférence d'une matière que nous considérons comme commerciale et dont le Congrès qui se réunira à Bruxelles l'année prochaine sera, dans tous les cas, saisi par le Gouvernement belge; vous le savez, le Gouvernement belge est chargé par les Délégués des nations représentées au Congrès de provoquer de nouvelles réunions et d'en régler l'ordre du jour. Nous nous bornons à cette réserve et nous ne proposons pas à la Conférence d'écarter de notre ordre du jour certaines questions relatives à la faillite; il nous est agréable de penser que nos honorés collègues qui représentent le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas, apprécient les sentiments d'amicale déférence qui inspirent cette attitude.

M. le Président donne acte de ces réserves et déclare apprécier les sentiments que M. van Cleemputte vient d'exprimer.

Sur la proposition de M. le Président, les Commissions sont constituées comme suit :

Première Commission (mariage), MM. Renault, van den Bulcke, Oliver y Esteller, Beelaerts de Blokland et Meili;

Deuxième Commission (successions et testaments), MM. de Martens, van Cleemputte, Matzen, de Korizmics, Rahusen et Missir;

Troisième Commission (procédure civile), MM. de Seckendorff, Beeckman, Beichmann, Asser et Roguin;

Quatrième Commission (tutelle), MM. de Haan, de Dirksen, de Villers, Feith et Annerstedt;

Cinquième Commission (faillite), MM. Pierantoni, de Korizmics, Schermann et Roguin.

M. le Président propose de mettre demain à l'ordre du jour les résolutions du protocole final de la première Conférence, afin que MM. les Délégués puissent présenter leurs observations, dont les différentes Commissions pourraient tenir compte dans leur travail de révision.

M. Meili désire que M. le Président engage MM. les Délégués à faire connaître non seulement leurs opinions personnelles, mais en même temps celles de leurs Gouvernements.

M. le Président se range à cette manière de voir et exprime l'espoir qu'il sera déféré au désir de M. Meili, tout en ajoutant que la plupart des Gouvernements ont adhéré en principe aux règles arrêtées.

En réponse à une observation de M. van Cleemputte, M. le Président déclare ne pas vouloir provoquer une discussion, mais seulement mettre les Commissions à même de tenir compte de l'opinion de tous les Délégués. Une discussion s'engage quant à la priorité des matières à traiter par les différentes Commissions. Il est décidé sur la proposition de M. Beelaerts de Blokland, que les Commissions auront la complète liberté de régler l'ordre de leurs travaux.

M. Roguin fait ressortir l'importance des règles concernant la compétence judiciaire dans toutes les matières, entre autres dans celles du divorce et des successions. Il est opposé à toute réglementation indépendante de la compétence en général et voudrait voir introduire les règles y relatives dans chaque projet concernant une matière particulière.

M. le Président, tout en estimant que la compétence judiciaire fait partie de la procédure civile dont la troisième Commission sera saisie, ne voit pas d'inconvénient à ce que les Commissions étudient cette question par rapport aux différentes matières à traiter.

M. le Président communique qu'il sera distribué aux Délégués les résolutions concernant la faillite, arrêtées par l'Institut de droit international dans sa session tenue à Paris au printemps dernier, ainsi que le projet de la Conférence tenue à Turin en 1880, sous la présidence de M. Mancini concernant le même sujet. L'avant-projet du Président a déjà été distribué lors de la première Conférence.

Une Commission composée de MM. de Korizmics, Beeckman, Meili Matzen et Oliver y Esteller est chargée d'examiner la méthode à suivre pour les procès-verbaux.

M. Beeckman communique au nom de la délégation belge une note concernant les dispositions législatives et conventionnelles de la Belgique par rapport à la procédure civile (caution *judicatum solvi* et assistance judiciaire), qui sera imprimée et distribuée aux Délégués.

M. le Président prie MM. les Délégués de Suède et de Norvège de bien vouloir communiquer les dispositions législatives et conventionnelles concernant le droit international privé en vigueur dans leurs pays.

M. le comte de Sonnaz prie M. le Président de bien vouloir être l'interprète des sentiments des Délégués à la Conférence en faisant parvenir à Sa Majesté la Reine-Régente l'expression de leurs respectueux hommages.

M. le Président dit qu'il sera très heureux de se conformer à ce désir.

La séance est levée à 5 heures et la prochaine réunion fixée au lendemain à 10 heures.

Les Secrétaires,

Le Président,

H. TESTA.

ASSER.

J.-A. DE VOS VAN STEENWIJK.

J.-B. BREUKELMAN.

W. DE WELDEREN RENGERS.

ANNEXE N° I AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Tutelle.

Avant-projet d'une Convention internationale.

Article premier. — La tutelle des mineurs est régie, en ce qui concerne son ouverture et sa fin, son mode de délation, d'organisation et de contrôle, ainsi que les attributions et la compétence du tuteur, par la loi nationale du mineur.

Art. 2. — Si le mineur n'a conservé dans son pays d'origine aucun domicile et n'y est plus attaché par aucun lien attributif de compétence d'après les lois de ce pays, l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat auquel ressortit le mineur, résidant dans la circonscription où la tutelle s'est ouverte de fait, exerce les attributions conférées par la loi nationale aux autorités tutélaires de l'Etat auquel ressortit le mineur et pourvoit à l'organisation de la tutelle.

Si toutefois dans le cas visé par le précédent alinéa, la personne à qui la loi nationale du défunt confère la tutelle légale ou à qui la tutelle a été conférée par testament ou de toute autre manière valable d'après la loi de l'Etat auquel ressortit le mineur, est domiciliée dans cet Etat, la tutelle est considérée comme ouverte au domicile du tuteur.

Art. 3. — A défaut d'un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat auquel ressortit le mineur dans la circonscription où la tutelle s'est ouverte de fait, la tutelle, dans le cas visé par l'article 2, premier alinéa, est organisée conformément à la loi du domicile par les soins des autorités tutélaires du lieu.

La tutelle, même en ce cas, s'ouvre d'après les dispositions de la loi nationale du mineur et elle prend fin à l'époque et par les causes prévues par cette loi.

Les personnes à qui la loi nationale du défunt confère la tutelle légale ou à qui la tutelle a été conférée par testament ou de toute autre manière valable d'après la loi de l'Etat auquel ressortit le mineur, sont admises à exercer la tutelle nonobstant les dispositions contraires de la loi du domicile.

Art. 4. — La dénomination de tuteur comprend également les subrogés-tuteurs, pro-tuteurs, ainsi que tous ceux qui, d'après la loi des pays contractants, sont chargés de l'exercice de la puissance paternelle, en tout ou en partie, à l'égard des mineurs placés sous tutelle, ou de la surveillance sur es tuteurs.

T. M. C. ASSER.

ANNEXE N° II AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Faillite.

Avant-projet d'une Convention internationale.

Article premier. — La déclaration de faillite, prononcée dans un des Etats contractants par l'autorité compétente d'après la loi de cet Etat, est reconnue et produit ses effets dans tous les autres Etats contractants, sauf l'application des dispositions contenues dans les articles suivants.

Art. 2. — Pour être reconnu et produire ses effets dans un autre Etat que celui où il a été prononcé, le jugement déclaratif de la faillite doit être revêtu dans l'autre Etat de l'*exequatur* accordé par l'autorité désignée par la loi de cet Etat.

Art. 3. — L'*exequatur* est accordé sur une simple requête des syndics, curateurs ou autres administrateurs de la faillite, sous quelque dénomination que ce soit, dûment nommés conformément à la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée ou de toute autre partie intéressée; — en ce dernier cas après que les syndics, curateurs ou autres administrateurs de la faillite auront été entendus ou dûment appelés.

Art. 4. — L'*exequatur* sera accordé si le requérant prouve :

- a. Que le jugement déclaratif de la faillite a été rendu par l'autorité compétente d'après la loi de l'Etat où il a été prononcé ;
- b. Que ce jugement est exécutoire dans cet Etat ;
- c. Que la déclaration de faillite embrasse tous les biens du failli et n'est pas, par conséquent, limitée à une succursale ou à une branche de son entreprise.

L'*exequatur*, toutefois, sera refusé si, d'après la loi de l'Etat où il est requis, les autorités de cet Etat seraient seules compétentes pour prononcer la déclaration de faillite.

Art. 5. — L'ordonnance par laquelle l'*exequatur* est accordé ou refusé, sera

susceptible d'opposition ou d'appel par la voie contentieuse dans les formes et conformément aux règles à établir par la loi de chaque Etat contractant.

L'opposition ou l'appel n'aura pas d'effet suspensif.

L'autorité qui refuse l'*exequatur* peut en même temps ordonner des mesures conservatoires autorisées par les lois de l'Etat où l'ordonnance est rendue.

Art. 6. — L'ordonnance accordant l'*exequatur* ainsi que la déclaration de faillite qui en forme l'objet, doivent être publiées de la manière prescrite par la loi de l'Etat où l'ordonnance a été rendue. L'ordonnance n'opère ses effets qu'après cette publication.

Toutes les autres publications prescrites par la loi de l'Etat où la faillite a été prononcée, doivent également être faites dans les Etats où l'*exequatur* a été accordé, de la manière prescrite par les lois des différents Etats.

Art. 7. — Les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, l'admission des créances, la distribution de l'actif entre les créanciers et en général tout ce qui concerne l'administration et la liquidation de la faillite, y compris le concordat entre le failli et ses créanciers et la réhabilitation du failli, seront réglés par la loi de l'Etat où la faillite a été prononcée.

Les jugements portant homologation d'un concordat ou réhabilitation du failli et en général tous les jugements prononcés pendant et concernant la faillite, par le tribunal dont la déclaration de faillite est émanée, sont exécutoires et produiront leurs effets dans les autres Etats contractants après avoir été revêtus de l'*exequatur* de l'autorité mentionnée à l'article 2.

L'*exequatur* sera accordé si le requérant prouve qu'il s'agit :

a. D'une faillite prononcée par un jugement qui dans le même Etat a obtenu l'*exequatur*;

b. D'un jugement exécutoire dans l'Etat où il a été rendu.

Les dispositions des articles 3, 5, alinéas 1 et 6, seront applicables aux demandes d'*exequatur*, faites en vertu du présent article.

Art. 8. — La faillite prononcée dans un des Etats contractants et reconnue dans d'autres Etats contractants en vertu de la présente convention, sera dans ces autres Etats assimilée aux faillites prononcées dans l'Etat même, en ce qui concerne l'influence qu'elle exerce sur les rapports de droit régis par les lois de ce dernier Etat.

Art. 9. — S'il arrivait qu'après une déclaration de faillite, prononcée dans un des Etats contractants et revêtue de l'*exequatur* dans un autre Etat, le débiteur était encore une fois déclaré en état de faillite avant la liquidation finale de la première faillite, les autorités des Etats contractants refuseront l'*exequatur* à cette seconde déclaration de faillite.

Art. 10. — Les règles concernant la faillite, prononcée dans un des Etats contractants, seront également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de paiement et autres institutions analogues, introduites par les lois des Etats contractants dans le but d'éviter les déclarations de faillite.

Art. 11. — Cette convention sera ratifiée....

Les hautes parties contractantes se communiqueront, après l'échange des actes de ratification, les lois qui régleront l'exécution de la présente convention.

T. M. C. Asser.

ANNEXE N° III AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Procédure civile.

Abstraction faite des règles concernant la compétence judiciaire (dont la conférence aura à s'occuper ultérieurement), c'est surtout par rapport à :

1° La caution *judicatum solvi*;

2° Le *pro Deo* ou l'assistance judiciaire gratuite, que les étrangers ne sont

pas encore assimilés aux régnicoles par les lois sur la procédure civile de la plupart des Etats de l'Europe.

En Italie, seulement. — qu'il soit dit à son honneur, — les lois admettent la parfaite égalité des droits civils entre étrangers et régnicoles, même par rapport à la procédure civile, sans aucune condition de réciprocité ou autre.

Les autres Etats, sans avoir admis, d'une manière absolue, le principe de l'égalité, se montrent toutefois disposés à faire disparaître autant que possible, au moyen de conventions internationales, les dispositions exceptionnelles à l'égard des étrangers.

Les conventions, conclues à cet effet, diffèrent beaucoup entr'elles tant en ce qui concerne la forme et la rédaction, que par rapport au contenu (1).

Souvent le même Etat a appliqué des systèmes différents.

Les Pays-Bas, par exemple, ont conclu avec la Prusse (1822), le Grand-Duché de Hesse (1826) et le Grand-Duché de Luxembourg (1846), des conventions, en vertu desquelles les sujets indigents des Etats contractants sont admis à la jouissance du *pro Deo*, mais sans être dispensés de la caution *judicatum solvi*; — avec l'Italie (1884) une convention qui accorde le droit au *pro Deo*, avec dispense de la caution, et enfin avec la Belgique (1892) une convention qui accorde le droit au *pro Deo* aux ressortissants de chacun des deux pays, qui ont eu, pendant dix-huit mois au moins, leur domicile dans l'autre pays : l'admission au *pro Deo* implique la dispense de la caution *judicatum solvi*.

Par beaucoup d'Etats la dispense de la caution *judicatum solvi* n'est pas stipulée d'une manière expresse dans des traités spéciaux, mais elle résulte de dispositions générales, comme celle par laquelle les Etats stipulent au profit de leurs sujets respectifs le libre accès des tribunaux d'un autre Etat; stipulation qui, d'après la jurisprudence constante des tribunaux français, contient la dispense de la caution.

À l'égard de plusieurs matières spéciales, cette dispense a été expressément stipulée entre plusieurs Etats ou accordée par la loi nationale. D'après l'article 36 de la convention révisée pour la navigation du Rhin, du 17 octobre 1868, il ne peut être exigé aucune caution (à cause de leur nationalité) des étrangers plaidant devant les tribunaux de la navigation du Rhin.

La Convention de Berne sur le transport des marchandises par chemin de fer, conclue le 14 octobre 1890 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Russie et la Suisse, statue que la caution *judicatum solvi* ne peut être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

(Il est à noter que les deux conventions déclarent les jugements rendus dans les procès dont il s'agit exécutoires dans tous les Etats contractants).

D'après la loi néerlandaise du 15 juillet 1869, les émigrants étrangers, plaidant devant les tribunaux des Pays-Bas, sont dispensés de la caution *judicatum solvi*.

En France (Art. 16 du Code Napoléon (et dans plusieurs autres Etats), cette caution ne peut pas être exigée en matière commerciale.

Au point de vue de l'intérêt social, la dispense de fournir caution, accordée pour certaines catégories de procès, ne suffit pas.

Il est temps que la caution *judicatum solvi* disparaisse entièrement.

L'obligation de fournir cette caution constitue une atteinte non justifiée et peu logique en principe à l'égalité de droit entre étrangers et régnicoles : c'est incontestablement une grande entrave au libre exercice du droit d'ester en justice, « non seulement (qu'il me soit permis de répéter ici ce que j'ai écrit en 1875) » (2), à cause des dépôts d'argent, auxquels elle oblige les demandeurs, mais surtout par les lenteurs, qui peuvent être la conséquence du débat

(1) Les différents systèmes sont mentionnés dans l'ouvrage remarquable et très complet de M. Baisini, *Storia di Diritto Civile Internazionale*, 1892, p. 85-123.

(2) *Revue de Droit international*, T. VII, p. 375.

préliminaire auquel elle peut donner lieu, et qui souvent ouvre un vaste champ aux chicanes des défendeurs.

Il est vrai qu'une personne, attaquée en justice par un demandeur insolvable, peut, même en obtenant gain de cause, souffrir un dommage par le fait que son adversaire, condamné aux dépens, n'est pas en état de les payer et soustrait ses biens à l'exécution du jugement.

Mais ce fait peut se produire tout aussi bien quand le demandeur est un compatriote que quand c'est un étranger.

Seulement, — et voilà bien le véritable motif des lois qui imposent aux demandeurs étrangers l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi* — la fortune du demandeur étranger se trouvant le plus souvent dans un autre pays que celui du juge qui a prononcé le jugement, et ce jugement n'étant pas exécutoire, dans la plupart des cas, dans le pays du demandeur étranger, celui-ci pourrait trop facilement se soustraire au paiement des frais des procès intentés par lui-même.

En proposant, pour écarter cet inconvénient, l'adoption du système de l'exécution internationale des jugements, comme mesure d'une application générale, on risquerait de ne pas atteindre le but ou, du moins, de perdre beaucoup de temps.

Mais je me suis demandé si le motif qui fait exiger la caution *judicatum solvi* ne perdrait pas toute sa force, si le jugement rendu sur la demande d'un étranger était déclaré exécutoire dans la patrie du demandeur en ce qui concerne la condamnation du demandeur au paiement des frais et des dommages-intérêts résultant du procès.

Même les Etats qui refusent d'admettre le système de l'exécution des jugements étrangers ou qui ne l'admettent qu'en vertu de conventions spéciales avec un petit nombre d'autres Etats, ne peuvent pas avoir de scrupules quand il s'agit simplement de déclarer exécutoires sur leur territoire des condamnations aux frais du procès et aux dommages-intérêts résultant du procès, prononcées contre celui qui a intenté une action devant le tribunal étranger. Il n'est pas juste que le demandeur même par qui le tribunal étranger a été saisi du procès, puisse après coup se soustraire à l'exécution du jugement en invoquant l'extranéité du juge.

C'est sur cette considération que sont basés les projets concernant la procédure civile (I art. 5, II art. 2, III art. 4).

Les condamnations, toutefois, ne seraient pas *ipso jure* exécutoires en pays étranger, mais comme il est dit dans la dernière partie de ces articles, elles seront « déclarées exécutoires dans l'Etat auquel ressortit l'étranger (1), par l'autorité compétente de cet Etat, mais sans révision du fond de l'affaire ».

Chaque Etat sera donc libre de régler la procédure de l'*exequatur* comme il le juge convenable.

Si ma proposition est adoptée, il s'ensuivra non seulement que la caution *judicatum solvi* disparaîtra sans le moindre inconvénient, mais en même temps que le bénéfice du *pro Deo* pourra dans tous les pays contractants être accordé aux étrangers d'une manière vraiment efficace et sans être dans la plupart des cas rendu illusoire par l'obligation, imposée à l'indigent, de fournir caution.

L'expédient, appliqué dans la Convention récente entre la Belgique et les Pays-Bas (mentionnée ci-haut), ne mérite certainement pas de recevoir une application plus générale. D'abord, ce système refuse le bénéfice du *pro Deo* aux étrangers non domiciliés dans le pays du juge, même si ces personnes (ce qui arrive quelquefois) trouvent le moyen de fournir la caution exigée ou de la faire fournir pour elles. — Ensuite le système est peu logique, puisque les lois qui exigent la caution *judicatum solvi* (comme l'art. 152 du Code de

(1) On pourrait même, sans inconvénient, remplacer dans ces articles les mots : « dans l'Etat auquel ressortit cet étranger » par ceux-ci : « dans les autres Etats contractants ». La stipulation n'en deviendrait que plus efficace.

procédure civile des Pays-Bas et l'art. 16 du Code Napoléon) ne distinguent pas entre les étrangers domiciliés dans le pays du juge et ceux qui n'y ont pas établi leur domicile (1).

Je me suis permis de rédiger trois projets de Conventions, dont le premier règle toute la matière, tandis que les deux autres règlent séparément la caution *judicatum solvi* et le *pro Deo*. Dans ces projets, il est question non seulement des frais du procès, mais également des dommages-intérêts, au paiement desquels le demandeur pourrait être condamné. En effet, la caution *judicatum solvi* sert aussi à garantir le paiement de ces dommages-intérêts, résultant du procès.

T. M. C. ASSER.

Juin, 1894.

ANNEXE N° IV AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Assimilation des étrangers aux nationaux par rapport à la procédure civile.

Avant-Projet d'une Convention internationale.

Article premier. — Les sujets de chacun des Etats contractants seront admis à ester en justice dans tous les autres Etats contractants aux mêmes conditions que les régnicoles.

Art. 2. — Par application de la règle sanctionnée dans l'article premier, les sujets de chacun des Etats contractants, plaidant devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, seront dispensés de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, pourrait, aux termes de la législation de l'Etat où l'action est introduite, être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers.

Art. 3. — Egalement par application de la règle sanctionnée dans l'article premier, les sujets de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, sur le même pied que les nationaux, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Art. 4. — L'autorité chargée de délivrer le certificat d'indigence pourra faire prendre, par rapport à l'état de fortune de l'étranger qui demande l'assistance, des renseignements auprès des autorités de l'Etat auquel celui-ci appartient.

Art. 5. — Les condamnations aux dépens du procès ou au paiement de dommages-intérêts, prononcées dans un des Etats contractants contre un sujet d'un autre Etat contractant, dispensé, en vertu de la disposition de l'article 2, de fournir une caution ou de faire un dépôt, qui, aux termes de la législation de l'Etat où l'action est introduite, eût pu être exigé de lui, en sa qualité d'étranger, pour assurer le paiement de ces dépens ou de ces dommages-intérêts, seront rendues exécutoires dans l'Etat auquel ressortit cet étranger, par l'autorité compétente de cet Etat, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de ces Etats, mais sans révision du fond de l'affaire.

T. M. C. ASSER.

ANNEXE N° V AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Caution *Judicatum solvi*.

Avant-projet d'une Convention internationale.

Article premier. — Les sujets de chacun des Etats contractants, plaidant devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, sont dispensés de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, eût pu, aux termes

(1) V. *Revue de droit international*, T. XXVI, p. 331. (Notice de M. C. D. Asser.)

de la législation de l'Etat où l'action est introduite, être exigé d'eux en leur qualité d'étrangers.

Art. 2. — Les condamnations aux dépens du procès ou au paiement de dommages-intérêts, prononcées dans un des Etats contractants contre un sujet d'un autre Etat contractant, dispensé, en vertu de la disposition de l'article premier, de fournir une caution ou de faire un dépôt, qui, aux termes de la législation de l'Etat où l'action est introduite, eût pu être exigé de lui en sa qualité d'étranger, pour assurer le paiement de ces dépens ou de ces dommages-intérêts, seront rendues exécutoires dans l'Etat auquel ressortit cet étranger, par l'autorité compétente de cet Etat, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de cet état, mais sans révision du fond de l'affaire.

T. M. C. ASSER.

ANNEXE N° VI AU PROCÈS-VERBAL N° I.

Assistance judiciaire gratuite (Pro Deo).

Avant-projet d'une Convention internationale.

Article premier. — Les sujets de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite sur le même pied que les nationaux, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Art. 2. — L'autorité chargée de délivrer le certificat d'indigence pourra faire prendre par rapport à l'état de fortune de l'étranger qui demande l'assistance, des renseignements auprès de l'Etat auquel celui-ci appartient.

Art. 3. — L'admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite en vertu de l'article premier, entraîne de plein droit la dispense de toute caution ou dépôt, qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigée, aux termes de la législation de l'Etat où l'action est introduite, des étrangers plaidant devant les tribunaux de cet Etat, en leur qualité d'étrangers.

Art. 4. — Les condamnations aux dépens du procès ou au paiement de dommages-intérêts, prononcées dans un des Etats contractants contre un sujet d'un autre Etat contractant, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite avec dispense de la caution ou dépôt, qui eût pu être exigé de lui en sa qualité d'étranger pour assurer le paiement de ces dépens ou de ces dommages-intérêts, seront déclarées exécutoires dans l'Etat de cet étranger par l'autorité compétente de cet Etat, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de cet Etat, mais sans révision du fond de l'affaire,

T. M. C. ASSER.

Procès-verbal n° 2. — Séance du 27 juin 1894.

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

Sont présents : MM. Asser, président ; le Baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmics, le Baron d'Anethan, van den Bulcke, Matzen, de Baguer, Oliver y Esteller, Louis Renault, le Comte de Sonnaz, Pierantoni, le Comte de Villers, Beelaerts de Blokland, Feith, Rahusen, le Comte de Tovar, Missir, Schmemann, Annerstedt, Beichmann, Meili et Roguin.

Conformément à ce qui a été décidé hier, M. le Président prie MM. les Délégués de bien vouloir communiquer les observations qu'ils auraient à présenter au sujet des règles insérées au Protocole final de la première Conférence.

M. le Baron de Seckendorff dit ce qui suit :

Avant l'ouverture de la Conférence du mois de septembre 1893, et plus tard en acceptant l'invitation de la Conférence actuelle, le Gouvernement Impérial a déclaré au Gouvernement Néerlandais qu'il n'était pas en état de s'engager en aucun point pendant les travaux législatifs tendant à une codification du droit civil, qui sont entamés actuellement en Allemagne.

Par conséquent, les Délégués d'Allemagne ne sont pas autorisés à déclarer au nom de leur Gouvernement l'adhésion aux règles posées par la Conférence de l'année dernière.

Néanmoins les propositions de la Conférence ont été soumises à un examen, qui a eu pour résultat que les propositions contenues au Protocole final semblent acceptables en principe. Pour la seconde lecture, qui va commencer dès aujourd'hui dans les commissions, nous n'avons qu'à proposer quelques modifications essentiellement de rédaction, que je me réserve de faire connaître à MM. les Présidents des Commissions.

Seulement, par rapport aux dispositions concernant le mariage, j'ai à présenter une objection visant le fond de l'art. 2. On pourrait peut-être examiner la question s'il ne serait pas désirable d'étendre la réserve faite au sujet de l'application de la loi du lieu de la célébration du mariage, en tenant compte dans une mesure plus ample des prohibitions fondées sur le principe de l'ordre moral et de l'ordre public sans admettre toutefois une exception trop vague. J'aurai l'honneur de remettre à M. le Président de la première Commission une proposition formulée en ce sens.

M. le Baron de Haan dit les paroles suivantes :

Je ne suis pas autorisé par mon Gouvernement à faire aucune déclaration. S. E. M. le Ministre de la Justice en Autriche a pris connaissance avec le plus vif intérêt des résolutions de la Conférence.

D'après mon opinion purement personnelle, les dispositions mentionnées sub I seraient acceptables en principe.

Je me permets toutefois de fixer encore l'attention de la première Commission sur les points suivants :

1° Les principes des articles 1 à 5 sont destinés à être appliqués d'une manière générale. Ils seront applicables dans les Etats qui auront adopté les résolutions de la Conférence à tous les individus, donc également aux personnes n'appartenant à aucun de ces Etats contractants, ce qui rendra impossible d'embrasser les différentes législations nationales dont on aura à tenir compte. Il serait peut-être désirable d'énumérer au moins les empêchements de mariage, qui sont communs aux Etats prenant part à la Conférence. Lorsque ces empêchements existent, aucun de ces Etats ne permettra le mariage ni le reconnaîtra comme valable, même si les lois nationales des futurs époux étaient entièrement étrangères aux empêchements en question.

2° On pourrait examiner sur l'article 2 s'il ne serait pas désirable de mentionner d'autres prohibitions que celles concernant les degrés de parenté ou l'alliance et s'il suffit en effet d'adopter seulement ces cas de prohibition.

3° Ne serait-il pas désirable d'accepter le principe d'après lequel sera reconnu partout comme non valable en la forme le mariage qui n'est pas conforme aux conditions des articles 4 et 5 ?

Il semble à M. de Haan que les dispositions sub II et III ne rencontreraient pas de difficultés en Autriche.

Les principes sub IV seraient acceptables, mais devraient être rédigés dans une forme plus précise et plus complète.

M. de Korizmic, délégué de Hongrie, s'exprime en ces termes :

Je n'ai aucune qualité de donner une déclaration quelconque au nom de mon Gouvernement, ma mission, que je tiens de S. E. M. le Ministre de la Justice de Hongrie, consistant simplement à suivre les travaux de la Conférence, y prendre telle attitude que j'aviserai et à présenter ensuite mon rapport sur les résultats de ses travaux.

S. E. M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique, déclare que son Gouvernement adhère en principe aux résolutions adoptées par la Conférence de l'année dernière. Toutefois, par rapport au nouvel avant-projet de programme, il doit faire les mêmes réserves exposées par M. van Cleemputte quant à la faillite.

M. Matzen, délégué de Danemark, dit ce qui suit :

Par rapport au I^{er} paragraphe, Monsieur le Président a déjà mentionné la réserve faite par mon Gouvernement quant à l'introduction de la loi nationale au lieu de la loi du domicile dans la législation de mon pays. Je n'ai rien à y ajouter ni d'autres remarques à faire.

Concernant le II^e et le III^e paragraphe, je suis autorisé à déclarer que la législation danoise sur la procédure entière, civile et criminelle, va être réformée, qu'une commission est chargée de réviser les projets des nouvelles lois, depuis longtemps préparés, que les résolutions de la Conférence, si elles sont généralement approuvées, seront soumises à cette commission et comme elles ne contiennent rien qui soit en désaccord avec les principes sur lesquels seront basés les nouveaux projets, il est tout à fait probable que la commission en tiendra compte et rédigera son projet autant que possible conformément à leur contenu. Ce résultat sera aussi entièrement conforme aux intentions sincères de mon Gouvernement.

Quant au IV^e paragraphe, je me réfère à mes remarques sur les premières résolutions.

M. de Bager, Ministre d'Espagne, fait part qu'il a reçu l'ordre de son Gouvernement de déclarer que l'Espagne adhère en principe aux résolutions adoptées par la Conférence du mois de septembre de l'année dernière qui figurent au protocole final, joint aux actes de la Conférence, signé par MM. les Délégués des Etats qui y étaient représentés.

M. Oliver y Esteller fait observer que l'application de l'article 4 des dispositions concernant les commissions rogatoires rencontrera en Espagne des difficultés, parce que, conformément aux principes de la législation espagnole sur l'organisation judiciaire, aucun juge ou tribunal ne peut renvoyer d'office à une autre autorité judiciaire une affaire quelconque, sur laquelle il se déclare incompétent à raison de la matière (art. 74 de la loi de procédure civile). La déclaration de compétence appartient dans ce cas au juge ou tribunal supérieur commun du juge requis et de l'autorité, qu'on estime compétente sur la demande de la partie intéressée.

Pour éviter toute difficulté, il propose de rédiger l'article 4 dans les termes suivants :

• En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, en obser-

vant les règles de procédure établies dans sa législation pour la solution des conflits de compétence. »

Ensuite, il observe que la rédaction de l'article 3 des dispositions concernant les successions est en contradiction avec l'article 732 du Code civil espagnol.

Suivant l'article 3 du paragraphe IV du Protocole final, la forme des donations et des testaments est réglée par la loi du lieu où ils sont faits, sauf deux exceptions, savoir : la première, relative au cas où la loi nationale du disposant exige, comme condition substantielle, que l'acte ait une forme déterminée ; la seconde, relative au cas où les testaments sont reçus par les agents diplomatiques ou consulaires de la nation, alors que l'art. 732 du Code Espagnol autorise les Espagnols de faire un testament olographe d'après la forme établie dans le même Code sans l'obligation du papier timbré, même si cette forme de testament n'est pas reconnue par les lois du pays où se trouve le disposant.

En conséquence, il propose une nouvelle rédaction du dit article 3, pour mettre en accord les résolutions de la Conférence avec la loi espagnole :

« Art. 3. — La forme des testaments et des donations est réglée par la loi du lieu où ils sont faits.

Néanmoins, lorsque la loi nationale du disposant l'autorise expressément à tester à l'étranger dans une forme déterminée ou si elle l'exige comme condition substantielle, le testament ou la donation, faits dans ces formes, seront valables partout.

De la même manière sont valables, en la forme, les testaments des étrangers s'ils ont été reçus, conformément à la loi nationale du testateur, par les agents diplomatiques ou consulaires de sa nation. »

M. Renault, délégué de France, annonce qu'il sera fait par les délégués de France des réserves qui seront ultérieurement précisées.

M. le Comte de Sonnaz, Ministre d'Italie, est autorisé à déclarer que le Gouvernement du Roi n'a aucune objection à approuver les règles tracées dans le protocole final de la Conférence de Droit International privé, qui s'est réunie à La Haye au mois de septembre dernier. La plus grande partie de ces règles contiennent les principes qui, déjà depuis trente ans, forment les lois de l'Etat dans le Royaume d'Italie ; les autres, et elles ne sont pas nombreuses, ne sont que des corollaires déjà admis par notre jurisprudence.

L'Italie doit par conséquent voir avec plaisir et satisfaction comment le mouvement qui, dans le champ du Droit International privé, est né dans l'Ecole Italienne, a pu gagner à sa cause presque tous les Etats de l'Europe.

Comme développement de la déclaration lue par son collègue, M. le Comte de Sonnaz, M. Pierantoni déclare que le Gouvernement Italien a donné sa pleine adhésion aux règles fixées dans la première Conférence, ces règles donnant moins que les dispositions du droit positif du Royaume. Il ne faut pas perdre de vue que le Code Italien contient un chapitre spécial sur cette matière, à savoir le chapitre V, ayant pour titre : « Du Mariage des étrangers dans le Royaume ». Par l'article 102, le législateur italien reconnaît que la loi étrangère régit la capacité ; mais il ajoute que même l'étranger qui désire contracter mariage en Italie doit se sou-

mettre, en ce qui concerne les empêchements, aux dispositions législatives applicables au mariage entre Italiens (Voir les articles 56, 57, 58, 60, 61, 62, C. c.).

La famille étant la base de la société, sa formation d'ordre public, et l'épouse devenant par le mariage citoyenne italienne, on comprend la règle de soumission. On voit donc que la législation italienne établit déjà des interdictions prévues par l'article 2 du Protocole final.

L'article 3 contient une déclaration que la jurisprudence italienne a déjà admise. L'article 303 du Code oblige l'étranger qui veut contracter mariage, à présenter une déclaration de l'autorité compétente du pays, dont il est le ressortissant, attestant que, d'après la loi nationale, il n'y a pas d'empêchement à la célébration.

Plusieurs Etats ne possèdent pas d'actes de l'état civil et ont encore le mariage confessionnel. L'article 3, en admettant tout autre mode jugé suffisant par l'autorité locale, a entendu faciliter la célébration. Dans un cas spécial qui s'est présenté à Rome, on a par exemple accepté le système des actes notariés rédigés sur le témoignage de quatre concitoyens de l'étranger.

Il déclare quant au III^e paragraphe que la Conférence devrait étudier un système pour acquérir la preuve des lois étrangères. A l'époque où le droit étranger était reçu par courtoisie (*comitas gentium, ob mutuam utilitatem*), on pouvait comprendre la règle que la preuve des lois étrangères était considérée comme un *quid facti*, dont la preuve était déferée aux parties en cause et à leurs avoués. Mais du moment que, sur l'exemple du droit italien, la loi étrangère devient obligatoire pour les magistrats, on doit éviter les inconvénients qui dérivent de l'ancienne règle. En Italie, il y a cette contradiction, que bien que la preuve de la loi étrangère est considérée comme un *quid facti* en première et deuxième instance, la Cour de cassation est obligée, le cas échéant, à en déclarer la violation.

M. le Comte de Villers, délégué du Luxembourg, fait la déclaration que voici :

Le Gouvernement Grand-Ducal n'a pas pris et ne peut pas encore prendre d'engagement précis. Aussi n'ai-je pas d'instructions positives. Néanmoins, mon Gouvernement accompagne de ses vœux et suit avec sympathie les travaux de la Conférence. J'ai la conviction que, quand ces travaux auront abouti au point de pouvoir faire l'objet d'un traité international, le Grand-Duché s'empressera d'adhérer aux résolutions de la Conférence. La chose lui sera d'autant plus facile que sa législation est, sinon identique, du moins presque identique (quant aux matières que nous examinons actuellement) à celles des pays de l'ouest de l'Europe, savoir : la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Grand-Duché de Bade, etc.

Je n'ai pas d'observations personnelles à présenter à l'encontre du premier projet, qui du reste n'a rien de contraire aux principes de notre législation.

M. le Président déclare que le Gouvernement des Pays-Bas accepte en principe les résolutions de la I^{re} Conférence, comme il en a déjà fait part aux Gouvernements ici représentés.

M. le Comte de Tovar, Ministre du Portugal, n'a pour le moment

aucune communication à faire à la Conférence de la part de son Gouvernement. Il est seulement chargé de le tenir au courant des travaux de la Conférence, travaux qui lui inspirent le plus vif intérêt.

M. Missir, s'exprime en ces termes :

Le Gouvernement de Roumanie est disposé d'accepter dans sa législation les résolutions de la Conférence de La Haye. Empêché par des circonstances imprévues d'apposer ma signature au Protocole de la première Conférence, je déclare être prêt à le signer, ayant une seule réserve de fond à faire relativement aux successions.

En ce qui concerne le mariage :

J'ai une observation à faire relativement à l'art. 5.

Les mariages célébrés par les agents diplomatiques et consulaires entre leurs nationaux, valables d'après la loi nationale des parties, sont actuellement exposés à être déclarés nuls dans le pays où ils ont été célébrés et partout ailleurs, étant donné qu'aucune loi interne ne reconnaît la qualité d'officier civil aux agents étrangers.

A ceci on veut remédier. On veut faire reconnaître cette qualité par tous les Etats dont les législations interdisent d'une manière expresse et formelle aux agents étrangers de célébrer des mariages même pour leurs ressortissants.

Mais l'art. 5, qui a eu en vue cette réserve, s'exprime néanmoins dans des termes si généraux, qu'ils rendent la règle qu'il devrait établir complètement inapplicable.

Dans l'état actuel des choses, toutes les législations s'opposent à ce que les agents étrangers célèbrent des mariages. Par conséquent, la validité de pareils mariages ne serait nulle part assurée.

Comme aucune législation ne contient des prohibitions formelles à ce que les agents étrangers soient empêchés de célébrer le mariage de leurs nationaux, je suis d'avis qu'il y aurait lieu de supprimer complètement la restriction finale de l'article.

En ce qui concerne les successions :

Tout en reconnaissant le principe de l'unité de la succession sous le régime de la loi personnelle comme un progrès scientifique, que les différentes législations devront accepter, je suis en même temps obligé de déclarer que le Gouvernement de la Roumanie ne croit pas pouvoir l'admettre quant à présent. Des considérations d'ordre et de droit public nous empêchent de soumettre les immeubles aux lois personnelles des parties. Je ne puis donc que m'approprier les réserves qui ont été déjà faites à ce sujet par MM. les Délégués de la France, de la Russie et de la Hongrie à la séance du 26 septembre de l'année passée.

M. Schmemmann, délégué de Russie, tout en assurant que l'œuvre de la Conférence a toute la sympathie de son Gouvernement, n'est pas autorisé à faire une déclaration en son nom.

M. Annerstedt, délégué de Suède, est heureux de constater que la jurisprudence suédoise est conforme à la plus grande partie des résolutions prises l'année dernière par la Conférence de droit international privé ; mais il doit déclarer que le Gouvernement suédois n'a pris jusqu'à présent aucune décision définitive sur ces résolutions.

M. Beichmann, délégué de Norvège, déclare : Je n'ai pas de mandat de la part de mon Gouvernement de faire aucune déclaration quant à ses intentions à l'égard des résolutions de la première Conférence, à laquelle la Norvège n'était pas représentée. Cependant, je peux dire qu'elles seront certainement soumises à un examen sérieux. Quant aux observations personnelles, que je pourrais avoir à faire à l'égard des résolutions, je peux me borner à les communiquer aux commissions. Seulement, quant au projet relatif au droit de succession, je crois devoir donner mon adhésion aux réserves faites par M. le Délégué de Danemark à la première Conférence. En Norvège comme en Danemark, les relations personnelles sont à présent régies par la loi du domicile, et je ne crois pas que nous serons très disposés à échanger ce système contre celui proposé par la Conférence.

M. Meili, délégué de Suisse, dit que le Gouvernement Fédéral a soumis les dispositions figurant au Protocole final à un examen approfondi, à la suite duquel il a chargé ses délégués de déclarer :

Que le Conseil Fédéral considère les propositions relatives au mariage, à la transmission des actes et aux commissions rogatoires comme pouvant faire l'objet d'une convention internationale à laquelle la Confédération Suisse n'aurait aucune difficulté à se rallier ;

Que, par contre, le Gouvernement Fédéral estime que le projet relatif au droit de succession ne pourrait servir de base à une convention internationale ;

Quant aux dispositions relatives à la forme des actes contenues dans les procès-verbaux, le Conseil Fédéral, les considérant comme ayant une valeur presque exclusivement théorique, n'a pas chargé ses délégués de faire une déclaration quelconque à cet égard.

M. Meili ajoute encore quelques observations personnelles.

1° Il prie les différentes commissions d'examiner la question si, dans les diverses branches du droit civil international, il n'y a pas moyen de mettre en harmonie les deux principes de la loi nationale et du domicile. Quant aux successions, il renvoie de nouveau, ainsi qu'il l'a fait l'année passée, à l'article 22 de la loi suisse sur les rapports de droit civil des ressortissants suisses, établis ou en séjour en Suisse. On pourrait peut-être partir de la loi nationale, mais accorder la faculté de soumettre la succession à la loi du domicile.

2° Il y a des doutes, s'il faut vraiment accepter l'article 3 des « Dispositions concernant les successions ». Est-ce qu'il ne serait pas plus logique et plus juste de dire que les testaments sont valables partout, quand on a observé les formalités requises par la loi où l'acte a été dressé ?

3° Il lui semble de rigueur de régler dans les différentes matières civiles la question de la juridiction compétente.

Afin de permettre à MM. les Délégués de s'entendre sur l'heure à laquelle ils se réuniront en commissions, la séance est suspendue pour un quart d'heure.

Après la réouverture de la séance, M. Legrand, Ministre de France, ayant rejoint la Conférence, prononce le discours suivant :

Comme représentant du Gouvernement de la République Française, je

saisis la première occasion qui m'est offerte pour remercier Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, ainsi que mes collègues de Belgique et d'Italie, des paroles si profondément sympathiques qu'ils ont prononcées dans cette enceinte au sujet de l'assassinat de Monsieur le Président Carnot.

Je vous remercie, Messieurs, d'avoir bien voulu vous y associer et d'avoir levé votre séance en signe de deuil.

Cette démonstration d'une Conférence, où toute l'Europe continentale est représentée, sera pour notre douleur patriotique une consolation précieuse. Elle atteste l'unanimité des sentiments qu'inspire cet horrible attentat. Les auteurs de pareils forfaits n'appartiennent à aucun pays ; toutes les nations sont d'accord pour les réprouver et les flétrir.

M. le Président tient à réitérer en présence de M. le Ministre de la République Française l'expression de toute la sympathie de la Conférence en cette occasion.

M. le Président prie la commission qui a bien voulu se charger hier de procéder à un examen quant à la meilleure méthode à suivre pour la composition des procès-verbaux, à faire connaître le résultat de leurs délibérations.

Au nom de la commission, M. Beeckmann dit ce qui suit :

Au nom de mes collègues, MM. de Korizmics, Matzen et Meili, comme au mien, j'ai l'honneur de vous faire rapport sur les modifications à apporter à la tenue des procès-verbaux.

Une première idée commune a surgi, c'est l'hommage à rendre au zèle intelligent des secrétaires. Les objections que nous présentons ne visent que le système.

Une autre idée a dominé, c'est l'importance de conserver à nos discussions le caractère de spontanéité et de liberté qui les a marquées jusqu'ici.

Nos procès-verbaux sont analytiques. Ils donnent le texte des propositions faites et les résolutions prises. Ils cherchent, en outre, à donner la substance des observations présentées.

C'est là qu'ils sont forcément incomplets et incorrects. Il est très difficile, sinon impossible, dans une réunion comme celle-ci, de saisir au vol la portée exacte de toutes les paroles prononcées et de les résumer à l'instant dans une formule concise. Il ne faut pas oublier non plus que la plupart d'entre nous parlent une langue qui ne leur est pas usuelle et qu'ainsi leurs improvisations sont, en général, très brèves et bien souvent d'une forme qui n'est pas adéquate à la pensée. Les secrétaires ne saisissent donc pas tout ce que dit ou veut dire un orateur, ou le saisissent inexactement. Cela arrive surtout quand la discussion tourne au colloque.

Le résultat, c'est un procès-verbal intermittent, qui ne reproduit que quelques traits épars de la physionomie du débat, qui y laisse des trous.

L'importance respective des observations et leur lien échappent. Le développement de la discussion devient difficile à apprécier.

C'est inhérent au compte-rendu analytique. Il ne saurait être autre, à moins d'être fait sur la sténographie, dont il devient alors le résumé.

L'outillage sténographique manque, et nous ne croyons pas qu'il y ait à le regretter. Le compte-rendu sténographique a sa raison d'être dans des

Assemblées parlementaires où l'on parle moins pour ses auditeurs immédiats que pour ceux du dehors. Ici, nous parlons les uns pour les autres ; nous éclairons et nous déterminons les votes. La sténographie aurait dès lors des inconvénients majeurs.

La perspective de voir couler en bronze, *ad perpetuam rei memoriam*, chacune des idées qui germe dans le cerveau et qui éclot au bout des lèvres, au cours d'une discussion, est de nature à stériliser la pensée et à sceller la bouche.

Celle-ci n'osera plus s'ouvrir que pour des discours médités, préparés, récités et qui, sans que l'orateur lui-même s'en doute, cherchent l'effet.

Cela peut convenir à des congrès publics, plus académiques que pratiques, où les orateurs se succèdent sans se répondre, d'après un rôle d'inscription, cela ne peut cadrer avec une conférence privée. Les idées doivent y jaillir nombreuses, spontanées et rapides, s'indiquer plus que se développer, s'exprimer comme elles viennent, de façon à produire vraiment le choc d'où jaillit la lumière.

Cette méthode nous a réussi l'année dernière ; elle s'est imposée d'elle-même par le caractère privé et cordial de la réunion ; il importe, pensons-nous, d'y persister. Une intimité discrète doit inciter chacun de nous à soumettre, sans scrupule, toutes les observations que la réflexion ou la discussion lui suggèrent, comme en conversation, sans être entravé par les difficultés de la langue, ni par la crainte qu'une opinion souvent fugitive accuserait un dissentiment entre co-délégués d'un même Etat ou créerait une responsabilité scientifique.

La conclusion, c'est que nous écartons à la fois le compte-rendu sténographique et le compte-rendu analytique, l'un parce qu'il est trop exact, l'autre parce qu'il ne l'est pas assez. Nos préférences, eu égard à la situation, vont donc forcément au compte-rendu sommaire, qui se bornerait à l'indication des propositions ou motions écrites, des noms des membres qui ont pris part à la discussion de chacune de celles-ci, et enfin des résolutions de l'assemblée plénière.

Ainsi conçu, le procès-verbal échappe aux objections inévitables du compte-rendu analytique que chacun est toujours tenté de trouver trop court en ce qui le touche et trop long en ce qui touche les autres. Il laisse en même temps à la pensée de la Conférence, la seule qui importe dans l'œuvre impersonnelle qu'elle poursuit, son expression intelligible et nécessaire. Celle-ci, en effet, se découvre complète, d'une part, dans les rapports des commissions qui reflètent les idées échangées, les conclusions arrêtées et les réserves faites, et d'autre part, dans les propositions formelles et écrites faites en séance plénière. Rien n'empêcherait, au surplus, lorsque la discussion générale aurait abouti à un changement notable dans les propositions d'une commission, que le rapporteur résûmât brièvement, dans une note à insérer au procès-verbal, les observations qui ont amené le résultat. M. Renault nous a donné à cet égard, l'année dernière, un exemple qui pourra être utilement suivi.

Il nous reste à nous excuser des développements que nous avons donnés à cet objet d'importance relative. C'est le propre de la Conférence de ne pouvoir toucher à une question sans la grandir. Nous avons cherché à nous inspirer de son esprit.

MM. Roguin, Legrand, Rahusen, Renault, de Sonnaz et Pierantoni ne peuvent pas se ranger aux propositions de la commission. Ils sont d'avis que pour éclairer le public, spécialement ceux qui n'ont pas pris part à la Conférence, un développement des résolutions prises est désirable et que, tandis que la manière proposée par la commission serait un peu sèche, un compte-rendu analytique, tel qu'il en a été donné de la première Conférence, est à préférer.

Après que M. Beeckmann a soutenu les conclusions de son rapport, on finit par tomber d'accord pour continuer le système adopté l'année dernière.

M. Beelaerts van Blokland donne en considération aux commissions de présenter autant que possible les résultats de leurs travaux dans la forme de projets de convention.

La prochaine séance plénière, fixée au vendredi 29 juin, s'occupera du travail de révision des résolutions du Protocole final de la première Conférence.

La séance est levée à midi et demie.

Procès-verbal n° 3. — Séance du 29 juin 1894.

La séance est ouverte à 3 heures 1/4.

Sont présents : MM. Asser, Président ; le baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmies, le baron d'Anethan, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Baguer, Oliver y Esteller, Legrand, Louis Renault, le comte de Sonnaz, Pierantoni, le comte de Villers, Beelaerts de Blokland, Feith, Rahusen, le comte de Tovar, Missir, de Martens, Schmemann, Annerstedt, Beichmann, Meili et Roguin.

M. le Président souhaite la bienvenue à Son Excellence M. de Martens et le prie de bien vouloir présider la deuxième Commission, qui s'occupe des successions et des testaments.

Ayant donné suite à la demande de M. le Comte de Sonnaz de présenter à Sa Majesté la Reine-Régente les hommages respectueux de la Conférence, M. le Président donne lecture du télégramme par lequel Sa Majesté remercie MM. les Délégués pour les sentiments exprimés et leur fait parvenir ses meilleurs vœux pour que leurs travaux soient couronnés de succès.

M. le Président propose de mettre à l'ordre du jour les amendements de la troisième Commission, concernant les n°s 2 et 3 du Protocole final, et prie M. le Baron de Seckendorff d'en développer verbalement les motifs.

M. le Premier Délégué d'Allemagne s'étant acquitté de cette tâche, M. Van den Bulcke demande la remise de la discussion, jusqu'à ce que le rapport de la troisième Commission ait été imprimé et distribué.

M. Beeckman fait observer que personnellement il n'a aucune objection à la discussion immédiate, mais que certains membres lui ont fait part de l'utilité de ne discuter qu'après la publication du rapport et après avoir eu le temps de la réflexion.

La Conférence se rallie à cette proposition. Néanmoins M. le Président croit utile de procéder à un échange de vues provisoire sur les amendements.

M. Pierantoni demande si par le mot « nationaux » à l'art. 4, n° 3 du n° II du Protocole final, on comprend aussi les « protégés ». Il voudrait écarter des mots qui pour la signification juridique pourraient être moins clairs.

M. le Président fait observer que dans le cas où le premier amendement de la Commission serait accepté, le mot « nationaux » viendrait à disparaître.

M. Rahusen tient à fixer, dès maintenant, l'attention de la Conférence sur la grande portée du premier amendement concernant le n° III du Protocole final, par lequel, s'il était accepté, la charge des preuves serait renversée par rapport à l'authenticité des Commissions rogatoires.

Au sujet du dernier alinéa du même amendement, une discussion s'engage entre MM. Pierantoni, de Seckendorff et Beeckman, quant à la meilleure méthode à suivre pour la transmission d'actes judiciaires et spécialement quant à l'utilité et à la portée des mots : « souveraineté et sécurité de l'Etat. »

La prochaine réunion est fixée à mardi 3 juillet, à 3 heures.

La séance est levée à 4 heures.

Procès-verbal n° 4. — Séance du 3 juillet 1894.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : MM. Asser, Président ; le baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmics, le baron d'Anethan, van Cleemputte, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Baguer, Olivier y Esteller, Legrand, Louis Renault, le Comte de Sonnaz, Pierantoni, le comte de Vilers, Beelaerts de Blockland, Feith, Rahusen, le comte de Tovar, Missir, de Martens, Schmemmann, Annerstedt, Beichmann, Meili et Roguin.

M. le Président met à l'ordre du jour le rapport de la première Commission (1) sur les dispositions concernant le mariage, admises par la Conférence de septembre 1893.

A la discussion sur l'art. 1, M. Rahusen demande si la rédaction proposée est assez complète et s'il ne serait pas désirable d'ajouter après la phrase « si la loi nationale le permet », les mots « ou le requiert » ; le cas n'étant pas impossible où des législations exigent pour le mariage de leurs nationaux à l'étranger l'application de la loi du lieu de la célébration.

M. Renault estime qu'une disposition législative comme l'entend M. Rahusen n'est pas impossible, bien que non vraisemblable. C'est pour cette raison que la Commission n'a pas cru nécessaire de prévoir cette éventualité.

(1) Voir annexe I.

M. Beeckman observe que dire « si la loi nationale le permet » comprend *a fortiori* le cas où la loi nationale l'exige.

M. Roguin aurait préféré la formule de l'année dernière, mais n'a pas d'objection absolue contre l'admission de la rédaction proposée, car tout le monde est d'accord sur la portée de la disposition. Il s'agit de sauvegarder l'application de la constitution et de la législation suisses, aux termes desquelles les mariages contractés par des Suisses à l'étranger, contrairement peut-être aux dispositions de la loi fédérale en matière d'empêchements, mais conformément à la loi matrimoniale étrangère, doivent être reconnus comme valables en Suisse. Il constate que ce principe du droit suisse ne sera en aucune façon atteint par la disposition proposée.

La nouvelle rédaction de l'art. 1, proposée par la Commission, est adoptée.

On procède à la discussion de l'art. 2.

M. le baron de Seckendorff reprend l'amendement proposé à la première conférence par la Délégation belge et rédigé comme suit :

Art. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui serait contraire à ses dispositions concernant :

1° La nécessité de la dissolution d'un mariage antérieur ;

2° Les degrés de parenté ou d'alliance, pour lesquels il y a une prohibition absolue ;

3° La prohibition absolue de se marier édictée contre les coupables de l'adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissout (1).

M. van den Buleke appuie, au nom de la Délégation belge, l'amendement de M. le baron de Seckendorff, qui est conforme à la proposition faite par lui l'année dernière et repoussée alors par la Conférence.

M. Pierantoni pose la question si un jugement pour cause d'adultère est nécessaire et fait ressortir les grands inconvénients qui pourraient résulter d'une application en dehors d'un jugement. M. le baron de Seckendorff répond que les mots « à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissout » impliquent nécessairement l'existence d'une sentence judiciaire.

M. Pierantoni ne saisit pas bien la portée des mots « peut interdire », qui, selon lui, constitueraient un empiètement sur la souveraineté des législateurs des différents Etats.

M. le Président dit qu'il faut considérer l'art. 2 en rapport avec l'art. 1 — l'art. 1 pose la règle et l'art. 2 y constitue une dérogation.

M. Renault observe que les principes fixés l'année dernière n'ont pas rencontré de difficultés et il demande en conséquence de les maintenir. Le principe de la prédominance de la loi nationale a été adopté à l'art. 1, mais pour certains cas spécifiés à l'art. 2, le pays de la célébration peut édicter les prohibitions qu'il juge nécessaires.

M. le baron de Haan réitère l'observation qu'il a faite dans la séance du 27 juin dernier. Il estime que l'art. 2 est d'un côté trop restreint et d'autre part trop vague en vue de l'application générale à laquelle cet article devra donner lieu.

M. Renault proteste contre la manière de voir de M. le Délégué d'Autri-

(1) Voir Actes de la Conférence de la Haye, de 1893, 1^{re} partie, p. 41.

che, d'après laquelle les pays contractants seraient obligés d'appliquer les règles adoptées même aux sujets des Etats non signataires.

L'amendement de M. le baron de Seckendorff est mis au vote et adopté à l'unanimité, à l'exception de la Suisse qui a voté contre et de l'Italie qui s'est abstenue.

M. Pierantoni dit que les Délégués italiens se sont abstenus de voter l'amendement parce qu'ils déclarent que d'après le système du Code civil italien tous les empêchements d'ordre public fixés par la loi étrangère sont reconnus. Il donne communication de l'art. 103 dudit Code, ainsi conçu : « L'étranger qui veut contracter mariage dans le royaume, doit présenter à l'officier de l'état civil une déclaration de l'autorité compétente du pays auquel il appartient, constatant que, d'après les lois dont il dépend, rien ne s'oppose au mariage projeté. » Il ajoute, qu'en tout cas, son objection ferait surgir une question judiciaire à décider d'après l'art. 12 du Code.

Les art. 3 et 4 n'ont pas rencontré d'objection et sont adoptés.

A l'art. 5, M. le Président fait observer que, bien que la Commission ait répondu à l'objection de M. Missir, il y aurait lieu de donner satisfaction dans une certaine mesure à M. le Délégué de Roumanie, et, afin d'enlever tout doute, propose d'ajouter aux mots « ne s'y oppose pas » le mot « expressément ».

MM. de Seckendorff et Renault pensent que, pour les motifs indiqués dans les rapports, il y a lieu de maintenir la rédaction admise l'année dernière. L'amendement est rejeté à l'unanimité, à l'exception de la Roumanie et de la Russie qui ont voté pour et des Pays-Bas et de la Suisse qui se sont abstenus.

Conformément aux observations faites par M. Beichmann au sein de la première Commission (1), il propose d'ajouter à l'art. 5 une disposition ultérieure, conçue en ces termes : « 2° Le mariage religieux célébré en pays étranger entre des parties ressortissantes d'un même Etat, conformément à la loi de cet Etat, si toutefois la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas. »

M. van den Bulcke fait observer que l'amendement de M. Beichmann est contraire aux dispositions de la constitution belge, qui prescrit que le mariage civil doit toujours précéder la célébration religieuse. La Délégation belge regrette donc de ne pouvoir l'appuyer.

M. Beichmann répond que si la législation de certains pays s'oppose à l'application de sa proposition, il se peut toutefois que les législations d'autres pays le permettent.

L'amendement, après avoir été appuyé par M. Matzen, est mis aux voix. Ont voté pour : l'Autriche, le Danemark, l'Italie, la Russie, la Suède et la Norvège. Ont voté contre : l'Allemagne, la Hongrie, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Roumanie, tandis que l'Espagne et la Suisse se sont abstenues. L'amendement est donc rejeté.

M. Beelaerts de Blokland se permet de faire ici une remarque générale.

(1) Voir Rapport de la première Commission, *in fine*.

D'après sa manière de voir, les articles votés ne peuvent faire que l'objet d'une convention entre des Etats qui se sont concertés à cet égard. Ils ne peuvent jamais être insérés simplement dans les Codes des divers Etats. (Voir le motif exposé à page 2 du rapport de la Commission, lequel s'oppose au droit d'adhésion de tout autre Etat qui en exprimerait le désir, sans le consentement unanime de tous les Etats signataires).

M. Legrand, pour faire connaître les réserves qu'il avait annoncées, fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française a témoigné l'intérêt qu'il prenait à l'œuvre entreprise par le Gouvernement néerlandais en se faisant représenter à la Conférence du mois de septembre dernier et en acceptant la nouvelle invitation qu'il a eu l'honneur de recevoir. Mais il entend réserver toute sa liberté d'appréciation au sujet des résolutions qui ont été ou qui seraient formulées. Ces résolutions, tout en offrant des éléments précieux pour l'étude des questions auxquelles elles s'appliquent, ainsi que pour la préparation des lois intérieures ou des traités, ne sauraient en aucune manière engager le Gouvernement de la République ni faire préjuger la solution à laquelle il s'arrêtera, le jour où il s'agirait de prendre une décision. »

On procède à la révision des nos II et III (Questions de Procédure civile) du Protocole final, qui ont fait l'objet du rapport de la troisième Commission (1).

Tous les amendements proposés par la Commission sont adoptés sans discussion. Le rapporteur déclare que la Commission n'a pas voulu modifier les mots : « porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité » pour les raisons indiquées dans le rapport de l'année passée.

M. Pierantoni fait la déclaration suivante :

« Je remercie la troisième Commission et personnellement M. le baron de Seckendorff du nouvel examen apporté sur les expressions « porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité », qui se trouvent dans les dispositions concernant les Commissions rogatoires. Après que le Gouvernement italien avait approuvé sans réserve les dispositions adoptées l'année dernière, je n'aurais pas fait d'observations si le Président n'avait pas invité les Délégués à reviser lesdites dispositions. Je me permis de soulever la question parce que l'ancien Délégué technique italien, qui devait faire partie de la Commission, ne se trouva pas présent à la discussion du projet, faite à la séance du 26 septembre 1893. Du reste, la deuxième partie des Actes de la Conférence, à la page 69, contient le texte du *Code de Procédure italienne* sur les Commissions rogatoires. Par ces dispositions, les actes des autorités judiciaires étrangères concernant audition de témoins, expertises, serments, interrogatoires ou autres actes d'instruction, doivent être soumis à la décision du pouvoir judiciaire, après que le Ministère public a été entendu, soit que la requête soit faite par voie diplomatique, soit par la partie intéressée. Lorsqu'il s'agit de citations à comparaitre devant des autorités étrangères ou de simples notifications d'actes provenant de pays étrangers, la permission est toujours donnée par le Ministère public. Je ne vois donc pas la possibilité que des actes transmis par voie diplomatique et qui doivent être remis à un huissier, ou des citations pour

(1) Voir Annexe II.

des intérêts privés rédigées dans la forme des actes de procédure ou des actes notariés, puissent servir à la propagande d'écrits anarchiques ou immoraux et porter atteinte à la constitution ou à la tranquillité de l'Etat requis. Pour ces motifs, j'avais désiré un amendement. Mais je constate le bon succès de mon objection qui a eu l'effet de provoquer la déclaration que, dans l'esprit de la Conférence, on veut faire une large place à la notification des actes d'Etat à Etat. »

La séance est levée à 4 heures 1/2, et la prochaine réunion fixée à jeudi 5 juillet, à 3 heures.

ANNEXE N° I AU PROCÈS-VERBAL N° IV.

Rapport de la première commission (1) sur les dispositions concernant le mariage, admises par la conférence de septembre 1893.

La Commission a eu le plaisir de constater qu'aucune objection de quelque gravité n'avait été faite aux résolutions arrêtées par la Conférence de l'année dernière. Personne ne propose de remettre en question les principes généraux qui ont été admis. Seulement, sur divers points, on a présenté des observations ou des critiques de détail. La Commission va les indiquer et les apprécier en faisant remarquer qu'elle n'a pas exclusivement tenu compte de ce qui a été dit au sein de la Conférence; elle a été heureuse de constater qu'au dehors on s'était intéressé aux résolutions de la Conférence de l'année dernière et de profiter de cette collaboration volontaire.

Art. 1. — Dans l'étude remarquable qu'a mentionnée notre honorable Président, dans son discours d'ouverture, M. le professeur Lainé a soumis à une critique pénétrante la formule admise l'année dernière (2). Il lui a semblé que la Conférence s'était écartée de l'idée même qui avait été admise par la Commission comme point de départ de son avant projet et qu'elle avait exagéré la portée de certaines lois étrangères. Voici ce dont il s'agit : La Conférence a bien posé le principe que le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux; mais elle n'a pas voulu admettre le principe d'une manière trop absolue. Elle a tenu compte de ce fait que certaines législations, dans le but de faciliter le mariage, admettent que leurs nationaux se marient conformément à la loi du pays où ils se trouvent et déclarent qu'elles reconnaîtront la validité du mariage célébré dans ces conditions (loi fédérale suisse de 1874, art. 25 et 34). Si donc le mariage de deux Suisses, célébré en dehors de la Suisse, est conforme à la loi du pays de la célébration, il sera tenu pour valable en Suisse quand même il serait en désaccord avec telle ou telle prescription de la loi intérieure suisse. Est-ce que dans les autres pays, spécialement dans le pays de la célébration, on va contester la validité de ce mariage en se prévalant de la loi nationale des futurs époux? La Conférence a pensé l'année dernière que ce serait tout à fait excessif et nous estimons qu'elle a eu pleinement raison. M. Lainé ne le conteste pas, mais il pense que le texte arrêté est équivoque en ce sens qu'on pourrait en conclure que, dans le cas prévu, la loi nationale est tout à fait écartée de sorte que la loi du domicile ou du lieu de la célébration s'imposerait aux époux. Il établit très bien que la loi suisse notamment ne saurait avoir cette portée; elle n'impose pas à ses nationaux à l'étranger l'observation de la loi du domicile ou du lieu de la célébration; elle leur permet seulement de se placer sous la protection de cette der-

(1) La Commission se compose de MM. Renault, délégué de France, président et rapporteur; van den Bulcke, délégué de Belgique; Oliver y Esteller, délégué d'Espagne; Beelaerts van Blokland, délégué des Pays-Bas; et Meili, délégué de Suisse.

(2) La Conférence de La Haye, relative au droit international privé, p. 37-42.

nière loi en leur garantissant que leur mariage célébré de cette manière sera reconnu en Suisse. Il serait en effet déraisonnable qu'un mariage contracté par des Suisses conformément à leur loi nationale et en désaccord avec la loi de leur domicile ne fût pas tenu pour valable en Suisse et ailleurs. La Commission admet pleinement les conclusions de M. Lainé; elle estime que la Conférence de l'année dernière n'a pas voulu dire autre chose; elle reconnaît toutefois que le texte peut présenter une certaine ambiguïté et qu'il y a lieu de le rectifier non pour changer le principe, mais pour mieux en faire comprendre la véritable portée. M. Lainé suggère la rédaction suivante: « Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux. Toutefois, « s'il existe dans la législation nationale de chacun des futurs époux une disposition concernant le conflit des lois qui permette l'application soit de la loi « du domicile, soit de la loi du lieu de la célébration, le mariage conforme à « l'une ou l'autre de ces dernières lois ne devra nulle part être considéré « comme nul. » La Commission, tout en partageant l'idée ainsi exprimée, a trouvé cette formule un peu trop abstraite. Elle propose la rédaction suivante pour la première phrase de l'art. 1: « Le droit de contracter mariage est réglé « par la loi nationale de chacun des futurs époux, sauf à tenir compte, soit « de la loi du domicile, soit du lieu de la célébration, si la loi nationale le « permet. »

Art. 2. — Il s'agit des cas dans lesquels la loi du lieu de la célébration peut faire prévaloir ses dispositions sur celles de la loi nationale des époux, en vue d'empêcher un mariage que celle-ci permettrait. De divers côtés, on pense que la Conférence de l'année dernière n'est peut-être pas allée assez loin dans cet ordre d'idées. La Commission ne croit cependant devoir faire aucune proposition d'extension pour les motifs suivants. Elle repousse d'abord un amendement qui permettrait au pays de la célébration d'imposer aux étrangers ses empêchements de mariage dérivant de l'ordre public: c'est une formule beaucoup trop vague qui a été avec raison repoussée l'année dernière et par la Commission spéciale et par la Conférence. Un autre amendement avait pour but d'ajouter aux deux cas prévus celui d'une prohibition de mariage absolue prononcée contre les coupables d'un adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous. La Commission estime que cette question spéciale a été suffisamment discutée l'année dernière et qu'il n'y a pas lieu de proposer à la Conférence d'introduire ce cas dans l'art. 2. Des préoccupations se sont aussi manifestées en ce qui concerne le sens des mots: dispositions concernant les degrés de parenté ou d'alliance. La Commission estime que ce sens est très large. Le pays de la célébration a le droit de faire respecter ses empêchements absolus à raison de la parenté ou de l'alliance, qu'il s'agisse de liens produits par le mariage, une union illégitime ou l'adoption; c'est sa législation qui sert ici de règle.

Au sujet des art. 1 et 2 et des scrupules que pourraient avoir légitimement certains de nos collègues, la Commission croit devoir faire une observation d'un caractère général. Elle estime que, si l'on songeait à introduire dans une Convention internationale les principes admis, il faudrait avoir grand soin d'envisager les législations des pays contractants et de rechercher si telle d'entre elles n'admettrait pas un empêchement que le droit public des autres Etats ne pourrait respecter, ou ne permettrait pas un mariage que les autres Etats ne pourraient laisser célébrer sans scandale. Une fois la Convention signée, on ne saurait admettre le droit pour un Etat quelconque d'y adhérer sans le consentement unanime des Etats signataires. Il serait excessif qu'il pût ainsi, par sa seule volonté, imposer à ces Etats le respect de sa législation reposant sur des bases tout à fait différentes. Les art. 1 et 2 ne doivent donc se comprendre que si, en part de l'idée que la législation des divers Etats qui s'entendraient à ce sujet est conforme à ce qu'on peut appeler le droit commun de l'Europe en matière de mariage. Dans cette mesure, il n'y a pas lieu de craindre que le

pays du lieu de la célébration soit obligé de faire respecter un empêchement ou de laisser célébrer un mariage contrairement à son droit public.

Art. 3 et 4. — Aucune observation n'a été faite.

Art. 5. — Il a donné lieu à une critique assez grave. On prétend que, tel qu'il est, il n'a vraiment aucune portée. Il ne reconnaît en effet la validité du mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire qu'autant que la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas. Or, a fait remarquer notre collègue M. Missir, « dans l'état actuel des choses, toutes les législations s'opposent à ce que les agents étrangers célèbrent des mariages » ; par suite, il n'y a pas d'application possible de la disposition. Nous pensons que notre collègue interprète d'une manière excessive le silence des législations en ce qui concerne les mariages célébrés par les consuls étrangers sur leur territoire. Certainement, il n'y a pas de loi reconnaissant expressément aux consuls étrangers le droit de célébrer des mariages entre leurs nationaux, ne doit-on pas raisonnablement en conclure qu'une pareille législation ne s'oppose pas à ce que des consuls étrangers célèbrent des mariages sur leur territoire. Il y a là une réciprocité toute naturelle. Il pourrait se faire aussi qu'il résultât des circonstances qu'un pays qui n'a pas de consuls au dehors ou ne donne pas à ses consuls le rôle d'officiers d'état civil ne s'oppose nullement à ce que, sur son territoire, des consuls étrangers célèbrent des mariages. Par suite, nous pouvons dire que l'art. 5, voté l'année dernière, est susceptible d'application.

M. Missir, considérant qu'aucune législation n'interdit formellement aux agents étrangers de célébrer des mariages, propose de supprimer la restriction finale. Cela serait conforme à l'opinion d'un certain nombre d'entre nous ; on peut penser, en effet, qu'il y a une certaine exagération à regarder comme une atteinte à la souveraineté territoriale l'exercice par un consul étranger des fonctions d'officier de l'état civil. Mais nous ne pouvons faire abstraction de la pratique existante. Il y a un certain nombre de pays où on n'admet nullement la validité des mariages qui y sont célébrés par des agents diplomatiques ou consulaires. Ces pays ne pourront accepter que ces mariages soient considérés comme partout valables. Est-ce à dire que la disposition ainsi restreinte au cas où il y a accord entre la législation du pays du consul et la législation du pays de célébration soit sans aucune utilité ? Non, on a en effet nié absolument le caractère d'officiers de l'état civil pour les consuls et on a prétendu que la validité des mariages célébrés par eux pourrait être contestée partout ailleurs que dans le pays qui a donné cette attribution aux consuls. C'est cette cause de difficultés que l'on a voulu supprimer l'année dernière.

M. Beichmann, délégué de Norvège, a appelé notre attention sur une situation spéciale à son pays. Des ecclésiastiques seraient envoyés par l'Eglise norvégienne dans divers ports d'Europe et d'Amérique pour exercer leur ministère à l'égard des marins norvégiens, qui peuvent s'y trouver de passage. Ces ecclésiastiques seraient regardés comme compétents pour marier deux norvégiens conformément à la loi norvégienne. M. Beichmann pense qu'il est désirable que ces mariages soient reconnus comme valables partout sous les mêmes conditions que les mariages célébrés devant les agents diplomatiques et consulaires ; il demande donc que l'art. 5 soit amendé en ce sens.

La Commission n'a pas cru qu'il fût possible de faire droit à cette demande. Il lui a semblé que, dans presque tous les Etats représentés à la Conférence, la législation s'opposerait à la validité de pareils mariages dans le pays où ils sont célébrés. On ne peut trouver, comme pour les mariages diplomatiques ou consulaires, des dispositions que l'on soit en droit d'invoquer par voie de réciprocité. Tout en reconnaissant l'intérêt de la situation signalée par M. Beichmann, la Commission ne propose donc pas d'étendre le texte de l'art. 5.

En conséquence, la Commission propose de maintenir l'ensemble des Disposi-

tions relatives au mariage, insérées au Protocole final du 27 septembre 1893, sauf l'art. 1 qui devrait être rédigé comme suit :

« Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des « futurs époux, sauf à tenir compte, soit de la loi du domicile, soit de la loi du « lieu de la célébration, si la loi nationale le permet. En conséquence et sauf « cette réserve, pour que le mariage puisse être célébré dans le pays autre que « celui des époux ou de l'un d'eux, il faut que les futurs époux se trouvent dans « les conditions prévues par leur loi nationale respective. »

ANNEXE N° II AU PROCÈS-VERBAL N° IV.

Rapport présenté au nom de la troisième commission (1) (procédure civile).

A. La Commission propose de maintenir l'ensemble des dispositions concernant la communication d'actes judiciaires ou extrajudiciaires (n° II du Protocole final du 27 septembre 1893), sauf quelques modifications peu importantes.

1° Elle a adopté un amendement proposé par les délégués allemands tendant à supprimer dans l'art. 4, n° 3, les mots :

« A ses nationaux qui se trouvent. »

Cette modification est fondée sur les considérations suivantes :

Actuellement, la faculté existe pour quelques Etats de faire faire, par les soins des agents diplomatiques ou consulaires, des significations non seulement aux compatriotes de ces agents, mais aussi à d'autres personnes. Il n'y a pas raison de supprimer ce mode de signification là où les Etats intéressés sont d'accord pour l'admettre.

Ce cas-ci se présente assez souvent. Les autorités d'un Etat dépourvu de représentation diplomatique ou consulaire dans une contrée d'outre-mer s'adressent à l'obligeance d'un Gouvernement y ayant des agents pour faire remettre un acte judiciaire à un de leurs nationaux.

2° A propos de l'art. 2, M. le sénateur Pierantoni, délégué italien, a soumis à la Commission la question de savoir si les expressions : « porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité » — expressions qui se trouvent aussi à l'art. 3 des dispositions concernant les Commissions rogatoires (n° III du Protocole final) — correspondent à des réalités pratiques et s'il ne vaudrait pas mieux les remplacer par les mots :

« Porter atteinte à l'ordre public. »

Le rapport fait à la session de 1893, au nom de la quatrième Commission qui a élaboré les n° II et III du protocole, indique déjà (p. 64) deux espèces dans lesquelles la restriction trouve à s'appliquer. On pourrait citer encore les cas où la signification d'actes serait employée comme mode de propagande d'écrits anarchiques ou immoraux, attentatoires à la constitution ou à la tranquillité de l'Etat requis, ou bien le cas où la Commission rogatoire tendrait à faire une instruction sur des faits que le Gouvernement requis considérerait comme secrets dans l'intérêt de l'Etat, par exemple si l'on voulait faire interroger sur un plan militaire ou sur une négociation ou une convention diplomatique qui ne sont pas dans le domaine de la publicité.

Le projet déposé l'année dernière, par la quatrième Commission (p. 66) portait dans son art. 3 :

(1) La Commission était composée de MM. le baron de Seckendorff, délégué d'Allemagne, président et rapporteur ; Asser, président de la Conférence, délégué des Pays-Bas ; Beeckmann, délégué de Belgique ; Beichmann, délégué de Norvège ; Roguin, délégué de Suisse.

« Toutefois, il sera loisible à chaque Etat d'ordonner cet examen par des considérations de « droit public ».

C'était une formule analogue à celle indiquée aujourd'hui par M. Pierantoni. Après une discussion approfondie, la Conférence l'a rejetée comme trop vague et prêtant à l'équivoque.

A l'appui de cette résolution, on a fait valoir dans la Commission, en réponse aux doutes de M. Pierantoni, les considérations suivantes :

Au point de vue interne, « l'ordre public » comprend l'ensemble des dispositions légales auxquelles il n'est pas permis aux citoyens de déroger par des conventions particulières. Dans cet ensemble, se classent à part les dispositions que le législateur lui-même ne pourrait modifier sans changer, ébranler ou détruire l'ordre social ou constitutionnel de son pays. Ce sont ces dernières lois qui seules sont d'ordre public au point de vue international. Contre elles, les lois étrangères ne peuvent jamais prévaloir. Celles-ci, au contraire, peuvent primer les autres parce qu'on conçoit parfaitement que l'Etat territorial lui-même pourrait faire entrer ces dispositions, édictées en pays étranger, dans sa propre législation, sans bouleverser les principes sociaux ou constitutionnels qui lui servent d'assise et de fondement.

Cette explication sommaire fait apparaître que l'ordre public comprend des choses bien diverses dont une partie seule importe en droit international. Elle marque aussi que la distinction entre l'ordre public interne et l'ordre public externe peut donner lieu, dans chaque matière juridique spéciale, à des incertitudes et à des appréciations arbitraires. De là, l'utilité majeure pour la sécurité des intérêts particuliers, d'arriver à une spécialisation et une unification de ce qui est d'« ordre public » au regard des lois étrangères. On peut dire que le principe de la personnalité du droit ne produira d'effets pratiques que dans la mesure où cette précision et cette délimitation pourraient se faire en chaque matière. C'est sous l'inspiration de cette idée que la Conférence a voté l'art. 2 des dispositions concernant le mariage (n° 1 du Protocole final).

C'est la même idée qui a dicté la substitution des mots « souveraineté ou sécurité » aux mots « droit public » ou « ordre public ».

La troisième Commission croit devoir persister dans ce système. Elle pense que la rédaction, adoptée à l'unanimité l'année dernière, est plus précise et plus limitée, que celle indiquée par M. Pierantoni. Certes, elle ne s'illusionne pas jusqu'à croire que tout danger d'arbitraire sera écarté. Mais elle croit l'avoir renfermé dans un cercle aussi étroit que possible, étant donnée la diversité indéfinie des actes à signifier ou des commissions rogatoires à exécuter.

3° En ce qui concerne l'art. 3, un des membres de la Commission a soulevé la question de savoir si l'attestation de l'autorité requise, prévue par l'alinéa 1 de cet article, ne devrait pas comprendre la constatation d'autres circonstances encore que « le fait et la date de la signification », par exemple la désignation de la personne à qui l'acte a été remis. On s'est mis d'accord qu'une disposition exprime dans ce sens n'est pas nécessaire parce que, sur la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise ne manquera pas à étendre son attestation à tous les détails désirables.

(Cf. Sur ce point, le rapport de la quatrième Commission, 1893, p. 64, alin. 7).

B. En ce qui regarde les dispositions concernant les Commissions rogatoires (n° III du Protocole final du 27 septembre 1893), la Commission croit pouvoir se borner aux observations suivantes :

1. Sur une question posée au sein de la Commission, on a constaté d'abord qu'il n'y a pas de doute que le terme « autorité judiciaire » ne comprenne le Ministère public.

2. Quant à l'art. 3, on a fait des objections contre sa rédaction. D'un côté, d'après le n° 2, l'autorité requise peut refuser l'exécution de la Commission rogatoire si cette exécution « ne rentre pas dans ses attributions ». De l'autre côté, l'art. 4 porte :

« En cas d'incompétence de l'autorité requise, la Commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat. »

Le rapprochement de ces deux dispositions crée une certaine obscurité. Il faut envisager les trois cas suivants :

1) La Commission rogatoire tend à un acte pour lequel, d'après la législation de l'Etat requis, il n'y a pas d'autorité judiciaire compétente ;

2) L'autorité requise n'est pas compétente *ratione materiæ* ;

3) L'autorité requise n'est pas compétente *ratione loci* ou *ratione personæ*.

Ce n'est que dans le premier cas qu'il y a lieu de ne pas satisfaire à la Commission rogatoire ; dans les deux autres, la disposition de l'article 4 est applicable.

C'est pour cette raison que la Commission propose de modifier le texte de l'art. 3, comme suit :

« L'autorité judiciaire, à laquelle la Commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire. Toutefois, elle pourra se refuser à y donner suite :

1. Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2. Si l'exécution de la Commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

« En outre, cette exécution pourra être refusée si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ».

3. Le Délégué espagnol, M. Oliver y Esteller, a soumis à l'appréciation de la Commission l'amendement suivant, concernant l'art. 4 :

« En cas d'incompétence de l'autorité requise, la Commission rogatoire sera transmise à l'autorité compétente du même Etat conformément aux règles de procédure établies par sa législation pour la solution des conflits de compétence. »

D'après les explications qu'il a données, cet amendement vise l'hypothèse, spéciale à quelques pays, dans lesquels le juge, en se déclarant incompétent à raison de la matière, n'a pas le droit de se mettre en rapport direct avec le juge qu'il croit compétent. Dans ce pays, le juge doit inviter la partie intéressée à demander, d'après les règles établies, le renvoi de l'affaire à l'autorité compétente.

La Commission croit faire droit aux nécessités que fait naître cette situation spéciale en proposant d'ajouter à l'art. 4 les mots : « suivant les règles établies par la législation de celui-ci. »

4. L'art. 5 stipule que dans tous les cas où la Commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante. On a fait remarquer qu'il serait utile que cette information contienne, dans le cas où l'exécution de la Commission rogatoire est refusée, un exposé des raisons justifiant le refus, et dans le cas où la Commission rogatoire est à transmettre à une autre autorité compétente (art. 4), la désignation de cette autorité. La Commission, bien qu'elle pense que ce mode de procéder s'établirait même sans une disposition expresse, a donné suite aux observations ci-dessus, en ajoutant à l'art. 5 les mots suivants :

« En indiquant, dans le cas de l'art. 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la Commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'art. 4, l'autorité à laquelle la Commission est transmise. »

Le Président-Rapporteur.

Baron DE SECKENDORFF.

Amendements de la troisième commission (Procédure civile).

A. Concernant le n° II du protocole final :

Ad art. 4, n° 3. — Supprimer les mots : « A ses nationaux qui se trouvent. »

B. Concernant le n° III du Protocole final :

1. L'art. 3, à rédiger comme suit :

« L'autorité judiciaire, à laquelle la Commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire. Toutefois, elle pourra se refuser à y donner suite :

« 1. Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

« 2. Si l'exécution de la Commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

« En outre, cette exécution pourra être refusée si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. »

2. Ajouter i. f. de l'art. 4, les mots :

« Suivant les règles établies par la législation de celui-ci. »

3. Ajouter i. f. de l'art. 5, les mots suivants :

« En indiquant, dans le cas de l'art. 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la Commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'art. 4, l'autorité à laquelle la Commission est transmise. »

Procès-verbal n° 5. — Séance du 5 juillet 1894.

La séance est ouverte à 3 heures 1/4.

Sont présents : MM. Asser, président ; le baron de Seckendorff, de Dirksen, le baron de Haan, de Korizmics, le baron d'Anethan, van Cleemputte, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Baguer, Oliver y Esteller, Legrand, Louis Renault, le comte de Sonnaz, Pierantoni, le comte de Vilers, Beelaerts de Blokland, Feith, Rahusen, Missir, Schmemmann, Anners-tedt, Beichmann, Meili et Roguin.

La discussion générale sur les conclusions de la cinquième Commission concernant la faillite (1) est ouverte.

M. le Président rend hommage à l'œuvre de la Commission. Pour faire un travail complet sur cette matière, il est évident qu'il faudrait plus de temps qu'il n'en est donné à la Conférence, dont les discussions donneraient un résultat utile si l'on parvenait à s'entendre sur des principes généraux.

M. Pierantoni, président de la Commission, remercie le président de la Conférence des paroles courtoises adressées à l'œuvre accomplie. Il invite les Délégués à ajouter le Danemark, omis par une faute d'impression, au groupe des pays qui étendent la faillite aussi aux non-commerçants.

La Commission accepte la déclaration faite par le président que la discussion sur les propositions de la Commission aura le caractère d'une première lecture. Cette déclaration répond à l'idée fondamentale qui a été le point de départ de la Commission. En effet, au n° 3, elle a déclaré qu'elle n'avait pas l'ambition de faire un travail complet et définitif. C'est pour cette raison que la Commission n'a pas abordé le grave sujet de la faillite des Sociétés commerciales, ni l'autre plus grave encore des Sociétés de chemins de fer, etc.

M. Oliver y Esteller dit que la lecture de l'avant-projet lui a suggéré bon nombre d'observations et sur les principes dirigeants qui devraient être

(1) Voir Annexe.

adoptés en cette matière, et sur chacune des dispositions formulées par la Commission. Il renonce toutefois pour le moment à exposer ses observations attendu que la Commission déclare en toute franchise qu'elle n'a fait qu'une œuvre préparatoire, destinée à être revue et complétée à l'aide d'études comparatives des lois des divers pays.

Néanmoins, il croit ne pouvoir se dispenser d'attirer l'attention de la Commission sur deux questions d'une importance pratique considérable et sur lesquelles le rapport et l'avant-projet gardent un silence complet.

D'abord, la distinction à faire entre la faillite d'individus et la faillite de Sociétés ou Compagnies commerciales, cette distinction étant établie par diverses législations, notamment par le Code de commerce espagnol (articles 723-729).

Ensuite, le caractère d'intérêt public et d'ordre social que la déclaration de la faillite peut maintes fois avoir. Ce caractère est incontestable lorsqu'il s'agit de la faillite de Sociétés de chemin de fer et d'autres travaux publics de toutes catégories. Dans ce cas, il faut tenir compte de la loi du pays où la construction ou l'exploitation ont été autorisées, afin d'éviter que la déclaration de la faillite n'entrave le service public et de sauvegarder les intérêts des créanciers, ainsi que ceux de l'Etat, de la province et de la commune. Partant de ces considérations, la législation espagnole a établi une procédure spéciale pour la faillite des Compagnies et d'autres entreprises de travaux publics (loi du 12 novembre 1869), qui est en vigueur depuis la publication du Code de Commerce de 1885 (art. 930-941).

En ce qui concerne cette dernière question, il est d'avis que quand la faillite embrasse la construction ou l'exploitation de voies ferrées, canaux et autres travaux d'intérêt public général, provincial ou municipal, la loi du lieu où la construction ou l'exploitation a été autorisée sera observée en tout ce qui concerne la déclaration de la faillite, nomination et pouvoirs des administrateurs, formation du concordat, exercice des droits des créanciers nationaux et étrangers réunis en assemblée et distribution de l'actif entre eux.

En conséquence, M. Oliver y Esteller prie la Commission de bien vouloir exprimer son avis sur ces deux questions.

M. le Président remercie M. le Délégué d'Espagne pour l'importante communication qu'il vient de faire. Il rappelle les réserves qui ont été faites et répète la déclaration qu'on ne fait pour le moment qu'un projet préalable basé sur l'unité de la faillite de l'individu, et que l'on réserve les détails concernant les Sociétés commerciales et celles qui sont chargées d'un service public, tels que chemins de fer, messageries, etc.

Après ces explications, M. Oliver y Esteller se déclare satisfait.

M. Renault demande à être éclairé sur la question de savoir si la Commission a eu en vue de fixer des règles destinées à faire l'objet de conventions distinctes entre deux Etats, ou bien d'une convention internationale universelle. Il est d'avis que le premier système est le seul possible et qu'il faut réserver à chaque Etat la faculté de pouvoir se libérer de chaque convention séparément.

M. le baron de Seckendorff comprend également les propositions dans ce

sens qu'elles contiennent simplement les principes sur lesquels seront fondés les différents traités.

M. de Korizmics répond que telle a été la pensée de la Commission.

M. Pierantoni ajoute que la Commission n'a pas voulu limiter les règles au système des conventions distinctes, mais elle a voulu proposer des principes généraux quant à la compétence et l'exequatur en respectant autant que possible les différentes législations.

M. Beeckman ne comprend pas comment atteindre l'unité de la faillite sans toucher aux lois existantes. Avant de savoir s'il y aura une faillite, il importe de savoir qui la prononcera. Du reste, sans le vouloir et indirectement, le projet tranche la question de compétence, puisqu'il affirme qu'une fois la faillite déclarée dans un pays dont le juge s'est reconnu compétent par une raison quelconque, ce jugement sort ses effets partout. Une autre difficulté, c'est celle de savoir si le jugement déclaratif n'influera, à l'étranger, sur la qualité du commerçant et sur sa capacité qu'après que ce jugement y sera rendu exécutoire. Si l'on exige cet exequatur, même pour produire cet effet sur la capacité, on peut objecter qu'il est de jurisprudence que les jugements étrangers ne sont pas soumis à l'exequatur en tant qu'ils influent sur l'état et la capacité.

M. de Korizmics dit que si la Commission n'a pas proposé une règle de compétence tendant à énoncer qu'en cas de présence de plusieurs établissements, la demande de déclaration en faillite doit être portée devant le tribunal de l'établissement principal, c'est qu'elle considérait que dans la pratique il est parfois fort difficile de décider lequel, entre plusieurs établissements, est le principal. Elle pensait aussi qu'une telle règle amènerait encore dans la pratique la conséquence, qu'un débiteur aux abois ne serait que trop enclin à susciter des discussions sur le point de savoir lequel, parmi plusieurs établissements, est le principal, qu'à ces fins, il proposerait des exceptions préliminaires de compétence, très souvent rien que pour gagner du temps et tenir en échec la déclaration de la faillite au grand détriment du créancier.

Dans la pensée de la Commission, l'unité de la faillite paraissait suffisamment assurée par le fait que les effets d'une faillite prononcée sur le territoire d'un Etat, par un tribunal compétent d'après ses lois, s'étendraient sur le territoire de l'autre Etat contractant.

M. Roguin reconnaît qu'il était difficile, pour la Commission, de se prononcer dans le sens de l'unité absolue de la faillite quand il y a plusieurs établissements d'affaires, mais il aurait aimé voir consacrer cette unité quand le débiteur ne possède qu'un seul établissement, cela afin d'empêcher la continuation de la jurisprudence régnant dans certains pays.

M. le Président constate qu'il existe deux systèmes de compétence, celui du domicile du débiteur en vigueur dans la plupart des Etats représentés et celui du principal établissement commercial, adopté par l'Italie et le Portugal. La Commission, conformément à l'avant-projet du Président, déclare que la faillite, une fois prononcée par l'autorité compétente, devra être reconnue par tous les autres Etats.

La discussion générale est close, et il est procédé à la discussion des articles.

M. Renault observe que l'art. 1 ne donne rien et ne croit pas qu'un seul Etat sera disposé à l'accepter. Il prend pour exemple qu'un négociant, qui a son établissement principal en Allemagne, possède une succursale en France. Sur la demande de créanciers français, cette succursale pourra être déclarée en faillite et l'autorité française est, dans ce cas, l'autorité compétente. Or, il n'est pas admissible que cette faillite aura ses effets en Allemagne.

M. le baron de Seckendorff admettrait l'objection de M. Renault s'il s'agissait d'un traité général, mais il estime qu'elle n'est pas fondée lorsqu'il s'agit d'une convention entre deux Etats, dont les législations sont à peu près conformes.

Après que M. Pierantoni a fixé l'attention de la Conférence sur l'art. 3 sub c, M. Beekman dit qu'il faut préalablement trancher la question de compétence.

M. de Korizmicz répond que la Conférence n'a pas à se poser comme législateur, mais qu'elle doit tâcher de trouver des bases possibles pour un système conventionnel.

M. Meili se range à l'avis de M. Renault et estime que la question n'est pas encore mûre pour être tranchée au sein de cette Conférence.

M. le Président est d'avis que si la Conférence réussit à admettre des principes généraux, ceux-ci auront une utilité pratique pour guider les législateurs. On pourrait toutefois faire précéder ces articles d'un préambule exprimant les réserves dans le sens énoncé par MM. Beekman et Meili.

M. de Korizmicz fait ressortir, par rapport à l'art. 1, que le traité de 1869, conclu entre la France et la Suisse, ne contient aucune disposition semblable à celle qu'on réclame. Ce traité ne fait dépendre la compétence des tribunaux des deux pays pour déclarer en état de faillite un sujet de l'autre, que de la condition que le suisse ait eu résidence en France et le français en Suisse.

M. Roguin observe que c'est précisément cette lacune qui a donné lieu à de grandes difficultés, de sorte que maintenant la jurisprudence a adopté le système de l'établissement principal. Il demande pourquoi il ne serait pas possible d'admettre l'unité de la faillite pour les établissements uniques.

M. de Korizmicz fait observer que les difficultés, auxquelles fait allusion M. Roguin, au sujet du Crédit Foncier suisse, avaient pris naissance du fait que ledit établissement, tout en ayant son véritable centre d'affaires en France, avait aussi un siège en Suisse, et c'est précisément sur le point de fait à savoir, lequel était à considérer comme le siège principal, que les difficultés avaient porté. Une règle de compétence inscrite dans le traité, dans le sens désiré, n'y aurait donc pas mis obstacle.

En ce qui concerne l'art. 14 du Code Napoléon, auquel il a été fait allusion, il devra être réservé aux traités particuliers à conclure de pour-

voir à ce que ledit article ne puisse trouver application, ainsi que le traité franco-suisse en a donné l'exemple en stipulant qu'il faut au moins la résidence en France pour qu'un suisse puisse y être déclaré en état de faillite.

Personne n'ayant plus demandé la parole sur cet article, il est procédé à l'examen de l'art. 2.

M. Roguin voudrait que l'on modifiât cet article de façon à ne pas exiger l'exequatur du jugement déclaratif quand il s'agit seulement de prouver l'état d'insolvabilité du débiteur, ou du droit du syndic d'ester en justice ou de prendre des mesures conservatoires.

M. de Korizmics répond que l'application dépendra des diverses législations, parmi lesquelles il y en a qui ne reconnaissent point l'autorité de la chose jugée, indépendamment de la force exécutoire, et avant qu'elle soit accordée par l'exequatur.

Une discussion s'engage entre MM. le Président, Missir, Pierantoni et Beeckman, au sujet des effets de la faillite avant que l'exequatur n'ait été accordé. Au point de vue pratique, M. le Président donne en considération d'adopter une stipulation dans le sens de l'art. 6 de son projet (1).

A l'art. 3, M. le Président constate, avec regret, que la Commission a cru ne pas devoir adopter le dernier alinéa de l'art. 4 de son projet (2).

M. le baron de Seckendorff aimerait insérer, à la dernière phrase de l'article 4, les mots « si la législation le permet », vu que plusieurs législations ne permettent pas la voie des Commissions rogatoires dans les cas de cet article.

A l'art. 5, M. le Président fait objection au mot « commerciale », et pense qu'un terme général serait à préférer.

M. Roguin demande à la Commission si elle a fait rentrer dans les cas d'application du second alinéa la supposition où les obligataires d'une Société anonyme seraient obligatoirement syndiqués.

M. de Korizmics lui répond que non.

Après un échange de vues entre M. le Président et MM. Renault, Roguin et de Seckendorff, la Commission est priée de prendre en considération la suppression de l'art. 6.

A l'art. 7, M. Pierantoni soulève la question s'il faut comprendre dans les jugements les jugements moratoires.

Conformément à l'opinion de M. le baron de Seckendorff, qui a été appuyé par M. Pierantoni, il est déclaré que les jugements moratoires n'y sont pas compris.

M. le Président invite la cinquième Commission à soumettre à un nouvel examen ses résolutions en tenant compte des observations qui ont été faites

(1) Voir Annexe n° 2 au procès-verbal n° 1.

(2) Voir Annexe n° 2 au procès-verbal n° 1.

aujourd'hui. Dans la séance qui est fixée à demain, à trois heures, les modifications éventuelles pourront être présentées et discutées.

La séance est levée à six heures.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° V.

Rapport de la cinquième commission (1) sur la faillite.

La Conférence, dans sa séance d'ouverture, a formé une cinquième commission et l'a chargée d'étudier la matière de faillite, sous ses rapports de droit international privé.

La commission reçut comme documents destinés à servir de bases à ses études, « les résolutions de Turin » prises en septembre 1880 par le congrès juridique italien (2), et l'avant-projet du modèle d'une convention internationale présenté à la Conférence par son honorable président (3).

La commission eut encore sous les yeux les délibérations de l'Institut de Droit international arrêtées récemment à la réunion de Paris, au mois d'avril dernier (4).

La commission en s'acquittant de sa tâche a eu présent à son esprit :

1. Que la création d'une loi internationale unique sur la faillite est, à l'heure qu'il est, une impossibilité et qu'il faut par conséquent respecter la diversité de législations existant actuellement en la matière;

2. Que, d'autre part, dans bon nombre des Etats représentés à la Conférence, des projets de révision et de réformes sont en cours d'étude concernant les lois sur les faillites;

3. Que par ces raisons la commission ne peut pas avoir l'ambition de présenter les propositions qu'elle fait comme un travail complet et définitif, embrassant et réglementant tout l'ensemble des difficultés auxquelles, au point de vue du conflit des lois, la faillite peut donner lieu;

4. Qu'elle se rend parfaitement compte, au contraire, qu'elle ne fait qu'une œuvre préparatoire destinée à être revue et complétée, à l'aide d'études comparatives des lois des divers pays, études plus approfondies et plus étendues, qu'elle n'a eu les loisirs de faire elle-même actuellement.

Après quoi elle expose :

Les Puissances représentées dans le sein de la Conférence se divisent en deux groupes distincts, suivant que d'après leurs législations respectives, elles restreignent l'application de la procédure de la faillite aux seuls commerçants, ou l'étendent aussi aux non commerçants.

Le premier de ces groupes comprend la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Roumanie.

Dans le second se rangent l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Hongrie, la Norvège, la Suède, la Russie et la Suisse.

La première question qui se posait ainsi à la commission était celle de savoir si elle devait limiter ses recherches à la faillite commerciale ou entrer dans l'examen de la matière sans proposer une énonciation tendant à établir une démarcation entre la faillite commerciale et la faillite civile.

Le Congrès de Turin s'était décidé pour la première desdites alternatives. En effet, il énonça sous le n° VI de ses résolutions : « Le traité pourra se restreindre quant à présent à la faillite des commerçants, et les lois des divers Etats relativement à l'insolvabilité des non commerçants resteront en pleine vigueur. »

(1) La commission était composée de MM. Pierantoni, délégué d'Italie, président; de Korznicz, délégué de Hongrie, rapporteur, et Schmemmann, délégué de Russie.

(2) Voir l'annexe n° 1 à cette annexe.

(3) Voir l'annexe n° 2 au procès-verbal n° 1.

(4) Voir l'annexe n° 2 à cette annexe.

Il est certain que c'est la faillite commerciale qui intéresse à un plus haut degré le droit international privé. En effet, c'est le commerce qui fait naître des rapports et des relations d'affaires multiples, et qui très souvent met en présence un grand nombre d'intérêts, alors que par suite d'événements qui déterminent la cessation des paiements, le règlement des engagements pris devient difficile ou impossible.

Il n'en est pas de même de la faillite civile, laquelle, dans la généralité des cas du moins, se présente sous des formes moins complexes.

L'on ne saurait cependant méconnaître qu'en doctrine autant que dans la pratique, la tendance à la généralisation de la notion de la faillite, n'ait fait de sérieux progrès.

En effet, le nombre toujours croissant de législations, qui successivement ont rayé de leurs codes la distinction entre la faillite commerciale et la faillite civile, est là pour en fournir la preuve.

En tenant compte de cet état de choses, la commission n'a pas cru devoir proposer à la Conférence de prendre une énonciation limitative.

Il semble que la solution qui se recommande le plus, est celle de laisser aux puissances qui auront à contracter le soin de déterminer par les conventions à conclure, la mesure de la réciprocité qu'elles consentiraient à s'accorder mutuellement.

De cette façon, chaque puissance agira au mieux de ses intérêts et ne se laissera guider que par les considérations que lui inspirera l'état de sa législation particulière.

La seconde question qui s'est présentée à l'esprit de la commission était celle de la compétence.

Elle consistait à savoir s'il convenait d'insérer dans les résolutions à prendre une règle précise qui énoncerait que la faillite ne peut être déclarée que par le tribunal au domicile du débiteur, et en cas d'existence de plusieurs établissements ou succursales, par celui de l'établissement principal.

Une telle énonciation assurerait sans doute le plus efficacement l'unité de la faillite, puisque, même en présence de plusieurs établissements, elle n'admettrait la déclaration en faillite que par un seul tribunal.

Mais malgré l'avantage que présentait une telle solution, la Commission n'a pas cru devoir la proposer.

En effet, les législations des divers pays sont encore loin d'être d'accord à ne reconnaître la compétence pour prononcer la faillite qu'au seul tribunal de l'établissement principal, alors surtout, que cet établissement est situé à l'étranger.

Bien au contraire, dans la majorité des cas, les lois de compétence inscrites dans les divers codes, ne font dépendre la compétence pour prononcer la faillite que du fait de l'existence, sur le territoire du tribunal appelé à statuer, d'un établissement de commerce appartenant au débiteur et sans distinguer si cet établissement est principal ou seulement secondaire.

La commission avait donc cru devoir s'abstenir de proposer l'adoption d'une règle qui serait en désaccord avec la loi, en vigueur dans la plupart des pays.

Elle n'en est pas moins convaincue que les articles 1 et 2 du projet, tels qu'elle les recommande à l'acceptation de la Conférence marqueront, eu égard à l'état actuel, un progrès sensible et notable vers l'unité de la faillite, but que les conventions à intervenir seront destinées à réaliser.

En effet, les dispositions invoquées auront toujours pour conséquence d'étendre les effets d'une faillite, prononcée par le juge compétent d'un pays, à tous les biens que le même débiteur peut posséder sur le territoire d'un autre.

Il semble même à la Commission que le texte proposé présente encore cet avantage, qu'il coupera court à des discussions, que, sous forme d'exceptions préliminaires, le débiteur fort souvent ne ferait naître que dans un but dilatoire, sur le point de savoir lequel, en cas d'existence de plusieurs établisse-

ments, serait celui à considérer comme établissement principal et dont la situation devrait décider de la compétence entre plusieurs tribunaux.

L'article 3 précise les formes et les conditions dans lesquelles l'ordonnance d'exequatur devra être demandée et pourra être accordée.

De l'article 3 de l'avant-projet la commission a fait son article 4, avec les modifications y indiquées. A l'avis de la commission ces modifications se justifient par la considération, qu'en raison de l'organisation judiciaire et des règles de procédure en vigueur dans certains pays, l'exequatur devra être requis par voie de commission rogatoire de tribunal à tribunal et non pas par requête directe à présenter par le syndic ou des autres intéressés.

La procédure à suivre sur la demande d'exequatur et les voies de recours ouvertes contre l'ordonnance rendue doivent être réglées par les lois de procédure du pays où la demande est portée. La commission avait donc pensé qu'il convenait de supprimer les articles 5 et 6 du projet, qui édictent des règles y relatives.

Pour parfaire ce que chacun des deux textes pris isolément présentait d'incomplet, la commission a fondu en un dans son article 5 les dispositions des résolutions de Turin et l'avant-projet hollandais.

Elle y a ajouté encore une disposition nouvelle imposant l'observation des formalités concernant la constitution et le fonctionnement du comité des créanciers et l'exercice des droits de l'assemblée des créanciers.

Certaines législations, notamment celles d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, d'Italie, de Russie et de Norvège ont, par la réunion des créanciers, délibérant en assemblée, et par la création d'un comité de créanciers en permanence, introduit un rouage nouveau dans l'administration et la liquidation des faillites.

Dans l'économie des codes desdits pays, les créanciers, tantôt réunis en assemblée, tantôt représentés par leur comité, ont à exercer des fonctions des plus importantes concernant l'administration de la faillite.

Sans vouloir entrer dans trop de détails, la commission croit cependant devoir résumer sommairement les actes et fonctions, que la plupart desdites législations réservent aux créanciers.

Ainsi, l'assemblée des créanciers décide de la cessation ou de la continuation du commerce ou de l'industrie du failli.

Le syndic est tenu d'obtenir l'assentiment du comité des créanciers pour demander l'exécution des conventions passées avec le failli, intenter des procès, conclure des transactions ou des compromis, reconnaître des demandes en revendication ou en paiement par distraction, retirer des gages ou pour aliéner des créances.

Il est encore tenu de demander l'assentiment du comité ou, à défaut, de l'assemblée :

Lorsqu'il s'agit de la vente à l'amiable d'un immeuble ou de la vente en bloc du fond de commerce ou de l'industrie du failli, ou de l'aliénation du droit à des prestations périodiques ;

Lorsqu'il s'agit de renoncer au nom de la masse à des successions ou des legs, de contracter des emprunts, de se charger d'obligations qui incombent à des tiers, de mettre en gage ou d'hypothéquer des objets compris dans la masse ou de faire l'acquisition d'immeubles.

L'ensemble de ces formalités constitue au profit des créanciers des garanties des plus sérieuses, auxquelles il ne saurait être renoncé dans le cas où il s'agirait de rendre exécutoire une faillite prononcée sous l'empire d'une législation étrangère qui ne comporte pas des dispositions analogues concernant la sauvegarde des droits des créanciers.

En pareil cas, le tribunal du pays où la demande d'exequatur est portée, aurait, concurremment avec l'ordonnance d'exequatur, à procéder à l'accom-

plissement des formalités tendant, suivant les lois du pays, à la convocation des créanciers.

Une telle intervention du tribunal requis, loin de porter préjudice aux créanciers étrangers, constituerait un surcroît de garantie en leur faveur, puisque les créanciers étrangers pourraient être appelés concurremment avec les créanciers habitant le pays, à l'effet de participer à l'exercice des droits que les lois du pays réservent à ces derniers.

Il en serait surtout ainsi pour les créanciers étrangers, sujets d'un pays dont la législation accorde un rôle prépondérant au syndic dans l'administration de la faillite, et rien qu'en raison de l'éloignement, le contrôle réservé dans certains cas au juge-commissaire et au tribunal de la faillite deviendrait plus qu'illusoire.

L'article 6 dispose conformément à la doctrine généralement admise que les droits réels de préférence sont à déterminer d'après les lois de la situation des biens.

L'article 7 règle les formalités de l'obtention de l'exequatur par les jugements autres que celui de la déclaration de faillite.

L'article 8 pose des mesures propres à empêcher que le même débiteur ne puisse être déclaré en faillite plus d'une fois, — ce que contribue à garantir l'unité de la faillite.

En conséquence, la Commission vous propose les résolutions suivantes :

Avant-projet d'une Convention internationale.

Article premier. — La déclaration de faillite, prononcée dans l'un des Etats contractants par l'autorité compétente d'après la loi de cet Etat, est reconnue et produit ses effets dans l'autre Etat contractant, sauf l'application des dispositions contenues dans les articles suivants.

Art. 2. — Pour être reconnu et produire ses effets dans un autre Etat que celui où il a été prononcé, le jugement déclaratif de la faillite doit être revêtu dans l'autre Etat de l'exequatur accordé par l'autorité désignée par la loi de cet Etat.

Art. 3. — L'exequatur sera accordé si le requérant prouve :

a. Que le jugement déclaratif de la faillite a été rendu par l'autorité compétente d'après la loi de l'Etat où il a été prononcé;

b. Que ce jugement est exécutoire dans cet état;

c. Que la déclaration de faillite embrasse tous les biens du failli et n'est pas, par conséquent, limitée à une succursale ou à une branche de son entreprise.

Art. 4. — L'exequatur est accordé sur requête des syndics, curateurs ou autres administrateurs de la faillite, sous quelque dénomination que ce soit, dûment nommés conformément à la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée ou de toute autre partie intéressée, les requérants dûment entendus ou appelés, — ou sur commission rogatoire à adresser au tribunal compétent du pays où l'exequatur est requis.

Art. 5. — Les restrictions à la capacité commerciale du failli, la nomination et les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, l'admission des créances, la formation du concordat et la distribution de l'actif entre les créanciers nationaux ou étrangers, seront réglés par la loi où la faillite a été déclarée.

Toutefois, les lois du pays où la demande d'exequatur est portée doivent être observées quant aux formalités concernant la constitution et le fonctionnement du comité des créanciers et l'exercice des droits des créanciers réunis en assemblée.

Art. 6. — Les droits réels, les raisons de préférence par hypothèque, privilège et gage, les droits de revendication, distraction et rétention sur les biens

mobiliers et immobiliers du failli, seront réglés par la loi de la situation-maté-
rielle des biens à l'époque de l'acquisition des droits.

Art. 7. — Les jugements portant homologation d'un concordat ou réhabilitation
du failli, et en général tous les jugements prononcés pendant et concernant la
faillite, et rentrant dans la compétence du tribunal dont la déclaration de
de faillite est émanée, sont exécutoires et produiront leurs effets dans l'autre
Etat contractant après avoir été revêtus de l'exequatur en conformité de l'ar-
ticle 2.

L'exequatur sera accordé si le requérant prouve qu'il s'agit :

a. D'une faillite prononcée par un jugement qui dans le même Etat a obtenu
l'exequatur;

b. D'un jugement exécutoire dans l'Etat où il a été rendu.

Les dispositions de l'article 4 seront applicables aux demandes d'exequatur,
faites en vertu du présent article.

Art. 8. — S'il arrivait qu'après une déclaration de faillite, prononcée dans
un des Etats contractants et revêtue de l'exequatur dans un autre Etat, le débi-
teur était encore une fois déclaré en état de faillite avant la liquidation finale
de la première faillite, les autorités des Etats contractants refuseront l'exequa-
tur à cette seconde déclaration de faillite.

Le Rapporteur,

A. DE KORIZMICS.

Le Président,

A. PIERANTONI.

ANNEXE N° I A L'ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° V.

Résolutions prises en septembre 1880, à Turin, par le congrès juridique italien.

« Considérant que l'intérêt du commerce exige que les effets de l'état de
faillite ne soient pas restreints au territoire d'un seul pays, mais qu'ils soient
étendus au plus grand nombre possible de pays civilisés; que la diversité
actuelle des législations sur la faillite rend difficile la formation d'une loi uni-
que internationale sur les faillites, le congrès est d'avis, tout en faisant des
vœux pour une législation commune sur la matière, qu'il convient, quant à
présent, de se borner au système d'une ou plusieurs conventions internationa-
les.

« Les bases essentielles de ces conventions seraient les suivantes :

I. Le tribunal compétent pour déclarer la faillite et en continuer la procé-
dure jusqu'à son terme, sera celui du lieu où le commerçant a son principal
établissement commercial.

II. Le jugement déclaratif de faillite et les autres jugements à intervenir
pendant la procédure de faillite auront, sur le territoire des Etats contractants,
la même autorité de chose jugée que dans l'Etat où ils ont été rendus, et ils
pourront donner lieu à des mesures conservatoires, d'urgence et d'administra-
tion, à la condition d'être rendus publics conformément à l'article 5 lettre a.
Quand, en vertu de ces jugements, il y a lieu de procéder à quelque acte d'exé-
cution forcée dans un autre Etat, on devra d'abord obtenir une ordonnance de
pareatis de l'autorité de l'Etat, si on veut procéder à l'exécution. Cette auto-
rité sera désignée dans le traité; elle prononcera sur simple requête des inté-
ressés et sans qu'il soit besoin d'un débat contradictoire; elle ne pourra refu-
ser le pareatis que dans les deux cas suivants :

a. Quand le jugement aura été rendu par un tribunal incompétent d'après la
règle de l'article premier;

b. Quand le jugement ne sera pas encore exécutoire dans le pays où il a été
rendu.

Cette ordonnance sera susceptible d'opposition par la voie contentieuse, mais
l'opposition n'aura pas d'effet suspensif.

III. Les restrictions à la capacité commerciale du failli, la nomination et les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, l'admissibilité, la formation de l'actif entre les créanciers nationaux ou étrangers, seront réglés par la loi du lieu où la faillite a été déclarée.

IV. Les droits réels, les raisons de préférence par hypothèque, privilège et gage, les droits de revendication, distraction et retention sur les biens mobiliers et immobiliers du failli, seront réglés par la loi du lieu de la situation matérielle des biens à l'époque de l'acquisition des droits. Il appartiendra au traité international de déterminer d'une manière précise quel doit être le tribunal compétent pour juger les procès relatifs à ces droits.

V. Des dispositions spéciales seront introduites dans le traité :

a. Pour régler les mesures à prendre afin que les jugements rendus en matière de faillite dans les Etats contractants puissent être connus dans les autres Etats ;

b. Pour déterminer les rapports respectifs des autorités judiciaires des divers Etats contractants, en ce qui touche l'exécution du traité.

VI. Le traité pourra se restreindre, quant à présent, à la faillite des commerçants, et les lois des divers Etats relativement à l'insolvabilité des non commerçants resteront en pleine vigueur. Pareillement, aucune dérogation ne sera apportée aux règles sur l'action pénale en cas de banqueroute, et aux dispositions des traités d'extradition. »

ANNEXE N° II A L'ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° V.

Règles concernant les rapports internationaux en matière de faillite dont l'Institut de Droit international a recommandé l'adoption dans sa séance du 30 mars 1894.

1. La déclaration de faillite, intervenue dans un des Etats contractants, produit ses effets, sous les conditions ci-après déterminées, sur le territoire des autres Etats contractants.

2. L'autorité compétente pour déclarer la faillite est celle du lieu où le débiteur a le siège principal de ses affaires, ou, à défaut d'un tel siège, celle du lieu de son domicile.

En ce qui concerne les sociétés commerciales, on considérera comme leur domicile le lieu où la société a établi sans fraude son siège social légal.

Toutefois, la faillite pourra être déclarée par le tribunal dans le ressort duquel est située une simple succursale ou résidence; mais elle ne produira d'effet que dans le pays où elle a été prononcée.

En cas de déclaration de faillite prononcée dans un ou plusieurs pays et dans le pays du siège principal des affaires du débiteur, les tribunaux des pays des succursales ou résidences seront dessaisis au profit du tribunal du pays du siège principal (1).

3. Les conditions exigées pour la déclaration de la faillite, les effets de la faillite postérieurs au jugement déclaratif, les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, la vérification et l'admission des créances, la distribution de l'actif entre les créanciers et en général, tout ce qui concerne l'administration, la liquidation et les solutions de la faillite, y compris le concordat entre le failli et ses créanciers et la réhabilitation du failli, seront réglées par la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée.

La question de savoir quelle est la loi qui régit les droits de préférence et l'ordre dans lequel ils s'exercent et la question de la loi à observer quant aux formes de la réalisation des biens sont réservées.

(1) Le principe absolu de l'unité de la faillite n'est donc maintenu que pour le cas où la faillite a été prononcée en premier lieu par le siège principal, il recouvre son empire dans le cas où, après un jugement rendu par un autre tribunal, celui du siège principal vient à déclarer lui-même la faillite.

4. La déclaration de faillite ne peut donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur le territoire d'un Etat autre que celui où elle a été prononcée, sans y avoir été revêtue de l'*exequatur*, donné par l'autorité que la loi locale désignera et qui ne pourra se livrer à aucun examen du fond.

La même règle s'applique, en général, à tous les jugements provoqués par la faillite.

5. La déclaration de faillite ainsi que les actes qui la concernent et dont la publication est prescrite par les lois de l'Etat où la faillite a été déclarée, seront rendus publics dans les autres Etats contractants.

6. Les règles concernant la faillite sont également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de paiement et autres institutions analogues, prévues par les lois des Etats contractants dans le but d'éviter des déclarations de faillite.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

**Décret instituant au Ministère des Colonies
un service des renseignements commerciaux et de la colonisation.**

1^{er} octobre 1894 (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre des Colonies,
Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du ministère des colonies;
Vu le décret du 5 mai 1894, portant règlement d'administration publique sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des colonies, modifié par le décret du 28 juillet 1894,

Décète :

Article premier. — Il est institué auprès du ministère des colonies un service des renseignements commerciaux et de la colonisation.

Art. 2. — Le chef de ce service, relevant directement du ministre, aura dans ses attributions l'exposition permanente des colonies.

Il exercera les fonctions dévolues par les arrêtés en vigueur au conservateur de l'exposition permanente, dont l'emploi est supprimé.

Art. 3. — Il sera pourvu aux dépenses de l'organisation de ce service au moyen des crédits inscrits pour l'exposition permanente au budget du ministère des colonies et des ressources spéciales à cet établissement.

Art. 4. — Des arrêtés ministériels détermineront les attributions et le fonctionnement du service des renseignements commerciaux et des expositions.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Pont-sur-Seine, le 1^{er} octobre 1894.

CASIMIR-PÉRIER.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

DELCASSÉ.

(1) *Journal Officiel* du 3 octobre 1894.

-- Le décret est motivé par le rapport suivant adressé au Président de la République par le Ministre des Colonies :

Monsieur le Président,

Le service des renseignements commerciaux et de la colonisation, dont l'organisation fait l'objet du présent décret, est moins une création nouvelle que la réunion en un service autonome d'attributions qui existent déjà à l'administration centrale des colonies ou dans les services annexes.

L'intérêt toujours croissant qui s'attache à l'étude pratique des questions coloniales, l'affluence des demandes que reçoit le ministère des colonies, soit de personnes qui désirent s'établir dans nos possessions d'outre-mer, soit de négociants ou d'industriels qui réclament des renseignements sur les débouchés qu'offrent les colonies, sur les produits naturels qu'on peut y trouver, sur le prix et l'abondance de la main-d'œuvre, sur les moyens de transport, justifient cette organisation nouvelle qui n'entraînera, d'ailleurs, aucune augmentation de dépenses.

Jusqu'à ce jour, les demandes d'émigrants qui veulent s'installer aux colonies ont été instruites dans les bureaux de l'administration centrale ; il est facile de se rendre compte qu'absorbés par de multiples attributions, ils ne sauraient avoir les moyens de statuer en connaissance de cause sur ces affaires toutes spéciales et qui sortent du cadre normal de l'administration. Quant aux renseignements commerciaux sur les colonies, ils sont recueillis et fournis en même temps par les bureaux de l'administration centrale et par le service de l'exposition permanente, qui se préoccupe, à juste titre, de mettre à la disposition du public toutes les indications utiles sur la provenance, le prix de revient, l'utilisation industrielle et commerciale des produits qu'elle possède.

Une organisation centralisant entre les mains d'un chef de service spécial, qui y consacrerait toute son activité et tous ses soins, ces différents éléments d'information dégagera les bureaux de l'administration centrale d'attributions qu'ils ne peuvent qu'imparfaitement remplir et permettra de fournir au public, avec rapidité et précision, les indications qu'il est en droit d'attendre.

Le fonctionnement du service de la colonisation mérite une sollicitude toute particulière.

Le nombre des personnes résolues à s'établir aux colonies augmente chaque année ; mais les aspirants colons, dont la masse appartient à la classe laborieuse, cèdent moins, en général, à l'esprit d'aventure qu'à la nécessité de chercher au loin des moyens d'existence qui, pour des causes diverses, leur font défaut en France.

Les pouvoirs publics ont le devoir de les guider, de les éclairer, de les prémunir dans une certaine mesure contre des entraînements irréflectifs, et aussi, et surtout, de les aider dans le choix judicieux de la colonie à laquelle ils peuvent apporter le concours de leur activité et de leur industrie.

Il ne suffit pas de jeter sur un point quelconque de notre territoire colonial un contingent d'émigrants avec l'unique désir de donner satisfaction à des demandes parfois insuffisamment raisonnées. On risquerait ainsi de rendre un mauvais service au colon qui part et à la colonie où il va s'installer. L'Etat assumerait une responsabilité grave aussi bien vis-à-vis des émigrants que des pays d'émigration. Ceux-là pourraient se plaindre de ne pas trouver les moyens de vivre, ceux-ci pourraient être gênés par un afflux imprévu de population dont l'entretien resterait à la charge des budgets locaux.

Il doit donc y avoir un équilibre à peu près constant entre les départs des colons et les besoins de main-d'œuvre industrielle ou agricole des colonies ; c'est la loi de l'offre et de la demande. Le service de l'émigration est réglé dans les pays anglais d'après ce principe éminemment juste ; c'est la base que devra avoir l'organisation du nouveau service que le présent décret a pour objet d'instituer.

On comprend, sans qu'il soit nécessaire d'y insister, le lien naturel qui existe

entre le service de la colonisation et le service des renseignements commerciaux.

L'exposition permanente a pour but de mettre sous les yeux du public les échantillons, soigneusement catalogués, de tous les produits naturels ou fabriqués que peuvent fournir les colonies et de tous les objets naturels ou manufacturés qui peuvent trouver aux colonies un débouché.

Des notices détaillées accompagnent les différents échantillons exposés : pour les rédiger, pour les mettre à la portée du public, il faut précisément réunir les éléments de ces renseignements commerciaux que l'on se plaint souvent de ne pas trouver avec assez de facilité et de rapidité dans les bureaux de l'administration centrale des colonies.

Une visite à l'exposition permanente, avec les explications verbales que fourniront les agents attachés à cet établissement, répondra mieux qu'une longue correspondance à la curiosité des nombreuses personnes qui s'adresseront au ministre pour avoir sur nos possessions d'outre-mer des indications d'un ordre par ois très élémentaire.

L'exposition coloniale du palais de l'Industrie sera en même temps plus connue du public, qui n'en a pas encore suffisamment appris le chemin.

Enfin, par une association d'idées toute naturelle, le chef du service des renseignements commerciaux et de la colonisation aura dans ses attributions la préparation des statistiques annuelles sur la population, le commerce, la navigation et le développement agricole de nos colonies.

Il devra s'attacher, en même temps, dans la limite des ressources dont il disposera, à vulgariser par d'autres publications les informations pratiques qui pourront contribuer à faire mieux connaître les ressources et le développement possible de nos possessions d'outre-mer.

Si vous approuvez les dispositions de ce projet, je vous demanderai, monsieur le Président, de revêtir de votre signature le présent décret.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,

DELCASSÉ.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

BULGARIE

A la séance du Sobranié du 2 novembre, M. le Dr Stoilow, président du Conseil, a demandé la parole et, l'ayant obtenue, s'est exprimé en ces termes :

« Messieurs les Députés,

« Je suis chargé par Son Altesse Royale le Prince de vous communiquer la triste nouvelle que Sa Majesté Impériale Alexandre III Alexandrovitch, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, a rendu hier soir son âme à Dieu.

« Devant cette tombe ouverte, il est de notre devoir de nous souvenir que l'Auguste Défunt était le fils du Czar que le Peuple Bulgare appelle avec raison son Libérateur, que Lui-Même a combattu pour la délivrance de la Bulgarie ; et, enfin, que le monde civilisé tout entier déplore en Lui un des principaux facteurs du maintien de la paix du monde, bienfait dont notre patrie a aussi si largement profité.

« Je suis certain que MM. les Représentants prennent la part la plus sincère à la douleur de la Famille Impériale de Russie, à la douleur de Son Altesse Royale notre Prince et à celle de tout le Peuple Russe.

« Dans le but d'exprimer ces sentiments, Son Altesse Royale le Prince a adressé à Sa Majesté le nouvel Empereur de Russie, tant en Son nom qu'au nom de la Nation entière, un télégramme de condoléances. De même, au nom du Gouvernement princier et au nom de l'Assemblée Nationale — dont je suis certain d'avoir été l'interprète — j'ai adressé à S. Exc. M. de Giers, Chancelier Impérial Russe, un télégramme exprimant les vifs regrets ressentis par le Gouvernement bulgare.

« En outre, Son Altesse Royale le Prince a adressé les deux rescrits suivants :

Au Ministre des Affaires étrangères et des Cultes.

« A l'occasion de la mort de Sa Majesté Impériale Alexandre III Alexandrovitch, Empereur et Autocrate de toutes les Russies,

Nous ordonnons :

Qu'on célèbre dans toutes les églises de la Principauté des services solennels pour le repos de l'âme de l'Empereur défunt.

Donné en Notre Palais d'Euxinograde, le 20 octobre (v. s.) 1894.

(M. P.) FERDINAND.

Ordre Souverain au Ministre de la Guerre.

A l'occasion de la mort de Sa Majesté Impériale Alexandre III Alexandrovitch, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, Nous ordonnons à Notre armée un deuil de huit jours, à partir du 21 octobre courant.

Donné en notre Palais d'Euxinograde, le 21 octobre (v. s.) 1894.

(M. P.) FERDINAND.

« En conséquence, je propose à l'honorable Assemblée Nationale, en témoignage de ses sincères regrets, de lever la séance, et j'invite MM. les Représentants à assister au *Requiem* solennel qui sera célébré demain, à 10 h. du matin, à la cathédrale Saint-Kral. »

Le discours du Président du Conseil rencontre l'adhésion générale. Le Président du Sobranié lève la séance et déclare qu'en signe de deuil l'Assemblée ne siégera pas jusqu'à lundi prochain.

— Le journal *La Bulgarie* du 15 novembre contient le passage suivant :

Nous publions ci-après le texte intégral du télégramme envoyé par Sa Majesté l'Empereur Nicolas en réponse à la dépêche que Son Altesse Royale le Prince Lui avait adressée à l'occasion du décès de Sa Majesté l'Empereur Alexandre III.

Quoiqu'il ne soit généralement pas d'usage de livrer à la publicité des documents échangés entre Souverains, nous croyons devoir faire exception à cette règle, en présence de l'attitude de certains organes de la presse bulgare qui ont semblé mettre en doute l'exactitude des termes de ce télégramme.

C'est de source autorisée que nous tenons le texte même de la dépêche dont il s'agit. Nous la faisons suivre de celle envoyée par le Chancelier de l'Empire S. Exc. M. de Giers à S. Exc. M. le Dr Stoilow, Président du Conseil.

De Livadia, 7 h. 3 m. soir, 2 novembre :

Prince Ferdinand, Euxinograde.

Vous remercie sincèrement des paroles que vous M'avez exprimées de la part du Peuple Bulgare.

NICOLAS.

Saint-Petersbourg, 3 novembre, 6 h. soir.

Son Excellence M. Stoilow, Sophia.

Nous accueillons avec satisfaction l'expression des sentiments qui associent la Bulgarie au deuil national de la Russie.

GIER.

— Dans la séance du Sobranié du 24 octobre/5 novembre, M. le Dr Stoilow, Président du Conseil, a prononcé le discours-programme suivant, dont nous empruntons la traduction au journal *La Bulgarie* (n° du 15 novembre).

Messieurs les Représentants,

La question soulevée au sein de la Commission de l'Adresse m'a été posée aussi par d'autres amis ici présents, à savoir : Pourquoi le Discours du Trône ne dit rien concernant les relations de notre patrie avec l'étranger? La Bulgarie serait-elle une île dans l'Océan, laquelle n'aurait aucune attache avec les Etats voisins? Et, en effet, Messieurs les Représentants, cette question a son importance; mais voici ma réponse : Quelle nécessité politique, quel besoin logique y avait-il de faire mention, dans le Discours du Trône, de nos relations avec les puissances étrangères? Le Discours mentionne les événements qui ont amené ici le nouveau gouvernement et à ces banes MM. les Députés; et lorsque nous nous rendons compte du développement logique des événements chez nous, nous arrivons à la conclusion que la crise qui a éclaté et les changements qui sont survenus sont dus à des causes provenant exclusivement de la politique intérieure.

Il m'est bien agréable de saisir cette occasion pour m'expliquer également sur la politique extérieure. D'après l'art. 133 de la Constitution, le Discours du Trône est en quelque sorte l'exposé de la situation du pays; et en jetant un regard sur cette situation, nous trouvons deux circonstances importantes, d'abord, que le changement a eu lieu surtout et exclusivement pour des motifs de politique intérieure.

L'ex-gouvernement est tombé, non parce qu'il suivait, à l'extérieur, une

politique désastreuse, mais parce qu'il avait, à l'intérieur, une politique qui allait infailliblement amener le pays à une catastrophe. Et nous, Messieurs les Députés, qui étions chargés de diriger les affaires de l'Etat jusqu'à la convocation de l'Assemblée Nationale, nous avions un but déterminé. Ce but était celui de guider, pour ainsi dire, la nation dans sa transition d'un régime d'injustice au régime prévu par notre Constitution et par nos lois. C'était là le but direct et principal du changement. En conséquence, le Discours du Trône, en exposant la situation de l'Etat, ne peut être que la formule de cette situation intérieure, dont cette Assemblée Nationale est le résultat. Voilà pourquoi, Messieurs, le Discours du Trône ne fait aucune mention de la politique extérieure ; car, je le répète, les motifs du changement provenaient purement de la politique intérieure.

De plus, nous avons pensé qu'en fait de politique étrangère, il n'y avait presque pas de malentendu. Vous avez souvent entendu Son Altesse Royale le Prince et ses Ministres exprimer leurs vues en matière de politique étrangère. Enfin, Messieurs, nos usages parlementaires n'obligent pas la Couronne à s'exprimer aussi sur les questions de politique étrangère. Nous avons des précédents, soit de l'époque des gouvernements passés, soit depuis l'avènement de Son Altesse Royale le Prince, il y a eu des discours du Trône où il n'est point fait mention de politique étrangère. Donc, ni la logique de la situation, ni les nécessités politiques, ni les précédents de notre vie parlementaire n'exigent que le Discours du Trône fasse aussi mention de la politique étrangère. Telles sont, Messieurs les Députés, les considérations qui expliquent pourquoi le Discours du Trône ne parle pas de politique étrangère.

Néanmoins, je suis heureux de saisir cette occasion pour m'expliquer aussi sur cette question, car celle-ci joue dans notre vie politique un rôle important. La question se pose ainsi : Quelle sera la politique, quelle sera la conduite du Gouvernement dans les rapports de la Bulgarie avec les autres Etats ? En un mot, quelle sera la politique du Gouvernement bulgare s'appuyant sur la confiance de cette Chambre ?

Ne vous effrayez pas, Messieurs, de la question de politique étrangère. Ce mot, on doit le prendre dans l'acception qui convient à l'Etat bulgare. Je pense qu'un Etat tel que la Principauté, avec son territoire et ses frontières, avec sa situation internationale, ne doit pas avoir la présomption de jouer un rôle, de se considérer comme la clé de la politique des grandes puissances. Je suis d'avis que les petits Etats, les Etats comme la Bulgarie, doivent bien se pénétrer d'une chose, à savoir que leur force ne réside pas dans la politique extérieure, mais bien dans leur politique intérieure. Un Etat comme le nôtre serait fort, non par sa force matérielle, ni par son territoire, ni par l'influence qu'il exercerait sur les destinées des questions européennes, mais bien par ses institutions libérales, par l'ordre qui règne dans son sein. De tels Etats sont forts lorsqu'ils constituent des centres de progrès, des centres de la liberté et des droits du citoyen ; et chaque fois on les montre du doigt comme des modèles de bonne organisation, et alors leur voix est entendue dans le monde international. Quand on dit que ce petit Etat donne l'exemple de maturité politique, qu'il constitue un centre où les droits des citoyens sont respectés, qu'il est un élément de progrès et de civilisation, alors les grandes puissances et les puissants hommes d'Etat lui témoignent les égards nécessaires (Bruyants applaudissements). Alors ce petit Etat, par la force même de sa politique intérieure, par le respect des droits de chacun, devient moralement un Etat grand et puissant (Voix diverses : Bravo ! — Applaudissements prolongés). C'est là, Messieurs les Représentants, la condition, la condition essentielle de notre politique, et avant de parler de la politique extérieure, j'ai voulu me mettre d'accord avec vous sur cet axiome : Avons-nous une bonne politique intérieure, les relations extérieures viendront d'elles-mêmes. Si nous nous respectons nous-mêmes, si nous avons à cœur la patrie, nous serons estimés et respectés par les autres (Applaudissements).

Ayant en vue cette condition générale, examinons maintenant la question de la politique extérieure de l'Etat bulgare. Et pour répondre à cette question, fidèle à la devise de Ministre modeste d'un Etat modeste, je m'adresserai aux lois et aux traités.

L'Etat bulgare est fondé, Messieurs les Députés, sur l'art. 1^{er} du traité de Berlin. Ce premier article dit que la Principauté de Bulgarie est une principauté chrétienne, tributaire de la Sublime-Porte et vassale du Sultan. Ce premier article donne à notre politique sa direction première et générale.

Une vraie politique bulgare, saine et prudente, ne peut jaillir que de la conviction qu'elle doit marcher en harmonie avec les vues de la Cour Suzeraine. Un Gouvernement bulgare, qui aurait la vanité de suivre une politique sans jouir de la confiance de S. M. I. le Sultan, de la Sublime-Porte, et sans inspirer confiance, un tel Gouvernement suit une fausse route ; car dans toutes les questions concernant notre situation internationale, Constantinople est la clé des opinions, c'est elle qui donne le ton. En conséquence, notre premier devoir est de régler nos actes de façon à mériter la confiance de Sa Majesté le Sultan, d'inspirer nous-mêmes confiance par la correction et la régularité de nos relations. C'est là la première condition de notre politique extérieure.

Après cela, viennent, en second ordre, nos rapports à l'égard de nos voisins, nos relations avec les Etats qu'on pourrait, au point de vue territorial ou sous le rapport moral, considérer comme nos voisins. Sous ce rapport, nous avons affaire à des facteurs égaux ; autrement dit, nous avons des relations avec des Etats qui, au point de vue politique et international, sont nos égaux ; nous avons donc affaire à des collègues. Ici, également, notre premier devoir, comme Gouvernement, est d'entretenir avec ces Etats les plus intimes et les plus sincères relations. Le Gouvernement doit être pénétré de cette conviction, à savoir : comme nous en Bulgarie, de même nos voisins, nous travaillons tous pour la même idée, celle de contribuer au progrès, — idée de l'humanité. Lorsque nous considérons cette communauté des buts poursuivis, lorsque nous voyons que la voie que nous parcourons est la voie commune, nous saisissons la nécessité d'avoir avec ces Etats les meilleures relations, de resserrer le plus possible nos liens avec eux et d'écarter les malentendus, afin que l'accord et l'unité de vues président à nos actes, et que les désaccords cessent ou ne concernent plus que les questions de second ordre (Applaudissements, marques d'adhésion).

Ainsi, Messieurs les Représentants, en ce qui touche nos voisins, je formule ainsi notre programme : Le plus grand rapprochement et la création de plus de liens possibles, qui établissent la communauté de nos actes.

Cependant, en dehors de ces deux groupes, il y a un troisième groupe d'Etats ; ce sont les Etats qui ne rentrent pas dans les catégories dont je viens de parler. Ce sont non seulement les grandes puissances, signataires du traité de Berlin, mais encore d'autres puissances qui ne rentrent pas dans la catégorie dont il a été question. Ici également se pose la question : Quelles relations le Gouvernement doit-il entretenir avec elles ? Sous ce rapport aussi je dois indiquer également un principe général, principe auquel j'ai fait allusion au commencement de mon discours. A l'égard de ces Etats, il ne peut exister qu'une seule et unique politique ; c'est la politique de stricte légalité, de relations régulières. Conscients de notre force morale, nous ne pouvons avoir vis-à-vis de ces Etats qu'une conduite correcte, régulière et conforme aux traités et aux lois, et, de cette façon, nous pouvons mériter les sympathies et la bienveillance de ces Etats. *Suum cuique* ! — c'est le principe suprême du droit. Il l'est aussi dans le droit international. Rendez à chacun ce qui lui appartient, et, fort de votre droit, exigez ce qui vous revient, et on vous le rendra. Et j'ai la croyance, Messieurs les Députés, qu'avec une telle politique envers tous les Etats, nous mériterons leurs sympathies, nous conserverons leur bienveillance, au profit même des intérêts de notre pays.

Et lorsque je parle de nos relations avec les grandes puissances, il est de mon devoir — et je ne saurais m'y soustraire — d'indiquer aussi nos rapports à l'égard de cette grande puissance que la nation bulgare appelle sa libératrice. Je dis cela, Messieurs les Représentants, parce que nos relations à l'endroit de cette puissance diffèrent essentiellement de celles que nous avons avec les autres puissances.

Je ne crois pas devoir répéter devant vous l'histoire moderne de l'Etat bulgare. Je reste ici, devant vous, en qualité de Ministre de Son Altesse Royale; il suffira donc à mon but que j'entame l'histoire de ces relations depuis l'arrivée de Son Altesse Royale le Prince en Bulgarie.

Messieurs les Représentants, vous n'ignorez pas que pendant l'inter-règne, à la fin de la mission Kaulbars en Bulgarie, les Représentants russes ont quitté le pays, et les relations diplomatiques ont été rompues dès ce jour-là. A son avènement au trône, Son Altesse Royale le Prince a trouvé cette situation. Il a trouvé une Bulgarie dont les relations avec le Gouvernement russe étaient rompues. A cet état de choses rien n'a été ajouté par Son Altesse Royale le Prince. Il n'a rien fait qui fût de nature à aggraver cette situation. Au contraire, si nous considérons de plus près l'histoire de divers actes diplomatiques, nous sommes amenés à reconnaître que Son Altesse Royale a contribué même à aplanir maintes difficultés qui, autrement, auraient encore réagi sur ces relations.

En d'autres termes, la situation est aujourd'hui telle que Son Altesse Royale ainsi que le Gouvernement constatent que les relations restent rompues entre le Gouvernement du grand Empire de Russie et celui de la Principauté de Bulgarie.

Tel est l'état de la question du côté bulgare. Je dois ajouter que du côté russe, autant que nous connaissons les déclarations officielles du Gouvernement russe, on conserve encore de la bienveillance pour la nation bulgare, mais qu'il existerait certains obstacles au rétablissement des relations normales. Tel est l'état réel des rapports où se trouvent aujourd'hui la Bulgarie et la Russie. Et il est évident, Messieurs les Députés, que ces rapports sont non-seulement anti-naturels, mais encore ils sont anormaux, désavantageux et même nuisibles. Ils sont anti-naturels, dis-je, car je ne puis comprendre — autant que j'ai pu me rendre compte des buts de la politique bulgare, autant que j'ai pu me faire une idée des tendances de notre politique extérieure — je ne puis comprendre, dis-je, pourquoi les relations entre la Bulgarie et la Russie sont dans une situation telle que celle d'aujourd'hui. Deux peuples ayant des liens de parenté, unis par des liens de religion et par des traditions, n'ont pas de raisons pour être en de pareils termes sur le terrain politique, lequel ne concerne que la mise en pratique des efforts faits dans la voie de la civilisation (Applaudissements. Voix diverses : C'est vrai !). Je le dis encore une fois : ces relations, je les trouve anti-naturelles et désavantageuses; car j'ai toujours admiré, quant à moi, l'exemple de la Belgique et j'ai désiré que cet exemple fût suivi dans notre politique tant intérieure qu'extérieure. J'ai toujours pensé que, dans la péninsule des Balkans, la Bulgarie doit, dans sa politique intérieure, imiter la Belgique comme pays progressiste (Applaudissements); elle doit l'imiter aussi dans sa politique extérieure. Comme ce petit Etat, fort par ses institutions libérales, a pu, au milieu de puissants voisins, suivre toujours une politique d'amitié avec tous ceux qui l'entourent, de même la Bulgarie aussi doit suivre une pareille politique dans la péninsule des Balkans. Flanquée de puissants voisins, elle doit avoir pour but, dans la position territoriale qu'elle occupe, d'entretenir avec tous ses voisins des relations normales, sincères et amicales. Cela ferait sa force; et si l'on nous demandait quelle est la clé de la politique extérieure de la Bulgarie, je dirais que le savoir-faire et le talent politique consistent à pouvoir entretenir avec tous les Etats voisins des

relations normales et sincères, comme le fait la Belgique. C'est pourquoi j'ai dit que l'état de nos rapports avec la Russie est anti-naturel et désavantageux. Je vais plus loin et je dis qu'un tel état de relations est même nuisible à la nation bulgare. Car il est dangereux qu'une nation comme la nôtre nourrisse la prétention de pouvoir résister seul à un courant, à un flot semblable à ces grosses lames de mer qui entraînent tout après elles. Elle peut, avec de telles prétentions, mettre son existence même en danger.

Ceci posé, vous comprendrez, Messieurs, que la conclusion que j'ai à tirer de ces paroles et de ces pensées est celle-ci : comme Gouvernement, nous avons pour devoir d'agir et de faire tout ce qui dépend de nous afin de rétablir des relations normales entre la Bulgarie et la Russie (Bravo ! Applaudissements bruyants et prolongés). C'est là un des points de notre programme. Notre Gouvernement, voulant répondre aux besoins de la nation et servir fidèlement les buts qu'elle poursuit, ne peut négliger l'aplanissement de cette question, celle de mettre la Bulgarie en relations normales avec toutes les puissances (Applaudissements prolongés). Et nous sommes les premiers avec vous, Messieurs les Députés, qui sentons notre dette de reconnaissance envers la grande nation russe (Cris retentissantes de bravo ! — Bruyants applaudissements). Nous sommes les premiers avec vous, Messieurs, qui payons le tribut de notre reconnaissance envers la grande nation russe, envers son puissant Gouvernement (Applaudissements prolongés). Nous sommes les premiers qui saluerons avec joie le jour où, du haut de cette tribune, nous pourrions vous annoncer que nous avons justifié votre confiance, que nous avons pu établir des relations qui répondent aux besoins et aux intérêts de la Bulgarie (Bruyants applaudissements). Soyez persuadés, Messieurs, et sincèrement persuadés que les déclarations que je fais sont l'expression solennelle de notre conviction. Nous voulons que la Bulgarie, à l'instar de la Belgique, soit libérale à l'intérieur et qu'à l'extérieur elle entretienne des relations régulières et normales avec toutes les grandes puissances. C'est là notre programme (Applaudissements). Et cela a été, cela est digne et conforme aux besoins de la politique modeste d'un Etat comme la Bulgarie, d'un Etat démocratique et constitutionnel.

Cependant, Messieurs, je ne voudrais pas éveiller en vous des espérances qui pourraient ne pas se réaliser ou qui ne pourraient être réalisables. La séance de ce jour, le moment actuel est très solennel ; et il nous impose à nous tous le devoir d'exprimer ce que nous avons au fond du cœur. Les relations diplomatiques et internationales sont des questions bilatérales, où tout ne dépend pas de la volonté d'une partie, mais bien des deux parties en cause. Je vous prie, Messieurs les Représentants, lorsque vous prenez acte des déclarations que je fais, je vous prie de ne pas oublier ce fait significatif que les relations entre la Bulgarie et les autres Etats sont des relations bilatérales. Je vous déclare solennellement ce que nous ferons, nous, et je réponds de nos actes à nous ; mais je ne pourrais répondre ni rien promettre en ce qui concerne les actes des autres. En conséquence, lorsque vous jugerez nos actes, prenez en considération qu'il s'agit pour nous de relations bilatérales, et que votre jugement ne peut s'étendre que sur notre conduite, sur nos actes à nous. Je vous déclare que ces actes tendront à écarter tous les obstacles, à faire tout pour que la Bulgarie entre dans la voie normale, dans des relations normales. Toutefois, le succès de ces actes ne dépend pas seulement de nous, mais aussi de la volonté et des dispositions de l'autre partie, et cette autre partie est constituée de personnes plus fortes, plus puissantes que nous. Et moi je vous prie de vous rappeler cela chaque fois que vous traitez cette question, question de rapports internationaux (Applaudissements).

Messieurs les Représentants, j'irai un peu plus loin sur ce point et je dirai qu'à mon avis ces questions extérieures ne sont pas d'une importance prépondérante et décisive ; elles ne constituent pas la matière exclusive de notre vie politique. Les questions extérieures constituent une partie de nos

affaires nationales et politiques, mais elles n'en sont pas la partie principale. Aussi devons-nous nous rappeler que, quel que soit le résultat de nos actes, notre conscience sera satisfaite lorsque nous pourrions dire que nous avons fait ce qui dépendait de nous, et qu'au-delà cela ne nous regarde plus. Et cet au-delà ne doit pas absorber notre attention, au point de nous faire oublier les intérêts quotidiens de notre patrie intérieure. Les questions pour lesquelles le Sobranié est convoqué, questions si bien précisées par le Discours du Trône. Je vous prie, Messieurs les Représentants d'avoir tout cela en vue chaque fois que vous discuterez ce te question (Applaudissements). Pour moi comme pour vous, Messieurs, avant tout et au-dessus de tout, il y a la Principauté de Bulgarie, telle qu'elle nous a été léguée. Notre devoir est de conserver cette patrie et de la défendre. Notre devoir est de faire, dans l'intérêt de cette patrie, dans l'intérêt de son indépendance et de sa liberté — tout ce qui est possible, tout ce qui ne porte pas atteinte à nos intérêts essentiels, pour mettre le pays dans une situation internationale telle qu'elle exclue tout danger pour nous (Applaudissements prolongés). Celui qui dit aimer la Bulgarie, celui qui dit avoir à cœur la patrie et qui tient à la voir forte et intacte, celui-là doit comprendre que nous devons sortir de la situation anormale où nous nous trouvons.

Voilà notre programme, voilà notre but ! Cependant il y a des gens qui disent que ce que nous demandons est impossible. Il y a des gens — je ne les ai pas entendus parler, mais j'ai vu cela dans les journaux — qui disent que la Bulgarie que nous rêvons, son indépendance et son autonomie, ce sont là des chimères. La Bulgarie cessera d'exister dès que vous aurez déclaré que vous suivrez la politique de la Belgique. Dès que vous voudrez vous entendre avec la Russie, elle vous imposera la condition de lui céder Bourgas et Varna, d'admettre des officiers russes dans l'armée bulgare et d'éloigner le Prince. Tels sont, Messieurs les Représentants, les arguments dont on use contre la politique que nous représentons. Je ne crois pas, Messieurs, que cela soit ainsi. Je ne puis admettre qu'une Bulgarie autonome et indépendante soit incompatible avec l'entretien de relations normales avec toutes les grandes puissances (Voix diverses : C'est vrai ! Applaudissements). Supposons, toutefois, qu'il en soit ainsi ; supposons qu'on nous pose des conditions semblables, en pareil cas, quelle doit être notre conduite ?

Notre conduite, Messieurs, est clairement déterminée ; elle est tracée par la Constitution, elle nous est tracée par notre devoir envers la patrie. Quand je dis la Bulgarie, je comprends, Messieurs les Représentants, cette Bulgarie telle qu'elle est créée par son histoire, par ses traditions et par son récent passé. Quand je parle du maintien de l'indépendance de notre patrie, je comprends cette indépendance non-seulement sous le rapport territorial, mais aussi sous le rapport politique (Applaudissements). Je n'admets l'existence de relations officielles et normales qu'avec une Bulgarie à laquelle on ne demande ni un pouce de territoire ni la cession d'une contrée quelconque (Applaudissements). Conséquemment, notre principal but sous ce rapport, c'est de conserver intacts notre intégrité, notre territoire et notre indépendance. Il ne peut donc, pour nous, être question de souscrire à des conditions qui ne figurent d'ailleurs que dans certains journaux.

Mais la question de l'indépendance, je la comprends aussi sous un autre rapport. Je la comprends aussi sous le rapport moral et politique. Je comprends qu'une nation est politiquement indépendante lorsque elle se guide par ses propres vues. Une nation est libre et indépendante lorsque, dans la solution d'une question vitale, elle n'agit que d'après ses propres intérêts. En peu de mots, la nation bulgare est libre lorsque, dans la solution de questions bulgares vitales, elle n'obéit qu'à des considérations nationales. C'est pourquoi je dirai que notre première condition, celle que nous considérons comme essentielle dans notre politique, c'est le maintien de notre indépendance sous le rapport territorial et moral (Applaudissements)... ou, dans une mesure équivalente à cette indépendance ou comme une

conséquence de celle-ci, ce sont les droits créés par notre Constitution. Notre Constitution prévoit que l'Etat bulgare est gouverné par des dignitaires bulgares, elle prévoit des administrations civiles et militaires bulgares. Par conséquent, lorsqu'on vient vous dire que pour atteindre votre but — établissement de relations normales — vous devez sacrifier votre indépendance et céder aux étrangers des places dans vos administrations civiles et militaires, on formule, Messieurs, une calomnie (Oui ! Oui ! — Applaudissements). Nous avons prêté serment d'observer la Constitution. Elle est le fondement, elle est le guide de nos partis, et celui qui dit que nous y faillirons, celui-là nous calomnie (Bravo ! Applaudissements). Nous qui sommes les premiers à vénérer les lauriers de notre armée, nous qui sommes les premiers à nous découvrir devant ces drapeaux troués par les balles de l'ennemi et encensés par sa poudre, pouvons-nous oublier notre dignité, sacrifier notre armée victorieuse, en vue d'obtenir un résultat politique provisoire ? (Applaudissements prolongés. Voix : C'est vrai ! Bravo !). Et vous, animés des mêmes sentiments, vous maintiendrez et défendrez notre indépendance ; partant, vous conserverez ce qui a été obtenu pour nous dans le passé et que nous considérons comme la condition essentielle de l'existence de l'Etat (Applaudissements prolongés. Voix nombreuses : Bravo !).

Enfin, Messieurs les Députés, il y a des gens qui prétendent qu'il existerait aussi une troisième condition. Ils nous disent : Par suite de la politique que vous suivez, vous serez forcés un jour, sinon en octobre, certes en mai ou en août, — de sacrifier aussi le Prince (Voix nombreuses : C'est faux !). Ces mêmes gens disent aussi, Messieurs, que notre politique conduit fatalement à l'éloignement du Prince régnant. (Voix diverses : C'est faux !). Ces assertions, je les considère comme des calomnies (Oui ! Oui !), car le Prince régnant est le Souverain légitime de Bulgarie. La question du chef de l'Etat bulgare est une question à deux faces : la face du droit de l'Etat et celle du droit international. D'après le droit de l'Etat, qui est fondé sur la Constitution, est Prince de Bulgarie celui qui est élu par un Grand Sobranié, qui a prêté serment devant ce Grand Sobranié et a pris en mains l'administration du pays. Par conséquent, au point de vue du droit de l'Etat, le Prince bulgare est le Prince légitime de Bulgarie (Voix nombreuses : C'est vrai ! Applaudissements). Il est élu par une Grande Assemblée Nationale, il a prêté serment devant elle, il est le Prince régnant de Bulgarie, en base même des lois existantes.

Il y a la seconde face de la question, mais cette face ne nous regarde pas. Il y a l'art. 3 du traité de Berlin qui dit : le Prince élu par les Bulgares est reconnu par S. M. I. le Sultan avec l'assentiment des puissances ; mais c'est là une condition internationale, une forme que nulle loi ne rend obligatoire simultanément avec la forme du droit de l'Etat et qui peut se réaliser avec le temps.

Nous voyons dans l'histoire nombre d'Etats dont la situation, au point de vue international, n'est pas complètement réglée. Je citerai le royaume actuel d'Italie qui a été reconnu par l'Angleterre cinq ou six mois après sa constitution et plus tard par les autres Etats. Des années se sont écoulées jusqu'à ce que les autres puissances aient reconnu le royaume d'Italie, et l'Autriche-Hongrie a été la dernière à le reconnaître. Même de nos jours, il y a la Papauté qui ne reconnaît pas le royaume d'Italie, bien que celui-ci soit reconnu par toutes les puissances. Ces questions internationales sont subordonnées aux circonstances, et celles-ci ne dépendent pas de nous. Ce qui est important pour nous, c'est que le traité de Berlin dit : Le Prince de Bulgarie est librement élu par le peuple bulgare ; il est élu par une Grande Assemblée Nationale. Il dit aussi qu'en cas de vacance du trône, il y est pourvu de la même manière que lors de l'élection du premier Prince. Notre Prince actuellement régnant répond à ces conditions ; pour la Bulgarie, pour la Constitution et l'Etat bulgares, Il est donc Prince légitime (Applaudissements prolongés). Et lorsque, Messieurs les Députés, viendra le moment où

cette question sera résolue aussi sous le rapport international, ce sera un bonheur pour nous tous et nous serons les premiers à nous en réjouir, car ce sera un triomphe de l'œuvre bulgare, de la politique bulgare. Mais pour ce qui nous manque actuellement, nous n'allons pas soulever une question dynastique, car ces sortes de questions sont nuisibles. Nous, Bulgares, nous avons besoin de réorganisation intérieure. Notre Constitution est très démocratique et libérale ; elle confie la charge de l'administration aux mains de la nation. Dans cet état de choses, la nation doit oublier les questions diplomatiques et s'occuper des problèmes intérieurs qui concernent son bien-être et son organisation (Applaudissements). Enfin, Messieurs les Députés, Son Altesse Royale le Prince si heureusement régnant répond entièrement aux espérances et aux aspirations de la nation bulgare (Bryants applaudissements). Vous avez vu comment, dans son Discours du Trône, Son Altesse Royale le Prince — ce descendant de rois et de saints, car l'histoire en compte parmi ses ancêtres — parle aux élus du peuple bulgare ; Il parle comme le Roi de Suède et Norvège, comme le Roi des Belges, comme parle enfin un Roi démocrate. Dans son Discours, Il nous appelle « ses concitoyens et ses compatriotes ». Ce sont là des vues d'un Prince démocrate, d'un monarque démocrate. Il répond ainsi aux vœux et aux besoins de la nation. Il est consolidé en Bulgarie par Son Héritier, par Sa postérité. J'ai rappelé ce point, non pour convaincre qui que ce soit parmi vous, Messieurs les Représentants, mais je l'ai rappelé pour la galerie, pour les journalistes et pour nos ennemis, qui voudraient nous créer des obstacles et qui prétendent que la voie suivie par nous soit sans issue ; qui affirment que, *volens nolens*, malgré nos excellentes intentions, malgré nos meilleurs desirs, nous serons forcés de sacrifier tout ce qui nous est cher. Cela n'est pas vrai (Applaudissements. Voix diverses : Ce n'est pas vrai ! C'est une calomnie !). C'est dans ces conditions, dans les conditions que je viens d'exposer, que nous travaillerons pour écartier les obstacles et pour arriver à une entente ; mais les bases de cette entente seront celles sur lesquelles nous sommes tous d'accord et que j'ai eu l'honneur de vous exposer.

En résumant mes remarques sur ce point, je répète que ce sera pour moi un bonheur, une victoire politique, si, par nos efforts communs notre patrie entre dans la voie normale voulue. Ce sera pour moi un acte solennel lorsque je pourrai, du haut de cette tribune, annoncer que la Bulgarie se trouve dans une situation normale et qu'elle est en bonnes relations avec tous les autres Etats (Applaudissements. Voix diverses : Dieu fasse !).

Cependant, avant de terminer ces remarques, permettez-moi, Messieurs les Représentants, d'abuser de votre patience encore pendant quelques minutes, car j'ai à dire des choses qui, selon moi, sont essentielles pour le succès de notre programme. Pour que nous puissions réussir dans la politique d'apaisement, — politique purement bulgare — la première condition qu'à mon avis on doit avoir en vue, c'est de ne pas oublier les prescriptions de notre Constitution. L'art. 17 de cette Constitution dit que la Principauté de Bulgarie, dans toutes ses relations avec les Etats étrangers, est représentée par son Prince. Voulons-nous réussir dans cette politique, soyons pénétrés de la conviction que le Prince et son Gouvernement sont les plus compétents et les plus capables pour suivre cette politique. Si la Représentation a confiance, elle doit laisser au Gouvernement le soin de choisir les moyens, de saisir le moment qu'il croit opportun et utile pour agir en vue de réaliser cette politique.

S'il y a quelque chose qui ait nui à nos relations, c'est précisément ce point-là. Permettez-moi de vous dire que chaque aventurier qui arrive en Bulgarie se présente comme porteur de pleins pouvoirs de la part de la Russie pour le Gouvernement bulgare. Cela n'est pas régulier. Il y a le Gouvernement, qui est autorisé et qui exerce le pouvoir, et qui peut s'adresser à qui de droit. Quant aux divers correspondants, aux différents voyageurs

qui, pour se donner de l'importance et se rendre intéressants, se présentent comme des plénipotentiaires intimes, nous devons les accueillir avec une entière méfiance. Les conditions — s'il y en a — ne peuvent être discutées que par les autorités compétentes bulgares et russes. Aussi suis-je d'avis que le succès de cette politique — celle du règlement de la question — dépend de la condition essentielle que les pourparlers soient menés par l'autorité compétente. Si vous n'avez pas confiance en nous, accordez votre confiance à d'autres qui la méritent, mais à la condition que ceux-ci seuls soient chargés de conduire les négociations et de faire les démarches. A chacun son rôle !

J'ai encore une prière à vous adresser. Il faut que la question extérieure cesse d'être le drapeau distinctif de nos partis politiques. Ces partis doivent cesser de se diviser en russophiles et en russophobes (Applaudissements), car cela est contraire au bon sens, aux tendances de la politique. La philosophie nous apprend que chaque principe, dans son développement, tend à dégénérer en des extrémités. Les principes théologiques, dans leur développement dans la vie, ont des tendances à aboutir au mysticisme ou au fanatisme religieux. Les principes libéraux, poussés à l'extrême, aboutissent au radicalisme, tandis que les principes conservateurs exagérés tendent à dégénérer en rétrogradisme. Le parti qui se donne pour drapeau les principes de la politique étrangère, peut être certain qu'il viendra un jour où il perdra son équilibre et dépassera les limites de ce qui est permis. Un parti, qui arbore tel ou tel but appartenant à la politique étrangère, ce parti, soyez-en certains, sera entraîné à dépasser les bornes des intérêts de la patrie, et, croyant défendre certains principes et certains droits, il arrivera au point où il est passible du Code pénal, c'est-à-dire à la trahison. C'est pourquoi je prie non-seulement MM. les Représentants auxquels je parle ici dans cette Chambre, mais je m'adresse à tous mes compatriotes et je les engage à ne pas transformer les questions internationales en drapeaux distinctifs entre les partis. Regardez, Messieurs, nos voisins. Vous savez qu'il y avait jadis en Roumanie un Cabinet qui passait pour russophobe ; et maintenant on accuse le Cabinet actuel — comme on nous accuse aussi — de trahir la Roumanie au profit de la Russie ; et cependant, lorsque vous parcourrez la presse d'opposition roumaine, vous ne trouverez pas de parti se donnant le nom de russophile ou celui de russophobe. Prenez, par exemple, la Serbie. Le parti libéral de Ristitch est un parti sincèrement russophile ; de même on accuse le parti radical de sympathiser avec la Russie. Et cependant, dans les luttes politiques, on ne se jette pas des accusations de ce genre. Dans leurs programmes on ne voit pas que cette question joue le rôle qu'elle joue chez nous. Puisque nous parlons des Etats voisins, il n'est pas superflu que je cite aussi la Grèce. En Grèce, les luttes politiques sont généralement menées entre Tricoupis et Delyannis. Tricoupis passe pour avoir des sympathies pour l'Angleterre, et Delyannis pour la France. Et cependant, dans les luttes politiques, vous ne verrez jamais qu'on se serve, pour s'attaquer ou se défendre, de l'argument d'anglophilisme ou de francophilisme.

Je pense que les expériences de notre histoire moderne nous ont donné assez de leçons pour que nous nous corrigions, pour que nous cessions de faire des questions extérieures le trait distinctif de nos partis politiques. Et si nous suivons ce chemin, Messieurs les Députés, si nous avons la patience qu'on attend d'une nation politiquement mûre, si nous avons la persévérance, si nous ne nous pressons pas de mettre artificiellement à l'ordre du jour certaines questions et de leur attribuer une importance qu'elles n'ont pas, je suis certain que le jour viendra où notre programme pourra se réaliser. Je suis certain que si nous nous mettons à nous grouper sous le drapeau des questions internationales, cela finira par nous conduire à une catastrophe irrémédiable. Si nous pouvons chercher les principes de nos

partis dans les questions de politique intérieure, si nous avons la patience et la persévérance nécessaires, il est certain que, grâce à notre politique intérieure calme et digne, nous atteindrons le jour où tous les malentendus de nature internationale seront écartés et où la Bulgarie entrera dans la voie normale. Notre plus vif désir est d'atteindre ce but. Pour y arriver, nous employerons tous les moyens dont nous disposons. Telles sont, Messieurs les Députés, les considérations que j'avais à vous soumettre concernant nos relations extérieures, et c'est à vous de juger de la direction imprimée à notre politique extérieure. J'ai cru nécessaire de vous dire sincèrement tout ce que j'avais au cœur et je vous ai exposé toutes les conditions dont l'accomplissement permettra, je l'espère, la réalisation de notre programme.

C'est à vous maintenant de donner ou de refuser votre approbation. Cependant, comme ces questions ont pris chez nous une importance capitale, je prie l'Assemblée Nationale de se prononcer clairement et catégoriquement sur le programme que je viens d'exposer; je la prie, en usant d'une expression parlementaire, de dire si elle a confiance ou non dans la politique que j'ai exposée devant vous avec une entière sincérité. Vous savez, Messieurs les Représentants, et je vous l'ai déjà dit, qu'il n'y a aucun mystère dans mon programme politique; mais comme nous commençons aujourd'hui une nouvelle vie parlementaire, un nouvel ordre de choses, vous n'ignorez pas qu'entre vous qui siégez sur les bancs de députés, et nous qui occupons les fauteuils ministériels, il doit exister entente complète et unanimité. S'il en est ainsi, si nous avons votre pleine confiance, nous marcherons résolument en avant; en cas contraire, nous céderons volontiers notre place à ceux qui jouissent de plus de confiance (Vifs et bruyants applaudissements).

— Le Sobranié a voté l'adresse suivante en réponse au discours du trône :

Monseigneur,

Les premières paroles que les députés de la huitième Assemblée nationale, convoqués en première session, sont heureux d'adresser à Votre Auguste Personne, doivent contenir l'expression de leur profond dévouement et de leur inébranlable fidélité au Trône et à la Dynastie de Votre Altesse Royale.

Le peuple bulgare a, au commencement de l'année, accueilli avec enthousiasme l'heureux événement de la naissance de Son Altesse Royale Boris, Prince de Tirnovo. Dans ses ardentes prières, le peuple bénit la Providence qui l'a encore dans cette circonstance comblé de ses faveurs. Il contemple avec fierté le Fils bien-aimé de la Bulgarie, qui deviendra le digne continuateur de la Dynastie nationale fondée par Votre Altesse Royale.

Nous admirons hautement la sagesse politique qui a guidé Votre Altesse Royale lors des mémorables événements du mois de mai dernier, et d'accord avec tout le peuple bulgare, nous nous réjouissons cordialement de voir que Votre Altesse Royale a si heureusement mis fin à une grave crise d'Etat. Une sympathie unanime a éclaté sur tous les points du pays et les échos en sont arrivés au pied du Trône. Votre Altesse Royale a pu ainsi constater encore une fois, par les manifestations nationales, les sentiments d'amour sans bornes que chaque citoyen bulgare nourrit pour son Souverain.

Votre Altesse Royale a également agi avec grande sagesse en faisant appel au peuple bulgare, afin de connaître ses vœux sur la façon d'administrer les affaires du pays. Les élections qui ont eu lieu sans troubler l'ordre et la tranquillité publique, ont prouvé que Votre Altesse Royale avait justement apprécié la situation, quand Elle décida de consulter la nation par l'intermédiaire de Représentants librement élus.

Le choix que Votre Altesse Royale a fait, dans des circonstances difficiles, des hommes qui forment le cabinet actuel prouve encore une fois la connaissance approfondie que Votre Altesse Royale a des besoins et des aspirations de son peuple.

Pleinement convaincus de l'importance du mandat dont nous ont investis nos concitoyens et profondément touchés de la confiance et de la bienveillance que le discours du Trône nous témoigne, nous nous grouperons autour du Trône et tous nos efforts tendront à aider Votre Altesse Royale dans Sa résolution d'ouvrir pour notre patrie une nouvelle ère, qui verra renaitre les principes de liberté et de progrès et qui tendra à la réalisation des aspirations traditionnelles de la nation.

Dans ce but, nous réunirons nos efforts pour étudier avec l'attention nécessaire les projets de loi qui nous seront présentés par le Gouvernement de Votre Altesse Royale pendant cette session, et nous espérons que le Très-Haut daignera bénir nos travaux.

FRANCE

Arrangement commercial avec le Canada.

Le Parlement va avoir à se prononcer sur l'arrangement signé avec le Canada pour régler les relations commerciales des deux pays. En voici le texte :

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir d'améliorer et d'étendre les relations commerciales entre la France et le Canada, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Le Président de la République française;

S. Exc. M. Jules Develle, député, ministre des affaires étrangères,

Et S. Exc. M. Siegfried, député, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande;

S. Exc. M. le marquis de Dufferin and Ava, pair du royaume, membre du conseil privé, vice-amiral d'Ulster, protecteur et gardien des Cinq ports et connétable du château de Douvres, etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française,

Et sir Charles Tupper, baronet, haut commissaire du Canada à Londres,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — A l'entrée au Canada, les vins mousseux et non mousseux, les savons communs, savons de Marseille (*castile soaps*) et les noix, amandes, prunes et pruneaux d'origine française, bénéficieront des avantages suivants :

1° Les vins non mousseux titrant 15 degrés de l'alcoomètre centésimal, ou moins (soit d'après l'équivalent canadien, 26 p. 100 d'alcool ou moins) et tous les vins mousseux seront affranchis de la surtaxe ou droit *ad valorem* de 30 p. 100;

2° Le droit actuellement applicable aux savons communs, savons de Marseille (*castile soaps*) sera réduit de moitié;

3° Le droit actuellement applicable aux noix, amandes, prunes et pruneaux sera réduit d'un tiers.

Art. 2. — Tout avantage commercial accordé par le Canada à un Etat tiers, notamment en matière de tarifs, sera, de plein droit, étendu à la France, à l'Algérie et à ses colonies.

Art. 3. — A l'entrée en France, en Algérie et dans les colonies françaises, les articles suivants originaires du Canada, importés directement de ce pays accompagnés de certificats d'origine seront admis au bénéfice du tarif minimum :

Conserves de viandes en boîtes ;

Lait concentré pur;
 Poissons d'eau douce, anguilles;
 Poissons conservés au naturel;
 Homards et langoustes conservés au naturel;
 Pommes et poires fraîches, sèches ou tapées;
 Fruits de table conservés, autres;
 Bois à construire, bruts ou sciés;
 Pavés en bois;
 Merrains;
 Pâtes de bois (cellulose);
 Extraits de châtaigniers et autres sucres tanins;
 Papiers communs à la mécanique;
 Peaux préparées, autres, entières;
 Bottes, bottines et souliers;
 Meubles en bois commun;
 Meubles autres que sièges massifs, en bois commun;
 Lames de parquet en sapin ou bois tendre;
 Bâtiments de mer en bois.

Il est entendu que le bénéfice de toute réduction de droit accordée à un Etat quelconque sur l'un des articles énumérés ci-dessus sera étendu de plein droit au Canada.

Art. 4. — Le présent arrangement, après avoir été adopté par le Parlement du Canada et par les Chambres françaises, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur immédiatement après l'accomplissement de cette formalité, et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après que l'une ou l'autre des parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets.

Il est, d'ailleurs, convenu que si les vins non mousseux titrant au plus 15 degrés ou les vins mousseux étaient ultérieurement l'objet d'un relèvement de droit à l'entrée au Canada, le gouvernement français pourrait, en dénonçant le présent arrangement, en faire cesser immédiatement les effets, sans attendre l'expiration du délai de douze mois prévu ci-dessus.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 6 février 1893, en double expédition.

(L. S.) *Signé* : Jules DEVELLE.

DUFFERIN AND AWA.

(L. S.) *Signé* : Jules SIEGFRIED.
Charles TUPPER.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, le gouvernement de la République vient de recevoir la nouvelle officielle de l'adoption, par le Parlement canadien, de l'arrangement signé à Paris, le 6 février 1893, pour régler les relations commerciales entre la France et le Canada.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre approbation cette convention qui a déjà fait l'objet d'un projet de loi déposé au cours de la dernière législature et qui n'est pas venu en discussion devant la Chambre.

Jusqu'ici, nos rapports économiques avec le Canada sont établis, en matière de douanes, sur les règles suivantes :

Nos marchandises sont admises au Canada aux taux du tarif commun de ce pays, lequel, remanié en 1890, frappe de droits assez élevés la plupart des articles d'importation française.

Quant aux produits d'origine canadienne, ils sont soumis, en France, au tarif maximum.

L'arrangement que nous vous soumettons stipule, dans son article premier, des réductions de droits, à l'entrée du Canada, en faveur de certains produits français qui ont une part considérable dans notre exportation à destination du Dominion, à savoir : les vins mousseux et non mousseux, les savons communs, savons de Marseille et les noix, amandes, prunes et pruneaux.

Aux termes de cet article, les vins non mousseux ne titrant pas plus de 15 degrés de l'alcoomètre centésimal, et tous les vins mousseux seront affranchis de la surtaxe ou droit *ad valorem* de 30 p. 100 inscrit aux numéros 131 et 132 du tarif canadien. Par suite, ces vins n'auront plus à payer que les droits spécifiques de ce tarif.

D'autre part, le droit actuellement applicable, à l'entrée du Canada aux savons communs, savons de Marseille (*castile soaps*), sera réduit de moitié, et celui applicable aux noix, amandes, prunes et pruneaux, sera réduit d'un tiers, en faveur de ces marchandises d'origine française.

L'article 2 nous assure au Canada le traitement de la nation la plus favorisée. Cette clause n'est pas réciproque dans toute son étendue, par cette raison que nous n'accordons notre tarif minimum au Canada que pour un nombre déterminé d'articles, et c'est à ces articles seulement que s'appliquera, à l'entrée en France, la clause de la nation la plus favorisée.

L'article 3 contient l'énumération des produits canadiens qui bénéficieront du tarif minimum français; en dressant cette liste, on s'est proposé de n'accorder au Canada le bénéfice de notre tarif minimum que pour les marchandises dont il est spécialement producteur, et d'établir autant que possible une équivalence sur la base des statistiques les plus récentes, entre la valeur des produits canadiens qui y sont compris et celle des produits français mentionnés à l'article premier.

Il est entendu, aux termes du paragraphe final de cet article, que le Canada profitera de toute réduction de droits qui serait accordée à un Etat quelconque sur l'un des articles énumérés; pour aucun produit, nous ne consolidons le droit actuellement inscrit dans notre tarif minimum.

Il est stipulé, à l'article 4 et dernier, que l'arrangement entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, et que cette formalité aura lieu dès que les Parlements des deux pays auront donné leur approbation. Le même article contient la clause de dénonciation en vertu de laquelle l'arrangement demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois, après que l'intention d'en faire cesser les effets aura été notifiée par l'une ou l'autre des parties contractantes. Nous avons cru, néanmoins, nécessaire de faire une réserve à cette clause, au point de vue de l'obligation d'attendre le délai de douze mois, pour le cas où les vins mentionnés à l'article premier seraient l'objet d'un relèvement de droits à l'entrée au Canada. Il a été convenu que si cette éventualité venait à se produire, nous pourrions, en dénonçant l'arrangement, en faire cesser immédiatement les effets.

Avant de terminer cet exposé des motifs, nous devons vous faire connaître, messieurs, qu'à la suite de la signature de l'arrangement dont il s'agit, des lettres officielles ont été échangées entre les plénipotentiaires des deux pays, à l'effet de constater l'engagement pris au cours des pourparlers, par les délégués britannique et canadien, de recommander l'adoption ultérieure par le gouvernement du Dominion de certaines dispositions complémentaires en faveur des œuvres d'art françaises. Ces avantages ont été formulés, à titre d'indication et en vue d'une entente éventuelle sur la matière, dans les termes suivants : le gouvernement du Dominion s'engagerait, d'une part, à maintenir le bénéfice de la franchise inscrite dans l'article 764 du tarif canadien en ce qui concerne « les tableaux et aquarelles faits par des artistes

d'un mérite avéré et les copies des grands maîtres par lesdits artistes », et, d'autre part, à réduire de 20 à 5 p. 100 le droit inscrit dans l'article 308 du même tarif, relativement aux « tableaux, estampes, gravures, dessins et plans d'architectes ». Il a été convenu que, dans le cas où ces avantages seraient assurés à nos artistes, nous ajouterions les framages à la liste des articles canadiens insérés dans l'article 3 de l'arrangement.

Ces mêmes lettres ont, d'autre part, pour effet de nous donner acte d'une décision du gouvernement canadien accordant une subvention de 100,000 livres sterling à une ligne de paquebots dont le point de départ serait un port du Canada et le point terminus un port français. L'établissement d'une ligne de paquebots qui transporterait en droiture les marchandises et les passagers de France en Canada, et *vice versa*, serait certainement profitable à notre commerce maritime et à nos échanges. Il favoriserait le développement des relations amicales si anciennement établies entre les deux pays.

— La *Commission des douanes* de la Chambre des députés propose l'adoption du projet. Voici le rapport fait en son nom par M. Georges Berger :

Messieurs, la puissance (Dominion) du Canada, colonie britannique, a une étendue territoriale qui égale celle de l'Europe; la France y tiendrait seize fois. Sa population, presque entièrement adonnée à l'agriculture, à l'élevage des bestiaux et à l'exploitation des forêts et des mines, n'est, par contre, que de 5 millions d'habitants.

Le Canada a donc besoin d'entretenir des rapports commerciaux avec les nations étrangères. Le mouvement de ses échanges avec l'extérieur a été de 1,267,189,573 fr. en 1892. Ce chiffre s'est accru en 1893. Le montant des importations canadiennes n'a jamais dépassé de plus de 44 p. 100 celui des exportations. Cette proportion indique l'activité de la production naturelle et spéciale du pays, à côté de sa disette de beaucoup d'articles qu'il doit tirer du dehors.

Les Etats-Unis ont été les grands pourvoyeurs du Canada jusqu'à l'entrée en vigueur du bill Mac-Kinley, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1891. Les nouveaux tarifs américains ont ralenti les transactions réciproques des deux pays et contribué au développement des échanges du Dominion avec d'autres peuples, si bien que la clientèle européenne ne cessera probablement plus d'être sollicitée par le Canada dont l'Angleterre et l'Allemagne ont toujours de plus en plus disputé le marché au commerce français. Les exportations françaises ont, en effet, considérablement diminué depuis l'époque antérieure à 1890 où des modifications apportées au tarif canadien sont venues aggraver le régime des vins et des marchandises de luxe dont nos nationaux s'étaient fait un monopole. En 1892, par exemple, sur un ensemble d'envois représentant une valeur de 12,500,000 fr. environ, nous n'avons pu faire pénétrer en franchise que pour 1,800,000 fr. d'articles; le surplus a été taxé à 45 p. 100 de sa valeur, en moyenne.

L'importance de notre commerce général avec le Canada peut être évaluée à 1,10 p. 100 du chiffre du mouvement général commercial de ce pays, alors que le pourcentage est de 44 p. 100 vis-à-vis de l'Angleterre, et de 3,5 p. 100 au regard de l'Allemagne. Ce pourcentage qui, en 1889, était de 46 p. 100 pour les Etats-Unis contre 40 p. 100 pour l'Angleterre et de 1,90 p. 100 en ce qui concerne l'Allemagne, est réduit, pour le premier de ces trois pays, à moins de 30 p. 100 par suite du bill Mac-Kinley.

Le tarif douanier actuel du Canada, qui est entré en vigueur le 27 mars dernier, n'était pas de nature à changer la situation qui nous a été faite depuis les modifications dont il vient d'être parlé, du tarif d'autrefois. Mais l'arrangement signé à Paris le 6 février 1893 pour régler les relations commerciales entre la France et le Canada, est susceptible d'ouvrir une première brèche à notre profit dans une certaine partie du nouveau tarif canadien. Cet arrangement a été adopté par le Parlement canadien, et le projet de loi qui est soumis à vos délibérations porte son approbation par vous.

Il appartient à votre commission des douanes de vous faire connaître en quelques mots l'histoire et de vous faire apprécier clairement l'économie de cet arrangement.

Le 25 février 1893, M. Develle, ministre des affaires étrangères, et M. Siegfried, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, avaient présenté à la Chambre des députés un premier projet de loi portant approbation de l'arrangement signé à Paris le 6 février 1893, pour régler en matière de tarif douanier les relations commerciales entre la France et le Canada. Ce projet de loi, renvoyé à la commission des douanes dès le 28 février, avait été immédiatement l'objet d'un rapport favorable qui allait être déposé sur le bureau de la Chambre, quand, au grand étonnement des gouvernements français et anglais, la nouvelle est arrivée que le Parlement d'Ottawa venait de rejeter l'arrangement au sujet duquel le plénipotentiaire canadien s'était cependant mis d'accord à Paris avec les représentants de la France et de l'Angleterre.

On a cru trouver le motif tacite de ce refus d'adoption dans l'augmentation des allocations que notre nouvelle loi sur la marine marchande venait d'accorder pour les navires en bois sortant de nos chantiers nationaux. Les Canadiens étaient, en effet, habitués à fournir beaucoup de navires en bois pour nos pêcheries de Saint-Pierre et Miquelon ; ils auraient pu se voir avec peine menacés de perdre un débouché important pour leurs bois dont la valeur avait progressivement baissé déjà de 30 p. 100 en peu d'années.

Toutefois, les discussions longues et ardentes qui ont eu lieu au Parlement d'Ottawa, entre le ministère soutenant l'arrangement et l'opposition, n'indiquent en aucune façon la réalité du grief auquel on avait cru. Il faut trouver une première cause de l'échec de l'an dernier dans la question de la proscription de l'enseignement officiel du « Catholicisme et de la langue française » dans les écoles du nord-ouest du Canada en vertu d'une législation locale. Cette question a créé parmi les prétendus libéraux du Canada une sorte de parti francophobe qui saisit toutes les occasions de se produire.

Bref, le gouvernement canadien a tenu bon ; il l'a emporté en obtenant l'adoption de l'arrangement qui a fait l'objet d'un nouveau projet de loi présenté à la Chambre au cours de sa séance du 23 juillet dernier.

L'objection la plus sérieuse qui ait été faite par l'opposition du Parlement canadien, c'est que l'arrangement nous concède sans réciprocité la clause de la nation la plus favorisée ; en effet, en échange de cette clause et de la réduction de certains droits à notre profit, nous n'accordons au Dominion que la substitution de notre tarif minimum à notre tarif général, qui a été appliqué intégralement jusqu'à ce jour, en ce qui concerne une vingtaine de ses articles d'exportation. De plus, on a redouté un instant que les concessions faites à la France n'entraînaient des pertes considérables pour les finances publiques dont les douanes sont un chapitre capital, d'autant plus que le gouvernement canadien avait indiqué que l'arrangement serait la préface de concessions mutuelles plus étendues.

La majorité du Parlement d'Ottawa a fini, cependant, par comprendre que le commerce canadien ne peut que gagner aux relations que l'arrangement développera avec la France, et que nous serons disposés à prendre dorénavant au Canada une certaine portion des marchandises que nous avons importées des Etats-Unis, en 1892, pour la somme de 250 millions de francs environ.

L'économie de l'arrangement, en dehors de la clause de la nation la plus favorisée qui nous est accordée, se résume, pour nos intérêts commerciaux, dans les trois points spécifiés par l'article premier, à savoir :

1° Les vins non mousseux titrant 15 degrés au moins et tous les vins mousseux seront affranchis de la surtaxe ou droit *ad valorem* de 30 p. 100 ;

2° Le droit actuellement applicable aux savons communs, savons de Marseille (*castile soaps*), sera réduit de moitié ;

3° Le droit actuellement applicable aux noix, amandes, prunes et pruneaux sera réduit d'un tiers.

Les vins non mousseux titrant 15 degrés et moins ne payeront plus, d'après l'article 8 du tarif canadien, que 0,25 dollar (dollar 5 fr. 20) par gallon canadien de 4 litres 54, soit 23 fr. 60 par hectolitre; ils sont affranchis de la taxe *ad valorem* de 30 p. 100.

Tous les vins mousseux, conformément à l'article 9 du tarif canadien, ne payeront plus que 3 dollars 30 par douzaine de bouteilles de 1 quart (1 litre 135), soit 17 fr. 16 par douzaine de bouteilles de champagne, la bouteille de champagne ayant à peu près la même contenance que le quart canadien; ou 8 fr. 53 (1 dollar 55) par douzaine de bouteilles de 1 pint (1 litre 63), la demi-bouteille de champagne ayant sensiblement la contenance du pint canadien. Tous les vins mousseux sont affranchis du droit *ad valorem* de 30 p. 100.

Ces droits modifiés sont plus avantageux pour nos exportateurs de vins que ceux que nous avons récemment obtenus à l'entrée des Etats-Unis, où les vins non mousseux en fûts à 14 degrés et au-dessous payent 1 fr. 53 par gallon américain de 3 litres 78, soit 40 fr. 93 par hectolitre, et où nos vins mousseux continuent d'être soumis à des droits de 41 fr. 40 par caisse de 12 bouteilles.

L'abaissement des droits pour les vins non mousseux en fûts a provoqué déjà, sur la place de Bordeaux notamment, des demandes importantes d'expéditions aux Etats-Unis; de même que la ratification de notre récente convention commerciale avec la Bolivie, qui a presque affranchi les vins que nous importons le plus dans ce pays, a rendu fermes des commandes faites pour plus de 8 millions de francs de vins français par des négociants des villes de La Paz, de Sucre et de Oruro. Tout fait supposer que l'abaissement des tarifs canadiens provoquera des demandes abondantes de vins français, car, comme la Bolivie, le Canada est un centre sérieux de consommation malgré le nombre restreint de ses habitants.

Les savons communs compris sous le n° 28 du tarif canadien verront leurs droits réduits de 11 fr. 46 à 5 fr. 75 par 100 kilogr.

Les pruneaux payeront 3 fr. 48 par 100 kilog. au lieu de 11 fr. 46.

Enfin les noix, amandes et prunes soumises à des droits *ad valorem* verront ces droits passer de 25 p. 100 à 8,3 p. 100.

Il n'est pas nécessaire de faire remarquer que le titrage de 15 degrés adopté pour les vins non mousseux ayant à acquitter les droits normaux du tarif canadien nous met jusqu'à un certain point à l'abri des exportations concurrentes des vins d'Italie et d'Espagne; il eût été préférable toutefois, à cet égard, que le titrage de 14 degrés eût été fixé au Canada, comme il l'a été aux Etats-Unis.

On aurait pu souhaiter aussi que l'arrangement franco-canadien favorisât l'exportation des soieries, de la bijouterie, des articles de vêtement et des articles de fantaisie qui se fabriquent en France, car si l'on consulte les statistiques du commerce extérieur du Canada publiées par l'administration des douanes d'Ottawa, on constate combien celle-ci enregistre peu d'entrées de ces articles de provenance française. La situation réelle n'est pas aussi mauvaise que celle qui résulte de ces relevés de la douane canadienne, par cette considération que beaucoup de nos ventes ne figurent pas à notre actif, parce que les produits qui en font l'objet ont pris la direction d'Angleterre et d'Anvers. Quoi qu'il en soit, le gouvernement de la République française aurait eu tort de ne pas se placer vis-à-vis du Canada sur le terrain économique que lui offrait l'arrangement qu'il a signé il y a près de deux ans, et qu'il vous propose aujourd'hui d'adopter. Ce que nous obtenons aujourd'hui est certainement un acheminement vers d'autres concessions ultérieures et peut-être prochaines.

L'arrangement est résiliable douze mois après avis notifié par l'une des parties contractantes. Toutefois la France s'est réservée la faculté d'une résilia-

tion immédiate dans le cas où les vins mentionnés à l'article premier seraient l'objet d'un relèvement de droits à l'entrée au Canada.

L'exposé des motifs du gouvernement a fait connaître qu'à la suite de l'arrangement dont il s'agit, les délégués britannique et canadien ont pris l'engagement, au cours des pourparlers, de recommander l'adoption par le gouvernement du Dominion de certaines dispositions complémentaires en faveur des œuvres d'art françaises.

Nous pouvons donc espérer qu'en dehors du maintien de la franchise inscrite dans l'article 643 du tarif canadien « pour les tabl-aux à l'hui-e et aquarelles exécutés par des artistes d'un mérite connu », article qui pourrait s'appliquer à tous les peintres français, nous obtiendrons la réduction de 20 à 50 p. 100 du droit ad-uant pour lequel l'article 109 frappe « les tableaux, estampes, gravures, dessins et plans d'architectes, photographies et images non dénommées ».

Il est désirable qu'en traitant la question des œuvres des beaux-arts, le gouvernement français ne néglige pas celle des objets de l'art industriel, autrement dit de l'art décoratif, en faveur desquels il sera bon d'obtenir des réductions dans le tarif canadien.

Des lettres officielles ont été échangées entre les plénipotentiaires qui ont signé l'arrangement pour donner acte d'une décision du gouvernement canadien accordant une subvention de 100,000 livres sterling (2,500,000 fr. environ) à une ligne de paquebots allant en droiture de France au Canada et vice versa. L'établissement d'une pareille ligne nous serait profitable. En effet, depuis la cessation du service de la compagnie Boissière, aucune ligne de vapeurs ne relie la France au Canada ; nos envois à destination du Dominion sont astreints à une rupture de charge, soit en Angleterre, soit à New-York, ce qui entraîne une surélévation du prix du fret.

Il est déplorable, d'autre part, de constater à quel point notre pavillon figure peu dans le mouvement maritime du Canada, qui a été en 1892 de 18,690,000 tonneaux, tant en cabotage et eaux intérieures qu'en long cours. Sans notre porte de Saint-Pierre et Miquelon dans l'Atlantique, le pavillon tricolore ne se montrerait qu'exceptionnellement sur les côtes canadiennes, et dépendant le port de Montréal reçoit à lui seul plus de 700 vapeurs et au moins 100 voiliers par année.

Notre commission des douanes vous signale ces lignes du *Bulletin de la chambre de commerce française de Montréal* :

« Nous savons de source certaine que l'administration canadienne est toute disposée à protéger et à soutenir ceux qui sauront mériter ses faveurs, et qu'elle sera généreuse vis-à-vis de quiconque se consacrera à la tâche de faciliter les relations commerciales entre l'ancienne et la nouvelle France. Au surplus, nous pouvons affirmer à nos compatriotes que les éléments de réussite ne leur feront pas défaut. Leurs récentes expériences ayant démontré qu'avec de la régularité dans les services et le choix d'agents locaux experts, les cargaisons, du pont à fond de cale, seront toujours complètes. »

Un membre de la commission des douanes, notre honorable collègue, M. Lefebvalier, a demandé la radiation de l'article 3 de l'arrangement, surtout afin que les pommes à cidre et les bois de provenance canadienne ne puissent pas venir faire échec aux mêmes produits de notre sol. Une discussion s'est ouverte, à laquelle plusieurs membres ont pris part pour faire observer que le gouvernement canadien rejetait tout arrangement auquel on aurait ainsi enlevé le seul article qui accorde quelques avantages douaniers à son pays ; qu'en définitive nous enons appelés à bénéficier intégralement de la faveur de la union la plus favorisée, alors que nous n'accordions que très partiellement notre tarif minimum en laissant l'immense majorité des produits canadiens sous le coup de notre tarif général ; et qu'enfin les difficultés de transport ainsi que la cherté du fret entre la France et le Canada

ne permettraient qu'à des quantités minimales de pommes et de bois de s'exporter au delà de notre petite colonie de Saint-Pierre et Miquelon qui a le Canada pour principal pourvoyeur. La discussion a été close et le projet de loi a été adopté après que le président de la commission des douanes eut fait remarquer que la Chambre serait toujours maîtresse de demander la dénonciation de l'arrangement si l'expérience venait à démontrer que celui-ci nous est désavantageux.

Les affaires de Madagascar.

Dans la séance de la Chambre des députés du 14 novembre, M. Boissy-d'Anglas a posé au Ministre des affaires étrangères une question sur la situation à Madagascar.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, par une série de télégrammes dont le dernier nous est parvenu samedi, M. le Myre de Vilers a prévenu le gouvernement que la mission qui lui a été confiée auprès de la cour d'Emyrne n'avait pas abouti et qu'après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer l'évacuation complète de la colonie française, il était lui-même rentré à Tamatave où, avant de s'embarquer, il attendait nos instructions.

L'heure est venue d'exposer devant la Chambre et devant le pays les raisons qui ont déterminé le gouvernement à confier, dans les premiers jours de septembre, à M. Le Myre de Vilers la mission qui vient de prendre fin, d'indiquer le caractère de cette mission et les décisions que la situation comporte.

La Chambre me permettra tout d'abord de jeter un rapide coup d'œil sur le passé et de retracer devant elle la succession des circonstances qui ont dicté les résolutions du gouvernement de la République.

On peut dire que, depuis le jour où la France a jeté les yeux hors de l'Europe et s'est attachée à se créer au loin des relations maritimes et coloniales, l'île de Madagascar a attiré son attention et suscité, chez ses marins et ses hommes d'action, de premières espérances et de premiers efforts. La crise relativement récente qui a motivé la campagne de 1883 à 1885 n'est que le dernier chapitre d'une histoire dont les vicissitudes ne comptent pas moins de trois siècles.

Je ne rappellerai pas à la Chambre les circonstances dans lesquelles, à la suite de cette campagne, a été conclu le traité du 17 décembre 1885, traité qui, à l'heure présente, régit, ou plutôt devrait régir les relations existantes entre les deux pays.

Les principales dispositions de ce traité nous assuraient à Madagascar une situation prépondérante, en vertu de la formule habituellement usitée pour l'établissement du régime de protectorat : « Un résident représentant le gouvernement de la République présidera aux relations extérieures de Madagascar... il résidera à Tananarive avec une escorte militaire. Il aura droit d'audience privée et personnelle près de S. M. la reine. »

Il est vrai qu'un article du même traité stipulait explicitement que « S. M. la reine de Madagascar continuerait, comme par le passé, de présider à l'administration intérieure de l'île » et qu'il était également déclaré « que le résident ne pourrait s'immiscer dans cette administration intérieure ». Mais il n'en restait pas moins que le traité conférait au résident général une autorité protectrice, tant sur nos nationaux que sur les étrangers qui recourraient à lui pour la défense de leur vie, de leurs biens, de leur trafic et de leurs intérêts. On peut dire que l'esprit même de cette convention se dégageait des termes identiques employés pour exprimer le pouvoir de la reine et celui du résident général : « Le résident général présidera aux relations extérieures de Madagascar ; la reine de Madagascar continuera de présider à l'administration intérieure de l'île. »

Ce traité, messieurs, a été souvent discuté et souvent critiqué à des points de vue très divers. A peine était-il conclu, qu'il donnait lieu, de la part des plénipotentiaires qui l'avaient signé, à un acte interprétatif, sous forme de lettre adressée au premier ministre hova. Cet acte restreignait, dans une certaine mesure, les droits qui nous étaient conférés par le traité, sans toutefois en altérer le principe. Mais, je me hâte de l'ajouter, la lettre interprétative des plénipotentiaires, signée un mois après le traité, n'a jamais été ratifiée. Le gouvernement de la République ne lui a jamais reconnu aucune valeur, et il s'est toujours renfermé dans l'application scrupuleuse des stipulations du traité de 1883.

Il espérait sincèrement trouver, dans les clauses de ce traité, les éléments d'une entente et d'une collaboration féconde avec le gouvernement hova pour l'amélioration de nos rapports, l'aménagement fructueux du pays, et, si je puis dire, pour l'avènement définitif à la civilisation de la grande île africaine.

Je tiens à rappeler, messieurs, que, dans le traité de 1883, les avantages n'étaient pas réservés uniquement à la France. Le gouvernement hova eût pu mieux reconnaître les bénéfices qui lui étaient assurés à lui-même. Pour la première fois, il étendait son action sur l'île tout entière, tandis que nous abandonnions volontairement — peut-être à tort — les protectorats directs plus ou moins effectivement exercés par nous sur les tribus indépendantes de la côte. C'est en vertu de cette concession que le gouvernement hova a pu entreprendre, sur la côte ouest, des expéditions à la suite desquelles il s'est assuré, dans cette région, une autorité qui, auparavant, ne lui avait jamais été reconnue. (C'est très vrai ! — Très bien !)

Nous nous engageons en outre, par le traité de 1883, à défendre le gouvernement hova contre toute attaque venue du dehors. Nous devons mettre à sa disposition des instructeurs militaires, des ingénieurs, des professeurs et des chefs d'atelier.

Que voulions-nous, en somme ? Etre désormais à l'abri de toute tentative d'ingérence extérieure à Madagascar, occuper la baie de Diego-Suarez, qui nous était reconnue, vivre en bonne harmonie avec le gouvernement hova, enfin développer le commerce de l'île à la faveur des clauses du traité qui nous attribuaient en principe, sur les colons venus du dehors, le droit de protection.

C'est de ces sentiments, messieurs, que s'inspirèrent les instructions données au premier résident général, M. Le Myre de Vilers.

Ces instructions furent renouvelées aux résidents généraux ou intérimaires qui se sont succédé depuis que M. Le Myre de Vilers a pris place parmi vous : M. Bompard, M. Lacoste et M. Larrouy.

S'inspirant de ces vues, la politique du gouvernement de la République à Madagascar a offert, depuis neuf ans, l'exemple de la prudence, de la modération, certains ont dit : de la longanimité. (Très bien ! très bien !)

Quelques membres à gauche. — De la faiblesse.

M. le ministre des affaires étrangères. — Or, il est incontestable que, si dans les premiers temps on a pu conserver quelque espoir, il est apparu peu à peu qu'en réalité aucun progrès durable n'était accompli, ni dans le sens de la collaboration entre le représentant de la France et le gouvernement hova telle que je l'indiquais tout à l'heure, ni dans le sens de la civilisation.

Il est certain que ces neuf années n'ont été, pour ne pas dire autre chose, qu'un long piétinement sur place ; que, durant cette période, toute la politique hova a consisté à éluder les dispositions du traité de 1883, à décliner nos bons offices toujours offerts en vain, à replier enfin vers la barbarie et vers tous les abus dont nous aurions voulu le purger, un gouvernement

dont la faiblesse fuyante ne se soutenait que grâce à notre inexplicable... à notre inaltérable patience. (Très bien ! très bien !)

Plusieurs membres. — Inexplicable était plus juste.

Nos agents à Tananarive, liés par des instructions qui ne leur laissaient comme moyen d'action que la parole — et une parole qu'on ne voulait pas entendre — ont, chacun selon son tempérament propre, rempli avec honneur une tâche qui n'était pas sans difficulté, ni même sans péril.

Il importe surtout que je signale ici deux points sur lesquels se sont en vain épuisés les efforts de nos résidents généraux. Sur ces deux points s'est produit dès l'origine le conflit, ininterrompu depuis lors, qui devait aboutir à la situation grave dont j'entretiendrai tout à l'heure la Chambre.

Je crois avoir montré déjà que l'article capital du traité de 1883, celui sur lequel s'appuie et s'autorise principalement notre action à Madagascar — celui, il faudra bien le dire, qui a été vraiment le prix de notre campagne de 1883-1885 — est l'article 1^{er}, qui a pour objet d'assurer au résident général l'autorité sur les relations extérieures du gouvernement hova. C'est l'essence même du régime instauré par le traité. Or, messieurs, il faut reconnaître que cette clause qui devrait assurer à notre action tous ses effets, les Hovas n'ont jamais consenti à l'exécuter.

Je ne fatiguerai pas la Chambre du détail des négociations interminables qui ont eu lieu à ce sujet. Les pièces qui concernent ces négociations emplissent les cartons du quai d'Orsay. Elles se rapportent presque toutes à cette fameuse question de l'exequatur, question non de pure forme, comme on l'a dit parfois pour atténuer l'importance de ce grief fondamental, mais question de fond, s'il en fut, puisqu'elle affecte l'existence même du traité de 1883. (Très bien ! très bien !)

La question de l'exequatur se résume en ceci : les puissances consentant à reconnaître la situation de droit créée à notre profit par le traité de 1883 s'adressaient à notre résident général pour obtenir par son intermédiaire, en qualité de ministre des affaires étrangères de la reine des Hovas, le document initial accréditant leurs représentants et les autorisant à exercer leurs attributions dans l'île. Notre résident général recevait cette demande de leurs mains. Il la transmettait au gouvernement hova ; il aurait pu même y répondre directement. Or le gouvernement hova a toujours refusé de donner suite aux demandes présentées sous cette forme.

Si bien que, par suite de ce refus d'adhérer à l'exécution du traité et de délivrer l'exequatur, Madagascar s'est trouvée depuis huit ans dans une véritable anarchie au point de vue des relations extérieures, notre résident général — parfois même les agents des autres puissances — insistant pour réclamer la mise à exécution d'une clause aussi formelle, tandis que le gouvernement hova s'obstinait à s'y soustraire.

C'est là, messieurs, le fait qui domine toute l'histoire de nos relations avec le gouvernement hova depuis huit ans ; telle est la cause première des difficultés de toute nature qui, allant sans cesse en s'aggravant, ont rendu pour ainsi dire impossible la vie des étrangers sur la terre de Madagascar.

Pas de représentation étrangère, messieurs, cela veut dire pas de sécurité pour les étrangers, surtout dans un pays à peine sorti de la barbarie, où les étrangers ne sont réellement protégés que par l'activité toujours en éveil d'agents représentant la puissance lointaine d'une grande nation civilisée. Et cette vérité, les faits déplorables qui se sont peu à peu multipliés dans l'île en ont, une fois de plus, fourni l'éclatante démonstration.

J'arrive ici, messieurs, au second point sur lequel nos résidents ont ren-

contré les mêmes résistances que sur la question de l'exequatur : je veux parler des garanties indispensables qu'ils ont vainement réclamées pour la sauvegarde de nos concitoyens.

Il ne s'agit pas seulement du manque absolu de sécurité dans les affaires, qui, depuis huit ans, a paralysé l'effort de la colonisation et du commerce à Madagascar ; — je ne parle pas des entraves apportées, de parti pris, à toute opération soit particulière, soit publique, qui pouvait avoir pour objet la mise en valeur des richesses naturelles de l'île ; — je ne parle point des difficultés opposées à toute entreprise de travaux publics sérieuse, tandis que des concessions imprudentes étaient prodiguées, sur le papier, à tout aventurier qui se disait hostile à notre influence (Très bien ! très bien !) ; mais je ne puis omettre ces attentats se renouvelant sur tous les points de l'île et partout impunis, attentats attribués aux fahavalos, mais dans lesquels on retrouve trop souvent la main de personnages influents et même des fonctionnaires hovas.

C'est d'abord l'assassinat d'un de nos compatriotes, M. de Lescure, puis celui de M. Bordenave, en octobre 1890, à Mahajamba.

C'est l'assassinat d'un autre compatriote, M. le docteur Beziat, tué en septembre 1891 sur la route de Majunga.

C'est l'assassinat, à Mandritsare, probablement avec la complicité du gouverneur, d'un autre missionnaire scientifique, M. Muller, en août 1893.

C'est, à peu de temps de là, la tentative d'assassinat contre le père Montaut, à Tananarive.

C'est, le 21 octobre 1893, la mort, dans une lutte contre des fahavalos soudoyés par certaines autorités locales, d'un autre de nos compatriotes, M. Silanque.

C'est, plus récemment encore, dans les premiers jours de septembre dernier, le double assassinat commis sur la personne d'un Français, M. Louvemont, et d'un sujet britannique M. Gellé.

Eh bien ! messieurs, tous ces crimes sont restés sans châtimement. En vain, nos résidents généraux ont accumulé réclamations sur réclamations, instances sur instances. Le gouvernement hova qui « préside » à l'administration intérieure de l'île, n'est plus responsable de cette administration quand il faut sévir. Il n'a d'énergie que pour nous résister ; il n'en a pas pour rechercher, pour trouver et pour frapper les coupables.

Sur tous les points de l'île, les délits et les crimes contre les personnes et contre les propriétés se renouvellent sans cesse, sans qu'on puisse obtenir autre chose du gouvernement hova que des enquêtes interminables ou des satisfactions dérisoires.

Ainsi, messieurs, la sécurité n'est nulle part assurée à nos nationaux, pas plus d'ailleurs qu'aux étrangers, par un gouvernement qui nous refuse les moyens de les protéger. Que dis-je ? Ce ne sont plus seulement les populations éloignées, les bandes opérant dans les endroits plus ou moins isolés qu'une telle impunité encourage : jusque dans Tananarive, au cours de ces derniers mois, nos compatriotes, l'escorte de soldats français, la résidence générale elle-même ne se sont plus trouvés en sûreté.

Vous pensez bien, messieurs, que quand le gouvernement qui est devant vous a été amené, dans des circonstances dont il est loin d'assombrir le tableau, à décider l'envoi de M. Le Myre de Vilers à Madagascar, il ne l'a pas fait sans que les motifs les plus pressants l'aient poussé à prendre une pareille détermination.

M. de Baudry-d'Asson. — Il fallait la prendre plus tôt !

M. le ministre des affaires étrangères. — Aussi bien, mieux que qui que ce soit, le gouvernement se rendait compte de tous les inconvénients d'une rupture. Mais les événements ne lui ont pas même laissé le loisir d'hésiter ; ils l'ont, si je puis dire, saisi, à peine arrivé aux affaires.

Messieurs, depuis des années, les difficultés que la France rencontrait pour l'exercice de son protectorat à Madagascar ont attiré l'attention du Parlement et motivé de sa part de nombreuses questions à l'adresse de divers cabinets qui se sont succédé au pouvoir.

Les débats soulevés à ce sujet ont toujours témoigné du désir de voir une politique plus énergique s'affirmer dans la grande île africaine.

Sans insister sur ces précédents, je rappellerai seulement qu'au début de la présente législature, dans la séance du 22 janvier, M. Casimir-Perier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, répondant à une interpellation de l'honorable M. Brunet, indiquait les termes des instructions qu'il avait adressées au résident général à Tananarive :

Notre représentant devait appeler la plus sérieuse attention du premier ministre hova sur les actes de violences commis contre nos compatriotes ou les autres étrangers, lui déclarer que nous tiendrions le gouvernement malgache responsable des nouveaux attentats qui viendraient à se produire et que, dans le cas où la cour d'Emyrne, soit par mauvaise volonté, soit par impuissance, ne s'acquitterait pas du devoir qui lui incombe, nous nous trouverions dans la nécessité d'aviser aux mesures à prendre pour garantir nous-mêmes la sécurité de nos nationaux et des résidents étrangers.

Nous conservons l'espoir, disait M. Casimir-Perier, que le gouvernement hova tiendra compte de nos représentations et que nous pourrions développer pacifiquement la prospérité de nos colons et de notre commerce. Mais nous saurons, en tout état de cause, faire respecter les droits et sauvegarder les intérêts de la France à Madagascar.

Après avoir entendu ces déclarations, la Chambre vota, — à l'unanimité constatée par son président, — l'ordre du jour suivant présenté par l'honorable M. Brunet :

La Chambre, résolue à soutenir le gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour.

En portant ce vote à la connaissance de notre représentant à Tananarive, le président du conseil confirmait à M. Larrouy ses précédentes instructions et lui annonçait que le gouvernement avait décidé de renforcer les garnisons de Diego-Suarez et de la Réunion, et d'accroître l'effectif de la division navale de l'océan Indien.

Les représentations pressantes du résident général, vous l'avez vu, messieurs, sont restées sans effet.

Il devenait peu à peu évident que le gouvernement hova se dirigeait chaque jour vers cette rupture que nous aurions voulu éviter.

C'est dans ces circonstances qu'entre le résident général, M. Larrouy, et le gouvernement actuel qui venait d'arriver aux affaires, s'engagea une correspondance télégraphique que je crois utile de faire connaître à la Chambre :

Tananarive, 25 juin 1894.

Je vous ai fait savoir, par ma lettre du 20 de ce mois, qu'un soldat de l'escorte du résident général a été attaqué et grièvement blessé par le neveu de la reine et ses aides de camp. Je crois nécessaire de vous donner des renseignements sur l'état actuel de cette affaire avant le départ du paquebot de Tamatave, ainsi que sur de nouveaux faits que j'apprends à l'instant. Malgré mes représentations énergiques et pressantes, le premier ministre ne poursuit pas les coupables. Il se contente de me faire connaître qu'il a fait arrêter le chef de la police du quartier pour n'avoir point sévi contre les perturbateurs de l'ordre, ce qui est un leurre. Il est de mon devoir d'avertir Votre Excellence que l'impunité d'un attentat commis ainsi publiquement sur un soldat de l'escorte excite contre nous la partie turbulente de la population et alarme

la colonie française et étrangère. La mauvaise volonté du premier ministre est évidente ; son inaction est interprétée comme une approbation tacite. J'ai pris les mesures de prudence que la situation comporte. L'escorte a été provisoirement consignée à la caserne, mais cette mesure ne saurait être maintenue définitivement sans inconvénient pour la discipline.

Il résulte des enquêtes que j'ai provoquées que, depuis le commencement de février dernier, date à laquelle les Hovas ont acquis la certitude qu'il n'y aurait pas d'expédition cette année, des incidents de ce genre ont commencé à se produire, et que depuis environ deux mois on constate une recrudescence dans ces manifestations. Nous avons la preuve qu'elles sont le résultat des excitations directes des fonctionnaires hovas qui, pour détourner le mécontentement causé parmi le peuple par la perception de l'impôt et par la corvée, motivent leurs exactions en disant qu'elles sont nécessaires pour faire face aux dures exigences des Français. Les rapports qui me parviennent des provinces sont unanimes à cet égard et confirment ce que je constate à Tananarive.

Le mauvais vouloir des autorités hovas se manifeste vis-à-vis de tous les étrangers. Le vice-consul d'Angleterre m'a transmis une plainte d'un Mauricien arrêté illégalement par les autorités hovas d'Ambositra. On m'annonce que le jeune Salomon a été attaqué, blessé et volé par les Fahavalos à trois jours à l'ouest de Tananarive.

Le directeur des mines de Suberbienville m'annonce des actes de violence grave commis par des Malgaches sur son personnel et il me signale l'attitude provocante et les excitations des autorités hovas.

Le résident à Tamatave me communique des renseignements d'après lesquels un Français de la Réunion aurait été assassiné par les esclaves du gouverneur de Mahanoro et à l'instigation de ce dernier.

LARROUY.

D'autres télégrammes, reçus bientôt après, nous peignaient la situation sous un jour de plus en plus sombre.

Cependant le gouvernement conseillait encore à M. Larrouy de gagner du temps. Il lui télégraphiait le 1^{er} août :

Paris, le 1^{er} août 1894.

Le gouvernement de la République se préoccupe vivement de la situation signalée par vos télégrammes et par votre correspondance. Cependant, il ne pense pas qu'il ait lieu d'entrer d'ores et déjà dans la voie qui conduirait à une rupture immédiate. Il examine actuellement les conditions d'une action éventuelle dans la grande île africaine de façon à saisir les Chambres à la rentrée au cas où la situation ne se serait pas améliorée. Le gouvernement n'est nullement d'avis que vous procédiez à une évacuation immédiate et que vous vous installiez à Tamatave. Vous signalez avec raison les inconvénients d'une telle mesure.

Il y a tout avantage à ce que vous restiez en contact avec le gouvernement hova et que tout en persistant dans vos revendications, vous nous aidiez à gagner le temps nécessaire ; une dernière action diplomatique tentée à Tananarive devrait précéder de très peu la date de l'évacuation et l'action éventuelle.

Il est bien entendu, cependant, que tout en vous faisant connaître ses vœux, le gouvernement s'en rapporte à votre expérience et à votre sang-froid en cas de péril urgent.

Voici ce que répondait M. Larrouy :

Tananarive, le 6 août 1894.

Je réponds à votre télégramme ; je comprends les raisons qui obligent le gouvernement de la République à gagner du temps. Cependant, je dois vous faire part des préoccupations que m'inspire le souci de la sécurité des Français habitant Tananarive. L'arrogance des Hovas augmente toujours. Cette

année, leur audace a pris des proportions extraordinaires lorsqu'ils ont vu que les bruits de guerre mis en circulation, il y a huit ou neuf mois, et paraissant corroborés par certaines mesures prises par le gouvernement (mission de M. de Beylié, envoi de renforts à Diego-Suarez et à la Réunion, etc.), n'étaient suivis d'aucun effet. Cet état d'esprit chez les Hovas a provoqué les incidents dont je vous ai entretenu précédemment, et, en ce moment, après nous avoir en quelque sorte tâtés, ils attendent, dans une attitude provocante, ce que fera le gouvernement de la République. Tout tend à nous prouver qu'une rupture est inévitable. Dès lors, il convient tout d'abord d'assurer la retraite vers la côte des 150 Français, non compris l'escorte du résident général et les fonctionnaires établis dans l'intérieur de l'île.

Cette évacuation doit précéder toute modification dans notre attitude, — qu'il s'agisse d'une dernière action diplomatique, du transfert de la résidence générale à Tamatave ou même d'une demande de crédits aux Chambres.

Votre Excellence me dit que le gouvernement français, tout en me faisant connaître ses vues, s'en rapporte à mon expérience et à mon sang-froid en cas de péril urgent. Permettez-moi de répondre à Votre Excellence que, lorsqu'il y aura urgence, il y aura précipitation et panique, et que l'évacuation se fera alors dans des conditions désastreuses. Tel a été le cas en 1883. Dans mon sentiment, le départ des Français doit précéder toute modification dans notre attitude, et le transfert de la résidence à Tamatave ne doit s'effectuer qu'après que tous nos compatriotes seront en sûreté. C'est pourquoi je crois de mon devoir d'insister auprès de Votre Excellence pour qu'elle m'autorise à faire partir d'Emyrne, d'Angousty et du Bouéni, les malades et les impotents, et à donner à nos nationaux la possibilité de se mettre en sûreté. Cela fait, le gouvernement de la République pourra, s'il le juge convenable, saisir les Chambres de la question, tout en maintenant la résidence générale à Tananarive jusqu'à la dernière action diplomatique.

LARROUY.

Nous répondions encore :

Paris, le 12 août 1894.

En vous confirmant mon télégramme précédent, je crois devoir préciser les vues du gouvernement. Nous persistons à penser qu'en l'état actuel des faits, et même en vue d'une intervention éventuelle, l'évacuation immédiate présenterait, en tant que mesure politique, de sérieux inconvénients.

Dans notre pensée, on ne devrait procéder à l'évacuation que lorsque le gouvernement, après avoir terminé l'étude indispensable des voies et moyens, aura résolu de demander des crédits aux Chambres. On ménagerait encore, entre cette décision et le dépôt du projet de loi, le temps qui vous serait nécessaire pour évacuer.

Toutefois, ces considérations ne sauraient prévaloir, au cas où vous jugeriez la situation assez grave pour mettre en péril la vie de nos nationaux en Emyrne et rendre impossible votre retour à la côte dans des conditions de sécurité suffisante. Si de telles conjonctures se présentaient, le gouvernement ne peut que s'en remettre à votre appréciation, certain que la résolution que vous prendrez vous sera dictée par le sentiment éclairé de tous vos devoirs.

Or, messieurs, nous recevions bientôt de M. Larrouy le télégramme suivant :

Tananarive, le 23 août 1894.

La sécurité de nos nationaux est si précaire que je n'hésite point à considérer leur vie comme menacée et la prudence nous commande de ne pas attendre qu'il y ait mort d'hommes pour prendre les dispositions que la situation comporte. J'estime que nous sommes arrivés à la limite extrême des délais pour procéder à l'évacuation. Retarder plus longtemps cette opé-

ration rendrait impossible notre retour à la côte dans des conditions de sécurité suffisante. Je tiens à profiter de la fin de la bonne saison en vue de faire partir d'abord les femmes et les invalides, ensuite les colons. Je quitterai Tananarive le dernier avec l'escorte et le personnel.

Toutefois, avant d'agir, j'attends votre réponse.

Cette dépêche, messieurs, fut reçue à Paris le 2 septembre. Le bâtiment qui l'avait apportée attendait la réponse à Port-Louis.

Le gouvernement, mis en présence d'une situation si grave, devait prendre des résolutions. C'est alors que, dans un conseil tenu à Pont-sur-Seine, la mission de M. Le Myre de Vilers fut décidée.

Avant tout, messieurs, je dois rendre hommage à l'énergie et au dévouement de votre collègue. (Très bien ! très bien !)

Le dimanche soir, je l'appelai d'Angers où il se trouvait en vacances, et je le priai de partir immédiatement.

Le paquebot quittait Marseille le mardi. M. Le Myre de Vilers me demanda seulement de retarder de quarante-huit heures le départ du bateau et, après avoir, pendant les trois jours qui le séparaient de son départ, conféré longuement avec les membres du gouvernement, il s'embarquait le jeudi soir 13 septembre, à bord de l'*Amazone*. (Applaudissements.)

Je résumerai en quelques mots l'objet de la mission confiée à M. Le Myre de Vilers. Le gouvernement voulait s'assurer, par l'envoi d'un personnage particulièrement compétent et autorisé, du véritable état de choses, et ajouter à la foi due aux dépêches de M. Larrouy le poids des avis de l'ancien résident général.

M. Le Myre de Vilers avait laissé à Madagascar la réputation d'un homme plutôt conciliant; ses relations avec le premier ministre et avec le gouvernement hova avaient été cordiales et s'étaient même continuées depuis qu'il avait quitté l'île. Nous voulions faire, par son intermédiaire, une dernière et sincère tentative d'arrangement; enfin, messieurs, nous pensions qu'au cas où l'obstination du gouvernement hova se refuserait à tout accord, il était utile de faire apparaître nettement à tous les yeux notre bon droit, notre modération, la sagesse et le calme qui devaient présider jusqu'à la fin à nos décisions dans cette affaire.

Ajoutons messieurs, qu'un autre souci pressait instamment le gouvernement de la République. Nous avions, depuis les télégrammes de M. Larrouy, de légitimes raisons d'être inquiets sur le résultat d'une évacuation longue et pénible pour nos nationaux habitant Tananarive. Femmes, enfants, invalides, prêtres, colons, soldats, un effectif de plus de 250 personnes pouvait se trouver, du jour au lendemain, jeté dans les difficultés d'un exil brutal, par des routes impraticables, sans porteurs, sans ressources et sans secours. Il fallait pourvoir à d'aussi graves éventualités.

M. Le Myre de Vilers recevait sur tous ces points des instructions précises. Ces instructions ont été jusqu'ici méthodiquement exécutées : elles ont permis de préparer d'avance, à la montée, les moyens de faciliter la descente, et nous avons toute raison de croire que, bien avant que les paroles que je prononce ici soient parvenues à Tananarive, elles auront mis à l'abri toute la colonie française obligée d'évacuer la capitale ou le territoire de l'île. (Très bien ! très bien !)

Tel était, messieurs, le double objet de la mission de M. Le Myre de Vilers.

En ce qui concerne les pourparlers qu'il devait engager avec le gouvernement hova, ses instructions étaient dictées par la nécessité impérieuse de mettre fin à une situation devenue obscure indéfiniment prolongée. Puisque le gouvernement hova, obéissant à je ne sais quels desseins occultes, avait poussé les choses à un point tel qu'une crise était ouverte, il fallait que cette crise eût du moins pour effet de guérir le mal dont on souffrait depuis trop

longtemps. M. Le Myre de Vilers devait donc réclamer du gouvernement hova la pleine et entière exécution du traité de 1885, l'établissement complet et de bonne foi du régime que ce traité avait fondé, le régime du protectorat. (Très bien ! très bien !)

C'était, en première ligne, l'application de l'article premier, avec toutes ses conséquences en ce qui concerne les relations extérieures de la Cour d'Emyrne.

Il devait ensuite stipuler le renforcement de l'escorte du résident général, de façon qu'elle représentât une force sérieuse, capable d'appuyer effectivement son autorité, et réclamer aussi la présence sur différents points de l'île des troupes nécessaires pour garantir l'ordre et la sécurité.

Afin de donner à ces dispositions un caractère durable, il devait réclamer le concours du gouvernement hova pour la création de voies de communication permanentes et faciles entre la côte et Tananarive. Enfin, pour couper court aux abus des concessions qui aliènent une partie de la souveraineté du pays, ces actes devaient être soumis à l'approbation de la résidence générale.

Telles étaient, Messieurs, les réclamations que M. Le Myre de Vilers avait le mandat d'adresser au gouvernement hova. C'était le minimum des garanties qui paraissaient nécessaires pour le bon fonctionnement du régime qui, en droit du moins, existait, et nous était reconnu depuis plusieurs années.

Messieurs, en ce qui concerne l'évacuation, la mission de M. Le Myre de Vilers a répondu aux intentions et à l'attente du gouvernement. Elle a échoué en ce qui concerne son objet principal, c'est-à-dire l'accord à établir avec le gouvernement hova.

Le gouvernement hova ne s'est pas refusé à entrer en pourparlers avec notre plénipotentiaire ; mais, après avoir pris connaissance de nos propositions, il a remis en retour à M. Le Myre de Vilers un contre-projet qui, à lui seul, suffirait à révéler le fond de sa politique. Cette politique, c'est, en somme, l'abrogation du traité de 1885 et la négation de tout protectorat effectif de notre part dans la grande ville africaine.

Voici les principaux points de ce contre-projet :

Le résident général (au lieu de continuer de présider à la politique extérieure du gouvernement hova) sera reconnu par ce gouvernement comme représentant des gouvernements étrangers ayant des traités avec Madagascar, s'il en est chargé par lesdits gouvernements (Exclamations ironiques) et s'il montre son titre de nomination au gouvernement malgache.

La reine de Madagascar prend sous sa sauvegarde les personnes et les biens des Français résidant dans l'île. Par contre, le gouvernement de la République s'engage à ne pas empêcher l'introduction par la reine des armes et des munitions qui lui sont nécessaires pour mener à bonne fin cette obligation. (Nouvelles exclamations.)

Le gouvernement de la République s'engage à donner des ordres aux officiers commandant les navires de la station navale de ne point débarquer des troupes à Madagascar pour y faire des exercices militaires et si, parfois, lesdits officiers contrevenaient à ces ordres, le gouvernement de la République en fera la répression.

Le gouvernement malgache et le gouvernement français s'engagent à nommer leurs délégués respectifs pour la délimitation de la baie de Diego-Suarez, conformément au traité ; l'époque de la délimitation sera fixée pour trois mois après la signature du présent traité.

Je ne ferai qu'indiquer un autre article de pure forme, mais dont la Chambre, qui n'a pas oublié certaines difficultés d'interprétation qui se sont produites à l'occasion du traité de 1885, appréciera facilement la portée : « Le présent traité sera rédigé en français et en malgache, les deux versions ayant la même force. » (Exclamations et rires.)

Ai-je besoin d'ajouter que M. Le Myre de Vilers ne consentit même pas à discuter de pareilles propositions et après avoir pris les précautions nécessaires pour procéder en toute sûreté à l'évacuation, il donna immédiatement l'ordre du départ.

Le 2 novembre, il arrivait à la côte, laissant au gouvernement hova un dernier délai qui ne s'achèvera que quand M. Le Myre de Vilers aura reçu d'ici même l'ordre de quitter Tamatave.

Messieurs, l'heure des résolutions est venue. Le gouvernement tient à vous rappeler qu'il s'est attaché à réserver jusqu'ici au Parlement une entière liberté d'action. Pas une dépense n'a été engagée, pas un soldat n'a été déplacé, si j'en excepte les mesures prises en mai par le précédent cabinet. M. Le Myre de Vilers est toujours dans l'île.

Vos résolutions sont libres. Le gouvernement ajoute, d'ailleurs, immédiatement que les siennes ne le sont plus. Il les a arrêtées après mûre réflexion, et la demande de crédits qu'il va déposer sur le bureau de la Chambre vous les fera connaître.

Mais, si sa responsabilité est dès à présent engagée par cette demande de crédits, si, héritier d'une série de nécessités qu'il n'a pas créées, il a résolu d'entrer dans la voie qui, selon les expressions mêmes d'un ordre du jour voté par la Chambre, lui paraît « la seule propre à sauvegarder l'honneur et les intérêts de la France », — il n'a voulu agir qu'avec le plein et libre concours du Parlement et du pays. (Applaudissements.)

Il a passé en revue la situation telle qu'elle se présentait à lui ; il en a pesé le pour et le contre ; et, de tous les points de son enquête, ses conclusions lui ont paru aboutir fatalement à la solution qui, seule, peut assurer l'avenir, en donnant enfin à notre protectorat les moyens de s'exercer effectivement.

Messieurs, je crois avoir démontré à la Chambre que la situation qui a duré depuis neuf ans ne pouvait plus se prolonger. Laisser en otage à Tananarive un résident général sans autorité réelle, n'ayant plus, avec la reine ni avec le gouvernement, aucune relation d'aucune sorte, une escorte insuffisante et exposée, une colonie inactive et découragée, c'était là un état de choses auquel les télégrammes de notre représentant nous faisaient un devoir de mettre un terme.

Une fois l'évacuation accomplie et les propositions de la France rejetées par le gouvernement hova, plusieurs systèmes pouvaient être et ont été effectivement préconisés.

Les uns ont pensé que nous devrions nous contenter d'occuper les ports de la côte, Tamatave, Majunga, Diego-Suarez, surveiller et, au besoin, entraver le commerce, attendre l'effet de ces mesures en nous agrandissant peu à peu vers l'intérieur.

Cette solution a un grave inconvénient : elle ne termine rien. Ce n'est pas l'expédition tout de suite, il est vrai ; mais c'est l'expédition toujours. (Très-bien ! très bien !)

Nos contingents, maintenus dans des postes peu salubres, condamnés à une lutte constante de broussailles et d'avant-postes, n'auront même pas l'élan d'une campagne décisive. (Marques d'approbation.) On perdra autant de monde, on dépensera autant d'argent, notre influence ne fera pas un progrès, le commerce souffrira, et il faudra bien finir, un jour ou l'autre, par résoudre le dilemme de l'évacuation complète ou de l'action décisive. (Très bien ! très bien !) Mais ce jour-là l'expédition se fera contre un adversaire prévenu, aguerri, enhardi, mieux organisé et mieux dirigé, et, par conséquent, dans des conditions bien plus difficiles.

On a aussi parlé de la simple occupation de Diego-Suarez comme point stratégique, et l'on a pensé que le gouvernement hova ne fera pas de difficulté de laisser s'accroître notre colonie dans le nord de l'île, si nous renoncions au traité de 1885.

Cette solution a été préconisée notamment par des publicistes étrangers. (On rit.) Elle aurait, en effet, au point de vue auquel ils se placent, un réel avantage. En laissant le gouvernement hoya libre de ses mouvements, on le jetterait dans les bras des agents douteux qui pullulent déjà autour de lui. (C'est cela! Très bien!)

Nous serions acculés à la mer, sans l'espoir d'un développement sérieux à l'intérieur. La colonie de Diego-Suarez, sans territoire, sans avenir, sans ravitailllement, deviendrait un coûteux et périlleux embarras. Cette solution est pire peut être encore que la précédente. (Marques d'assentiment.)

Enfin, messieurs, il restait à la solution franche, nette, claire, de l'évacuation, de l'abandon total de l'île. Cette évacuation, le gouvernement ne s'y est pas arrêté un seul instant. Il la repousse en elle-même; il la repousse dans ses conséquences. (Très bien! très bien!)

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, messieurs, qu'on l'approuve ou qu'on la blâme, la France est, comme la plupart des puissances européennes, entraînée vers une politique d'expansion lointaine qui n'est pas seulement la suite d'une volonté raisonnée ou d'un dessein calculé, mais qui est la résultante naturelle de ce besoin d'activité qui compte parmi les meilleurs symptômes de la santé chez les races vigoureuses. (Très bien! très bien!)

Malgré des difficultés sérieuses, des déboires parfois pénibles, cette tendance a été se développant depuis quinze années, depuis que la France a repris son énergie et ses forces.

Les résultats de cette politique, messieurs, vous les connaissez; vous les consacrez chaque jour par vos votes; vous poursuivez, malgré les charges déjà si lourdes d'une nation qui n'a pas qu'une seule tâche, l'œuvre entreprise par ceux qui vous ont précédés. Plusieurs de ces colonies récentes ont répondu à nos espérances. On peut dire que la possession de certains de ces territoires, parfois si chèrement gagnés, compte déjà parmi les éléments les plus précieux de notre autorité dans les grands problèmes qui, en ce moment, agitent le monde.

Eh bien! messieurs, dans le domaine de notre activité coloniale, Madagascar a toujours pris — et j'ajoute devait prendre — une place au moins égale à celle de nos colonies d'Indo-Chine. Située à l'autre extrémité de l'océan Indien, accotée à cette Afrique australe qui prend en ce moment un si merveilleux essor, placée sur ce chemin du Cap qui peut redevenir bientôt une des grandes voies du commerce universel, entourée de nos colonies de la Réunion, de Mayotte, de Nossi-Bé, des Comores. — Madagascar, « la Grande Terre », comme l'appellent les habitants de ces régions hier si éloignées, maintenant si voisines de nous, — Madagascar offre à notre activité coloniale, à notre prévoyance politique, un champ d'action duquel il serait véritablement impardonnable de détourner nos regards. (Très bien! très bien!)

Au moment où le monde, par la rapidité des communications, se resserre, se rétrécit de jour en jour, au moment où les puissances civilisées se disputent des territoires qui ne peuvent plus rester bien longtemps aux mains des peuplades qui les occupent, devons-nous, pouvons-nous oublier le passé déjà si long qui nous rattache à cette île, les droits acquis si péniblement, et dédaigner les intérêts qui commencent déjà à s'y développer.

La valeur de Madagascar a été discutée. Tout se discute, messieurs, et je ne voudrais pas faire entrevoir à la Chambre et au pays des mirages qui ne troublent nullement mes propres regards.

L'île est isolée; quoique fiévreuse sur certains de ses côtés, elle est plutôt salubre en général. La température échappe à ces extrémités contraires dont l'excès accable l'Européen dans presque toutes les terres coloniales. Le plateau central est assurément sain.

Les productions sont variées, quelques-unes d'entre elles sont précieuses;

si une partie de l'île est jusqu'ici restée inculte, le reste est mis en valeur et on y a déjà vu naître des exploitations intéressantes.

Dans l'Emyrne, la population est réellement abondante : Tananarive est une ville de près de 100,000 habitants, Tamatave en compte plus de 12,000, Fianarantsoa presque autant. Majunga, à la côte ouest, est aussi un centre considérable, et à la côte est on rencontre, échelonnées tout le long du littoral, des localités importantes, telles que Mohanoro, Mananjary et Fort-Dauphin, l'ancienne capitale de nos établissements de Madagascar.

Vingt mille étrangers, venus soit des possessions européennes de l'océan Indien, soit de l'Europe elle-même, sont installés à Madagascar.

La moitié environ ressortissent à la juridiction française.

On a dit que le commerce ne pouvait prospérer dans l'île. On a dit aussi que nos nationaux n'avaient su y constituer aucun intérêt sérieux. Ce sont là des indications aussi inexactes que celles qui présenteraient Madagascar comme un eldorado. Voici, messieurs, quelques faits précis qui répondent à ces allégations : Pendant le premier semestre de 1893, le trafic à l'entrée a été de près de 2 millions de francs, le trafic à la sortie de près de 3 millions ; ce qui représente un commerce total de 5 millions pour un semestre. Dans ces chiffres la France compte pour plus du cinquième. (Mouvements divers.)

M. Leydet. — Nous faisons donc 100,000 francs de bénéfices !

M. le ministre. — Je donne des renseignements exacts, messieurs. (Parlez ! parlez !)

M. le Président. — Veuillez écouter l'exposé si clair, si net, de M. le ministre des affaires étrangères.

M. le ministre. — Si l'on tient compte de l'état d'insécurité dans lequel se trouve le pays ; si l'on observe qu'il n'y a aucune justice, pas de voies de communication ; que la contrebande s'exerce presque sans façon ; que si l'on ajoute que le gouvernement hova s'applique à empêcher tout ce qui peut développer les affaires ; que, malgré ces entraves, plusieurs grandes exploitations se sont déjà développées dans l'île, nous pouvons dire, sans risquer de nous tromper, qu'au point de vue de la colonisation, ces premiers résultats permettent de bien augurer de l'avenir.

Madagascar peut, en des mains actives, devenir une belle et puissante colonie. Le voisinage de la Réunion et de Maurice prouve que notre race peut s'acclimater dans ces régions et y obtenir de réels succès.

Mais, messieurs, pour atteindre ces résultats, il est nécessaire qu'un état de choses nouveau se substitue à celui qui n'a duré que trop longtemps dans la grande île africaine. (Approbation.)

M. de Mahy. — Très bien ! Voilà la vérité !

M. le ministre. — Notre esprit national est ainsi fait qu'il se détourne instinctivement de ce qui n'est pas clair à ses yeux. Or, ni notre commerce, ni notre initiative privée, ni nos capitaux — et je pourrais donner de ce que j'avance des preuves malheureusement trop frappantes — ne s'engagent à fond dans une entreprise coloniale s'ils voient le gouvernement hésiter lui-même sur ses propres intentions. (Très bien ! très bien !)

Un avenir incertain fait nécessairement un présent précaire. La longue tentative de conciliation poursuivie vainement, pendant près de neuf ans, avec le gouvernement hova a découragé les plus entreprenants.

Le système tel qu'il était appliqué a échoué ; il faut entrer dans des voies nouvelles.

Messieurs, disons franchement les choses : il n'y a véritablement de protectorat que quand le protecteur est en mesure de faire prévaloir sa volonté, au moins dans le champ où elle se limite naturellement.

Or, j'ai prouvé tout à l'heure à la Chambre qu'à Madagascar rien de tel n'existait.

Tant que le gouvernement hova pourra échapper à notre influence, tant que, renfermé dans ses montagnes, il se croira à l'abri d'une intervention directe de notre part, il nous refusera dans la pratique ce que les traités mêmes nous reconnaissent.

Les faits parlent et ont surabondamment démontré que la présence effective d'une force sérieuse à Tananarive est indispensable. Elle est d'ailleurs prévue par l'acte de 1885.

Le traité stipule que le résident général sera entouré d'une troupe suffisante pour le garder, pour assurer le respect de ses décisions et, par suite, pour maintenir dans l'île l'ordre et la sécurité nécessaires au séjour de nos nationaux et de tous les résidents qui acceptent notre protectorat.

C'est cette force que nous vous demandons de conduire à Tananarive en l'accompagnant d'effectifs suffisants pour que sur la route, elle soit à l'abri de toute surprise et qu'elle puisse au besoin briser les résistances qui lui seraient opposées.

Cette solution, nous aurions voulu l'obtenir du consentement du gouvernement hova; mais puisqu'il faut la lui imposer, avec votre concours, messieurs, nous la lui imposerons. (Mouvement.)

Le gouvernement, messieurs, se propose de déposer sans retard sur le bureau de la Chambre un projet de crédits lui assurant les ressources nécessaires pour obtenir le résultat qui vient d'être indiqué.

Ce projet devra être étudié par les deux Chambres, et je ne veux pas aujourd'hui en exposer le détail; mais ce que je puis dire immédiatement, c'est que, dans notre pensée, l'expédition projetée doit être assez forte pour monter, en une seule campagne, jusqu'à Tananarive (Très bien!) et pour garder, par la suite, le bénéfice de l'effort qu'elle aura accompli.

Tananarive est à plusieurs centaines de kilomètres de la côte. Située sur un plateau élevé, la ville est, au milieu de l'île, un point culminant qui, par sa position, décide la domination de tout le pays. L'effort à faire pour s'en emparer doit être vigoureux. Mais le résultat sera décisif.

Installée dans la capitale, une garnison solide imposera désormais notre influence sur le pays tout entier.

Encore une fois, messieurs, je ne veux pas entrer ici dans des détails réservés pour une autre discussion. Mais j'ajouterai pourtant que, si nous avons pressé le départ de M. Le Myre de Vilers, si nous demandons, dès aujourd'hui aux Chambres, une décision rapide, c'est que, malgré le délai qui nous sépare de la fin de la saison pluvieuse, époque où l'on pourra entrer en campagne, le temps nous presse. L'expédition demande à être préparée de longue main. Il faut réunir des moyens de transport, engager des porteurs, affréter et même construire des bateaux. Votre décision est attendue avec impatience par ceux qui auront la responsabilité et l'honneur de la mettre à exécution.

J'ajoute encore, messieurs, que la demande des crédits dont il s'agit repose sur une étude attentive, sur un relevé minutieux des obstacles en présence desquels nous allons nous trouver, et que le gouvernement réclame d'un coup à la Chambre et au pays tous les sacrifices qui lui ont paru nécessaires pour mener à bien l'œuvre une fois entreprise. 15,000 hommes et 65 millions paraissent indispensables. (Mouvements divers.)

Ces chiffres sont élevés sans doute, mais nous voulons que cette campagne soit prompte, méthodique et décisive.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à vous demander sans détour tout ce qui nous semble utile pour assurer le succès.

Messieurs, avant de terminer ce long exposé, il me reste à démontrer qu'en prenant les décisions que la situation comporte, la France peut se sentir libre de tout engagement à l'égard des puissances étrangères.

Tel a été, du moins, le résultat des neuf années qui se sont écoulées. A ce point de vue, elles n'ont pas été inactives.

Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'une situation diplomatique très nette, qui a eu son point de départ dans le traité de 1885, mais que des actes successifs ont singulièrement complétée, améliorée.

A la suite de la ratification du traité franco-malgache du 17 décembre 1885, M. de Freycinet, conformément aux clauses du traité de Berlin, adressa aux représentants du gouvernement de la République auprès des puissances étrangères un télégramme circulaire les informant que ledit traité avait été ratifié et inséré à l'*Officiel* du 7 mars 1886, et « qu'il serait désormais la règle définitive des rapports internationaux entre le gouvernement hova et les gouvernements étrangers ».

Nos représentants étaient, en même temps, invités à « en donner avis dans une démarche courtoise au ministre des affaires étrangères des puissances auprès desquelles ils étaient accrédités ».

Se conformant à ces instructions, notre ambassadeur à Londres fit au Foreign office une déclaration dans les termes indiqués plus haut. Le principal secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères en prit acte sans observations.

Des notifications analogues furent faites également auprès des autres cabinets dans les mêmes conditions.

En mai 1890, une conférence internationale étant réunie à Bruxelles, à l'effet de réglementer l'exportation des armes en Afrique, quand la question de Madagascar et des îles Comores fut abordée, les plénipotentiaires français, sur la demande qui leur fut adressée, firent la déclaration suivante :

Le gouvernement de la République déclare qu'il s'engage à provoquer les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation des armes et des munitions de guerre de Madagascar et de l'archipel des Comores à destination des possessions de la côte orientale d'Afrique et à exercer un contrôle efficace dans les ports de ces îles.

Cette déclaration fut acceptée par toutes les puissances signataires qui ne faisaient d'ailleurs qu'admettre un droit existant naturellement au profit de la France et qui lui demandaient seulement de bien vouloir en user dans l'intérêt de la cause soumise à la conférence.

Enfin, messieurs, cet état de choses indiscutable et reconnu déjà par la série des faits que je viens d'indiquer se précisa et se développa encore dans des arrangements importants dont la Chambre n'a pas perdu le souvenir.

Au moment où l'Angleterre établissait son protectorat dans les îles de Zanzibar et de Pemba, la France, qui eût été en droit de réclamer aux Etats du Sultan le bénéfice de l'arrangement de 1862, consentit à laisser modifier cet arrangement par un acte qui, parallèlement, contenait en faveur de la France les dispositions suivantes :

Le gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît le protectorat de la France sur l'île de Madagascar avec ses conséquences, notamment en ce qui touche les exequatur des consuls et des agents britanniques qui devront être demandés par l'intermédiaire du résident général français.

Remarquez cette formule nouvelle, messieurs : « Le protectorat avec ses conséquences ».

Aussi expressive que possible, elle confirme et élargit la base fournie par le traité de 1885. Elle admet notre action dans toute l'étendue du protectorat et de ses conséquences.

Elle établit entre Zanzibar et Madagascar un parallélisme qui existe dans la forme comme dans le fond.

Et cela est si vrai que le gouvernement britannique s'en remet à nous du soin de veiller dans l'intérieur de l'île au respect de ses missionnaires et à la sauvegarde de la tolérance religieuse.

M. de Mahy. — L'Angleterre a respecté les nôtres en les chassant à coups de mitrailleuse Maxim. Voilà le parallélisme !

M. le ministre. — A Madagascar comme à Zanzibar, il est stipulé, par deux clauses respectivement identiques, que « les missionnaires des deux pays jouiront d'une complète protection, la tolérance religieuse, la liberté de tous les cultes et l'enseignement religieux étant garantis ».

M. de Mahy. — Du côté de l'Angleterre, cet engagement n'a pas été tenu.

M. le ministre. — Bientôt, messieurs, un arrangement analogue interviendrait avec l'Allemagne en échange de l'acquisition par elle d'une partie des possessions continentales du sultan de Zanzibar et de l'île de Mafia.

Ici encore on reconnaît le protectorat de la France sur Madagascar avec toutes ses conséquences ».

J'ai donc le droit de dire et d'affirmer qu'à l'égard des puissances notre situation diplomatique est entièrement nette, dépourvue de toute obscurité, et à l'abri de toute entrave. (Très bien ! très bien !)

A quelque point de vue que l'on se place, qu'il s'agisse pour nous d'exiger l'exécution loyale du traité de 1883, qu'il s'agisse de réclamer la juste punition des attentats commis contre nos compatriotes, qu'il s'agisse d'envoyer dans l'île les forces nécessaires pour assurer l'exercice d'un protectorat qui, en nous constituant des droits, nous impose aussi des devoirs, notre liberté d'action est complète.

Aucune intervention ne peut se produire, aucune ne s'est produite jusqu'ici ; la sagesse et la loyauté des puissances étrangères nous sont un sûr garant qu'aucune ne se produira dans l'avenir. (Très bien ! très bien !)

Telle est, messieurs, la situation diplomatique qui se dégage des traités et des accords existants. On peut se demander, cependant, si, au point de vue de la politique générale, il nous est permis d'engager une partie de nos forces dans une expédition lointaine, dont personne ne se dissimule les difficultés.

Je pourrais vous dire, messieurs, que nous n'avons pas choisi l'heure, je pourrais ajouter que les événements qui se sont produits depuis plusieurs mois ne sont pas de ceux qui peuvent ni se prévoir, ni se modifier au gré de la volonté humaine. J'ajouterai même qu'il serait bien imprudent de faire, en ce qui concerne le cours des événements futurs, des pronostics que l'avenir peut-être se chargerait de démentir.

Mais, messieurs, ne me permettez-vous pas de considérer cependant que, si les événements auxquels je viens de faire allusion méritent notre vigilante attention, les éléments pacifiques l'emportent, en somme, dans l'équilibre général des forces dont l'harmonie règle le sort du monde.

Au moment où l'Europe salue partout de ses regrets et du témoignage unanime de sa douleur le souverain désigné à la reconnaissance de l'histoire comme le plus ferme défenseur de la paix (Applaudissements prolongés), au moment où toutes les paroles entendues, d'où qu'elles viennent, sont des paroles de concorde et d'apaisement ; au moment où tous ceux qui peuvent influencer sur la direction des grandes affaires s'appliquent à affirmer l'appréhension et l'horreur que leur inspirerait une politique de désunion et de discorde entre les puissances européennes ; tandis que chacune de ces grandes nations, tout en veillant à la défense de ses intérêts dans les régions lointaines où ils sont en jeu, n'en veille pas moins, avec un soin égal, à ce que l'émulation et même les rivalités qui en résultent ne compromettent ni les bons rapports ni la confiance réciproque qui les animent, ne sommes-nous pas en droit de dire qu'à ce moment nous pouvons, nous aussi, aller sans témérité là où nous appelle la défense de nos intérêts et de notre honneur menacé ? (Applaudissements.)

Messieurs, le gouvernement s'est trouvé en présence d'une question depuis longtemps ouverte, et que des événements indépendants de sa volonté ont conduite jusqu'à l'état aigu.

Depuis l'époque où le précédent cabinet, répondant au vœu exprimé par un ordre du jour de la Chambre, a envoyé des renforts sur les lieux, des responsabilités chaque jour plus précises se sont imposées à nous.

C'était d'abord le souci pressant de la situation de notre résident général, de l'escorte militaire, et de tous les colons isolés à Tananarive ou sur les divers points de l'île, hors de portée de notre protection efficace.

C'était aussi un autre genre de danger, celui d'être entraîné, par des complications soudaines, à une action immédiate, dans une saison peut-être défavorable, sans que nous ayons pu poser clairement notre droit ni tenter, auprès du gouvernement hova, un dernier appel à la sagesse et à la conciliation.

Aujourd'hui, messieurs, nos nationaux sont, nous l'espérons, à l'abri de tout péril ; et, d'autre part, si notre appel n'a pas été entendu par la Cour d'Emyrne, nous avons du moins épuisé toutes les voies pacifiques.

Le gouvernement demande à la Chambre, si elle approuve sa conduite, de le dire nettement. (Très bien ! très bien !) Ce qui importe, en effet, à l'heure présente, c'est de faire apparaître aux yeux de tous l'union des pouvoirs publics devant une difficulté qui ne souffre plus ni hésitation ni atermolement. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, le gouvernement ne s'est pas dérobé à ses responsabilités : il est prêt à vous soumettre immédiatement les mesures que la situation actuelle commande.

Il vous appartient de vous prononcer avec une claire et virile conscience de nos intérêts, de notre dignité et de notre droit. (Applaudissements.)

M. Boissy-d'Anglas appuie le ministre et propose de transformer la question en interpellation pour permettre à la Chambre de sanctionner par un vote les déclarations du gouvernement. Mais, en présence du dépôt de la demande de crédit par le ministre de la guerre en son nom et au nom de ses collègues des finances et de la marine, M. Boissy-d'Anglas retire sa proposition : la Chambre va, en effet, être appelée à se prononcer sur les conclusions de la commission qui sera nommée.

Le président du conseil déclare que la seule chose que demande le gouvernement, désireux de savoir si dans cette circonstance importante il a la confiance de la Chambre, c'est que la commission fonctionne le plus tôt possible. Il propose qu'elle soit nommée demain jeudi. Cette date est acceptée.

Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ouvrant aux Ministres de la Guerre et de la Marine des crédits montant à la somme de 65 millions de francs, pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar, par M. Chauvtemps, député.

Messieurs, dans sa séance du 22 janvier 1894, la Chambre votait l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour maintenir notre situation et nos droits à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau, passe à l'ordre du jour. »

Cet ordre du jour fut voté par l'unanimité de la Chambre, et M. le Président de la Chambre eut devoir prendre acte de cette unanimité.

L'ordre était, en effet, troublé et le brigandage sévissait dans une grande partie de l'île ; les attentats contre les Français et contre les étrangers, dont nous avions pris en main la sauvegarde, se succédaient et demeuraient impunis ; les insultes au drapeau de la France se multipliaient à Tananarive, au voisinage même de notre colonie de Diégo-Suarez et dans tout le pays.

A la suite de l'ordre du jour voté par la Chambre, les garnisons de Diégo-

Suarez et de la Réunion furent renforcées, on augmenta l'effectif de la division navale de l'océan Indien. Mais ni ces mesures ni les pressantes représentations de notre résident général ne produisirent d'effet : le Gouvernement de Tananarivo était résolu à ne pas exécuter le traité de 1885.

Les principales dispositions de ce traité nous assuraient une situation prépondérante : un résident, représentant le Gouvernement de la République, devait présider aux relations extérieures de Madagascar ; notre représentant devait résider à Tananarive, avec une escorte militaire ; il avait droit d'audience privée et personnelle près de la Reine.

Ce traité n'avait donné lieu à aucune observation de la part des Puissances étrangères, lorsqu'après sa ratification par le Parlement et son insertion au *Journal officiel* du 7 mars 1886, il leur avait été notifié comme devant être « désormais la règle des rapports internationaux entre le Gouvernement hova et les Gouvernements étrangers ».

En mai 1890, la Conférence internationale réunie à Bruxelles, à l'effet de réglementer l'exportation des armes en Afrique, avait accepté, sollicité même une déclaration des Plénipotentiaires français, qui consacrait l'existence de notre protectorat sur Madagascar.

La même année, le Gouvernement britannique avait reconnu définitivement, par traité, « le protectorat de la France sur l'île de Madagascar, avec ses conséquences, notamment en ce qui touche les exequatur des consuls et des agents britanniques, qui devront être demandés par l'intermédiaire du résident général français. »

Presque à la même date, le Gouvernement allemand, en échange de l'acquisition d'une partie des possessions continentales du sultan de Zanzibar et de l'île de Mafia, avait signé un arrangement identique.

Notre situation était donc des plus franches à l'égard des Puissances. Mais le Gouvernement français, au moment de la conclusion du traité de paix de 1885, n'avait pas cru devoir insister pour l'installation à Tananarive, aux côtés du résident général, d'une force capable d'assurer le respect des stipulations consenties de part et d'autre.

Le Gouvernement hova marqua bientôt l'intention de ne pas se soumettre à l'art. 1^{er} du traité, qui conférait au résident général la direction des affaires extérieures ; toute demande d'exequatur, transmise par le résident de France, était systématiquement écartée ; les Puissances, qui avaient formellement reconnu le protectorat, ne pouvant pas communiquer directement avec le Gouvernement hova, restaient en réalité sans représentants ; selon l'expression employée par M. le Ministre des Affaires étrangères lui-même, dans le lumineux exposé qu'il a fait à la Chambre, Madagascar s'est trouvée depuis huit ans dans une véritable anarchie au point de vue des relations extérieures. De ce fait, l'attitude des Hovas à l'égard des étrangers de toutes nationalités est devenue de plus en plus agressive, des meurtres ont été commis, et l'on a trouvé dans plus d'un crime la main de fonctionnaires hovas. Aucune satisfaction ne pouvait être obtenue.

Les télégrammes échangés dans le courant du mois d'août dernier, entre le Gouvernement de la République et M. Larrouy, notre résident général à Tananarive, et dont il a été donné communication à la Chambre, prouvent que l'esprit de conciliation a été poussé de notre part jusqu'à l'extrême limite compatible avec notre dignité nationale.

Les responsabilités que nous avions assumées à l'égard de la vie et des biens des étrangers de toutes nationalités ; la sécurité de notre représentant lui-même, dont on ne saurait trop louer l'attitude prudente et courageuse, et celle des Français groupés autour de lui ; l'honneur de la France, enfin, exigeaient les résolutions qui ont été prises.

La mission de M. Le Myre de Vilers fut un dernier avertissement destiné à prévenir l'emploi de la force. Cette tentative n'eut pas plus de succès que les précédentes, et le Gouvernement, tous moyens de pacification ayant échoué, se décida à déposer le projet de loi dont nous sommes saisis.

Votre Commission, messieurs, pénétrée de la gravité de son rôle, a cru que son premier devoir était d'entendre les témoignages des Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances, dont la responsabilité est le plus directement engagée.

L'exposé qui a été fait devant nous, avec une grande sincérité, par M. le Ministre des Affaires étrangères, nous a démontré que la nécessité d'une action militaire était inévitable. Les témoignages de MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine, appuyés de renseignements précis, nous ont convaincus qu'il n'était point d'autre solution sûre et définitive que la marche d'un corps expéditionnaire vers Tananarive et la solide occupation de la capitale des Hovas. C'est pourquoi, par 9 voix contre 2, la Commission a résolument écarté les amendements qui tendaient à borner notre action à la surveillance, au blocus ou même à l'occupation des côtes; l'expérience du passé suffirait d'ailleurs à nous éclairer sur l'inefficacité de ces moyens.

Il convient à l'honneur de la France que l'effort soit rapide et décisif; mais ses intérêts exigent qu'il soit restreint aux sacrifices indispensables. Les Ministres nous ont donné l'assurance qu'aussitôt l'expédition terminée, les dépenses d'occupation seraient réduites dans les plus étroites limites.

Le Gouvernement et la Commission sont d'accord pour éviter au pays la charge morale et financière d'une administration directe, uniformément imposée à toutes les populations de l'île. Il est dans l'intention du Gouvernement, qui se préoccupe de tirer tout le parti possible des richesses aujourd'hui démontrées de la « Grande Terre » de l'océan Indien, d'utiliser tous les éléments locaux d'administration qui existent actuellement et ceux que lui révélera, dans la suite, l'étude des races si diverses de Madagascar.

Il n'est pas douteux que, l'ordre étant rétabli, les ressources que l'île offre à la colonisation ne se développent assez rapidement pour justifier les sacrifices que nous aurons consentis.

Nous étant mis d'accord avec le Gouvernement sur le but à atteindre, nous avons eu à examiner les dépenses qu'entraînerait l'adoption du projet de loi.

Les explications les plus complètes nous ont été fournies sur la composition du corps expéditionnaire, qui laisse intacts toutes nos unités de mobilisation. Quant au détail des évaluations de dépenses, l'expérience acquise depuis 1833, les renseignements fournis par des délégués techniques, ont permis à une Commission composée d'officiers d'une compétence indiscutée de fixer des chiffres aussi rigoureux que possible.

La Commission a spécialement appelé l'attention du Gouvernement sur les évaluations concernant les services des subsistances, des transports et de santé, ces services, dans une expédition de ce genre, ayant une importance capitale. Les Ministres de la Guerre et de la Marine nous ont fourni tous les éléments de leurs calculs; ils nous ont déclaré qu'ils étaient convaincus que les évaluations avaient été faites largement; ils nous ont donné l'assurance, enfin, notamment en ce qui concerne les transports de troupes, que rien ne serait négligé pour le bien-être des soldats.

Enfin, la Commission avait à se préoccuper, sinon du mode d'imputation des crédits, question réservée à votre Commission du budget, du moins de la répartition de la somme affectée à l'expédition entre les divers chapitres du compte spécial.

Elle a estimé qu'une subdivision aussi rigoureusement fixée d'avance pourrait être préjudiciable à la liberté d'action des administrateurs et des chefs, et qu'il conviendrait d'accorder au Gouvernement la faculté de transporter des crédits d'un chapitre à l'autre, par décrets publiés au *Journal officiel*, en respectant, toutefois, la spécialisation par Ministère. Le contrôle du Parlement, qui doit s'exercer en fin de compte, n'en recevrait aucune atteinte.

La Commission du budget ayant émis un avis différent, au point de vue purement financier, le Gouvernement nous a demandé de nous rallier à la rédaction adoptée par votre Commission des finances.

La Commission vous propose donc, messieurs, le vote intégral des crédits

demandés, et elle recommande au Gouvernement l'amendement de M. Albin Rozet, qui tend à ce que les approvisionnements, fournitures et services de toutes sortes, nécessités par les préparatifs de l'expédition de Madagascar, soient réservés, autant que possible, à l'industrie, à la navigation et au commerce français.

Messieurs, votre Commission a cru être l'interprète fidèle des sentiments de la Chambre et du Pays en consentant une dépense que lui paraissent exiger impérieusement le souci de notre honneur et la sauvegarde de nos intérêts.

Il ne s'agit pas seulement d'un incident de notre politique coloniale. La question de Madagascar doit, sans doute, être envisagée en elle-même et dans ses éléments propres, mais elle ne peut être détachée de l'ensemble de notre politique extérieure.

Le vote que nous émettrons, messieurs, donnera la mesure de notre volonté de conduire à bonne fin les œuvres une fois entreprises et d'assurer le respect des traités au bas desquels figure la signature de la France.

Séance de la Chambre des Députés du 22 novembre.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir, aux Ministres de la Guerre et de la Marine, des crédits montant à la somme de 65 millions de francs pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar.

Je viens d'être saisi, par M. Paschal Grousset d'une motion préjudicielle ayant le caractère d'une demande d'ajournement, et formulée dans les termes suivants :

« La Chambre décide qu'elle procédera d'abord à l'examen de la situation générale en Europe et en Asie, afin de déterminer avant tout s'il convient d'engager présentement la puissance nationale en Extrême-Orient par une expédition démesurée à l'intérieur de Madagascar. »

La parole est à M. Paschal Grousset.

M. Paschal Grousset. — Messieurs, la question de Madagascar, qui va faire l'objet de ce débat, n'est qu'un épisode — on l'a beaucoup répété depuis quelques jours — d'une question infiniment plus large, celle des intérêts généraux de notre pays dans l'Extrême-Orient. Elle ne peut et ne doit pas être jugée séparément.

C'est parce que j'en suis convaincu, parce que, — je le crois fermement, — le Gouvernement en est également convaincu, parce qu'il faut chercher dans cette opinion même du Gouvernement la raison des crédits véritablement hors de toute proportion, en hommes et en argent, avec les résultats locaux qu'on peut en attendre, c'est parce que j'ai cette conviction que je viens vous demander de placer d'abord la question sur son véritable terrain en discutant : 1^o s'il convient d'engager dès à présent le bras de la France dans l'engrenage où tout son corps peut se trouver saisi (Bruit au centre. — Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche) ; 2^o si, dans l'hypothèse d'une manifestation militaire dans l'océan Indien, les moyens proposés par le Gouvernement sont bien les meilleurs.

Je ne préjuge pas la solution. Je puis avoir à cet égard mon opinion personnelle ; je viens demander à la Chambre de ne pas aborder un problème aussi vaste, aussi complexe, par son côté le plus étroit. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. Chaulemps, rapporteur. — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. — Messieurs, il est assez difficile d'accorder la motion préjudicielle qui vient d'être déposée par l'honorable M. Paschal Grousset avec le contre-projet déjà déposé par lui depuis quelques jours. D'un côté, M. Paschal

Grousset nous demande d'ajourner tout examen de la demande de crédits ; d'autre part, il nous propose un contre-projet ferme, tendant à une intervention immédiate : et, pour le dire d'un mot, ce contre-projet, sauf le titre, les termes et le chiffre, est identique au projet du Gouvernement ; le principe est le même.

Je ne me charge pas de mettre M. Paschal Grousset d'accord avec lui-même. Je lui réponds simplement : Si vous voulez qu'on examine d'abord la situation politique de l'Europe, de l'Asie, — vous avez oublié l'Océanie (sourires), — nous sommes ici pour cela. Il sera loisible à M. Paschal Grousset, au cours de la discussion, d'envisager toutes les questions politiques qu'il lui plaira. (Très bien ! très bien !)

— La motion de M. Paschal Grousset est repoussée par 414 voix contre 61.

La discussion générale est ensuite ouverte.

M. Pierre-Allye. — Messieurs, nous sommes à la veille d'une expédition contre Madagascar, ou plutôt contre les Hovas, de véritables usurpateurs qui oppriment et exploitent ce malheureux pays. Car je dois dire que Madagascar est pour la France ; elle nous appelle comme des amis, comme des libérateurs.

Pour nous faire respecter des Hovas, il nous faut aujourd'hui recourir à la force armée ; c'est ce qui résulte de la demande de crédits proposée par le Gouvernement sur laquelle la Chambre est appelée à délibérer en ce moment.

Je suis de ceux qui pensent que la situation intolérable qui nous est faite ne peut se prolonger plus longtemps. Depuis plusieurs années, depuis deux ans surtout, nos droits sont méconnus ; les traités sont foulés aux pieds, notre drapeau est souvent insulté avec une audace inouïe. Il faut en finir ; c'est l'avis du Gouvernement ; il l'a dit très nettement à cette tribune il y a quelques jours ; c'est aussi mon sentiment.

Mais j'estime que nous aurions pu épargner à la France cette expédition, qui sera onéreuse en hommes et en argent, si nous avions su mieux nous y prendre, si nous n'avions pas commis tant de maladresses et tant de fautes.

La plus grosse de toutes a été de faire de la diplomatie avec les Hovas. M. le ministre des affaires étrangères s'est souvenu, sans doute, qu'il est un diplomate de carrière ; il a voulu agir en diplomate. Il me permettra de lui dire qu'il a eu tort : On ne fait pas de diplomatie avec les Hovas ; on leur parle avec fermeté ; on s'impose à eux par le prestige ; on leur dit : Nous voulons telle chose, et si cela n'est pas fait dans les vingt-quatre heures, nous agirons. (Mouvements divers.)

C'est ainsi, du moins, que les choses se passaient à Madagascar avant 1883, avant que nous eussions imaginé cette mauvaise plaisanterie d'une résidence générale à Tananarive. A cette époque, nous avions pour représenter nos intérêts dans l'île un simple consul ; il résidait à Tamatave.

Quand, par hasard, survenait une difficulté quelconque, il avait un moyen bien simple et des plus efficaces pour la résoudre : il montait à Tananarive, mais il se faisait escorter de quelques caisses de champagne ; il invitait la reine à dîner. (Exclamations et rires.) Le précieux vin coulait à flots, et après le dîner il prenait à part la reine (Nouveaux rires) et lui disait : « Si tu veux conserver ton royaume, il faut céder, sinon dans trois semaines une armée française sera à Madagascar. » La reine cédait, et le lendemain l'affaire était arrangée. (Rires et bruit.)

C'était, vous le voyez, un moyen pratique qui réussissait à merveille.

Nos affaires se sont compliquées à Madagascar depuis que nous y avons installé la diplomatie. Je dois reconnaître que le dernier de nos diplomates, M. Larron, — auquel je n'ai point l'intention de dire quoi que ce soit de désagréable, car je ne le connais pas, et ne l'ai même jamais vu, — a été d'une mollesse et d'une faiblesse incroyables. (Hilarité.)

M. le président. — N'insistez pas sur les détails ! (Nouveaux rires.)

M. Pierre-Alype. — M. Larrouy a tout embrouillé, tout compliqué, à tel point qu'aujourd'hui nous sommes obligés de faire une expédition.

Vous avez rappelé M. Larrouy, monsieur le ministre, vous avez eu raison ; il vous reste une dernière chose à faire pour suivre les nobles traditions, c'est de lui donner de l'avancement.

M. François Deloncle. — Il le mérite !

M. Pierre-Alype. — La dernière faute commise a été d'envoyer à Tananarive un ambassadeur spécial. A quoi bon ? Vous saviez d'avance que sa mission échouerait, et vous le saviez si bien qu'au moment même où, au mois de septembre, M. Le Myre de Vilers s'embarquait à Marseille, vous commenciez vos préparatifs de guerre. Donc, vous ne vous faisiez aucune illusion sur les résultats de sa mission.

Pour moi, le seul résultat de cette mission a été de nous faire perdre un temps précieux que les Hovas mettent à profit pour renforcer leurs moyens de défense. Il valait bien mieux, puisque la situation était tout à fait tendue, dès le mois d'avril dernier, venir devant la Chambre, lui exposer les faits et lui demander les crédits nécessaires. A cette heure, l'expédition serait terminée, l'affaire serait réglée.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Vous savez bien qu'il faut pour ces expéditions une longue préparation.

M. Pierre-Alype. — En effet, maintenant il est trop tard pour faire l'expédition. Nous entrons à Madagascar dans la saison, celle des pluies torrentielles, celle de ces terribles cyclones auxquels rien ne résiste.

M. de Mahy. — Ils sont très rares à Madagascar !

M. Pierre-Alype. — Depuis trois ans, ils y passent constamment. Nous sommes épargnés à la Réunion, Dieu merci ! Mais Madagascar n'est point épargné !

Il ne faut pas songer à faire l'expédition actuellement ; tout le monde est d'accord sur ce point, et de ce fait nous perdons une année qui sera utilement employée par l'ennemi pour se fortifier davantage.

Quant à l'expédition elle-même, il ne faut ni en exagérer les difficultés ni se les dissimuler.

J'ai lu il y a quelques jours un article de notre honorable président, M. Lockroy, où il disait, très spirituellement, comme toujours, que les Hovas étaient surtout sensibles à l'éloquence. (On rit.)

M. Jumel. — Il faut leur envoyer le président. (Nouveaux rires.)

M. Pierre-Alype. — S'il en était ainsi, je proposerais d'envoyer à Madagascar les meilleurs orateurs de la Chambre pour y prononcer des discours sur la place publique et, dans ce cas, certains députés qui ne veulent pas d'expédition du tout seraient sûrs de partir les premiers.

Mais je ne crois pas que ce moyen soit suffisamment efficace. Il faut employer contre les Hovas une autre éloquence, celle du canon. Il faut autre chose : de bonnes troupes et de l'argent. C'est ce que vous demandez. Vous avez raison.

Dans cette expédition, il faudra surtout compter avec les difficultés provenant des accidents de terrain. Vous connaissez tous, messieurs, la topographie de Madagascar. Je ne la ferai pas ici. Il n'y a pas de route. Il n'y a que deux sentiers étroits qui conduisent de la côte à Tananarive ; l'un part de Tamatave, l'autre de Majunga. Celui de Tamatave est le moins long, mais aussi le plus accidenté. Il y a des marais, des montagnes, des ravins, toutes sortes d'accidents de terrain sur son parcours ; il ne faut pas songer à le

suivre. Celui qui part de Majunga est plus long, 430 kilomètres, mais aussi moins accidenté et moins dangereux pour nos troupes. Là, nous rencontrerons un fleuve immense qui descend de Tananarive à Majunga. On pourra, dans une large mesure, l'utiliser pour le transport du matériel et des troupes, car il est navigable sur la plus grande partie de son cours.

Quant à la résistance des Hovas, je ne crois pas qu'elle soit beaucoup à redouter. Elle ne sera pas si terrible qu'on le croit. J'ai bien que, grâce à notre inertie, à notre insouciance, les Hovas se sont fortifiés depuis un an ; ils ont reçu d'Europe des munitions, des fusils, des canons ; ils ont établi auprès de Tananarive plusieurs batteries ; ils ont même des canons de longue portée. Mais je suis convaincu que tous ces obstacles disparaîtront devant la vaillance et l'énergie de nos soldats. (Très bien ! très bien !)

Comme j'avais l'honneur de le dire tout à l'heure, l'expédition par terre ne peut commencer qu'au mois d'avril prochain. Mais, en attendant, messieurs, il y a quelque chose à faire, c'est le blocus des côtes de Madagascar pour empêcher les Hovas de recevoir des secours de l'extérieur. Je me demande seulement si la flotte que nous avons là-bas est en état de parer à toutes les nécessités de la situation.

Vous savez ce qui est arrivé. On a pris dans les ports de mer des navires démodés, de vieux navires de bois usés qu'on allait vendre aux enchères, et des accidents se sont produits : au moment où l'on chauffait les chaudières de l'*Aréthuse*, elles ont fait explosion, et, malheureusement, un certain nombre de marins ont été tués et blessés. Quant au *Gabès*, ce navire, ne pouvant tenir la mer, a été obligé de se réfugier dans le port d'Alger pendant quelques jours.

M. Félix Faure, ministre de la marine. — Il n'y est pas entré.

M. Pierre-Alype. — Alors les dépêches publiées ne disent pas la vérité.

Il en est de même de la plupart des navires qui ont été envoyés à Madagascar. Et puis, dans une expédition comme celle-là, ne faut-il pas tout prévoir, et si, par hasard, — je ne le crois pas, — il survenait là-bas certaines complications, est-ce que notre flotte serait en mesure de faire face à toutes les éventualités ? C'est la question que je pose à M. le ministre de la marine, et à laquelle, je l'espère, il voudra bien répondre.

Et maintenant, messieurs, l'île de Madagascar sera-t-elle une bonne acquisition pour la France ? Cela ne me paraît point douteux et c'est l'opinion de tous ceux qui connaissent ce vaste et riche pays, plein de ressources à tous les points de vue.

D'abord ce sera pour nous une magnifique station navale, pas très éloignée de l'isthme de Suez, à proximité des Seychelles et de Maurice qui appartiennent à l'Angleterre, à proximité également de Zanzibar. Il ne faut pas oublier, en effet, que, depuis la perte de l'île Maurice, notre ancienne Ile de France, nous n'avons pas de station navale à notre portée dans la mer des Indes. Madagascar sera pour nous une large compensation de ce côté.

En outre, la flore de l'île est une des plus riches qui existent au monde. Il y a là les productions les plus variées, le riz, le café, le maïs, la canne à sucre ; il y a des forêts immenses de toutes les essences, des forêts de bois de rose, d'ébène et de caoutchouc, et vous savez quel développement a pris le caoutchouc dans l'industrie moderne. En somme, c'est un riche pays, aux ressources les plus variées, et je crois fermement que ce sera une excellente acquisition pour la France.

M. Louis Brunet. — Il y a surtout le pavillon de la France qui est engagé.

M. Pierre-Alype. — Vous avez raison ; c'est le drapeau qu'il faut faire respecter avant tout,

Quant à Tananarive, qui est le principal objectif de l'expédition, c'est une capitale de 120.000 habitants, qui occupe le centre d'une province très riche, la province d'Emyrne. Il y a là, groupés autour de la grande ville, près de 3 millions d'habitants, ce qui me dispense de démontrer plus longuement la richesse de la contrée. Il y a aussi quelques industries ; on y fabrique des tissus de toute sorte, surtout de belles soieries.

Vous voyez, messieurs, que ce n'est pas précisément le pays désert, aride, inculte, dont on a parlé dans certains journaux. S'il en était ainsi, je ne serais pas à cette tribune pour soutenir la nécessité de l'expédition.

Pour moi, l'hésitation n'est plus possible : il faut faire l'expédition ; nous avons des droits à revendiquer, à faire respecter ; il faut que les Hovas sachent, une fois pour toutes, qu'on n'insulte pas impunément le drapeau français. (Très bien ! très bien !)

Mais je suis d'avis que nous prenions toutes nos précautions. Il ne faut pas renouveler ici les fautes commises au Tonkin et qui nous ont coûté si cher au début de l'occupation ; il ne faut pas prendre de demi-mesures. Il faut faire l'expédition en grand ou ne pas la faire du tout. Tout ou rien, voilà mon sentiment à cet égard.

Ces observations m'amènent, en terminant, à adresser au Gouvernement les deux questions suivantes : à M. le ministre de la guerre, je demanderai s'il est bien convaincu que le crédit qui nous est demandé sera suffisant pour toute la campagne de Madagascar ; à M. le ministre de la marine, je demanderai si la flotte vermoulue — qu'il me permette cette expression — qu'il a envoyée là-bas est en état de faire face à toutes les éventualités.

La Chambre désire, je crois, sur ces deux points, la lumière la plus complète. A vous de la faire, messieurs les ministres. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. — La parole est à M. Jourdan.

M. Joseph Jourdan (Var). — Messieurs, c'est peut-être la première fois que, dans une question intéressant notre politique coloniale, vous êtes appelés à vous prononcer en toute indépendance.

Certes, on n'est pas au début des négociations ; les événements ont marché, mais dans le sens indiqué par le vote unanime du Parlement. On a mis à l'abri nos nationaux comme si les hostilités allaient fatalement éclater. Qui pourrait regretter cette mesure de prudence ? — et nos délibérations seraient-elles libres si, à l'heure où je parle, nous avions à redouter que des Français ne soient emmenés comme otages ou massacrés avant même que nous ayons eu le temps de les défendre ? (Applaudissements.)

Oui, la question de Madagascar a un passé dont il faudra tenir compte dans une certaine mesure. Mais les choses ne sont pas arrivées à ce point où toute discussion deviendrait inutile ; il n'y a rien à venger sur l'heure ; il y a à briser des résistances, à sauvegarder des intérêts, pourvu — et j'insiste sur ce mot — qu'on nous en démontre l'importance.

L'attitude correcte — certains trouvent même qu'elle l'a été trop — de l'honorable ministre des affaires étrangères dégage, jusqu'à un certain point, sa responsabilité ; elle aggrave singulièrement la nôtre, car il faut que nous puissions nous abriter derrière la parole et la loyauté du Gouvernement ; il faut qu'on nous dise nettement quels sont les profits que nous pouvons retirer d'une semblable campagne, et c'est alors seulement que nous pourrions nous décider en pleine connaissance de cause.

On s'est adressé à notre raison, on a bien fait ; c'est elle qu'il fallait consulter : c'est elle qui décidera. Ne sommes-nous pas capables, sans exaltation, de prendre des résolutions patriotiques ? Faudra-t-il toujours, pour nous arracher un vote conforme à la dignité du pays, nous montrer notre drapeau foulé aux pieds et le sang de nos soldats répandu ? (Applaudissements.)

On a dit, tout à l'heure, qu'il fallait interroger de toutes parts l'horizon

politique ; il semble, tout au moins en Europe, qu'aucun nuage ne viendra l'assombrir.

Mais, je sais, il y a des nécessités douloureuses qui obligent parfois à abandonner les questions secondaires, pour concentrer tous les efforts vers un but de défense suprême. On nous a dit — je suis heureux de le croire — que cette hypothèse doit être écartée.

D'autre part, messieurs, nous obéirions à un sentiment de vain amour-propre si nous nous engageions dans la voie des sacrifices sans un profit assuré dans le présent ou dans l'avenir.

Si Madagascar n'a pour nous qu'un intérêt stratégique ; s'il suffit d'être maître d'un point de l'île, d'un port pour ravitailler et abriter nos flottes, contentons-nous de l'occuper et ne demandons pas à cette possession des avantages qu'elle ne saurait comporter. Mais si, d'autre part, Madagascar, sans être le pays rêvé, la perle de l'Océan, est une contrée en grande partie fertile, si elle est susceptible de se prêter d'ici à peu à la colonisation, si le commerce et l'industrie, sous notre protectorat, dégagés des entraves qu'apporte à notre action le mauvais vouloir des Hovas, peuvent prendre une extension considérable, alors, je le déclare hautement et je crois parler en citoyen français, la question change complètement d'aspect.

J'attends sur ce point des explications encore plus nettes et plus catégoriques que celles que nous a données l'honorable ministre des affaires étrangères. Il régnait dans son dernier discours une certaine froideur, et la froideur, comme la chaleur, peut être communicative. Nous tenons à savoir si elle est le résultat de son tempérament (On rit), ou si elle est due à un sujet qui ne provoquait peut-être pas son enthousiasme. Il nous faut sur ce point des éclaircissements précis, car il retrouverait dans mes votes comme dans ceux de beaucoup de nos collègues les réserves et les hésitations qui apparaissent dans ses propres déclarations.

Je ne comprendrais pas pour ma part, monsieur le ministre, la demande de crédits s'il y avait dans votre esprit un doute sur l'avenir de l'île de Madagascar ; je ne m'expliquerais pas comment vous pourriez nous demander une confiance que vous ne seriez pas le premier à posséder.

M. le ministre des affaires étrangères. — Mes paroles ont été très nettes et mes résolutions sont parfaitement arrêtées. (Très bien ! très bien.)

M. Joseph Jourdan. — Je suppose pour un instant que cette hypothèse est tranchée dans un sens favorable à l'expansion et à la prospérité de la colonie.

Il ne faut pas nous le dissimuler, la question de Madagascar est une question de fait, les intérêts matériels et la dignité d'un pays devant marcher d'accord et, autant que possible, être confondus.

Eh bien ! si nous estimons, comme semblent nous autoriser à le croire les dernières paroles de M. le ministre des affaires étrangères, qu'il y a là un vaste champ ouvert à notre activité, je dis que notre rôle est tout tracé et qu'il est par trop facile de répondre aux adversaires de l'expédition.

Ils nous diront sans doute : A quoi bon se procurer à grands frais des colonies sans colons ? Pourquoi créer un exutoire immense pour des Français attachés au sol national, et qui répugnent à l'expatriation ? S'il s'agit de nommer encore des nuées de fonctionnaires, cette race très recommandable, du reste, a trop bien prospéré dans notre pays pour qu'il soit nécessaire de l'acclimater à l'étranger. (Rires et approbation.)

Je pense d'abord qu'il ne saurait être question d'une véritable conquête, mais du maintien et de l'affermissement du protectorat garanti par le traité de 1885, reconnu par toutes les puissances.

En ce qui concerne l'expansion coloniale, nous ne devons pas seulement envisager l'heure présente. Il est des nécessités qui ne sont point encore imposées aujourd'hui, et qui demain surgiront avec tant de force et de violence, qu'elles changeront et les caractères et les mœurs.

Regardez autour de vous. Les jeunes nations s'outillent de toutes parts; elles cherchent à échapper par tous les moyens à la domination industrielle des peuples d'une civilisation plus ancienne; que nous le voulions ou non, les barrières s'élèvent, et cependant chaque jour notre besoin d'expansion s'accroît.

Les représentants des ouvriers se plaignent et avec raison; ils disent que la machine ne leur a pas rendu les services qu'ils pouvaient en attendre. Pourquoi? Parce que le bénéfice résultant de l'usage des machines, le fabricant est obligé de l'employer non pas à améliorer le sort des travailleurs, mais à réduire constamment le prix de revient pour lutter contre la concurrence intérieure et extérieure. Cette obligation de fabriquer beaucoup pour diminuer les frais généraux jette sur nos marchés de continuel excédents; il nous faut des débouchés pour en assurer le placement. Les chercherons-nous dans les pays qui ont déjà élevé entre eux et nous de nombreuses barrières, ou bien les demanderons-nous aux colonies?

M. Cunéo d'Ornano. — M. Méline les fermera encore.

M. Joseph Jourdan. — Et où trouverions-nous, sinon dans les contrées soumises à notre domination et à notre influence, ces clientèles qui nous échappent et que les traités de commerce, s'ils pouvaient être conclus, ne nous rendraient que dans une faible mesure?

C'est ce moment qu'il faut savoir prévoir et favoriser. Sachons enfin ce que nous voulons. Chaque pas, chaque progrès des puissances étrangères dans le domaine colonial excite nos regrets; nous songeons, en soupirant, à l'époque où il eût été peut-être facile de les devancer. Et aujourd'hui, on nous proposerait de reculer, de renoncer à ce que nous possédons?

Nous connaissons cette politique, c'est celle qui nous a fait perdre l'Egypte. (Mouvements divers.)

Du reste, cette hésitation de nos compatriotes à s'engager dans les entreprises lointaines n'est-elle pas due à l'inaction de nos gouvernants d'alors, à l'indifférence de beaucoup de nos agents consulaires, à la difficulté de nous procurer des renseignements utiles et à cette habitude de considérer les colons comme des enfants perdus qu'aucun lien n'attache plus à la mère patrie? Quand un Anglais parcourt le monde, sa patrie le suit, ses affaires deviennent celles de la patrie; il trouve dans les consuls des amis et des soutiens dévoués. D'où lui vient sa sécurité aux quatre coins du globe? De l'action ferme et ininterrompue de son gouvernement.

On nous dira que nous avons d'autres intérêts à sauvegarder que l'Angleterre. Je le veux bien; elle est protégée par ses frontières, et il nous faut protéger les nôtres. Mais notre défense reste intacte.

On nous assure qu'aucune atteinte ne sera portée à notre système de mobilisation.

Nous n'allons pas à Madagascar pour cueillir des lauriers; je suis le premier à le reconnaître et je voudrais espérer que nos soldats, sans déclaration de guerre, arriveront jusqu'au cœur de l'île comme une simple escorte, destinée à montrer au gouvernement des Hovas que l'épée de la France peut, quand de sérieux intérêts le comportent, soutenir la parole de nos diplomates. (Très bien!)

Pouvons-nous reculer? Oui, si Madagascar est un fardeau inutile. Abandonner des rocs et des marais, ce n'est pas faire œuvre de lâcheté, mais de sagesse et de prudence.

Mais s'il en est autrement, où est notre devoir, et que penserait-on de ce brusque revirement de notre politique après le vote unanime du Parlement? Il en est d'une nation comme d'un particulier; ce n'est pas seulement par des victoires retentissantes, mais par la fermeté de son attitude générale qu'elle s'impose au respect des autres peuples. Qu'elle abdique sur un point important, la brèche ouverte par sa faiblesse sera bientôt élargie par des

assauts répétés; qu'elle abandonne quelqu'un de ses droits, tous seront menacés; elle aura voulu éviter une difficulté, vingt autres surgiront; ils ne sont plus écoutés dans le conseil des nations, les peuples qui gardent le silence là où les traités leur permettent d'élever la voix; un moment, une minute suffit pour faire perdre à une nation l'autorité morale qui est le véritable secret de la puissance. (Applaudissements.)

M. Jourde. — C'est là le meilleur argument à donner pour l'expédition.

M. Joseph Jourdan. — Si j'ai le bonheur de mériter les applaudissements de la Chambre en même temps que l'approbation de M. Jourde, je me tiendrai pour satisfait. (On rit.)

Si vous tenez à savoir le sentiment du pays sur de semblables sujets, rappelez-vous l'explosion d'enthousiasme qui a accueilli, sur les bords de la Méditerranée, le général Dodds à son retour du Dahomey. Ce jour-là, on peut dire que c'était bien le cœur de la France qui battait dans plus de deux cent mille poitrines. (Très bien! très bien!)

On vous parlera — c'est le thème habituel — et du Tonkin et des fautes qui ont pu y être commises. Est-ce que l'expérience ne nous a rien appris? Est-ce que nous serons en présence des mêmes difficultés?

Je suis de ceux qui voudraient déchirer une page de l'histoire de cette campagne. Oui, je regrette profondément tant de fatigues subies, tant de maladies, tant d'argent, tant de sang répandu, cet inutile blocus dont on voudrait peut-être renouveler les lenteurs et les périls en face de Madagascar.

Mais cette lutte lointaine dans laquelle il s'est révélé tant d'héroïsme ne nous a pas seulement donné une colonie, elle a rendu au pays et à l'armée une confiance que de récents malheurs avaient si profondément atteinte. (Interruptions à gauche.)

M. Paschal Grousset. — Jamais la France n'a perdu confiance.

M. Pierre Richard. — C'est une insuffisante compensation.

M. Joseph Jourdan. — C'est de ce jour que, grâce à l'héroïsme de nos soldats et de leurs chefs, la France, aussi respectée que jamais, a définitivement repris son rang parmi les grandes puissances de l'Europe. (Très bien! très bien!)

M. Gustave Rouanet. — La France a été vaincue; elle n'a jamais été méprisée.

M. Joseph Jourdan. — Mon cher collègue, ne me prêtez pas des paroles que je n'ai pas prononcées. Je vous prie de ne rien ajouter à mon discours.

Dans de si hautes questions, devons-nous parler des procédés au moyen desquels on se procurera les fonds nécessaires? Oui, la question d'argent est importante et je trouve qu'il est dur de dépenser, même pour la dignité du pays, 65 millions quand, hier encore, nous refusions aux ouvriers victimes du chômage quelques bribes de la fortune publique. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche.)

Il était à la portée de tous d'éviter un semblable argument; il fallait voter le secours comme je l'ai fait moi-même.

Je me résume. Certains députés — et je n'ai l'intention de critiquer personne — hésiteront peut-être lorsqu'il s'agira d'accepter la responsabilité des aléas d'une semblable expédition; ils voudront, pour le cas où un échec se produirait, pouvoir dire: « Je l'avais prévu et je n'ai pas voté les crédits. »

Je leur donne rendez-vous au lendemain d'un vote définitif qui les aurait repoussés alors que l'importance des intérêts en jeu aurait été victorieuse-

ment démontrée; je leur demande s'ils voudraient être de ceux qui, de propos délibéré, auraient abandonné aux Hovas ou à d'autres notre possession de Madagascar. (Applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Doumergue.

M. Gaston Doumergue. — Je prie la Chambre de m'accorder quelques instants de sa bienveillante attention. Je sais quelle ne la refuse pas à ceux qui, comme moi, abordent pour la première fois la tribune.

Si j'y suis monté, je dois le déclarer tout d'abord, c'est pour combattre très nettement et le projet de loi du Gouvernement et les conclusions de la commission; mais ce n'est pas en qualité d'adversaire de la politique coloniale. J'ai, au contraire, le sentiment de m'en faire le défenseur; non pas de la politique coloniale telle que quelques-uns la comprennent, mais de la seule politique coloniale qui, à l'heure actuelle, convient à notre pays.

Tout le monde sait que la politique coloniale proprement dite, pendant de longues années, a été impopulaire en France; mais on prétend qu'il s'est opéré dans l'opinion publique un revirement favorable à cette politique. Je crois, messieurs, qu'il ne faut pas exagérer cet argument et surtout ne pas prendre pour une sympathie fortement prononcée ce qui n'est au fond qu'une bienveillante indifférence. (Mouvements divers.)

Si un semblable revirement paraît s'être opéré dans l'opinion publique, la cause, j'en suis convaincu, réside surtout dans ce fait que le pays a cru qu'on en avait fini avec ce qui laissait sa crainte, c'est-à-dire avec les expéditions et les conquêtes lointaines. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Et si, aujourd'hui, le pays est, comme vous le dites, partisan de la politique coloniale, c'est précisément parce qu'il pensait qu'on ne ferait plus de politique coloniale. (Mouvements divers.)

Il eût peut-être été intéressant de rechercher les causes de ce nouvel état d'esprit. Je les ai indiquées, et elles ont provoqué l'hilarité de quelques-uns. Je suis sûr que ceux-là n'ont pas compris ma pensée; ils n'ont pas compris qu'exprimée ainsi elle représentait une idée qui est dans l'esprit de beaucoup de personnes.

Je crois que si l'on eût cherché à se rendre compte des causes de cette bienveillante indifférence, on aurait vu que le vrai moyen de transformer ce sentiment en réelle sympathie était de se préoccuper d'organiser définitivement les colonies, les trop nombreuses colonies que nous possédons actuellement et de les mettre en valeur. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche. — Rumeurs au centre.)

Je dis qu'on aurait dû se préoccuper uniquement de ce point spécial; mais, d'ores et déjà, je renoncerais à l'opposition que je fais au projet du gouvernement — et vous allez voir que je ne suis pas exigeant — si l'on peut me démontrer, non pas qu'on a déjà organisé quelque colonie, qu'on en a définitivement mis une seule en valeur, mais simplement qu'en matière de politique coloniale le gouvernement sait ce qu'il veut, qu'il a un plan, une idée bien fixe, bien nette, bien précise et bien arrêtée. (Applaudissements sur divers bancs à gauche.)

Un très court examen de notre situation coloniale montrera cette absence de tout plan.

En Afrique, j'en cherche vainement quelque trace. Dans l'Afrique centrale et dans l'Afrique australe, nous nous livrons à une sorte de course au clocher dont le seul but paraît être de devancer d'autres concurrents, et cela sans chercher à reconnaître le terrain sur lequel ces concurrents veulent nous entraîner, sans nous préoccuper en quoi que ce soit de ce qui peut se trouver au bout de cette expansion indéfinie.

Sur la côte d'Afrique, les derniers renseignements nous apprennent que nous sommes en présence d'une situation que nous ignorons. On avait prétendu que la pénétration pacifique, que la colonisation par les moyens pacifiques était possible de ce côté. La mission Monteil, une mission militaire,

est partie. Elle vient d'avoir une affaire dont les journaux ont donné hier les détails et qui a été très sanglante.

Au Soudan, quelle est notre politique? Le Gouvernement — il l'a déclaré — n'en sait rien lui-même. Nous sommes allés à Tombouctou sans que personne sût pourquoi (Très bien! à l'extrême gauche), et actuellement, dans cette partie de l'Afrique où aucune difficulté n'existait pour nous, nous nous sommes créé une situation difficile, car si Tombouctou ne nous était pas utile quand nous ne l'avions pas, son évacuation aujourd'hui nous créerait des difficultés dans le sud de l'Algérie. Nous sommes donc obligés d'occuper Tombouctou et d'y rester, alors que, les ministres eux-mêmes l'ont déclaré, nous ne voulions pas y aller.

Je ne parle pas de l'Algérie et de la Tunisie, mais de nos autres colonies, nos vieilles colonies. Il suffit d'envisager l'importance de leur mouvement économique, de leurs transactions commerciales, et de les comparer au trafic général qu'elles faisaient autrefois pour reconnaître que là encore nous manquons d'une idée organisatrice. Nous ne savons comment résoudre la question de la main-d'œuvre, qui est la grande difficulté d'où provient tout le mal.

A la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane, vous ne savez pas non plus comment vous arriverez à concilier à la fois la colonisation et la transportation.

Enfin, dans l'Extrême-Orient, et si je me permets d'en parler, c'est qu'un long séjour m'a permis de constater la situation, — les moyens et la méthode de colonisation sont encore à l'étude; — nous en sommes toujours à la période des tâtonnements, et j'ai pu me convaincre que le Gouvernement est incapable, là-bas, de mettre en valeur et d'organiser en même temps les quatre pays que nous y possédons sous le nom d'unité indo-chinoise. Il ne se passe, en effet, presque pas de jour où, soit au Cambodge, soit en Cochinchine, la presse et les conseils élus ne se plaignent, avec juste raison, qu'on ne s'occupe pas du Cambodge, pays cependant très fertile et de grand avenir. Quelle réponse fait-on? On répond qu'il faut d'abord pacifier et organiser le Tonkin, et qu'il n'est pas possible de satisfaire à toutes les exigences de la colonisation.

Ainsi, dans une colonie qui est une, qui se tient, on reconnaît qu'il n'est pas possible de mettre en valeur en même temps tous les éléments qui la composent. Et c'est à ce moment que nous allons faire une nouvelle expédition, que nous allons marcher à la conquête de Madagascar! (Très bien! sur divers bancs à gauche.)

Le très bref examen que je viens de faire suffit, me paraît-il, pour démontrer que notre activité coloniale a de quoi s'exercer suffisamment dans ces pays. Au lieu de cela, nous allons faire une nouvelle conquête dont l'immédiate et certaine conséquence sera de donner un renouveau d'impopularité à la politique coloniale, et les colonies existantes en supporteront forcément les conséquences. (Très bien! très bien! sur les mêmes bancs.)

On a prétendu que c'étaient les dénigrements continuels des adversaires de la politique coloniale et les propositions incessantes d'évacuation qui empêchaient les capitaux de se diriger du côté de nos colonies. Eh bien! avec la politique que vous préconisez, vous allez non pas seulement provoquer ces dénigrements, mais vous allez vous-mêmes effrayer les capitaux. Comment voulez-vous, en effet, qu'ils se dirigent soit vers l'Extrême-Orient, soit vers nos autres colonies, si vous-mêmes, à chaque instant, à chaque occasion, vous les rendez anxieux sur le lieu où ils doivent aller; ne sachant pas vous-mêmes les points où vous voulez définitivement vous établir, et si, quand ils s'apprennent à se diriger vers l'Extrême-Orient, vous leur dites : Nous allons à Madagascar?

Comment voulez-vous que les capitaux n'hésitent pas avec une pareille politique? (Mouvements divers.)

Pour que nous puissions passer sur ces craintes, il faudrait tout au moins — et ici je réponds à la préoccupation de l'honorable M. Jourdan — il faut

draît démontrer l'utilité de Madagascar ; il faudrait faire voir que, quelle que soit la forme d'administration que vous installerez là-bas, quel que soit l'euphémisme employé pour la définir, ce pays est à tel point riche, à tel point fertile que, malgré la routine administrative, malgré les difficultés qu'elle créera à ceux qui voudront aller à Madagascar, les profits sortiront tout seuls de cette île.

A cet égard, M. le ministre des affaires étrangères nous a donné des renseignements très précieux. Je sais que, depuis, on est revenu sur les détails et surtout sur cette évaluation du trafic au chiffre de 5 millions par semestre.

On a dit, soit dans la presse, soit dans la Chambre, que le second semestre était meilleur que le premier. On a ajouté que ces 5 millions ne représentaient que le trafic de quelques points de la côte ; que le service de la douane était mal fait ; que les agents que le gouvernement hova y a préposés étaient à la fois corruptibles et faciles à mettre en défaut. Je sais qu'on a dit tout cela ; mais je préfère m'en tenir aux précisions qui ont été fournies par M. le ministre des affaires étrangères, qui, vous le savez, ne laisse rien au hasard et n'avance rien dont il ne soit sûr. (Très bien ! très bien ! à gauche.) Je suis heureux de pouvoir lui rendre ce témoignage.

Vous connaissez tous le chiffre du trafic actuel. On prétend que ce chiffre augmentera ; oui, il augmentera au début, dans la première période de notre occupation, parce que nous ferons des travaux, parce qu'il y aura des charpentes en fer à envoyer à Madagascar et tant d'autres choses qui n'auront que faire avec la colonisation. Evidemment, le commerce d'importation, pendant un temps donné, augmentera d'importance ; mais ce n'est pas de ce commerce spécial qu'il faut nous occuper : il faut envisager le commerce d'importation d'une manière plus générale.

M. Jourdan se préoccupe des débouchés. Ils seront forcément restreints. Pour vendre nos produits à Madagascar, il faut des consommateurs. Or, d'après les chiffres les plus favorables, la population de l'île atteint 4 millions d'habitants ; d'autres disent 2 millions. Mettons que la vérité soit au milieu. Je doute que ces 3 millions de consommateurs — parmi lesquels seulement une partie très restreinte est un peu civilisée et peut avoir des besoins de nature à alimenter le commerce d'importation — représentent un débouché bien sérieux pour notre industrie.

L'importation de longtemps n'aura donc pas d'avenir à Madagascar.

Le commerce d'exportation donnera-t-il des compensations ? J'en doute fort, malgré les forêts de bois de rose dont on nous a fait tout à l'heure l'énumération à cette tribune ; et je crois qu'on n'est pas fixé sur les autres productions de Madagascar.

Je me souviens cependant qu'un jour un de nos collègues de la Réunion nous a indiqué qu'on faisait dans cette île de la culture maraîchère. Je doute que ce soit là un élément sérieux d'exportation. (Sourires.)

M. Camille Pelletan. — Nous mangerons des carottes de Madagascar. (On rit.)

M. Louis Brunet. — En 1885, le trafic était de 40 millions !

M. Gaston Doumergue. — Vous vous expliquerez à ce sujet avec M. le ministre des affaires étrangères, mon cher collègue.

Je m'attache en ce moment à démontrer que pour mettre en valeur l'île de Madagascar, il faudra y trouver ce qui manque dans beaucoup de colonies voisines : la main-d'œuvre.

M. Brunet, qui m'interrompait tout à l'heure, sait fort bien qu'à la Réunion cette question de main-d'œuvre s'est posée et qu'elle n'a pas été résolue. Notre honorable collègue n'ignore pas qu'on a essayé, à cause du manque de main-d'œuvre, d'amener un jour des Hindous à la Réunion, et que, quelles qu'en aient été les raisons, ces Hindous ne sont pas restés ; il ne niera pas

que la crise que traverse cette belle colonie a essentiellement et presque uniquement pour cause le manque de bras.

Eh bien ! je me demande comment une île dont la superficie est supérieure à celle de la France, et qui compte à peine 3 millions d'habitants, pourra être mise en valeur, comment elle deviendra pour nous une source incalculable de profits.

Il est vrai que quelques-uns ont prétendu — et l'honorable M. Jourdan semblait tout à l'heure se faire leur écho à cette tribune ; ils sont, du reste, ici en contradiction avec M. le ministre des affaires étrangères — que l'île de Madagascar était une sorte d'eldorado qui pourrait servir de débouché au trop plein de notre population paysanne.

C'est un beau rêve, mais c'est un rêve (Très bien ! à gauche), et il faudrait, pour qu'il se réalisât, que ce trop plein existât.

L'histoire de notre colonisation a des exemples qui peuvent nous fixer à cet égard. Des tentatives répétées ont été faites en Algérie et en Tunisie, et vous savez quelle est, à l'heure où je parle, le chiffre de notre population française en Algérie ; vous savez dans quelles conditions elle vit.

Permettez-moi de vous rappeler un détail. On a fait, il y a quelques années, une expérience très intéressante ; on a amené dans un département d'Algérie un certain nombre de pêcheurs des Pyrénées-Orientales, en leur disant qu'ils trouveraient là un travail plus rémunérateur. Au bout de six mois on a été obligé de les rapatrier....

Voilà un indice de ce que nous pouvons faire en matière de colonisation. Eh bien ! j'estime que si pour peupler et mettre en valeur Madagascar, on ne compte que sur le trop plein de la population paysanne...

M. Maurice Faure. — Mais il n'y a pas de trop plein !

M. Gaston Doumergue. — ... Cette grande île restera pendant longtemps dans l'état où elle se trouve aujourd'hui (Applaudissements à l'extrême gauche), et, dans ces conditions, je ne vois pas quel intérêt nous aurions à aller à Tananarive.

Il est vrai qu'on prétend que c'est le seul moyen de tirer de l'île de réels avantages. Nous avons objecté et nous objectons encore qu'il serait peut-être possible de retirer ces avantages en occupant seulement certains points. La chose est, paraît-il, impossible. Et cependant nos rivaux en matière coloniale, que nous ne cessons d'admirer et que nous voulons très justement combattre, nous fournissent dans leur politique coloniale des exemples dont nous devrions en l'espèce faire notre profit.

Pour retirer d'une colonie tout le bénéfice qu'elle peut donner, il n'est pas toujours nécessaire de l'administrer, il n'est pas toujours nécessaire de l'occuper entièrement, surtout quand elle se trouve située dans des régions tropicales ; il suffit de se placer aux points où forcément, par la nécessité des choses, viennent aboutir toutes les voies commerciales, toutes les voies de communications.

L'île de Madagascar, mieux que toute autre, se prête à ce mode d'occupation. Sur la côte orientale, les points d'atterrissage sont nombreux. Le port de Tamatave n'est pas très sûr, et ce n'est que sur la côte occidentale qu'on trouve quelques rades abritées et de facile accès.

J'estime qu'étant donnée la configuration de l'île, on ne pourra créer d'autres routes que celles dont le tracé est indiqué par la nature elle-même et par la configuration toute particulière du pays. Grâce à ces circonstances, les points de la côte destinés à un avenir commercial sont tout naturellement indiqués, et ils sont rares. En les occupant, sans avoir le souci de l'administration intérieure, nous retirerons la quintessence commerciale de Madagascar.

C'est ce qu'ont fait les Anglais. Pour bénéficier du trafic de la presqu'île de Madagascar et de l'île de Malacca, qui appartient aux Hollandais, ils se sont établis à Singapour où ils ont actuellement un des plus gros marchés

de l'Extrême-Orient. De même, ils n'ont pas eu besoin d'occuper toute la province de Canton pour attirer à eux la plus grande partie du commerce extérieur de cette province; ils se sont installés à Hong-Kong, et tout dernièrement nous avons vu dans les journaux que l'une de leurs préoccupations actuelles était d'occuper une toute petite île de Chu-San, qui, pour Shang-Hai, a l'importance de Hong-Kong; ils se contenteraient — j'en suis convaincu — de ce petit morceau dans le partage éventuel des dépouilles de la Chine, si jamais il se fait, parce qu'ils ne chercheront pas, comme nous, à s'embarrasser d'impedimenta.

Si donc, messieurs, à Madagascar nous appliquions les mêmes principes, et si aux points commerciaux de la côte nous ajoutions les quelques points qui ont un caractère stratégique, — ils sont très rares, je crois que nous aurions résolu la question dans un sens qui rallierait, j'en suis convaincu, la majorité de la Chambre et qui satisferait le pays.

Car l'île de Madagascar a réellement une importance stratégique : elle se trouve sur les deux routes que nous sommes obligés de prendre ou tout au moins que nous pouvons être obligés de suivre pour aller en Extrême-Orient; elle est en effet sur la route du canal de Suez et sur la route du Cap.

Nous avons à Diégo-Suarez une colonie qui n'est pas, comme on le dit, restreinte à quelques milles, mais qui s'étend par le fait même de notre occupation, à laquelle on ne s'est pas opposé, à 40 kilomètres de Diégo-Suarez; nous avons au sud Fort-Dauphin, qui est sur la route du Cap et qui est l'ancienne capitale de nos possessions. En consolidant notre situation sur ces deux points, nous retirerions de Madagascar toute l'utilité qu'on peut en attendre au point de vue stratégique.

Je sais bien que M. le ministre des affaires étrangères nous a déclaré que limiter notre action à l'occupation de certains points de la côte, c'était l'expédition toujours, à l'intérieur de l'île.

Je crains, moi, que l'occupation de Tananarive ne soit la vraie source de ces expéditions. Je me permets de faire observer à M. le ministre des affaires étrangères que si nous voulons réellement faire œuvre utile à Madagascar, ces points de l'île qu'on nous représente comme insalubres et fiévreux, il faudra bien les occuper. Les Hovas ne les occupent pas; pourquoi? Parce qu'ils ont pris soin de s'isoler de la côte, en se refusant à établir entre elle et la capitale tous moyens de communication. Mais notre premier soin, vous le savez, quand nous irons à Madagascar, sera d'installer ces moyens de communication; et nous serons absolument obligés, si nous ne voulons pas être coupés soit par les Hovas, soit par les autres peuplades, soit par l'étranger en cas d'une guerre continentale, d'occuper très solidement tous les points que je viens de vous indiquer. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le rapporteur. — Très bien! Je voudrais plaider la thèse du Gouvernement comme vous la plaidez.

M. Gaston Doumergue. — Je crains, ai-je ajouté, que l'occupation de Tananarive ne soit pour nous une vraie source d'expéditions continuelles.

Voyez, messieurs, ce qui se passe au Tonkin, où cependant nous avons unité de population; la pacification n'est pas encore faite.

A Madagascar, il y a une diversité de peuplades telles qu'on n'est encore fixé ni sur leur nombre, ni sur leur caractère. Autant de peuplades, autant de causes de continuel conflits. Il est vrai qu'on nous objecte que, pour établir notre protectorat, nous nous servirons des Hovas eux-mêmes et que grâce à eux nous pourrions asseoir et maintenir notre suprématie sur les autres populations de l'île.

Je doute fort que, dès le début, les Hovas que nous aurons vaincus, les Hovas qui sont très patriotes, se prêtent au protectorat. Mais j'admets qu'ils veuillent le faire. Il surgira alors pour nous une plus grosse difficulté. Les Hovas, cela est vrai, maintiennent leur suprématie sur l'île, mais ils y réus-

sissent grâce à des procédés de gouvernement, à des vexations que, quand vous serez là-bas, vous le savez très bien, vous ne pourrez pas employer, car tout le monde ici s'élèverait contre vous ! Et alors vous vous trouverez en butte, je le crains, à des révoltes continuelles de toutes ces peuplades ; aux pirates du Tonkin il faudra ajouter les Fahavalos de Madagascar. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Le Gouvernement n'a point borne là ses explications ; il a senti qu'en cette affaire, en présence de la lourde responsabilité qui pèsera sur chacun de nous, aussi bien sur ceux qui voteront l'expédition que sur ceux qui voteront « contre », il était nécessaire de donner tous les arguments.

On nous a parlé — je ne veux pas trop y insister — de l'intérêt diplomatique que présentera l'expédition de Madagascar. On a dit à la commission — la chose n'est pas secrète, puisqu'elle a été publiée par les journaux, — on nous a dit : Si nous n'étions pas en Indo-Chine, quelle qualité aurions-nous pour intervenir, le cas échéant, dans les affaires de l'Extrême-Orient ? ayant l'air de prétendre ainsi que l'unique utilité de notre possession d'Indo-Chine était de nous permettre d'intervenir dans les affaires d'Extrême-Orient !

Mais c'est cette occupation seule qui nécessite notre intervention, et non pas un autre intérêt, comme on pourrait le croire en prenant au pied de la lettre l'argument de M. le ministre. L'argument, dans tous les cas, ne serait pas convaincant, car il ne paraît utile à aucun de nous, à côté des nécessités diplomatiques que notre situation nous crée actuellement, d'en faire naître sur tous les points du globe. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Je sais bien que nos diplomates, avec leur finesse, avec leur acuité d'esprit, s'entendent à les débrouiller ; mais je ne puis me défendre de très vives craintes quand je vois qu'on multiplie en quelque sorte à plaisir les points sur lesquels peut à chaque moment jaillir l'étincelle qui sera peut-être le signal d'une conflagration générale.

On nous dira que nous asseyons ainsi notre situation dans le monde continental et colonial. Je crois, au contraire, que chaque fois que nous procédons à une occupation nouvelle nous créons en quelque sorte un nouveau point vulnérable par où, un jour, nous pouvons être battus. (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.)

Au point de vue diplomatique, je n'insisterai pas, mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer que l'expérience que nous avons déjà faite à Madagascar n'a pas été concluante. Nous avons fait un traité, celui de 1885 : sa conséquence au point de vue diplomatique a été de nous amener à renoncer à tous les droits que nous avions sur Zanzibar. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. Crémieux. — Et l'annexion de Madagascar nous coûtera l'Egypte.

M. Gaston Doumergue. — Au moment où cette question d'Egypte préoccupe toute l'Europe, et la France principalement — on peut bien en parler dans cette Chambre — au moment où cette question est en quelque sorte arrivée à son apogée, je me demande si nous n'allons pas nous attacher au pied, en allant à Madagascar, un boulet qui nous gênera grandement lors d'une action ou d'une intervention possible de ce côté.

Je me demande encore, dans le cas où nous aurions intérêt à intervenir en Extrême-Orient, si la liberté qu'on nous laissera de nous établir à Madagascar n'amènera pas l'Angleterre à nous demander, en échange de sa bienveillance, de fermer les yeux d'un autre côté. (Rumeurs au centre. — Très bien ! à l'extrême gauche.)

M. de Mahy. — Nous n'avons besoin de la permission de personne.

M. Gaston Doumergue. — C'est une simple dénégation. J'apporte ici des arguments et des faits, j'indique mes craintes, — vous savez, mon cher col-

lègue, dans quel esprit. Je serais très heureux que l'on pût me donner une réponse précise.

Je dis que l'expédition de Madagascar peut nous gêner également si la nécessité d'une intervention de notre part surgit tout à coup en Orient, car lorsque nous aurons envoyé la-bas 15,000 hommes, on hésitera peut-être à nous demander des sacrifices qui seraient nécessaires d'un autre côté.

Voilà pourquoi, au point de vue diplomatique, je voudrais qu'on nous donnât des arguments plus concluants que ceux qu'on nous a présentés jusqu'ici. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Il est probable aussi que si le Gouvernement n'avait eu à invoquer que les raisons que je viens d'examiner, il n'eût pas proposé l'expédition actuelle ; je crois, en tout cas, que les hésitations qui existent encore chez beaucoup de membres de cette Chambre se seraient transformées en une opposition plus sérieuse.]

Mais on a fait valoir un autre argument sur lequel a insisté M. Jourdan. J'en reconnais toute la valeur et toute la portée d'autant mieux qu'il a provoqué chez moi la même hésitation que chez la plupart de mes collègues ; mais il m'a paru qu'on en avait exagéré l'importance.

Cet argument, vous le savez, est tiré de l'honneur national. On nous a dit que notre honneur était engagé, que notre signature était apposée au bas d'un traité et qu'il fallait la faire respecter.

L'honneur national, messieurs, n'est pas un sentiment qui a sa source unique dans notre sensibilité ; il est la résultante en même temps d'une foule d'intérêts, de raisons et de raisonnements que nous ne faisons peut-être pas, mais qui n'en existent pas moins. Il est donc permis, dans l'espèce, de l'examiner avec la raison.

On a prétendu qu'il y aurait pour nous humiliation, abdication morale à ne pas aller à Madagascar.

Une abdication morale ! Aux yeux de qui ? Est-ce aux yeux des Hovas ou des Malgaches ? Ce serait prêter à l'opinion des Hovas une valeur qu'elle n'a pas ; ce serait faire surtout de notre honneur et de notre dignité nationale un bien faible cas que de les considérer atteints par ce qu'en pourraient penser les Hovas. Notre amour-propre doit être moins sensible aux froissements qui viennent d'eux. En soutenant le contraire c'est vous qui porteriez en quelque sorte atteinte à notre honneur national. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. de Mahy. — Il ne s'agit pas de l'opinion des Hovas, mais de leurs attentats contre la France.

M. Gaston Doumergue. — Je réponds à l'interruption de M. de Mahy : S'il est nécessaire — et cela peut être, car je ne suis pas un adversaire de toute expédition — de tirer vengeance des Hovas, de leur infliger une humiliation, M. le ministre des affaires étrangères nous a indiqué à quels moyens nous pouvions recourir. Tout le monde sait — et les journaux l'ont indiqué dans ces derniers temps — que les Hovas avaient préféré rembourser les annuités de l'emprunt contracté au Comptoir national d'escompte sur les fonds du capital lui-même plutôt que de les payer avec les produits des douanes qui devraient servir à les gager. Pourquoi ? Parce qu'il fallait, pour le prestige de la cour hova, que ces fonds des douanes fussent montés en grande pompe à Tananarive, afin que le peuple tirât de ce fait la preuve qu'il n'avait subi aucune humiliation et qu'il n'avait pas été vaincu.

Si, à l'heure actuelle, on saisisait les recettes des douanes, si les Hovas ne voyaient plus venir, comme précédemment, les fonds provenant des recettes douanières, j'estime que l'humiliation qui leur serait de ce chef imposée serait pour nous suffisante.

M. de Mahy. — Et les assassinats des Français ?

M. Gaston Doumergue. — On a aussi ajouté que notre modération ne nous diminuerait pas seulement aux yeux de l'opinion hova, mais aussi aux yeux de l'opinion européenne, de l'opinion des peuples civilisés. Je crois qu'ici encore on a exagéré et forcé l'argument.

Si, en effet, après avoir examiné notre situation, nous avons vu ce qu'elle exige impérieusement et uniquement, si nous nous étions arrêtés au moyen terme que quelques-uns proposaient, si nous nous étions décidés à ne faire qu'une expédition proportionnée et au but que nous voulons atteindre et aux outrages que nous avons reçus, si surtout nous avons pris soin d'indiquer — et ce débat l'établirait pour tout le monde — que nous ne voulons pas aller à Madagascar immobiliser 15,000 hommes et dépenser 65 millions, afin de réserver uniquement notre action pour d'autres tentatives plus utiles et plus nécessaires, personne, vous le savez bien, ne pourrait dire que nous avons abdiqué moralement. On reconnaîtrait au contraire que nous avons obéi à un sage raisonnement et que nous n'avons pas voulu nous laisser aller, comme on nous le reproche, au premier mouvement. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Et cependant, messieurs, il faut bien le dire, c'est au nom de l'honneur national que cette affaire doit être tranchée. Mais il faut bien voir ce que demande l'honneur national.

L'honneur national, certes, nous impose à cette heure des devoirs et des exigences. Quelles sont ces exigences ?

M. le rapporteur indique dans son rapport que notre situation intérieure ne peut pas être dégagée de ce débat. Il a raison. Certes, si nous pouvions considérer l'expédition en elle-même, au point de vue de l'art, objectivement, abstraction faite de notre situation en Europe et de notre situation intérieure, il serait peut-être possible de la voter ; mais nous ne pouvons pas la considérer ainsi.

Quelle est donc notre situation en Europe ? Cette situation nous crée, vous le savez, un devoir unique, sur lequel je n'insisterai pas et qui, pour moi, prime tous les autres. Pour satisfaire à ce devoir, nous avons essayé depuis vingt ans, et nous essayons encore, à l'heure actuelle, de nous gagner des sympathies et des alliances. Aujourd'hui, quelques-unes de ces sympathies semblent s'accroître. Croyez-vous que si nous voulons les voir se préciser, se transformer en des actes formels, nous atteindrons ce but en éparpillant nos forces et notre influence aux quatre coins du monde ? La force de notre armée ne sera-t-elle pas le meilleur argument à faire valoir, même pour des solutions pacifiques, lorsqu'il s'agira enfin de conclure cette alliance dont on nous parle toujours ? Et cette armée, nous allons l'affaiblir ! (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Et ce n'est pas seulement le soin de notre situation en Europe qui doit nous occuper, il y a une autre situation dont nous devons avoir le perpétuel souci. L'honneur national, notre honneur à nous, nous en fait un impérieux devoir. C'est notre situation intérieure.

Nous n'avons peut-être pas tous pris dans cette Chambre l'engagement de ne plus faire d'expéditions coloniales, mais tous nous avons pris devant le pays d'autres engagements que nous ne pourrions pas remplir si nous faisons l'expédition de Madagascar.

Vous savez combien lourdement a pesé sur notre politique intérieure l'expédition du Tonkin, et vous ne pouvez pas ignorer que si, actuellement, il existe des difficultés nombreuses, elles sont nées très certainement de cette expédition et des mécontentements qu'elle a provoqués.

Et c'est au moment où notre situation intérieure demande des réformes, au moment où notre budget s'équilibre si difficilement, où sous les combinaisons les plus ingénieuses on voit apparaître sans cesse le déficit ; c'est à ce moment-là qu'on vient nous demander 65 millions !

Ira-t-en jusqu'à prétendre — certains commentateurs l'ont fait, tant la

combinaison est ingénieuse ! — que ces 65 millions, on ne les demande à personne ? (Très bien ! très bien ! et rires à l'extrême gauche.)

On demande hélas ! aussi bien au budget 65 millions qu'à l'armée 15,000 hommes ; car quels que soient les moyens employés encore ici, que l'on crée des unités de marche ou non, ces 15,000 hommes manqueront dans nos forces.

L'écho de l'interpellation de M. Le Hérissé, l'émotion qu'elle a soulevée dans la Chambre ont-ils donc à ce point disparu de vos esprits ? Vous n'éprouvez donc plus maintenant les craintes qu'avait fait naître une certaine désorganisation — passagère, je le veux — de notre armée ? (Rumeurs au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le président de la commission de l'armée pourrait nous donner à cet égard des renseignements précieux. Depuis le jour où il est venu, à cette tribune, soutenir et défendre M. le ministre de la guerre, il s'est produit sans doute beaucoup d'événements, car tout au moins l'attitude de la commission a été modifiée.

D'autres craintes ne nous viennent-elles pas de la marine ? On a nommé une commission extraparlamentaire de la marine et nous avons appris, soit par les conversations particulières, soit par les comptes-rendus des journaux, qu'il y a aussi dans la marine quelquefois des déceptions et des deboires pour le pays.

Nous savons que beaucoup de nos collègues, justement inquiets de cette situation et soucieux de relever encore le prestige moral de notre pays, se préoccupent de créer, — ce qui demandera de l'argent — des croiseurs à grande vitesse, qui montreront notre pavillon dans toutes les mers et qui, mieux que l'expédition de Madagascar, feraient respecter notre drapeau et connaître notre nom. (Applaudissements sur divers bancs à gauche.)

Et enfin, messieurs, dans notre situation intérieure, n'assistons-nous pas à des phénomènes qui exigent que nous n'en détournions pas notre attention et dont nous avons eu l'écho dans la séance de mardi ? N'avons-nous pas aussi tous ces travaux qui restent à exécuter dans notre pays, ces voies de communication, ces canaux que les populations demandent et qu'on promet toujours ? Et nous voulons aller créer des voies de communication à Madagascar quand elles manquent parfois dans nos pays ! Nous voulons aller à Madagascar dépenser plus de 100 millions, quand une foule de projets qui nécessiteront une première mise de fonds considérable, comme la caisse des retraites, sont ajournés sous le prétexte que les ressources font défaut.

Comment pourrez-vous le soutenir, maintenant que pour une question d'amour-propre vous allez engager à fond les finances et l'action de la France ? (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

On a parlé de l'honneur national. J'ai montré que mes amis et moi y étions sensibles. Mais nous considérons que, s'il peut y avoir une abdication morale, elle ne viendra pas de notre refus de voter l'expédition ; elle viendrait plutôt d'un vote favorable qui nous ferait manquer à toutes les promesses que nous avons faites en vue d'améliorer la situation intérieure de notre pays. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

M. le président. — La parole est à M. de Montfort.

M. le vicomte de Montfort. — Messieurs, si je crois devoir prendre la parole dans la discussion générale, c'est pour vous exposer une solution et défendre une opinion qui, si elles étaient acceptées, auraient l'avantage, tout en réservant tous nos droits, tout en les affirmant de nouveau, de ne pas engager dès aujourd'hui, dans une mesure dont il est impossible de déterminer l'importance, les forces du pays.

Et si j'éprouve, je l'avoue, une certaine appréhension en montant aujourd'hui

d'hui à la tribune, c'est que je comprends mieux que personne combien il est difficile de remonter un courant d'opinion, surtout dans une Chambre française. alors que ce courant est déterminé par des considérations aussi élevées que celles qui vous animent : le respect de nos droits et l'honneur du drapeau.

La tâche est encore plus difficile lorsque, pour défendre l'opinion qu'on voudrait faire prévaloir, on n'a pour la soutenir que les calculs de la froide raison, comme on l'a dit tout à l'heure, et qu'on ne peut s'appuyer que sur des considérations d'avenir et de politique extérieure, sur lesquelles le patriotisme autant que les convenances défendent d'insister. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

C'est pourquoi vous accueillerez, je l'espère, avec bienveillance un collègue qui, dans toute la sincérité de sa conscience, croit devoir, dans une question aussi grave, vous dire nettement et loyalement son opinion. (Parlez ! parlez !)

On l'a dit avec raison, il ne s'agit pas de récriminer. Nous sommes en présence d'un fait accompli. Il ne s'agit pas de savoir si notre longanimité, trop prolongée peut-être, est une des causes de ce qui arrive aujourd'hui ; il serait même sans objet de rechercher si la mise en demeure, un peu brusque certainement, du récent ultimatum n'a pas précipité la crise plus qu'il n'était nécessaire. Je le reconnais, l'ordre du jour voté par la Chambre, le 22 janvier dernier, donnait au Gouvernement, sous sa responsabilité, le droit, d'autres vont dire le devoir, d'agir comme il a cru devoir le faire.

Mais cependant, messieurs, sans vouloir parler de la politique coloniale dans son ensemble, il m'est bien permis de dire qu'il est temps enfin de donner à ces questions coloniales les solutions qu'indique la raison, et la seule raison, en dehors des entraînements parfois irréflectifs de l'opinion ou de ses résistances quelquefois déraisonnables.

Et, en effet, messieurs, toujours, en pareille matière, on voit dominer les sentiments, des questions de point d'honneur, des injures à venger, jamais les calculs intéressés.

L'histoire de nos colonies récentes abonde en exemples de ce genre : toujours vous voyez des hasards, des accidents, des incidents, mais jamais les résultats d'une politique d'intelligente et sage prévoyance. (Très bien ! à droite.)

Et puisqu'il est convenu que la politique coloniale est devenue une nécessité, puisqu'il est entendu que c'est une des conséquences de la situation économique de l'Europe entière, au moins faut-il d'abord que les domaines livrés à notre activité ne soient pas désignés, comme il le sont trop souvent, par le pur hasard ; il faut surtout que le but poursuivi soit exactement déterminé et que les frais de l'entreprise soient réduits au minimum.

Un Anglais dirait que les colonies sont des affaires, et doivent être traitées comme telles. Je dirai, moi, qu'il est important de déterminer exactement le but à atteindre et de proportionner strictement les moyens employés au résultat que l'on veut obtenir. (Très bien ! sur divers bancs.)

Certes, si un effort suprême était nécessaire, si un outrage à notre drapeau était intervenu pour rendre indispensable la grande expédition qu'on nous demande, personne n'aurait le droit d'hésiter et personne n'hésiterait, soyez-en sûrs.

Mais en est-il ainsi ? Il est bien permis d'en douter.

Nous avons donc le devoir d'examiner toutes les hypothèses ; nous n'avons pas le droit de nous lancer, s'il est encore un seul moyen de faire autrement, dans une entreprise dont les dangers éclatent à tous les yeux, et dont les avantages restent incertains ; dans une conquête dont M. le ministre des affaires étrangères lui-même, avec une loyauté qu'on doit reconnaître, n'a fait qu'un éloge des plus relatifs.

Il faut que nous sachions où nous allons, ce que cela nous coûtera, ce que cela nous rapportera. M. le ministre a parlé de 5 millions de trafic par

semestre, ce que M. Leydet, précisant le calcul, estimait à 100.000 francs de bénéfice. Il y a des mères en France qui trouveront peut-être que cela ne vaut pas la vie de leurs enfants. (Très bien ! très bien !)

Le but, mes-ieurs, quel est il donc ? Vous voulez, dites-vous, le protectorat et non l'annexion. Je le crois, mais, vous le savez bien, le protectorat de 1885 a été une duperie. Le rétablir en serait une plus grande encore.

Aussi vous voulez, avec raison, l'améliorer, le renforcer, établir un protectorat étendu. C'est là une formule nouvelle. Je vous demande par quels moyens et dans quelles limites, et je dis que, fatalement, que vous le vouliez ou non, vous allez à l'annexion. La logique la plus évidente l'impose, et l'expérience du passé le démontre d'une manière absolue. Et vous le savez bien, telle a toujours été notre politique : conquérir par la force de vastes territoires, leur imposer, par la force encore, une soumission complète, créer une colonie d'exploitation richement peuplée en fonctionnaires, et qui ne peut s'assimiler à la mère patrie que dans la suite des temps.

Eh bien ! si, comme je le crois, l'annexion s'impose, il faut résoudre une première question, la plus importante de toutes à coup sûr. Quand vous aurez pris l'île entière, que ferez-vous de votre conquête ? Comment et par quels moyens pourrez-vous faire face aux dépenses immenses au moyen desquelles cette conquête pourrait être mise en valeur ? Surtout quels seront les bénéfices ?

Et si beaucoup de mes collègues et moi nous ne le savons pas, ce n'est pas faute d'avoir cherché à l'apprendre au groupe colonial, qui comprend tant d'éminents spécialistes ; plusieurs de mes amis et moi, nous avons posé cette question, comme aussi celle de la main-d'œuvre dont on parlait tout à l'heure, et qui fait absolument défaut, vous le savez, à Madagascar. Je dois dire qu'il ne nous a pas été répondu, et que notre incertitude est restée complète.

Et alors, vraiment, je le demande encore une fois, messieurs, pourquoi voulez-vous donc aller immédiatement, dès aujourd'hui même, au maximum de l'effort ?

Oui, je le reconnais, vous devez châtier les Hovas, vous devez venger une injure, maintenir vos droits. Mais pourquoi, sans rien céder de ces droits incontestés, sans rien céder de leur affirmation, qui me paraît, à moi aussi nécessaire, pourquoi ne pas en retarder le complet exercice ? Est-il sûr que cette démonstration énergique, bien conduite, à laquelle on faisait allusion tout à l'heure, ne réussira pas ? que ces mesures que je demande, les unes menaçantes, les autres conservatoires, n'amèneront pas les Hovas à céder ?

N'est-ce pas par ce procédé qu'a été obtenu le pacte de 1885 ? Il est mauvais, je le reconnais, mais en mordant plus fort, assez fort pour montrer à tout le monde que vous n'entendez pas lâcher prise, êtes-vous donc certains que cela ne peut pas réussir ? (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

J'entends bien, on l'a dit tout à l'heure, et M. le ministre a répondu par avance : ce sera la guerre toujours.

Je réponds à mon tour : non, la guerre toujours, ce sera l'annexion, l'annexion qui est fatale, et la guerre toujours en sera fatalement la conséquence inévitable.

J'entends bien aussi qu'on a parlé de demi-mesures et qu'on a dit que les demi-mesures étaient absurdes, baroques. C'est facile à dire, beaucoup moins facile à démontrer. Et de plus, est-ce donc une demi-mesure que je propose ? En aucune façon, messieurs, c'est une mesure, différente, ce qui n'est pas du tout la même chose, et parfaitement complète ; vous pouvez, je le reconnais, en contester l'efficacité, sans pouvoir cependant le démontrer ni même l'affirmer.

Et alors, je vous le demande encore une fois, pourquoi en venir tout de suite à ce maximum d'effort, qui sera peut-être nécessaire plus tard, mais qui ne l'est certainement pas aujourd'hui ?

Car enfin, laissez-moi vous le dire, si le blocus et la mainmise sur les

domaines doivent être insuffisantes, si les Hovas, comme vous l'affirmez, n'ont aucun produit ni à céder ni à recevoir de nous, n'ai-je pas le droit de dire : que ferons-nous dans ce pays enchanteur quand nous l'aurons conquis ; et d'ajouter : est-ce bien le moment, en vérité, de tenter une pareille aventure ?

On dira aussi et on a déjà dit de tous côtés — car il y a des mots qui font fortune — c'est la politique des petits paquets ! Non ! c'est la politique des efforts successifs, ce qui est aussi bien différent. A la guerre, on n'engage toutes ses réserves que le moment venu et lorsqu'on se trouve en face d'une impérieuse nécessité.

On dira enfin — et c'est là l'argument sérieux, l'objection dont je ne puis méconnaître l'importance. — on dira : C'est un effort retardé, dont les conséquences peuvent être plus graves. Les Hovas auront le temps de se fortifier, de s'armer, et plus tard l'effort sera plus pénible.

C'est possible, dans une certaine mesure, quoique je ne croie pas, au fond, que quelques fusils de contrebande de plus ou de moins soient susceptibles de changer grand chose au côté militaire de la question. Mais je déclare et je crois fermement qu'alors même que dans quelques mois ou dans quelques années l'effort serait plus coûteux, plus considérable et plus pénible, nous n'aurions pas payé trop cher le fait seul d'avoir gagné du temps, laissant à la politique européenne le temps, je ne dis pas de s'écouler, mais de se dessiner nettement. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Mais il est temps, messieurs, de préciser la question telle que je la comprends.

Vous êtes à Tananarive ; les crédits votés pour six mois sont épuisés ; qu'allez-vous faire ? Nous avons le droit de vous le demander, et votre devoir est de nous le dire.

Ce que vous allez faire, le voici, et vous ne pouvez pas faire autre chose : vous allez vous organiser sur les côtes, vous y établir, y constituer solidement votre base d'opérations, en un mot précisément ce que je vous demande de faire aujourd'hui, vous suppliant seulement de commencer par là.

Vous le voyez, ce que je vous demande, c'est uniquement une intervention dans l'ordre des opérations que vous allez entreprendre.

Tananarive est, en effet, une position militaire dont je ne méconnaissais pas l'importance. Vous dites que, quand vous serez à Tananarive, vous serez maîtres de l'île. Oui, quand vous aurez, de Tananarive, rayonné partout et étendu votre domination sur toute l'île. Et, vous le sentez bien, dans tous les cas, Tananarive, ce point stratégique important, ne peut pas rester isolé. Vous allez, je le répète, vous trouver, dès le lendemain de votre succès, obligés d'établir votre base d'opérations, de ravitaillements, sur la côte. C'est là que vous devrez porter vos établissements militaires de tout genre, hôpitaux et autres ; car ceux de Tananarive ne pourront pas vous servir. En un mot, après la période de guerre ardente, violente, l'enlèvement par la force de la position centrale, vous allez être obligés de revenir en arrière, et par la plus mauvaise saison, vers la côte, et de vous y organiser fortement, serment. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Ce que je vous demande, je le répète, messieurs, c'est d'alterner l'ordre des opérations que vous allez accomplir. On vous demande cette année-ci 85 millions ; c'est un chiffre — et vous ne pouvez pas avoir d'illusion à cet égard — qui sera doublé, triplé, décuplé peut être dans un avenir de quelques années. Dénégations sur divers bancs. Vous le savez bien, messieurs, l'expérience nous permet de le croire et de le dire.

Ce crédit est inscrit au budget de 1893, mais vous sentez bien que fatalement, comme je viens de le dire, vous serez inévitablement obligés d'inscrire encore en 1896 et 1897 d'autres sommes considérables à votre budget, sommes qui auront pour but cette opération absolument nécessaire, cette mesure absolument indispensable qui consiste à vous organiser fortement sur la côte, en la prenant comme base de vos opérations ultérieures.

Non, messieurs, la solution que je vous propose n'est pas celle des petits paquets, celle des demi-mesures ; c'est une mesure d'ensemble, complète, raisonnée, nécessaire, et que certainement vous prendrez vous-mêmes aussitôt que vous aurez atteint le résultat militaire qui est, pour le moment, le but unique de votre effort.

M. Le Hérissé. — C'est le système des petits paquets successifs.

M. le vicomte de Montfort. — Mais non ! Encore une fois, ce que je vous demande seulement, c'est de ne pas faire tout de suite l'effort suprême, alors que rien ne vous y oblige ; commencez par inscrire à vos crédits de cette année ce qui est nécessaire précisément pour installer votre base d'opérations, pour la défendre ; cela suffira peut-être à amener la soumission de la cour d'Emyrne ; mais, s'il en est autrement, si, dans un avenir que personne, pas plus que moi, n'est en mesure de préciser, si la grande expédition que vous voulez faire dès aujourd'hui devient nécessaire, alors, mais seulement alors, je serai avec vous, je la voterai et je crois que personne ne pourra la refuser, parce qu'on aura épuisé tous les moyens de faire autrement.

M. Le Hérissé. — Quand on aura dépensé beaucoup d'argent en détail, il faudra en dépenser encore autant en gros.

M. le vicomte de Montfort. — Messieurs, c'est ici que commence la difficulté de ma tâche, je vous l'ai dit au début de ces observations. Il faut, appréciant la question dans son ensemble, envisager la situation telle qu'elle est, et voir les choses comme elles sont.

A quel moment allons-nous tenter cet effort considérable qui doit engager de façon aussi grave notre armée et nos finances ? A l'heure même où viennent de s'accomplir en Europe les événements les plus graves — au lendemain de la mort de ce souverain que l'Europe entière acclamait comme le plus ferme soutien de la paix, et qui gardera dans l'histoire ce glorieux surnom. (Applaudissements.)

Nous sommes à une heure où, sans douter de la paix européenne, il est permis de dire, même à cette tribune — vous voyez que je n'exagère rien — qu'elle est peut-être moins fermement assurée qu'elle ne l'était il y a seulement quelques semaines.

Il me souvient, messieurs, d'autres heures de notre histoire où furent votées d'enthousiasme, permettez-moi de le dire, comme aujourd'hui, d'autres résolutions qui pèsent encore lourdement sur nos destinées.

Je ne veux pas les recommencer. (Mouvement.)

On dira : C'est là un pessimisme exagéré. La paix se présente en Europe avec les garanties les plus complètes. Je le souhaite, et je n'ai pas besoin de dire que nul ne le désire plus ardemment que moi ; mais je vous le demande, à l'heure où se dressent les responsabilités : En êtes-vous bien sûrs ?

On n'est sûr de rien, dites-vous ? et on ne choisit pas son heure. C'est vrai, mais on a le droit de mettre toujours les meilleures chances de son côté, et, quand il s'agit de l'avenir de la patrie, on a le devoir de ne rien laisser au hasard, rien, vous entendez bien ?

On a parlé tout à l'heure de l'honneur du drapeau ; permettez-moi, à cet égard, un souvenir :

Il y a vingt-quatre ans, presque à pareil jour, les blessés de l'armée de Metz, conduits prisonniers en Allemagne, baïonnette au canon, voyaient flotter devant la tente du prince Frédéric-Charles leurs drapeaux ; je ne l'ai pas oublié, et mon cœur saigne encore à ce souvenir. Eh bien ! notre drapeau, il est là toujours — je ne veux pas ajouter : pas ailleurs, — mais là surtout et par-dessus tout. (Applaudissements.)

Je termine, messieurs, ces trop longues observations, dont je m'excuse d'ailleurs. (Parlez !)

Ce grand effort que vous jugez à tort, selon moi, nécessaire dès aujourd'hui, mais qui, je le reconnais, le deviendra peut-être — cet effort dont je crois les conséquences incalculables, je vous le demande, l'heure est-elle propice pour l'entreprendre ?

Et, au moment où s'ouvrent pour chacun de nous ces responsabilités étroites et précises, je vous le demande encore, en face de l'avenir : cette responsabilité si grande, que je viens de vous faire entrevoir, ne vous effraye-t-elle pas ?

On a parlé tout à l'heure de la question chinoise ; eh bien ! est-ce donc au moment où se posent en Extrême-Orient tant de redoutables problèmes, où l'effondrement de la Chine peut d'un instant à l'autre appeler notre intervention, et cela par l'existence même de notre vaste empire de l'Indo-Chine, I — de cet empire sur la solidité duquel j'ai formulé à cette tribune, et je formulerai encore les plus graves incertitudes, — est-ce à cette heure que vous allez vous lancer dans une aventure si grosse de conséquences imprévues ?

Et je le dis encore une fois en terminant, en présence de ces responsabilités effrayantes, non, je ne puis m'y résoudre. M. Jourdan — je ne sais pourquoi — parlait tout à l'heure de ceux qui, dans un calcul d'avenir électoral, voulaient pouvoir dire peut-être, plus tard : « J'ai voté tel projet, j'ai repoussé celui-là ! » Je vous assure, et j'espère que je serai cru par chacun de vous, messieurs, je vous affirme que jamais cette pensée n'a effleuré mon cœur. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Mais pour moi, j'é le déclare sincèrement, loyalement, sans phrases, du fond de ma conscience, non, cette responsabilité, je ne puis l'accepter. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. Chautemps, rapporteur. — Messieurs, il y a dans ce débat, comme on l'a dit, deux questions bien distinctes : une question de politique extérieure et une question de colonisation. La question politique domine de très haut la question coloniale.

La nécessité de nous établir solidement et dès maintenant, dans cet océan Indien qui peut redevenir la grande route maritime des nations, et dans ce monde austral qui semble être appelé à de hautes destinées ; la nécessité où nous sommes d'affirmer enfin notre volonté de conduire à bonne fin les œuvres une fois entreprises et d'assurer l'exécution des traités au bas desquels figure la signature de la France ; la situation difficile qui nous serait faite dans tous les conseils du monde par la renonciation à des droits séculaires, voilà les hautes raisons d'ordre politique qui ont plus particulièrement frappé votre commission et qui vous détermineront, je l'espère, messieurs, à vous rallier à nos conclusions.

Mais les orateurs qui ont combattu jusqu'à présent le projet de loi semblent s'être attachés surtout à envisager son côté colonial. Je les suivrai sur ce terrain, et je reconnaitrai, tout d'abord, les raisons, les préoccupations patriotiques dont s'inspire leur opposition. On ne peut méconnaître, en effet, les avantages de la politique du recueillement. Je comprends qu'exagérant cette politique, certains de nos collègues prennent leur parti de suivre d'un œil passif la prise de possession incessante, par les autres nations, des parties non encore exploitées du globe ; je comprends qu'ils se désintéressent, quand les destinées de l'Europe sont elles-mêmes si incertaines, du sort des peuples moins avancés que nous en civilisation, et qu'ils considèrent que notre rôle, dans cette œuvre d'émancipation, a été suffisant dans le passé et qu'il est fini, que nous avons fait tout notre devoir envers l'humanité.

On peut prétendre encore, en dépit de l'œuvre merveilleuse entreprise par la France au Canada, où la famille française continue à se développer en l'absence du drapeau de la patrie ; dans l'Inde, où nos héritiers, les Anglais,

en prodiguant à Dupleix les témoignages de leur admiration, ont marqué le caractère de notre œuvre ; on peut prétendre, dis-je, que la France n'est pas ou n'est plus apte à coloniser.

Mais si l'on n'est pas partisan de cette politique de désespoir et de négation, si l'on croit que la nation française est encore capable d'expansion, est-il un point du globe où, mieux qu'à Madagascar, nous rencontrerions le champ d'action que réclament justement notre tempérament même et nos intérêts ? Ne sommes-nous pas là dans des conditions exceptionnellement avantageuses, qui justifieraient la faveur de ceux là mêmes dont le patriotisme s'est le plus ému des erreurs coloniales de ces douze à quinze dernières années ?

Je reconnais que posséder des millions de kilomètres carrés, dont beaucoup de déserts, de steppes, de savanes, comme c'est un peu notre lot en Afrique ; qu'exercer sur des populations nomades ou à demi nomades une autorité fuyante et qu'il faut sans cesse raffermir, qui est à la merci du moindre accident, c'est fonder un édifice sur le sable, c'est jeter notre argent, notre sang dans un gouffre sans fond. et je comprends à merveille que cette politique que nous avons suivie depuis quelques années sur les confins du Sahara ait inquiété une partie de l'opinion publique.

On commence à se rendre compte que nos récentes acquisitions de la côte occidentale d'Afrique, les Rivières du Sud, Grand-Bassam et le Bénin lui-même, avec leurs arrière-pays immédiats, valent plus pour nous que les immenses étendues où s'exercent parfois avec excès le génie de nos officiers et la bravoure de nos soldats, bref, que les rêves d'un grand empire continental africain ne sont peut-être pas au-dessus de la vaillance de nos troupes, mais que, dans tous les cas, ils sont funestes à nos intérêts. Pénétrer pour pénétrer n'est pas une politique ; c'est la chasse à l'abstraction, et je ne crois pas qu'on puisse jamais faire autre chose dans l'Afrique du Nord-Ouest, où l'Européen ne peut travailler de ses mains ni faire souche, que le drainage commercial de l'intérieur vers les comptoirs de la côte ; c'est cette politique que nous recommandait tout à l'heure M. Doumergue, nous rappelant l'exemple des Anglais à Singapour et à Aden.

J'estime qu'à Madagascar il y a plus et mieux à faire, monsieur Doumergue, et je ne crois pas que le rapprochement que vous avez fait puisse se justifier.

Singapour, mon cher collègue, vous le savez mieux que moi, puisque vous y avez passé, est exactement situé sous l'Equateur, c'est-à-dire que son arrière-pays ne comporte pas, comme Madagascar, de colonisation proprement dite et un peuplement européen. Il faut faire là de la politique de comptoir : on ne peut pas y faire de la colonisation agricole ; de même à Aden, qui s'appuie sur les sables de l'Arabie ; pas plus que celui d'Obock, qui lui fait vis-à-vis, le pays d'Aden ne comporte le peuplement européen.

Je me rappelais tout à l'heure, en vous entendant, un incident de la discussion qui a eu lieu il y a une dizaine d'années, un député qui soutenait la même thèse que vous, félicitant les Anglais de n'avoir jamais fait que de la politique de côtes en Australie, et une partie de la Chambre applaudissait ; on oubliait seulement que le centre de l'Australie est un désert, le plus redoutable peut-être de tous.

M. Deproge. — Les Anglais ne peuvent pas faire autrement en Australie.

M. le rapporteur. — La situation à Madagascar est tout autre ; ici, nous sommes en champ clos, à l'abri de toute compétition européenne, en face de difficultés que nous pouvons mesurer exactement. Donc, sauvés, par la nature même du pays, des développements imprévus de tant d'entreprises coloniales, nous savons, de science certaine, que, moyennant un effort déterminé, nous serons les maîtres de fait d'un pays dont nous sommes depuis des siècles les maîtres de droit, et Madagascar, à n'en pas douter, vaut cet effort.

Loin de moi la pensée de déprécier, comme l'a fait tout à l'heure M. Doumergue, les riches possessions que nous avons, en si grand nombre, dans la zone tropicale et dont la plupart, bien que d'un climat peu favorable aux Européens, n'en contribuent pas moins à développer le patrimoine de richesse commerciale de la métropole ; j'ai foi notamment dans notre magnifique possession de l'Indo-Chine, qui est appelée à accroître dans le monde, comme il en a été de l'Inde pour les Anglais, la puissance politique et économique de notre pays. Mais combien plus précieuses sont les colonies dont nous pouvons faire des Frances nouvelles, façonnées à notre image, faites de notre chair et de notre sang ! Or, je ne vois pas, l'Algérie et la Tunisie une fois pourvues, sur quelle réserve pourrait encore compter notre race, dont les facultés d'expansion se réveilleront à coup sûr sous l'influence des crises sociales qui s'annoncent.

Tous les jours, de jeunes hommes, des pères de famille, ne viennent-ils pas vous dire : « Voilà des mois que je ne trouve pas de travail !... »

M. de Mahy. — Voilà la vérité !

M. le rapporteur. — « ... je désespère : ne pourriez-vous pas m'envoyer dans une colonie ? »

Et vous êtes embarrassés...

M. Henry Boucher (Vosges). — Combien avez-vous de demandes d'engagements ? Il y en a en tout 217.

M. le rapporteur. — Et je dis que vous êtes embarrassés, parce que dans tout notre empire colonial, qui est immense, mais qui est surtout développé sous les tropiques, vous ne trouverez — je précise — que Saint-Pierre et Miquelon, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, qui comporte le peuplement européen et la colonisation proprement dite. Or, Saint-Pierre et Miquelon, la Réunion, sont depuis longtemps colonisés, fermés par conséquent à l'émigration, et vous ne pouvez, malgré la douceur de son climat et sa richesse, compter de longtemps sur la Nouvelle-Calédonie, dont vous abandonnez la jouissance aux pires criminels, et que vous perdez en quelque sorte par la transportation.

M. Henry Boucher. — Vous êtes d'accord avec les Australiens.

M. le rapporteur. — C'est la vérité, Monsieur Boucher, et je l'ai déjà soutenu à la tribune comme rapporteur du budget colonial. (Très bien ! très bien !)

A Madagascar, Messieurs, nos colons trouveront la salubrité unie à la richesse. Mais je rencontre ici les objections de M. Doumergue. « Les Français, a-t-il dit en substance, ne savent pas coloniser ; voyez combien peu de nos compatriotes s'en vont en Algérie et en Tunisie. »

Mais notre collègue oublie que l'Algérie, dont le commerce extérieur est de 500 millions, fait pour 400 millions de commerce avec la France. (Très bien ! très bien ! Est-ce que la Tunisie, depuis si peu de temps placée sous notre protectorat, ne donne pas déjà des résultats magnifiques qui permettent les plus belles espérances ? Nous avons à Madagascar, de même qu'en Algérie, des populations indigènes de races diverses ; mais ces races sont-elles unifiées, comme celles de l'Algérie, par le plus irréductible de tous les fanatismes, le fanatisme musulman ? Le Malgache est-il nomade comme l'Arabe ? Madagascar s'appuie-t-elle sur un immense désert ? Avons-nous à y redouter des incursions comme celles des Touareg, et la période de conquête durera-t-elle de trente à quarante ans ?

Vous le voyez, la comparaison ne peut se soutenir !

M. de Mahy. — Très bien ! C'est cela !

M. le rapporteur. — Comment ! nous ne savons pas coloniser ? Mais n'avons-nous pas autrefois colonisé l'Inde, le Canada, la Louisiane, certaines Antilles, l'île Maurice ? Ces pays, il est vrai, sont aujourd'hui séparés de nous politiquement.

Mais les Français du Canada n'appellent-ils pas les produits français ? N'avons-nous pas là des sympathies qui sont un des éléments de notre richesse commerciale, qui sont, dans tous les cas, l'un des facteurs de notre influence politique dans le nouveau monde ? Et croyez-vous que lorsque l'Australie, l'Afrique australe et Terre-Neuve seront séparées de leur métropole, l'Angleterre ne conservera pas dans ces pays, pour longtemps, une situation privilégiée ? (Très bien ! très bien !)

Vous dites que les Anglais nous sont supérieurs par leurs aptitudes colonisatrices. Il y a à cela des raisons.

M. Gustave Rouanet. — M. Doumergue n'a pas dit un mot de cela.

M. le rapporteur. — Je crois l'avoir entendu.

Les Anglais peuvent être incités à la colonisation par la constitution de la propriété en Angleterre ; mais il y a aussi ce fait que, pour faire équilibre à leurs colonies des pays chauds, les Anglais possèdent en grand nombre des colonies à climat tempéré : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique australe ; nous sommes à cet égard dans une pénurie absolue, et c'est une raison pour aller à Madagascar. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. Leydet. — Il faudrait d'abord empêcher la dépopulation de nos campagnes.

M. le rapporteur. — On a dit encore que la population de Madagascar manquait de densité et on en a fait argument pour conclure à sa pauvreté. Je conteste d'abord que le peu de densité initiale de la population soit un argument infaillible de la pauvreté d'un pays.

Sur l'emplacement de Québec, de Montréal, de Boston, de Chicago, de New-York, qu'y avait-il, sinon des huttes de sauvages, au moment où débarquaient les premiers colons ? Est-ce que l'Australie, aujourd'hui couverte de cités populeuses, n'était pas, au début, habitée par des peuplades clairsemées ? L'argument ne porte donc pas, et, au surplus, voyons les chiffres. Les uns disent qu'il y a à Madagascar 3 millions, les autres 5 millions d'habitants... (Bruit de conversations.)

M. le président. — Veuillez écouter, Messieurs, je vous prie, le rapporteur de la Commission ; la question est assez grave et l'orateur l'expose avec un talent qui mérite toute votre attention. (Très bien ! très bien !)

M. le rapporteur. — Je m'efforce de suivre une à une les objections apportées ici par M. Doumergue.

M. Doumergue a parlé de la densité de la population de Madagascar ; il a rappelé le chiffre de 2 à 3 millions ; il a dit qu'on avait également parlé du chiffre de 4 millions et il a pris une moyenne. C'est 5 millions même qu'affirme le capitaine Olliver ; mais qu'importe ! La plupart des auteurs ont donné des renseignements qui ne peuvent pas encore être définitifs. N'a-t-on pas écrit longtemps, par exemple, que le pays des Bares était une région inculte, presque inhabitée ? En ce moment même, un jeune géographe de talent et de courage, M. Gauthier, visite cette région. (Très bien ! très bien !)

J'ai vu sa signature au bas d'une lettre dans laquelle il est dit que le pays des Bares est au contraire couvert de villages, d'un climat agréable et extrêmement fertile. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. Coutant. — Eh bien, il faut y aller. (On rit.)

M. le rapporteur. — Avez-vous réfléchi, Monsieur Doumergue, à l'existence, non pas sur les côtes, parce que là le phénomène pourrait s'expliquer par l'intensité d'un commerce extérieur, mais au centre de l'île, sur un plateau élevé et montagneux, d'une ville de plus de 100,000 habitants, car Tananarive a plus de 100,000 habitants? Un tel groupement de population n'indique-t-il pas la faculté du sol de nourrir dans l'aisance un grand nombre d'habitants?

Au surplus, s'il était vrai que la population fût clairsemée et manquât de densité, je répondrais volontiers : tant mieux ! La main-d'œuvre indigène est indispensable dans des pays comme la Cochinchine, le Sénégal, le Gabon, le Dahomey, où la main-d'œuvre européenne ne peut s'exercer et où il y aurait folie à envoyer non seulement nos paysans, mais les vaincus de la vie de nos grandes villes. Si des ouvriers agricoles ou industriels partent dans ces colonies, il faut du moins que ce soient des ouvriers d'élite, capables de devenir, comme chefs d'exploitation, comme chefs d'atelier, les directeurs du travail indigène.

M. Delcassé, Ministre des colonies. — Voilà la vraie colonisation.

M. le rapporteur. — Mais à Madagascar le Français pourra travailler de ses mains.

A Madagascar, il n'est pas indispensable qu'il y ait une population primitive tellement dense que le Français qui arrivera ne puisse pas déployer son activité.

M. de Mahy. — Voilà la vérité !

M. le rapporteur. — Ce n'est pas que les étendues malsaines et stériles manquent à Madagascar, mais en France même, après des siècles de labeur, n'y a-t-il pas des régions moins favorisées que les autres?

Ce qui vrai, c'est qu'à Madagascar nous trouvons un heureux mélange de climats très divers, permettant la juxtaposition des éléments français et indigènes. Nos associés d'autres races exploiteront pour nous, sans danger pour leur vie, les régions que nous interdit notre tempérament, et de vastes espaces resteront réservés à la race française qui pourra s'y développer solidement, de même que les Espagnols se sont solidement établis au Nouveau-Monde, dans les régions élevées où la présence des hautes montagnes corrige l'effet du climat des tropiques.

Les voyageurs s'accordent tous, en effet, pour reconnaître la parfaite salubrité des pays de montagnes, de l'Imerina et du Betsileo, et pour déclarer très supportable le climat des régions moyennement accidentées et si riches en pâturages, qui s'étendent à l'ouest de l'île, et comme à l'abri du grand écran montagneux de l'Est.

Par contre, ils s'accordent tous aussi pour signaler le climat pernicieux de ce littoral auquel vous voulez précisément confiner votre occupation (Très bien ! très bien !), et je trouve dans l'unanimité de leur témoignage un très grand argument pour l'occupation de Tananarive.

Un membre à gauche. — Puisqu'il n'y a pas de routes, on ne pourra pas y arriver.

M. le rapporteur. — On en fera.

J'arrive à la troisième objection, celle tirée de l'insuffisance du commerce extérieur. Voici un document qui montrera que le mouvement commercial, dont on a tant médité, n'est pas aussi insignifiant qu'on l'a prétendu. Il donne le mouvement du port de Tamatave pendant le premier semestre de 1894. Vous remarquerez qu'il s'agit d'une période troublée, d'une période de brigandage étendu à presque toute l'île. Et cependant, au port de Tamatave

ont passé, en six mois, 97 côtiers, 23 voiliers, 26 vapeurs dont 17 français, jaugeant ensemble 56,951 tonneaux.

Pendant ces dernières années, les recettes douanières des six ports soumis au contrôle du Comptoir d'escompte ont oscillé entre 700,000 et 800,000 fr. Mais, dans ces ports mêmes, malgré la surveillance des agents du Comptoir, la fraude se produit ouvertement, avec la complicité des fonctionnaires malgaches, et il n'est pas excessif de dire que le chiffre s'élèverait, sans l'existence de la fraude, de quelques centaines de mille francs.

Enfin, on a fait grand bruit des chiffres cités à cette tribune par M. le Ministre des Affaires étrangères. Mais M. Hanotaux a envisagé le premier semestre de l'année présente, qui est une année de trouble. Il n'a donné que les chiffres afférents aux six ports intéressant le Comptoir d'escompte ; et qui peut contester que, dans ces ports mêmes, la fraude s'exerce sur une grande échelle ? C'est à 30 millions, au bas mot, qu'on estime, en général, le commerce extérieur de Madagascar.

D'ailleurs, il est contestable que la richesse d'un pays soit rigoureusement proportionnelle au chiffre de son commerce extérieur. Ne conçoit-on pas qu'un pays purement agricole, bien équilibré dans ses diverses cultures, puisse être riche sans commercer beaucoup avec l'extérieur ? C'est le cas pour Madagascar, dont les richesses naturelles sont variées et abondantes.

Mais j'admets que le commerce extérieur de Madagascar soit insignifiant, nul même, et alors je me retourne vers MM. de Montfort et Doumergue et je leur demande ce qu'ils peuvent attendre, le premier, d'un blocus de côtes, le second, d'une occupation côtière. Dès l'instant que le commerce extérieur est nul, en quoi une occupation des côtes pourrait-elle gêner le peuple hova ?

M. Gaston Doumergue. — A ne pas dépenser 65 millions pour commencer. (Bruit.)

M. le rapporteur me pose une question, j'y réponds.

M. le rapporteur. — Parfaitement, et je m'en réjouis.

Un membre à l'extrême gauche. — Les contribuables ne s'en réjouiront pas.

M. le rapporteur. — Quel que soit notre sentiment sur la possibilité de dépenser 65 millions, M. Doumergue, je le constate, ne demande pas qu'on ne fasse rien. Il est partisan d'un système, qu'il a esquissé à la tribune, et qu'il formulera probablement sous la forme d'un contre-projet, sur lequel se compteront les adversaires du projet de loi. Ce contre-projet, qui sera déposé par M. Doumergue, se rapproche de celui de M. de Montfort. Je les examine l'un et l'autre et je dis : Comment, si ce pays n'est pas commerçant, un blocus des côtes pourra-t-il produire un effet quelconque ? Comment, si ce pays ne fait pas de commerce avec l'extérieur, l'occupation des côtes pourra-t-elle le gêner ? (Très bien ! très bien !)

Voilà un peuple qui n'est qu'agriculteur, qui vit, dans les régions centrales et très élevées de l'île, d'agriculture et d'élevage : en occupant les côtes, vous ne le réduirez pas. C'est dans les montagnes qu'il faut aller chercher les montagnards. Votre surveillance maritime, Monsieur de Montfort, pourra gêner les populations qui sont placées, plus ou moins volontairement, sous le joug des Hovas ; mais les Hovas eux-mêmes n'en seront pas atteints. Vous n'empêcherez pas le débarquement d'armes ; vous n'empêcherez surtout pas qu'un étranger, Anglais ou Américain, ne fonde à Tananarive une fabrique d'armes, de fusils et de canons.

Vous voulez, Monsieur de Montfort, faire le blocus des côtes : n'oubliez pas qu'elles ont 4,000 kilomètres de développement. N'oubliez pas, d'ailleurs, comme on l'a rappelé, que la mer est très dure sur la côte Est. Vous engagerez donc le pays dans des dépenses considérables et qui, par leur

prolongation, dépasseront de beaucoup l'importance des sacrifices que demande le Gouvernement. (Très bien ! très bien !)

Voilà pourquoi nous demandons à la Chambre de repousser l'amendement de M. de Montfort, qui ne tend qu'à une démonstration navale indéfiniment prolongée.

Dans le même ordre d'idées, il sera déposé un projet de résolution qui ne sera, en définitive, qu'un nouveau contre-projet. Ce projet de résolution, vous le connaissez, Messieurs, vous savez son nom ; il s'appelle : le Dahomey première manière ; ou encore : Madagascar 1883-1885. Ceux qui vous le présenteront sont les mêmes qui le combattaient il y a dix ans, et ils avaient raison (Très bien ! très bien !), car cette politique, si on y revenait, coûterait aussi cher à nos finances qu'à notre dignité. Ce qu'on veut vous proposer, c'est le blocus de la côte et l'occupation d'un certain nombre de points du littoral.

Mais c'est précisément ce qu'on a fait pendant deux ans, de 1883 à 1885.

Ce qu'a coûté au pays ce système que vous avez condamné et que vous reprenez, un document décisif l'établit, est le tableau détaillé des sacrifices consentis par le Parlement dans les années 1884, 1885 et 1886 :

Le 20 mai 1884, on votait 5,361,000 francs ;

Le 23 mars 1885, nouveau crédit de 12,190,000 francs ;

Le 21 novembre 1885, vote d'une somme de 3,832,587 francs ;

Le 17 avril 1886, vote de 4,351,650 francs.

Total : 25,735,237 francs.

M. Gaston Doumergue. — Dans un an, nous ferons le compte de l'expédition projetée.

M. le rapporteur. — Je commence par faire votre compte à vous, et ensuite nous ferons le nôtre.

M. Leydet. — Nous n'avons pas voté ces crédits.

M. le rapporteur. — Je dis que vous voulez renouveler l'histoire de 1883, de 1884 et de 1885. Vous avez dépensé ostensiblement, à cette époque, près de 26 millions.

Mais alors la question n'était pas posée devant vous, il faut le reconnaître, avec la netteté qu'y a mise le Gouvernement actuel. (Très bien ! très bien !)

En tout cas, vous pouvez être certains qu'en dehors des sommes que vous avez votées il a été dépensé, par les matières puisées dans les arsenaux de la guerre et de la marine, une somme qui permet d'élever de 26 à 40 millions la dépense résultant des fautes que vous voulez renouveler. (Très bien ! très bien !)

Cet argument me paraît décisif. C'est la condamnation de la politique suivie au Tonkin et au Dahomey, au Dahomey première manière, avant qu'on se prononçât pour une solution définitive ; et c'est aussi la condamnation de Madagascar première manière. Vous voulez nous y faire revenir ; nous nous y refusons. Il n'y a que les solutions radicales qui soient bonnes. (On rit.) C'est une solution radicale que je vous demande d'adopter.

Vous souriez, Monsieur Rouanet. Eh bien, je vous dirai qu'il y a, à mon avis, deux sortes de radicalismes : le radicalisme d'action, dont je suis, et le radicalisme de négation, dont je ne veux pas être. Je suis un radical d'action. (Très bien ! très bien ! au centre et sur divers bancs à gauche.)

M. Alphonse Humbert. — Très bien, Chautemps !

M. le rapporteur. — Nous estimons qu'il faut en finir une bonne fois pour toutes par une action décisive, et il n'y a d'action décisive que l'occupation de Tananarive, la mainmise sur le maître levier.

Qu'arrivera-t-il au point de vue de la dépense, question qui vous préoccupe très légitimement ?

Il existe à Diégo-Suarez une garnison de près de 2,000 hommes. Lorsque nous serons installés à Tananarive, il sera possible de réduire à quelques centaines d'hommes la garnison de Diégo Suarez.

M. Henry Boucher. — Ce n'est pas ce que dit le Gouvernement !

M. le rapporteur. — Il est impossible que le Gouvernement dise le contraire ; j'en aurais gardé le souvenir. Je fais le compte des deux solutions, et j'entends le faire très serré, indiscutable. En effet, il s'agit moins de discuter d'une façon générale que de préciser des chiffres. Donc, d'une part, 65 millions avec une solution décisive et, d'autre part, 40 millions.

M. Dutreix. — Pouvez-vous affirmer qu'on ne dépensera pas d'autres sommes ensuite ?

M. le rapporteur. — Veuillez me laisser m'expliquer.

Votre projet tend à occuper plusieurs points de la côte, dans les conditions où nous occupons Diégo-Suarez. C'est à 10 et 12 millions qu'il faut évaluer l'occupation des points que vous avez choisis sur le littoral. Et qu'arrivera-t-il ? C'est que vous laisserez derrière vous une population sur laquelle vous n'aurez plus d'action, car vous n'aurez plus de résident à Tananarive, et toute cette population sera politiquement indépendante de vous. Le Gouvernement hova, maître de son action, appellera autour de lui des étrangers à votre place ; à notre contact le pays s'organisera et s'aguerira ; il constituera, dans un certain nombre d'années, une puissance militaire considérable qui rendra nécessaire une expédition extrêmement coûteuse. Combien alors regretterez-vous le vote imprudent que vous émettriez aujourd'hui ! (Applaudissements à gauche et au centre.) Si, au contraire, vous adoptez le projet auquel nous avons adhéré, vous aurez une garnison à Tananarive, mais en même temps vous diminuerez la garnison de Diégo-Suarez.

Mais même n'eussiez-vous pas cette décharge du côté de Diégo-Suarez, est-ce qu'un pays riche comme Madagascar ne peut pas supporter les frais de son protectorat ? Ne va-t-il pas en être ainsi bientôt au Dahomey ? Dans quelques mois, les frais de l'occupation militaire y seront couverts, et les frais d'administration civile le sont déjà depuis longtemps.

Voilà la vérité. Il y a un effort décisif à faire : il faut le faire. Là est la dignité et là est l'intérêt. (Applaudissements.)

Messieurs, je vous demande la permission, pour ne pas remonter à la tribune, de commettre une indiscretion. Je sais que le projet de résolution qui sera déposé commence par ces mots : « La Chambre, résolue à maintenir le traité de 1885... »

M. Henry Boucher. — Vous vous méprenez peut-être, mon cher rapporteur.

M. le rapporteur. — Si ces mots ne se trouvent pas dans le texte, ce sera tant mieux, car le sentiment qu'ils expriment s'accorderait mal avec les moyens que vous proposez.

J'ai le devoir d'appeler sur ce point l'attention de la Chambre.

Si vous décidez qu'on n'ira pas à Tananarive, si vous renoncez à l'installation d'un résident général dans cette ville, vous renoncez à ce qui est l'essence même du traité de 1885, il n'y a plus de traité de 1885. Ce traité, vous le déchirez de vos propres mains et vous installez vous-mêmes à Tananarive les étrangers dont les intrigues ont causé et amené les difficultés présentes. (Très bien ! très bien !)

Je ne crois pas que cette argumentation comporte la moindre réplique, la moindre opposition. C'est clair, c'est lumineux ; décider que l'on n'ira pas à Tananarive, c'est l'abandon, c'est une renonciation, non seulement à nos droits séculaires, dont on a beaucoup parlé avec raison, mais aux traités les plus récents.

Et quelle serait notre figure devant l'Europe lorsque nous lui dirions : Nous avons longuement insisté auprès de vous pour vous faire reconnaître nos droits, notre situation ; aujourd'hui que vous les avez reconnus, c'est nous qui les abandonnons !

M. Jourde. — Personne ne parle de les abandonner ; nous voulons au contraire les maintenir.

M. le rapporteur. — Vous n'en prenez pas le chemin.

Je termine par l'examen de l'amendement présenté par M. Paschal Grousset. Je vais vous demander, Messieurs, de le voter.

Que propose M. Grousset ? Simplement d'attribuer une garde suffisante au résident général à Madagascar, conformément aux stipulations du traité de 1883, c'est-à-dire à Tananarive. Or, l'installation de notre résident à Tananarive, avec une garde suffisante, ce n'est ni plus ni moins que le projet du Gouvernement. Seulement, le Gouvernement estime qu'il lui faut 63 millions, et M. Paschal Grousset prétend que 8 millions suffiraient ; mais il ne nous dit pas les détails de son évaluation.

M. Paschal Grousset. — Je vous les dirai.

M. le rapporteur. — Soit ; mais tant que vous ne les aurez pas dits et que je ne serai pas convaincu, je me félicite d'être d'accord avec vous sur le principe, sur la politique à suivre.

Et je dis : Nous sommes d'accord, votons l'amendement de M. Paschal Grousset avec le texte et le chiffre du Gouvernement. (Rires approbatifs.)

Messieurs, je termine en assurant la Chambre de la parfaite confiance de la Commission dans sa sagesse et dans son esprit de décision.

La France orientale de Richelieu s'offre à nous : ne laissons pas échapper ce qui déjà était notre bien légitime près de deux siècles avant qu'il fût question, à Tananarive, d'un roi ou d'une reine des Hovas. (Vifs applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Denècheau.

M. Denècheau. — Messieurs, vous me permettrez de constater tout d'abord que, dans la discussion qui s'engage aujourd'hui, les partis politiques ont fait trêve ; il n'y a ici que des Français placés en face d'une situation très grave et qui en cherchent la solution la plus digne et la meilleure. (Très bien ! très bien !)

La situation de Madagascar vous est connue, elle vous a été expliquée par M. le Ministre des Affaires étrangères avec une clarté et une impartialité à laquelle je me plais à rendre hommage ; elle vient d'être développée avec un talent incontestable par M. le rapporteur.

Il s'agit donc d'examiner si cette situation comporte l'expédition pour laquelle on vous demande 13,000 hommes et 63 millions.

Quel est l'intérêt de la France, au point de vue économique, au point de vue militaire, à faire cette expédition ? Notez que je spécifie et que je ne parle que de l'intérêt. Je n'admets pas, en effet, cette fiction qui consiste à faire intervenir ici l'honneur national et le drapeau. Je place notre honneur national trop haut pour admettre qu'un peuple sauvage, qu'une reine à demi barbare, qu'un ministre dont nous ne pouvons même pas prononcer le nom puissent y porter atteinte. (Rires et applaudissements sur divers bancs.)

Il n'y a qu'entre pays civilisés qu'il peut être question d'honneur national ; j'en suis sûr que vous serez tous de mon avis quand je vous dirai que, si l'expédition est votée, elle ne sera pas considérée comme une guerre, mais comme une œuvre de répression, je dirai presque comme un acte de police, comme une mesure de gendarmerie prise à l'égard de brigands. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Parfaitement ! C'est tout à fait cela.

M. Marcel-Habert. — Il ne s'agit pas d'une insulte au drapeau, mais d'un outrage à la gendarmerie. (Bruit.)

M. Denècheau. — Il suffit donc d'examiner la question, comme je vous le disais, au point de vue économique et au point de vue militaire.

Au point de vue économique, vous me permettrez d'être sceptique. Je sais que Madagascar est un pays fertile, possédant des richesses minières considérables, qui par l'activité humaine pourraient devenir des sources de richesses incontestables. Mais ne possédons-nous pas d'autres colonies également belles, également riches, également fertiles et, permettez-moi de vous le dire, plus salubres ?

M. Louis Brunet. — Non !

M. Denècheau. — Qu'avons-nous fait dans ces colonies ? Quels avantages en avons-nous retiré ? Permettez-moi de vous le dire : aucun.

C'est que, Messieurs, vous ne voulez pas une bonne fois vous placer en face de la réalité. Vous ne voulez pas voir le Français tel qu'il est, avec son tempérament, son caractère, avec son amour profond du sol natal ; vous ne voulez pas voir le Français absolument désarmé quand il a perdu de vue le clocher de son village. Vous voulez considérer le Français comme l'Anglais, ce qui est une erreur profonde.

Moi, qui ai beaucoup voyagé, j'ai remarqué qu'à l'étranger, là où est un Anglais, là est l'Angleterre, tandis que lorsqu'un Français a quitté son pays, il éprouve comme un sentiment d'angoisse, une sensation d'enfant abandonné.

C'est pour cela que nous ne serons jamais des colonisateurs.

Si vous vouliez étudier la question au point de vue psychologique, étudier, voir ce que j'appellerai l'état d'âme du Français, le vôtre en particulier, si vous le voulez, Messieurs, je vous dirai que vous n'avez jamais fait, ni les uns ni les autres, un voyage de trois mois sans éprouver, en rentrant en France, un sentiment de bien-être indéfinissable, que nulle émotion n'est plus douce pour vous que la joie du retour au foyer, et que la vue du bicorne du gendarme à la frontière vous fait un plaisir extrême. (Interruptions.)

Cette émotion, cette joie, c'est la conséquence du malaise que nous éprouvons à l'étranger et que l'on a traduit par cette expression si charmante : le mal du pays.

Mais, Messieurs, ce sentiment est tellement fort, tellement vrai, nous redoutons tellement de nous expatrier, et vous le comprenez si bien que lorsque l'on vous parle des souffrances de l'agriculture, quand on vous montre un cultivateur ne pouvant pas faire rendre à la terre un salaire rémunérateur, jamais il ne vous vient à la pensée de conseiller à ce cultivateur de s'expatrier pour aller chercher dans nos colonies si fertiles, si riches, un sol qui le récompensera de ses travaux et de ses peines.

Lors de la discussion toute récente sur la question du chômage, n'est-on pas venu vous dire que les ouvriers mouraient de faim, que les salaires diminuaient tous les jours, que fatalement des malheureux qui ne demandaient qu'à travailler étaient condamnés à trainer une vie misérable ?

On vous a proposé des solutions multiples et diverses. Quel est celui de vous qui a demandé que ces ouvriers fussent envoyés dans vos riches colonies ? Qui a proposé d'organiser de vastes émigrations pour expédier au Tonkin, à Madagascar ou ailleurs les hommes qui, ne pouvant gagner leur vie en France, devaient trouver dans les pays lointains dont vous vantez les ressources, des moyens faciles pour assurer leur existence et celle de leurs familles.

Personne ne l'a fait, personne n'a osé le faire.

M. Louis Brunet. — On a voté 300,000 francs l'année dernière dans ce but !

M. Denècheau. — La somme est maigre ! Mais cette répulsion pour la vie à l'étranger est si vive que nous n'avons pas besoin d'aller dans des colonies lointaines pour l'éprouver, le moindre éloignement suffit ; et c'est pour cela que nous considérons l'exil comme le châtiment le plus dur.

C'est pour cela que nous, qui ne sommes pas des révolutionnaires, nous votons continuellement les demandes d'amnistie ; c'est pour cela que nous ne voulons pas qu'à côté de nous un Français souffre le supplice de ne pas être en France. (Applaudissements à l'extrême gauche.) Il habite cependant la plus grande capitale du monde, il est dans des conditions exceptionnelles au point de vue de la vie matérielle ; la plus haute société anglaise l'accueille et l'attire, se souvenant, malgré lui, qu'il est marquis de Rochefort-Luçay. Eh bien ! malgré cela, nous le savons, il souffre du mal du pays, et il n'en est séparé que par vingt lieues. Et c'est pour cela que nous voulons le faire revenir. (Interruptions au centre.) Il est possible que ce ne soit pas votre avis, mais c'est le mien.

Avec des sentiments comme ceux-là, avec notre caractère, avec cet amour du clocher, jamais, je vous le répète, jamais nous ne serons des colonisateurs ; il est donc inutile d'augmenter notre domaine colonial déjà trop grand.

Vous allez voter 65 millions pour installer un protectorat à Madagascar ; pendant de longues années vous dépenserez encore chaque année une vingtaine de millions pour le maintenir. Et tout cela, je vous le dis, vous le ferez au profit d'Allemands, d'Anglais, de Belges qui, sous la protection du drapeau français, y installeront leurs comptoirs et leurs usines.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Faisons-nous Prussiens, alors, si nous ne sommes bons à rien ! (Bruit.)

M. le président. — Monsieur de Douville-Maillefeu, veuillez garder le silence.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Peut-on laisser dire que les Français ne sont bons à rien ?

M. Denècheau. — Je ne dis pas cela ; je dis simplement qu'ils ne sont pas colonisateurs.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Ils sont bons à tout ! (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. Denècheau. — Au moins y a-t-il dans l'expédition de Madagascar un intérêt militaire ?

On nous a dit qu'en cas de conflagration universelle et de fermeture du canal de Suez, Madagascar deviendrait une position unique dans la mer des Indes.

Je ne suis pas assez compétent pour traiter cette question à fond ; je laisse

à d'autres, et je sais qu'ils le feront, le soin de répondre. Pour moi, je ne puis que rappeler ce qui s'est passé il y a vingt-cinq ans ; mon patriotisme est peut-être aveugle, mais quand je songe à la conflagration possible éventuelle à laquelle on a fait allusion tout à l'heure, ma pensée néglige Madagascar pour s'arrêter uniquement et obstinément sur les Vosges et sur les Alpes. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. Louis Brunet. — Vous réprimez les grèves, et vous ne réprimerez pas les assassinats commis à Madagascar !

M. Denècheau. — On vous a dit que le moment était opportun pour faire cette campagne, parce que la paix était assurée ; je veux le croire, j'en suis sûr : nous voulons la paix plus que qui que ce soit, les nations la veulent avec nous, mais vous reconnaîtrez que jamais on ne vit partout des préparatifs militaires plus formidables, que jamais les budgets de guerre ne furent plus lourds chez tous les peuples, que jamais on n'a imaginé autant de combinaisons pour augmenter le nombre des hommes sous les drapeaux.

Dans ces conditions, j'ai le droit de dire que la paix est une paix précaire, que la moindre étincelle peut mettre le feu aux quatre coins de l'Europe et qu'avant tout nous devons ménager l'or de la France et le sang de ses soldats. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.)

M. le président. — La parole est à M. Etienne.

M. Etienne. — La Chambre me pardonnera d'intervenir, cette fois encore, dans une question d'ordre colonial. Mais j'ai le sentiment que j'accomplis un devoir en venant à cette tribune apporter le modeste contingent d'expérience et de lumières que j'ai pu acquérir au cours de ces dernières années.

Je viens ici soutenir le projet du Gouvernement avec toute la conscience et toute la foi que j'apporte à la défense de mes convictions.

La Chambre ne peut pas oublier qu'au mois de janvier dernier, à la suite d'un sérieux débat, elle a voté, à l'unanimité, un ordre du jour invitant le Gouvernement à sauvegarder nos intérêts et nos droits à Madagascar. Cet ordre du jour n'a pas été annulé, que je sache, par une nouvelle délibération. Ce jour-là, la Chambre a marqué fermement sa volonté de maintenir notre situation dans la grande île africaine ; de même, quelques mois plus tard, au mois de juin, ayant également à s'occuper du conflit qui existait entre elle et l'Etat indépendant du Congo, elle invitait de la façon la plus expresse le Gouvernement à prendre des mesures conservatoires pour défendre nos intérêts dans le Haut-Oubangui et votait dans ce but les crédits nécessaires.

Eh bien ! que fait aujourd'hui le Gouvernement ? Il demande que, conséquente avec elle-même, la Chambre ait la volonté de lui donner les moyens de sauvegarder, comme il en a reçu la mission, les intérêts et les droits de la France à Madagascar. (Très bien ! très bien !)

Ces intérêts, Messieurs, de quel ordre sont-ils ? sont-ils purement économiques ? sont-ils nés simplement dans le cerveau d'hommes politiques uniquement dominés par le désir d'étendre sans relâche et sans fin le champ de l'influence française dans le monde ?

Cette politique — qui n'est autre que la politique coloniale — vient de subir aujourd'hui, Messieurs, un nouvel assaut ; elle a été, de la part d'un de mes amis, l'objet de critiques, je ne dirai pas violentes — car elles ont été mesurées dans la forme — mais des plus vives au fond, présentées avec un talent auquel chacun de nous a applaudi. C'est d'un bon augure ! nous avons un nouveau collègue qui est un orateur et un homme d'esprit ; je le constate avec un grand plaisir. (Très bien ! très bien !)

M. Doumergue nous a dit : Qu'allez-vous faire à Madagascar ? N'avez-vous

pas encore la satiété de ces efforts coloniaux poursuivis sans profit depuis de longues années en Afrique aussi bien qu'en Asie ? Vous avez poursuivi au Soudan jusque dans le Sahara, à travers le grand désert, une politique de conquête aussi brillante qu'inutile : vous n'avez songé qu'à fournir à vos officiers enthousiastes et à vos vaillants soldats des occasions de cueillir des lauriers.

Nous connaissons cette thèse, Messieurs. Ces objections se reproduisent ici chaque fois que se posent devant le pays les questions vitales d'intérêt colonial. Mais toujours les Chambres ont fait la même réponse, toujours elles ont refusé de se laisser séduire ou arrêter par ces critiques. Pourquoi ? Parce que l'expansion coloniale s'est imposée comme une nécessité à notre pays, comme à toutes les puissances. (Très bien ! très bien !)

Nous ne faisons pas de la politique coloniale pour le simple plaisir de trouver au dehors de vaines satisfactions d'amour-propre. Non ! Là n'est pas le but. Le but est plus élevé. Vous ne pouvez ignorer la lente évolution qui s'est produite dans le monde et qui nous commande impérieusement de constituer les réserves économiques destinées à assurer l'avenir. (Applaudissements.)

Vous ne pouvez ignorer que l'Amérique, ce pays de toutes les initiatives, n'a pas hésité à fermer ses barrières et ses portes, quand, après avoir appris à notre contact le secret de la civilisation européenne, il a constitué chez lui des industries qui lui ont permis de refouler complètement les produits étrangers.

Ce jour-là, que devait donc faire l'Europe, ainsi privée brusquement d'un si vaste débouché ?

La France mérite-t-elle le reproche d'imprudence et d'aveuglement, qui lui a été adressé, pour avoir compris et peut-être pressenti la nécessité de faire pour la conquête d'un empire colonial cette série d'efforts qui nous ont coûté tant de millions et tant de sang ? Toutes les autres nations n'ont-elles pas agi comme nous ?

L'Angleterre, Messieurs, cette Angleterre dont on parle toujours, que fait-elle donc depuis plus de quinze ans ? N'a-t-elle pas promené, elle aussi, son drapeau, ses soldats à travers le monde entier ? Y a-t-il un coin du globe, si éloigné soit-il, où elle ne tente de pénétrer ? Ne continue-t-elle pas aujourd'hui avec méthode et persévérance cette politique qui, chez elle, date surtout du *xviii^e* siècle, alors que la France vaincue en Europe s'est vu ravir par elle ses plus belles colonies ?

Nous étions, nous, entraînés vers les découvertes coloniales depuis le *xv^e* et le *xvi^e* siècle, et nous avions ainsi fait choix des plus riches territoires qui s'offraient à nous dans le monde. Nous étions à la fois en Asie, en Amérique et en Afrique ; mais lorsque la politique de Louis XV nous conduisit aux désastres les plus effroyables, l'Angleterre sut profiter de ses victoires, et comment, Messieurs ? En s'emparant de nos possessions coloniales. (Très bien ! très bien !)

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Elle a profité de nos malheurs.

M. Etienne. — Aujourd'hui, l'Angleterre comprend l'effort considérable que fait le Gouvernement de la République ; elle sent, elle sait, elle voit que nous voulons réparer les fautes du siècle passé, reconstituer le vaste empire colonial que nous avions perdu et qui nous est nécessaire parce que, ne l'oubliez pas, Messieurs, nous sommes un pays baigné de deux côtés par la mer, ayant sur la Méditerranée et sur l'Océan plus de 2,000 kilomètres de côtes qui nous invitent aux vastes projets, aux lointaines entreprises.

Aussi voyons-nous notre activité coloniale avoir pour effet de redoubler l'activité de l'Angleterre, qui s'efforce de nous devancer toujours, de nous arrêter quelquefois, mais sans y réussir. (Applaudissements.)

À côté d'elle, l'Allemagne, victorieuse et puissante en Europe, ne sent-elle

pas à son tour la nécessité de s'étendre au dehors ? En peu d'années, elle a su se créer en Afrique et en Océanie un vaste empire qui comprend le Togo, le Cameroun, de vastes territoires dans l'ouest et le sud-est africain et plusieurs archipels océaniques. Partout, vous le voyez, elle manifeste sa volonté d'avoir la part qui lui revient dans le partage des terres nouvelles.

Et cette jeune puissance, l'Italie, née d'hier à la vie politique et à l'indépendance, n'a-t-elle pas fait aussi les mêmes efforts vers le même but ? Ces efforts, ne les poursuit-elle pas encore à l'heure actuelle ? Vous rendez-vous bien compte de l'énergie qu'elle a mise au service d'une cause qui aurait bien des raisons d'être contestée en Italie et qui ne l'est cependant pas ? Poussée par ce mouvement irrésistible, elle s'est établie, il y a dix ans, sur le littoral de la mer Rouge, dans une région presque déserte, malgré les lourdes dépenses, malgré toutes les difficultés, et elle s'avance jusque vers le Nil... Dans quelle pensée et sous quelle inspiration ? Vous le savez comme moi. (Très bien ! très bien !)

M. Leydet. — Laissez-la faire !

M. Etienne. — Laissez-la faire ! dites-vous, Monsieur Leydet. Je ne veux pas vous suivre sur ce terrain, et je puis encore moins vous approuver.

Ignorez-vous donc que si l'Italie, après avoir occupé Kassala, se dispose à marcher sur le Nil, c'est d'accord avec un autre pays qui sait, à l'occasion, trouver des alliés pour faire certaines besognes ? (Applaudissements.)

Et quand tous ces efforts ont été faits par les puissances européennes, nous nous déclarerions absolument impuissants à poursuivre l'œuvre que nous avons entreprise depuis dix ans ! (Très bien ! très bien !)

L'objection qu'on nous adresse est, je le reconnais, assez sérieuse. On nous dit : Qu'avez-vous fait jusqu'à présent de toutes ces colonies ?

A-t-on la prétention d'exiger qu'au bout de dix ans, de cinq ans même, nous touchions pour ainsi dire du doigt, nous réalisions immédiatement tous les résultats que nous pouvions désirer ? C'est impossible !

Nous l'avons déjà dit maintes fois à cette tribune : l'œuvre coloniale que nous avons entreprise est une œuvre d'avenir. (Très bien ! très bien !) Nous ne travaillons pas seulement pour l'heure présente, nous travaillons surtout pour demain. (Applaudissements.)

Voilà ce que nous avons toujours affirmé. Ne croyez pas que le Soudan sera dès demain ce qu'est aujourd'hui l'Algérie après soixante ans de lutttes.

La conquête de l'Algérie a été contestée à son tour ; son importance politique et économique a été niée. Et cela n'a pas empêché que cette colonie, qui nous a coûté tant d'efforts, est justement considérée à l'heure actuelle comme le véritable fleuron de notre couronne coloniale, qu'elle arrache des cris d'admiration à tous les étrangers qui l'approchent, aux Russes, aux Allemands, et même aux Anglais. Actuellement, l'Algérie, comme le disait très justement M. Chautemps, est notre sixième client au point de vue commercial. Si elle fait 400 millions d'affaires, si elle paye tous ses frais d'administration civile, ne croyez-vous pas que ce soit là un merveilleux résultat ? (Applaudissements.)

Mais, pouvez-vous exiger autant dans toutes nos autres colonies, au bout de six ou huit ans ? Non, Messieurs. C'est là une œuvre d'avenir ; je tiens à le répéter bien haut afin que cette objection ne se présente plus désormais devant nous. (Très bien ! très bien !)

Si vous avez cette conviction, pouvez-vous hésiter une seconde à aller jusqu'au bout de l'entreprise que vous avez commencée vous-mêmes ? pouvez-vous hésiter à aller à Madagascar, à y établir votre drapeau et à l'y maintenir d'une façon définitive ?

On nous dit : « L'effort est considérable en argent et en hommes », et l'on ajoute : « Il faut nous résoudre à des demi-mesures. »

Non, Messieurs, il ne peut s'agir ici de semblables expédients. Vous ne le pouvez pas, vous ne le devez pas. (Très bien ! très bien !)

L'île de Madagascar n'est pas une colonie ordinaire que nous soyons libres de prendre ou d'abandonner. Non, Madagascar n'est pas simplement un vaste territoire à conserver et à mettre en valeur ; c'est plus et mieux : c'est un pays que notre intérêt stratégique et notre intérêt politique nous commandent de posséder.

C'est là, Messieurs, ce que vous devez considérer surtout et ce que, je vous prie de le croire, d'autres n'ignorent pas. L'attention qu'ils apportent aujourd'hui à nos projets et les tentatives faites autrefois pour les déjouer le démontrent surabondamment. Cette attitude, ne vous y trompez pas, est la manifestation la plus éclatante de la valeur politique et stratégique de Madagascar. (Applaudissements au centre et à gauche.)

De Madagascar, la France surveille d'un côté l'Indo-Chine, de l'autre la côte orientale d'Afrique, où tant d'intérêts opposés se sont créés, où notre influence doit se maintenir ; de Madagascar, nous rayonnons sur l'Océanie jusqu'à la Nouvelle-Calédonie. (Très bien ! très bien !)

N'est-ce donc rien que d'être dans cette position insulaire presque unique au monde ? N'est-il pas vrai que le jour où, par suite d'incidents qu'il faut savoir regarder en face, le canal de Suez serait fermé, nous serons heureux d'avoir sur la route conduisant dans cette Chine où se passent actuellement des événements si graves, un territoire français où nous pourrions nous arrêter, où nous aurons une force armée, chargée de veiller non seulement sur nos intérêts propres dans cette île, mais encore sur les droits et les intérêts de la France sur d'autres rivages. (Vifs applaudissements.)

Je ne veux pas retenir plus longtemps l'attention de la Chambre. (Parlez ! parlez !)

J'espère avoir établi quel intérêt supérieur s'attache à la résolution que vous allez prendre.

Nous devons, messieurs, nous pénétrer de cette pensée que l'œuvre qu'il s'agit aujourd'hui de poursuivre à Madagascar est une œuvre nationale, nationale par ses origines qui remontent à Richelieu et à Colbert, nationale par les intérêts politiques qu'il s'agit de sauvegarder dans l'Océan Indien, nationale aussi par les nécessités économiques auxquelles il convient de pourvoir en vue d'assurer l'avenir industriel et commercial de notre pays.

N'accusez pas cette politique coloniale à laquelle vous devez de tels résultats ? N'a-t-elle pas contribué à donner à la France une large moisson de gloire, en même temps qu'elle avait sa part dans le relèvement matériel et moral de notre patrie ? (Applaudissements.) Et ne peut-on pas prévoir qu'un jour viendra aussi où, pour le règlement des questions européennes, notre puissance coloniale ne sera pas sans utilité aux mains d'une diplomatie vigilante et active. (Très bien ! très bien !)

Puisque je parle de diplomatie, laissez-moi dire hautement comme je le pense — dùt sa modestie s'en offenser — que je suis heureux de voir sur les bancs du Gouvernement un ministre des affaires étrangères aussi habile diplomate qu'historien érudit. Il nous a présenté sous un aspect nouveau et précis l'histoire d'un grand homme d'Etat, qui, le premier dans ce pays, avait compris la nécessité de notre expansion coloniale, j'ai nommé le cardinal de Richelieu.

Je souhaite à M. le ministre des affaires étrangères, et je suis certain que ce souhait sera pour lui une réalité, de s'inspirer toujours de la politique de Richelieu, qui a été une politique nationale, parce qu'elle a sauvegardé aussi bien les intérêts de la France en Europe que dans le reste du monde. (Vifs applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. Vigné.

M. Paul Vigné. — Messieurs, il y a environ deux ans, un des membres les plus jeunes et les plus distingués de la précédente Chambre, le regretté

M. Jamais, s'exprimait à peu près ainsi à cette tribune : « Au nom du Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter, je déclare à la Chambre que l'ère des conquêtes coloniales est enfin close et que tous nos efforts, toutes nos forces vives vont être consacrées à l'organisation, à la mise en valeur des possessions conquises. »

C'était, si je ne m'abuse, à propos du Soudan français, et la Chambre tout entière a applaudi cette déclaration si catégorique du jeune et brillant sous-secrétaire d'Etat aux colonies. Trois ans ne se sont pas écoulés depuis, et nous avons fait l'expédition du Dahomey, nous avons poussé les possessions de l'Afrique occidentale jusqu'à Tombouctou en attendant qu'on aille au lac Tchad, et demain nous allons conquérir Madagascar. N'est-il pas regrettable que les promesses de nos gouvernants n'aient pas plus de consistance alors qu'il s'agit des intérêts les plus graves de notre pays ?

Ne prenez pas ceci comme l'exorde d'un long discours. Je suis venu à cette tribune pour exposer brièvement à la Chambre les considérations pour lesquelles quant à moi, je repousse les crédits demandés par le Gouvernement. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Ces observations sont pour la plupart de nature toute personnelle, et je crois avoir quelque droit de les formuler ici, ayant passé aux colonies sept années de mon existence, dont quatre dans nos possessions africaines.

L'autre jour, en écoutant M. le ministre des affaires étrangères exposer ici les raisons pour lesquelles le Gouvernement avait jugé nécessaire l'expédition de Madagascar, je m'attendais à ce qu'après avoir fait appel au patriotisme de tous, devant l'honneur du drapeau engagé, il montrerait à la Chambre tous les résultats matériels que la France retirerait de cette expédition.

Certains d'entre nous pensent que l'amour propre national peut avoir ses dangers alors qu'on n'écoute que lui.

Ils auraient voulu entendre de la bouche de M. le ministre, avec preuves à l'appui, que les 65 millions demandés ne sont qu'une avance à faire et que le pays, un jour, rentrera dans ses débours et même réalisera des bénéfices.

Ne pouvait-il pas, puisque l'inconnu pèse encore sur Madagascar, prendre comme point de comparaison notre œuvre coloniale, nos conquêtes de l'autre côté de l'Afrique et conclure de la prospérité actuelle de celles-ci à la prospérité future de Madagascar ?

M. le ministre ne l'a pas fait ; il ne pouvait pas le faire. M. Etienne vient d'essayer de nous montrer qu'on pouvait prévoir pour l'avenir dans notre colonie de Madagascar les résultats obtenus au Soudan.

Nous allons voir jusqu'à quel point les allégations de M. Etienne sont exactes.

Au point de vue général, voulez-vous me permettre de faire passer sous vos yeux quelques chiffres qui vous montreront à quelle fièvre coloniale nous sommes en proie depuis quelques années ?

De 1889 à 1895, le budget des colonies n'a cessé de s'accroître dans les proportions effrayantes que voici :

En 1889, il était de 50 millions ; en 1890, de 52 millions ; en 1891, de 57 millions ; en 1892, il est arrivé à 71 millions ; en 1893, à 72 millions ; en 1894, à 74 millions. et pour 1895, c'est 82 millions qu'on nous demande ! (Très bien ! à l'extrême gauche.)

M. Delcassé, ministre des colonies. — Dans ces chiffres sont comprises les dépenses pour la relégation et la transportation, soit 13 millions qui ne sont pas des dépenses coloniales, tant s'en faut !

M. Paul Vigné. — Ce sont des dépenses pour les colonies, donc elles rentrent dans leur budget.

Et maintenant, voulez-vous savoir pour combien nos possessions d'Afrique compte dans l'ensemble de ces budgets ?

Le Sénégal coûte 6 millions, en chiffres ronds ; le Soudan, 4 millions ; la

Guinée française, 1 million ; le Congo français, 2 millions ; Sainte-Marie de Madagascar, Nossi-Bé, Mayotte et Obock, ensemble 5 millions, ce qui donne un total de 23 millions, c'est-à-dire près d'un tiers du budget total des colonies. Et si je ne craignais d'abuser de votre attention, l'heure étant trop avancée (Parlez ! parlez !), je pourrais vous montrer que ces différents budgets de nos possessions africaines ont subi, chaque année, la même progression croissante que le budget général des colonies.

Peut-on citer en regard de cet accroissement effrayant des dépenses un accroissement parallèle et compensateur des recettes effectuées, soit par l'Etat, soit par notre commerce ?

Hélas ! non, quoi qu'on en dise ! Pour l'Etat, la chose n'a rien d'extraordinaire. Percevrait-il des bénéfices, il serait obligé de les dépenser en envoyant là-bas de nouveaux fonctionnaires. Ainsi le veulent, malheureusement, nos mœurs électorales. (Mouvements divers.)

Notre commerce ! Jamais, messieurs, vous le savez aussi bien que moi, les plaintes de nos exportateurs ne prirent un accent plus navrant qu'à l'heure actuelle. C'est qu'en vérité nos colonies africaines — j'en excepte celles de l'Afrique septentrionale — ne sont un débouché sérieux que pour l'Angleterre, l'Allemagne et le Portugal. Pour ce qui est de l'importance de nos relations commerciales dans ces pays, ne vous fiez pas, je vous prie, aux documents officiels.

Le colonel Frey, aujourd'hui général de brigade d'infanterie de marine, qui a longtemps vécu dans les pays africains et commandé de nombreuses colonnes, dans un livre qui est à la fois un acte de courage et une œuvre parfaite, nous a montré comment ces documents officiels étaient recueillis et le cas qu'il convient d'en faire.

Adressez-vous plutôt, comme l'a fait le colonel Frey, aux trafiquants, aux commerçants eux-mêmes, et vous verrez que, dans nos possessions africaines, le 60 p. 100 des marchandises est importé, comme je vous le disais tout à l'heure, par l'Angleterre et par le Portugal.

L'Angleterre y importe ses tissus à bon marché ; l'Allemagne y importe des alcools de mauvaise qualité et aussi de la poudre de guerre ; le Portugal, des armes de guerre, et ce sont là, vous le savez, les éléments les plus importants de notre commerce d'importation dans ces pays.

Quant au commerce local, au commerce africain, le colonel Frey, et avec lui tous ceux qui, ayant, comme moi, vécu là-bas, ont eu la courage d'écrire la vérité, vous diront que ce commerce consiste surtout dans le trafic de la chair noire. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Couchard. — C'est une erreur absolue !

M. Paul Vigné. — Oui, messieurs, alors que mù par je ne sais quelle sensiblerie ridicule, le Gouvernement vient ici défendre l'existence des taureaux de courses, il laisse, comme d'ailleurs tous les autres gouvernements d'Europe, se développer là-bas le plus abominable des trafics.

M. Couchard. — Vous parlez du Soudan ?

M. Paul Vigné. — Voulez-vous la preuve de ce que j'avance ? Il me suffira de laisser parler le colonel Frey lui-même. Voici ce qu'il raconte, et j'espère que cette citation ouvrira à plusieurs d'entre vous des horizons nouveaux sur la politique coloniale :

« Le commerce de l'Afrique française a-t-il toute l'importance qu'on lui prête ? Si l'on s'en rapporte à certaines statistiques — ce sont les statistiques officielles — « statistiques qui ont été reproduites dans un certain nombre d'ouvrages par des écrivains qui n'avaient pas les moyens d'en contrôler l'exactitude, le commerce du Soudan aurait, au lendemain même de notre occupation, progressé dans des proportions considérables : de 4 à 2 millions, il se serait élevé jusqu'à 19 et 20 millions ! Les mêmes statistiques — toujours les statistiques officielles — « prévoient que, dans quelques années, ce commerce aura décuplé. Ce sont là des légendes qu'il importe de ne pas laisser subsister plus longtemps. Il ne faut point se le dissimuler :

en dehors des échanges nécessités par la fourniture à nos colonnes des vivres et des animaux, le seul commerce lucratif qui existe dans ces contrées est celui des esclaves et des munitions de guerre. » (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Voici comment maintenant sont établis les documents ministériels dont l'honorable M. Etienne nous parlait tout à l'heure :

« Prenons, par exemple, continue le colonel Frey, le cas d'une caravane qui fait le trafic entre les deux grands fleuves africains. A son départ du Niger, cette caravane se compose de 300 esclaves et d'un chargement comprenant 50 kilogr. de beurre de karité et 5 à 6 kilogr. de noix de kola. C'est la proportion qui existe bien souvent dans la composition de ces caravanes. Sa valeur peut être estimée 60,000 fr., prix des esclaves ; plus à 100 fr., prix du karité, et à 300 fr., prix des noix de kola ; total, 60,400 fr. Cette caravane suit, sous la protection de nos postes, la ligne Bamakou, Koundou, Kta, Badumbé, Bafoulabé, Médine, et arrive à Kayes. Dans chacun de ces sept postes, il est pris note de l'estimation de la valeur de cette caravane, estimation qui figure sur les états fournis annuellement par les commandants des postes. Si l'on fait le total des chiffres portés sur ces états, on trouve que cette seule caravane a donné lieu à un commerce dont l'importance est représentée par 7 fois ou 14 fois 60 400 fr., selon que l'on totalise seulement les entrées ; on a à la fois les entrées et les sorties de la caravane. Pour peu que la chasse à l'homme soit fructueuse, on peut, par ce procédé, arriver à évaluer à un nombre considérable de millions le commerce qui se fait dans ces pays. Ajoutons que si l'on interroge 500 de ces officiers qui ont pris part à une campagne là-bas, 450 au moins affirmeront que ce tableau n'est pas chargé. »

M. François Deloncle. — De quelle année date ce document ?

M. Paul Vigné. — De 1888. Il a paru en librairie en 1888 et il a été réédité il y a six mois à peine.

M. Camille Pelletan. — Le lieutenant Jayme, commandant d'une canonnière au Soudan, a établi les mêmes faits.

M. François Deloncle. — C'est pour cela que nous avons fait la guerre contre Samory : la campagne n'avait d'autre but que de supprimer la traite des nègres.

M. Paul Vigné. — Vous voyez que le colonel Frey vous montre que c'est un commerce pour ainsi dire nécessaire, le seul commerce du pays.

Mais je ne doute pas qu'il y ait au Soudan d'autre commerce que celui que nous montrent les statistiques officielles. C'est ce que je vais examiner.

M. Boissy d'Anglas. — Qu'est-ce que cela prouve pour Madagascar ?

M. Paul Vigné. — J'espère que vous ne m'accuserez pas de sensibilité ni de sentimentalisme outré si, laissant à d'autres plus compétents le soin de défendre nos finances si malheureusement engagées dans l'affaire de Madagascar, j'élève ici la voix en faveur de ceux que vous êtes sur le point d'envoyer à une mort certaine. (Réclamations au centre. — Applaudissements à l'extrême gauche.)

Messieurs, j'ai eu l'honneur de faire une colonne à la côte occidentale d'Afrique, il y a dix ans de cela ; j'étais à cette époque — pardonnez-moi l'expression — un colonial enragé ; je parlais sur ma demande, et je m'empresse d'ajouter que c'est d'ailleurs le cas de la plupart des jeunes officiers. Vous en trouverez pour Madagascar plus que vous n'en voudrez.

Quelques semaines après la sortie de l'école, dans la chambre meublée de Toulon et de Brest, on rêvait de l'Afrique. Les yeux sur la carte, nous étions séduits par ces mots de Niger, de Soudan, du Dabomey, de Madagascar, par toutes ces étranges attirances et par cette magie qu'exercent sur l'esprit des jeunes hommes les aventures militaires dans les lointains mystérieux. Ces noms éclataient à nos yeux auréolés de gloire dans la fumée des combats. Nous lisions les campagnes de Faidherbe ; nous dévorions les rapports de Brière de l'Isle et de Borgnis-Desbordes. Le soir, au café ou au mess, de

vieux africains, revenus récemment de là-bas, illustraient ces lectures par le pittoresque récit de leurs campagnes, ajoutant encore à l'ébullition de nos jeunes cerveaux.

Certes, on ne s'attardait pas à considérer le teint hâve et terreux des convalescents, leurs traits émaciés et leurs prunelles jaunes; on ne se demandait pas pourquoi ils ne buvaient que du lait et ne mangeaient que des œufs à la coque. On n'avait d'yeux que pour leur croix brillant sur le dolman, on était fasciné, séduit; on avait la nostalgie de cette Afrique redoutable qui donnait si vite la gloire, et cela valait bien qu'on fit peu de cas d'une hépatite chronique ou d'une dysenterie rebelle.

Donc, comme les autres, je partis avec joie, avec enthousiasme. C'était au mois de mars 1885; il y avait une expédition dans les rivières du Sud: il s'agissait d'annexer le Rio-Nunez.

Nous arrivâmes à l'embouchure de la Casamance, où nous devions nous arrêter en passant pour ravitaillier notre poste de Carabane. Nous descendîmes à terre; les soldats du poste étaient là pour nous recevoir. Et de les entrevoir seulement, nous sentîmes notre cœur se serrer et s'envoler un peu de notre enthousiasme.

Ils avaient vingt ans, vingt-deux ans à peine, et sous leur casque en moelle de sureau on eût dû des vieillards, tant leurs yeux étaient ternes et leurs visages pâles.

Les moustiques qui nous devoraient, nous qui arrivions de France, ne prenaient pas la peine de plonger leur dard dans ces chairs flasques et jaunes. Nous serrâmes leurs mains qui tremblaient d'émotion; ils avaient fini leur temps de poste et attendaient impatiemment la « relève ». Et comme ils pesaient sur nous leurs yeux interrogateurs, nous ne pûmes que décamener la tête et leur répondre: « Nous allons faire colonne au Nunez, et ce sera sans doute le prochain aviso qui vous emportera. »

Alors, messieurs, tous ces hommes qui s'étaient redressés au seul mot de colonne, s'affaîssèrent à nouveau, consternés. Plus d'un ne put retenir une larme de rage: de pâle leur visage devint livide, et il ne fallait pas être grand clerc pour deviner les propos qu'ils échangeaient entre eux après cela: « marcher, se battre, faire le coup de feu, tant qu'on voudra, nous voilà prêts; mais en être réduits à lutter contre la fièvre et la dysenterie, mourir d'une mort lente et bête et en vomissant nos entrailles, c'est trop fort, et le gouvernement qui nous retient ici est un gouvernement bien coupable. » (Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions.)

Ah! ces paroles de révolte, qui donc aurait osé les reprocher à ces fantômes de troupiers dont la plupart tout à l'heure iraient s'abattre sur leurs couchettes de fer et passeraient la nuit à délirer et à grelotter la fièvre? Voilà pourtant ce que douze mois de présence sur ce sol maudit, dans ces marigots empestés, avaient fait de ces valeureux, de ces robustes et insoucients marabouts.

Ce que je vous raconte là de Carabane, je l'ai vu dans nos autres possessions des Rivières du Sud, à Boké dans le Rio-Nunez, à Boffa dans le Rio-Pongo, à Dubreka dans le Rio-Dubreka, à Benty dans la Mellacorée. Partout dans les mêmes blockhaus lamentables, construits en dépit des lois les plus élémentaires de l'hygiène exotique, j'ai vu les mêmes soldats de vingt ans, avec le même teint jaune paille des cancéreux, avec les mêmes mines émaciées par la fièvre, songées par l'anémie, et tout cela pour protéger surtout, je le répète, le commerce étranger. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Chauvin. — Les marchands d'hommes!

M. Paul Vigné. — Enfin, messieurs, puisque vous êtes sur le point d'entreprendre une guerre coloniale, qu'il me soit permis de vous donner une idée de ce qu'est cette guerre, en vous lisant quelques lignes prises dans le journal de campagne d'un officier pendant l'expédition dont je vous parle:

« Le village étant pris et le chef tué, les troupes blanches ont regagné les arènes et il ne reste plus sur les décombres que nos auxiliaires indigènes.

O la triste, la lugubre, l'épouvantable besogne que ces gens-là accomplissent, une écume de plaisir aux lèvres ! L'un d'eux, en ricanant, éventre une femme mourante et s'amuse à lui casser les dents sous ses talons... »

Sur plusieurs bancs. — Assez ! assez !

M. Paul Vigné. — Il peut en coûter à votre patriotisme d'entendre ces paroles, mais, en présence des résolutions éclairées que vous avez à prendre, il faut mettre en garde vos responsabilités.

« Un autre émascule voluptueusement une sorte d'Hercule qui râle encore et dont les deux bras carbonisés demandent grâce ; un troisième va de-ci de-là, piétinant tous les cadavres avec une indicible frénésie et plongeant le bout de sa sagaie dans tous les yeux où brille un dernier éclair d'agonie. Celui-ci entortille de sanglants intestins sur le canon de son fusil, et son voisin s'acharne à scier avec la lame ébréchée de son sabre les seins d'une vieille dont la maigre carcasse palpite. Je vois une fillette de six à sept ans dont le corps vient d'être tranché en deux parties ; à côté des tronçons, un enfantelet (le frère sans doute) est couché, son petit crâne aplati comme un fromage, et j'aperçois, se tendant vers eux, les bras crispés et raidis d'un cadavre de femme, gisant, le ventre ouvert, dans une marmelade de viscères.

« Je recule d'horreur ; et je regagne le bord, je rencontre une troupe de prisonniers conduits par nos auxiliaires. C'est un horrible défilé d'adultes aux poitrines balafrees, aux crânes labourés d'entailles et dont tous les membres sont criblés de coups de sabres et les dos éraflés par les balles ; beaucoup ont les mains carbonisées, le nez coupé, les oreilles aux trois quarts arrachées ; certains n'ont plus que des lambeaux de pieds et se traînent péniblement. Le visage de plusieurs n'est qu'une plaie, et les yeux vidés par les flammes ils marchent en titubant, appuyés sur leurs voisins. Pourtant, une sélection a été faite, et l'on n'a mis le carcan qu'à ceux susceptibles d'être vendus et dont les blessures pourront être guéries avant le passage des caravanes. Les autres ont été effroyablement achevés.

« Il y a plus de femmes que d'hommes ; elles ont moins souffert, et bien qu'ayant encore les prunelles élargies par l'épouvante, elles suivent leurs nouveaux maîtres avec une résignation et une indifférence bestiale. Les enfants viennent ensuite en clopinant ; leurs petits pieds sont meurtris, déchirés, brûlés... »

Je m'arrête. Je tronque à dessein la citation, puisque la nervosité de certains membres de cette Chambre ne me permet pas de continuer. (Interruptions.)

M. François Deloncle. — Qui a écrit cela ? Ce n'est pas un Français, assurément !

M. Paul Vigné. — Voilà la guerre coloniale dans toute son horreur. Et maintenant, sous prétexte de civilisation, continuez, si vous le voulez, à envoyer là-bas nos soldats, à faire cette guerre d'horreurs et de désolation, puis venez ici (Interruptions), venez ici vous apitoyer sur le sort des tau-reaux de courses !

M. Boissy-d'Anglas. — Ce ne sont pas des soldats français qui ont fait cela !

M. Paul Vigné. — Et maintenant, voici encore d'autres choses vues. Dans la Mellacorée, à Benty, où je devais séjourner huit mois, j'assistai à un spectacle plus navrant encore.

Sur plusieurs bancs. — Assez !

Sur d'autres bancs. — Parlez !

M. Paul Vigné. — Il y avait dans le poste, au moment où j'y arrivai, trente soldats algériens, deux artilleurs, un caporal et un sergent européen. (Interruptions.)

Un membre. — Vous faites le jeu des Anglais.

M. Paul Vigné. — Les Européens, bien que débilisés et presque à bout de

souffle, résistaient bien mieux au climat que les Algériens; en se bourrant, il est vrai, de quinine, entre deux accès, ils faisaient le service des postes, tandis que sur les trente Algériens vingt ne quittaient plus l'infirmerie, dévotement par la fièvre et les ulcères. Je pris sur moi de les rapatrier. (Interruptions.)

Hélas! un mois après, on envoyait pour les remplacer vingt fantassins de marine. Ils avaient séjourné quelque temps au chef-lieu de la colonie et ils arrivaient déjà le teint plombé par la fièvre et les yeux jaunis par la bile; aussi, en les voyant débarquer, je songai aussitôt que le cimetière du poste ne serait pas assez grand pour les loger, et je me demandai, encore une fois, quelles raisons poussaient nos gouvernants à envoyer à une mort certaine de braves soldats dont les aînés avaient fait pourtant si bonne contenance à Bazeilles. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Pour protéger le commerce, me répondra-t-on encore! Mais il n'y avait dans la Mellacorée que deux factoreries: l'une française, ayant à sa tête un Allemand, consul général d'Allemagne à Free-Town, lieutenant de la landwehr, et ne manquant jamais une occasion de raconter aux soldats français ses exploits pendant la guerre franco-allemande; l'autre une factorerie anglaise encore gérée par un Allemand; elles faisaient ensemble pour 200,000 fr. d'affaires par an, dont 10 à 12,000 fr. restaient à la douane française. Et c'est pour protéger ce maigre trafic, profitable surtout à des étrangers, que depuis dix ans, depuis l'occupation, les cadavres de nos soldats avaient rempli le petit cimetière du poste! (Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit au centre.)

En ce qui concerne l'importance des transactions commerciales là-bas, comme en ce qui touche la mortalité de nos soldats, n'ajoutez pas grand crédit aux statistiques complaisamment préparées dans les bureaux des ministères. Lisez plutôt les thèses, les rapports des médecins de la marine, qui, malgré le climat, trouvent assez de force pour penser et travailler. Vous y verrez que la mortalité de nos soldats s'élève dans la proportion de 20 p. 100 en temps de paix et qu'elle monte à 40 p. 100 en colonne. Ecoutez plutôt ce que l'un d'eux, et non des moins distingués, qui a servi pendant deux ans à la côte de Madagascar, écrit sur les conditions climatiques de ce pays, dans une thèse magistrale que la Faculté de médecine de Paris a couronnée :

« Pour l'Européen comme pour le créole, il ne faut point d'ailleurs compter sur un acclimatement parfait, en raison des conditions endémiques nées du tellurisme. Dès 1894, M. Daullé faisait remarquer qu'à mesure que les blancs arrivaient à compter quelques années de séjour à Nossi-Bé, ils devenaient une proie de plus en plus facile à la fièvre. Quatre ou cinq ans semblaient alors être la limite au delà de laquelle un blanc ne pouvait impunément prolonger son séjour dans le pays. Aujourd'hui, il est vrai, quelques personnes paraissent supporter le climat avec succès pendant quinze ou vingt ans; mais ce sont là des faits exceptionnels, et presque toujours le dénouement est un accès pernicieux fatal, qui se produit à l'occasion d'une cause en apparence insignifiante et fortuite, telle qu'un déplacement ou une modification dans les habitudes.

« En général, il est rare qu'un blanc puisse échapper à la fièvre au delà d'une année ou d'une année et demie. Ceux qui résistent pendant deux ans sont fort peu nombreux, et une immunité plus longue est tout à fait exceptionnelle. On peut même dire, sans risquer d'être taxé d'exagération, que d'ordinaire presque tous les blancs sont en proie à la fièvre dès la deuxième année de leur séjour, surtout à la fin du deuxième hivernage. Deux ans sont donc la limite extrême de l'habitat dans ce pays qu'il convient d'imposer à un fonctionnaire; il serait même préférable de le faire revenir avant le deuxième hivernage, ou tout au moins de l'envoyer passer quelque temps sur les hauteurs de Nossi-Komba pendant la deuxième saison sèche.

« Les enfants offrent moins de résistance que les adultes au poison tellu-

rique ; ils sont en général chétifs, malingres, très anémiés. » (Mouvements divers.)

M. de Mahy. — Quel est le nom de l'auteur ?

M. Paul Vigné. — C'est M. le docteur Debieppe, médecin de 1^{re} classe de la marine, actuellement, je crois, en garnison à Cherbourg.

Et vraiment, messieurs, en voyant tous ces jours-ci l'enthousiasme que Madagascar avait soulevé chez certains de nos collègues, en voyant des journalistes brillants comme M. Humbert, des diplomates considérables comme M. Deloncle, des Savoisiens distingués comme l'honorable rapporteur de la commission des crédits... (Applaudissements et rires.)

M. le rapporteur. — Pardon, mon cher collègue, on dit : Savoyards ! (Nouveaux rires.)

M. Paul Vigné. — Dans les dictionnaires, on trouve ordinairement : Savoy-siens

En voyant, dis-je, tant de mes collègues se rendre avec ardeur du salon de la Paix à la buvette, en chantant les louanges de l'expédition, en prônant l'avenir et la prospérité de la terre africaine et de la grande île, je me demandais si vraiment je n'avais pas rêvé, si réellement pendant quatre ans je n'avais pas vécu, souffert et vu souffrir là-bas nos pauvres et glorieux troupiers. Je me demandais si les accès de fièvre, dont je suis malheureusement encore tourmenté, n'étaient pas des hallucinations ; je me demandais si mes collègues de la marine, qui avaient vécu là-bas avec moi, qui avaient raconté la vérité comme moi, n'avaient pas été, comme moi, la proie, la victime de quelque horrible cauchemar. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Certes, messieurs, je sais que les éminents collègues dont je viens de citer les noms obéissent à de nobles mobiles. Je sais que, le moment venu, leur patriotisme et leur courage seraient à la hauteur de leur talent. Mais il me sera bien permis de supposer qu'eux, s'ils avaient vécu dans ce pays, ne fût-ce que deux ans, ils auraient fait comme moi, ils auraient fait comme bien d'autres, ils auraient mis une sourdine à leur enthousiasme. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Je n'ai plus qu'un mot à dire, messieurs.

Avant de mettre votre bulletin dans l'urne, songez que par votre vote vous consacrez deux résultats : l'un incertain, problématique, basé sur la prospérité douteuse d'une future colonie ; l'autre certain, inéluctable et terrible, — le gaspillage de 80 millions, la mort de 2,000 soldats, le désespoir de 2,000 familles. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit des félicitations.)

(A suivre).

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} octobre. — *Budget de 1895. Libéraux et socialistes*, par Léon Say.
— *Vingt ans de monarchie moderne en Espagne*, par Ch. Benoist. (Exposé favorable dont la conclusion est que la Restauration, à la juger sommairement, a fait remonter l'Espagne à un point d'où elle était déchue depuis des siècles.)
— *Le mécanisme de la vie moderne : le travail des vins*, par le vicomte d'Avenel.
— *Les ruines monumentales de l'Afrique australe*, par Th. Hallez.
— *La civilisation et les grands fleuves historiques*, par le vicomte de Vogüé (à propos de l'ouvrage assez singulier d'un écrivain russe). — *L'Empereur Guillaume II et le parti conservateur prussien*, par G. Valbert.

Le Correspondant.

10 juillet. — *Notre tâche aujourd'hui et demain*, par Léon Ollé-Laprune (conseils pleins de sagesse et d'élévation). — *Œuvres inédites de Montesquieu*,

par Th. Fronient (À propos de la publication enfin autorisée par les descendants de l'illustre écrivain, avec des extraits de ses *notes de voyage*, que Sainte-Beuve désirait tant avoir toutes simples, toutes naturelles, dans leur jet sincère et primitif.) — *Souvenirs d'il y a vingt ans : un commandant de mobiles*, par le marquis Costa de Beauregard. (Il s'agit de M. Joseph de Carayon-Lalour qui commandait un bataillon de mobiles de la Gironde.) — *Le mouvement révolutionnaire en Italie*, par le comte J. Grabinski. — *L'agriculture aux États-Unis*, par E. Levasseur.

25. — *Le catholicisme en Australie*, par l'abbé Lemire, député. — *Le mouvement révolutionnaire en Italie : la Sicile*, par le comte J. Grabinski. — *Lettres d'ambassadrices et souvenirs de grandes dames*, par M. Dronsart. — *Louis XIV et les Papes*, par L. de Lanza de Laborie (à propos de deux ouvrages publiés récemment). — *L'agriculture aux États-Unis : la colonisation, la vente des terres, le Homestead, la dette hypothécaire, l'avenir*, par Em. Levasseur.

10 août. — *Une visite à Pulmann-City*, par A. Delaire. — *Un diplomate français à Londres 1871-1877*, lettres et impressions de Ch. Gavard. — *Le Congrès, ses origines et son histoire, son organisation et sa législation*, par M. de Marcey (à propos d'un ouvrage considérable publié récemment sur ce sujet). — *Les Sheridans*, par M. Dronsart, d'après un livre de Lady Dufferin). — *Kassala et Souakim, Italiens et Anglais*, par L. Desforges.

25. — *Jeunes et vieux soldats*, par E. Keller, ancien député. — *Victor Hugo et les Contemporeins*, par Ed. Rod. — *Voltaire commerçant*, par Hubert-Valleux (piquant article). — *La France à Rome*, par F. Carry (détails sur les divers établissements qu'a la France à Rome, à l'occasion d'un ouvrage consacré à l'Eglise de Saint-Louis des Français).

10 septembre. — *Monsieur le comte de Paris*, par H. de Lacombe (courte notice). — *La duchesse de Gotha*, lettres inédites. — *Un nouvel aspect de la question d'Orient : la réalité de l'Annexion et de la Russie derrière la lutte de la Chine et du Japon*. — *Les Américains, étude de mœurs*, par L. Lacroix. — 25. — *Une âme royale et chrétienne*, par M^{re} d'Holst (éloge du comte de Paris). — *Le Mashonaland*, par le marquis de Nadaillac.

10 octobre. — *À la recherche d'une religion civile*, par l'abbé Sicard. — *J.-B. de Bessi*, par Paul Allard. — *La vie militaire sous le premier Empire*, par Arthur de Ganniers. — *L'Allemagne nouvelle; la littérature révolutionnaire*.

25. — *Deux officiers de la marine anglaise à la Tour du Temple*, par Victor Pierre (l'un d'eux était le célèbre amiral Sidney Smith). — *La France et la Chine : les échanges entre les deux pays*, par Albert Perquer.

Revue politique et littéraire.

15 septembre. — *La France et l'Angleterre en Indo-Chine*, par Ch. Lemire. — *Les mémoires du chancelier Pasquier*, par Léon Bédard. — *Un Béranger nouveau*, par Edm. Cottinet (à propos du livre d'Ern. Lezoué).

22. — *La question de Madagascar*. (Exposé de notre situation actuelle dans ce pays, à propos de la mission confiée à M. Le Myre de Vilers; la conclusion est celle-ci : les Hovas ne se rendent qu'à la force; qu'on ait donc recours à la force une fois pour toutes et qu'on établisse un régime de protectorat sérieux comme celui qui existe au Tonkin ou mieux en Tunisie, s'il est nécessaire même, qu'on se débarrasse de la dynastie et de l'organisation hovas, et que l'on établisse notre Gouvernement direct comme en Algérie ou en Cochinchine. Si l'on ne veut pas en venir à cette solution, il ne reste qu'à retirer nos résidents avec leur escorte; car l'argent que nous dépensons pour les entretenir à Madagascar est de l'argent perdu.) — *Le château de Chantilly*, par G. Bapst.

29. — *Une famille d'autrefois : M. et M^{re} de Barante*, par Léon Séché (extraits de correspondances). — *La bienfaisance conjugale*, par Herbert Spencer. On ne parvient au degré supérieur de la bienfaisance que le jour où

chacun des époux est plus désireux de se sacrifier que de réclamer des sacrifices.)

— *Les imitations françaises de Werther* (d'après un ouvrage allemand).

6 octobre. — *Le grand commandement et les manœuvres*. — *La religion*, essai de logique sociale, par G. Tarde.

13. — *Vingt-huit jours en Chine*, par Félix Régamey. — *M. de Sybel et Guillaume II*, par Ant. Guiland (à propos du refus par l'Empereur de ratifier la décision d'une Commission attribuant un prix au célèbre historien). — *Le socialisme d'Etat*, par And. Liesse. — *La révolution en Bourgogne*, par J. Durandeau (documents sur l'arrestation de mesdames à Arnay-le-Duc; lutte entre les vassaux et leurs seigneurs; triste fin du Parlement de Dijon; la Jacquerie évanouie).

20. — *M. Ad. Franck et le mouvement philosophique depuis cinquante ans*, par Alf. Fouillée (notice lue à l'Académie des sciences morales et politiques). — *Mémoires du chancelier Pasquier : les attentats contre la famille royale en 1824*.

— *Vingt-huit jours en Chine : Hong-Kong et Canton*, par Félix Régamey. — *La révolution du XIX^e siècle en Angleterre*, par H. Peusa (analyse d'un ouvrage récemment paru en Angleterre).

27. — *Le suffrage universel en Belgique*, par Paul Laffille. — *Une histoire de pirates*, par Pierre Mille (d'après le dernier ouvrage de l'éminent historien anglais, Froude, qui vient de mourir). — *M. Wallack-Rousseau*, par Pierre Puget. — *Montaigne, maire de Bordeaux*, par Paul Stapfer.

3 novembre. — *La France à Madagascar*, par M. de Mahy, député. — *L'Eglise et le siècle*, par Henry Bérenger (à propos des conférences de M^{rs} Ireland, publiées sous ce titre). — *La corruption électorale*, par M. Proal (chapitre d'un ouvrage sur la criminalité politique).

10. — *Le tsar Alexandre III*, par Alfred Rambaud.

17. — *Les contes et romans de Voltaire*, par Em. Faguet. — *La situation à Madagascar* (conséquences du refus par les Hovas des conditions proposées par M. Le Myre de Vilers; nécessité d'une expédition; protectorat à établir et réformes à opérer). — *L'adjudant Chatelain à la presqu'île Ducos*, par Paul Nimande (condamné pour trahison).

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 septembre. — *La question tchèque*, par L. Pinkas. — *Des effets politiques du renouvellement partiel*, par Pouzet (les renouvellements partiels et l'opinion publique sous le Directoire, fin d'une très intéressante étude). — *La politique militaire de la Prusse après Iéna*, par Nathan-Forest. (Cet article explique très bien l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les Prussiens par suite de la politique napoléonienne : les humiliations et les privations imposées par le vainqueur, unies à la propagande des Sociétés patriotiques, des Universités et du Gouvernement qui avait organisé militairement jusqu'aux écoles de garçons, tout contribua à provoquer chez les Prussiens une haine sans merci contre les Français, et leurs forces furent décuplées par la colère.) — *L'évolution industrielle de l'Inde* (2^e partie), par Henri Brenier. — *Chronique politique et parlementaire : France*, par E. Payen.

15 novembre. — *Une nouvelle réforme de l'administration locale en Angleterre*, par O. Festy. — *Condition juridique des navires de commerce dans les ports étrangers*. *L'avis du Conseil d'Etat du 20 novembre 1806 au point de vue de la théorie et de la pratique*, par le comte Rostworowski (première partie d'une étude approfondie sur une question des plus importantes). — *La société en Angleterre : les mœurs et les idées*, par Max Leclerc. — *Une manifestation pacifique : l'Exposition polonaise de Lemberg*, par Barosz. (Il y a une question polonaise à côté et au-dessus des questions polonaises qui intéressent chacun des trois Etats en particulier) — *La XV^e session de l'Institut de droit international*, par Ch. Dupuis (résumé clair et précis). — *Chronique politique et parlementaire : Etats-Unis*, par H. Brenier.

Revue générale de droit international public.

1894. V. — *Les frontières de l'Etat du Congo* (histoire précise de la formation territoriale de cet Etat). — *La mer territoriale de la Norvège*, par le professeur Auzert, de Christiania. Ce travail est d'autant plus utile que l'auteur constate que les règles particulières à son pays sont ignorées de la plupart des auteurs étrangers.) — *De la compétence à attribuer aux agents diplomatiques ou consulaires comme officiers de l'état civil*, par Ern. Lehr. — Chronique des faits internationaux : *La Conférence sanitaire de Paris en 1894* (excellent résumé de ses travaux); *Convention entre l'Allemagne et la Russie pour le rapatriement des nationaux*; *Congrès universel de la paix*, session d'Anvers (août 1894); *guerre entre la Chine et le Japon*, causes probables, ouverture des hostilités, cas du Kowshing, déclaration de guerre, situation particulière du Japon, attitude des puissances neutres (toutes les questions soulevées par ces divers événements sont prévues et discutées, les documents essentiels sont rapportés); *Egypte*, nature du commerce étranger dans les ports et dans les eaux territoriales, visite de la douane (question soulevée par une perquisition de la douane égyptienne à bord d'un voilier grec); *Etat indépendant du Congo et France*, solution du conflit (Traité du 14 août 1894 avec deux cartes indiquant les territoires attribués à l'Etat du Congo par le Traité anglo-congolais du 12 mai 1894 et la rectification opérée par le Traité franco-congolais); *Etats-Unis d'Amérique et Costa-Rica*, question d'extradition (pratique de l'extradition en l'absence de traité); *France*, situation du nonce du Pape (difficulté soulevée par une circulaire confidentielle adressée par le nonce à l'évêque français, discussion à la Chambre des députés, rappel des précédents); proposition de loi en France pour interdire aux étrangers l'acquisition de terrains autour des places de guerre; *Italie et Turquie*, nomination d'un ambassadeur, agrément du souverain près duquel il est accrédité; *Conférence interparlementaire pour l'arbitrage et la paix* (session de la Haye, septembre 1894); *Siam*, exécution du Traité franco-siamois en ce qui concerne le jugement de Phra-Yot, l'un des assassins de l'inspecteur Groscurin. — Comptes-rendus d'ouvrages.

Revue de droit international et de législation comparée.

1894. IV. — *La codification du droit international privé*, par Asser (communication relative à la deuxième Conférence tenue à la Haye en juin-juillet 1894 sous la présidence de l'éminent juriconsulte). — *Le différend entre le Portugal et le Brésil considéré au point de vue du droit international*, par M. de Martens Ferrão. Il s'agit de la rupture des relations diplomatiques qui s'est produite à la suite du refuge accordé aux insurgés brésiliens sur les navires de guerre portugais.) — *Du droit de propriété revendiqué par les Etats-Unis d'Amérique sur les phoques à fourrures de la mer de Behring*, par Ed. Engelhardt. (La conclusion de ce spirituel et instructif travail est que les Etats-Unis, en leur qualité de puissance riveraine de la mer de Behring, n'ont pas légalement la propriété des phoques à fourrure de cette mer, soit que ces animaux résident sur les îles ou dans les eaux territoriales, soit à foris, qu'ils se trouvent en dehors de ces eaux. La protection exclusive des phoques n'appartient aux Etats-Unis que dans la zone maritime dépendant de leur souveraineté.) — *Observations sur la contrebande de guerre*, par L. de Bar (à propos du travail considérable de M. Kleen). — *Solidarité et souveraineté*, à propos d'une brochure intitulée *L'intervention et la péninsule balkanique*, par Brocher de la Fléchère.

Revue d'histoire diplomatique.

1894. IV. — *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales principalement pendant la Révolution française*, par E. Müntz. (C'est la première partie d'une étude fort curieuse; elle s'arrête au XVIII^e siècle pendant lequel la pratique s'était améliorée. Si l'un ou l'autre général pillait pour son propre compte, aucun du

moins n'eut plus le courage de diriger la spoliation en système officiel. L'auteur examinera ensuite comment des traditions que l'on pouvait croire tombées en désuétude re fleurirent de plus belle.) — *La Russie et l'Angleterre au commencement du XIX^e siècle*, par F. de Martens. (Extrait du XI^e volume du grand recueil des *Traité de la Russie*; détails intéressants sur la Convention anglo-russe de 1801 qui modifiait les principes de la célèbre déclaration de neutralité armée.) — *Une Cour et un aventurier au XVIII^e siècle : le baron de Ripperda*, par Gabriel Syveton (fin). — *L'ambassade du maréchal de Belle-Isle à Francfort en 1742* (extrait des mémoires du prince Emmanuel de Croij).

Bulletin de la Société de législation comparée.

Août-septembre. — Etude sur le fonctionnement des défenseurs près les divers tribunaux de la Louisiane, par M. Augustin. — Note sur les Sociétés mutualistes en Belgique, par le baron J. d'Anelhan. — Note sur la législation grecque en matière de duel, par A. Typaldo-Bassia.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Août. — *France* : Règlement d'administration publique concernant les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (14 août); la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; le commerce extérieur en 1893, résultats définitifs (il ressort à 4,931 millions de francs à l'importation et à 4,326 millions à l'exportation; les chiffres correspondants de 1892 étaient 5,136 et 4,551 millions, nombreux tableaux détaillés); produit des droits sur les boissons depuis 1880; les Compagnies d'assurances sur la vie (opérations en 1892 et 1893, augmentation pour cette dernière année). — *Production de l'or depuis 400 ans* (d'après les évaluations du docteur Soetbeer, elle s'élèverait à 12,636,500 kil. représentant une valeur de 43,541 millions de francs; la production va en augmentant d'une manière sensible depuis plusieurs années; la quantité d'or employée pour les monnaies dépasse de beaucoup la moitié de la production totale; le frai annuel total de la monnaie d'or s'élèverait de 900 à 1,000 k.). — *Italie* : les nouvelles mesures fiscales et financières; le budget de l'exercice 1894-95. — *Grèce* : les budgets depuis 1882 (sauf pendant 3 années, ils ont été constamment en déficit). — *Russie* : les nouveaux statuts de la Banque de Russie. — *Etats-Unis* : la vente des terres publiques et l'agriculture. — *République Argentine* : la situation financière et économique (extrait du message du Président). — *Canada* : le nouveau tarif douanier. — *Japon* : les budgets de l'Empire; la dette publique depuis 1883 (elle a légèrement diminué); le commerce extérieur en 1893 (les importations et les exportations se balancent à peu près, elles montent à 177,970,036 yen d'argent, le yen valant 5 fr. 39; les pays étrangers qui font le commerce avec le Japon sont, par ordre d'importance, les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, Hong-Kong, la Chine, l'Inde anglaise, l'Allemagne, la part de celle-ci étant bien inférieure à celle des autres pays). — *Chili* : la situation financière et économique.

Septembre. — *France* : la situation financière des communes en 1893. — *Angleterre* : résultats généraux de l'exploitation des chemins de fer de 1854 à 1892. — *Allemagne* : le commerce extérieur en 1893 (pays de provenance et pays de destination, la France occupe le 5^e rang aux deux points de vue, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis d'Amérique viennent en première ligne dans cet ordre); les Banques d'émission depuis 1883. — *Roumanie* : le commerce extérieur (1889-1892). — *Etats-Unis* : le nouveau tarif douanier comparé à l'ancien; le commerce extérieur. — *République Argentine* : le projet de budget pour 1895.

Octobre. — *France* : le nouveau projet de budget pour 1896; les projets de réforme du régime des boissons et des droits de mutation. — *Situation des*

principales Banques d'émission à la fin du troisième trimestre de 1894. — Angleterre : la dette publique (de 1836 à 1893, le service de l'amortissement n'a jamais été suspendu, de sorte que le total de la dette a été réduit d'environ 4,450 millions de francs, le montant de la dette étant en 1893 de 668 millions de livres). — Pays-Bas : le projet de budget pour 1895. — Autriche-Hongrie : le projet de budget commun pour 1895, le projet de budget autrichien et le projet de budget hongrois. — Etats-Unis : fin du nouveau tarif douanier.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — COLOMBIE

Traité d'amitié, de Commerce et de Navigation.

23 juillet 1892 (1).

Son Excellence M. le Président de la République de Colombie, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., au nom de l'Empire allemand, d'autre part, animés du désir de consolider les relations entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation.

A cet effet, les Parties contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence M. le Président de la République de Colombie, M. Marco Fidel Suarez, sous-secrétaire, chargé du Ministère des relations extérieures de Colombie,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, M. Karl Konrad Friedrich Lueder, son Ministre-Résident dans la République de Colombie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix et amitié perpétuelle entre la République de Colombie, d'une part, et l'Empire allemand, d'autre part, ainsi qu'entre leurs nationaux respectifs.

Art. 2. — Le commerce entre les deux pays sera complètement libre. Les nationaux des deux Parties contractantes pourront entrer librement et en toute sûreté avec leurs navires et chargements dans tous les lieux, ports et rivières de Colombie et d'Allemagne qui sont ouverts actuellement, ou qui pourront l'être à l'avenir, au commerce et à la navigation de toute autre nation.

Il est entendu que la stipulation précédente n'est pas applicable au

(1) Les ratifications ont été échangées le 12 avril 1894.

commerce de cabotage, c'est-à-dire au droit d'embarquer des marchandises dans un port de mer de l'un des Etats contractants pour les conduire dans un autre port du même Etat et les y décharger.

Toutefois chacune des deux Parties contractantes pourra réclamer, pour ses navires, en ce qui concerne le cabotage, les mêmes droits et faveurs qui auraient été accordés ou qui le seraient par l'autre à une tierce nation, pourvu qu'elle concède les mêmes droits et faveurs aux navires de l'autre Partie dans ses ports.

Art. 3. — Les nationaux des deux Parties contractantes auront le droit, réciproquement, d'entrer en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, d'y fixer leur domicile, d'y voyager, de faire le commerce tant en gros qu'en détail, d'acheter des terrains, magasins et boutiques, de les louer et de les occuper, d'exporter des marchandises et des métaux, de recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'étranger, sans que, dans aucun cas, ils puissent être assujettis à d'autres impôts publics ou locaux, charges ou obligations de quelque nature que ce soit, que ceux qui ont été établis, ou qui pourraient l'être, sur les nationaux et les citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils auront pleine liberté d'administrer leurs affaires personnellement, de présenter leurs propres déclarations en douane, de se faire aider ou représenter par d'autres personnes. Il en sera de même pour l'achat et la vente des objets de toutes classes et pour les chargements, déchargements et expéditions de navires. Ils sont, en outre, autorisés à exécuter les ordres qu'ils recevraient de leurs compatriotes, d'autres étrangers ou nationaux. Dans aucun de ces cas, on ne pourra leur imposer d'autres contributions ou charges que celles auxquelles sont assujettis, ou pourraient l'être, les citoyens de la nation la plus favorisée ou les nationaux.

Ils seront également libres, dans leurs achats et ventes, de fixer le prix des objets quelconques, soit qu'ils aient été importés, soit qu'ils soient destinés à l'exportation. Il est entendu que, dans tous ces cas, ils doivent agir en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs.

Art. 4. — Les Colombiens en Allemagne et les Allemands en Colombie jouiront toujours d'une protection complète et continue pour leurs personnes et leurs propriétés, et ils auront le droit de libre accès aux tribunaux pour soutenir et défendre leurs droits. A cet effet, il leur sera permis d'employer en toutes circonstances des avocats, avoués et agents de toutes classes admis par les lois du pays respectif. Ils auront aussi le droit d'assister, dans toutes les procédures qui les intéressent, tant aux auditions des témoins et aux actes qu'aux décisions et sentences des tribunaux, pourvu que la publicité de ces actes ne soit pas défendue par les lois du pays respectif. D'ailleurs, pour ce qui concerne la procédure judiciaire, ils jouiront des mêmes droits que les nationaux, en se soumettant aux dispositions et conditions établies par les lois du pays où ils auront à les faire valoir.

Art. 5. — Les nationaux de l'une des Parties seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service personnel, soit dans l'armée ou dans la marine, soit dans la garde civique ou dans les milices, ainsi que de l'obligation d'accepter et de se charger d'aucun emploi politique, judiciaire ou administratif. D'ailleurs, il leur est interdit de s'immiscer dans

les questions politiques, ou dans les luttes intérieures du pays où ils résident ; dans ce cas, le Gouvernement colombien se réserve le droit d'assimiler aux nationaux, quant à la responsabilité légale de leurs actes, les Allemands qui appuieraient volontairement une rébellion.

Art. 6. — Les Parties contractantes se réservent le droit de ne pas admettre ou d'expulser de leurs territoires, conformément à leurs lois respectives, les individus qui, par leur mauvaise vie ou leur conduite, seraient considérés comme dangereux.

Art. 7. — Les nationaux de l'une des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toutes contributions de guerre, réquisitions militaires et services militaires ou politiques quelconques ; leurs navires, cargaisons, marchandises ou autres effets ne pourront être soumis à aucun embargo ni retenue extrajudiciairement pour des expéditions militaires ni pour tout autre usage. Dans le cas où l'une de ces mesures serait inévitable, il leur sera accordé une juste indemnité qui sera fixée d'avance par les parties intéressées, si l'acte venait à être exécuté en temps de paix. Quant à leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, elles ne pourront être assujetties à d'autres charges ou impôts que ceux exigés des nationaux ou des citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 8. — Les Colombiens résidant en Allemagne et les Allemands résidant en Colombie jouiront de la plus complète liberté du culte et de conscience, et les Gouvernements respectifs ne permettront pas qu'ils soient inquiétés à cause de leur religion, ni qu'ils soient poursuivis ou importunés dans l'exercice de leur culte religieux, qu'ils pourront célébrer dans des maisons particulières, chapelles, églises ou autres lieux destinés au culte, en observant le décorum ecclésiastique et le respect que l'on doit aux mœurs du pays.

Art. 9. — Les nationaux de l'une des Parties contractantes auront le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute nature, meubles ou immeubles, situés dans les territoires de l'autre Partie, de les exploiter avec la même liberté concédée aux naturels, d'en disposer à leur volonté, par vente, donation, échange, testament, ou de toute autre manière que ce soit.

Les nationaux de l'un des deux pays auxquels serait échu un héritage dans l'autre pays pourront également et sans aucun empêchement prendre possession de l'héritage que, en vertu des lois ou par testament, ils auraient obtenu, et pourront en disposer, sous condition d'acquitter tous les impôts auxquels seraient assujettis les naturels dans les mêmes cas.

Sur les biens acquis, à quelque titre que ce soit, par un Colombien en Allemagne ou par un Allemand en Colombie, on ne devra imposer, dans le cas où ils seraient exportés du pays, aucune contribution ni rabais (*gabella hereditaria, census emigrationis*), ni aucune autre charge auxquels ne seraient ou ne pourraient être soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 10. — Si malheureusement la paix venait à être rompue entre les deux Parties contractantes, il sera permis, dans le but de diminuer les maux de la guerre, aux nationaux de l'une d'elles résidant dans le territoire de l'autre, y exerçant le commerce ou toute autre profession, d'y demeurer et continuer leurs affaires, en tant qu'ils ne se rendront coupables d'aucune infraction aux lois du pays.

En cas de guerre ou d'interruption des relations amicales entre les deux pays, la propriété des nationaux de l'une des Parties contractantes ne pourra être assujettie à aucune saisie ou séquestre ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux dans le territoire de l'autre.

De même, pendant l'interruption de la paix, les deniers dus par des particuliers, non plus que les titres de crédit, ni les actions de banque ou autres ne pourront être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice des citoyens respectifs et au bénéfice du pays où ils se trouvent.

Art. 11. — Les négociants colombiens en Allemagne et, réciproquement, les négociants allemands en Colombie jouiront des mêmes avantages et immunités que ceux dont pourraient profiter les négociants de la nation la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en Allemagne sur les produits du sol et de l'industrie colombienne et, en Colombie, sur les produits allemands, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation étrangère la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation et le transit.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, si elle ne s'étend également à toutes les autres nations, et les formalités de douane relatives à l'importation ou à l'exportation ne pourront être autres que celles appliquées à toutes les autres nations.

Art. 12. — Les navires colombiens venant dans les ports d'Allemagne ou en sortant, et les navires allemands venant dans les ports de Colombie ou en sortant, ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de port, de phare, de quarantaine ou autres affectant la coque du navire, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux.

Les droits de navigation, de tonnage et autres, qui se prélèvent en raison de la capacité des navires, devront être perçus pour les navires allemands dans les ports de Colombie, d'après les papiers de bord du navire. Il en sera de même pour les navires colombiens dans les ports d'Allemagne.

Art. 13. — Les marchandises de toute nature importées dans les ports de Colombie, sous pavillon allemand, ne payeront, quel que soit leur pays d'origine ou celui d'où elles auraient été exportées, que les droits et impôts qu'elles payeraient si elles étaient importées sous pavillon colombien. Également, les objets de toutes sortes qui seront exportés de l'un des deux pays sous pavillon de l'autre, à destination de n'importe quel pays, ne payeront d'autres droits et ne seront sujets à d'autres formalités que s'ils avaient été exportés sous pavillon national.

Art. 14. — Les navires colombiens en Allemagne et les navires allemands en Colombie pourront, en venant de l'étranger, débarquer une partie de leur chargement dans un port et le reste dans un autre ou dans d'autres ports de l'autre nation, et même prendre leur chargement de retour dans divers ports du pays, sans avoir, de ce fait, à payer dans chaque port des droits autres ou plus élevés que ceux appliqués dans les mêmes circonstances aux navires nationaux.

Quant au commerce de cabotage, il est entendu qu'il reste soumis à ce qui est stipulé par l'article 2 de ce Traité.

Art. 15. — Les navires des sujets des Parties contractantes faisant naufrage ou s'échouant, ou ayant subi de fortes avaries, et entrant ou accostant le territoire de l'autre Partie contractante, ne devront payer que les droits ou frais appliqués, dans des cas analogues, aux navires nationaux ou appartenant à la nation la plus favorisée.

En plus, il leur sera permis de transborder leur chargement sur d'autres navires, de mettre à terre tout ou partie du chargement, de le mettre en magasin, sans qu'il soit perçu pour cela d'autres droits que les droits de déchargement, les frais de débarquement ou de location de docks publics ou de chantiers maritimes, à condition que les marchandises ne soient pas destinées à être consommées dans le pays.

On devra, en outre, leur prêter aide et protection pour prendre des vivres et pouvoir continuer leur route le plus tôt possible.

Art. 16. — Si des navires de sujets de l'une des Parties contractantes font naufrage ou échouent sur les côtes du territoire de l'autre, les autorités locales devront leur prêter toute l'assistance et l'aide nécessaires au sauvetage, et devront en donner avis à l'agent consulaire intéressé et, dans le cas où il n'y en aurait pas dans l'endroit où a lieu le naufrage, à l'agent consulaire le plus proche.

Pour tous ces services, il ne sera perçu aucun droit en dehors des frais occasionnés par le sauvetage et la conservation des objets sauvés.

Art. 17. — Chacune des Parties contractantes considérera comme navire de la nationalité de l'autre tout navire voyageant sous pavillon de cette Partie, et porteur des papiers de bord ainsi que des documents exigés par les lois des deux Etats pour la justification de la nationalité des navires de commerce.

Art. 18. — Les bateaux à vapeur de chacune des Parties contractantes, faisant un service régulier entre les deux pays, jouiront des mêmes facilités pour l'entrée et l'expédition que ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 19. — Les bâtiments de guerre de l'une des deux Parties contractantes pourront visiter librement et sans aucun empêchement tous les ports, fleuves et territoires de l'autre Partie dont l'accès est permis à ceux de la nation la plus favorisée, et ils y seront traités sur le même pied.

Art. 20. — Les Parties contractantes s'engagent à concéder réciproquement aux envoyés, ministres et agents publics, les mêmes avantages, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiraient ultérieurement les agents de la nation la plus favorisée.

De même, dans le but d'éviter des réclamations ou discussions pouvant porter atteinte à leurs relations d'amitié, les deux Parties contractantes conviennent que leurs agents diplomatiques n'interviendront dans aucune réclamation particulière, criminelle, civile ou administrative, que dans le cas de déni de justice, de manque d'exécution d'une sentence définitive ou d'épuisement de recours légaux par suite de violation des traités existant entre les deux Parties contractantes, ou des règles du droit international public ou privé reconnu par les nations civilisées.

Il est en outre convenu entre les deux Parties contractantes que le Gouvernement allemand, excepté dans les cas où il y aura faute évidente ou manque de surveillance de la part des autorités du pays ou de

ses agents, ne rendra pas la Colombie responsable des dommages, oppressions ou exactions que les Allemands viendraient à subir sur le territoire colombien en temps d'insurrection ou de guerre civile de la part des insurgés, ou par le fait des tribus et hordes sauvages qui refusent leur obéissance au Gouvernement.

Art. 21. — Les Parties contractantes ayant l'intention de conclure une convention consulaire, traitant des droits et obligations de leurs employés consulaires respectifs, ont convenu, en attendant que cette convention entre en vigueur, de se concéder réciproquement, en matière d'affaires consulaires, les mêmes droits et faveurs qui ont été ou seraient accordés à la nation la plus favorisée. En attendant, les employés consulaires de l'une des Parties contractantes auront le droit de garder officiellement et d'administrer les biens meubles de leurs nationaux qui seraient décédés sur le territoire de l'autre Partie sans y laisser d'héritiers ou d'exécuteurs testamentaires. L'autorité consulaire respective s'adressera, dans ce cas, à l'autorité locale compétente, afin que celle-ci puisse apposer les scellés officiels et dresser un inventaire des biens meubles en question.

L'inventaire dressé, l'employé consulaire conservera en son pouvoir et administrera ces biens ; il publiera le décès dans son arrondissement ; il vendra les objets susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, ou pouvant se perdre, ou dont la vente serait nécessaire pour l'acquittement des dettes, et disposera du reliquat suivant les instructions de son Gouvernement.

Mais il ne pourra faire la délivrance des biens ou de leur produit liquide aux héritiers qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le pays par le défunt, ou qu'autant que dans les douze mois à compter du jour de la publication consulaire dont il est fait mention dans le présent article, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

Tout litige provenant de réclamations contre la succession sera jugé conformément aux lois du pays où aura eu lieu le décès.

Si, dans l'endroit où a eu lieu le décès, il ne se trouvait pas d'agent consulaire de la nation du défunt, l'autorité compétente du pays procédera conformément aux lois du pays ; mais, sur la demande faite par l'autorité consulaire de la remise des biens meubles, ceux-ci seront livrés, contre reçu, à l'employé consulaire ou à un délégué qu'il désignera sous sa responsabilité.

Art. 22. — Les deux Parties contractantes sont convenues de se concéder réciproquement tous les droits et faveurs accordés ou qu'elles accorderaient à l'avenir en matière commerciale ou maritime, relative à la navigation intérieure ainsi qu'à la protection de leurs nationaux, à la nation la plus favorisée.

Les facilités que l'une des Parties contractantes aurait accordées ou accorderait à l'avenir à un pays limitrophe, pour faciliter le trafic de frontière, ne pourront être demandées par l'autre Partie que dans le cas où elles seraient accordées à un pays non limitrophe.

Art. 23. — Il sera conclu entre les Parties contractantes un traité d'extradition réciproque des condamnés et accusés, ainsi que de réquisitions en matière criminelle. Mais tant que ce traité ne sera pas conclu, la Partie demandant l'extradition ou l'exécution jouira, dans le territoire

de l'autre, de tous les droits et faveurs accordés, ou qui seraient accordés à l'avenir à la nation la plus favorisée, en matière d'extradition de condamnés ou d'accusés, ou de réquisitions en matière criminelle, pourvu qu'en faisant sa demande elle garantisse la réciprocité en pareil cas.

Art. 24. — Dans le cas où une des Parties contractantes jugerait que quelques stipulations du présent traité ont été violées à son détriment, elle devra adresser aussitôt à l'autre partie un exposé des faits, accompagné d'une demande de réparation appuyée par des documents et des preuves nécessaires pour établir le bien fondé de sa plainte, et elle ne pourra autoriser des actes de représailles ni entreprendre des hostilités tant que la réparation demandée n'aura pas été refusée ou arbitrairement différée.

Art. 25. — Les effets du présent traité s'étendront aux Etats ou districts avec lesquels l'une des Parties contractantes a, ou aurait dans l'avenir, une union douanière.

Art. 26. — Le présent traité sera ratifié, et l'échange des ratifications se fera à Bogota le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et sa durée sera de dix ans, à partir du jour de son entrée en vigueur. Si, douze mois avant l'expiration de ce délai, aucune des Parties contractantes n'exprime le désir d'en faire cesser les effets, il restera en vigueur pendant un an encore, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une année soit expirée après l'avis officiel de dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Bogota, le vingt-trois juillet de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) Signé : MARCO F. SUAREZ.

(L. S.) Signé : LUEDER.

BELGIQUE — ROUMANIE

Convention de Commerce.

10/22 janvier 1894 (1).

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du même désir de consolider les liens d'amitié et de développer les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. le baron Forgeur, commandeur de l'Ordre de Léopold, grand-croix des Ordres de François-Joseph, de la Couronne d'Italie, de l'Etoile polaire et du Danebrog de Danemark, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

M. Alexandre N. Lahovari, grand-croix de Son Ordre de la Couronne

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest le 1/13 avril 1894.

de Roumanie, etc., son Ministre Secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier. — Les ressortissants, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les éirangers en général.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Roumanie, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, nommément, ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Belgique, il ne sera pas perçu en Roumanie, et à l'exportation pour la Roumanie, il ne sera pas perçu en Belgique des droits de sortie autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou y allant seront exemptes, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 3 — Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre, comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 4. — Les deux Hautes Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention en se prévenant une année à l'avance. Néanmoins cette dénonciation ne pourra avoir lieu avant le 31 décembre 1895.

Art. 5. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest aus-itôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Bucarest, le dix (vingt-deux) janvier mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

(L. S.) G. L. FORGEUR.

(L. S.) AL. LAHOVARI.

AUTRICHE-HONGRIE — ROUMANIE

Convention de Commerce.

9/21 décembre 1893 (1).

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, animés d'un égal désir de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

Le sieur Alexandre N. Lahovari, grand-croix de son Ordre de la Couronne de Roumanie, etc., son Ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie :

Le sieur Agénor comte Goluchowski, son chambellan, chevalier de 1^{re} classe de l'Ordre impérial de la Couronne de Fer, commandeur avec plaque de l'Ordre impérial de François-Joseph, etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les ressortissants, les bâtimens et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, des privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne déroge en rien aux lois, ordonnances et réglemens spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie, qui seront importés dans la Monarchie austro-hongroise, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Monarchie austro-hongroise, qui seront importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à la mise en entrepôt, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée et, en particulier, ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

(1) L'échange des ratifications a eu lieu le 2/14 juin 1894.

A l'exportation pour la Roumanie il ne sera pas perçu dans la Monarchie austro-hongroise, et à l'exportation pour la Monarchie austro-hongroise il ne sera pas perçu en Roumanie, des droits de sortie autres, ni plus élevés, qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre, immédiatement, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance.

Les marchandises de toute nature provenant des territoires de l'une des Parties contractantes ou y allant seront exemptes dans les territoires de l'autre de tout droit de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Art 3. — Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque de leurs pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit, qui ne soient appliquées en même temps à toutes les autres nations, ou du moins à toutes celles qui se trouveraient dans les mêmes circonstances.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, l'importation, l'exportation et le transit des provisions de guerre pourront être défendus sans égard à la disposition précédente.

Art. 4. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et les impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou dans les locaux de ventes publiques, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas, ni dans d'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce), munis d'une carte de légitimation industrielle, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être délivrées conformément au modèle ci-annexé.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes, pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les voyageurs de commerce sont ou seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les Roumains dans la Monarchie austro-hongroise et les Autrichiens et les Hongrois en Roumanie jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Roumanie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce autrichiens ou hongrois, et dans la Monarchie austro hongroise par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce roumains, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités s'accompliront selon les lois ou règlements qui sont ou seront édictés dans les pays respectifs.

Art. 6. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans les territoires de l'autre, de tout service ou impôt militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 7. — La présente Convention s'étend aussi aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

Art. 8. — Les Parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente Convention, moyennant un avertissement de douze mois à l'avance.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et l'ont revêtue de leurs cachets respectifs.

Fait en double expédition à Bucarest le neuf (vingt et un) décembre mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) AL. LAHOVARI.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

ANNEXE. — MODÈLE

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce.

POUR L'ANNÉE

N^o DE LA CARTE

(Armoiries.)

VALABLE DANS LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE ET EN ROUMANIE

Porteur.

(Prénoms et nom de famille.)

Fait à , le (jour, mois, année).

Autorité compétente :

(Sceau.)

(Signature.)

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à , sous la raison

Est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison , qui possède un (désignation de la fabrique ou du commerce). Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante (des maisons suivantes) (désignation de la fabrique ou du commerce) à , il est certifié en outre, que ladite maison est tenue (lesdites maisons sont tenues) d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'exercice de son (leur) commerce (industrie).

SIGNALLEMENT DU PORTEUR

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

(Signature.)

Avis.

Le porteur de cette présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (des maisons susmentionnées).

Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

NOTA. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Article additionnel à la Convention de commerce conclue le 9/21 décembre 1893, entre la Roumanie et la Monarchie austro-hongroise.

(Texte original.)

Pour donner au trafic des districts limitrophes les facilités exigées par les besoins courants des habitants, les Hautes Parties contractantes sont convenues de l'article additionnel qui suit :

1° Resteront libres de tout droit de douane et de timbre relatif aux opérations douanières à l'importation et à l'exportation, par la frontière commune :

a. Toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreutzers ou de cinq centimes ;

b. L'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, la fane, la mousse pour emballage et calfatage ; les fourrages, roseaux ordinaires, les plantes vivantes en tant qu'elles sont admises à la libre circulation par les règlements internationaux en vigueur ; les céréales en gerbes ou en épis, les plantes légumineuses, le chanvre et le lin non teillés ;

c. Les ruches avec abeilles vivantes ;

d. Le sang animal ;

e. Le lait, frais et caillé (Topfen) ;

f. Les cendres végétales et de houilles, lessivées, les vinasses, les lavures, la drêche, le marc, les balayures, les tessons d'objets en pierre ou en argile, les lavures d'or et d'argent, le limon ;

g. Pour les besoins courants de chaque famille domiciliée près de la frontière et sous réserve des contrôles destinés à prévenir des abus :

- Le pain et la farine jusqu'à concurrence de 10 kilog. inclusivement ;
- Les pommes de terre jusqu'à concurrence de 50 kilog. inclusivement ;
- Le son jusqu'à concurrence de 50 kilog. inclusivement ;
- Les œufs de toute sorte jusqu'à concurrence de 60 pièces ;
- Le fromage jusqu'à concurrence de 2 kilog. inclusivement ;
- Le beurre frais jusqu'à concurrence de 2 kilog. inclusivement ;

2° Seront également exempts des droits d'importation et d'exportation, et pourront passer la frontière même en dehors des routes douanières : les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux mêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles, ou par suite de changement de domicile ;

3° Les produits du sol provenant de parties de propriétés qui se trouveraient séparées par la frontière des fermes ou maisons d'habitation pourront être transportés dans ces fermes ou maisons d'habitation en franchise de tout droit d'entrée ou de sortie ;

4° Toutefois les faveurs accordées aux nos 1, 2 et 3 sont limitées aux habitants et aux produits d'une zone, le long de la frontière, qui ne s'étend pas au-delà de 10 kilomètres de la frontière ;

5° Sera admis en franchise temporaire des droits d'entrée et de sortie, conformément aux ordonnances douanières, et avec l'obligation de le faire retourner, le bétail conduit d'un territoire à l'autre au pacage ou à l'hivernage. Pourront de même être reconduits en franchise douanière les produits du bétail conduit au pâturage ou à l'hivernage, tels que : le lait, le beurre, le fromage, la laine, les animaux mis bas dans l'intervalle, mais toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage. La franchise des droits de douane s'applique également aux effets et au mobilier des paysans ou pasteurs qui accompagnent les bestiaux.

Il est entendu que, pour les bêtes qui ne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on payera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs ;

6° Les stipulations des nos 2, 3 et 5 ne dérogent pas au droit de chacune des Parties contractantes de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour des raisons de police vétérinaire et pour exercer le contrôle douanier ;

7° Les Parties contractantes s'entendront sur les mesures à observer afin de pouvoir accorder, dans des cas particuliers, pour certaines localités où on le jugera nécessaire, le libre passage en dehors des routes douanières, des objets affranchis de droits en Roumanie et dans la Monarchie austro-hongroise, tant à l'entrée qu'à la sortie ;

8° Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie dans la circulation par les frontières communes :

a. Les effets des voyageurs, bateliers, charretiers et ouvriers, tels que : linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments, destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances ;

b. Les voitures servant effectivement au transport des personnes et

des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, tous ces objets déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servant pour le transport ou l'emballage des effets ou marchandises ; les bêtes de somme et de trait, les embarcations avec inventaire régulier. Pour assurer la réexportation des voitures et autres véhicules neufs, des bêtes de somme et de trait, le dépôt d'une caution pourra être exigé conformément aux lois des pays respectifs ;

c. Les provisions des navires, tant pour le navire que pour le personnel effectif de l'équipage et pour les voyageurs se trouvant à bord, le tout sous contrôle douanier. Il est entendu que les articles qui forment l'objet d'un monopole d'Etat ne seront admis que dans les conditions prévues par les lois et sous contrôle des organes compétents.

Le présent article additionnel aura la même force, valeur et durée que la Convention de commerce en date de ce jour.

Fait en double expédition à Bucarest, le neuf (vingt et un) décembre, mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) AL. LAHOVARI.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

Protocole final.

(*Texte original.*)

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue à la date de ce jour, entre la Roumanie et la Monarchie austro-hongroise, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même :

I. Les dispositions de l'article 2 de la présente Convention de commerce ne dérogent point :

a. Aux faveurs qui sont accordées à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière ;

b. Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par des engagements d'une union douanière, contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

II. Sont autorisés dans la Monarchie austro-hongroise l'entrée et le transit des conserves alimentaires en boîtes hermétiquement fermées.

Les viandes fraîches et les viandes séchées, fumées ou salées, transportées en droiture dans des wagons mis sous plombs, seront admises au transit à travers la Monarchie austro-hongroise par toutes les voies ferrées servant au trafic direct aux conditions suivantes :

a. Ces wagons devront être construits de manière à ce qu'il ne soit pas nécessaire d'ouvrir les compartiments qui contiennent la viande fraîche ou la viande séchée, fumée ou salée pour renouveler, s'il y a lieu, la matière réfrigérante pendant le passage sur les territoires autrichien et hongrois ;

b. Il devra être attesté que le pays destinataire permet l'importation ;

c. Si, malgré cette autorisation, l'envoi était refusé à la frontière du pays destinataire, il sera traité selon les règlements de police sanitaire autrichiens ou hongrois en vigueur.

Dans le cas où la peste bovine se déclarerait en Roumanie, le transit de viandes fraîches et des viandes séchées, fumées ou salées, pourra être limité ou défendu temporairement.

III. 1° La laine lavée dans des établissements industriels, et emballée dans des sacs clos, les boyaux séchés ou salés, en caisses ou en barils clos, le suif fondu, le lait cuit ou caillé, la caillebotte seront admis dans la Monarchie austro-hongroise, à l'entrée et au transit, sans être accompagnés de certificats de santé.

Toutefois l'entrée et le transit de ces articles pourront être restreints à certaines stations d'entrée spécialement désignées à cet effet et qui feront l'objet de notes à échanger entre les Parties contractantes au moment de la signature de la Convention ;

2° La laine non lavée dans des établissements industriels ou pas du tout lavée, pourvu qu'elle soit emballée dans des sacs clos, les os, les cornes et les ongles secs, ainsi que les peaux entièrement sèches, les poils de bêtes bovines et caprines, et la soie de porc seront admis dans la Monarchie austro-hongroise à l'entrée et au transit, par les stations d'entrée dont il est fait mention au point premier, aux conditions suivantes :

a. Ces envois doivent être accompagnés d'un certificat qui sera produit au passage de la frontière, attestant que les objets sus-indiqués proviennent d'une contrée exempte de toute maladie contagieuse d'animaux dans un rayon de 30 kilomètres ;

b. Si, lors de l'inspection à la frontière, des peaux, des os et des cornes secs destinés à l'importation ou au transit, une seule pièce est trouvée en état frais, tout le transport doit être refoulé.

L'entrée et le transit des objets mentionnés sous 2 pourront être limités ou prohibés temporairement, dans le cas où la peste bovine se déclarerait en Roumanie.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Bucarest, le 9/21 décembre 1893.

(L. S.) AL. LAHOVARI.

(L. S.) GOLUCHOWSKI.

Correspondance relative à la Convention de commerce austro-roumaine du 9/21 décembre 1893, entre le ministre des affaires étrangères de Roumanie et le ministre d'Autriche à Bucarest.

*Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest,
à Son Excellence Monsieur Al. N. Lahovari, Ministre des Affaires étrangères.*

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Ministre,

Afin d'écartier toute équivoque qui pourrait surgir à l'avenir au sujet du traitement à appliquer aux porcs et moutons d'origine roumaine à leur entrée en Autriche et en Hongrie, je suis chargé de faire à Votre Excellence la déclaration suivante :

« Tout en maintenant le principe que le régime de la nation la plus favorisée, établi dans le traité de commerce entre la Monarchie austro-hongroise et la Roumanie, conclu à la date de ce jour, ne s'applique pas aux questions de police vétérinaire, lesquelles ne peuvent être réglées que par une convention spéciale, nous n'hésitons pas à déclarer que les porcs et les moutons d'origine roumaine ne seront soumis, pendant la durée de ce traité, à aucun autre traitement que celui qui résulte de l'application juste et normale des dispositions vétérinaires autrichiennes et hongroises suivant l'état sanitaire des animaux en Roumanie ».

En priant Votre Excellence de prendre acte de cette déclaration et de m'en accuser réception, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

GOLUCHOWSKI.

Le Ministre des Affaires étrangères, à Son Excellence Monsieur le comte Goluchowski, Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest.

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu la note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, par laquelle, afin d'écarter toute équivoque qui pourrait surgir à l'avenir au sujet du traitement à appliquer aux porcs et moutons d'origine roumaine à leur entrée en Autriche et en Hongrie, vous avez été chargé par Votre Gouvernement de me faire la déclaration suivante :

« Tout en maintenant le principe que le régime de la nation la plus favorisée, établi dans le traité de commerce entre la Monarchie austro-hongroise et la Roumanie conclu à la date de ce jour, ne s'applique pas aux questions de police vétérinaire, lesquelles ne peuvent être réglées que par une Convention spéciale, nous n'hésitons pas à déclarer que les porcs et moutons d'origine roumaine ne seront soumis pendant la durée de ce traité à aucun autre traitement que celui qui résulte de l'application juste et normale des dispositions vétérinaires autrichiennes et hongroises suivant l'état sanitaire des animaux en Roumanie ».

En prenant acte au nom du Gouvernement royal, de la déclaration conclue dans la note précitée de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous en accuser réception et je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Comte, les assurances de mes sentiments de haute considération.

AL. LAHOVARI.

*Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest,
à Son Excellence Monsieur Al. N. Lahovari, Ministre des Affaires étrangères.*

(Note austro-hongroise.)

En exécution des stipulations contenues au point III du Protocole final, annexé à la Convention de commerce signée à la date de ce jour, je soussigné a l'honneur de communiquer à son Excellence Monsieur Lahovari que les stations-frontières par lesquelles seront autorisés l'entrée et le transit des produits bruts d'animaux mentionnés dans le susdit point III sont les suivantes :

Sur le territoire autrichien : Itzkany, Nowosielitza, Kornolouncze et Synoutz ; sur le territoire hongrois : Tolgyes, Csik-Gymes, Sosmezo, O-Sancz Prédéal, Torcsvar, Vorostorony, Vulkan et Orsova.

Si la nécessité se présentait d'apporter des modifications à la liste des stations précitées, avis préalable en sera donné à temps au Gouvernement Royal de Roumanie.

Le soussigné saisit cette occasion pour réitérer à Son Excellence l'assurance de sa haute considération.

Bucarest, le 9/21 décembre 1893.

GOLUCHOWSKI.

Le Ministre des Affaires étrangères, à Son Excellence Monsieur le comte Goluchowski, Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest.

9/21 décembre 1893.

Monsieur le Comte,

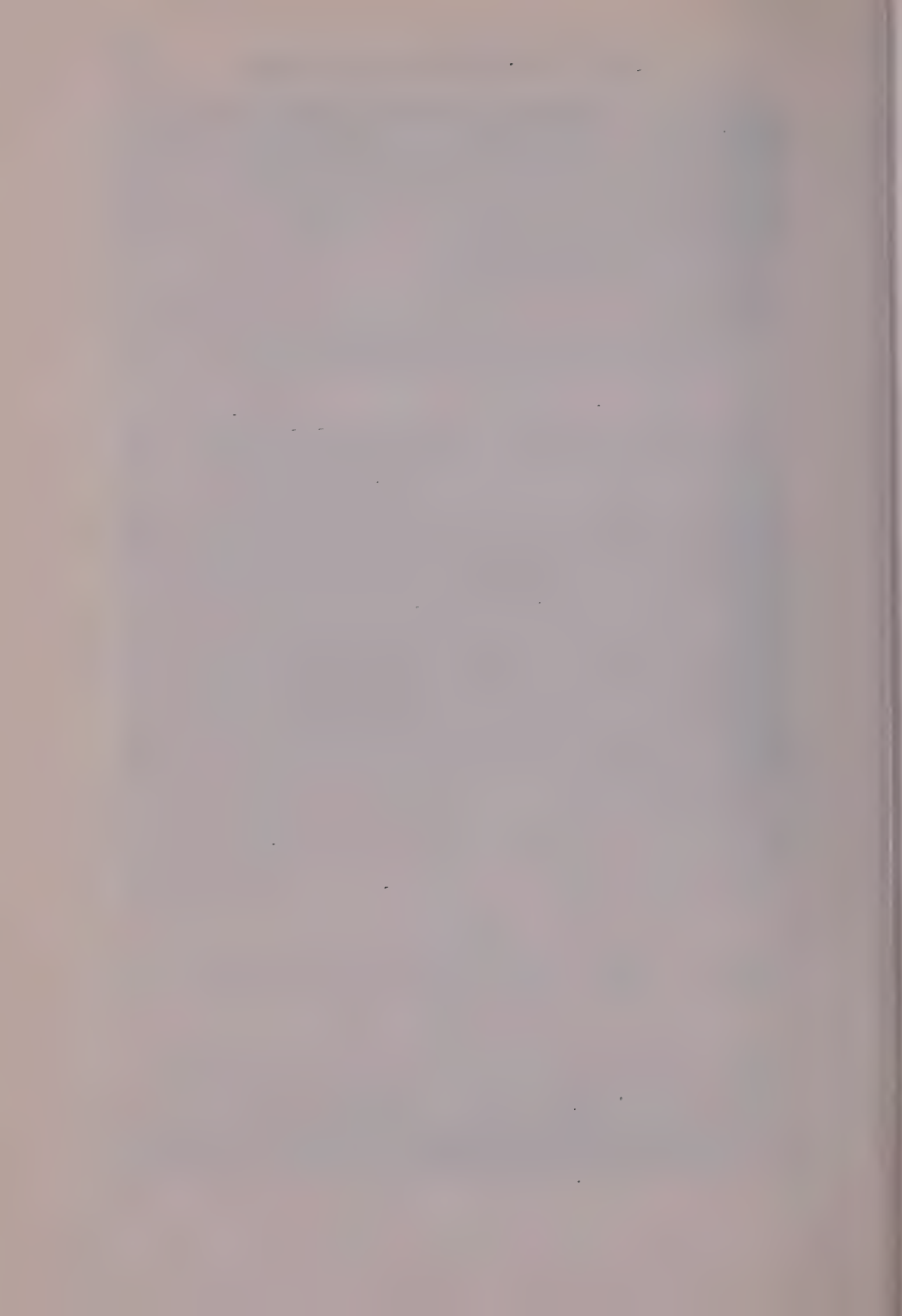
J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note n° 4,840. par laquelle elle me communique les noms des stations-frontières par où seront autorisés l'entrée et le transit des produits bruts d'animaux mentionnés au point III du Protocole final annexé à la Convention de commerce que nous avons signée aujourd'hui, le 9/21 décembre, conformément aux stipulations contenues au susdit point III.

Je prends donc acte de votre déclaration quant aux stations-frontières suivantes : sur le territoire autrichien : Itzkany, Nowosielitza, Kornolouncze et Synoutz ; sur le territoire hongrois : Tolgyes, Csik-Gymes, Sosmezo, O-Sanz, Prédéal, Torcsvar, Vorostorony, Vulkan et Orsova, correspondant aux points frontières roumains ; Itzkani (Burdujeni), Noua-Sulita, Cornu-Luncea et Sineuti ; Prisacani, Palanca, Oituz, Bratocea, Predeal, Giuvala, Riu-Vadului, Buliga et Verciorova.

Je prends en même temps note de la nécessité d'un avis préalable que le Gouvernement impérial et royal s'engage à donner au Gouvernement roumain, dans le cas où il devrait apporter des modifications à la liste des stations précitées.

Veillez, etc.

AL. LAHOVARI.



DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

Seconde Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (JUN-JUILLET 1894)

(Suite) (1)

Procès-verbal n° 6. — Séance du 6 juillet 1894.

La séance est ouverte à 3 heures 1/4.

M. Legrand, se ralliant à ce qu'a dit M. Renault, par rapport à la contrainte par corps (2), propose d'insérer dans les résolutions à prendre la disposition qui suit : « La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas en matière civile ou commerciale être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays ».

M. Pierantoni approuve hautement l'initiative prise par le Ministre de France, l'Italie étant du nombre des Etats qui ont déjà aboli la contrainte par corps ainsi que la caution *judicatum solvi*.

M. le Président propose de renvoyer cette proposition à la troisième Commission.

M. le Président prie M. de Korizmic de donner lecture du rapport supplémentaire élaboré à la suite des observations faites dans la séance plénière d'hier.

M. le Rapporteur lit la note suivante :

La cinquième Commission, chargée d'arrêter le texte des amendements et modifications à ses propositions, adoptés par la Conférence dans la séance plénière d'hier, a l'honneur de présenter son rapport conçu en ces termes :

Pour donner satisfaction à des observations faites à l'article 2, elle propose la note suivante à insérer au procès-verbal.

Pour les Etats dont la législation ne s'oppose pas à reconnaître les effets de la faillite prononcée à l'étranger, même sans *exequatur*, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un acte d'exécution proprement dit, l'article pourrait être énoncé comme suit :

(1) V. plus haut p. 104-152.

(2) Voir procès-verbal n° 1.

« La déclaration de faillite ne peut donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur le territoire d'un Etat autre que celui où elle a été prononcée, sans y avoir été revêtue de l'*exequatur*, donné par l'autorité que la loi locale désignera et qui ne pourra se livrer à aucun examen de fond.

« La même règle s'applique, en général, à tous les jugements provoqués par la faillite (art. 4 des résolutions de l'Institut de Droit International du 30 mars 1894 (1)). »

Joindre à l'article 4 *in fine* : « ou, quand la loi de l'Etat où l'*exequatur* est requis le prescrit, par commission rogatoire à adresser au tribunal compétent ».

Dans l'article 5, supprimer le mot « commerciale ».

Supprimer également le second alinéa, et ajouter la note suivante au procès-verbal :

« Quand la loi du pays où l'*exequatur* est requis prescrit la constitution d'un comité de créanciers ou confère l'administration en tout ou en partie aux créanciers réunis en assemblée, ces dispositions légales doivent être respectées et réglées par un accord spécial entre les Etats contractants. »

L'article 6 est supprimé, comme matière sujette à réglementation générale.

L'article 7 devient l'article 6 et on y supprime les mots suivants : « et en général tous les jugements prononcés pendant et concernant la faillite et rentrant dans la compétence du tribunal dont la déclaration de faillite est émanée ».

L'article 8 devient l'article 7. La Commission ajoute que l'hypothèse qu'elle a surtout envisagée est celle où, par erreur ou pour quelque cause que ce soit, le même débiteur est déclaré en faillite une seconde fois sur le territoire du même pays. Différente serait l'hypothèse où la déclaration de faillite émanerait d'un tribunal d'un autre pays. Dans ce cas, et à supposer que ce dernier pays serait lié par les mêmes rapports conventionnels avec le premier, c'est la faillite déclarée dans le premier pays qui devrait s'étendre sur le territoire du troisième.

Les Membres de la 5^e Commission :
PIERANTONI, SCHEMANN, DE KORIZMICS.

M. Roguin développe les raisons qui l'ont amené à proposer à la Commission, qui s'y est ralliée, la suppression à l'article 7 (devenu l'article 6) des mots : « et en général, etc. ». Ce passage a, à ses yeux, le défaut de sembler accorder au tribunal de la faillite une compétence illimitée, ce qui n'est pas dans les intentions de la Commission. Cette dernière a, au contraire, voulu laisser complètement de côté tout ce qui regarde la compétence du tribunal de la faillite.

La Conférence a adopté successivement tous les amendements de la Commission.

M. le Président propose de faire précéder au Protocole final les articles arrêtés d'un préambule rédigé comme suit :

(1) Voir annexe n° 2 à l'annexe au procès-verbal n° 5.

« La Conférence, après avoir examiné l'avant-projet d'un règlement contenant des principes généraux sur la faillite dans les rapports internationaux, présenté par la cinquième Commission, estime que cet avant-projet, sauf à être revu et complété, peut servir de base aux négociations entre les Etats pour la conclusion de conventions particulières sur la matière. »

M. Beeckman propose, comme préambule, le texte ainsi conçu :

« La Conférence, s'associant à la pensée de la cinquième Commission et rendant hommage au travail de celle-ci, adopte les dispositions suivantes concernant la faillite comme une simple et précieuse contribution à l'étude ultérieure de la question, réservant au surplus son opinion et celle de chacun des Etats sur les principes de la matière. »

M. Legrand émet l'avis qu'on pourrait amender le texte proposé par M. le Président en remplaçant les mots : « de base aux négociations entre les Etats, etc. » par « utilement de base à de nouvelles délibérations ».

M. le Président dit que les différents textes de préambule seront imprimés et arrêtés ensuite définitivement.

M. Pierantoni déclare que la Commission retrouve dans les deux propositions de préambule le caractère préliminaire qu'elle a toujours entendu donner à son travail. Elle remercie la Conférence de l'encouragement qu'elle lui donne et déclare en même temps qu'elle se désintéresse de la question d'adopter l'un ou l'autre des textes proposés, devant s'abstenir, comme il est naturel, de voter. Elle invite les délégués à faire parvenir à la Conférence prochaine les textes des lois sur la faillite et les projets de modifications, à joindre des indications sur les cas de jurisprudence et, le cas échéant, les critiques des juristes.

La séance est levée à 4 heures et la prochaine réunion fixée au lundi 9 juillet, à 10 heures du matin.

Procès-verbal N° 7. — Séance du 9 juillet 1894.

La séance est ouverte à 10 heures.

M. le Président met à l'ordre du jour l'avant-projet et le rapport (1) de la première commission, concernant les dispositions relatives aux effets du mariage, au divorce et à la séparation de corps.

Il propose de scinder ces articles en deux parties. On discuterait d'abord sur l'ensemble des trois premiers articles et ensuite sur chacun de ces trois articles séparément. On procéderait subséquemment de la même manière pour le second groupe, les articles 4 à 9.

La discussion générale sur les articles 1, 2 et 3 est ouverte,

M. Roguin voudrait qu'il fût bien entendu que les dispositions des trois premiers articles de l'avant-projet ne tranchent aucunement les questions de nationalité, ni pour la femme, ni pour les enfants nés avant le mariage.

M. Renault, rapporteur, répond qu'évidemment la commission n'a nullement eu l'intention de trancher les questions de nationalité. On a sup-

(1) Voir l'annexe à ce procès-verbal.

posé la nationalité régulièrement établie. Ainsi ce sera la loi nationale nouvelle du mari qui aura à déterminer si le changement de nationalité du mari entraîne celui de la femme et des enfants. Il reconnaît toutefois l'importance du point de vue indiqué et accepte volontiers la déclaration qu'on ne touchera absolument pas à la question de nationalité.

M. Van Cleemputte signale que les rapports de plusieurs commissions rappellent que la question de savoir comment la nationalité se détermine, comment on la perd ou l'acquiert, doit être résolue séparément.

M. le Président déclare à cette occasion que toutes les dispositions qui ont pour base la nationalité seront nécessairement incomplètes, aussi longtemps que des conflits de nationalité peuvent exister. Il espère que dans un avenir pas trop éloigné les Etats parviendront à s'entendre sur cette importante question.

M. Renault croit devoir faire observer à M. le Président; que la question de nationalité ne lui semble pas de nature à être réglée par une loi uniforme.

Personne n'ayant plus demandé la parole pour présenter des observations générales sur les trois premiers articles, on aborde l'examen de l'article 1.

M. Pierantoni déclare qu'il aurait préféré les mots : « loi nationale du mari » qui figurent aussi à l'article 2, au lieu de dire : « d'après la loi du pays auquel appartenait le mari lorsque le mariage a été contracté. » On a également employé l'expression de loi nationale dans les autres articles adoptés l'année passée sur le droit de contracter mariage et sur les successions.

M. Renault répond que la Commission a employé à dessein deux expressions différentes dans les articles 1 et 2. Si on disait à l'article 1 « la loi nationale du mari », cela serait équivoque, puisque la loi nationale du mari aurait pu changer depuis le mariage. A l'article 2, par contre, il faut prendre la loi nationale du mari telle qu'elle existe au moment où cette loi est invoquée.

M. Beeckmann demande s'il est exact de parler de l'état de la femme. D'après son opinion le mot « état » se rapporte à la reconnaissance et à la légitimation des enfants, tandis que, lorsqu'il s'agit de la femme, il serait préférable de parler de « capacité. »

M. van Cleemputte pose la question de savoir si l'application de l'article dépend de la reconnaissance des enfants antérieure au mariage.

M. Renault déclare qu'il n'a pas été dans l'intention de la Commission de trancher les questions de la reconnaissance et de la légitimation des enfants nés avant le mariage, ces questions devant être résolues d'après les différentes législations. C'est la loi nationale du mari qui décidera si, pour la légitimation, la reconnaissance doit ou non avoir été faite antérieurement au mariage.

M. Beeckmann veut encore qu'il soit constaté que, lorsque la loi natio-

nale se rapporte à la loi du domicile, l'application de cette dernière aura lieu en vertu de la loi nationale.

M. Renault répond que, déjà dans les articles adoptés l'année passée, on s'est expliqué à ce sujet.

M. Roguin voudrait que relativement aux trois articles l'on réservât l'application des législations suivant lesquelles la question de l'incapacité de la femme, en particulier de l'autorisation maritale, dépend du régime matrimonial et non du statut personnel des époux.

M. le Président croit que cette question a son importance et rappelle que l'avant-projet du gouvernement néerlandais mentionnait aussi les effets du mariage par rapport aux *biens* des époux.

M. Renault fait remarquer, que sans doute dans certaines législations, spécialement dans la législation française, le régime matrimonial adopté peut avoir des conséquences pour la capacité de la femme. Il n'en n'est pas moins vrai qu'il y a des questions générales à trancher indépendamment de tel ou tel régime des biens.

L'article 1 est adopté, sauf à être amendé ultérieurement par la commission de rédaction.

A l'article 2, M. Beeckman demande si la seconde phrase « Toutefois, etc. » répond à la pensée de la Commission. Comme celle-ci l'a indiqué dans son rapport, la loi nationale du mari devra être consultée en premier lieu, mais cette loi ne pourra être sanctionnée que dans le cas où la loi du lieu de la résidence des époux le permet. De la rédaction on pourrait conclure qu'il faut consulter exclusivement la loi du lieu de l'exécution. — Il donne aussi la préférence aux termes « du lieu où la sanction est poursuivie », les époux pouvant avoir chacun une résidence séparée dans différents Etats.

M. Renault explique que le mot « *ils* » signifie : les droits et les devoirs tels qu'ils sont déterminés par la loi nationale du mari. Il lui semble par conséquent que la rédaction donne satisfaction à la première observation de M. Beeckmann. Quant à la seconde question, il ne voit pas l'application de l'hypothèse envisagée par M. Beeckmann où le mari et la femme auraient une résidence séparée dans deux Etats différents, l'extradition n'étant pas admise pour les cas qui nous occupent.

M. Pierantoni, en présence de la déclaration de M. le rapporteur, qui reconnaît que dans le cas où la femme s'est réfugiée dans un pays étranger où la loi n'autorise pas l'emploi de la force armée pour lui faire réintégrer le domicile conjugal, le mari ne peut prétendre à ce procédé coercitif, croit que la seconde partie de l'article 2, visant ces cas d'exécution, peut être considérée comme superflue.

M. Renault estime que l'article reste néanmoins applicable lorsque les époux ont pour résidence le même pays.

M. de Martens propose de dire : « Toutefois l'exécution de cette loi ne pourra avoir lieu, etc. »

Cet article est également adopté, avec renvoi à la commission de rédaction.

A l'article 3 une discussion à laquelle prennent part MM. le Président, Beeckmann, Renault, van Cleemputte, de Martens, Pierantoni, le Baron de Seckendorff et Beichmann, s'engage sur la question de savoir quelle loi régit les rapports des époux en cas de changement de nationalité du mari surtout en présence de plusieurs législations, suivant lesquelles le changement de nationalité du mari entraîne nécessairement celui de la femme.

M. le baron de Haan pense qu'il est impossible, en tenant compte des divergences de législations, de régler pour le moment la question du changement de nationalité du mari. La résolution de ces cas devrait être réservée jusqu'à ce qu'un accord international soit intervenu par rapport à l'acquisition et la perte de la nationalité.

M. Renault croit que par la rédaction de cet article il pourra être donné satisfaction aux scrupules de M. le délégué d'Autriche. L'intention de la commission a été de ne pas régler l'effet, à l'égard de la femme, du changement de nationalité du mari, mais de supposer la question préjudicielle de nationalité comme tranchée.

M. van Cleemputte demande s'il ne faut pas lire au lieu de « enfants nés » les mots « enfants *conçus* ou nés ». La doctrine et la jurisprudence sont en général en ce sens que l'acquisition de la nationalité profite à l'enfant conçu.

M. Renault lui fait observer que la question de la conception ou de la naissance quant à la nationalité des enfants est une question très discutée, dans laquelle il n'entend pas prendre parti devant la Conférence, qui n'a pas à s'en occuper.

Cet article ayant été adopté, M. le Président fait la proposition de faire des trois premiers articles un paragraphe séparé. Il sera fait de même pour les articles 4 à 9.

Cette proposition est adoptée.

M. de Martens se permet de faire au sujet des articles concernant le divorce et la séparation de corps la réserve suivante :

« En raison des lois actuellement en vigueur en Russie, sur cette matière, la participation des délégués russes à la discussion entamée sera exclusivement doctrinale et théorique ».

M. Pierantoni fait la déclaration suivante :

« L'Italie où deux projets de loi en faveur du divorce présentés à la Chambre ne furent pas même discutés, est désintéressée quant à l'adoption de l'article 4. Il craint que l'article une fois adopté aurait la conséquence de priver la jurisprudence de la liberté d'admettre les demandes en divorce d'étrangers même dans les pays ne reconnaissant pas le divorce, parce qu'il pose comme condition, que la loi en vigueur au lieu où l'action est intentée, autorise de telles demandes ».

M. Beeckmann s'exprime en ces termes :

Dans la première conférence, M. le délégué de Danemark a déjà signalé

que les dispositions votées l'année dernière quant au mariage, lui semblaient de nature à produire des inconvénients dans la pratique. Il me semble, M. le Président, que les inconvénients qui sont inhérents au principe alors adopté, seront encore plus graves à l'égard des questions qui sont soumises aujourd'hui à la discussion. Les règles établies dans les différents Etats quant au divorce dépendent presque toutes de conceptions d'ordre moral, comme la commission l'a, du reste, déjà indiqué dans son rapport important. Il serait contraire à ces conceptions, non seulement d'admettre le divorce si la législation du pays où la demande est formée ne l'admet pas, mais aussi de refuser le divorce dans les cas où la loi du pays l'admet. Toutefois, dans ses conclusions, la commission n'a pas tenu compte de cette dernière circonstance et a lié la faculté d'obtenir le divorce à l'observation tant de la loi nationale que de la loi du lieu où l'action est intentée. Par cette disposition, on a rendu pleine justice aux pays dont la législation ne reconnaît pas le divorce ou l'admet seulement à des conditions plus restreintes. Mais on ne respecte pas assez les lois qui se sont inspirées d'un autre ordre d'idées plus libéral. Dans mon opinion, il ne faudrait pas cumuler les conditions comme l'a proposé la commission, mais faire un choix. Dans ce cas, je n'hésite pas à déclarer que la loi qu'il faudrait choisir de préférence devrait être celle du domicile des époux. Cependant je ne vois pas d'utilité à proposer à la Conférence d'amender ses résolutions dans ce sens, mais je crois pouvoir me borner à faire une réserve générale et je tiens à y ajouter que cette déclaration est purement personnelle.

M. Roguin voudrait que l'on mît d'accord le texte de l'article 4 avec le passage du rapport, où il est dit qu'un tribunal d'un état repoussant le divorce pourrait cependant le prononcer entre étrangers, conformément à la loi nationale des époux.

M. Beeckmann observe qu'on n'a pas prévu le cas où un individu posséderait deux nationalités, l'une permettant, l'autre prohibant le divorce. D'après lui, dans ce cas, on rentrerait dans l'esprit de la commission en donnant la préférence à la loi qui interdit le divorce.

MM. Renault et de Martens sont d'avis qu'il n'y a pas lieu d'entrer ici dans les détails de nationalité, mais que ces questions seront réservées à la jurisprudence des tribunaux.

A cette occasion, M. le Président cite le passage du mémoire que le Gouvernement des Pays-Bas (1) a adressé aux délégués à la première Conférence, où il est dit qu'il serait également nécessaire d'examiner si la solution de certains conflits, pour être efficace, ne devrait pas avoir pour base une législation uniforme sur certains objets, par exemple sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

M. Renault ne méconnaît pas que cet accord soit désirable, mais il ne le croit pas possible d'ici à longtemps.

Avant de suspendre la séance, M. le Président annonce qu'il s'est rallié à l'amendement proposé par M. Legrand au préambule (2) qui doit figurer

(1) Voir page 6 de la Première Partie des actes de la conférence de la Haye de 1893.

(2) Voir le Procès-Verbal n° 6.

en tête des dispositions relatives à la faillite. M. Beeckmann ayant retiré sa rédaction, la proposition du président est adoptée.

La séance est suspendue à midi et quart et sera reprise à 2 heures 1/2.

La séance est réouverte à 2 heures 1/2.

M. Roguin propose l'amendement de joindre à l'article 4 les mots « sauf le cas où la législation de ce dernier état, bien que refusant le divorce entre nationaux, l'admettrait entre étrangers conformément à leur loi nationale ».

M. Renault, quoique n'ayant pas d'objections essentielles à faire à la proposition, ne croit pas que l'hypothèse soit bien pratique et qu'une législation qui refuserait le divorce aux indigènes, l'admettrait pour des étrangers.

M. de Martens observe que de la décision du tribunal d'Anône du 22 mars 1884, qui fut critiquée par la plupart des juriconsultes, il ne faut pas déduire un principe; il lui est incompréhensible que le divorce puisse être reconnu par un tribunal d'un pays dont la législation ne connaît pas cette espèce de dissolution du mariage.

MM. Legrand et Beelaerts van Blockland partagent cette manière de voir et l'amendement est retiré.

A l'article 5, M. van Cleemputte est d'avis que l'expression « tenir compte » n'est pas assez impérative et propose de lire « s'en tenir à la dernière législation commune, etc ».

M. Renault adopte cette proposition et l'amendement est renvoyé à la commission de rédaction, après quoi l'article est adopté.

On procède à l'article 6.

M. Beeckmann observe en son nom personnel et sous réserve du vote de la Belgique que le système de la Commission repose sur les principes suivants :

La faculté de divorcer n'est pas d'ordre public ;

L'interdiction de divorcer est d'ordre public ;

L'interdiction même de divorcer pour une cause déterminée a le même caractère, de telle façon que même dans un pays qui admet le divorce, un étranger ne pourra invoquer une cause déterminée, prévue par sa loi nationale, si cette cause n'est pas admise par la loi territoriale.

C'est ce dernier principe qui est excessif.

Il approuve absolument les législations qui prennent pour base l'indissolubilité du mariage. Il trouve ce principe excellent au point de vue religieux, moral et social. Mais une fois que la législation admet le divorce, il ne comprend pas que la détermination de causes déterminées intéressent encore l'ordre public externe.

Il trouve ce système peu compatible avec celui admis quant aux effets du mariage.

Là on s'attache exclusivement à la loi nationale. Or, le divorce est la contre-partie des effets, notamment des droits et devoirs respectifs des époux. C'est un des moyens qu'une législation donnée reconnaît pour

garantir l'accomplissement de ces devoirs. En quoi, par exemple, l'ordre social Belge serait-il ébranlé si la loi Belge, qui admet le divorce, l'admettait pour telle cause précise, par exemple l'aliénation mentale, l'impuissance ou l'abandon, non prévue jusqu'ici par elle ? N'est-il pas bizarre que telle cause de divorce admise par le droit Saxon ou par le droit Prussien soit exclue quant au Saxon ou au Prussien, dans d'autres Etats allemands, qui, tout en admettant le divorce, ne visent pas cette clause-là ?

L'anomalie devient plus frappante encore quand on rapproche la législation de deux pays qui admettent des causes de divorce tirées du même ordre d'idées et qui ne diffèrent que par des nuances. La demande d'une Française qui demande en Belgique le divorce contre son mari, par exemple pour cause d'adultère du mari, sera repoussée sous prétexte que le mari adultère n'a pas entretenu la concubine dans la maison conjugale. Cependant étant donné que la législation belge reconnaisse la dissolubilité du mariage comme compatible avec l'ordre social belge, il semble que la loi française sauvegarde mieux l'ordre moral que la législation belge.

Si une Belge demande en Angleterre le divorce contre son mari belge parce que celui-ci a entretenu une concubine dans la maison conjugale, cette demande devra, d'après la Commission, être repoussée parce que le concubinage n'a pas reçu une sorte de consécration légale au point d'être devenu bigamie, vu que le droit anglais ne reconnaît l'adultère du mari comme cause de divorce que s'il y a bigamie.

On pourrait multiplier des exemples analogues à propos de toutes ces causes qui, dans leur essence, sont admises partout, par exemple : l'adultère de la femme, celui du mari, les excès, sévices, attentats graves, les condamnations pénales. Pourquoi les nuances que supposent les diverses législations sur chacune de ces causes doivent-elles prendre l'importance d'une question d'ordre public externe ?

Il n'a parlé jusqu'ici que des causes déterminées. Il fait une exception pour les causes indéterminées. Il conçoit et admet que l'interdiction de divorcer par consentement mutuel est d'ordre public et que pareille cause ne peut être admise que si la loi nationale et la loi territoriale concordent.

La conclusion est donc que les causes déterminées du divorce doivent se déterminer uniquement par la loi nationale de chacun des époux.

En tous cas, subsidiairement, le système devrait être suivi quant aux causes déterminées, qui ont la même base, qui s'inspirent du même genre de faits et qui ne se séparent que par des nuances.

La question qu'il soulève se rattache à celle de l'autorité et de l'exécution des jugements étrangers qui prononcent le divorce. On entend que ces jugements soient respectés même en pays qui n'admettent pas le divorce ou qui ne l'admettent pas pour la cause relevée dans le jugement. Comment concilier cela avec le système de la Commission ? L'ordre public territorial ne devra-t-il pas logiquement s'opposer à ce que ce jugement ait une valeur quelconque dans les pays qui ont un autre régime en matière de divorce. L'époux divorcé y sera-t-il reconnu comme tel ?

M. Meili, qui fait partie de la minorité de la Commission, estime que la solution donnée par l'Institut de droit international est préférable sous tous les rapports. Deux principes sont à envisager par rapport à cette matière, celui de la nationalité et celui du domicile; tous deux doivent

être traités avec les mêmes égards. Il développe qu'il s'abstient de prendre parti pour ou contre le divorce, mais cette institution une fois admise, il est d'avis que l'ordre public des deux Etats doit être respecté et qu'il faut se référer à la loi nationale quant au principe du divorce, tandis que la loi du domicile doit décider des causes spéciales. Les Etats catholiques ont, suivant lui, grand intérêt à partager cette manière de voir, sinon la juridiction de tel pays pourrait admettre le divorce vis-à-vis d'individus qui relèvent d'un Etat qui ne connaît pas cette institution.

Il croit en outre que des considérations d'ordre pratique parlent en faveur de sa proposition, attendu qu'il serait très difficile pour le juge d'interpréter exactement le sens des lois étrangères.

Tandis que la majorité de la Commission désire la combinaison de deux législations, M. Meili ajoute que le principe de la nationalité aurait ce résultat pratique qu'il serait probablement aussi accueilli par les peuples du Nord. Il finit par dire que sa proposition devrait être acceptée à titre de transaction.

M. Missir arrive à la même conclusion que M. Meili.

La règle *locus regit actum* est applicable quant à la forme, mais pour ce qui est du fond il est d'avis que le mariage doit être dissous d'après la même législation que sous laquelle il a été conclu.

M. de Korizmic estime que la faculté de divorcer doit dépendre de la loi nationale. Pour ce qui est des causes de divorce, elles sont à apprécier d'après la « *lex fori* ». Il déclare appuyer la manière de voir de M. Meili.

M. van den Bulcke se déclare d'accord au fond avec M. Beeckmann. Il a préconisé au sein de la Commission le recours à la loi nationale, sauf les restrictions de droit public du lieu où l'action est intentée; il a même voulu spécialiser en énumérant parmi ces restrictions le divorce par consentement mutuel et pour incompatibilité d'humeur. Ne pouvant admettre l'exclusion de la loi nationale, il a voté le système de l'article 6 à titre de transaction. Les délégués belges l'admettront au même titre.

M. de Martens voit dans le divorce non seulement une question de procédure, mais il est d'avis que la « *lex fori* » aura toujours une influence décisive sur les causes du divorce.

M. Legrand défend le système de la Commission. Il estime qu'il s'agit ici d'une question non de forme, mais de fond. Il y aurait d'énormes dangers à ce qu'un étranger, dont la loi nationale n'admet le divorce que pour cause déterminée, pût aller invoquer une autre législation, qui autorise le divorce par consentement mutuel. Il en résulterait que tout le monde pourrait, au prix d'un petit séjour en Suisse, obtenir le bénéfice de la loi fédérale qui permet aux juges de prononcer le divorce toutes les fois qu'ils le croient bon.

M. Feith observe que, d'après le système de M. Meili, vu que selon la plupart des législations la femme doit suivre son mari et a pour lui de domicile celui du mari, celui-ci peut faire choix du pays à la législation duquel il veut soumettre son action en divorce.

M. Meili dit qu'on ne peut prévoir toutes les éventualités.

M. Beelaerts de Blokland est d'avis que la question très épineuse qui préoccupe la Conférence, ne se présentera pas dans la pratique législative. Il croit que les dispositions à propos du divorce ne peuvent être insérées que dans des conventions entre des Etats déterminés. On examinera alors quelles sont les causes de divorce admises dans les lois des pays contractants et on insérera ces clauses, soit toutes, soit en partie, dans la convention même. Si l'on eût fait dès maintenant un avant-projet de convention, on aurait pu dire à l'article 6 : « le divorce ne peut être demandé que pour les causes à déterminer ultérieurement entre les hautes parties contractantes ».

En présence, toutefois, des dispositions qui sont présentées à la Conférence, il préfère le principe édictif développé par M. Meili au principe cumulatif de la majorité de la Commission, dont le danger ressort encore plus clairement si l'on s'en rapporte aux articles 7 et 8. On cumule des clauses disparates et parfois inconciliables, qui ont précisément besoin d'être remaniées et d'être mises en accord mutuel. On fait un *mixtum quid* qu'aucun législateur n'a envisagé et dont aucun Etat ne voudrait prendre la responsabilité.

M. Rahusen ne partage pas cette manière de voir, il estime le système cumulatif plus logique et est d'avis qu'il faut que, dans le pays où l'action en divorce est intentée, l'ordre public ne s'y oppose pas.

M. van Cleemputte fait observer que, s'il fallait décider au sujet de l'admission du divorce ou de ses causes uniquement d'après la « *lex fori* » ou d'après la loi du domicile, le mari, en forçant un changement de domicile, créerait une situation contraire à cette loi, acceptée par la femme lors du mariage.

M. le Baron de Seckendorff adhère à la proposition de la Commission. Il croit que, d'un côté, elle entre tout à fait dans les principes déjà adoptés par la Conférence, sans, d'un autre côté, faire atteinte à l'ordre public et moral du pays où le divorce est demandé. Le système proclamé par l'Institut et la minorité de la Commission lui semble presque incompatible avec la thèse de l'article 2 et la proposition de M. Beeckmann ne prendrait pas suffisamment égard aux dispositions d'ordre public de la loi territoriale et entraînerait avec soi des inconvénients pratiques.

M. Roguin prend la défense du système préconisé par MM. Meili et Beelaerts de Blokland. Il fait observer entre autres que, à cause des différences dans le libellé des causes du divorce, le système de la majorité de la Commission aurait pour résultat de rendre impossible un divorce autorisé cependant, dans le cas particulier, par chacune des deux lois en présence.

M. Missir partage l'opinion de la minorité de la Commission par le motif que les causes de divorce, tout en étant des conditions de capacité des parties de dissoudre le mariage, sont aussi des conditions de forme ou de procédure, et que par conséquent la loi territoriale doit les régir. C'est pourquoi il accepte la solution de l'Institut.

M. de Martens, d'accord avec S. E. M. le ministre de France, propose d'ajouter à l'article 6 l'alinéa suivant : « En cas de désaccord entre la loi

nationale et la loi du lieu où l'action est intentée, le divorce n'est pas prononcé ».

M. le président est d'avis qu'avant de mettre l'article aux voix, il est désirable de chercher un terrain où l'on puisse se rencontrer et que la Conférence s'explique sur le principe qu'elle veut adopter.

M. Pierantoni déclare que la législation italienne ne connaissant pas le divorce, l'article 6 n'a pour lui point d'intérêt direct. Il prie les délégués qui adoptent le système de l'Institut d'abandonner leur opposition, vu que les étrangers qui trouvent leur demande en divorce repoussée par la « *lex fori* », ont toujours la faculté de recourir à leur loi nationale devant les tribunaux de leur pays.

Le principe cumulatif de la Commission mis aux voix est adopté.

Ont voté pour : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, la Russie et la Suède.

Ont voté contre : la Hongrie, le Danemark, l'Italie, la Roumanie, la Norvège et la Suisse, tandis que les Pays-Bas se sont abstenus.

L'amendement de M. de Martens est voté.

Ont voté pour : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie et la Suède.

Ont voté contre : la Hongrie, la Norvège et la Suisse.

Le Danemark et l'Italie se sont abstenus.

L'article 6 est adopté et renvoyé pour rédaction ultérieure à la commission de rédaction.

On procède à l'article 7.

M. Pierantoni expose qu'il peut y avoir, quant aux causes de séparation de corps, divergence entre la loi nationale et la loi du lieu où l'action est intentée. En vue des différents intérêts qui peuvent être en cause, il n'a pas d'objection contre la proposition de la Commission.

Après que M. le Baron de Seckendorff a communiqué qu'il s'abstiendra de voter sur le n° 2 de l'article 7, M. Roguin fait en son nom personnel une réserve relativement au même paragraphe, par la raison que l'autorité suisse n'a jamais reconnu la validité d'une séparation de corps perpétuelle prononcée entre Suisses dans un pays étranger.

MM. Schmemann et Rahusen désirent également que le n° 2 soit supprimé.

M. Renault défend la Commission contre les critiques qui sont dirigées contre elle. Tandis qu'à l'article 6 on lui a reproché d'avoir adopté un système trop restreint par lequel la faculté de divorcer serait rendue trop difficile et on l'a accusée d'intransigeance, on lui reproche maintenant de proposer une transaction. Il remarque que pour les motifs exposés dans le rapport et sur lesquels il insiste, la séparation de corps doit aussi être admise dans le cas où la loi nationale des époux admet seulement le divorce et la « *lex fori* » seulement la séparation de corps. Il est plus facile à un Etat, qui n'admet que le divorce, de reconnaître la séparation de corps, qu'à un

Etat qui n'admet que la séparation de corps de reconnaître le divorce de ses nationaux.

M. le Baron de Haan propose de lire le n° 2 comme suit : « si la loi du lieu où l'action est intentée n'admet que la séparation de corps ».

Cet amendement est rejeté à l'unanimité, sauf l'Autriche qui a voté pour et l'Allemagne, le Danemark et la Suisse se sont abstenus.

L'article 7 est adopté.

M. Roguin croit qu'il y a désaccord de forme entre l'article 8 et l'article 7, n° 2. Tandis que l'article 7, n° 2, admet la séparation de corps même si la loi nationale n'admet que le divorce, l'article 8 ne prévoit pas cette dernière éventualité.

M. Renault reconnaît qu'il y aura un changement à faire dans la rédaction ; dans l'hypothèse prévue, les causes de divorce, stipulées par la loi nationale, doivent être assimilées à des causes de séparation de corps.

M. Beeckmann renouvelle son observation quant au concours absolu des deux législations relativement aux causes de séparation. Il lui semble que même ceux qui admettent la nécessité de ce concours pour le divorce ne doivent pas nécessairement admettre cette nécessité en matière de séparation, puisque celle-ci sauvegarde le principe de l'indissolubilité.

M. Renault répond que logiquement il ne peut y avoir deux systèmes différents pour les causes de divorce et les causes de séparation de corps, la Commission, tout en étant partagée sur la règle à adopter, a été unanime sur ce point.

L'article 8 est adopté.

M. Pierantoni expose qu'après l'adoption des articles précédents, il est logique d'accepter l'article 9 qui met en harmonie le tribunal national et la loi du domicile et qui, à défaut de celle-ci, pose la règle *actor sequitur forum rei*. Il désire néanmoins et croit plus méthodique de mentionner en premier lieu le cas où l'action peut être intentée devant le tribunal qui serait compétent d'après la loi nationale des époux.

M. Renault estime qu'il serait utile de lire le premier alinéa comme suit : « La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée ». Dans certains pays, entre autres en Danemark et en Norvège, le souverain peut prononcer la dissolution du mariage ; par conséquent, il n'y a pas lieu d'intenter une action, mais de former une demande. Toutefois, il est d'avis qu'il n'est pas désirable d'aller plus loin à l'encontre du désir exprimé par les délégués de ces deux Etats qui voudraient qu'au lieu de tribunal compétent, il fût fait mention d'autorité compétente, ne croyant pas que d'autres pays accepteraient une décision si exceptionnelle. Au paragraphe 2, le mot « tribunal » pourrait être changé en celui de « juridiction ».

Quant à l'ordre critiqué par M. Pierantoni, c'est après réflexion qu'il a été proposé à la Commission. Le règlement concerne les conflits de lois, qui ne se présenteront que si un tribunal autre qu'un tribunal de la patrie des époux est saisi par eux de leur demande en divorce ou en séparation de corps. Il est donc naturel qu'on songe d'abord à ce tribunal.

Ces changements ayant été adoptés, il est procédé au vote de l'amendement proposé par M. Matzen, tendant à remplacer dans le paragraphe 1 les mots : « tribunal compétent » par « autorité compétente ».

Cet amendement est *rejeté*.

Ont voté pour : le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie et la Norvège.

Ont voté contre : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et la Suède, tandis que la Suisse s'est abstenue.

M. Beichmann expose qu'en Norvège la femme ne partage pas toujours le domicile du mari, même lorsqu'il n'y a pas encore séparation de corps. Il propose par conséquent de supprimer au paragraphe 1 les mots « par suite . . . divorce ». Il est désirable que dans le cas indiqué, le tribunal du domicile du défendeur soit déclaré compétent.

La Conférence admet ce principe, sauf rédaction ultérieure de l'article, qui, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, la Norvège s'étant abstenue.

M. le Président donne la parole à M. Missir pour développer sa proposition additionnelle par rapport à la nullité du mariage.

M. Missir développe qu'à son avis il serait utile d'ajouter après l'article 8 un nouvel article, ainsi conçu : « Lorsqu'un mariage valable, d'après la loi du pays de l'un des contractants, aura été déclaré nul dans le pays de l'autre, le mariage devra être considéré comme nul partout, sauf les effets civils d'un mariage putatif ».

M. Renault dit que la Commission ne s'est expressément pas occupée de la nullité du mariage parce que la Conférence ayant déterminé d'une manière précise quelle était la loi régissant le droit de contracter mariage, cette loi, compétente pour fixer les conditions de validité du mariage et les formalités à observer, doit aussi en édicter la nullité.

M. Beeckmann n'est pas satisfait et ne croit pas que la loi nationale doive seule être consultée.

M. le Président ayant fait observer que la proposition de M. Missir n'est pas opportune, celui-ci retire son amendement.

La prochaine séance est fixée à demain mardi, 10 juillet, à 9 heures du matin.

La séance est levée à 6 heures.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret relatif à l'admission aux emplois d'attachés d'ambassade, d'élèves consuls et d'attachés payés à la direction politique et à la direction des consulats.

20 novembre 1894 (1).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,
Décrète :

Article premier. — Un concours est ouvert chaque année, le premier lundi du mois de décembre, pour les emplois vacants d'attachés d'ambassade, d'élèves consuls et d'attachés payés à la direction politique et aux sous-directions des affaires commerciales et des affaires consulaires de la direction des consulats.

Art. 2. — Nul n'est admis à concourir qu'après un stage effectué, soit à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, soit dans les services extérieurs.

Du stage provisoire.

Art. 3. — Les candidats au stage se font inscrire au ministère des affaires étrangères sur un registre qui est ouvert à cet effet du 15 octobre au 15 novembre de chaque année. Ils doivent justifier, au moment de leur inscription :

1° Qu'ils sont Français, jouissant de leurs droits, et qu'ils ont satisfait à la loi militaire ;

2° Qu'ils sont âgés de moins de vingt-sept ans ;

3° Qu'ils sont licenciés en droit, ès sciences ou ès lettres, ou qu'ils ont le diplôme de l'école des chartes, ou ont satisfait aux examens de sortie de l'école normale supérieure, de l'école polytechnique, de l'école nationale des mines, de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école forestière, de l'école spéciale militaire ou de l'école navale, ou, qu'étant bacheliers, ils ont, soit un brevet d'officier des armées de terre ou de mer, soit un diplôme de l'école des sciences politiques, de l'école des hautes études commerciales, d'une école supérieure de commerce agréée par le Gouvernement, de l'école coloniale ou de l'Institut national agronomique.

Art. 4. — Le 1^{er} décembre de chaque année, le ministre arrête la liste des aspirants stagiaires.

(1) *Journal officiel* du 28 novembre.

Art. 5. — Nul candidat ne pourra se présenter plus de trois fois aux examens du stage préliminaire ni à ceux de l'admission définitive, tels qu'ils sont institués par les articles 9, 18, 19, 20 et 21 du présent décret.

Art. 6. — Pendant la période du stage préliminaire, les candidats au stage sont placés sous la direction d'une commission permanente composée du chef de la division des archives, président ; du chef du bureau historique et de trois membres désignés par le ministre sur la proposition du directeur des affaires politiques, du directeur des consulats et du chef du cabinet et du personnel.

Art. 7. — Les travaux des candidats au stage ont un caractère strictement pratique ; ils comportent notamment l'étude et l'analyse de documents originaux appartenant aux différentes époques de notre histoire moderne, la rédaction de notes et de mémoires, la connaissance et l'usage des principaux recueils diplomatiques modernes, le classement et l'inventaire de cartons et dossiers.

Pendant toute la durée du stage préliminaire, les candidats au stage ne peuvent, sous aucun prétexte, être employés dans l'un quelconque des services de l'administration centrale. Ils ne peuvent être occupés qu'aux travaux énumérés ci-dessus, dans l'exécution desquels ils sont guidés directement par le chef de la division des archives ou, à son défaut, par le chef du bureau historique.

Art. 8. — La commission permanente est chargée d'apprécier les travaux des candidats au stage et de donner à chacun une note qui entrera en ligne de compte pour l'admission définitive, ainsi qu'il est dit à l'article 11 ci-après.

Art. 9. — Les épreuves pour l'admission définitive au stage ont lieu au mois de mars de chaque année. Elles consistent, pour tous les candidats, en une composition sur le droit international public, en un rapport motivé sur une affaire dont le dossier est remis au candidat et en un thème anglais ou allemand sans lexique ni dictionnaire.

Art. 10. — Le jury se compose du chef de la division des archives faisant fonction de président et de deux membres dont un sera pris parmi les agrégés ou professeurs de l'école de droit. En cas d'empêchement du chef de la division des archives, le chef du bureau historique fera partie de droit du jury, qui sera alors présidé par un ministre plénipotentiaire désigné par le ministre.

Art. 11. — La note d'ensemble donnée aux candidats par la commission permanente sera ajoutée au total des notes obtenues pour chacune des compositions. Les résultats du stage préliminaire, comme ceux de chacune des trois compositions, seront déterminés par une cote variant de 0 à 20.

Art. 12. — Après délibération, le jury arrête, par ordre alphabétique, la liste des jeunes gens qui lui ont paru les plus méritants.

Du stage définitif.

Art. 13. — Les jeunes gens qui auront été admis définitivement au stage pourront, sur leur demande, avec l'assentiment préalable du chef de poste, être autorisés à accomplir leur stage dans une ambassade, une légation ou un consulat général.

Art. 14. — Les stagiaires de l'administration centrale seront répartis entre les divers services du département.

Art. 15. — Les stagiaires de l'administration centrale, sous la direction de leurs chefs de service et les stagiaires à l'étranger, sous la direction de leur chef de mission, devront faire, tous les trois mois, un travail qui sera soumis à la commission permanente instituée par l'article 5. Cette commission résumera, dans une note d'ensemble, ses appréciations sur les travaux qui lui auront été soumis et la note d'aptitude pratique qui aura été fournie par les chefs de service ou les chefs de mission. Cette note d'ensemble entrera dans le total des points obtenus par les candidats au concours d'admission avec le coefficient indiqué à l'article 22.

Art. 16. — Pendant toute la durée du stage, le ministre peut, par simple décision et après avis du comité des directeurs, prononcer l'exclusion d'un stagiaire.

Cette exclusion est définitive et interdit à celui qui en a été l'objet toute inscription ultérieure au stage.

Art. 17. — Les stagiaires pourront obtenir dans le courant de l'année une permission de quinze jours. Ils sont, en outre, dispensés de tout service pendant le mois qui précède la date fixée pour le concours.

Du concours d'admission.

Art. 18. — Le ministre fait connaître avant le concours le nombre des emplois vacants ; il arrête la liste des membres du jury, qui se compose : d'un ministre plénipotentiaire, président, et de quatre membres dont deux pris en dehors de la carrière.

Art. 19. — L'examen se compose d'épreuves écrites et d'épreuves orales.

Art. 20. — Les épreuves écrites consistent en une composition d'histoire diplomatique depuis le traité d'Utrecht jusqu'au traité de Berlin, et en une version anglaise ou allemande, qui sera faite sans lexique ni dictionnaire.

Art. 21. — Les épreuves orales consistent :

1° En un exposé de dix minutes au maximum sur un sujet de droit international ou d'histoire contemporaine. Le candidat fera connaître la matière sur laquelle il désire faire son exposé, et le sujet en sera tiré au sort. Il sera alors accordé à chaque candidat une demi-heure de préparation. Tous documents imprimés ou manuscrits lui seront interdits à peine d'exclusion ;

2° En une interrogation sur celle des deux matières qui n'aura pas fait l'objet de l'exposé oral ;

3° En une interrogation sur la géographie économique, l'expansion coloniale des Etats européens et les principes généraux de l'économie politique ;

4° En une analyse verbale et en langue étrangère d'un document de même langue qui sera lu par le candidat.

Chaque langue supplémentaire sur laquelle le candidat demanderait à être interrogé fera l'objet d'une note variant de 0 à 20 et multipliée par le coefficient d'un cinquième, sans que le total des points ainsi obtenus puisse excéder 10.

Art. 22. — Les résultats des épreuves seront déterminés par notes exprimées en chiffres et variant de 0 à 20.

Tout candidat qui pour l'une quelconque des épreuves aura obtenu une note inférieure à 5 sera exclu du concours.

La valeur relative des diverses matières sur lesquelles portent les épreuves est déterminée par les coefficients suivants :

| | |
|--|---|
| 1 ^o Travaux du stage. | 3 |
| 2 ^o Epreuves écrites : | |
| Composition d'histoire. | 2 |
| Version. | 1 |
| 3 ^o Epreuves orales : | |
| Exposé | 2 |
| Histoire ou droit international. | 1 |
| Géographie | 1 |
| Economie politique. | 1 |
| Langues vivantes. | 2 |

Le classement des candidats résultera de la quantité des points obtenus par l'addition qui sera faite des différentes notes préalablement multipliées par leur coefficient.

Art. 23. — Le jury délibère et arrête séance tenante, par ordre alphabétique, la liste des candidats admis en nombre égal à celui des places mises au concours.

Art. 24. — Le ministre répartit les candidats entre le service intérieur et les carrières diplomatique et consulaire.

Toutefois, un droit de préférence pour les emplois vacants d'attaché d'ambassade est réservé aux candidats qui auront fait leur stage à l'étranger.

Art. 25. — Les stagiaires qui seront autorisés à faire une deuxième ou troisième année de stage seront dispensés des épreuves du stage préliminaire et répartis dans les divers services du département.

Art. 26. — Les élèves chanceliers, après deux ans au moins de service, pourront, s'ils remplissent les conditions fixées par les articles 2 et 3 du présent décret, être admis au stage préliminaire sur décision spéciale du ministre et après un rapport détaillé et motivé de leur chef de mission.

Les élèves chanceliers qui auront été admis à bénéficier de cette disposition seront mis en congé sans traitement et conserveront leurs droits à l'ancienneté et à l'avancement.

Dispositions transitoires.

Art. 27. — Les candidats qui auraient déjà pris part sans succès aux précédents concours d'admission dans les carrières diplomatique et consulaire ne pourront obtenir, en aucun cas, leur inscription qu'un nombre de fois égal à celui qui leur restait à concourir.

Art. 28. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret du 15 octobre 1892 (1).

Art. 29. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 novembre 1894.

CASIMIR-PÉRIER.

Par le Président de la République :

Le Ministre des affaires étrangères,
G. HANOTAUX.

(1) V. ce décret, *Archives*, 1892, IV, p. 187.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Les affaires de Madagascar (suite) (1).

Séance du 23 novembre.

M. André Lebon. — Messieurs, j'ai le sentiment très vif et très profond des responsabilités qui incombent à chacun de nous dans les circonstances présentes. C'est pour revendiquer ma part personnelle de responsabilité que j'ai demandé la parole et que je sollicite de la Chambre la permission de lui expliquer très simplement et très brièvement les motifs qui me feront voter les crédits qui nous sont demandés.

Je sais par ailleurs que dans une discussion de cette nature, toutes les paroles qui sont prononcées dans cette enceinte sont recueillies et interprétées par les gens qui ont intérêt à les exploiter contre notre pays. Je m'appliquerai, autant que je le pourrai, à ne laisser échapper aucun mot qui puisse nuire à la cause que nous servons (Très bien! très bien!); mais si par hasard, mes expressions trahissaient ma volonté je pourrais dire du moins, comme plusieurs orateurs qui ont parlé hier, que je n'engage que ma personne, que mes appréciations ne limitent en rien la liberté d'action de notre Gouvernement. (Très bien! très bien!)

Je voterai les crédits sans y ajouter, sans en retrancher un centime; je les voterai, non pas que je sois un spécialiste ou un fanatique de l'expédition de Madagascar, mais parce que je considère qu'à l'heure où nous sommes parvenus, au point où nous avons nous-mêmes poussé les choses, c'est un devoir étroit pour nous de ne pas abandonner le Gouvernement dans les circonstances présentes. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

J'estime que si les choses en sont là où nous les voyons aujourd'hui, nous y avons été amenés et par nos devanciers et par nous-mêmes.

Par nos devanciers! La chose est facile à établir. Lorsqu'en 1880, au lendemain de la première période de notre reconstitution nationale, il s'est trouvé en France des hommes de courage pour penser que nous devions prendre part à ce mouvement d'expansion extérieure, qui commençait à se produire dans tous les pays du monde; il y avait quatre points sur lesquels notre action était indiquée, commandée par nos traditions antérieures : la Tunisie, l'Indo-Chine, Madagascar et l'Egypte.

Nous avons été en Tunisie et en Indo-Chine, nous n'avons pas été en Egypte.

M. François Deloncle. — Malheureusement!

M. André Lebon. — Et j'ai vu, non sans quelque satisfaction, hier, un des orateurs qui combattaient les crédits qui nous sont actuellement demandés, exprimer implicitement le regret qu'en 1882 nous n'ayons pas su faire notre devoir du côté de l'Egypte. (Très bien! très bien!)

Je ne voudrais pas, quant à moi, que dans quelque dix ans, quand les grandes puissances européennes se seront avancées plus avant encore dans la voie

(1) V. plus haut, p. 175.

de l'expansion et de la colonisation, nous puissions occasionner aux membres qui siègent de ce côté de l'Assemblée (l'extrême gauche) des regrets analogues à ceux dont M. Doumergue se faisait hier l'éloquent interprète. (Applaudissements au centre et à gauche.)

Nous n'avons pas fait une véritable expédition à Madagascar à l'époque dont je parle. Nous nous sommes bornés en quelque sorte à interrompre la prescription d'une affaire très ancienne dans l'histoire extérieure de la France, à plusieurs fois reprise, à plusieurs fois abandonnée par suite des circonstances de notre politique intérieure ou continentale.

Nous avons voulu cependant, malgré les difficultés qui surgirent au cours de la période qui s'étend de 1853 à 1885, que personne ne pût nous reprocher d'avoir abandonné nos droits historiques sur la grande île africaine.

M. Bovier Lapierre. — Nous avons fait cependant un traité.

M. André Lebou. — Oui, nous avons fait un traité, et, malgré l'expédition du Tonkin qui nous occasionnait alors les difficultés intérieures et extérieures que vous avez, malgré les préoccupations de toute nature que nous avions pour la conduite de notre politique, nous avons fait un simulacre d'expédition à Madagascar; nous avons tenu, je le répète, à prendre rang pour l'avenir. Le traité de 1855, en même temps qu'il consacrait des droits pour la France, lui impose des obligations dont l'oubli pourrait être très grave.

Ce traité de 1855, précisément à raison des circonstances que je rappelais tout à l'heure, a été un peu bâclé, si vous me permettez l'expression.

M. de Mahy, à cette époque, reprochait au Gouvernement de ne pas avoir traité la question au fond, de ne pas l'avoir réglée d'un seul coup. On lui répondait qu'on ne pouvait pas mener deux ou trois grosses entreprises de front, qu'on avait réglé les choses de Madagascar au meilleur marché, de façon à se réserver le droit d'agir plus tard si les circonstances l'exigeaient.

Il n'en est pas moins vrai que ce traité nous donne le droit de protéger le gouvernement de Madagascar, mais nous impose aussi des obligations que nous avons assumées à l'égard de l'Europe, que nous avons fait consacrer solennellement par elle en faisant à l'Angleterre les concessions nécessaires sur d'autres points du globe, en échange de la reconnaissance qu'elle faisait de notre protectorat.

Quelqu'un disait hier que l'Angleterre aurait le droit de réclamer une compensation si nous nous installions à Madagascar. Je m'étonne qu'une semblable assertion ait été apportée à la tribune française. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs. — Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Gaston Doumergue. — Je n'ai pas dit qu'elle aurait le droit, mais qu'elle pourrait le faire.

Plusieurs voix. — Comment?

M. Gaston Doumergue. — J'ai ajouté que cela résulte de la Convention de 1855.

M. de Mahy. — La convention de 1855 est bien mauvaise, mais heureusement, elle ne va pas jusque-là.

M. Gaston Doumergue. — Je n'aurais pas dit cela, si vous ne m'y aviez pas engagé.

M. André Lebou. — Je m'étonne — je le répète, quelle que soit mon amitié personnelle pour M. Doumergue, et il le sait bien, — qu'il se soit trouvé un député français pour venir ici donner une ombre de fondement aux prétentions qu'un gouvernement étranger pourrait élever contre notre cabinet. (Nouveaux applaudissements.)

Ce traité de 1855 nous conférait le protectorat. Il nous imposait en même temps l'obligation de défendre les ressortissants des puissances habitant Madagascar. Ce traité, nous l'avons fait reconnaître en 1890, par l'Angleterre et par l'Allemagne, en concédant, de notre côté, nos droits sur Zanzibar.

Le compte est clos de ce côté, et personne n'a plus le droit de nous demander des compensations pour ce que nous faisons quand nous allons accomplir

une opération de police sur un territoire dont on nous a reconnus les maîtres. (Très bien! très bien!)

M. de Mahy. — Personne n'avait rien à voir dans les affaires de Madagascar, et nous n'avions besoin d'aucune espèce de convention pour y faire ce que nous voulons y faire.

M. André Lebon. — J'ai eu hier, en écoutant les adversaires des crédits, une très grande satisfaction. Il y a dix ou douze ans, quand on discutait dans cette Assemblée les expéditions coloniales, l'opposition principale qui était dirigée contre elles était fondée sur cette circonstance qu'il y avait trop d'affaires, trop d'intérêts particuliers qui conduisaient notre Gouvernement à exercer son action dans les pays lointains. Hier, la préoccupation des adversaires des crédits a paru être tout à fait différente; ils semblaient dire au Gouvernement: Vous vous lancez dans une aventure où il n'y a ni assez d'affaires ni assez d'intérêts engagés actuellement ou pouvant être engagés plus tard.

Je me félicite de ce résultat, et je suis très satisfait de voir qu'on cesse de soupçonner de complicité avec des affaires particulières l'action extérieure de notre Gouvernement. (Très bien! très bien!)

M. Leydet. — Ce n'est pas ce qu'on nous dit.

M. André Lebon. — J'ignore ce qu'on vous dit, mais c'est ce que je vous dis.

J'ajoute que la façon dont on établissait hier le compte, par doit et avoir, de l'expédition de Madagascar, me paraissait négliger un élément capital de cette opération, un élément dont l'importance a été proclamée par un adversaire redoutable de la France, qui disait, dans un mot célèbre, que toutes les questions de politique extérieure doivent être déterminées par ce qu'il appelle les impondérables.

Les impondérables, qu'est-ce que c'est? Ce n'est pas le total des frais d'une entreprise, c'est son côté moral, son côté passionnel, si vous voulez qu'à la suite de M. Vigüé d'Octon je parle le langage du romantisme contemporain.

C'est la considération de la place relative qu'un événement déterminé occupe dans notre histoire et dans l'ensemble des problèmes qui sont posés dans le monde.

A ce point de vue, messieurs, permettez-moi de répéter que nous sommes engagés, et si les choses sont au point où elles sont aujourd'hui, c'est parce que nous l'avons voulu.

On nous rappelait hier l'ordre du jour voté par la Chambre le 22 janvier. On l'a cité de mémoire. en disant que la Chambre invitait le Gouvernement à faire ce qu'il fallait pour maintenir notre situation à Madagascar, rétablir l'ordre, protéger nos nationaux et faire respecter notre drapeau.

Eh bien! le texte de cet ordre du jour n'est pas absolument celui-là. Il est infiniment plus compromettant pour l'unanimité des députés qui l'ont voté. Nous avons voté tous, le 22 janvier, une résolution ainsi conçue: « La Chambre est résolue à soutenir le Gouvernement dans ce qu'il entreprendra pour soutenir le drapeau, défendre nos nationaux. etc. », et c'est à la suite du vote de cet ordre du jour que des négociations nouvelles ont été engagées, que des efforts nouveaux ont été faits pour que, d'une façon paisible, par les voies diplomatiques, on arrivât à une entente avec le gouvernement des Hovas.

Et aujourd'hui, quand le Gouvernement vient nous dire: Nous sommes à bout de ressources diplomatiques; depuis neuf ans, nous avons envoyé à Madagascar des résidents au caractère le plus varié et qui ont employé toutes les ressources imaginables pour séduire, convaincre, pour contraindre même le gouvernement de Madagascar; nous ne pouvons plus arriver à rien par les voies pacifiques; c'est à vous de choisir: faut-il continuer ou nous arrêter?

Et vous répondriez qu'il faut nous arrêter!

Messieurs, éprouvez-vous le besoin qu'on dise de la Chambre française, de la France, au dehors, qu'elle est dans la situation de ces commerçants qui ont toutes les qualités voulues pour mener leurs affaires, sauf une des qualités essentielles du négoce, qui est de se souvenir des échéances? (Très bien! très bien!)

Je me rappelle qu'il y a quelques jours, dans cette enceinte, un des orateurs les plus éminents disait d'un des partis de cette Chambre : Quand il parle de réforme, il me rappelle ces chœurs de l'Opéra qui disent : « Marchons! marchons! » et ne font pas un pas. Voulez-vous qu'on puisse dire, au dehors, que nous ne savons que prendre des poses théâtrales ? (Rumeurs sur divers bancs. — Applaudissements au centre et à gauche.)

Quand nous avons voté l'ordre du jour du 22 janvier, nous devions savoir ce qu'il signifiait. Il n'y a pas eu, dans la Chambre, une seule voix pour mettre en garde le Gouvernement et la majorité contre les conséquences de ce vote. Personne n'a été contre, tout le monde a voulu soutenir cette politique, quels qu'en fussent les résultats. (Interruptions.)

M. Gaston Doumergue. — Alors nous avons abdiqué notre pouvoir de contrôle. Voilà ce que vous voulez dire !

M. André Lebon. — Je ne dis pas du tout que nous ayons abdiqué notre pouvoir de contrôle, et s'il vous plaît de transformer ce débat en discussion sur le passé, en jugement sur les négociations qui ont été menées, faites-le, mais ce n'est pas la question.

M. le vicomte de Montfort. — C'est le ministre lui-même qui nous a dit : Vous n'êtes pas engagés !

M. Raymond Poincaré, ministre des finances. — En effet, vous n'êtes pas engagés par le Gouvernement !

M. le vicomte de Montfort. — Sommes-nous ou ne sommes-nous pas engagés ? Il faudrait s'entendre !

M. André Lebon. — Vous n'êtes pas engagé, monsieur de Montfort !

Vous avez, aujourd'hui comme hier, le droit entier et absolu de repousser les crédits demandés; je ne le conteste pas, et jamais une affaire n'a été apportée aux Chambres d'une façon plus respectueuse des prérogatives parlementaires. J'avais, j'ai le droit et le devoir, faisant appel à la conscience de chacun de nous, de dire que si les choses en sont arrivées au point où elles se trouvent actuellement, si de nouvelles négociations ont été entamées, si de nouvelles menaces, non suivies de résultat, ont été proférées à Madagascar, c'est parce que nous avons poussé le Gouvernement à faire tout le nécessaire pour assurer le respect de nos droits et sauvegarder l'honneur du drapeau. (Applaudissements sur divers bancs. — Interruptions.)

M. Gaston Doumergue. — Ce n'est pas nous qui avons porté l'interpellation à la tribune.

M. Louis Brunet. — C'est moi !

M. Faberot. — Parce que le Gouvernement vous a dit de le faire. (Exclamations.)

M. Louis Brunet. — Qui a dit cela ?

M. Faberot. — C'est moi !

M. Louis Brunet. — Est-ce que je suis aux ordres de qui que ce soit, du Gouvernement, de quelqu'un d'entre vous ou d'un parti quelconque ? Je ne relève, quant à moi, que de ma conscience, monsieur, sachez-le. (Très bien ! très bien !)

Sondez vos reins avant de sonder ceux des autres.

M. André Lebon. — Au surplus, messieurs, dans cette affaire comme dans toutes les autres affaires de politique extérieure ou coloniale, ce sont toujours les mêmes objections, les mêmes appréhensions qui se font jour, et, permettez-moi de vous le dire, ce n'est pas seulement en France que des oppositions de cette nature se manifestent; dans tous les pays, les partis qui se donnent comme les plus ardemment dévoués aux réformes intérieures sont les adversaires des entreprises de politique extérieure. Je ne leur en fais pas de reproches.

C'est leur droit, et j'ajouterai que, particulièrement dans un pays comme le nôtre, je comprends que l'on regrette que nous ayons une situation extérieure aussi lourde, aussi compliquée que celle que nous avons héritée de nos ancêtres. Mais je ne crois pas que les partisans les plus déterminés des réformes intérieures osent aller jusqu'au bout de leur raisonnement et nous dire : l'ar-

gent qui nous manque pour faire les réformes que désire notre démocratie, il est dans le budget de la guerre; supprimons ou réduisons considérablement le budget de la guerre. (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Gaston Doumergue. — On n'a jamais dit pareille chose; le mot d'évacuation n'a même jamais été prononcé.

M. André Lebon. — Je viens de vous dire que personne ne tenait ce langage. (Nouvelles interruptions.)

M. Gaston Doumergue. — Ce n'est pas la question.

M. André Lebon. — J'ai dit qu'il ne se trouvait pas un Français, pas un membre de la Chambre pour dire une chose semblable.

A l'extrême gauche. — Eh bien alors!

M. Le Hérisse. — Si vous continuez à envoyer tous nos soldats à l'extérieur, il faudra pourtant bien qu'un membre de la Chambre vienne le dire à la tribune.

M. André Lebon. — Si je vous en parle, c'est pour vous dire que ceux-là mêmes qui, par amour des réformes, cherchent à réduire notre action extérieure acceptent cette situation...

M. Gustave Rouanet. — Nous protestons absolument contre des accusations aussi mal fondées que celles que vous formulez! (Exclamations au centre.)

M. André Lebon. — Je n'ai jamais accusé qui que ce soit, dans cette Chambre, de manquer de patriotisme, et je dis que c'est l'honneur de tous les partis que ceux-là mêmes qui sont pénétrés de cette idée que notre politique intérieure est subordonnée aux nécessités extérieures n'osent pas demander une restriction de nos armements.

M. Gaston Doumergue. — Vous semblez dire que nous y pensons, mais que nous n'osons pas le dire. (Bruit.)

M. André Lebon. — Eh bien! messieurs, tenant pour démontré que nous sommes tous d'accord sur ce point, je me permets de poser une question aux adversaires de l'expédition actuelle et je leur dis, sans apporter ici aucune préoccupation de parti: Croyez-vous qu'il suffise d'entasser des fusils et des canons dans les arsenaux, de conduire tous les ans 200.000 ou 250.000 hommes aux bureaux de recrutement, pour que notre pays soit prêt à faire la grande guerre, si jamais le malheur veut que nous soyons obligés de la faire... (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. le président. — Je vous prie, messieurs, de ne pas interrompre l'orateur. Si jamais discussion a mérité l'attention et le silence, c'est assurément celle-ci. (Très bien! très bien!)

M. André Lebon. — Croyez-vous qu'il soit possible d'obtenir indéfiniment de notre cher et beau pays les sacrifices d'argent et d'hommes que nous sommes amenés à lui demander tous les ans, si, pour toute satisfaction, vous lui dites: « Tu as deux ou trois millions d'hommes disponibles, mais tu ne peux pas en envoyer quinze mille pour venger des nationaux: tu as l'espérance de pouvoir te défendre vaillamment, si jamais tu es attaqué sur le continent, mais tu ne peux pas distraire un homme de ton armée ou un centime de ton budget pour aller affirmer tes droits où ils sont menacés. »

Je ne le crois pas; si vous voulez soutenir les forces morales du pays en même temps que vous développez ses forces matérielles, si vous voulez qu'il ait au jour des grands périls le sentiment du devoir et des sacrifices nécessaires qui est la base de toute action politique extérieure, vous ne devez pas le laisser souffleter par les Hovas; vous ne devez pas lui apprendre qu'il n'a pas quinze mille hommes à envoyer là-bas. (Applaudissements.)

Je voterai les crédits sans enthousiasme, mais avec la plus absolue résolution, convaincu que nous ferions plus de mal à notre pays en affaiblissant son ressort moral par l'espèce de reculade dont nous donnerions le spectacle si nous rejetions les crédits, que par les résultats, quels qu'ils soient, de l'expédition.

Je me résume.

On a dit qu'un fonctionnaire hova, je ne sais pas si c'est le premier ministre ou un autre...

M. Leydet. — Ne dites pas son nom.

M. André Lebon. — Je serais incapable de dire son nom; au reste, je me préoccupe peu de savoir le nom des ennemis que je combats.

M. François Deloncle. — Les noms hovas sont des noms kilométriques.

M. André Lebon. — On raconte, dis-je, qu'un fonctionnaire hova a dit de nous que nous étions des gens qui aboient, mais ne savent pas mordre. Eh bien! si j'ai un vœu à formuler pour la prospérité de mon pays, c'est que nous n'aboyions jamais et que nous sachions mordre chaque fois qu'il le faudra. (Vifs applaudissements.)

M. le président. — La parole est à M. de Douville-Maillefeu.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Messieurs, hier j'ai demandé la parole au moment où l'un des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune semblait affirmer que les Français étaient incapables d'un effort à l'extérieur, d'un effort de colonisation. Je remercie celui de mes collègues qui a bien voulu me céder son tour de parole pour que je puisse répondre dès maintenant.

Je suis un des adversaires du Gouvernement qui siège sur ces bancs; je suis l'adversaire de la politique qu'il suit à l'intérieur, mais je constate avec plaisir que, pour la première fois depuis l'avènement du gouvernement républicain légal, depuis le vote de la Constitution qui a établi la République légale dans ce pays, un gouvernement agit franchement et nettement dans une question de cet ordre. C'est une nouvelle manière de faire en politique extérieure, et j'ai besoin de dire à M. le président du Conseil que je l'en félicite. (Très bien! très bien; sur divers bancs.)

Ce ne sont pas des opérations commerciales que nous faisons ici. Ce qu'on nous demande, ce n'est qu'une prévision; si elle est votée, comme je l'espère, je serai de ceux qui surveilleront de près l'emploi des capitaux.

Je ne suis nullement disposé à donner un blanc-seing au Gouvernement. Je ne sais pas s'il y a ici un seul collègue qui ait l'intention de le faire.

M. Charles Dupuy, président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Le Gouvernement n'en demande pas. (Très bien! très bien!)

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Alors nous sommes d'accord et je continue.

Je crois qu'il est absolument nécessaire, pour tous ceux qui veulent faire respecter les actes de la France, de voter les crédits demandés. La confiance dans le Gouvernement, de la part d'une Chambre populaire, doit toujours se poser à propos du vote des crédits qui, une fois accordés comme prévision, je le répète, — car il faut préciser — seront surveillés dans leur emploi par tous mes collègues, je l'espère. (Mouvements divers.)

Les questions de politique extérieure doivent réunir la patrie tout entière. (Très bien! très bien!) Il faut parler franchement maintenant, et je vous demande de vous montrer la vérité comme elle est, passez-moi l'expression, la vérité toute nue.

Tout le parti républicain de la veille a voté pour la continuation de la guerre en 1870. Par conséquent, il n'est pas responsable de la paix. Il est responsable de ce qui se passe en France depuis le jour où la République est le gouvernement légal, depuis le 25 février 1875. A partir de ce jour, nous avons eu les frontières qu'on a bien voulu nous laisser quand nous étions agonisants, par la faute de qui, je n'ai pas besoin de le dire; je ne veux pas accuser des Français; je ne fais pas de politique rétrospective; c'est en avant que je regarde.

Je suis de ceux qui croient, comme notre regretté Gambetta, que la France est la plus grande unité morale qui soit dans le monde, et, comme Chateaubriand, que tout ce qu'il y a de bon sur la terre a été fait autrefois par nos aïeux les Gaulois et, dans les temps modernes, par les Français, surtout la déclaration des Droits de l'homme qui a affranchi l'humanité.

Eh bien, ce qu'il y a de bon, c'est que la guerre de 1870 si cruelle qu'elle ait été, a réuni les émigrés et les palauds. Quelle que fût la bannière, nous avons tous lutté; on a écouté la voix de Gambetta, et tout le monde s'est rué sur l'en-

nemi. L'honneur a été sauf, la France vit, il faut qu'elle se développe. Comment peut-elle le faire ?

Quant à nos voisins de l'Est, je n'en parlerai pas. Nous en avons d'autres : nous avons ceux que nous avons faits, ce que nous avons colonisés, car avant nous le pays qu'ils habitent était une île sauvage et un repaire de pirates. Je n'ai pas besoin de dire quelle est cette nation ; je lui passe tout, à cause du bien qu'elle fait, parce qu'elle garde la liberté, et si un jour nous sommes victimes des luttes politiques, ceux qui pourront passer la Manche seront sûrs de ne pas être livrés par l'Angleterre. C'est la preuve que nous avons fait là une bonne colonie et que nous savons coloniser. (Rires et applaudissements.)

Je suis de ceux qui pardonnent le passé et cette parole épouvantable qui est la règle encore de certaines personnes de l'autre côté de la Manche, que prononçait Pitt, le héros de M. le président du conseil de l'autre côté du détroit. Que disaient en ces moments de luttes terribles, Pitt, Fox, Sheridan, tous ces esprits généreux ? On vient dire que tous les Anglais haïssent la France ? ce n'est pas vrai. Il y en a qui savent que c'est elle qui a délivré le monde ; il y en a qui savent et qui sont reconnaissants de savoir que c'est nous les Français du Nord. »

J'espère que bientôt le domaine des Français du Nord s'étendra jusqu'au sud de Madagascar et ne s'arrêtera pas au sud de Bonifacio dans la Méditerranée.

Ce n'est pas pour me vanter de ma prévoyance ; mais, à l'occasion de toutes ces expéditions maudites, que j'ai flétries, j'ai dit bien souvent aux prédécesseurs de M. le président du conseil : La politique que vous faites est déplorable, vous ne savez pas ce que c'est que cette Asie, putréfiée, absolument, cette Asie en décomposition ; est-ce que vous ne la voyez pas aujourd'hui ? Il a suffi pour en venir à bout de ce petit peuple vigoureux du soleil levant que j'ai connu fort jeune. J'étais alors simple aspirant de 1^{re} classe, mais cela ne m'empêchait pas de regarder, de voir et de conclure ; j'ai constaté la vie, l'énergie, la gaieté, la bonté, le courage de ce peuple, son ardeur à se perfectionner. Il nous voyait arriver, nous, des marins, des hommes, qui devaient faire sur lui le même effet que les escadres de Viking sur les populations paisibles du nord de la Manche. Il nous disait : « Qu'est-ce que vous venez faire ici ? Vous n'avez que des armes, vous êtes tous des guerriers, et vous affrontez les mers par tous les temps. » Et nous étions forcés de répondre : « Nous sommes vos frères de l'Occident ; la terre n'est pas grande, vous la croyez infinie, c'est une petite goutte d'eau avec quelques émergences de boue et de sable ; c'est très peu de chose. Ceux qui ne savent pas avoir la force sur mer sont destinés à disparaître. C'est pour cela que nous avons une marine. Elle n'est pas ce qu'elle devrait être, mais enfin nous avons une marine et des marins (On rit), et nous vous engageons à en avoir une aussi, à faire comme nous. »

Nous avons montré le plus de bienveillance possible ; nous avons commencé un échange de bons procédés avec cet empire du soleil levant, nous lui avons fourni nombre d'instructeurs dans tous les genres, aussi bien pour l'étude du droit que pour celle des sciences militaires et maritimes. Je constate que nous n'avons pas à rougir du rôle joué par notre patrie : nous avons été les instructeurs de ce peuple dans l'art de la guerre sur terre et sur mer et nous avons eu plus de succès que nos adversaires, qui étaient les instructeurs de l'autre peuple.

Je reviens à Madagascar.

La meilleure manière d'être forts en Extrême-Orient et de nous installer solidement à Madagascar, c'est d'y avoir des forces suffisantes, notamment à Diégo-Suarez. J'en arrive ; car celui qui vous parle vient de passer en revue cette goutte d'eau d'où émergent ces quelques petits îlots qu'on appelle continents ou autrement.

Parti du Havre pour me rendre à l'exposition de Chicago, en qualité de président du comité maritime français, j'ai poursuivi ma route vers la Nouvelle-Calédonie, dont je demande, en passant, la permission de dire un mot.

Il est absolument abominable qu'on envoie dans cette Sicile merveilleuse,

placée dans des conditions admirables comme port et à tous les points de vue, le rebut de la société (Applaudissements.)

C'est ce qui fait dire aux étrangers que les Français, qui veulent faire de la politique coloniale, font tout ce qu'il faut pour déterminer l'avortement de leurs entreprises coloniales. (Très bien ! très bien !) Jamais, entendez-vous, — je le dis puisque l'occasion se présente, — jamais on n'a obtenu un bon résultat de l'élément pénal dans les colonies. Cet élément n'a jamais rien fondé ; il a, au contraire, tout détruit, tout pourri.

C'est pendant nos guerres, sous le gouvernement de Pitt, que l'Angleterre a eu la pensée d'envoyer ses convicts en Australie, et tout le monde a protesté, non seulement les philanthropes, mais encore les hommes de bon sens. Comment, a-t-on dit aux Anglais, vous songez à envoyer les condamnés en Australie, pendant que des guerres terribles ont lieu sur le continent, — guerres qu'ils payaient, car c'est toujours avec l'argent des pirates de la Tamise qu'on s'est battu contre la France sur le continent — dans ce pays neuf, merveilleux, dont nous voulons faire une seconde Angleterre ? C'est abominable !

Et il a fallu la guerre pour que l'Angleterre se débarrassât de ce trop-plein de malfaiteurs de tout genre.

Il n'y a rien de bon dans l'élément pénal, et, contrairement à ce qu'on a dit et répété, ce ne sont pas du tout les descendants des convicts qui ont fait l'Australie : c'est l'élite en honneur et en courage, de la nation anglaise, et non seulement de la nation anglaise, mais de toute l'Europe, et même de l'Amérique, car il n'y a pas que des Anglais qui y soient allés. Il y a aujourd'hui un peuple nouveau là-bas, le peuple australien, qui nous aime, qui sait que, s'il est libre, c'est à la France qu'il le doit. Il n'est retenu que par un fil à la mère patrie et, à l'heure où je parle, ce fil est peut-être rompu. Ils vont vite dans ce pays. On doit se réunir, on a dû se réunir au moment où je parle pour savoir si l'on formera une fédération, avec, comme seul lien avec l'Angleterre, un gouverneur nommé par le gouvernement de la Reine.

Voilà où les choses en sont actuellement : et quand on dit à ce peuple admirable, brave, bon, qu'il est Anglais, les hommes, les femmes, vous répondent : « We are Australians ! — Nous sommes Australiens ; nous ne sommes pas Anglais ! »

Ils sont offensés du maintien de l'élément pénal sur leur sol. Et c'est ce peuple qu'on présente comme descendant des voleurs, des assassins, des parricides et des empoisonneurs de l'Angleterre ! Non, c'est une légende, et une fausse légende.

Donc si le gouvernement persiste à envoyer nos condamnés quelque part, qu'il les dirige vers une autre colonie, mais qu'il ne choisisse pas pour leur séjour la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire la colonie la plus agréable que nous possédions. C'est une véritable folie que d'agir comme on le fait actuellement, et je demande à M. le président du conseil et à M. le ministre des colonies s'ils ont envie de continuer cette manière de faire.

M. Delcassé, ministre des colonies. — On n'y enverra plus de condamnés, c'est décidé, mon cher collègue. (Très bien ! très bien !)

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Je prends acte de la promesse de M. le ministre des colonies que désormais on n'enverra plus de condamnés à la Nouvelle-Calédonie. C'est un bon commencement. (Applaudissements.)

Je n'ai donc pas perdu mon temps, ainsi que le prétendent certaines personnes, en allant sur les lieux voir par moi-même. J'ai satisfaction sur ce point, cela me suffit et je passe.

Je reviens à Madagascar. Tout cela se tient, messieurs, car j'espère bien qu'on n'enverra pas à Madagascar d'élément pénal...

M. Denéchau. — Qu'en fera-t-on ?

M. le comte de Douville-Maillefeu. — On mettra les condamnés dans des prisons cellulaires.

Sans insister sur ce sujet, il me semble extraordinaire que le Gouvernement actuel, qui représente l'élément conservateur du pays...

M. le comte de Bernis. — Ah ! non, par exemple !

M. le comte de Douville-Maillefeu... et ceux qui le soutiennent ont un souci extrême de conserver la peine de mort pour les criminels. Sur ce point, ils sont d'une férocité qui m'étonne. Mais, en revanche, dès que, pour une raison ou pour une autre, ces criminels sont graciés, il semble qu'on ne saurait prendre assez de soins pour ces gens-là. Quant aux soldats, aux marins, aux officiers, aux généraux, aux aniraux, tout est toujours assez bon pour eux.

Il faut que cette fausse sensiblerie prenne fin. (Applaudissements.)

Je le déclare, je suis opposé à la peine de mort, mais ce n'est pas par intérêt pour les assassins, mais pour éviter, que, par erreur, on ne me coupe un jour la tête. (On rit.)

Quand il n'y aura plus de bourreau, personne n'aura la tentation de s'en servir contre ses ennemis politiques.

Je termine en disant à M. le président du conseil : Oui je suis de ceux qui voteront le crédit demandé. Je n'entre pas dans les détails ; nous discuterons plus tard.

La question est grave. La République française, ressuscitée pour la troisième fois, et vivante malgré ses souffrances et ses deuils de tout ordre, est debout et regarde le monde. Elle se dit qu'il est temps qu'on ne se moque plus d'elle et qu'on respecte les Français, les braves Français qui consentent à quitter leur pays, car ceux qui vont à Madagascar ne sont pas des boulevardiers blasés. (Très bien ! très bien !) Il y a de tout en France, même des parricides ; cela ne veut pas dire que nous soyons la dernière des nations. S'il n'y avait pas de criminels, la magistrature ne serait pas nécessaire ; elle est faite pour les criminels, je dirai même contre les criminels, quoiqu'on puisse s'y tromper quelquefois. La justice, la police et les coquins, c'est un bloc (On rit), et, pour ma part, je ne crains ni la justice, ni la police, ni les coquins.

La situation actuelle doit être tranchée. Il s'agit de montrer que, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, nous méprisons les menaces qu'on nous fait à la sourdine, « alla sordina ». Nous ne menaçons personne ; mais on nous a menacés dans cette île de Madagascar où 4,000 Français sont morts, je puis dire pour la grandeur de la patrie. Ces malheureux ont été abandonnés par le gouvernement despotique, corrompu des Hovas. Ce n'est pas la France qui les a abandonnés.

C'était au temps de Frédéric II. un vrai Gauloiscelui-là, — il n'a jamais écrit qu'en français des livres fort spirituels. (On rit.) Il voulait même faire apprendre le français à ses peuples. Il disait : « Pourquoi leur apprendre une langue arriérée comme l'allemand ? Apprenons-leur le français, qui est la langue de l'avenir. »

Je termine en m'adressant à M. le président du conseil.

Nous sommes tous unis vis-à-vis de l'étranger ; dans ce cas, aucune division n'est possible entre nous. Ce qui s'est passé en 1870 dure encore et durera toujours. (Très bien ! très bien !)

On disait, pendant la Révolution : Soyons unis et nous serons invincibles. C'est vrai, et à chaque fois que la France a été à deux doigts de sa perte, ce fut toujours par le fait de la division de ceux qui précisément auraient dû maintenir l'union.

Récemment, en Angleterre, dans un banquet, on a rappelé la bataille d'Azincourt. C'est nous cracher à la figure que de parler d'Azincourt. Si nous avons été battus à Azincourt, c'est parce qu'à cette époque nous étions désunis, c'est parce qu'un prince infâme, Jean Sans-Peur, duc de Bourgogne, marchait contre sa patrie, avec l'Anglais. Voilà comment et pourquoi nous avons été battus à Azincourt. (Applaudissements.)

Il en a été de même du désastre de Crécy. La guerre de Cent ans était une guerre de famille, une guerre civile, faite parce que le cousin du roi de France réclamait le trône.

C'est la guerre civile qui a causé les défaites de la France.

Je reviens à M. le président du conseil et je lui pose mes conditions.

J'accorde ma confiance à M. le président du conseil pour le crédit qu'il demande, parce qu'il va faire, bravement et énergiquement, vis-à-vis de ceux qui nous envient ou nous haïssent, sentiments dont je n'ai cure. Moi je n'ai ni haine ni envie pour personne. Quand on a l'honneur d'être citoyen français, on trouve qu'il n'y a pas de plus beau titre. Nous avons souffert; mais nous n'avons pas baissé la tête et, quant à moi, je ne la baisserai jamais devant personne ! Je parle à M. le président du conseil comme à un libre représentant du peuple, et je lui dis : Je veux vous suivre, mais à une condition : il faut qu'il y ait une trêve politique à l'intérieur.

Oui, nous serons tous unis pour suivre cette expédition, et même j'engagerai beaucoup de nos collègues à aller voir ce qui se passera là-bas. (On rit.) Ce n'est pas loin. (Nouveaux rires.)

Si c'était l'Angleterre qui fit cette expédition, il y aurait plus de trois cents riches et jeunes Anglais qui se rendraient à Madagascar pour suivre les événements.

M. Louis Brunet. — Ils y vont.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Ils iront, dites-vous. Il serait beaucoup plus intéressant que ce fussent des Français. Ce ne sont pas les riches qui manquent en France, seulement on les a mal élevés. On ne les habitue pas à voyager. (Très bien ! très bien !)

C'est le mot du philosophe parisien par excellence : « Encore un qui n'a pas voyagé ! » dit Gavroche, quand il voit quelqu'un faire une bêtise. (On rit.)

Je me permettrai donc d'engager ceux de mes collègues qui n'ont jamais vu la mer, — il paraît qu'il y en a, — à aller faire à ce propos sa connaissance. (Nouveaux rires.)

Mais j'espère que M. le président du conseil a l'esprit trop élevé et le cœur trop bien placé pour ne pas tenir compte de la confiance que j'ai en lui pour veiller à ce qui se passe à l'intérieur. Je voudrais ne pas être obligé de l'attaquer pendant cette expédition; je voudrais que ce fût une trêve, et pour ma part, quoi qu'il arrive, — ou bien il faudrait que les événements fussent bien graves et j'espère que le cas ne se produira pas. — je m'engage à ne jamais, en aucune circonstance, combattre que pour le succès de cette expédition. (Très bien ! très bien !)

Ce n'est pas une affaire d'argent. Mais cependant je tiens à dire que je ne suis pas de ceux qui veulent augmenter la dette. Je n'ai jamais voté une dépense sans demander une réduction correspondante. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Je suis d'une opinion absolument opposée à celle de l'orateur qui m'a précédé. Je considère comme abominable — je ne trouve pas d'autre expression — de conserver une armée de 500.000 hommes en temps de paix, alors que toute notre force est dans notre mobilisation, qui peut se faire au premier coup de sifflet, comme a fait la Suisse en 1870. (Mouvements divers.)

Oui ! vingt-quatre heures après les paroles imprudentes prononcées à cette tribune, alors que la Prusse nous donnait des explications absolument satisfaisantes, la Suisse avait 40.000 hommes organisés avec leurs vivres et leurs munitions. Pendant ce temps, le chef de l'armée, le général Herzog, avait été nommé, et il était sur la frontière franco-allemande. Eh bien, ce qu'a fait la pauvre et petite Suisse, la grande et riche France ne peut-elle pas se préparer aussi à le faire pour être en état de concentrer toutes ses forces au moment voulu et pour que tout le monde soit à son poste au premier coup de sifflet ?

Mais votre armée de 500.000 hommes en temps de paix, c'est donc contre l'intérieur qu'elle a sa destination ? Je ne saurais assez maudire ceux qui auraient cette pensée.

Il faut avoir ce qu'il faut comme police, comme gendarmerie, et c'est cela surtout ce qu'il faudra faire à Madagascar, ne l'oubliez pas, monsieur le président du conseil et monsieur le ministre de la guerre; il faudra placer des postes de gendarmes tout autour de l'île.

Oui, l'occupation française est une des plus dures et des plus désagréables

pour n'importe qui, et même pour les Français, parce que si les soldats français se battent très courageusement et s'ils sont aujourd'hui, je l'espère du moins, très bien commandés, quand ils occupent un pays, ils sont généralement désagréables, parce qu'ils ont des habitudes, que nous avons un peu tous, c'est de regarder beaucoup trop ce qui se passe dans le pays et de tâcher de profiter de tout ce qu'il y a de bon, d'agréable et d'aimable. (Hilarité.)

Les autres n'ont pas ce sentiment; ils se contentent souvent d'abuser de la nourriture et du vin. Mais, nous, ce n'est pas de cela que nous abusons. (On rit.)

Nos braves gendarmes, qui sont aussi de bons pères de famille et qui donnent souvent l'exemple de toutes les vertus, sont absolument nécessaires à Madagascar, à mon avis, à Bourbon, il n'y aurait besoin que de bons gendarmes dans chaque chef-lieu de canton (Nouveaux rires), et d'une police suffisante. Il ne me paraît pas qu'il faille autre chose pour garder l'île. C'est avec des navires de guerre qu'on défendra notre situation dans l'Océan Indien.

Donc, suivant moi, la vraie conclusion — j'espère que c'est aussi ce que demande la majorité de la Chambre — c'est de nous proposer, avant l'expédition ou en même temps, la réduction en temps de paix du service militaire à un an au moins et à deux ans au plus. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, plusieurs des orateurs qui se sont succédé à cette tribune ont demandé au Gouvernement de reprendre, de préciser les indications qu'il a données à la Chambre dans l'exposé qui a été fait devant elle il y a quelques jours déjà.

L'un d'eux, M. Jourdan, me reprochait hier d'avoir, dans cet exposé, montré une certaine froideur, et il me demandait même si c'était chez moi une question de tempérament.

Il ne m'appartient pas de le renseigner à ce sujet... (Sourires); mais ce que je puis dire, c'est que la précipitation n'est pas dans mon caractère. Je réfléchis avant de prendre un parti; et, ce parti une fois pris, je m'y tiens et je le défends avec le sentiment des responsabilités qui m'incombent. (Très bien! très bien!)

En tout cas, on n'adressera pas, j'en suis sûr, au Gouvernement, le reproche d'avoir manqué de netteté ou de sincérité. (Nouvelles marques d'approbation.)

Nous avons dit tout ce que nous savions, tout ce que nous pensions, tout ce que nous voulions, et c'est encore ce que nous allons répéter aujourd'hui, en mettant, si vous le jugez nécessaire, les points sur les i.

Cette sincérité, messieurs, on l'a reconnue; on a même laissé entendre qu'elle avait été jusqu'à l'excès.

J'ai entendu formuler, en ce sens, une critique que je finirai presque par croire fondée. Au moment où, avec la plus grande conscience, je produisais, devant la Chambre, des statistiques officielles et contrôlées, un de ses membres, M. Leydet, député des Bouches-du-Rhône, m'interrompant lorsque j'évaluais le commerce à 5 millions pour un semestre, soit 10 millions pour une année, me disait: « Comment! c'est pour un chiffre de bénéfices si restreint que vous allez à Madagascar? »

Messieurs, les statistiques que j'ai fournies à la Chambre sont des statistiques officielles, des statistiques contrôlées. Mais, en les citant, j'ai fait immédiatement certaines réserves. J'ai indiqué certains éléments permettant de compléter les chiffres et les renseignements que je donnais.

On paraît n'en avoir pas tenu compte et l'on n'a retenu que le chiffre un peu maigre, je le reconnais, que j'avais été amené à produire.

Que la Chambre me permette d'expliquer ces chiffres et de préciser quelques-unes des réserves que je faisais l'autre jour devant elle!

Incontestablement, il n'est pas entré dans ma pensée de dire que c'est à quelques centaines de mille francs de bénéfices que se borne le produit de l'activité

commerciale et industrielle qui, même à l'heure où je parle, existe à Madagascar, et le total des intérêts que nous avons à y défendre.

M. Leydet. — Voulez-vous me permettre une simple observation, monsieur le ministre ?

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Parfaitement !

M. Leydet. — Vous avez parlé de 5 millions par semestre, dont un cinquième pour la part de la France. Je vous le demande sur un million d'affaires, est-il d'usage de faire plus de 100,000 fr. de bénéfice ? (Mouvements divers.)

M. Balsan. — Ce n'est pas un compte commercial que nous faisons ici.

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Monsieur Leydet, c'est justement pour vous répondre et pour m'expliquer à ce sujet que je suis à la tribune.

Je dis donc qu'il n'est pas davantage admissible, et vous voudrez bien le reconnaître, de limiter au chiffre constaté et contrôlé officiellement dans les ports de douanes le montant total du commerce actuel de Madagascar. Comment, en effet, nous en tiendrions-nous à ces chiffres, dans un pays où le contrôle et la statistique sont aussi rudimentaires ?

J'ai parlé seulement du commerce des six ports sur lesquels s'exerce le contrôle pour le paiement de l'annuité semestrielle de l'emprunt ; mais vous savez comme moi que Madagascar a plus de 4,000 kilomètres de côtes, et personne n'a la prétention de dire que dans d'autres ports, dans d'autres rades et sur d'autres points de l'île, il n'existe pas, même avec l'extérieur, d'autre commerce que celui qui vient se faire inscrire et contrôler par la statistique dans les ports où la douane est installée ? (Très bien !)

Ne peut-on pas dire même que la population, en somme nombreuse, qui habite l'île, suffit pour donner la certitude qu'il existe un mouvement d'échanges très supérieur à celui que j'ai fait connaître ? Or, je suis sûr que nous n'exagérons en rien la population de Madagascar en l'évaluant au moins à 5 ou 6 millions d'habitants.

Je vous ai déjà dit, mais je tiens à le répéter, qu'il y a à Madagascar des centres — et dans combien de pays nouveaux en trouverait-on d'aussi considérables ? — qui vont jusqu'à près de 100,000 habitants ; je rappelle qu'il y a sur la côte et dans l'intérieur du pays un grand nombre d'agglomérations atteignant le chiffre de 10,000, 12,000, 15,000 habitants.

Messieurs, en considérant la population intérieure, et avant d'aborder les points sur lesquels notre commerce et notre industrie particulière se sont déjà développés, ne puis-je pas dire que les chiffres que je vous ai indiqués dénotent une réelle activité ? Je recevais récemment un architecte français, M. Jully, qui a été envoyé à Madagascar pour y construire la résidence, les hôpitaux et pour y effectuer certains travaux publics.

Cet architecte me disait — et vraiment j'ai le regret qu'il n'y ait pas ici quel que tableau sur lequel nous puissions faire de ces projections qui, dans les conférences, aident si souvent l'orateur — que pour élever l'édifice de la résidence on avait employé 2,000 travailleurs, qui ne s'étaient servis que des produits du pays : briques, pierres, bois, et que tout avait été construit par la main-d'œuvre locale.

Il y a donc là une activité qui n'est nullement factice, et nous ne sommes pas le moins du monde en présence de ces rochers déserts ou de ces peuplades barbares auxquels on faisait allusion dans la séance d'hier.

Cette population a le sentiment du commerce, des transactions, des affaires.

Dans une brochure publiée par M. Jully, nous trouvons également des renseignements qui méritent de passer sous les yeux de la Chambre. Autour de Tananarive, centre de cette province d'Imerina qui est la région véritablement peuplée et active de l'île, sur laquelle nous voudrions exercer une influence d'autant plus naturelle qu'elle est salubre et véritablement colonisable, autour de la capitale, il se tient, dans un rayon de quelques kilomètres, 31 marchés par semaine. 1,500, 2,000 et jusqu'à 5,000 personnes se rencontrent sur ces points connus et déterminés, suivant les jours de la semaine. A Tananarive même,

c'est jusqu'à 60,000 personnes qui se rendent régulièrement au marché du vendredi.

En un mot, il existe là les éléments incontestables d'une bonne et solide colonisation.

Plus d'un de nos compatriotes, messieurs, a su déjà en profiter ; car, outre les intérêts indigènes que je viens de signaler, il y a des intérêts français sur lesquels je veux aussi donner quelques renseignements à la Chambre.

Plusieurs de nos compatriotes, dont les noms sont au moins parvenus jusqu'à vous, sont allés fonder dans la grande île africaine des industries importantes.

Rappellerai-je M. Laborde qui avait créé de vastes établissements métallurgiques à Mantasoa, et y avait fait des bénéfices tellement sérieux que le règlement de l'héritage laissé par lui à sa mort a été en partie l'objet des difficultés survenues en 1884 et 1885 ? Il occupait 10,000 ouvriers, ce qui indique, soit dit en passant, que la main-d'œuvre est facile à recruter à Madagascar.

M. Guimard, un autre de nos compatriotes, récemment décédé à Paris, a dirigé, pendant plusieurs années, une importante exploitation de cuivre à Ambatofanghana, qu'il n'a abandonnée qu'en raison de la situation précaire de l'île. Tout le monde connaît le nom de M. Suberbie, un autre Français installé à Madagascar ; Suberbie-ville est un centre d'exploitation de mines d'or, fondé il y a huit ans, près de Mavétanane. Sur ce point, qui était désert à cette époque, s'élèvent maintenant une ville de 7,000 habitants, de vastes établissements que dirigeant 150 Européens ; et cette entreprise a prospéré longtemps, malgré les difficultés incessantes que le Gouvernement hova a opposées à son développement.

Dans un autre ordre d'idées, d'importantes plantations ont été déjà créées par des Français et procurent de sérieux bénéfices à ceux qui les exploitent.

Je ne citerai ici que M. Rigault qui, à quelques heures de Tananarive, a fait une plantation de café de plus de 300,000 pieds et qui s'étend sur 325 hectares.

Pendant les six dernières années, malgré toutes les causes d'incertitude qui régnaient sur l'avenir de Madagascar, on a planté, aux environs de Tamatave, de Tanimandry et Andevorante, près de 150,000 pieds de cacaoyers, et aux environs de Vatomandry, plus de 200,000 pieds de vanille. Enfin, vous n'ignorez pas, messieurs, que, depuis un temps très récent, — ceci remonte à une année à peine, — il s'est développé dans le sud de l'île, aux environs de Fort-Dauphin, un commerce, celui du caoutchouc, — et vous savez quel avenir est réservé à ce commerce. Il est en pleine prospérité, malgré l'interdiction du Gouvernement hova, et il occupe une nombreuse population de travailleurs. (Très bien ! très bien !)

Ces détails, j'aurais pu vous les donner précédemment si je n'avais craint d'allonger encore un exposé déjà trop long et dans lequel j'avais d'autres questions à traiter. Si donc, j'ai exagéré quelque chose sur ce point, c'est seulement la réserve. (Applaudissements.)

Mais, messieurs, n'y a-t-il pas d'autres motifs qui nous obligent à envisager dans toute son ampleur cette question de Madagascar ?

Vraiment, il ne s'agit pas seulement d'apporter ici des statistiques (Très bien ! très bien !), soit qu'elles s'appliquent au présent, soit qu'elles escomptent l'avenir qui peut se développer devant nous. (Très bien ! très bien !)

Il y a, messieurs, d'autres raisons plus sérieuses, plus graves, qui doivent attirer votre attention, et vous décider à voter résolument les crédits que le Gouvernement vous demande. Ces raisons, elles ont déjà déterminé, et à plusieurs reprises, non seulement les Gouvernements, mais aussi les Chambres, qui se sont succédé dans cette enceinte. (Très bien ! très bien !)

Depuis dix ans, incessamment, dans toutes les circonstances où le Gouvernement a eu une résolution à prendre, dans toutes les circonstances où le Parlement a eu à émettre un vote, ils l'ont fait dans le même sens, c'est-à-dire dans

le sens de l'établissement, du maintien et du développement du protectorat de la France sur l'île de Madagascar. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, il est bien évident, dès maintenant, qu'il n'y a plus, devant vous, que deux solutions entre lesquelles vous êtes appelés à vous décider. J'indiquais, l'autre jour, une troisième solution sur laquelle le Gouvernement n'avait pas hésité, qu'il avait rejetée, et en elle-même et dans ses conséquences : c'est la solution ayant pour objet l'abandon et l'évacuation totale de l'île. Eh bien ! je crois avoir aujourd'hui le droit de constater — car pas un orateur n'a soutenu cette thèse — qu'il n'y a pas dans le Parlement un député qui préconise l'abandon et l'évacuation totale. (Applaudissements.)

Cette solution écartée, il reste, ou bien celle que présente le Gouvernement, c'est-à-dire le maintien, le développement du protectorat dans l'île de Madagascar, ou bien celle qui est contenue dans l'amendement signé par M. de Montfort et M. Boucher.

M. Henry Boucher (Vosges). — Je n'ai pas signé l'amendement de M. de Montfort.

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Je vous demande pardon !

Cette seconde solution, elle se résume dans une formule bien simple : l'occupation de certains ports de l'île.

En dehors de ces deux partis à prendre, je ne crois pas qu'il y en ait d'autres. (C'est cela ! — Très bien !)

Or, je dis que la politique du maintien du protectorat dans l'île de Madagascar est celle qui a été résolument adoptée par les Chambres, non pas une fois, mais toutes les fois qu'elles ont eu à se prononcer sur la question. (Nouvelles marques d'approbation.)

Vous me permettez, messieurs, de rappeler que l'origine de cette question remonte à 1885.

A cette époque, le Gouvernement qui, lui aussi, avait accepté, avec un patriotisme et un dévouement auxquels je tiens à rendre hommage, la tâche de résoudre des difficultés qu'il n'avait pas créées, le Gouvernement d'alors, qui allait conclure bientôt le traité de 1885, demandait à la Chambre un crédit de 12 millions pour soutenir l'effort de nos flottes et de notre corps expéditionnaire à Madagascar, et formulait, dans des termes auxquels je n'ai rien à changer encore aujourd'hui, ce qui était, dès cette époque, ce qui est resté depuis, la politique de la France dans cette question.

C'était M. Brisson qui occupait la présidence du Conseil, et il s'exprimait en ces termes devant le Parlement :

« Il y a, disait-il, au fond de ces questions, autre chose que des questions d'intérêt, autre chose que ces statistiques que l'on se jette si volontiers à la tête. (Très bien ! très bien !)

« Ah ! si vous voulez que je vous le dise, depuis quinze ans que je suis dans les Parlements, une des illusions que j'ai perdues, c'est l'illusion des statistiques, car j'ai toujours vu, dans toutes les questions spéciales, les spécialistes, et je dirai les plus éminents, se jeter, sans pouvoir s'entendre, les chiffres à la tête, et l'ensemble du Parlement être obligé de trancher les questions par des motifs de bon sens bien plus que par des raisons tirées d'additions, de soustractions et de multiplications. » (Applaudissements.)

Il y a donc au delà de ces questions de chiffres, de commerce et de statistique, que je ne néglige pas, mais qu'il est si difficile d'apprécier et de prévoir de loin, il y a, pour un peuple, des questions de puissance et d'honneur. (C'est cela ! — Très bien ! à gauche.) C'est sur ce terrain que nous nous sommes placés dès le début de notre ministère. Et, en vérité, si nous avions voulu faire autre chose, est-ce que nous aurions trouvé dans cette Chambre, quelqu'un pour soutenir une politique d'abandon ? (Applaudissements.)

« Eh bien, nous ne sommes ni pour la politique d'abandon, ni pour la politique d'aventures, ni pour la politique de conquêtes ; nous sommes pour la politique de conservation du patrimoine national. (Vifs applaudissements.)

« Nous sommes arrivés à un moment donné de l'histoire, mais qui ne laisse

pas à un Gouvernement le choix sur la façon de comprendre le devoir patriotique. (Très bien ! très bien !) Nous vous avons dit, le premier jour, comment nous l'avons compris ; nous le répétons aujourd'hui.

« C'est dans cette pensée que nous vous sollicitons de voter les crédits de Madagascar. »

La politique que traçait si éloquemment M. Brisson, c'était celle du protectorat, et vous y applaudissiez déjà en 1885.

Cette politique, c'est celle que vous avez toujours suivie depuis lors. En 1885, les deux systèmes s'offraient à vous comme aujourd'hui ; en 1885, les mêmes critiques et les mêmes incertitudes que vous rencontrez devant vous se produisaient dans le Parlement. On proposait, comme aujourd'hui, d'occuper seulement le nord de l'île et certains ports qui, d'ailleurs, étaient entre nos mains. Or, cette politique a été rejetée dès cette époque, parce qu'on s'est rendu compte qu'il était impossible de se maintenir utilement sur des points particuliers de la côte et qu'il fallait avoir toute l'île ou rien.

A l'extrême gauche. — Pourquoi ?

M. le Ministre. — Je n'ai pas à revenir sur les raisons qui ont déterminé alors le Gouvernement et le Parlement, mais je dis que la politique de 1885, c'était celle du protectorat sur l'île tout entière. Cela est si vrai que le traité de 1885 a étendu les pouvoirs de la Reine sous la condition que notre résident général présidât aux relations extérieures de son Gouvernement. (Très bien ! très bien !)

C'était donc bien la politique de la localisation de l'action française qui était écartée, tandis que la politique de l'extension de cette action à l'île tout entière était acceptée par le Parlement qui a voté le traité de 1885. (Très bien ! très bien !)

Un membre. — Cela a été la grande faute !

M. le Ministre. — Les Chambres et les Gouvernements qui se sont succédé depuis lors ont toujours soutenu cette politique avec un esprit de suite qui est tout à leur honneur.

Je vous ai entretenus déjà de cette conférence de Bruxelles au cours de laquelle les puissances étrangères, s'adressant au Gouvernement français, lui ont dit : « Prenez-vous la responsabilité de défendre le trafic des armes dans toute l'île de Madagascar ? » Et le Gouvernement a répondu : « Oui ! » Et vos prédécesseurs ont ratifié les décisions de la conférence de 1890.

Un peu plus tard, alors que le traité qui vous liait avec d'autres puissances en ce qui concernait le sultanat de Zanzibar fut mis en discussion, qu'avons-nous demandé aux puissances avec lesquelles nous avons eu à négocier et qui toutes avaient déjà adhéré, au moins tacitement, au traité de 1885 ? Nous sommes-nous bornés à leur demander une formule d'adhésion plus explicite ?

Non, messieurs. Le Gouvernement d'alors, sûr de l'approbation de la Chambre, je dirai même poussé par les indications du Parlement, eut la sagesse d'en réclamer une bien plus précise, bien plus avantageuse, celle du « protectorat avec toutes ses conséquences ». Et c'est bien cette conception qui, encore une fois, domine tout ce débat. (Applaudissements sur divers bancs.)

Cette politique, messieurs, vous l'avez soutenue, ratifiée par vos votes successifs. Vous avez voté vous-mêmes, sur la proposition du Gouvernement mais aussi à la demande d'un grand nombre de vos collègues, l'établissement d'un régime judiciaire à Madagascar. Or, est-ce pour se borner à l'occupation des côtes que vous envoyez des juges là-bas ? (Nouveaux applaudissements au centre.)

Non ! à coup sûr. Or, chaque fois que l'occasion s'est présentée, vous avez invité le Gouvernement à poursuivre le développement de cette organisation judiciaire demandée par nos nationaux et même par les étrangers résidant dans l'île. Car tout le monde s'inclinerait volontiers devant notre influence si, une fois pour toutes, elle avait obtenu de vous les moyens de se faire respecter. (Applaudissements au centre et à gauche.)

Et quand, chaque année, vous inscrivez à votre budget 100,000 fr. pour le

développement de la colonisation à Madagascar, est-ce donc encore de la politique d'encadrement que vous entendez faire? (Très bien ! très bien !)

Ce principe de la colonisation de l'île est inscrit à nos budgets depuis 1891 ; le crédit a toujours été voté sans aucune discussion. Il tend à développer l'établissement dans l'intérieur des industries et d'un commerce auxquels nous devons en même temps assurer une protection efficace.

Sur ce point encore, vous êtes restés fidèles à l'esprit qui a dicté le traité de 1885.

Et c'est ce qui me permet de dire, puisque l'on a, à diverses reprises, rappelé l'ordre du jour que la Chambre a voté au mois de février dernier, sur la proposition de M. Brunet — et dont M. Lebon signalait avec raison tout à l'heure les termes et la portée — c'est ce qui me permet de dire, à l'honneur du Parlement, que lorsque cet ordre du jour a été voté, cela n'a pas été un coup de surprise, un acte isolé et je ne sais quel entraînement soudain. C'était tout autre chose, messieurs ; c'était le dernier terme d'une évolution qui a débuté il y a dix ans et qui est restée conforme à elle-même jusque dans l'ordre du jour qui assignait au Gouvernement la haute mission de défendre les intérêts et l'honneur de la France ainsi que la sécurité des citoyens français à Madagascar. (Vifs applaudissements.)

Encore une fois, c'est le même système que le Gouvernement, après y avoir mûrement réfléchi, vous demande de suivre encore aujourd'hui.

Messieurs, vous permettrez à celui qui est à cette tribune de se souvenir que la première fois qu'il a eu l'occasion d'y parler comme ministre des affaires étrangères sur une question peut-être plus délicate que celle-ci, offrant peut-être plus de difficultés réelles en raison des distances et des intérêts engagés, il a eu l'honneur et la satisfaction de sentir derrière lui l'unanimité de la Chambre et du pays, et cela n'a pas pu être au règlement de la question qui se posait à cette époque. (Applaudissements répétés au centre et à gauche.)

J'avoue, messieurs, que j'ai un moment eu l'espoir que, sur cette question de Madagascar où je le répète, depuis si longtemps, l'accord s'était fait entre le Gouvernement et les Chambres, nous retrouverions quelque chose de ce sentiment unanime — malgré les sacrifices plus importants, je le reconnais qu'on vous demande — qui, quel que soit le titulaire du portefeuille des Affaires étrangères, fait sa force au dehors et lui permet de défendre dignement les intérêts du pays. (Nouveaux applaudissements au centre et à gauche.)

S'il n'en est pas ainsi, messieurs, permettez-moi du moins d'attirer votre attention sur une considération dont la gravité ne vous échappera pas : au cas où, — par un vote de surprise auquel je ne veux pas croire et qui me paraît dès maintenant impossible, — une politique que la France a poursuivie et maintenue depuis si longtemps viendrait à être abandonnée, alors, messieurs, quelle serait la situation faite à celui qui me remplacerait au Ministère des Affaires étrangères? (Applaudissements prolongés sur un grand nombre de bancs.)

On a évoqué d'autres préoccupations, d'autres soucis se rattachant à la politique générale ; croyez-vous que ces préoccupations et ces soucis soient éloignés de l'esprit des hommes dont le devoir est d'y penser sans cesse ? On a dit que d'autres questions étaient nées, qu'elles pouvaient prendre, à un moment donné, un développement tel qu'il ne serait pas trop de toutes nos ressources et de toute notre énergie pour réclamer, dans leur solution, la juste part à laquelle nous avons droit. Pensez-vous donc, messieurs, qu'un recul sur une question posée dans les termes où la question de Madagascar se pose devant vous, nous donnerait la force nécessaire pour résoudre les autres difficultés? (Vifs applaudissements au centre et à gauche.)

C'est avec raison qu'on a parlé de politique générale, mais peut-être n'a-t-on pas assez insisté sur la politique locale à Madagascar.

Vraiment, c'est un peu trop restreindre le débat que le borner aux seules questions d'intérêt commercial.

D'autres intérêts, de l'ordre le plus élevé, sont engagés à Madagascar, et je

croyais les avoir suffisamment indiqués en rappelant les faits graves qui s'y sont passés : les pillages, les vols et même les attentats dont nos nationaux ont été victimes.

Il est vraiment étrange que des faits semblables aient été en quelque sorte passés sous silence par les orateurs qui ont pris part à ce débat. Il y a des nations, messieurs, qui, lorsqu'on a touché à un cheveu de la tête de leurs concitoyens, savent toujours et partout les défendre. (Vifs applaudissements.)

Parfois, on a incriminé certaines lenteurs, la prudence excessive de notre diplomatie. On lui a reproché de manquer d'énergie et on lui a cité souvent en exemple la conduite des puissances voisines.

Et vous parlez, à Madagascar, de vous confiner sur les côtes ? Croyez-vous que vous ayez ainsi vengé le sang versé de nos nationaux ? (Applaudissements.)

Un membre à l'extrême gauche. — Et à Saint-Domingue ?

M. le Ministre. — Je vous répondrai, quand vous voudrez, sur ce point et de façon à vous satisfaire ; mais vous reconnaîtrez que Saint-Domingue ne doit pas faire oublier Madagascar. (Très bien ! très bien !)

Je répète que la question locale n'a pas été suffisamment exposée ici.

On dit que nous n'avons pas d'intérêts dans ces pays lointains ; on dit que nous ne savons pas installer des colons dans les contrées à la domination desquelles nous aspirons. Voilà le grand reproche qu'on nous adresse. Or, voici ce que m'apporte un des derniers courriers venus de Madagascar.

C'est la requête adressée au Président de la République et au Parlement par la colonie de Tamatave. Elle se résume en quelques mots : « Nous sommes venus ici sur la foi des traités, confiants en la protection que vous nous avez promise. (Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.) La vie nous est rendue insupportable. Nous implorons le secours de la mère patrie. »

Ce sont des Français qui parlent ainsi, messieurs. Ils forment une colonie importante. Leur plainte qui vient vers vous de si loin ne mérite-t-elle pas votre attention, et n'ont-ils pas droit à cette protection que vous leur avez promise ? (Approbation sur un grand nombre de bancs.)

Il y a aussi des étrangers à qui vous avez promis cette protection ; or, messieurs, si vous suivez la politique qui se confinerait à l'occupation des côtes, croyez-vous que vous aurez mis fin aux attentats et à l'insécurité régnant dans l'intérieur de l'île ? Et si vous vous dérobez à la responsabilité que vous avez assumée par des engagements solennels, croyez-vous que les autres puissances abandonneront leurs nationaux ? Et croyez-vous que leur action et leur influence ne se substitueront pas rapidement à la vôtre ? (Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche et à droite.)

Oui, messieurs, à quelque point de vue qu'on se place, soit local, soit général, c'est l'honneur même et la force morale de votre politique extérieure qui sont en jeu.

C'est pourquoi il faut savoir si oui ou non vous soutiendrez aujourd'hui et avec la plus grande majorité possible la politique que vous n'avez cessé d'affirmer depuis dix ans : la politique du protectorat. (Très bien ! très bien !)

Quant à l'autre politique qu'on vous conseille, il appartient à certains de mes collègues de vous dire les difficultés qu'elle pourra rencontrer ; M. le ministre de la marine vous dira s'il peut maintenir, sur 4,000 kilomètres de côtes, une escadre tournante pour empêcher le contact avec l'étranger. Il vous dira si nous pouvons trouver un abri dans ces rades foraines, ouvertes à tous les vents ; il vous dira quels sont les frais d'une expédition permanente ; car, permettez-moi de reprendre ici la formule que je prononçais il y a quelques jours à cette tribune : « L'occupation des ports, ce n'est pas l'expédition tout de suite, c'est l'expédition toujours » (Très bien ! très bien !)

On a parlé aussi des frais qu'entraînera l'application de ce système ; on en a fait le décompte. On vous demandera s'il vous conviendra, à l'avenir, de porter à vos budgets, tous les ans, des sommes considérables dont l'inscription sera comme le témoignage constant de votre défaillance. (Applaudissements.)

Pour moi, je vous mets en présence de cette politique et je vous demande de dire où elle tend. Je n'ai vu jusqu'ici qu'un seul de ceux qui l'ont soutenue expliquer en même temps quelle était son issue inévitable. C'est M. le vicomte de Montfort. Il a dit, — fort justement interrompu par M. le Hérissé : — « Nous verrons, nous attendrons, et si, au bout de quelque temps, nous croyons qu'il faut faire l'expédition, eh bien ! nous la ferons. »

M. le vicomte de Montfort. — Permettez-moi un mot, monsieur le Ministre. J'ai dit, et je n'en retire rien, qu'après la grande opération militaire de la conquête, vous seriez fatalement obligés, dans tous les cas, de vous constituer solidement à la côte, comme base de vos opérations ultérieures.

J'ai dit que c'était cela, cela seulement, qu'il fallait faire tout de suite, et c'est là précisément ce que je propose.

J'ai dit que peut-être cela pourrait suffire pour amener les Hovas à céder ; j'ai ajouté que, s'il en était autrement, si l'effort suprême devenait indispensable, alors, je pourrais m'y résoudre. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le Ministre. — Soit ! Je reprends l'expression de M. de Montfort : « Si cette démonstration ne suffit pas, on fera un effort décisif. » Eh bien ! cet effort, c'est l'expédition encore, mais dans des conditions beaucoup plus mauvaises, contre des adversaires qui auront eu le temps nécessaire pour s'organiser ; et alors vous aurez affaibli votre propre action par un long séjour dans les territoires insalubres des côtes ; et ce commerce, sur lequel vous demandez des statistiques si complètes, vous l'aurez détruit pour les Européens, sans atteindre même les ressources des habitants de l'intérieur.

M. Jourde. — C'est nous qui serons bloqués par les Hovas et par la fièvre.

M. le Ministre. — Messieurs, vous êtes donc en présence de ces deux systèmes ; vous choisirez entre l'un et l'autre. Quant au Gouvernement, comme je l'ai dit déjà, son choix est fait. Héritier de responsabilités nées d'un passé qui n'appartient à personne, mais qui est le patrimoine de tous, il a su prendre ses résolutions ; il vous les a fait connaître avec sincérité, avec précision ; il s'est rallié avec sang-froid à un système qui assurément impose au pays des sacrifices, mais qui lui assure des résultats qui se développeront indéfiniment dans l'avenir. Je demande à la Chambre de voter les crédits nécessaires pour qu'à Tananarive on respecte enfin ce protectorat dont le principe a été l'idée maîtresse et l'essence de toute notre politique à Madagascar depuis des années.

En vous proposant de voter ces crédits, il vous demande de rester fidèles aux engagements que vous avez pris devant le pays et devant l'Europe, en un mot, messieurs, de mettre vos actes à la hauteur de vos propres manifestations. (Applaudissements prolongés sur un grand nombre de bancs.)

M. le président. — La parole est à M. Julien Dumas.

M. Julien Dumas. — Je conviens, messieurs, qu'il est nécessaire, dans le débat qui sollicite depuis deux jours l'attention du Parlement, de faire violence à certains sentiments généreux et nobles d'un grand nombre de mes collègues, que tous mes collègues partagent avec moi, pour venir émettre quelques doutes, quelques hésitations et quelques réflexions quand il s'agit de quelque chose qui touche d'une façon si intime à l'honneur de notre pays. Ce sont ces doutes, ce sont ces hésitations et ces réflexions que je vous demande la permission d'exposer, en vous soumettant les raisons qui ne me permettent pas de penser qu'il soit possible de sacrifier, pour le résultat qu'on vous indique, 15,000 hommes et 65 millions.

Ce sentiment messieurs, j'ai l'intention de l'exposer dans le désordre même où les arguments ont pu surgir dans mon esprit, au fur et à mesure qu'ils se développaient à cette tribune.

On demande au Parlement français de voter 65 millions et d'envoyer immédiatement, ou dans quelques mois, 15,000 hommes à Madagascar, pour défendre des droits séculaires, des droits qui auraient été consacrés par le

traité de 1885, et assurer, ce me semble, les intérêts de notre pays dans cette contrée lointaine; et enfin pour nous placer vis à-vis de l'Europe dans une situation qui soit conciliable avec l'honneur de notre drapeau.

On nous demande d'aller défendre des droits séculaires, et c'est bien ainsi que je veux l'entendre. Vous me permettrez, à cet égard, de ne pas m'arrêter à ce traité de 1885, dont il a été fait état depuis le commencement de cette discussion. Ce traité a déjà été caractérisé dans le discours que M. Brunet a fait entendre dans la séance du 22 janvier 1894, au commencement de cette législatrice.

L'honorable M. Brunet, qui est cependant un partisan convaincu des crédits que l'on vous demande de voter, a caractérisé ce traité, la légèreté avec laquelle il a été consenti, la lettre interprétative qui l'a accompagné, dans des termes qui me dispensent d'y revenir. Et lorsque l'honorable M. André Lebon en parlait tout à l'heure à cette tribune, ne nous disait-il pas que ce traité avait été « bâclé » ? — J'ai retenu son expression. C'est pour cela que, si je m'explique au point de vue des droits sur lesquels les orateurs qui se sont succédé dans le sens du Gouvernement appellent notre attention, c'est que je ne veux pas les faire découler de ce traité de 1885, mais que je désire me retourner, dans la circonstance, vers ces droits séculaires que tant de sacrifices qui ont été faits autrefois dans l'île de Madagascar nous imposent aujourd'hui le devoir de faire respecter.

Puisqu'il s'agit des droits que nous avons à faire valoir, nous avons d'abord à nous préoccuper de ce que ces droits pourront engendrer pour nous, puis de la situation que nous prendrons dans l'île de Madagascar.

Désirez-vous en faire décidément une colonie française? Désirez-vous y établir votre protectorat? Considérez-vous, au contraire, cette île comme un point géographique et stratégique qui commande l'océan Indien sur lequel il est absolument nécessaire que vous vous établissiez? Si ce sont des droits que vous voulez défendre et consacrer, envisagez vous l'exercice de ces droits comme le protectorat dont on vous parlait tout à l'heure? Après avoir pénétré dans cette colonie, chercherez-vous à y introduire l'influence française et à faire l'assimilation? La considérerez-vous, au contraire, comme un point stratégique et géographique de l'océan Indien et qu'il est absolument impossible d'abandonner sous peine de mettre en péril des intérêts sur lesquels on s'est assez étendu pour que je n'aie pas besoin de les rappeler ici?

Je crois qu'au point de vue colonial l'opinion de la Chambre est faite, quelque puissance qu'aient empruntée à sa parole les arguments que faisait valoir tout à l'heure M. le ministre des affaires étrangères. Et si, lorsque les urnes passeront devant vous, les bulletins consacrant la politique du Gouvernement y tombent en grand nombre, c'est surtout parce que vous pensez que l'amour-propre national est engagé et qu'au point de vue de notre situation dans le monde il y a quelque chose qui domine la situation coloniale.

M. Alphonse Humbert. — C'est surtout l'amour-propre!

M. Paul Doumer. — Nous sommes solidaires, même des fautes commises.

M. Julien Dumas. — La solidarité des fautes commises! dites-vous. Eh bien, messieurs, il y a quelquefois plus de grandeur à les reconnaître pour n'y point retomber, qu'à les renouveler.

Si c'est une question coloniale, messieurs, je le demande à vous tous, laissez pour un instant de côté le point de vue patriotique et chauvin. (Très bien! très bien! à l'extrême gauche. — Rumeurs sur d'autres bancs.)

Nous y reviendrons tout à l'heure.

À ce point de vue, selon mon cœur et ma conscience, j'estime qu'il n'y a entre nous quoi que ce soit qui nous divise. Ce qui nous divise, c'est la question de savoir si la sagesse ne consiste pas à envisager séparément la question de l'amour-propre et celle de l'intérêt, alors que l'amour-propre d'un peuple et l'intérêt bien compris de ce même peuple ne sont pas d'accord au point de vue colonial. Est-ce qu'au fond de vos consciences, votre opinion n'est pas éclairée? Ne sentez-vous pas qu'il y a là la pire des aventures colo-

niales à laquelle on nous ait conviés depuis bien longtemps? Ne sentez-vous pas que pour arriver à ce plateau central, à cet eldorado d'où les richesses doivent se répandre sur vous, sur les peuples avec lesquels nous avons des relations commerciales, il nous faudrait traverser tous les dangers?

Ne sentez-vous pas que lorsque vous aurez occupé, au prix de quels sacrifices et de quelles difficultés, ce plateau central, il vous faudra revenir alors sur ces côtes, et que vous aurez dépensé, pour une expédition inutile, ce que vous pourriez mieux employer, dès à présent, à sauvegarder les ports par lesquels vous écoulerez les richesses commerciales?

Au point de vue commercial, je m'en réfère aux indications qui nous ont été fournies par M. le ministre des affaires étrangères; je n'aperçois pas que les sacrifices demandés à la France soient d'accord avec les intérêts que présente cette entreprise. M. le ministre des affaires étrangères, revenant tout à l'heure sur les explications qu'il avait données à cette tribune, à une autre séance, au moment du dépôt de la demande de crédits, s'est étendu sur les établissements qui avaient été fondés par les Français dans l'île.

Il me permettra de m'en référer aux renseignements qu'il avait précédemment donnés, lorsqu'il indiquait qu'il y avait un commerce qui, par l'exportation et l'importation, pouvait se chiffrer par une somme de 5 millions dans un semestre.

Je prends ce chiffre comme exact; j'admets que vous arriviez à un total de 10 millions; je vous laisse à vous-mêmes le soin de calculer quels sont les bénéfices qui pourraient résulter, à supposer que vous puissiez étendre la main sur toutes les douanes, d'un trafic qui se chiffrerait par 10 millions. Placez ce résultat en face de la somme des crédits qu'on vous demande. On vous propose d'engager, comme entrée de jeu, dans cette aventure, une somme de 65 millions qui ne pourrait, dans tous les cas, produire que les intérêts bénéficiaires de la somme globale du commerce annuel.

M. Chautemps, rapporteur. — Mais non; ce n'est pas ainsi qu'on raisonne!

M. Julien Dumas. — Monsieur Chautemps, vous raisonnerez comme il vous conviendra, mais vous me permettrez d'être plus modeste et de raisonner comme j'ai la force de le faire. (Très bien! très bien! sur divers banes à l'extrême gauche et à droite.)

S'il ne s'agissait que de 65 millions! Mais je suppose — et je prends pour vraies toutes les évaluations qui ont été apportées ici, soit dans le devis pour ainsi dire de l'expédition, soit dans les notes qui ont pu être fournies par le ministère de la guerre, par le ministère de la marine, et relatives soit au service des subsistances, soit aux transports et à tout ce que comprend le projet du Gouvernement — je suppose que c'est en ces six mois, car c'est ce temps que l'on vous demande pour aller à Tananarive, que ces 65 millions doivent être employés.

On nous demande 65 millions pour arriver à Tananarive, et M. le président du conseil, évidemment pénétré d'un esprit nouveau colonial, s'exprimant devant le bureau qui l'a entendu, déclarait d'une façon formelle qu'il n'était point partisan de la politique des petits paquets; et alors il justifiait cette prétention devant laquelle je m'incline, en disant que d'un seul coup, et pour arriver à un résultat définitif, il fallait dépenser 65 millions.

M. Paul Vigné. — C'est la politique des gros paquets.

M. Julien Dumas. — Mais ceci c'est l'effort primitif, c'est seulement pour arriver à occuper Tananarive, et encore je pourrais discuter vos estimations.

Je pourrais les discuter au point de vue des transports, au point de vue des accords avec les Messageries maritimes, au point de vue des chevaux; je pourrais le discuter au point de vue des mulets, car on vous parle déjà d'acquisitions de mulets en Espagne quand les mulets qui sont à Bourbon pourront peut-être suffire. Je pourrais les discuter au point de vue de l'entretien des chevaux, car il s'agit d'escadrons de cavalerie que l'on enverra cheu-

cher dans les parages de Madagascar. On pourrait discuter tous ces chiffres, mais enfin je les prends pour exacts.

Ces 65 millions, c'est pour arriver à Tananarive; mais quand vous y serez, les petits paquets commenceront.

M. Paul Vigné. — Les gros paquets.

M. Julien Dumas. — C'est alors qu'à M. le président du conseil viendra nous dire : Cette politique des gros paquets était possible à la première affaire; et maintenant qu'il faut organiser, nous en adoptons une autre.

M. Paul Vigné. — C'est ce qui est arrivé pour le Dahomey, pour le Soudan français.

M. Julien Dumas. — Je ne suis pas un colonial...

M. Louis Brunet. — Cela se voit!

M. Julien Dumas. — Il me suffit, et c'est ma seule ambition, à moi qui n'ai guère quitté la France, — et laissez-moi vous dire que beaucoup de coloniaux sont peut-être dans le même cas (Rires), — i me suffit d'avoir du bon sens, d'être pénétré de l'amour de notre pays, sans prétendre à l'honneur d'être qualifié de Richelieu devant le Parlement français.

Je disais donc qu'une fois arrivés à Tananarive, 65 millions seraient dépensés.

Voix à gauche. — Et au delà!

M. Julien Dumas. — Et au delà, c'est possible; mais j'admets qu'il ne faille pas aller au delà. Vous viendrez nous dire : Il nous faut des communications, il nous faut revenir à la côte, il nous faut des cordons de troupes, des postes avancés, car nous ne voulons pas admettre que les Hovas puissent faire des mouvements tournants quand nous serons établis dans cet eldorado du plateau central : nous devons établir des communications avec la côte et la métropole.

Je ne veux pas être prophète, mais permettez-moi, monsieur le président du conseil, de vous dire qu'à la séance du 23 novembre, j'aurai peut-être prédit un événement que vous viendrez reconnaître vous-même à la place que j'occupe ici. (Très bien! très bien!)

Ce jour-là, je ne passerai peut-être pas encore pour un colonial, mais je passerai du moins pour avoir dit devant le Parlement, comme c'est mon devoir, parce que je représente ici des gens qui pensent comme moi, quelque chose de vrai que j'avais dans le cœur, et que j'avais aussi le devoir d'exprimer. (Très bien! très bien!)

C'est à ce moment que les sacrifices commenceront, et nous nous trouverons jetés encore une fois dans l'évolution sans bornes de ce courant colonial auquel l'honorable M. Jamais, dans cette déclaration que rappelait hier au début de ses observations notre honorable collègue, M. Vigné d'Octon, posait comme le principe définitif auquel vous sembliez vous être arrêtés : Nous avons assez colonisé assez fait de conquêtes. Maintenant que nous sommes établis, l'essor colonial, le mérite colonial, la vertu coloniale de la France vont s'exercer.

Eh bien! les avez-vous exercés, et comment? Avez-vous fait une armée coloniale, cet instrument indispensable à la sauvegarde de vos conquêtes? (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Vous avez envoyé des fonctionnaires, des inspecteurs de la navigation, des contrôleurs des affaires indigènes, des sous-secrétaires de ceci, des sous-secrétaires de cela. Vous avez peuplé ces colonies de fonctionnaires qui ne trouvaient pas leur place dans la métropole, que parfois repousse la métropole. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Paul Vigné. — Nous avons dans les colonies cent fois plus de fonctionnaires que les Anglais!

M. Lagnel. — M. Le Myre de Vilers disait que dans les colonies il y avait 1,200 fonctionnaires sur 1,500 Français.

M. Julien Dumas. — M. le ministre des colonies, répondant à une observation qui lui était faite au point de vue de l'augmentation du budget colo-

nial, ne vous disait-il pas que ce budget colonial avait subi une augmentation considérable par suite de l'application de la loi sur la relégation ? Il me semble, quand je parcours le *Journal officiel* et que j'y lis les noms de certains résidents français que vous envoyez dans ces colonies lointaines et qui s'y trouvent aux prises avec les résidents et les consuls de l'Angleterre qui portent avec eux le génie colonisateur de leur nation, que c'est pour ainsi dire de la transportation administrative que vous faites.

Tant que vous n'aurez pas établi cette puissance coloniale qui est la raison d'être des sacrifices qu'on vous demande, vous me permettrez d'avoir quelque méfiance et de ne pas voter d'enthousiasme des millions et des hommes pour parcourir la première étape de cette voie ténébreuse que vous ouvrez devant nous.

Oh ! je le sais bien, on dit qu'au point de vue des finances nous avons une caisse spéciale, la Caisse des dépôts et consignations, la caisse d'épargne des paysans français. (Rumeurs à gauche et au centre.)

Mais je suppose que lorsque vous aurez fait un trou dans cette Caisse des dépôts et consignations, il faudra bien que vous le combliez (Applaudissements à l'extrême gauche), et que ce jeu des virements financiers des caisses, qu'on avait autrefois tant critiqué et d'où on semblait être revenu, n'est qu'un expédient pour masquer la réalité des choses.

Chaque fois que vous prenez de l'argent, vous n'avez qu'un seul moyen de le remplacer, c'est l'impôt. Eh bien ! en présence des sacrifices que vous faites, dites-nous : il faut 200 millions pour aller à Madagascar (Interruptions) ; dites-nous, comme disait naguère un de nos amiraux : Il faut 200 millions et 30 000 hommes, car vous voyez comme les appréciations varient suivant les hommes qui se succèdent sur ces bancs, et Dieu sait s'ils se succèdent rapidement. Mettez en regard de ces sacrifices l'impôt qui doit y subvenir, et alors nous aurons une discussion loyale, nette, franche et absolue. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Mais lorsque vous venez nous dire : On ne demandera pas d'argent, on en prendra seulement dans la Caisse des dépôts et consignations, de sorte que le pays ne s'en apercevra pas, et quant aux hommes, on les prendra en dehors de l'armée véritable, dans des contingents spéciaux, en dehors de cette force de mobilisation qui restera intacte, je dis que vous présentez au pays un prisme trompeur et que vous ne lui faites pas sentir, en les lui demandant, l'étendue des sacrifices que vous réclamez de lui.

Messieurs, en relisant le discours que prononçait, il y a quelques jours, M. le ministre des affaires étrangères, j'y voyais — qu'il me permette de le lui dire — quelque chose comme une contradiction. Il y a, disait-il, 20,000 étrangers dans l'île de Madagascar.

Au point de vue de la nationalité française, je crois que je suis près de la vérité en vous disant qu'il y a 150 à 200 Français dans l'île...

M. Louis Brunet. — C'est une erreur absolue.

A l'extrême gauche. — Combien y en a-t-il ?

M. Louis Brunet. — De Tananarive seulement il en est parti 300 !

M. Julien Dumas. — Il y a sept Français à Majunga...

M. Balsan. — Vous plaignez-vous qu'il y ait des étrangers à Madagascar ?

M. Julien Dumas. — Je prends les chiffres de M. le ministre des affaires étrangères, au point de vue de la quantité et du nombre des étrangers dans l'île. Il y a, disait-il, 20,000 étrangers dont la moitié ressortissant à la « juridiction française ».

M. François Deloncle. — Ce sont des Mauriciens qui parlent français !

M. Julien Dumas. — Je cite textuellement les paroles de M. le ministre !

M. le ministre des affaires étrangères. — C'est très exact.

M. Julien Dumas. — Et quelques lignes plus loin, lorsqu'il s'agit d'expliquer que cette colonie n'a pas encore donné les résultats qu'on pouvait en attendre, M. le ministre des affaires étrangères déclare qu'il faut attribuer cette situation au défaut de communications et à l'absence de toute justice,

Par conséquent, je me demande comment cette juridiction peut s'exercer sur 10,000 personnes étrangères, lorsque dans le même discours, quelques lignes plus loin, le ministre constate qu'il n'y a pas de justice à Madagascar. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le ministre des affaires étrangères. — Ceci est absolument inexact : c'est là un abus de mots sur lequel je ne veux pas insister.

M. Julien Dumas. — La vérité, c'est que les intérêts français sont et ont été sacrifiés aux intérêts anglais ; c'est que pour un commerçant français on compte vingt commerçants anglais ; c'est que — et je tombe ici, à mon sens, sur le point le plus délicat du débat, — on semble, en effet, diviser ce Parlement en deux parties : d'une part, ceux qui, en ne votant pas les crédits, sembleraient y mettre obstacle. C'est parce que je partage le sentiment de ceux qui pensent que l'Angleterre est notre plus grande, notre seule et notre véritable adversaire dans les colonies, que je ne veux pas me prêter à son jeu. Je me demande si, à la faveur des 65 millions que vous allez voter et des 15,000 hommes que vous allez envoyer dans l'île, ce n'est pas au commerce anglais et aux méthodistes anglais que vous allez ouvrir le chemin. (Applaudissements sur divers bancs.)

Nos rivaux, d'eux-mêmes, ne feraient pas ces sacrifices, parce qu'ils savent à quelles difficultés ils livreraient leurs hommes et quels obstacles rencontreraient leurs capitaux ; mais ils sauront profiter du sang de la France et de la gloire de la France, comme ils en ont profité en Egypte, car je ne sache pas que les Pyramides et Héliopolis soient dans leur histoire ; comme ils en ont profité dans les Indes, car je ne sache pas que Dupleix et La Bourdonnaye soient des hommes de leur nation.

Ici, comme ailleurs, c'est par vos hommes et par vos millions que vous leur aurez ouvert la voie. (Rumeurs prolongées.)

M. Alphonse Humbert. — C'est la politique d'abandon qui leur permettrait de profiter de ces avantages, et c'est cette politique que vous préconisez !

M. Balsan. — Il faudrait alors, d'après l'orateur, abandonner toutes nos colonies.

M. Julien Dumas. — Il ne s'agit pas d'abandon, vous le savez. Je sais que l'on objecte que Madagascar est une position géographique, stratégique, dans l'océan Indien ; qu'il convient de prévoir les événements et qu'il faudra peut-être un jour passer par cette route pour gagner nos possessions d'Extrême-Orient.

Messieurs, je me refuse à envisager cette éventualité. Demandez-moi 200 millions et des hommes pour l'Egypte, et je n'aurai pas une minute d'hésitation. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. François Deloncle. — Nous prenons acte de ces paroles.

M. Julien Dumas. — D'autre part, en indiquant, comme vous le faites, que vous considérez l'île de Madagascar comme l'escale et le chemin nécessaire pour aller dans l'Extrême-Orient, je me demande si vous ne vous donnez pas, au regard du peuple dont j'ai parlé, l'apparence d'accepter le fait accompli.

Non. Madagascar n'est pas notre route ! Notre route, nous la connaissons : c'est celle que le sang des Français, dans les batailles que je rappelais, que les capitaux français, que les ingénieurs français dans l'isthme que vous connaissez, ont créée et ouverte. La voilà, la vraie route, et je ne peux pas admettre qu'une discussion s'impose qui ait pour résultat de faire croire que nous avons consenti à envisager un autre chemin que celui-là. (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.)

M. Louis Brunet. — L'isthme est neutralisé en cas de guerre. Vous devez le savoir.

Plusieurs membres à l'extrême gauche. — Ah ! le bon billet !

M. Le Hérisse. — Gibraltar aussi, n'est-ce pas ?

M. Julien Dumas. — La question se resserre de plus en plus et j'espère avoir établi dans votre esprit, non par mes faibles paroles, mais en rappe-

lant ce qui a été dit à cette tribune qu'au point de vue colonial votre effort et votre propension devraient se porter ailleurs.

Je ne veux pas ici entrer dans les détails ; mais, vous savez bien qu'il n'existe que deux systèmes de colonisation : le système de l'assimilation à la race, ou celui de l'extermination.

Je ne suppose pas que vous ayez la prétention, à Madagascar, de vous assimiler à la race des Hovas ou réciproquement. Pour resserrer le débat, puisqu'il s'agit d'un point stratégique, d'un point géographique, eh bien, consolidez ces points.

Faites à Diego-Suarez des établissements plus considérables, accumulez dans cette position des approvisionnements de charbon, d'hommes, de canons ; faites à Fort-Dauphin des établissements similaires, et alors, au point de vue de la conservation de ces points géographiques qui, dans les événements ultérieurs, pourront être pour vous d'une utilité si pressante, vous aurez satisfaction.

Mais si le point de vue colonial doit être abandonné, si vous ne croyez pas entrevoir un intérêt, un profit — car, il s'agit bien d'intérêt dans une affaire coloniale, on ne fait pas des colonies uniquement pour la gloire et pour verser son sang, à ce compte-là, nous aurions des colonies dans le monde entier, — contentez-vous donc de l'intérêt stratégique et géographique qui vous est indiqué.

C'est pour ces considérations que j'invite ceux qui pensent comme moi à se rapprocher d'un système qui, sans engager la France dans des dépenses aussi considérables en hommes et en argent, serait de nature à sauvegarder la situation géographique et stratégique que nous occupons depuis tant d'années, depuis des siècles, dans l'île de Madagascar.

Un seul argument, je le sais, peut m'être opposé, et c'est par là que je termine : c'est le point de vue de l'amour propre, c'est la crainte que le refus des crédits n'ait, soit dans notre empire colonial, soit dans les cabinets européens, un contre-coup funeste.

C'est sur cet argument surtout que le Gouvernement s'appuie lorsqu'il escompte le vote qu'il sollicite. J'en comprends toute la valeur, et si une raison pouvait faire pencher pour moi la balance dans le sens du vote des crédits, c'est celle là, c'est la seule qui me déterminerait. Eh bien, envisageons le point de vue d'amour-propre, le point d'honneur national.

On peut différer, non pas sur l'intensité avec laquelle il vous pénètre et sur l'objet qui le réalise, mais sur la façon de le comprendre. Ce sentiment peut naître, se développer, être créé à propos d'une circonstance qui, dans l'histoire d'un peuple, n'a pas de conséquences durables ; il peut, au contraire, être engendré par des circonstances dont les résultats marquent profondément dans l'histoire d'une nation.

Eh bien, il est des époques où l'amour-propre national et l'intérêt bien compris d'un peuple ne sont pas d'accord ; il est des jours où il faut savoir passer un instant par des chemins que l'on ne devrait pas suivre, parce que, si pénible, si obscure que la route puisse paraître, ils vous conduisent vers la vérité et la clarté.

Considérez, je vous prie, si la situation actuelle de l'Europe commande une telle indifférence que vous soyez autorisés à envoyer dans ces régions lointaines ce que vous avez de plus précieux en hommes. (Exclamations.) Oui, puisque ce sont les plus aventureux et les plus décidés qui iront à Madagascar, et tous les millions qui seront nécessaires pour mener à bien cette expédition.

Ce sont ces considérations que je livre, sans vouloir y insister davantage, au patriotisme et à la sagacité de mes collègues. Si, demain, ce qu'à Dieu ne plaise ! quand vous aurez disposé de la fortune et des enfants de ce pays, les préoccupations devenaient plus pressantes à côté de vous, si vous étiez obligés de veiller à des objets plus immédiats et plus graves que ces intérêts coloniaux dont on vous montre les fruits, non dans le présent mais dans un

avenir problématique, alors peut-être vous reprocheriez-vous de ne pas avoir sous la main, disponibles, les forces que vous auriez exposées dans une folle aventure.

C'est là pour moi ce qu'il y a de plus pressant, de plus urgent, et c'est ce qui domine assez mon sentiment et mon patriotisme pour me déterminer à ne pas faire la folie vers laquelle le Gouvernement voudrait nous entraîner. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur quelques bancs à droite.)

M. le président. — La parole est à M. Brunet.

Sur divers bancs. — La clôture !

M. Louis Brunet. — Je demande la parole contre la clôture.

M. le président. — La parole est à M. Brunet contre la clôture.

M. Louis Brunet. — Je suis aux ordres de la Chambre; mais il est certain que, moi, qui vote les crédits de Madagascar...

M. Henry Boucher (Vosges). — ... le budget annexe de la Réunion.

M. Louis Brunet. — Quel rapport existe-t-il entre ces deux questions ?

Je disais que moi qui vote les crédits de Madagascar, je trouve la question parfaitement élucidée. C'est vous dire que je ne m'opposerais pas à la clôture.

Il semble, en effet, qu'on n'ait rien à ajouter aux paroles éloquentes de M. le ministre des affaires étrangères. Après les déclarations si nettes qu'il a apportées à la tribune, après les constatations officielles et autres qu'il nous a fournies...

A l'extrême gauche. — Et autres surtout !

M. Louis Brunet. — Je dis volontairement « et autres », parce que M. le ministre des affaires étrangères a cité, par exemple, un document qui a bien sa valeur, l'adresse des habitants de Tamatave, et qui n'est pas que je sache, une pièce officielle. Ce document est la protestation de nos nationaux contre la politique suivie depuis 1845 à Madagascar.

Je disais que les paroles de M. le ministre me donnent, à moi personnellement, qui vote les crédits, toute satisfaction. Je suis absolument prêt à ne pas continuer la discussion si la Chambre est d'avis qu'elle est édiflée sur la demande de crédits.

M. Julien Goujon. — Nous ne serons jamais trop édifiés dans une question comme celle-là.

M. Louis Brunet. — Quoique inscrit pour parler, je ne voudrais pas abuser de l'attention de la Chambre, si ces débats, qui ont déjà beaucoup duré, ont fixé toutes les incertitudes.

Je répète donc que je suis aux ordres de la Chambre.

Sur divers bancs. — La clôture !

M. le président. — Je consens la Chambre sur la clôture.

M. le vicomte Melchior de Vogüé. — Je demande la parole contre la clôture.

M. le président. — Je ne puis vous donner la parole.

M. le vicomte Melchior de Vogüé. — J'insiste pour avoir la parole contre la clôture.

M. le président. — J'ai donné la parole à M. Brunet contre la clôture. Je ne puis pas la donner à un autre orateur.

Je mets aux voix la clôture de la discussion.

(La clôture, mise aux voix, n'est pas prononcée.)

M. le président. — La discussion continue.

M. Brunet a la parole.

M. Louis Brunet. — Messieurs, j'estimais, en effet, que tout avait été dit en faveur de la demande du Gouvernement et qu'après les très éloquentes paroles de M. André Lebon et de M. Hanoteaux, pour ne parler que des discours entendus aujourd'hui, nous pouvions passer au vote.

Mais un autre orateur est venu à cette tribune reprendre toute l'argumenta-

tion apportée hier par les adversaires du projet ; et même cette question des 5 millions d'exportation ou, mieux de transit dont M. le ministre des affaires étrangères avait fait bonne et entière justice. il a fallu qu'on la remit sur le tapis. Tous les arguments que l'on pouvait invoquer, on s'en est servi. On a parlé même de complications possibles, comme s'il fallait établir encore aux yeux de la Chambre qu'à Madagascar nous sommes chez nous et qu'aucune puissance européenne n'a rien à y voir.

J'ai le devoir, moi dont le nom a été prononcé à diverses reprises au cours de ce débat, moi qui suis l'auteur de l'ordre du jour du 22 janvier dernier, de protester contre les allégations de l'orateur qui vient de descendre de cette tribune.

Il y a quelques semaines, je me trouvais à Madagascar...

Un membre à l'extrême gauche. — Ils en viennent tous !

M. Louis Brunet. — Ils en viennent tous, dites-vous, mon cher collègue ? Il y en a au moins deux qui ont fait le voyage récemment : M. de Douville-Maillefeu et moi.

J'ai pu, sur les lieux, recueillir les plaintes de nos nationaux, — car on a prétendu qu'à Madagascar il n'y a que 150 Français, — mais plus de 10,000 des nôtres attendent avec anxiété à Madagascar et dans les îles environnantes le résultat du vote que vous allez émettre.

Ces bons Français sont établis depuis de longues années dans la grande île, ils en ont fait leur autre patrie, ils y ont leurs familles et leurs intérêts. Il paraît qu'une statistique, couronnée par l'Académie des sciences, veut qu'au bout de deux mois ou de deux ans, on ne puisse pas vivre à Madagascar : nos compatriotes sont vivants et bien vivants. Bonnemaison, Bocard, Garnier et tant d'autres que je pourrais citer, vous diraient : On ne meurt pas nécessairement de la fièvre à Madagascar.

M. Gaston Doumergue (ironiquement). — On en vit !

M. Louis Brunet. — Mettez en première ligne le poison et la sagaie.

Ceux de nos compatriotes qui sont là et qui luttent non seulement pour la défense de nos intérêts, mais aussi, mais surtout, pour l'honneur du nom français, ont certainement payé leur tribut à la fièvre sur les côtes ; mais cet ennemi-là, ils le connaissent et savent s'en préserver.

Je pourrais, par le menu, indiquer aux amateurs de statistiques les noms des Français qui habitent Tamatave, Majunga, Vohémar, Fort-Dauphin, depuis de longues années déjà.

On a cité le nom de Laborde. Savez-vous combien de temps Laborde a habité Madagascar ? Cinquante-deux ans ! Et Campan, et Lambert, et tant d'autres ? Les côtes sont insalubres, vous le proclamez, et c'est aux côtes que vous voulez borner notre occupation. (Très bien ! très bien !)

Je n'ai pas à rappeler ce qui ne fait plus de doute pour personne, à savoir que l'intérieur de notre grande possession de la mer des Indes offre aux voyageurs et aux habitants un climat temperé, comparable à celui d'une partie de la France.

M. Julien Goujon. — Mais il faut arriver à l'intérieur. Et si on est frappé auparavant ?

M. Louis Brunet. — On ne l'est qu'à condition de résider sur les côtes et de ne pas prendre les mesures de précaution nécessaires. On ne le sera, si si on y reside, que si on n'assure pas, au moyen de travaux qui s'imposent, l'écoulement des eaux vers la mer.

On prétend que nous irions à Madagascar pour faire de l'esclavage ; voilà ce qu'a dit hier mon honorable collègue et ami M. Vigné d'Octon. Se rappelant les souvenirs du Soudan, où cependant il n'y a pas d'esclavage, quoi qu'il en dise, où il y a l'affranchissement, par les Français qui y sont et par nos soldats, des hommes menés en esclavage, notre collègue a parlé de Madagascar, cette France orientale de l'Afrique ; il en a parlé avec le sentiment que là encore nous irions maintenir le trafic odieux qui a été aboli par la révolution de 1848. Non, il y a à Madagascar, en effet, dans ce pays de

protectorat, dans ce pays français, il y a une sorte d'esclavage à peine déguisé, que maintient sous nos yeux le gouvernement hova ; eh bien, c'est précisément pour le faire cesser qu'il faut y assurer notre domination.

M. Hubbard. — Vous ne pourrez pas le supprimer avec le protectorat.

M. Louis Brunet. — Pardon ! Le protectorat avec toutes ses conséquences nous en donnera le moyen.

M. Julien Goujon. — Mais ce sera l'annexion, alors !

M. le ministre des affaires étrangères. — Est-ce qu'on n'a pas aboli l'esclavage en Tunisie ?

M. Louis Brunet. — On vient de prononcer le mot de « protectorat », et on prétend qu'avec ce régime il est impossible de supprimer l'esclavage à Madagascar. Assurément, le protectorat, tel qu'il existe actuellement, n'est pas pour nous donner satisfaction complète, bien loin de là ! mais nous avons retenu le mot qui existe dans les traités, et ainsi que M. le ministre des affaires étrangères, nous voulons le protectorat avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'abaissement et le châtiment des Hovas, l'affranchissement des tribus qu'ils exploitent et torturent et notre absolue suzeraineté sur elles.

Mais, dit-on, comment le ministère que présidait l'honorable M. Brisson a-t-il pu approuver un traité si contraire aux intérêts de la France ? C'est qu'apparemment il n'a pu faire autrement.

En effet, à ce moment, nous avions au Tonkin les complications que vous savez.

A l'extrême gauche. Cela a déjà été dit !

M. Louis Brunet. — C'est possible, mais *bis repetita placent* ; en tous cas, cela n'a pas été dit à propos du ministère de M. Brisson.

L'honorable président du conseil de l'époque, dont le patriotisme est bien connu, a dû accepter le protectorat tel qu'il lui était présenté, tel qu'il nous était imposé.

Mais aujourd'hui les choses ont changé ; il faut bien que les sacrifices faits par nous à Zanzibar nous soient de quelque utilité. On peut même considérer qu'ils n'étaient pas nécessaires et que nous n'avions pas besoin de les faire pour que toutes les nations européennes reconnaissent que nous sommes chez nous à Madagascar et que nous avons le droit d'y dicter nos volontés.

Non, je n'accepte pas ce protectorat tel qu'il existe, j'en connais tous les vices, de même que je connais toutes les incohérences et toutes les lacunes du traité de 1885. (C'est cela ! — Très bien !)

Même le traité de 1885 fait foi aussi bien d'après le texte hova que d'après le texte français, — car on a élevé l'idiome hova au rang d'une langue diplomatique. Devons-nous tolérer une clause aussi ridicule et aussi contraire au bon sens et au droit des gens ? Qu'en résulte-t-il ? Le texte français porte que nous présidons aux relations extérieures du pays hova ; les Hovas, d'après leur texte, — j'appelle sur ce point l'attention de M. le ministre des affaires étrangères, — comprennent et traduisent que nous « contemplons » les relations extérieures. (Rires.) Dès lors, nous avons fait la guerre à Madagascar, nous y payons chaque année un lourd tribut pour l'entretien de notre résident et de nos fonctionnaires, nous y construisons des hôpitaux pour « contempler » les relations extérieures de Madagascar et assister, l'arme au bras, aux attentats dont nos nationaux sont victimes. (Mouvements).

M. Desfarges. — Et après, on payera bien davantage !

M. Louis Brunet. — Il est évident que de telles clauses doivent disparaître et que si nous allons à Madagascar, ce n'est pas pour le maintien du protectorat tel qu'il existe actuellement.

On vous rappelait tout à l'heure la protestation signée par les habitants de Tamatave. A leur tête se trouve le doyen de cette colonie, l'honorable M. Bonnemaïson, qui, ainsi que je vous l'ai dit il y a un instant, y est fixé depuis trente quatre ans. Voici les conclusions d'un travail très remarquable qu'il a fait :

« Le traité de 1885 a-t-il été respecté ? — Non.

« Sommes-nous aussi avancés que nous l'étions en 1883, à Madagascar ? — Non.

« La politique suivie depuis 1885 nous a-t-elle donné un bon résultat ? — Non.

« Que faut-il pour arriver à quelque chose de mieux ? — Il faut ailer à la capitale hova. »

M. Paschal Grousset. — Qui a dit cela ?

M. Louis Brunet. — M. Bonnemaïson.

M. Paschal Grousset. — Quel est ce monsieur ?

M. Louis Brunet. — C'est, je le répète, le doyen de la colonie de Tamatave. Il a des intérêts considérables non seulement à Tamatave, mais encore à Diégo-Suarez. Ce monsieur, pour m'exprimer comme vous, mon cher collègue, est d'avis qu'il faut abandonner Madagascar ou bien changer la politique qui s'y pratique.

M. Julien Goujon. — Et garantir la dette, s'il y en a ?

M. Louis Brunet. — De quelle dette parlez-vous ?

M. Julien Goujon. — Nous ne connaissons pas l'état des finances malgaches. Je demande si nous garantirons la dette, s'il y en a.

M. Louis Brunet. — Vous savez que les Hovas ont contracté une dette vis-à-vis du Comptoir d'escompte, que tous les ans ils doivent verser une somme de 600,000 fr. et qu'ils n'ont pas payé l'annuité d'octobre dernier.

M. Julien Goujon. — Il ne faudrait pas que le Gouvernement s'engageât dans les affaires financières de l'île, comme il l'a fait pour la Tunisie.

M. Desfarges. — Est-ce que le Gouvernement a garanti cette créance ?

M. Louis Brunet. — Demandez-le-lui !

M. Desfarges. — C'est justement sur ce point qu'il faudrait avoir des explications.

M. Louis Brunet. — Je continue la citation de M. Bonnemaïson. (Bruit de conversations.)

Messieurs, il s'agit d'un bon Français fixé à Madagascar depuis longtemps. Il a été témoin de tous les événements, il est au courant de tout, il mérite qu'on prête attention à ce qu'il a écrit :

« Il faut avoir habité trente-quatre années ce pays, comme nous l'avons fait, pour connaître les ressentiments des peuples malgaches contre les Hovas, voire même ceux de la plupart des officiers subalternes contre leurs chefs de la capitale. Le jour donc où la France s'occupera sérieusement et définitivement de la délivrance des peuples soumis aux Hovas de la capitale, elle trouvera, au lieu d'ennemis, des alliés qui viendront encore à elle.

« Les alarmistes, et surtout ceux qui ont passé leur existence sur le boulevard parisien, se plaisent à dire que la route vers Tananarive est impraticable. Mais à ceux-là on peut dire que le moindre gringalet — évidemment ce n'est pas un littérateur qui parle — que le moindre gringalet de porteur hova franchit ce trajet en quelques jours avec 40 kilogr. de marchandises sur le dos. »

C'est le résultat d'une longue expérience, d'une longue pratique, que vous donne là le doyen de la colonie de Tamatave.

« Puisque les Hovas eux-mêmes, ajoute-t-il, ont trouvé moyen d'y transporter un canon Armstrong, le seul qu'ils possèdent, nos soldats trouveraient bien le moyen d'y transporter aussi quelques canons de campagne ainsi que leur équipement.

« Dans le parcours, il n'y a aucune forteresse à escalader ; une centaine de tirailleurs sénégalais suffiraient à garantir les troupes de toute surprise par l'ennemi.

« Vatomandry, point où nos troupes et le matériel peuvent être débarqués, n'est qu'à 600 kilomètres de Tananarive. »

Non ! le protectorat tel qu'il existe ne peut subsister. Mais ce n'est pas le moment de soulever cette question, ce serait imprudent. Nous avons de

graves objections à faire à l'instrument diplomatique de 1885. Il faut le remanier entièrement. Nous viendrons devant vous, nous vous dirons quelles réformes il faut faire. Actuellement, nous n'avons qu'à nous incliner devant le fait acquis. L'heure n'est plus aux délibérations...

M. Coutant. — Vous vous engagez ?

M. Louis Brunet. — C'est la Chambre qui s'est engagée par son vote du 22 janvier.

S'il faut faire appel, car on a parlé de l'amour-propre national... (Bruit.)

M. de Mahy. — Je prie la Chambre de me permettre de lui fournir un simple renseignement. (N'interrompez pas !)

J'en demande l'autorisation à M. le président et à l'orateur.

Notre honorable collègue M. Boucher vient d'adresser à M. Brunet cette interpellation : « Vous vous engagez dans les crédits, mais non dans le bataillon. »

Je dois déclarer que M. Brunet s'est engagé en 1870. Il était alors à l'île de la Réunion ; il est venu en France prendre part à la guerre. (Très bien ! très bien !)

M. Henry Boucher. — Notre excellent collègue M. de Mahy relève une parole de moi qu'il a fort mal comprise.

Au moment où M. Brunet parlait des engagements que la Chambre avait pris, un de nos collègues de l'extrême gauche lui a dit : « Vous engagez-vous?... », faisant allusion à un engagement militaire. J'ai fait alors remarquer à mes voisins que l'interrupteur se méprenait et qu'il s'agissait d'engagements financiers et non pas d'engagement dans le bataillon.

C'est sur cette parole que notre honorable collègue M. de Mahy, malgré mes amicales protestations, s'est enflammé avec une ardeur juvénile à laquelle j'ai applaudi et pour laquelle je l'aime encore davantage, car il garde toujours pour la défense de ses compatriotes et de son pays sa fraîcheur de cœur que nous admirons et que nous lui envions. (Très bien ! très bien !)

M. Louis Brunet. — Messieurs, je remercie mon excellent collègue M. de Mahy de son intervention, d'autant plus qu'elle a amené de si complètes et de si courtoises explications. En tout cas, nous sommes accoutumés depuis deux jours à entendre cette plaisanterie que nous rendrions à nos collègues, à l'occasion. C'est la note gaie, au milieu de ce débat où les uns et les autres nous jetons notre responsabilité tout entière.

L'honorable M. Avez, notamment, nous disait hier : « Vous autres qui votez les crédits pour Madagascar, êtes vous prêts à y aller ? » Je n'ai pas songé à m'en fâcher, car tous ici, à quelque côté de la Chambre que nous appartenions, nous ne reculons devant aucun devoir, de même que nous savons nous mettre à la hauteur de toutes les responsabilités. (Très bien ! très bien !)

Je termine cette trop longue discussion. Je voudrais cependant, messieurs, vous mettre sous les yeux l'opinion de nos pères, de ceux de qui nous relevons, de nos aînés de la première République, sur toutes les questions coloniales.

C'était au lendemain de notre affranchissement, alors que toute l'Europe était liguée contre nous. A ce moment la question se posait à l'Assemblée nationale de savoir si nous ne ferions pas bien d'abandonner nos colonies. La réponse fut négative, mais du moins il semblait qu'il n'y avait pas lieu de maintenir nos établissements français de l'Inde, si réduits.

Les ministres de Louis XVI avaient, en effet, décidé, en principe, l'abandon de Pondichéry, la capitale de nos Indes, et de tout ce qui nous restait des conquêtes faites dans ces contrées asiatiques que nos soldats, sous les ordres de Dupleix, de La Bourdonnais, de Bussy, avaient arrosées de leur sang. La grande majorité de l'Assemblée nationale vota les conclusions de son comité colonial, dont je vous demande la permission de vous donner lecture.

« Votre comité doit vous faire observer qu'il importe de rappeler en Asie, sur la nation française, la haute considération dont elle a joui et qu'elle n'a perdue que par l'ignorance de ses ministres.

« Ils semble en effet qu'ils se soient étudiés à affaiblir eux-mêmes notre puissance : Après les victoires et les succès de Sulfren, pouvait-on s'attendre que le dernier traite de paix, qui devait accroître nos possessions et nos moyens de prospérité, nous plongerait plus avant dans l'avisement et dans la dépendance ? Un ministre à grande réputation, jugeant peut-être lui-même de la subtilité de ses lumières par les éloges de ses admirateurs, traita avec le plus habile négociateur de l'Angleterre, sans aucune notion des lieux, des hommes ni des choses et sans consulter les Français qui, ayant habité... » Ecoutez bien cela, messieurs, c'est l'histoire de ce qui se passe pour Madagascar : « ... et commercé aux Indes, pouvaient l'éclairer sur nos vrais intérêts ; aussi furent-ils entièrement sacrifiés.

« Après une telle ignominie, il ne manquait, pour combler notre honte, que d'abandonner en pleine paix la seule place fortifiée que nous eussions en Asie, Pondichéry, le centre de tous nos établissements, une des plus belles villes des Européens dans l'Hindoustan, peuplée de Français, et qui certainement, avec le double avantage de la liberté civile de commerce, va devenir un entrepôt florissant.

« La postérité ne pourra pas le croire, et nous ne le croirions pas nous-mêmes aujourd'hui, si le fait n'était aussi récent...

« L'Asie, indignée de notre faiblesse, ne nous vit plus qu'avec mépris ; l'Europe, ne pouvant pas croire à notre ignorance, y vit l'effet de la trahison, sinon du ministre, au moins de ses coopérateurs. »

C'est ainsi, messieurs, et avec de semblables combinaisons, que la nation française, au lieu de s'élever vers les glorieuses destinées qui l'attendent, déclinait visiblement vers sa ruine. Mais, grâce à la Révolution, la scène a changé et le temps est passé où les intérêts les plus chers de l'Etat étaient à la merci des vices et des faiblesses d'un ministre. » (Très bien ! très bien !)

Voilà, messieurs, quelle fut l'impression des députés de la nation.

A ce moment, je le répète, la France était ou allait être alors envahie ; nous allions avoir à faire tête à toute l'Europe liguée contre nous. Cependant, ils n'hésitèrent pas, nos aînés.

Et maintenant, messieurs, il s'agit de savoir si nous devons continuer à Madagascar la politique que nous y suivons depuis dix ans.

Il s'agit de savoir si nous entendons évacuer la grande île ou y établir définitivement notre domination et conquérir à notre civilisation les tribus malgaches, en fécondant ces plaines superbes dont elles ignorent le prix, en exploitant les forêts et les mines, en excitant les populations au travail par notre exemple.

Il s'agit de savoir si nous allons demander enfin satisfaction de tant d'attentats commis, « protéger nos nationaux, faire respecter le drapeau ».

Le Gouvernement a fait son devoir. (Très bien !)

Il nous demande de ratifier ses actes derniers à Madagascar. Votre patriotisme vous dictera votre réponse. Et cette réponse sera conforme au vote unanime du 22 janvier, auquel a obéi le ministère. Elle sera conforme surtout au sentiment que nous avons tous ici de nos devoirs envers tous nos nationaux, même les plus humbles, envers la République et envers la patrie. (Applaudissements.)

Séance du 24 novembre.

M. Delbet. — Messieurs, j'arrive bien tard dans ce débat, et j'ai besoin de toute l'indulgence et de toute la bienveillance de la Chambre pour me permettre d'exposer ce que je crois être la vérité. Rarement nous nous sommes trouvés en face d'une question posant d'une façon aussi anxieuse l'idée de devoir et de responsabilité politique. Après une recherche consciencieuse, je crois avoir trouvé où est le devoir, et c'est pourquoi je vous demande la permission d'exposer mes idées.

Permettez-moi d'abord, voulant être bref et rester sérieux, d'écarter du débat quelques idées vagues et générales, quelques vocables démodés qui y ont pris trop de place jusqu'à présent et qui, ce me semble, en ont diminué la dignité et la clarté.

La mode est aux dilemmes et à chaque instant on prétend nous y enfermer. Nous ne pouvons pas cependant être gouvernés par un prorédé de logique étroite et surannée ; à mon sens, le plus noble usage que l'homme puisse faire de sa raison, c'est de résister aux entraînements de la logique, en politique surtout, où toutes choses sont relatives. En réalité, dans ce domaine, comme dans tous les autres, ce sont les faits, c'est le bon sens et la raison, qui sont nos meilleurs guides.

Quand il s'est agi de la méthode à suivre dans les entreprises coloniales, on a parlé de gros et de petits paquets, et nous nous les sommes jetés à la tête réciproquement. Cela n'est guère sérieux ; il faut que les paquets soient ce qu'ils doivent être. Il faut que ces questions soient résolues scientifiquement, après une étude suffisante des choses, et qu'on fasse en un cas quelconque ce qu'il est nécessaire de faire, quelquefois petit, quelquefois grand.

On nous a parlé aussi de chiens qui aboient et qui mordent, d'autres qui mordent sans aboyer. C'est là un apologue qui n'aura pas probablement la même fortune politique que celui qui jadis, à Rome, réconcilia les plébéiens et les patriciens. Laissons-le pour ce qu'il vaut et renvoyons-le à ceux qui l'ont inventé pour le placer dans la bouche du dictateur hova !

On a invoqué enfin l'honneur national : on a dit que notre drapeau était insulté. L'honneur national, le drapeau sont des choses sacrées qu'il faut laisser dans le sanctuaire où elles habitent et d'où on ne doit les tirer que dans les circonstances les plus solennelles. Ce n'est certainement pas le cas en ce jour.

Oui, ceci est excessif et imprudent. Nous ne sommes pas à une de ces heures de l'histoire où la pudeur nationale offensée se révolte et précipite les nations dans les pires aventures. Ce n'est pas l'heure de répéter avec le poète :

L'honneur parle ; il suffit ! ce sont là mes oracles !

En réalité, si la dignité nationale est engagée, c'est dans la mesure où peut l'être la majesté de la France dans ses relations avec un petit souverain d'Afrique.

Il s'agit surtout d'intérêts nationaux, politiques et aussi d'intérêts commerciaux, dont nous ne nous occupons pas toujours assez. Ce sont là choses assez graves pour que nous n'introduisions pas dans le débat des considérations de sentiment qui y sont étrangères et qui ne pourraient que le passionner inutilement.

Quoi qu'il m'en coûte, je ne ferai pas appel aux idées de justice et d'équité, ni même au respect que les forts doivent aux faibles. Entre les nations comme entre les individus, il y a des luttes pour la vie, et l'égoïsme national, avec ce qu'il comporte d'exigences et de violences, a sa raison d'être dans certains cas.

La question, au fond, se réduit à savoir, non pas ce qui est juste, mais ce qui est nécessaire : nous ne sommes pas encore au jour où la morale dirigera la politique, et devant l'impossible il faut se résigner en attendant les jours meilleurs.

Cette question, elle est vieille de deux siècles déjà ; mais le point de départ immédiat de la phase où nous nous trouvons, c'est bien l'ordre du jour du 22 janvier, auquel il a été fait allusion tant de fois.

Quelle est la portée de cette déclaration ? quelle est sa valeur ? C'est là ce qu'il faut déterminer d'abord.

M. de Mahy. — Et l'origine du traité ?

M. Delbet. — L'origine du traité, je ne la mets pas en question ; je prends

les choses où elles sont et comme elles sont. Je les prends à l'ordre du jour voté par la Chambre dans la séance du 22 janvier dernier.

Quelles sont donc la valeur et la portée de cette déclaration ?

On nous a dit qu'il s'agissait d'un ultimatum. Je ne le pense pas, et je ne crois pas que telle ait été la pensée de ceux qui, comme moi, l'ont votée. Il s'agissait simplement d'un avertissement solennel et menaçant, d'un acte comminatoire, destiné à agir sur la cour d'Emyrne et à changer la direction de ses idées. L'espérance que nous avions ne s'est pas réalisée, le procédé n'a pas réussi, et maintenant nous nous trouvons devant une résolution à prendre.

Mais qui doit prendre cette résolution ? N'est-ce pas la Chambre interprétant elle-même sa décision et lui donnant son sens véritable ! En cela, je suis d'accord avec le Gouvernement. Je reconnais que sa conduite a été loyale et parfaitement correcte. Grâce à cette attitude si sage, pour la première fois peut-être nous nous trouvons dans le cas de donner ou de refuser en pleine liberté notre assentiment à une grande entreprise coloniale.

Il semble que chacun doive applaudir à cette situation. Pour ma part, je m'en réjouis, mais à la condition expresse que sous une forme nouvelle on ne nous présentera pas la carte forcée.

Tous les moyens de conciliation sont épuisés ; ils l'ont été un peu hâtivement peut-être, et sous une forme trop rude et provocante ; mais la chose, en tout cas, est irrémédiable. L'état de guerre existe virtuellement. Que peut-on faire ?

Il faut nous dit le Gouvernement, frapper un coup immédiat et décisif en frappant au cœur la puissance hova.

Donnez-nous 15.000 hommes et 65 millions, dit le Gouvernement, et tout sera fini en six mois.

Remarquez-le messieurs, les prévisions ne vont pas au-delà de six mois, et ce crédit ne comprend pas même les frais de retour de nos soldats, ni l'usure de notre matériel, ni tant d'autres dépenses qu'il serait facile d'énumérer.

Plusieurs voix au centre. — C'est une erreur ; tout est prévu.

M. Delbet. — Je répète ce qui a été imprimé dans les comptes-rendus des travaux de la commission, et cela n'a pas été démenti.

En tout cas, il reste une indéterminée, un aléa dont vous ne tenez pas compte. Vous êtes comme le chasseur qui négocie la peau de l'ours sans savoir si l'animal se laissera faire. Quelle sera la résistance des Hovas ? Vous ne nous avez rien dit de vos prévisions à ce sujet ; rien non plus de la valeur morale et mentale de ce peuple. Peut-être ne suffit-il pas de remarquer, avec la chanson, que ces gens-là ne « s'appellent pas comme tout le monde » ?

M. Chauvemp, rapporteur. — Ces facteurs sont connus !

M. Delbet. — Ils ne sont pas connus de tout le monde, monsieur le rapporteur. Ils le sont si peu, que beaucoup d'erreurs ont cours parmi les membres de cette Chambre. On parle des Hovas sans les connaître, sur un ton de plaisanterie qui contraste avec la gravité des circonstances ; que nous venions ces sauvages avec leur gouvernement grotesque et leurs noms de l'autre monde ? Ce n'est même pas un gouvernement !

De pareils propos sont indignes de nous, et ce sont là, messieurs, des erreurs qui peuvent avoir les plus graves conséquences. Permettez-moi donc de vous donner quelques explications à ce sujet.

Il y a un siècle seulement que, sous la direction d'un grand homme... (Bruit.)

A gauche. — Attendez le silence ! on n'entend pas !

M. Delbet. — J'en suis convaincu, mais ce n'est pas ma faute.

M. le rapporteur. — Il faudrait écouter, vous abordez, en effet, un point très intéressant.

M. Delbet. — Il y a un siècle seulement que, sous la direction d'un grand homme dont le nom personnifie l'unité de son pays, ce peuple s'est révélé

au monde. Jusque-là il se composait de petits groupes épars, vivant sous un régime voisin de la féodalité. Son unité s'est constituée par la guerre, suivant la loi historique ; sa puissance s'est accrue, et sous une série de dictateurs énergiques et intelligents, il a réussi à étendre sa domination, au moins nominale, sur la totalité d'une île qui est grande comme la France entière.

Cela ne vous dit-il pas déjà, messieurs, que nous avons affaire à des ennemis qui peuvent, jusqu'à un certain point, être sérieux ? Les Hovas habitent sur un plateau semblable à une immense forteresse entourée de tous côtés de forêts sauvages, de précipices et de vastes solitudes. Ce plateau, ils l'ont défriché et couvert de magnifiques travaux d'irrigation, ils y cultivent le riz surtout avec un succès qui, nulle part, n'a été dépassé ; ils y ont développé une population dont la densité dépasse celle de certains de nos départements.

Dans ces conditions, ils ont poursuivi et atteint deux buts en apparence contradictoires : ils sont parvenus, d'une part, à maintenir leur isolement au point de vue politique ; d'autre part, à s'initier aux progrès de la civilisation en réglant, dans la mesure qui leur convenait, leurs rapports avec les Européens. Ils ont poussé ce système, eux qui savent si bien remuer la terre, jusqu'à se condamner à ne communiquer avec les ports que par des transports à dos d'hommes.

Rien, messieurs, n'est plus intéressant que l'histoire des débuts et des rapides progrès de ce peuple ; on peut dire que son évolution rappelle en quelque manière les commencements de la grandeur romaine et celle des cités de la Grèce antique.

Il est allé, dans son goût pour la civilisation, jusqu'à se laisser christianiser par les protestants et les catholiques, mais il n'a pris de ses instructeurs occidentaux que ce qu'il en voulait prendre. Il a conservé, avec un soin jaloux, sa situation politique indépendante de toutes les questions religieuses ; il a résolu du premier coup ce problème de l'instruction de la religion dans le gouvernement devant lequel nous hésitons depuis tant de siècles. N'est-ce pas merveilleux que ces prétendus sauvages aient su se préserver à la fois et des dangers du cléricanisme et des faveurs de la théologie ?

M. le rapporteur. — Nous n'en sommes pas encore là !

M. Delbet. — En même temps l'instruction se répandait au milieu de ces populations de paysans laborieux. Après l'avoir reçue des missionnaires protestants et catholiques, ils ont maintenant de nombreux et intelligents instructeurs hovas, et les choses en sont à ce point, que l'instruction est presque aussi répandue dans les villages hovas que dans nos campagnes de France.

On nous dit que ce peuple est arriéré en politique, que son administration est défectueuse. Cela est évident ; mais qu'y a-t-il à en conclure ? Nous-mêmes n'avons-nous pas longtemps souffert d'une mauvaise administration ? Notre histoire est pleine de tristes souvenirs à ce sujet, et peut-être même n'avons-nous pas, sous ce rapport, secoué complètement le poids du passé.

Oui, les gouverneurs hovas jouent le rôle de petits proconsuls et se livrent aux exactions ; mais, en lisant les récits de leurs exploits, il me semblait être dans quelques points de notre Algérie et entendre des débats comme il s'en est déroulé il y a quelque temps dans l'affaire Sapor. (Mouvements divers.) Il y a là, messieurs, des enseignements qui devaient nous rendre moins sévères pour la mauvaise organisation d'un peuple qui ne paye pas ses fonctionnaires.

En tout cas, les Hovas ont donné sous plus d'une forme des gages à la civilisation. Officiellement ils appartiennent à ce qu'on appelait autrefois la chrétienté, à ce qu'on appelle aujourd'hui le monde civilisé. Ce sont tout au moins des ralliés à la civilisation, et à ce titre ils auraient droit à quelque indulgence de la part d'une Chambre qui a tant de complaisance pour d'autres ralliés. (Sourires.)

M. le rapporteur. — La France ne leur veut que du bien.

M. Delbet. — De cette situation politique est né pour nous quelque chose de compliqué et de difficile. Aux yeux de ces peuples, nous Français, qu'ils ont si bien accueillis comme individus, nous qui avons tant aidé à leurs progrès, nous sommes devenus pour eux, comme nation, l'ennemi héréditaire : triste et singulière situation qui pourtant s'explique par les faits, car elle est la conséquence fatale des antécédents.

Depuis plus de deux siècles, nous sommes le seul de tous les peuples européens qui ait prétendu faire prévaloir notre politique dans l'île de Madagascar. Pendant longtemps notre action ne s'est exercée que sur les peuplades sauvages de la côte. Des Hovas nous ne connaissions même pas le nom : divisé en tribus, ce peuple vivait isolé sur son plateau du centre ; mais à peine s'était-il constitué en nation que nous essayions d'établir sur lui notre suprématie au nom de nos droits historiques.

Les Hovas n'ont jamais accepté cette prétention, et, en luttant contre elle, ils ont cherché un point d'appui chez ceux qui naturellement étaient nos adversaires, chez les Anglais, pasteurs et laïques, tous commerçants, et qui, se confinant, en apparence du moins, sur le terrain des affaires, n'inquiétaient pas leur esprit d'indépendance et leur désir d'autonomie. C'est là que les Hovas ont toujours trouvé aide et appui.

M. de Mahy. — Et même en France ! même à cette tribune aujourd'hui !

M. Delbet. — Oui, peut-être, monsieur de Mahy, mais on ne cesse pas pour cela d'être un bon Français.

Ce qui devait résulter d'une telle situation, il est facile de le prévoir. Toujours prêts à conseiller et à consoler les Hovas dans leurs ennuis, les Anglais gagnaient en confiance ce que nous-mêmes nous perdions chaque jour.

Depuis le traité de 1883, la situation a été réellement intolérable pour nos résidents, sans cesse obligés à une lutte stérile et sans dignité qui devait fatalement aboutir à la rupture aujourd'hui constatée.

Cette situation, pour la bien juger, il faut l'étudier dans son ensemble, et non point dans ses détails, en s'attachant, comme par exemple tout à l'heure le faisait M. de Mahy, à rechercher si sur quelque point du globe, si même en France il ne s'est pas trouvé quelqu'un pour donner des conseils à ce peuple, qui pourtant n'était pas notre ennemi jusqu'à présent.

Jamais dans nos entreprises sur cette île néfaste pour nous, le succès n'a couronné nos efforts, et, quelle qu'ait pu être notre persévérance, notre obstination même, comme le remarquait déjà au siècle dernier l'historien des deux Indes, Raynal, nous n'avons pu nous créer une situation nette et satisfaisante. Nous voici maintenant acculés à la guerre. Savons-nous du moins ce qu'est l'armée que nos soldats vont combattre, ce qu'elle vaut ; quelle est son importance et sa force de résistance ?

Les avis diffèrent sous ce rapport et je n'ai pas les informations nécessaires pour les discuter. Je ne retiens et ne signale que deux faits : elle a dans ses rangs des officiers européens et en plusieurs circonstances, à l'abri de ses retranchements, elle a tenu devant nos soldats et aussi devant des soldats anglais. Si cela n'est pas une raison de nous inquiéter, c'est au moins une raison de réfléchir. En outre, la force morale des Hovas est-elle aussi nulle qu'on nous le dit ? N'est-elle pas susceptible de s'animer, elle aussi, d'un souffle patriotique ? Jaloux comme ils le sont de leur indépendance politique, n'est-il pas à craindre qu'ils trouvent dans ce sentiment un motif d'excitation contre nous, Français, qui voulons les dominer ? Pussions-nous n'avoir pas à compter avec leur enthousiasme !

Notre mission, dit l'ordre du jour que nous avons voté, consistera à rétablir l'ordre dans ce pays.

Avez-vous bien réfléchi, messieurs, à tout ce que cette idée cache de difficultés et combien, chez nous-mêmes, c'est une tâche sérieuse que de conserver l'ordre ou de le rétablir quand il est troublé ?

La guerre, c'est le désordre organisé, et quand, en apportant la guerre chez eux, nous aurons mis le comble au désordre, sera-t-il si simple d'y mettre fin ?

M. le rapporteur. — Le but de la France, c'est de rétablir l'ordre actuellement très compromis.

M. Delbet. — Il s'agit uniquement, nous dit-on, de rétablir le protectorat. C'est là, messieurs, une idée bien vague et bien insuffisante.

Examinons, si vous le voulez bien, quelle sera la tâche que nous aurons à remplir au triple point de vue financier, politique et militaire.

Au point de vue militaire d'abord, on nous dit que ce peuple, en tant qu'habitant une île, n'a pas de frontières, et que par cela même la tâche de le combattre nous sera rendue plus facile. Eh bien ! messieurs, il y a là une erreur profonde. Il existe autour du plateau qu'habitent les Hovas, des frontières qui peuvent leur servir d'abri et au-delà desquelles il sera difficile de les aller chercher. Ces frontières, dès aujourd'hui même, servent de refuge contre eux, à ces Fahavalos dont on nous parle tant, aux esclaves révoltés, à tous les outlaws et aux tribus ennemies qui sont en guerre avec la cour d'Emyrne ; nous savons que tous ces révoltés ont organisé leur défense dans une véritable forteresse qui jusqu'ici a résisté à toutes les attaques.

N'y a-t-il pas là un foyer de résistance avec lequel il faudra un jour compter ? (Bruit de conversations.)

M. de Mahy. — On devrait mieux écouter ce discours, il en vaut la peine.

M. Delbet. — Messieurs, je combats les idées de M. de Mahy, et cependant il affirme que mes paroles méritent d'être écoutées. Je l'en remercie, et je prie la Chambre de me prêter son attention.

M. de Mahy. — J'adjure la Chambre de vous écouter. Je ne sache pas de discours plus utile.

M. Delbet. — C'est un témoignage, messieurs, dont je sais gré à M. de Mahy ; à défaut de la bienveillante attention de la Chambre, il suffira à me prouver que je fais œuvre utile.

M. de Mahy. — Oui, je suis désolé que la France entière ne vous entende pas.

M. Delbet. — On a dit qu'en dehors de Tananarive il n'y aurait pas à Madagascar de centre de résistance pour les Hovas. Cela est encore une erreur capitale...

M. de Mahy. — Absolument !

M. Delbet. — Il y a non loin de Tananarive une ville sainte où sont les tombeaux des ancêtres ; c'est pour ce peuple, encore empreint de fétichisme et chez lequel le christianisme ne joue qu'un rôle de décor, une terre sacrée que cerainement il voudra défendre. Déjà le courrier d'hier nous racontait qu'un appel était fait par la cour d'Emyrne pour appeler à la guerre sainte contre les étrangers qui menacent de troubler le repos des ancêtres.

Il y a une autre ville, comme une seconde capitale, Fianarantsoa, une ville de 20.000 âmes, située loin de Tamatave et qui, elle aussi, peut offrir un centre de résistance. Il y a enfin bien d'autres régions annexes, la province des Betsileo, par exemple, où la population peut se réfugier et tenir longtemps en haleine nos soldats même après la prise de la capitale.

Est-ce à dire que je doute du succès de nos troupes ? Non, en vérité. Je souhaite de tout mon cœur et j'espère la victoire. Les soldats qui ont triomphé au Dahomey réussiront, j'en ai la pleine confiance, dans la tâche que nous leur aurons imposée, si dure, si difficile qu'elle puisse être. Mais devons-nous la leur imposer ?

En d'autres temps aussi, nos soldats sont allés à Mexico, dont la situation présente plus d'une analogie avec celle de Tananarive ; ils sont revenus dans les conditions que vous savez, couverts de gloire, mais sans avoir atteint le but pour lequel ils y avaient été envoyés, sans que leur sang répandu ait profité à la patrie.

M. Gustave Rouanet. — Le souvenir est malheureux.

M. Delbet. — Si malheureux que soit ce souvenir, ce n'est peut-être pas le moment de l'oublier, à l'heure où nous allons courir des aventures qui, malheureusement, pourraient se terminer d'une façon aussi tragique. Le patriotisme ne saurait consister à marcher à l'aveugle au-devant de dangers trop réels. (Bruit.)

Ne voulez-vous donc pas, messieurs, qu'on vous dise la vérité ? (Parlez ! parlez !)

Je suppose la victoire remportée, votre administration constituée : c'est alors que commenceront les plus graves difficultés économiques et financières ? Vous allez créer, du fait même de votre arrivée, un trouble profond dans les conditions économiques de ce pays. Jusqu'à présent son économie sociale repose sur un système d'échanges en nature et aussi sur l'institution de l'esclavage. Le conserverez-vous, cet esclavage, organisé comme il l'est, familial, supportable dans une certaine mesure, étant donné le milieu ? Le conserverez-vous malgré les clameurs des Anglais protestants qui vous dénonceront comme protégeant l'esclavage, vous qui prétendez être la nation la plus civilisée du monde ?

Et, dans le cas contraire, si vous le supprimez, ne voyez-vous pas quels éléments de troubles et de désordres vous apporterez dans la situation et dont vous serez responsables ? J'admire comment on peut envisager avec calme de pareilles éventualités.

Et au point de vue politique, ne voyez-vous pas tout ce que vous aurez à faire pour lutter contre les intrigues dont la cour d'Emyrne sera le siège ? Choisissez bien votre résident, car il lui faudra des qualités exceptionnelles pour administrer avec soin dans de telles conditions.

Il y a deux ordres de dépenses à considérer dans cette entreprise. D'abord, les dépenses que nous devons imposer à la population conquise vivant sous le régime des échanges en nature. Cette population n'a presque pas d'argent et nous aurons à lui demander des sacrifices incessants pour des travaux publics qui seront une nécessité de notre occupation pour payer l'administration qui actuellement est gratuite, et pour solder le service de l'armée qui, lui aussi, est gratuit. Nous serons, en un mot, obligés de pressurer ce peuple duquel on ne peut rien tirer que sous la forme de l'impôt indirect. Toutes ces contributions finiront fatalement par le mécontenter. Mais ce n'est pas lui seulement qui sera irrité et mécontent. C'est nous aussi, Français, à qui on demande comme première mise de fonds 65 millions ! Et ce n'est là qu'un début.

D'après les prévisions du Gouvernement, ces 65 millions sont une provision pour six mois seulement, M. le ministre l'a dit. (Dénégations sur divers bancs.) Rien n'est prévu en plus, pas même les dépenses nécessaires pour rapatrier nos soldats et faire rentrer notre matériel.

M. le général Mercier, ministre de la guerre. — C'est une erreur !

M. Delbet. — Cela pourtant a été dit dans la commission et n'a pas été démenti ; rien n'est prévu non plus pour l'usure de notre matériel.

Les millions succéderont aux millions ; combien en faudra-t-il ? Rien ne permet de le prévoir ; ce que nous pouvons savoir sûrement, c'est que toutes les circonstances étant les plus favorables possibles, nous nous trouverons en face d'une situation qui, indépendamment de la première mise de fonds, exigera une dépense annuelle de dix millions au moins.

M. Montaut. — Vingt millions.

M. Delbet. — Je dis dix millions, et quelqu'un me répond : vingt. Je ne sais rien exagérer. Mais devant de tels chiffres je suis troublé et profondément inquiet, sachant que notre budget ne peut s'équilibrer, que l'argent nous manque pour l'accomplissement des réformes sociales les plus urgentes et l'exécution des travaux que réclame le sol de notre vieille France épuisée par les souffrances de l'agriculture.

On nous a dit que 2,000 soldats lancés à Tananarive suffiront à garder

cette ville de 100,000 habitants et l'île entière, plus grande que la France ! Je ne crois pas qu'on puisse considérer comme sérieux un tel langage.

M. Montaut. — Très bien !

M. Delbet. — Comment ! nous laisserions à 450 kilomètres, dans les terres, à 1,409 mètres d'altitude, une troupe de 2,000 Français sans communication avec nos postes des bords de la mer ?

M. le rapporteur. — Il y aura des communications.

M. Delbet. — J'entends bien, monsieur Chautemps. Une route sera faite, coûte que coûte ; mais, cette route, il faudra la faire garder par plusieurs postes importants ; mais sur la côte, à Majunga, il faudra entretenir une garnison. L'autre jour, n'alliez-vous pas jusqu'à dire que les 2 000 hommes de Tananarive ce seront les 2,000 hommes qui sont actuellement à Diégo-Suarez ?

Eh quoi ! on nous proposerait sérieusement de laisser sans défense ce poste de Diégo-Suarez, celui qui importe plus que tous les autres à notre influence politique ; ce poste qu'on nous a présenté comme le siège et la garantie nécessaire de notre puissance dans les mers de l'Inde ! Comment ! on abandonnerait à la garde de 200 hommes cette immense baie destinée à abriter nos flottes militaires et marchandes ? De telles affirmations me confondent, et je ne puis comprendre qu'on ait pu les produire à la tribune.

Cela n'est ni raisonnable ni soutenable à un degré quelconque.

Dès aujourd'hui une chose est absolument démontrée pour ceux qui ont étudié cette question, c'est que, après la victoire, aussi complète soit-elle, il nous restera à occuper trois points principaux, outre Tananarive ; d'abord, Majunga et un point intermédiaire entre Majunga et le plateau central, puis Diégo-Suarez, notre port militaire dans la mer des Indes, et enfin Tamatave, que nous ne pouvons pas abandonner.

Cet état de choses qui nous sera fatalement imposé, c'est celui que beaucoup de nos collègues ont déjà proposé de considérer comme réellement pratique, comme le seul qui doit être le but de nos efforts immédiats. C'est celui que, pour ma part, je propose aussi d'organiser sans se préoccuper de Tananarive. Cela se peut faire presque sans effusion de sang, ou du moins avec un minimum de dépenses en hommes et en argent. Je le répète encore une fois ; réaliser ce projet, c'est faire dès aujourd'hui ce que la nécessité nous forcera de faire quand nous serons vainqueurs.

Tel est le but que se propose notre collègue M. de Montfort, ainsi que M. Boucher et beaucoup d'autres députés ; c'est le mien aussi, et j'en ai fait l'objet d'un projet de résolution qui sera soumis à la Chambre.

Si la Chambre était un peu plus attentive, je pourrais entrer dans le détail de ce plan et montrer qu'il est à la fois pratique et réalisable. Que du moins les membres de la commission n'oublient pas ce point de vue essentiel ; ce qu'on sera obligé de faire quand nous aurons réussi, c'est ce qu'aujourd'hui il est possible de réaliser presque sans combat, presque sans danger, avec les avantages d'une mainmise sur la douane, avec l'avantage aussi de répondre à cette objection, que sans cesse on nous a opposée, qu'il ne fallait pas laisser à Madagascar la place libre pour les Anglais. Elle ne sera plus libre, puisque nous l'aurons occupée. Notre protectorat, qu'on nous présente comme impossible à établir ailleurs qu'à Tananarive, pourra s'exercer dans ces conditions ; ainsi installés, nous pourrions attendre les éventualités favorables que sans doute nous réserve l'avenir. Le dictateur actuel est vieux et bientôt il peut mourir. Des partis existent déjà à Tananarive, et d'autres vont se former parmi les Hovas, grâce aux circonstances ; il n'est certes pas déraisonnable de penser que quelqu'un de ces partis fera appel à notre intervention ou même accomplira sans nous la besogne que nous voulons faire. Cela ne serait-il pas le meilleur des résultats que nous pourrions désirer et obtenir ? (Interruptions.)

Ne pouvant pas développer ma pensée, laissez-moi cependant vous rap-peler, en finissant, ce que disait il y a quelques jours, à Londres, au banquet

du lord-maire, celui qu'on appelle en Angleterre « le Premier », lord Rosebery : Nous sommes, disait-il, dans un siècle d'expansion coloniale et, en Angleterre, nous sommes heureux de voir les nations rivales entrer dans cette voie ; nous applaudissons à leurs entreprises parce que nous y voyons une garantie pour la paix.

N'est-ce pas dire que ceux qui vont si loin sont rarement prêts à faire chez eux ce que les circonstances voudraient qu'ils fissent pour la défense même de leur nationalité ? Je livre à votre appréciation ces sages et ironiques paroles. Ne s'adressent-elles pas spécialement à vous, messieurs, qui trouvez que Tombouctou n'est pas assez loin et qui voulez aller jusqu'à Tananarive, quand il nous serait si facile de sauvegarder les intérêts de la patrie dans la mer des Indes et à Madagascar même, sans courir de si redoutables aventures ? (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Nous avons été frappés hier de l'émotion communicative avec laquelle M. le ministre des affaires étrangères nous demandait cette unanimité qui lui avait permis, dans une circonstance précédente, de mener à bien les négociations relatives à nos intérêts africains, négociations qu'il a conduites avec une décision et un succès que peu de ministres nous avaient fait apprécier jusqu'alors au même degré. Mais la semaine dernière, M. le ministre nous disait aussi, avec une calme franchise dont l'ont félicité tous mes devanciers à cette tribune, qu'il demandait à la Chambre de se faire une volonté réfléchie et sur la grave question qui nous occupe et sur les mesures dont le Gouvernement venait nous soumettre les éléments.

Il ne semblait pas alors réclamer de nous un blanc-seing pour ces mesures, quelles qu'elles fussent ; il nous demandait, si j'ai bien compris, notre collaboration cordiale pour chercher l'amélioration des voies et moyens de l'action française à Madagascar.

C'est à cette invitation que je crois devoir me rendre en vous demandant quelques instants de votre bienveillante attention. (Parlez ! parlez !)

Ah ! s'il s'agissait, monsieur le ministre, d'un de ces dangers soudains qui peuvent éclater dans nos possessions lointaines et qui réclament, dans les quarante-huit heures, de la part du Gouvernement, une décision énergique et une action immédiate — je crois que le cabinet, avec l'idée que je me fais d'un gouvernement digne de ce nom, devrait pourvoir aux circonstances, et nous faire juges ensuite. Mais il n'en est pas ainsi dans l'espèce. Il s'agit d'un mal ancien, lentement accru, auquel, et cette considération domine tout le débat, nous ne pouvons porter remède par une action effective que dans cinq mois au plus tôt, vers le 25 avril, à cause des conditions climatiques. C'est ce qui me permet de prolonger le débat d'un quart d'heure. (Très bien !)

Il semble épuisé, ce débat. Tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune ont développé les raisons pour et contre l'action française à Madagascar, pour et contre les voies et moyens proposés par le Gouvernement en vue de cette action, pour et contre le but à attendre par ces moyens.

L'action française à Madagascar, j'en suis absolument partisan, parce que je suis absolument partisan de notre expansion extérieure, je n'ose pas dire, je ne crois pas pouvoir dire encore, si nous gardons aux mots leur sens propre, de notre expansion coloniale.

J'espère que nous pourrons le dire un jour.

Je suis partisan de l'expansion extérieure pour toutes les raisons qu'on a apportées ici et que je m'approprie. Le principal motif, si vous me permettez de le dire, c'est que, jamais en histoire générale, on n'a vu deux grands phénomènes dominer un temps sans qu'il y eût entre eux une corrélation étroite, immédiate. Or, deux phénomènes dominent notre temps, et non seulement notre pays, mais toutes les nations de ce temps : d'une part, et on ne me contredira pas, une crise sociale aiguë, plus aiguë ou tout au

moins plus impatiemment supportée, ce qui revient au même, que celles dont ont souffert les générations précédentes ; et, d'autre part, ce mouvement universel qui précipite l'Europe sur d'autres continents, sur des mondes nouveaux, ou du moins récemment explorés. Qu'il y ait une corrélation entre ces deux phénomènes, qu'il y ait, par conséquent, dans l'un un remède à l'autre, nous pouvons en être certains ; sinon l'histoire ne serait plus l'histoire.

J'espère, et je suis sûr que la plupart des grandes discussions auxquelles nous assisterons dans cette enceinte permettront de dégager quelques-uns de ces liens entre les deux phénomènes, quelques-uns des remèdes que celui du dehors prépare pour celui du dedans.

Voilà pourquoi je suis partisan de l'expansion extérieure. Voulez-vous entendre, d'une voix plus autorisée, quelques paroles qui résument mieux que je ne pourrais le faire le sentiment qui guide mon opinion ? Ecoutez ceci, messieurs :

« Regardez autour de vous, regardez à quelques années en avant de vous ! Où sommes-nous ? Où allons-nous !... Quelles montagnes de difficultés ajournées ne s'accumulent pas sur notre route ? La confiance renaît-elle dans les cœurs ? Respectons-nous six mois ce que nous avons nous-mêmes voulu et créé ? Le pouvoir prend-il des racines ? La démocratie, notre seul élément, prend-elle un esprit public et des mœurs gouvernementales ? S'organise-t-elle ? Se modère-t-elle ! Se donne-t-elle à elle-même ses conditions vitales de puissance et de durée ? Y a-t-il enfin un horizon pour quelqu'un dans notre ténébreux avenir politique ? Non !... Eh bien, à tout cela, s'il y a un remède, messieurs, il n'y en a qu'un, un remède héroïque, un soudain et hardi déplacement des questions mal posées, une puissante diversion nationale imprimée aux esprits qui se pervertissent dans l'inaction, une impulsion forte et longue vers les grandes entreprises au dehors. Notre salut n'est plus aujourd'hui que là. Il y a longtemps que je vous le dis ; nous manquons d'air ; donnons-nous-en, donnez-en à la France. »

Ce langage est-il d'hier ou d'aujourd'hui ? Non, c'est Lamartine qui le tenait, il y a un demi-siècle, en juillet 1839, lorsqu'il conseillait au gouvernement d'alors de profiter du mouvement égyptien et de prendre quelques points d'appui à l'orient de la Méditerranée.

Je crois que ce langage est encore actuel ; je partage la même conviction en face d'une même situation historique, et c'est ce qui m'a amené à cette tribune. Je suis donc pour l'action française à Madagascar.

Mais les voies et moyens ?

A-t-on cherché s'ils sont les seuls bons, ou les meilleurs ?

Il serait inutile de dissimuler les objections qui paraissent peser sur tous les esprits, même les plus résolus à voter les crédits : 4,000 hommes, avoué-t-on, empruntés à notre contingent continental, peu importe sous quelle forme ; qu'on les distraie des régiments par choix d'individus ou par choix d'unités, c'est la même chose.

Le reste est pris dans l'armée d'Afrique, dit-on ; mais c'est un jeu de virements militaires ! L'Afrique ne peut rester longtemps dégarnie, il faudra remplacer ces hommes. (Très bien ! très bien !)

Enfin on envoie là-bas cet admirable corps, mais ce corps fantôme, ce corps vidé qui s'appelle l'infanterie de marine. Ce n'est un secret pour personne que l'infanterie de marine...

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Il n'y a pas d'infanterie de marine, c'est un faux nom ! Il n'y a qu'une infanterie coloniale ; il n'y a pas de soldats à bord des vaisseaux : ce sont des matelots.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Je ne demande qu'à changer l'appellation et surtout à changer les mauvaises conditions de recrutement de ce corps d'élite, aujourd'hui si appauvri.

Pour alléger le sentiment de notre responsabilité, ne faudrait-il pas essayer

de distraire, dans les états de troupes du corps expéditionnaire, tout au moins les hommes de l'effectif continental. aujourd'hui et plus tard, lorsque de nouvelles demandes qu'il faut bien prévoir nous seront présentées ?

Je veux bien croire à une victoire facile, rapide, mais enfin, on peut venir nous apporter demain une nouvelle demande de crédit, une nouvelle demande d'hommes.

Après la victoire, il faudra une garnison. Nous devons prévoir ce qui peut se produire après la prise de Tananarive : des chasses, des poursuites dans cet immense maquis de Madagascar, des populations résistant sur certains points. Je ne m'en effraye pas autrement, mais nous devons obvier à ces nécessités.

Et le but, le résultat à obtenir ? M. le ministre des affaires étrangères nous a parlé du protectorat avec toutes ses conséquences, de l'extension de notre action à l'île tout entière, de la colonisation de l'île.

Or, le protectorat, l'extension de notre action dans l'île, la colonisation, j'avoue que cela ne me représente pas une idée bien claire.

Où plutôt cela me représente une idée trop claire, l'idée de ce que nous avons vu se faire depuis douze ans, sous les mêmes mots, au Tonkin, au Soudan, sur tous les points du globe...

M. le président du conseil. — Et à Tunis.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Je ne crois pas que Tunis soit dans les mêmes conditions, monsieur le président du conseil ; la valeur et la portée d'un protectorat se mesurent à la valeur de la race sur laquelle il s'exerce. La race arabe est autre chose qu'une race noire, jaune ou polynésienne.

M. Paul Doumer. — Puis il y a 10,000 hommes pour le maintenir.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Et puis il y a 10,000 hommes pour le maintenir, comme le fait fort bien remarquer notre collègue.

Le protectorat va nous imposer des responsabilités réelles, étendues, matérielles et morales. Car la France, l'Europe, ne comprendraient pas que, le jour où nous aurions mis le pied dans une île comme Madagascar, nous n'acceptions pas avec toutes ses conséquences le devoir qui s'impose à un peuple civilisé d'en prendre la charge, de l'améliorer, de la garder ou de la laisser à d'autres, dans le cas où ce malheur nous arriverait...

M. de Mahy. — Comment ! laisser à d'autres ce qui nous appartient ?...

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — J'ai parlé d'un malheur possible, comme l'histoire en a offert trop d'exemples, comme celui qui suivit la faute, ou mieux le crime commis il y a cent ans, quand nous abandonnâmes nos colonies.

Si l'expression a trahi ma pensée, j'ai voulu simplement dire quelle lourde responsabilité assume un peuple civilisé qui prend un pays comme Madagascar, où tout est à faire, même les routes, puisqu'il n'y a que des sentiers, et où il faut prévoir de fortes dépenses d'argent. Mais je n'aime pas à m'étendre sur le côté financier de la question ; il y a eu des Français tués, l'argent ne doit pas compter.

Quelques-uns ont pensé que l'honneur national, dans cette question, jouait un trop grand rôle. Je lui laisse toute la place que lui ont accordée ceux qui sentent comme moi : il domine tout.

Je suis pourtant obligé d'attirer en passant votre attention sur le budget ordinaire ou extraordinaire de Madagascar, sur les subventions demandées à la métropole, qui viendront s'ajouter pendant de longues années à nos budgets, comme pour le Tonkin, comme pour le Soudan.

Et quels fruits portera l'arbre que nous allons planter à Madagascar au prix de ces sacrifices prolongés ?

Malheureusement, nous sommes renseignés d'avance par l'exemple du passé. Malgré la bonne volonté, l'intelligence, le zèle que je reconnais aux hommes qui ont en mains l'administration de nos affaires, nous savons qu'il ne dépend pas d'eux de changer du jour au lendemain des procédés, des

méthodes, des mœurs plus fortes que leur pouvoir d'innovation. Les prédécesseurs de ceux qui siègent sur ces bancs avaient parmi eux des hommes de valeur ; et cependant, par suite de ces mœurs, de ces procédés, de ces méthodes, ils ont endossé devant l'histoire la responsabilité des tâtonnements, des négations qui ont marqué nos étapes coloniales au Tonkin et au Soudan. (Très bien ! très bien !)

Le procès de la politique soi-disant coloniale, telle que nous la pratiquons, qu'il faudrait appeler la politique de figuration coloniale, que M. Chautemps a appelée si justement « la chasse à l'abstraction », ce procès est fait partout, et je n'ai pas à le refaire. Les esprits les plus modérés, les moins suspects de critique et de parti pris l'ont instruit, et leur sentence est sévère. Je ne voudrais pas vous fatiguer avec de longues citations.

M. Chaillay-Bert, qui possède une connaissance spéciale de ces questions, qui a fait ses écoles au Tonkin sous la direction de M. Paul Bert, a publié un volume substantiel sur nos procédés de colonisation comparés à ceux de l'Angleterre. Je cite au hasard, dès les premières pages de son livre :

« L'empirisme nous domine et nous conduit ; et plus encore la routine. Si bien que par routine pure nous avons transporté au delà des mers le régime même de la métropole... sur dix fonctionnaires aux colonies, à peine en avons-nous un bon... Des sommes énormes sont consacrées à entretenir une bureaucratie oppressive... »

Les mêmes conclusions se retrouvent au bout de 400 pages.

M. Isaac a fait un exposé lumineux des côtés faibles de notre politique coloniale, ils sont nombreux. Le journal le *Temps*, qui ne passe point pour un organe d'opposition violente, commentait ainsi, il y a quelques semaines, le travail de M. Isaac :

« Les principes sur lesquels a fonctionné jusqu'ici notre régime colonial ont fait leurs preuves : ils sont mauvais. Il y a donc d'autant plus de nécessité d'en changer que le mal a été multiplié par l'extension de nos colonies. Aucun projet plus important pour la fortune nationale ne peut solliciter l'attention du Parlement. »

C'est ce qui excuse ma présence à la tribune.

Vous citerai je, messieurs, une des autorités du monde colonial, M. Ulysse Pila, l'homme qui a commencé au Tonkin les plus sérieuses entreprises qu'on y ait encore tentées, et qui, découragé et las, a fait passer dernièrement une circulaire à ses compatriotes de Lyon pour leur dire qu'il liquidait parce que, dans les conditions actuelles de l'exploitation française, il ne pouvait pas continuer plus longtemps un rôle aussi ingrat ?

Je voudrais encore mentionner un fait particulier, avec beaucoup de réserve.

Avant l'ouverture de cette discussion, j'ai dit à M. le ministre des colonies, avec une loyauté qu'il reconnaîtra, que je ne citerais ce fait que sous bénéfice d'inventaire.

M. Delcassé, ministre des colonies. — Voulez-vous me permettre un mot ?

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Volontiers.

M. Delcassé, ministre des colonies. — Vous m'avez parlé avant-hier du fait que vous comptiez exposer à la Chambre. Dès hier, par dépêche, j'ai ordonné une enquête. Dans ces conditions, il me semble que vous feriez peut-être bien d'attendre le résultat de cette enquête. (Non ! non ! à l'extrême gauche.)

Permettez ! La Chambre sait bien que je n'ai pas l'habitude de me dérober. Nous sommes à la veille de la discussion du budget des colonies et l'occasion se présentera tout naturellement alors de s'expliquer et de discuter à fond le régime colonial. (Très bien ! très bien !)

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Monsieur le ministre des colonies, c'est précisément pour cela que j'entoure l'assertion que j'apporte de toutes les réserves éventuelles que j'indiquais quand vous m'avez interrompu. Je

cite donc, sans préciser ni le lieu ni les noms, le fait qui s'est passé sur un point de nos colonies.

Le héros de cette aventure n'est pas le premier venu, car il s'agit d'un étudiant, licencié ès-sciences de la faculté de Bordeaux. Cinq étudiants de la faculté de Bordeaux — et c'est là un symptôme colonial fort intéressant — ont conçu l'idée d'aller fonder, sur un territoire que je ne désigne pas autrement, un établissement, une plantation, sans rien demander à personne, avec leurs propres ressources, mais aussi avec un capital de savoir et de connaissances que l'on apporte rarement dans de pareilles entreprises. Je fus mis au courant de ce projet. M. le ministre des colonies reçut ces messieurs avec toute la bienveillance, avec tout le zèle et la bonne volonté que nous lui connaissons ; mais il n'est qu'un homme et ce n'est pas depuis quelques mois qu'il est au pouvoir qu'il a pu communiquer à un organisme paralysé par une longue routine les qualités qui l'animent personnellement. (Très bien ! très bien !)

Un de ces jeunes gens se rendit sur le territoire en question, pour une exploration préliminaire ; il alla demander à la résidence les quelques facilités que tout Français a le droit de solliciter en pareille circonstance. Devineriez-vous ce qu'on lui répondit ?

« M. le secrétaire général me dit que mon voyage lui paraissait inexplicable, puisqu'on pouvait tout aussi bien demander aux fonctionnaires des renseignements de tout genre sur les colonies. Cette réponse, que je reproduis textuellement et que je certifie être exactement semblable à celle que m'a faite M. le secrétaire général, m'a été donnée le 19 septembre dernier, etc... »

Encore une fois, je répète à M. le ministre des colonies que je subordonne le maintien de ce fait aux informations qu'il prendra près de son subordonné. Je suis tout prêt à retirer ce que j'avance s'il obtient des renseignements probants qui infirment le dire de mon correspondant.

Mais personne ici, pas même M. le ministre, ne s'étonnera d'une réponse qui ressemble trop à ce que nous connaissons, à ce que nous avons lu partout et entendu rapporter par tous ceux qui viennent des colonies sur les habitudes et la valeur intrinsèque d'un personnel dont, encore une fois, M. Chailley-Bert, qui l'a vu à l'œuvre et qui n'est pas suspect, disait : « Sur dix, il y en a un de bon ! »

Allons-nous greffer multiplier à Madagascar ce même personnel ?

Ne croyez pas que je veuille m'écarter de la question. Je ne compte pas retaire en ce moment — l'occasion se présentera plus utilement à l'occasion de la discussion du budget — le procès de notre système colonial ; je veux seulement indiquer, en quelques mots, comment nous pourrions sortir de ces déplorables errements. Vous pouvez tous vous représenter l'état de choses qui fleurira à Madagascar au lendemain de l'expédition...

M. Vigné. — Il y aura plus de fonctionnaires que de commerçants.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — ... Il y aura un résident, des sous-résidents, des vice-résidents, et, à côté d'eux, un capitaine ou un lieutenant, de tel ou tel corps, infanterie de marine ou autre, qui tirera aux jambes du résident civil.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — D'infanterie coloniale !

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — D'infanterie coloniale, si cela fait plaisir à notre excellent collègue M. de Douville-Maillefeu.

M. le comte de Douville-Maillefeu. — Il faut appeler les choses par leur nom.

M. Le Hérissé. — C'est sous le nom d'infanterie de marine que ce corps a accompli des merveilles !

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Il y aura à côté, ou plutôt très loin de ce personnel, quelques concessionnaires.

Vous savez ce que cela signifie le plus souvent : une concession fictive sur une feuille de papier ; des gens qui, s'ils sont d'une humeur aventureuse,

prennent quelquefois un bateau pour voir comment poussent les palétuviers qu'on leur a concédés, mais qui s'inquiètent plutôt et surtout de savoir comment on peut négocier, au moyen de toutes sortes de tours subtils, l'obtention d'une indemnité de la cour d'Imerina ou du quai d'Orsay. Et pendant ce temps, les palétuviers continuent à croître, mélancoliques et mornes, sur la concession abandonnée.

M. Vigné. — Très bien ! très bien !

M. Jumel. — C'est là une singulière façon d'encourager nos nationaux à se rendre dans nos colonies !

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Il y a, je le sais, des colons à Madagascar. M. le ministre en a cité quatre, dont un est mort. Mais je ne veux pas m'arrêter à leur nombre. Y eût-il dix millions de Français à Madagascar ou n'y en eût-il qu'un seul, dès lors que celui-là a été lésé, du moment qu'un Français a été tué, nous ne devons plus compter, nous devons marcher. (Très bien ! très bien !)

Vous trouverez peut-être qu'il y a quelque contradiction entre les reproches que je fais à notre système colonial et la volonté réfléchie que j'ai annoncée de m'associer à une action française à Madagascar.

Non ; seulement je crois que les plus résolus à marcher doivent se faire à eux-mêmes les objections. Un de nos doyens me racontait hier comment, en 1862, arriva à la Chambre, retour du Mexique, un député qui se fit applaudir par toute l'Assemblée en disant : « Le Mexique, c'est une entreprise magnifique : c'est la grande idée du règne ! » et comment on injuria les quelques personnes qui manifestèrent une faible opposition.

Il y a des applaudissements dont le poids pèse lourdement sur une Assemblée, quand elle n'a pas pesé froidement toutes les responsabilités ! (Très bien ! très bien ! à droite.)

Je crois qu'il n'y a ici que d'excellents patriotes, aussi bien ceux qui, comme mon collègue et ami M. Dumas, se refusent à toute action, à toute expédition, que ceux qui sont pour l'action la plus large.

On peut différer d'avis ; mais il faut se poser à soi-même les objections et les exposer devant le pays.

J'ai hâte, messieurs, d'arriver à ma conclusion, aux procédés que je voudrais voir essayer à Madagascar pour inaugurer une politique coloniale moins stérile.

Pour nous engager sur la route de Madagascar, M. Etienne évoquait hier l'ombre de Richelieu ; si bien qu'à un moment, j'ai cru entendre le vers de Victor Hugo :

Regardez tous : voilà l'homme rouge qui passe !

Ce n'est pas au savant, à l'éloquent historien de Richelieu, qu'il faut rappler comment le cardinal appliqua ses vues sur Madagascar.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Permettez-moi de dire qu'on abuse un peu, dans cette discussion, du cardinal de Richelieu.

M. le vicomte Melchior de Vogüé. — Il est le premier qui ait pensé à Madagascar. Il confia l'exécution de sa pensée à une compagnie commerciale, au Dieppoïs Rigault, qui conduisit les soixante-dix premiers colons dans l'île.

Vingt ans plus tard, Colbert, le fondateur de cet empire colonial dont nous ressuscitons la tradition après deux siècles, choisit pour l'exécution de ses desseins la compagnie des Indes Orientales.

Quelle est la seule tentative qui ait réussi à Madagascar ? Celle d'un aventurier qui répondait au nom euphonique de Beniowski. Vous savez comment cet homme, cet étranger, en 1773, à lui tout seul, s'étant mis au service de la France, se rendit maître de l'île et la gouverna pendant trois années. Ce fut, hélas ! la France qui refusa ses services et fit échouer l'entreprise. Mal

reçu à Versailles, où il était venu offrir sa conquête au roi, Beniowski retourna à Madagascar en 1784 et y retrouva tout son pouvoir. Jaloué, traqué par les résidents d'alors, les gouverneurs voisins de l'île de France, il fut tué par leurs troupes dans un engagement.

Dans notre siècle, on a tenté de revenir au système des compagnies, avec un nommé Lambert, auquel Napoléon III prêta une oreille favorable. L'entreprise échoua par suite de la mort du roi Radama.

Que fait l'Angleterre quand un territoire nouveau éveille ses convoitises ou quand elle a des griefs à y venger ! Elle a recours à ce qu'on a appelé la politique de l'écran, c'est-à-dire à des intermédiaires, reliés au pouvoir central par des liens assez lâches pour n'engager qu'à demi la responsabilité du gouvernement mais assez souples pour se resserrer, à un moment donné, si l'intermédiaire faiblit, ou si le pouvoir central juge à propos d'intervenir directement. L'Angleterre fait occuper et coloniser le territoire sur lequel elle a jeté son dévolu par une grande compagnie.

Elle a dû ses prodigieux succès à ce système, avec la fameuse compagnie des Indes, et, dans notre siècle, avec les compagnies du Cap, de l'Afrique orientale, du Niger.

C'est également la pratique de l'Allemagne ; bref, c'est une pratique aussi vieille que la colonisation ; c'était celle de nos prédécesseurs, de nos ancêtres, depuis Cartier et Champlain jusqu'à Dupleix. Presque toujours, le pavillon français a été planté au loin par des mains libres, sans ingérence directe de l'Etat, par des volontaires de la colonisation.

Je devine le scrupule qui inquiétera quelques esprits devant cette proposition : confier la réparation de l'injure que nous devons venger à une compagnie qui prendrait notre vengeance à forfait, pour ainsi dire.

Pourquoi pas ? Est-ce que les Français qui porteront notre drapeau à Tananarive, quel que soit leur lien avec l'Etat, ne seront pas toujours la France aux yeux des Hovas ? Cette combinaison n'aurait rien qui me choquoit, je l'avoue, si elle pouvait diminuer la responsabilité qui va peser si directement, si lourdement, sur l'Etat central embarrassé de tant d'autres soucis.

Pourquoi les pouvoirs publics ne feraient-ils pas appel à cette force libre et volontaire, si elle se rencontre, qui voudrait bien prendre à forfait la mission que nous devons accomplir à Madagascar, qui s'engagerait, dans une vue de lucre, à châtier les injures du passé, à réduire les Hovas à l'impuissance pour l'avenir, à remettre au pouvoir de la métropole les ports et les douanes, tandis qu'elle coloniserait et exploiterait l'intérieur de l'île ?

M. de Mahy. — Alors, c'est l'abandon !

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Je vous demande pardon, c'est l'exploitation réelle par nos nationaux.

Pour que ce procédé fût d'ores et déjà à notre disposition, il faudrait que le Sénat n'eût pas enseveli depuis trois ans dans ses cartons le projet de loi sur les grandes compagnies coloniales. N'est-il point bizarre qu'on nous demande de voter en trois jours une mesure aussi grave, et que le Sénat ne puisse voter en trois ans un projet dont M. Jules Ferry disait, peu de jours avant sa mort : « C'est un minimum, c'est insuffisant, mais c'est tout ce que l'on peut obtenir actuellement des scrupules parlementaires ».

Il faudrait donc que ce projet fût voté. Et après ? Trouverait-on une compagnie assez puissante pour recruter des forces militaires et accomplir l'œuvre urgente à Madagascar ? Je l'ignore, personne ne peut dire oui ou non, puisqu'on n'a jamais essayé de notre temps, en France, ce qui fait la supériorité de nos rivaux, ce qui fit celle de nos aïeux.

Mais, lors même qu'une grande compagnie ne se constituerait pas, je ne me tiendrais pas pour battu, je m'en consolerais aisément. A vrai dire, ce n'est pas encore pour cet instrument classique que je réserve mes préférences intimes.

Si la Chambre veut bien m'accorder un moment d'attention, je lui demanderai la permission de lui indiquer un autre moyen d'action. Si, au contraire,

elle est fatiguée, je suis tout prêt à remettre ce développement à la discussion du budget des colonies.

Je crois, messieurs, que ce type de la grande compagnie colonisatrice, qui a été jusqu'ici le meilleur instrument de l'expansion européenne sur le globe, est destiné à se transformer chez nous, conformément à une loi qui régit tous les faits contemporains : la loi démocratique, qui substitue dans beaucoup d'entreprises l'effort et l'association du grand nombre des petits à l'effort et à l'association de quelques individualités puissantes. Les compagnies coloniales de l'avenir seront vraisemblablement une des applications de l'association populaire, de cette association dont M. Goblet nous disait l'autre jour, aux applaudissements de l'Assemblée, que là se cache le remède à la plupart de nos maux. (Bruit de conversations.) Messieurs, vous m'écouteriez, dans ce qui me reste à dire, parce qu'on ne comprendrait pas au dehors qu'une Chambre n'y prêtât pas d'attention. (Parlez !)

C'est aux couches profondes du peuple français qu'il faut faire appel, aux énergies spontanées de ce peuple, qui ne savent à quoi s'employer et qui ne demandent qu'à manifester leur vertu pour toutes les formes d'action. C'est ce peuple qu'il faut charger de coloniser à sa guise, à la mode des vieux émigrants qui furent les bons ! Avez-vous réfléchi sur la coexistence dans ce peuple de deux sentiments qui ne peuvent manquer de vous frapper ?

On discerne chez lui un double courant distincts contrariés : après quelques résistances à l'idée impopulaire du Tonkin, l'opinion s'est engouée de l'expansion colonisatrice, elle nous a suivis, elle nous a poussés en Afrique. Mais un autre instinct, également juste, fait comprendre à notre démocratie que l'on n'est pas entré dans la vraie voie, qu'on n'a pas encore trouvé la formule et le mode d'emploi du besoin d'expansion qui la travaille. Aussi hésite-t-elle à se livrer franchement : elle cherche un pays neuf qu'elle pressent, on ne lui offre qu'un mirage ! Ah ! je sais bien qu'il y a deux opinions à ce sujet, et je reconnais qu'elles sont toutes deux défendables.

Les uns disent : la France a perdu le don de coloniser ; elle l'a possédé, mais ce temps n'est plus. Aux partisans de cette opinion négative, les événements donnent raison en apparence, depuis cent ans que ce rameau est desséché, paralysé, sur la souche nationale. Mais les circonstances ont changé. Par tous les moyens de publicité, par le livre, par le journal à bon marché, les idées, les images, la représentation du monde d'outre-mer s'impriment maintenant dans tous les cerveaux, dans les plus humbles imaginations.

Il n'y a pas longtemps, je rencontrais dans le département de Seine-et-Oise un cultivateur en train de lire une carte d'Afrique. Je lui demandai : Comment l'idée vous est-elle venue d'acheter cette carte ? — Mon journal, fit-il, parle continuellement d'expéditions en Afrique ; j'ai voulu me rendre compte.

Cette curiosité, cette attraction vers les pays dont on parle tant, existent et se développent aujourd'hui à tous les étages de notre nation.

Je suis profondément convaincu — et chacun de vous a pu s'en rendre compte dans la mesure de sa petite expérience — qu'il se forme rapidement chez nous un courant d'émigration, encore sans issue. Les demandes affluent entre les mains de tous ceux qui sont connus pour s'occuper des questions coloniales.

Je fais appel à vos souvenirs, mes chers collègues. Il y a une petite misère professionnelle que tous les députés subissent ; les braves gens qui viennent nous dire : Procurez-moi une place.

Beaucoup de ces braves gens, qui ne convoitaient, il y a quelques années, que les places de l'Etat, des bureaux, ajoutent volontiers aujourd'hui : « J'irais tout de même aux colonies ! » Les jeunes surtout, ceux qui ont lu, voyagé, fait leur temps de service. Mais quand on s'intéresse vraiment à

eux, on n'ose leur répondre : Allez aux colonies ! parce qu'on ne sait pas où on les enverrait. ou plutôt, on le sait trop !

C'est à ces bonnes volontés éparses qu'il faudrait adresser un appel pour accomplir notre œuvre à Madagascar, et je m'empresse de conclure dans ce sens : je prie le Gouvernement et MM. les membres de la commission d'étudier cette solution du problème dont ils ont envisagé toutes les autres données. Il ne tient qu'à nous, si nous le voulons, de constituer rapidement un corps franc, militaire pour un temps colonisateur ensuite, qui pourrait s'appeler la légion colonisatrice de Madagascar, qui devrait être, non point incorporée, mais associée d'abord à l'opération de nos troupes régulières, qui fournirait ensuite la relève naturelle de ces troupes et créerait dans l'île un noyau de véritable colonisation. (Interruptions. — Très bien ! sur divers choses.)

Je vous demande de prêter quelque attention à cette idée, qui est, selon moi, l'idée de l'avenir.

Par des moyens très simples, avec un bureau d'inscription. — je ne dis pas d'engagement, — avec la presse qui porterait partout notre appel, au besoin, avec quelques conférences faites dans nos grands ports, à Bordeaux, à Marseille, vous trouveriez 3 000, 4,000 hommes, et probablement beaucoup plus, prêts à se grouper spontanément sous un chef librement accepté par eux, prêts à risquer quelques coups de fusil malgaches, si ces hommes étaient certains de gagner ainsi de la terre à discrétion, et quelque chose de plus que la terre, la liberté sous sa forme la plus tentante pour certains esprits, la liberté aventureuse, la joie de s'organiser à sa guise en dehors des mailles étroites où le filet de notre vieille civilisation nous enveloppe. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.) Pensez au nombre croissant de Français à qui les crises agricoles et industrielles ont fait la vie si difficile, que tout appel vers un sort meilleur les trouverait attentifs, séduits d'avance !

M. Jourde. — C'est le système que la Chine emploie contre le Japon. Cela ne lui réussit guère.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — C'est le système que Rome a employé ; elle avait des légions colonisatrices qui prenaient la fameuse devise : *Ense et aratro* !

M. Jourde. — Le canon à tir rapide n'existait pas alors !

M. Jumel. — Rome agissait comme nous : elle faisait la guerre.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — J'estime que ces éléments libres, encadrés, flanqués par notre admirable corps de la légion étrangère et par les troupes africaines, pourraient figurer dans les 15,000 hommes que vous nous demandez, en défalcation des effectifs réguliers, dont nous ne devons faire emploi au loin qu'à la dernière extrémité ; ils coûteraient moins cher que ces effectifs : le transport seulement, le ravitaillement, un prêt d'armes et d'instruments agricoles : ils assureraient la relève après le succès final et formeraient sur plusieurs points de la grande île des groupements coloniaux suffisants pour tenir en respect les Hovas, pour utiliser la main-d'œuvre locale, pour préparer à Madagascar ce brillant avenir sur lequel je compte, comme M. Etienne, mais dont je voudrais bien apercevoir quelques lueurs avant le prochain siècle.

La réussite de cette tentative aurait des effets moraux bien plus utiles encore que le service matériel dont nous serions redevables à la légion colonisatrice. Elle prouverait à tous qu'il suffit de faire appel à notre peuple, à son énergie libre et spontanée, dans tous les ordres d'idées, pour obtenir de lui les prodiges qui étonnèrent le monde en d'autre temps.

Cette réussite serait pour nous tous, qui doutons parfois, qui nous plaignons de l'affaïssement des caractères et de l'impuissance des vieux organismes routiniers, une source de joie, de confiance, de relèvement.

Elle imposerait silence à ces rivaux, dont le meilleur argument contre nos revendications coloniales est l'affirmation méprisante de notre incapacité à coloniser.

« Vous ne savez pas vous y prendre », disent-ils. Laissez nos gens s'y

prendre à leur façon, sans tutelle gouvernementale, sans lisières, et l'on verra que chez nous, comme chez les Anglais et les Allemands, il y a encore avec quoi soumettre et occuper utilement les terres des tropiques. Jamais l'occasion de faire cette preuve ne se présentera meilleure que dans l'île de Madagascar, à peine peuplée, habitable en grande partie pour l'Européen, exempte des puissants voisinages qui créent les complications diplomatiques et où la mauvaise foi des Hovas a déchiré toutes les conventions qui gêneraient la liberté d'action de nos volontaires. Si votre appel n'est pas entendu, si vos listes d'inscription restent vides, que risquez-vous ? Vous serez fixés à cet égard avant trois mois, et alors rien ne vous empêchera de revenir au plan que vous avez mûri. Vous en appliquerez toutes les dispositions ; nulle responsabilité n'aura été engagée : une seule, peut-être, celle de l'homme qui vient défendre ici une idée à laquelle il croit. On dira de lui qu'il était le jouet de son imagination ; il n'y aura qu'un homme de blessé au service d'une idée. Qu'importe ? (Applaudissements sur divers bancs.)

Voici la proposition que je voudrais soumettre aux membres du Gouvernement et de la commission des crédits qui ont étudié la question de Madagascar. Je n'insiste pas sur la rédaction ; c'est une simple indication que je livre aux agents pratiques et compétents, qui pourraient la remanier dans la forme, s'ils en acceptaient le sens :

« La Chambre invite le Gouvernement et la commission des crédits à étudier les moyens pratiques d'adjoindre au corps expéditionnaire de Madagascar une légion colonisatrice recrutée par voie d'inscriptions volontaires, qui s'organiserait librement sous un chef de son choix, prendrait part aux opérations militaires et serait ensuite autorisée à s'établir dans l'île sur des terrains à sa convenance. » (Mouvements divers.)

M. Jumel. — La conclusion est médiocre.

M. le vicomte E. Melchior de Vogüé. — Cela dit, je suis prêt, je le répète, à voter les crédits pour lesquels on a fait appel à mon patriotisme ; je prie seulement le Gouvernement et la commission d'étudier une proposition qui déchargerait une part de notre responsabilité pour l'avenir de l'entreprise.

Je n'ai apporté ici, messieurs, est-il besoin de le dire ? aucune arrière-pensée politique ; je suis monté à la tribune simplement pour suggérer une amélioration aux voies et moyens d'exécution ; je la soumets à votre jugement avec la déférence qui convient à un nouveau venu dans les Assemblées. (Applaudissements sur divers bancs.)

Voix nombreuses. — La clôture !

M. le président. — Je mets aux voix la clôture de la discussion générale.

(La clôture est prononcée.)

M. le président. — Je suis saisi de quatre motions tendant à ce que la Chambre ne passe pas à la discussion des articles.

La 1^{re} a été déposée par M. Henry Boucher ; la 2^e par M. Delbet ; la 3^e par M. Dutreix ; la 4^e par M. de Vogüé.

Je vais en donner lecture à la Chambre.

La 1^{re} motion, signée de M. Henry Boucher, est ainsi conçue :

« La Chambre, fermement résolue à maintenir les droits que la France tient des traités et à soutenir les intérêts de nos nationaux, approuve le renforcement de notre escadre ordonné d'urgence par le Gouvernement ; l'invite à présenter un projet d'occupation des ports et des points stratégiques des côtes de Madagascar et ajourne le vote sur la discussion des articles du projet actuellement soumis à ses délibérations. » (Très bien ! à l'extrême gauche et sur quelques bancs à gauche.)

M. le président. — Le 2^e projet de résolution, présenté par M. Delbet, est ainsi conçu :

- « La Chambre surseoit à statuer sur le passage aux articles ;
- « Constatant que, par son refus d'exécuter le traité de 1885, le gouverne-

ment hova a créé l'état de guerre entre la République française et lui, invite le Gouvernement :

« 1° A prendre immédiatement possession à titre définitif des contours de Diégo-Suarez dans la limite nécessaire pour assurer la défense de la colonie du côté de l'intérieur. Elle l'invite aussi à exécuter les travaux nécessaires pour faire de la baie un asile assuré et un lieu de ravitaillement pour nos flottes militaire et marchande ;

« 2° A occuper militairement l'estuaire de Bombetok et le fleuve Ikoupa depuis Majunga jusqu'au confluent des deux rivières ;

« 3° A occuper Tamatave et le fort voisin ;

« 4° A organiser les services des douanes à notre profit dans ce port et sur quelques autres points, si cela est reconnu nécessaire ;

« 5° Enfin à relier Madagascar au continent par un câble.

« Le Gouvernement devra, dans le plus bref délai possible, proposer au Parlement le vote des crédits nécessaires pour assurer l'exécution de ces mesures. »

Voici le texte du 3^e projet de résolution, signé de M. Dutreix :

« La Chambre, résolue à n'accorder les crédits qui lui sont demandés pour l'expédition de Madagascar que le jour où le Gouvernement apportera devant elle un projet de colonisation de l'île, en vue de faciliter le développement du commerce extérieur de la France, surseoit au passage à la discussion des articles. »

Le 4^e projet de résolution est présenté par M. de Vogüé :

« La Chambre invite le Gouvernement et la commission des crédits à étudier les moyens pratiques d'adjoindre au corps expéditionnaire de Madagascar une légion colonisatrice, recrutée par voie d'inscriptions volontaires, qui s'organiserait librement sous un chef de son choix, prendrait part aux opérations militaires et serait ensuite autorisée à s'établir dans l'île, sur des terrains à sa convenance. »

La parole est à M. Boucher.

M. Henry Boucher (Vosges). — La Chambre, en prononçant la clôture de la discussion, a semblé désirer sortir de démêlés, j'allais dire académiques, et arriver promptement aux solutions dont le choix intéresse son patriotisme.

Ces solutions, qui engagent à un si haut degré votre responsabilité, vous allez, messieurs, les choisir en toute liberté.

A l'extrême gauche. — C'est une erreur !

M. Henry Boucher (Vosges). — M. de Douville-Maillefeu félicitait hier le Gouvernement d'avoir, pour la première fois depuis vingt ans, mis le pays nettement, franchement en présence d'un problème de politique extérieure, en lui laissant complètement son libre arbitre, sans préparation d'opinion et sans provocation d'incidents.

Je m'associe à cet éloge ; je remercie le Gouvernement qui, par sa prudence, a écarté de cette discussion jusqu'à l'ombre même du danger de ces solutions tragiques, qui parfois ont pu planer sur les délibérations de nos prédécesseurs.

Je le remercie aussi d'avoir appelé le Parlement à se prononcer en pleine et entière liberté, sans avoir engagé, par un commencement d'exécution qui nous lierait les mains, les décisions qu'il nous appartient de prendre aujourd'hui.

Nous nous trouvons en présence de deux solutions absolument distinctes.

Celle que propose le Gouvernement engage non seulement, à mon sens, notre politique coloniale, mais aussi notre politique extérieure ; elle touche au redoutable problème de la colonisation, en ce sens que vous aurez à exa-

miner l'usage que vous ferez d'une conquête que l'on veut dès maintenant réaliser ; elle intéresse de la façon la plus grave les intérêts de nos finances ; elle touche enfin, en empêchant la réalisation, à une question qui nous tient au cœur, celle de l'organisation prochaine, immédiatement, de l'armée coloniale.

L'autre solution, qui est la nôtre, est relativement modeste. Elle garantit, à no re sens, les grands intérêts de la politique européenne et, en ne vous obligeant pas à des sacrifices disproportionnés avec l'œuvre que vous voulez accomplir, elle vous laisserait dans tous les cas le temps d'organiser les forces qui vous seraient nécessaires pour faire autre chose que cette opération de gendarmerie que vous semblez nous annoncer et qui est le but dernier de votre entreprise. En effet, lorsque vous aurez occupé le centre de l'île, encore faudra-t-il protéger les différents intérêts qui, de là, rayonnent sur tous les points, et après avoir commencé par une très grande expédition, vous serez obligés à « l'expédition toujours » que vous nous reprochez.

Nous allons comparer ces deux solutions, si vous le voulez bien, au triple point de vue de la politique extérieure, de la grande politique nationale, — de l'honneur du drapeau, que l'on considère comme compromis, — et aussi de cette politique commerciale dont on prétend que je suis ici le représentant et qui, je l'affirme, n'arrive dans ma préoccupation qu'au troisième rang, si même je la mets en ligne de compte.

Au point de vue de la politique extérieure, qu'avez-vous voulu faire ? Il est inutile, après les discussions qui se sont déroulées à cette tribune, de vous démontrer que ce n'est pas le traité de 1885 avec les Hovas, que c'est surtout la convention de 1890 avec l'Angleterre qui est le principal objet de vos soucis.

Oui, bien certainement, alors que l'île de Madagascar avait toujours été considérée comme une sorte de possession héréditaire de la France, on a acheté à l'Angleterre, par la cession de Zanzibar, les clés même de l'île. Cet achat vous l'avez fait ou plutôt vos prédécesseurs l'ont fait pour assurer à la marine française la possession de ces ports magnifiques dont je suis certainement le premier à reconnaître l'importance.

Certainement, je ne considère pas que le fait de posséder cette admirable rade de Diégo-Suarez, la plus belle du monde, plus belle même que celle de Rio-de-Janeiro, que le fait de posséder le port de Majunga, ainsi que les différents ports d'attache de Madagascar où nos flottes pourront se réfugier à l'occasion, je ne considère pas que toutes ces possessions soient négligeables. Certes, je suis un des premiers à reconnaître que la liberté de la route du Cap doit être absolument ménagée par la politique française. Non pas que j'admette volontiers que je ne sais quel oubli des promesses antérieures nous ferme, par le fait de l'Angleterre, l'entrée du canal de Suez.

Cette éventualité n'entre pas pour l'instant dans mes calculs ; je suis assuré que la fermeté du gouvernement français, que la fermeté de l'Europe tout entière résoudra cette question.

Mais je ne puis méconnaître que la route de Suez peut être fermée par autre chose qu'une volonté diplomatique.

A l'occasion, ce canal étroit pourrait être d'une fréquentation dangereuse pour des flottes de guerre et je crois que toutes les nations de l'Europe, pour l'instant, ont entré dans leurs calculs qu'un jour on devra recourir à la grande route des anciennes flottes, et que le chemin du Cap sera la grande route des flottes du monde.

Je serai donc le dernier à m'opposer aux tentatives qui sont faites par le Gouvernement pour garder les ports de l'île de Madagascar.

Je félicite le Gouvernement, dans mon projet de résolution, d'en avoir assuré la possession par une action immédiate et de ne pas avoir laissé naître je ne sais quelle tentative d'occupation par une autre nation.

Les intérêts maritimes sont sauvegardés, et je vous approuve de les avoir sauvegardés ; nous vous suivrons certainement dans cette politique. Mais

quel autre intérêt international, j'entends international européen, avez-vous à sauvegarder par votre expédition ?

Serait-ce l'interprétation du protectorat dont vous avez accepté les charges et les avantages par la convention de 1890 ? Pensez-vous qu'il soit absolument nécessaire d'aller occuper Tananarive pour assurer, dans la mesure que vous commandez la foi des traités, la sécurité des Anglais et des Allemands qui vont négocier dans l'île ?

Vous n'avez qu'à consulter le texte même de la convention de 1890.

Vous ne vous êtes pas engagés à protéger la dynastie et le gouvernement hova ; vous avez accepté ou vous avez laissé reconnaître votre protectorat sur l'île de Madagascar.

Et c'est alors que se pose une question assurément nouvelle au cours de cette discussion.

Oui, je suis avec vous et je considère que nous devons garder et maintenir notre protectorat sur l'île de Madagascar, mais avec quel instrument et de quelle façon ?

Je suis presque tenté de remercier les Hovas de leur manque de foi qui nous permet de rompre avec leur gouvernement à qui vous avez pour ainsi dire donné l'importance qu'il a aujourd'hui. Je suis heureux qu'ils nous permettent de revenir sur les engagements que vous avez pris en violation de la politique traditionnelle de la France. (Applaudissements.)

J'ai entendu, dans le discours de mon ami M. Lebon, une parole qui m'a singulièrement frappé. Il disait que, dans toutes les grandes questions politiques, il fallait avoir surtout le souci des impondérables. Dans le secret de la grandeur de la France, il y a un élément impondérable. C'est le respect des alliances, c'est cette politique généreuse qui nous pousse à aller au secours des faibles, c'est cette politique qui s'impose plus que jamais à la France, c'est le respect du droit des vaincus.

Par le traité de 1885, qu'aviez-vous fait ? Vous aviez abandonné les Sakalaves qui avaient été les soutiens et les premiers soldats de votre politique, tant qu'elle a eu quelque grandeur à Madagascar. Vous les aviez abandonnés complètement, et vous vous étiez bornés, dans vos négociations avec la cour des Hovas, à les recommander à la bienveillance des vainqueurs auxquels vous vous associiez. (Applaudissements sur divers bancs.)

Il y a là, messieurs, un manque de générosité et de justice qui pèse sur les consciences françaises, et puisque la cour d'Emyrne a elle-même déchiré votre traité de 1885, qui n'est pas le moins du monde confirmé par la convention de 1890, moi qui ai comme vous le souci de l'honneur du drapeau, j'en suis ravi, pour ma part. Que si vous avez quelque injure à venger, si vous considérez que les possesseurs actuels de l'île ont lésé vos intérêts, tirez d'eux la véritable vengeance, en leur enlevant toute autorité et en les faisant descendre de la hauteur à laquelle vous les aviez portés ; faites qu'ils ne soient plus les arbitres de l'île, appuyez-vous contre eux sur toutes les populations qui ont été auparavant vaincues, et que vous pouvez soutenir de vos canons, de votre influence maritime, commerciale et financière. Voilà la véritable politique du protectorat. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. Paschal Grousset. — Une bonne guerre civile à Madagascar. Voilà ce qu'il nous faut !

M. Henry Boucher. — La politique de protectorat, nous l'acceptons non pas avec, mais contre les Hovas. C'est ainsi qu'en nous bornant à l'action depuis les côtes, en rayonnant au milieu des populations amies, sans qu'il soit besoin d'aller occuper cette sorte de forteresse dont le fossé est constitué par de méphitiques marécages, nous pouvons faire une bonne et utile politique, qui répondra à nos engagements internationaux.

Pour garantir les intérêts de tous les Allemands, de tous les Anglais, de tous les intérêts Européens sur les côtes ; pour poursuivre en même temps la véritable exécution rendue nécessaire par le mépris des engagements dont

la politique française a été victime, notre devoir est d'abattre cette sorte de pouvoir que nous avons édifié de nos propres mains.

Je n'ai pas besoin de recourir au discours de l'honorable ministre des affaires étrangères pour affirmer que c'est nous qui avons fait les Hovas.

Il est inutile que je rappelle car nous le savons tous, que la France avait offert, en retour du traité de 1883, aux Hovas, avec l'hégémonie de l'île, des droits absolument nouveaux, notamment sur la partie ouest de Madagascar, et concession déplorable, qui a permis aux Hovas de massacrer, de piller toutes ces peuplades qui ne demandaient qu'à nous accueillir.

Réparons cette cruelle faute, messieurs, et assurons ainsi la satisfaction que nous devons donner au drapeau. Pour obtenir cette satisfaction, point n'est besoin d'engager 15,000 hommes, d'attaquer les Hovas sur leur propre territoire, d'aller reprendre Tananarive; il suffit de les bloquer par leurs ports, de les laisser attaquer par toutes les peuplades qui ne demandent qu'à se soulever contre eux; c'est là notre véritable politique. (Applaudissements sur divers banes.)

Mais, messieurs, quel avantage vous présenterait, au point de vue des résultats que vous voulez obtenir, l'expédition telle que vous la proposez?

Je suis absolument certain que les soldats qui ont fait l'expédition du Dahomey, qui sont allés à Tombouctou, iront à Tananarive. Je ne suis pas de ceux qui viennent ici répandre le pessimisme, je crois les fils de la France à la hauteur de toutes les tâches. (Très bien! très bien!) Reste à savoir celle que nous devons leur imposer; reste à savoir si les gouvernants n'outrepassent pas leur droit en leur imposant une tâche hors de proportion avec le but qu'on veut atteindre et les intérêts que l'on a à défendre.

Car enfin, messieurs, nous sommes, il faut bien le dire, dans une situation autre que celle de nos pères au point de vue des expéditions coloniales.

Autrefois, les entreprises coloniales pouvaient être faites et menées avec de tout autres préoccupations que celles qui doivent nous animer.

Tant que vous aurez une armée dont le service sera obligatoire, dont le recrutement sera étendu à l'ensemble de la nation, il faudra la menager pour de grandes œuvres nationales, pour les grandes œuvres qui intéressent l'intégrité de la patrie, et il ne faudra pas jeter les enfants qui vous sont confiés par les mères françaises dans une balance commerciale, en face de quelques piastres et de quelques roupies. (Très bien! très bien!) Il faut savoir où est l'intérêt de la France. Si sa grandeur est engagée, qu'on lance nos soldats et nos navires! personne, quels que soient les dangers à courir, qu'ils viennent des balles ou des maladies, personne n'hésitera à marcher gaiement.

Mais pourquoi cet effort? Ne vous ai-je pas démontré que la solution est dans l'occupation des ports, suffisante pour faire respecter nos droits vis-à-vis des nations européennes, et que cette politique se fait d'une façon complète aux engagements que nous avons pu souscrire. Dès lors, pourquoi faire autre chose? Pourquoi envoyer 15,000 jeunes gens à travers les dangers que vous connaissez tous, que tous vous avez appréciés à leur juste valeur? Et certes, si j'avais quelque chose à ajouter à mon argumentation, je ne pourrais pas l'emprunter à de meilleures sources qu'à celle que nous fournit notre cher et brillant ancien sous-secrétaire d'Etat aux colonies, M. Etienne, qui, en 1889, laissait imprimer dans ce livre bien connu, signé par M. Henrique et publié sous son patronage, *Les Colonies françaises*, un exposé dont je vous citerai ce court passage qui vous éclairera sur l'énorme effort qu'il y a à faire pour se rendre à Tananarive :

« Etant donné l'extrême difficulté des transports à Madagascar, ainsi que l'étendue de certains déserts à traverser, une expédition qui voudrait pénétrer dans l'intérieur du pays rencontrerait des obstacles presque insurmontables, pour peu qu'elle fût composée de quelques milliers d'hommes.

« Le transport des munitions, des bagages, des vivres, nécessiterait une

véritable armée de porteurs, suivie elle-même d'une seconde armée, portant, avec les siens, les vivres de la première. » (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Voilà donc une indication qui est placée sous un couvert absolument officiel et qui a la sanction d'un des plus nobles et des plus intelligents esprits que je connaisse, et certainement un des plus dévoués à la politique coloniale.

A l'extrême gauche. — La situation n'a pas changé.

M. Henry Boucher (Vosges). — Voilà quelles sont les difficultés ; elles n'ont pas beaucoup changé, car il s'agit toujours de ces deux vivres, de ces deux fameux sentiers qui vont, l'un de Majunga à Tananarive ; l'autre, de Tamatave à Tananarive. Je ne veux pas rechercher quel est celui que choisira l'expédition. Il semble que ce secret doive être encore gardé, quoique je pense bien que polichinelle le connaît déjà. (On rit). Mais enfin, il est entendu que nous ignorons si c'est par Tamatave que nous marcherons sur Tananarive ou si, au contraire, ce sera par Majunga.

Les difficultés sont, dans tous les cas, les mêmes et celles que nous révélait la publication de notre excellent ami restent tout aussi considérables qu'autrefois.

M. Etienne. — Voulez-vous me permettre un mot, monsieur Boucher ?

En 1889, lorsque cette notice coloniale a paru, au moment de l'exposition universelle, il ne s'agissait que de la route de Tamatave à Tananarive, qui était seule connue à l'époque. Mais vous ne pouvez pas ignorer, mon cher collègue, et beaucoup de membres de cette Chambre n'ignorent certainement pas non plus que, depuis cette date, des études ont été faites et qu'on a trouvé une autre route...

M. Raymond Poincaré, ministre des finances. — Plusieurs autres routes !

M. Etienne. — ... plusieurs autres routes qui ne présentent pas les mêmes difficultés que celles que nous connaissions en 1889. (Très bien ! très bien ! — Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Henry Boucher (Vosges). — Permettez-moi d'admirer la puissance prodigieuse de l'esprit colonial ! Il est bien vrai que, depuis 1889, les choses ont absolument changé à Madagascar, mais il paraît qu'elles se modifient encore plus vite en ce qui concerne les appréciations que l'on porte et sur sa prospérité et sur les dangers d'une expédition. Depuis 1889, dites-vous, on a découvert d'autres routes ?...

M. Etienne. — On a étudié.

M. Henry Boucher (Vosges). — ... on a étudié d'autres routes. Il y a là quelque chose de nouveau de la part des Hovas qui ont toujours cherché à isoler d'une façon complète cette forteresse de Tananarive, à la cacher à toutes les nations étrangères : c'est leur politique maîtresse, c'est la politique qu'ils ont toujours poursuivie, et je suis heureux d'apprendre de votre bouche qu'il y a là des chemins ouverts vers la civilisation, je ne l'avais pas constaté jusqu'à présent.

Toujours est-il que les difficultés à vaincre seront nombreuses et — vous ne le deniez pas — que l'effort sera considérable, et s'il n'est certainement pas disproportionné avec la valeur de nos troupes, il est sûrement disproportionné avec les résultats à obtenir.

Je vous ai démontré tout à l'heure que les résultats d'une conquête ne pouvaient désormais plus être que purement matériels. Ces résultats matériels, examinons-les.

Sous la chaude parole de M. Etienne, la végétation de Madagascar, qui nous avait été présentée sous un aspect si peu riant par M. le ministre des affaires étrangères, a pris en deux jours un aspect absolument luxuriant. Les richesses de l'île se sont accrues dans de singulières proportions ; on a additionné la fortune de M. Laborde, mort il y a quelque quinze ans et dont l'héritage a donné lieu à de si grandes difficultés, avec celles qui naîtront

des entreprises nouvelles. Nous avons vu planter des hectares de caféiers ; nous avons vu l'exploitation des caoutchoucs se développer avec l'extension qu'elle comporte.

Nous avons assisté à une éclosion d'intérêts nouveaux à Madagascar qui dérouterait toute statistique. Rassurez-vous donc : bien que ce soit un peu mon métier, je ne ferai pas plus de statistique que vous ne souhaitez qu'on en fasse. Je ne m'attarderai pas aux résultats nouveaux de l'exploitation de Madagascar que vous nous présentez ; je vous demande seulement la permission d'envisager les soucis que vous allez léguer à votre gouvernement ou à celui qui pourrait vous succéder, par l'exploitation de l'île. (Mouvements divers.)

Oh ! je parle pour l'avenir ; aujourd'hui, je souhaite que tout aille au gré de nos dé-sirs communs et que nous tombions d'accord. Mais je voulais vous montrer que, dans l'expédition de Tananarive, ce n'est plus le respect du drapeau qui est en jeu, ce n'est plus notre intérêt extérieur, mais purement et simplement la politique coloniale qui est engagée à nouveau ; je veux vous montrer que c'est la politique d'occupation, la politique de colonisation par les fonctionnaires qui s'agit en ce moment. (Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche et à gauche.)

M. Paschal Grousset. — Pas de colons et beaucoup de fonctionnaires !

M. Henry Boucher (Vosges). — Je ne reviendrai pas sur les indications qui ont été données tout à l'heure par M. de Vogüé ; il vous a dit qu'au temps où l'on créait ces colonies qui nous ont gardé un fidèle souvenir, ce n'était pas la mode de commencer par une occupation militaire ; on commençait par les colonies d'influence et les colonies d'intérêts ; tous les hommes ardents, que la vie monotone de leur génération obligeait à s'expatrier, étaient envoyés à travers les mers, portant leur fortune et leur énergie de travailleurs et de soldats.

On vous a parlé de l'initiative grandiose de Richelieu, de celui d'autrefois qui portait la barrette ; mais ce n'est pas seulement en France que cette politique avait été suivie ; partout où vous avez vu une colonie survivante et riche, partout cette politique a été préconisée.

En France, vous avez eu le Canada, colonisé par une compagnie libre qui a commencé par y installer des exploitations et à y établir aussi une sorte de rayonnement d'influence. Aux Indes françaises, au Sénégal, même à l'île Bourbon et à la Martinique, toutes ces colonies qui sont restées fidèles à notre drapeau ou à notre souvenir, on a commencé par une colonisation d'intérêts ou d'influence, et la France n'y a envoyé ses armées que lorsqu'elles avaient à y protéger quelque chose.

Or, comment procédons-nous depuis ces quelque vingt ans ? Nous commençons par envoyer des troupes pour gagner ensuite des clients.

Je vous confesse que, pour nous autres, qui sommes des négociants, des industriels, ce procédé est étrange.

Si nous allons trouver nos clients et que nous commençons par les violenter, pour leur dire après : Maintenant, n'est-ce pas, il est bien entendu que vous me donnez votre clientèle ? j'affirme que ce langage n'aurait auprès d'eux qu'un très médiocre succès. (Sourires.)

Et c'est là le procédé que vous employez. Vous commencez par occuper militairement ces contrées ; vous obligez ces peuples à rompre avec leurs traditions, avec des habitudes acquises, avec des dynasties auxquelles ils tiennent, et quand tout cela est fait, vous leur dites : c'est une affaire entendue, nous sommes vos meilleurs amis, et vous serez nos meilleurs clients. Non, ils ne seront pas vos clients, et vous ne développerez pas, comme vous pourriez le faire et comme on aurait dû le faire au point de vue des intérêts matériels que vous servez ; vous ne développerez pas ainsi l'influence pour laquelle vous avez dépensé tant d'argent et tant de forces sur les divers continents.

Voulez-vous me permettre de vous dire à quel résultat aboutit cette poli-

tique coloniale ? Notre ami, M. Etienne, nous a parlé en couvrant ses grands desseins sous une sorte de politique d'intérêts, qui n'est certainement pas dans sa pensée ; il rêve, assurément, la grande expansion de l'influence de la France et il colore, il saupoudre, pour ainsi dire, ses grands desseins par cette poussière de millions qu'il fait briller à nos yeux.

Quels sont les résultats de la politique française coloniale depuis ces cinquante années ? Voulez-vous me permettre de ne pas trop parler chiffrés à propos de l'Algérie ? L'Algérie est une admirable façade que la France s'est construite au grand soleil.

Je ne ferais pas passer au compte de doit et avoir cette admirable possession ; mais enfin, la France a dépensé 3 milliards 500 millions pour constituer l'Algérie. Le compte date de longtemps, il a été calculé sur l'initiative de notre collègue M. Rouvier.

Je ne parle pas de ces 3 milliards 500 millions ; ce n'est pas trop cher pour avoir prolongé ainsi au delà de la Méditerranée l'influence et l'esprit français. Je souhaiterais seulement que le nombre des colons français qui habitent aujourd'hui l'Algérie fût égal au nombre des morts que nous y avons laissés. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Mais parlons du présent. Voilà une colonie qui a cinquante ans d'existence ; ce n'est plus une colonie ; je ne vois plus en elle que trois départements français en plein développement économique.

Cependant nos exportations, c'est-à-dire tous les produits qui sont envoyés de France en Algérie, représentent à peine 2⁶ millions au compte de 1893, tandis que notre possession nous coûte 23 millions de frais d'administration, 18 millions de garantie d'intérêts et 53,000 hommes immobilisés pour sa défense.

Si nous envisageons toutes les autres colonies, abstraction faite de l'Algérie, nous voyons que nous y expédions pour 101 millions de marchandises et que nous en recevons pour 176 millions. Et lorsque vous nous dites que vous allez ouvrir dans les colonies des débouchés à la production française, c'est là une singulière erreur. Ce ne sont pas des débouchés que vous ouvrez à la production française, ce sont au contraire les portes de la France que vous tenez ouvertes à des produits plus privilégiés parce qu'ils nous arrivent sous le couvert du bon marché de la main-d'œuvre. En sorte que, quand vous envoyez un jeune soldat du Puy-de-Dôme ou des Basses-Alpes dans ces pays nouveaux, quand vous l'envoyez servir, avec l'honneur de la France, ses prétendus intérêts, savez-vous quel sera le résultat de ses efforts ?

Il entrebâillera la porte des colonies aux produits français, il ouvrira toutes grandes les portes de la France aux jaunes, aux noirs qui s'abritent sous notre drapeau, aux étrangers qui ne se mêlent à eux que pour nous desservir. Il ira mettre en concurrence ce jaune ou ce noir qui se nourrit d'une poignée de riz valant 20 centimes, avec son père, avec son frère, qui a peine à vivre dans la mère patrie, dont il supporte toutes les charges avec un salaire de 1 fr. 50 par jour. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche. — Interruptions.)

Voilà la toison d'or de ce victorieux !

Les résultats matériels de votre système colonial fonctionnaire sont-ils plus brillants pour l'ensemble de la nation ? Hélas ! non.

Sur les 7 milliards qui représentent en importations et en exportations le commerce de la France en 1893, les échanges avec les colonies, y compris l'Algérie, ne comptent que pour 8 p. 100.

Les échanges libres rapportent près de 450 millions en droits de douane, et ces échanges privilégiés, affranchis de droits de douane, coûtent au contraire 60 millions pour les colonies extérieures méditerranéennes, 23 millions pour l'Algérie, 18 millions de garanties d'intérêt plus de 100 millions !

Et nous ne comptons pas, messieurs, les capitaux engagés dans la conquête, le matériel de guerre et le matériel maritime consacrés à leur défense,

la vie des hommes surtout, capital précieux, dont la perte irréparable pèse sur les destinées mêmes de la patrie

Ne parlons donc pas d'intérêts matériels dans la politique coloniale telle que vous l'entendez, ce serait un leurre !

Aussi bien, n'est-ce pas à leur calcul que je m'attarde.

Mais nous ne faisons pas ici un compte de doit et avoir, et je reste d'accord avec vous. en ne voulant considérer, dans l'œuvre qui vous passionne, que les intérêts supérieurs de la nation que vous entendez servir, et non pas les intérêts matériels, sous lesquels il ne faudrait pas les dissimuler, sous peine de faire apparaître une politique qui a sa grandeur, comme une œuvre de dupes. (Applaudissements à gauche.)

Et pourquoi cet échec d'une entreprise soutenue par tant de nobles initiatives et d'efforts désintéressés ? Pourquoi ? Parce qu'elle est menée à l'encontre du génie français, de l'esprit de spontanéité et d'indépendance qui a marqué toutes nos grandes œuvres nationales.

J'ai entendu bien des orateurs brillants en ce débat, et pour la première fois je me prends à regretter, moi qui aime tant mon métier, de m'être consacré pendant vingt-cinq années aux soucis matériels et aux œuvres positives. J'envie leur talent, l'éclat de leur parole, que j'aurais voulu mettre au service de mes convictions profondes.

Je voudrais vous dire, comme ils sauraient le faire, combien vous avez méconnu l'esprit véritablement français, dans la carrière que vous croyez ouvrir aux générations futures. Vous avez parlé de phénomènes dont la première apparition trouble déjà le vieux monde. Vous avez dit que cette surproduction qui inquiète l'Europe et l'Amérique va faire naître en France aussi de redoutables problèmes, que bien des jeunes gens auxquels la civilisation contemporaine a donné, avec des aspirations élevées, tant de nouveaux besoins, ne trouveront plus dans la vieille patrie le moyen de les satisfaire.

Armés par une culture intellectuelle très supérieure à l'œuvre à laquelle ils pourraient se vouer, ils chercheront de hasardeux emplois de leur initiative, de tout ce que la République leur a donné d'instruction et de puissance intellectuelle. C'est pour le leur fournir que vous leur ouvrez les colonies.

Eh bien, oui ! c'est là qu'ils devraient aller ! Mais quel est donc le sort que vous réservez, là-bas, à leurs jeunes ambitions ? Vous leur préparez, en ces pays lointains, l'existence commode et médiocre des fonctionnaires français. Ils seront expéditionnaires, chanceliers ou vice-résidents, ils auront la vie garantie et totalement à l'abri des hasards, avec l'assurance de se reposer plus tard dans la retraite.

C'est ainsi que vous confisquez leur initiative, que vous n'ouvrez leurs perspectives d'avenir que sur l'annuaire, et ne leur laissez pour souci et pour but que de revenir en France avec la pension traditionnelle. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, nos pères agissaient autrement. Ils lançaient les hommes d'aventure, les hommes de guerre, les hommes de travail dans ces grandes entreprises, avec la liberté de leur initiative, et ces hommes servant d'abord leurs intérêts servaient par là même les véritables intérêts de la patrie. Lorsqu'ils avaient conquis à la France, soit un marché, soit des peuples, ils les abritaient sous le drapeau français et la protection ne leur faisait jamais défaut.

Vos opérations, au contraire, sont des opérations avant terme, qui n'aboutissent qu'à des avortements. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Et c'est partout le même résultat. C'est pour cela que nous autres, nous apercevons, surtout dans cette expédition de Madagascar, la continuation de cette politique coloniale déplorable ; nous nous élevons contre elle, avec toute l'ardeur de notre conviction.

Nous combattons encore votre projet d'expédition hâtive faite avec des

troupes non préparées à leur mission, parce que nous considérons qu'il empêchera d'aboutir les décisions si nettement affirmées par les deux Chambres dans le sens de la création d'une armée coloniale. (Très bien ! sur divers bancs.)

Depuis que le service militaire est obligatoire pour tous en ce pays, les mères voient le départ de leurs enfants sans verser les mêmes pleurs qu'autrefois.

Au moment du tirage au sort, elles n'ont plus qu'une anxiété dans l'esprit, c'est que ces enfants bien constitués qu'elles auraient offerts sans regrets au danger d'une guerre nationale, ne tirent un mauvais numéro qui les envoie dans ce que M. de Douville-Maillefeu appelait l'infanterie coloniale, mais qui est bien l'infanterie sacrifiée, parce qu'elle n'est préparée, ni par la sélection d'origine, ni par l'âge des soldats qui la composent, à sa dangereuse mission.

Oui, messieurs, ils sont nombreux, même parmi les plus braves, ceux qui redoutent d'aller mourir, sans effet utile pour la nation, obscurément, dans quelque rizière, ou de ne revenir de là-bas qu'après avoir perdu leur santé. La constitution de cette armée de mer telle qu'elle existe aujourd'hui est véritablement étrange. Elle l'est au point de vue du pacte national, dont les charges sont doublées pour eux, elle l'est même au point de vue du plus vulgaire intérêt budgétaire. Parmi des jeunes gens qui sortent des filatures ou des tissages, des enfants à peine formés, près des Alpes et des Pyrénées, habitués à l'air pur de leurs montagnes, vous prenez au hasard du sort, sans sélection, pour les envoyer dans n'importe quelle colonie, sans savoir sous quel le latitude. Ces jeunes contingents s'émiettent avant d'être acclimatés, remplissent les hôpitaux, nécessitent de triples relèves et imposent au budget, au seul point de vue des frais de transport, trois fois ce que coûterait l'engagement d'hommes faits.

Encore ne ramène-t-on pas les cercueils ! (Applaudissements à l'extrême gauche.)

C'est là une situation lamentable matériellement, intolérable moralement.

S'il y avait au monde un industriel assez dépourvu de sens moral pour se résigner, avant d'entreprendre une affaire ou de construire un établissement, à broyer trente vies humaines par chaque million conquis sur la matière, cet homme tomberait sous la réprobation publique.

Or, messieurs, c'est à un semblable holocauste que se résigne la France. Chaque million, non pas produit, mais échangé par nos colonies coûte, en dehors des pertes de la conquête, trente vies de jeunes hommes, empêche la formation de trente futures familles françaises.

Ah ! messieurs, si vous aviez une armée coloniale, vous ne m'auriez peut-être pas trouvé à cette tribune pour combattre l'expédition telle que vous l'avez demandée ; et vous l'auriez cette armée, dont la formation décidée par le Parlement est réclamée vivement par l'opinion publique, si vous n'étiez arrêtés par certaines influences que nous connaissons bien et qui engagent de bien lourdes responsabilités. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Si cette armée était organisée, nous aurions, certes, un souci moindre, une responsabilité morale moins grave, surtout en ce qui touche les intérêts de la défense continentale.

Bien que je sois un homme de l'Est, je ne suis pas venu ici pour vous parler de la frontière ouverte, ni même de ce problème de la mobilisation, auquel vous touchez d'une main si imprudente...

M. Le Hérisse. — Très bien !

M. Henry Boucher (Vo-ges). — Je ne vous ai pas parlé de ces dangers, parce que ceux qui y songent le plus sont ceux qui en parlent le moins. Mais ils y songent, et, s'il en est quelques-uns...

M. Charles Dupuy, président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Tous les Français y songent.

M. Henry Boucher (Vosges). — S'il est quelques-uns des meilleurs amis du ministère qui se sont séparés de lui dans cette circonstance, c'est qu'ils ont considéré qu'il y a là une question d'autant plus actuelle que vous n'ignorez pas les problèmes qui se soulèvent en Europe.

Je sais bien que M. le ministre des affaires étrangères nous a rassurés à cet égard. Il est entendu que nous n'aurons pas à intervenir dans le conflit sino-japonais, que la retraite de M. de Caprivi ne veut rien dire, que vous êtes absolument tranquilles.

Je vous félicite de votre tranquillité d'âme, je souhaite que vous n'ayez pas à la regretter. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Le Hérisse. — C'est le cœur léger! (Protestations au centre et à gauche.)

M. Alphonse Humbert. — Personne n'a le droit de comparer M. le ministre des affaires étrangères à M. Emile Ollivier. (Très bien! très bien!)

M. Henry Boucher (Vosges). — Personne n'y a certainement songé.

M. le ministre des affaires étrangères. — Le ministre des affaires étrangères trouve qu'on le compare trop! (Rires et applaudissements.)

M. Henry Boucher (Vosges). — Je n'insiste pas, messieurs, la commission de l'armée dont vous entendrez les orateurs fera connaître son sentiment.

M. Le Hérisse. — Elle a changé d'avis!

M. Henry Boucher (Vosges). — Je ne me substituerai pas en tout cas à sa haute autorité.

M. Le Hérisse. — Elle s'est convertie, une fois de plus.

M. Henry Boucher (Vosges). — Je ne me substituerai pas à sa haute autorité, et je me contente de répéter que, si l'armée coloniale était organisée, tous ces problèmes n'auraient pas été soulevés, toutes ces questions n'auraient pas ému l'opinion au degré où elles l'émouvent aujourd'hui.

Vous parlerai je de la question financière? D'autres la traiteront au moment où s'arbitrera la dépense que vous engagez; mais il faut bien cependant que vous envisagiez dès maintenant, à côté des 60 millions dont vous nous demandez l'immédiat sacrifice...

M. Raymond Poincaré, Ministre des finances. — 65 millions.

M. Henry Boucher (des Vosges). — ... que vous envisagiez les inévitables dépenses qui suivront votre expédition. (Très bien!)

Qu'on passe par Majunga, ou qu'on passe par Tamatave, ou qu'on passe par ces routes nouvelles que M. Etienne a découvertes, il n'en reste pas moins vrai qu'il faudra construire 450 kilomètres de chemins de fer pour vous rattacher à la côte ouest, 300 kilomètres pour vous rattacher à la côte est, sous peine de laisser isolés et bloqués dans les montagnes les 2,000 hommes que vous comptez laisser à Tananarive. Il n'en reste pas moins avéré qu'il faudra construire des chemins nombreux pour faire rayonner les hommes que vous voulez enfermer dans cette sorte de camp retranché que vous voulez organiser à Madagascar, camp retranché dont on n'avait pas parlé avant le discours de M. Etienne, mais que nous avons vu apparaître depuis lors avec ses conceptions ambitieuses.

Il faudra bien relier Tananarive, votre réduit de l'île, avec tous les points d'où vous voudrez diriger vos actions sur toutes les parties du monde, sur l'Asie, vers laquelle vous dirigez vos regards, sur l'Afrique, où vous avez aussi un œil ouvert, sans compter l'Océanie, que vous trouvez moyen de regarder encore.

Ce sont des centaines de kilomètres de chemins que vous allez faire. Ne fût-ce que les 750 kilomètres de chemins de fer que vous devez obligatoirement construire, calculez la dépense: elle représente 150 millions.

Où les trouvez-vous? Je vais vous le dire. Vous les trouverez dans une ressource que vous avez absolument refusée pour la construction des chemins français, dans l'accumulation de l'épargne française. Lorsque vous

avez fait disparaître la caisse des chemins vicinaux, par une disposition budgétaire dont je ne méconnaissais pas l'héroïsme, mais qui a été contestée dans le pays, lorsqu'il a fallu trouver des prêteurs à nos communes, à nos départements empêchés par leur pauvreté de prendre part à vos premières largesses, on s'est adressé à la Caisse des dépôts et consignations; on lui a demandé s'il était possible d'espérer trouver dans ses immenses dépôts de quoi alimenter les besoins des communes et des départements.

M. Raymond Poincaré, Ministre des finances. — Voulez-vous me permettre un mot?

M. Henry Boucher (Vosges). — Très volontiers.

M. Raymond Poincaré, Ministre des finances. — La Caisse des dépôts et consignations vient d'être autorisée à faire des prêts pour les chemins vicinaux.

M. Henry Boucher (Vosges). — Je regrette fort que vous n'ayez pas fait insérer cette solution nouvelle dans le budget. Mais si tardive que soit la satisfaction, je ne vous en remercie pas moins, et l'expédition de Madagascar aura du moins un effet utile et immédiatement tangible : elle aura fait aboutir cette mesure si longtemps désirée.

Grâce à la confiance que nous inspire l'île lointaine et mystérieuse, notre crédit a pris de l'élasticité, les périodes trentenaires d'amortissement ne paraissent plus excessives. Les départements et les communes françaises vont trouver un prêteur. Je m'en félicite et vous remercie. Monsieur le Ministre des finances; mais, je l'avoue, je ne m'attendais pas à ce résultat essentiellement continental de notre établissement à Madagascar. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

M. Raymond Poincaré, Ministre des finances. — Vous établissez là un rapport qui n'existe en aucune façon.

M. Henry Boucher (Vosges). — Il n'en est pas moins vrai que vous aurez bien d'autres dépenses à faire à Madagascar. Que ces sommes soient empruntées à la Caisse des dépôts et consignations ou qu'elles soient puisées à toute autre source, il n'est pas douteux que ce n'est pas les 65 millions qu'on demande actuellement qui suffiront à l'œuvre que vous voulez entreprendre.

Ceux-là mêmes qui, en ce moment, contestent l'esprit de l'entreprise, mus par un sentiment nouveau dans le Parlement, vous suivront et vous devanceront peut-être dans le calcul des moyens d'exécution.

Nous n'en sommes plus à l'époque où l'on discutait les crédits du Tonkin. Personne de nous ne vous marchandera les moyens d'exécution d'une entreprise politique une fois acceptée par le Parlement. Nous comprenons autrement que vous la politique à suivre et l'œuvre à entreprendre, mais si le pays, si le Parlement, qui est son organe, ratifie vos projets, s'il admet la conquête et l'occupation sous quelque forme que ce soit de Madagascar, la continuation de votre politique coloniale attardée, le départ de 15.000 soldats de notre armée, de 4.000 pantalons rouges pris dans des compagnies éparpillées, si les Chambres adoptent ces projets qui m'effraient, nous dirons à notre tour : Nous ne vous refuserons pas les crédits nécessaires pour épargner du moins quelques vies humaines. (Très bien! très bien! sur divers bancs.) Nous vous aiderons de tous nos vœux, de tous nos votes, à accomplir l'œuvre commencée; mais faites du moins que ce soit celle de la France et non pas l'expédition d'un ministère.

Et c'est ici, Messieurs, que je veux dire nettement mon sentiment.

Oui, je vous remerciais tout à l'heure d'avoir laissé pleine liberté au Parlement et d'avoir épargné à ses délibérations l'apparence même de la crainte d'un événement tragique qui aurait pu plumer sur elle; je vous remerciais d'avoir dit par l'organe du Ministre des affaires étrangères : « Vous êtes libres absolument, les décisions du Parlement ne sont pas engagées. » Vous l'avez dit, Monsieur le Ministre des affaires étrangères, en termes excellents, et je vous demanderai de reproduire cette affirmation à la tribune. Il est entendu, Messieurs, que les discussions vulgaires et médiocres de la politi-

que intérieure sont étrangères à ce débat. Il est entendu qu'il ne s'agit pas de personnes, mais des intérêts supérieurs de la nation ; il est entendu que vous ne faites pas intervenir dans la question le poids, considérable à mes yeux, de votre situation personnelle...

M. Charles Dupuy, président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. — Comment ?

Je demande la parole.

M. Henry Boucher (Vosges). — Il est entendu que la guerre que vous pourriez faire, le cas échéant, ce ne serait pas celle de M. Hanotaux ou de M. Dupuy (Exclamations au centre), mais celle de la France...

M. Hanotaux, Ministre des affaires étrangères. — On n'a jamais posé une question semblable !

M. Charles Dupuy, président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. — Qui vous autorise à parler ainsi ? Je ne vous ferai jamais l'injure de parler ainsi de vous. (Très bien ! très bien !)

M. Henry Boucher (Vosges). — Je viens de vous dire, Monsieur le président du Conseil, et la sténographie confirmera mes paroles...

M. le président du Conseil. -- Je croyais que nos relations ne vous autorisaient pas à parler ainsi du président du Conseil.

M. Henry Boucher (Vosges). — Monsieur le président du Conseil, si vous voulez bien consulter la sténographie, vous retrouverez les termes exacts dont je me suis servi. Il est entendu, disais-je, que cette guerre n'est ni la guerre de M. Hanotaux ni celle de M. Dupuy. (Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.) Par cette négation même, je ne croyais pas éveiller vos susceptibilités. Si mon but n'a pas été atteint, l'inexpérience de ma parole en est la seule cause.

Je voulais dire qu'il était mauvais qu'une guerre quelconque, qu'une expédition quelle qu'elle soit, ne fût pas exclusivement l'œuvre de la nation tout entière. Je considère, quant à moi, que vous aurez infiniment plus de force si vous n'avez pas enrégimenté par une sorte de coercition morale le bataillon des conquérants la mort dans l'âme, qui est une mauvaise troupe, un mauvais contingent, même au point de vue parlementaire.

Je n'étais pas présent dans cette enceinte en mars 1883, mais je sais bien qu'alors on l'a vu fléchir au premier revers. Il ne vous suivrait, vous aussi, qu'à la condition d'être toujours au triomphe. (Applaudissements à gauche.)

Monsieur le président du Conseil, ne faites pas peser des considérations de politique intérieure sur une question autrement haute et qui regarde les destinées de la nation. (Applaudissements sur les mêmes bancs.) Laissez à la Chambre son libre arbitre ; ne faites pas peser sur sa décision le très grand poids de votre autorité personnelle ; après la netteté que vous avez mise dans toute cette affaire, ne dites pas, je vous en prie, que vous abandonneriez le pouvoir pour une question qui n'intéresse pas le moins du monde l'honneur du drapeau ou l'honneur de la France. Oui, l'honneur de la France est sauf, vous l'avez reconnu, Monsieur le Ministre des affaires étrangères, lorsque vous avez dit qu'il n'y avait pas un homme dans cette Assemblée qui proposât l'abandon de Madagascar. Personne ici, en effet, ne propose une solution que vous ne puissiez accepter. Il existe entre nous une simple différence dans l'appréciation des procédés, et je me demande véritablement pourquoi vous feriez intervenir la question ministérielle dans un semblable débat.

J'en ai fini, Messieurs, avec ce débat qui m'a momentanément séparé de tant d'amis personnels, dans cette Chambre et sur le banc d'un Gouvernement que j'ai servi dans sa politique intérieure et que je servirai encore.

Nous contemplons les mêmes horizons, nous visons le même but : la grandeur de la patrie. Nos points de vue seuls sont différents.

Notre excellent et honoré vice-président M. de Mahy la contemple depuis les colonies. Vous l'apercevez peut-être, mon cher collègue Monsieur

Etienne, plus spécialement, depuis l'Algérie. Excusez-moi, Messieurs, si je ne puis l'apercevoir que par la trouée des Vosges. (Applaudissements.)

Aussi bien, Messieurs, ce n'est jamais aux colonies que s'est décidé le sort de notre empire colonial. C'est sur les champs de bataille du continent. Rappelez-vous que les Indes françaises et le Canada ont été perdus à Rosbach, que l'île Maurice a été perdue à Trafalgar et à Waterloo. (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. le président. — La parole est à M. le président du Conseil.

M. Charles Dupuy, président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. — Messieurs, si je monte à la tribune, ce n'est pas pour entrer, quant à présent du moins, dans le débat. C'est seulement pour préciser un point sur lequel l'honorable M. Boucher a porté en dernier lieu sa discussion.

M. Boucher nous a dit :

Il faut, dans une question de cet ordre, que le plus grand nombre possible de volontés se réunissent pour atteindre le but commun ; il ne faut pas qu'on puisse dire que les résolutions prises ont un caractère plus ou moins personnel, qu'on puisse mettre un nom propre, le nom de celui-ci ou de celui-là, sur des résolutions qui doivent être celles de la France même et de sa représentation.

A quoi tendait cette déclaration ? A dégager du débat la responsabilité ministérielle, à demander au Gouvernement, je ne dirai pas de ne pas avoir d'opinion et d'accepter une opinion, quelle qu'elle fût, mais de ne pas intervenir dans la discussion pour peser sur telles ou telles volontés, sur telles ou telles consciences par la considération d'une crise ministérielle éventuelle.

J'ose dire que dans un débat de cette nature, de cette portée, de cette élévation, le sort d'un ministère est chose médiocre, je dirai même méprisable. (Vifs applaudissements au centre et à gauche.)

Et ce n'est pas la disparition de quelques hommes de bonne volonté qui peuvent à un jour donné avoir été utiles, qui devrait peser le moins du monde dans la balance. Si la solution que le Gouvernement vous a présentée, qu'il a étudiée et déduite de la succession des faits, solution qu'il croit être l'aboutissant logique de vos votes et de vos actes antérieurs, si cette solution ne vous paraît pas la bonne, il vous appartient d'en adopter une autre. (Très bien ! très bien !)

Et il vous appartient si bien d'agir ainsi que, ne voulant rien engager sans vous, contre vous, ne voulant pas vous apporter ici ce qu'on appelle la politique de la carte forcée, le Gouvernement a dit à son plénipotentiaire, M. le Myre de Vilers : « Attendez à Tamatave la décision du Parlement. »

Par conséquent vous êtes libres, absolument libres !

Mais je déclare en conscience que le Gouvernement ne pourrait pas accepter... (Exclamations à l'extrême gauche. — Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

Sur divers bancs. — Vous avez raison ! C'est impossible !

M. le président du Conseil. — Aucun Gouvernement ne pourrait agir autrement à notre place. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.) Il n'est pas question ici du cabinet de M. Dupuy ; il est question du Gouvernement lui-même, de l'essence du Gouvernement, et lorsqu'un Gouvernement, entrant dans ce qu'il croit être les conclusions mêmes de l'histoire, la donnée même de notre politique depuis un grand nombre d'années, vient vous dire : « Voilà la solution qui, à nous, Gouvernement actuellement sur ces bancs, nous paraît nécessaire, si vous voulez en avoir une autre, vous ne pouvez que confier le soin d'appliquer votre solution à un autre Gouvernement. Applaudissements. » Et ce sera bien le Gouvernement que vous aurez voulu pour cet objet considérable et pour cet objet déterminé.

Quelle force aurions-nous, quel courage, quel empressement, quelle ardeur, pour exécuter une volonté que nous respecterons certes, devant

laquelle, comme députés et comme Français, nous nous inclinons, mais qui ne correspond pas à notre opinion, quelle force aurions-nous pour la faire prévaloir, et comment ne serions-nous pas suspects, nous qui sommes pour l'action complète, si nous nous inclinons, par intérêt de portefeuille, par misérable intérêt personnel, devant la solution partielle? (Nouveaux applaudissements.)

On dit quelquefois des Ministres, on l'a dit de tous les Ministres, et non seulement de nous, que nous tenons au pouvoir, que nous nous y acharnons. Nous y tenons lorsque nous pensons que les idées que nous représentons peuvent être utiles à la généralité des citoyens; mais quand il n'y a plus accord, quand il n'y a plus, en quelque sorte, identité entre notre volonté et celle de la majorité de la Chambre, nous nous en allons, nous savons nous en aller : nous l'avons déjà prouvé.

Non, Messieurs, il ne faut pas demander à un Gouvernement, quel qu'il soit, d'être le collaborateur, l'agent, l'exécuteur d'une volonté qui n'est pas nettement, franchement la sienne.

Vous ne pouvez lui demander que de traduire en acte la pensée qui est la sienne; si cette pensée n'est pas d'accord avec la vôtre, encore une fois, il n'y a qu'une chose à faire, et c'est bien facile, cela ne peut arrêter une Chambre qui a le sentiment du patriotisme et des besoins de ce pays : c'est de dire au Gouvernement : Il faut que vous cédiez la place à un autre. Nous comprendrons. (Interruptions à l'extrême gauche.)

Je conclus, Messieurs, car je veux laisser à l'honorable président de la Commission le soin de répondre dans le détail au discours de M. Boucher, et je serais fâché que mon intervention incidente empêche la Chambre de l'entendre.

Deux solutions sont, à cette heure, en présence : l'une est une action partielle limitée à des opérations côtières, celle que propose M. Boucher; l'autre solution, c'est une action complète qui nous paraît seule décisive et qui consiste à aller jusqu'à Tananarive, et à faire du traité de 1885 une réalité complète, s'étendant à toute l'île de Madagascar, aussi bien à l'intérieur que sur le littoral.

Messieurs, entre ces deux solutions vous choisirez. Vous savez, dès maintenant, et je pense que le Gouvernement n'aura pas besoin de le redire, que la seconde est la seule que le Gouvernement croit pouvoir accepter, la seule qu'il puisse conduire à bien.

Parler ainsi, cela s'appelle poser la question de confiance. Elle est posée. (Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. Ribot, président de la Commission. — Messieurs, je viens, au nom de la Commission, vous demander de repousser le projet de résolution qui vient de vous être présenté par M. Boucher et toutes les motions d'ajournement qui seront ensuite soumises à votre examen.

Je n'ai pas l'intention, et je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire à cette heure un long discours. Nous avons à nous placer résolument et simplement en face du devoir qui nous incombe. Nous sentons tous notre responsabilité. Nous voterons tous, j'en suis assuré, avec le souci des devoirs qui s'imposent à la politique d'un grand pays.

Le Gouvernement s'est expliqué; vous l'avez entendu tout à l'heure et vous l'avez applaudi quand il a revendiqué, comme il convenait, la responsabilité des décisions qu'il vous apporte. Vous avez rendu hommage à sa sincérité, à sa loyauté, et aussi à la précision de ses propositions. (Très bien! très bien! à gauche et au centre.)

Nous devons à notre tour — c'est notre devoir — répondre avec la même netteté, la même sincérité et la même loyauté.

Il faut tout d'abord pour cela que nous soyons absolument sincères envers nous-mêmes; il faut que nous arrêtions la politique que nous voulons sui-

vre ; et, quand nous l'aurons arrêtée, nous verrons alors quels sont les moyens qu'il faut donner au Gouvernement pour l'exécuter.

Si nous voulons abandonner la politique qu'a exposée hier si éloquemment à cette tribune M. le Ministre des affaires étrangères, la politique dont il vous a marqué les étapes à Madagascar, qu'il vous a montrée constamment soutenue par les votes unanimes et fréquents du Parlement, nous le pouvons. Mais il faudra envisager en face les conséquences de la résolution que nous aurons prise.

Si, au contraire, — comme je l'espère, comme j'en suis sûr, — nous voulons maintenir cette politique, si nous entendons ne pas lui porter atteinte, nous aurons alors le devoir strict, le devoir rigoureux de donner au Gouvernement les moyens nécessaires pour la faire prévaloir.

Mais ce qui serait le plus dangereux, ce serait, après avoir dit au Gouvernement que nous sommes d'accord avec lui, de chercher à nous faire en quelque sorte illusion à nous-mêmes et à nous persuader, en dépit de l'évidence, que nous pouvons sans inconvénient et sans danger rejeter les moyens qui nous sont proposés par le Gouvernement, substituer notre plan au plan qui vous est apporté, nos calculs improvisés à ceux qui ont été faits par les hommes compétents. (Très bien ! très bien !)

Cela, Messieurs, c'est la pire des faiblesses, c'est la source de toutes les erreurs et de tous les dangers. (Applaudissements.)

Je crois avoir posé nettement et comme il convient la question. Examinons-la maintenant brièvement ; je ne veux pas, je vous l'ai dit, faire un discours.

Voulons-nous, pouvons-nous abandonner le protectorat que nous avons revendiqué sur Madagascar, cette prépondérance politique que nous nous sommes assurée par le traité de 1885 et que nous avons fait reconnaître en 1890 par l'Angleterre et par l'Allemagne ?

Nous le pouvons assurément ; nous sommes libres, comme vous l'a dit M. le Ministre des affaires étrangères, mais libres en quel sens ? Nous pouvons toujours désavouer ce qui a été l'œuvre, je ne dis pas de la majorité, mais de la Chambre tout entière ; nous pouvons être infidèles à une pensée qui avait sa grandeur, à laquelle nous étions attachés et à laquelle nous voulions attacher le nom de la France.

Nous sommes libres en ce sens ; mais je ne crois pas que nous ayons cette liberté, si nous voulons nous inspirer des intérêts véritables, des intérêts supérieurs de notre pays. (Très bien ! très bien !)

M. le Ministre des affaires étrangères vous a parlé hier avec une autorité, avec une force de démonstration qui me permettent à peine d'ajouter quelques mots. Qu'est-ce tout d'abord que renoncer à cette idée de protectorat, que vous avez affirmée maintes fois ? C'est abandonner toutes les espérances que nous avons pu concevoir sur l'avenir de la colonisation à Madagascar. Que M. Boucher se console de la perte de cette colonie future comme il se consolerait peut-être de la perte de toutes nos autres colonies, on le croirait à entendre le langage qu'il tenait à cette tribune. (Applaudissements. — Bruit sur divers bancs à gauche.)

Pour moi, je ne m'en console pas aussi aisément. J'avais vu avec vous tous, Messieurs, non pas des richesses sortant immédiatement et comme par une sorte de miracle d'une terre enchantée ; mais j'avais vu dans cette île, marquée par nos anciennes traditions, rattachée à la France par les souvenirs les plus glorieux et les plus anciens (Très bien ! très bien !), j'avais vu comme une grande réserve assurée à la génération actuelle et aussi à la génération de demain, et je pensais que par notre patience, par une administration sage, jour par jour nous pourrions en faire sortir de nouveaux éléments de grandeur, de richesse et de prospérité pour la France. (Applaudissements.)

Comme vous, Messieurs, j'avais été frappé de la situation qu'occupe Madagascar dans l'océan Indien, protégée par une ceinture de mers et constituant

ainsi une colonie qui ne ressemble à aucune autre. J'avais planté avec vous notre drapeau sur cette île et je ne me résigne pas encore à l'heure actuelle — je le dis bien haut — je ne peux pas me résigner à l'arracher de mes propres mains. (Nouveaux applaudissements.)

M. Paschal Grousset. — Personne ne parle de cela.

M. Ribot. — Bien aveugles seraient ceux qui ne verraient pas les conséquences immédiates d'une pareille politique d'abandon. (Très bien ! très bien !)

Il y a non loin de Madagascar, et à la pointe extrême de l'Afrique, il y a une communauté anglaise de race et d'origine, ayant à sa tête un homme hardi, ardent, entreprenant, j'ai nommé M. Cecil Rhodes.

Cet homme a suivi avec un intérêt profond toutes les évolutions et toutes les phases de notre politique à Madagascar. Croyez-vous que cet arrangement de 1890 n'a point produit dans cette colonie du Cap une émotion et une surprise profondes qui s'est traduite à Londres quand M. Cecil Rhodes y est arrivé quelques semaines après sa conclusion ?

C'est qu'il voyait l'abandon par lord Salisbury des ambitions prochaines que nourrissait la colonie du Cap. Il aurait voulu que cette terre de Madagascar qu'il appelle l'Angleterre africaine, n'échappât pas à cette race envahissante qui fait des progrès de géant ; il avait marqué Madagascar pour la colonisation, pour l'invasion de ses colonnes et il a eu cette déception de voir que l'Angleterre nous laissait en quelque sorte carte blanche à Madagascar, reconnaissait que Madagascar était la compensation de ce grand empire qu'elle avait sur toute la côte méridionale de l'Afrique, que nous étions là chez nous, que les Français devaient y régner en maîtres et que ce n'était pas une terre anglaise.

Et aujourd'hui, Messieurs, si vous avez une défaillance, croyez-vous que ces ambitions ne vont pas renaître aussitôt ? (Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. Paschal Grousset. — Personne ne veut de l'abandon.

M. Ribot. — Croyez-vous que cette terre restera éternellement indépendante ? qu'elle sera éternellement placée sous la domination de quelque peuplade hova ? Non !

Et je vois demain, je vois après demain, ceux qui, hélas ! seraient nos successeurs, les héritiers de notre faiblesse. (Très bien ! très bien !) Eh bien ! non, je ne veux pas cela pour mon pays. Nous avons planté là notre drapeau, il faut l'y maintenir. (Applaudissements.)

Mais il y a une autre raison pour rester à Madagascar et M. le Ministre des affaires étrangères la plaçait encore bien plus haut, s'il est possible. C'est une considération d'ordre moral, une considération qui touche à ce qu'il y a de plus grand, de plus fort, de plus vital pour les intérêts d'un grand pays.

M. le Ministre le disait hier et je le répète après lui : il n'est pas permis à un grand pays, quand il a formé un dessein de ce genre, quand il l'a annoncé au monde entier, quand il s'est ménagé les moyens de l'accomplir, il ne lui est pas permis, parce qu'il trouve sur sa route une difficulté grave, — je le veux, — mais qu'il avait dû prévoir, de se décourager immédiatement et de reculer, parce que ce recul a son retentissement partout, sur la politique tout entière. (Applaudissements.)

Avez-vous la prétention d'empêcher qu'il y ait entre toutes les questions qui forment la vie d'un grand pays une sorte de lien, de solidarité ? Pensez-vous que, dans toute notre politique coloniale, cet abandon si éclatant d'une politique qui a été suivie pendant dix ans, — et non pas par un Ministère, mais par la Chambre, par le Parlement tout entier, — que cet abandon si injustifié n'aurait pas un retentissement dans toutes nos possessions ?

Croyez-vous même qu'au point de vue de notre situation en Europe, dans le monde civilisé, il n'en résulterait pas une sorte d'affaiblissement de notre autorité morale, quelque chose qui diminuerait la France ? (Applaudissements.)

M. le Ministre des affaires étrangères l'a dit hier, et l'accent de sa parole a produit sur tous les bancs de cette Chambre une émotion profonde qui n'est pas encore effacée.

Et, je puis bien le dire, après la France et ses grands intérêts, il y a aussi l'autorité de la Chambre. Tous ceux qui tiennent à l'autorité morale de la Chambre ne comprendraient pas qu'elle déchirât de ses propres mains les engagements qu'elle a pris dans une séance toute récente par cet ordre du jour du 22 janvier 1894 que l'on vous rappelait hier. Quand une Chambre a dit au Gouvernement, dans des ordres du jour gémisés : Nous vous soutiendrons dans tout ce que vous entreprendrez pour l'honneur du drapeau et les intérêts de la France...

M. Paschal Grousset. — La Chambre n'a pas donné un blanc seing !

M. Ribot. — « La Chambre, résolue à soutenir le Gouvernement... » Voilà les termes dans lesquels elle a manifesté son sentiment.

Voix à gauche. — ... dans ce qu'il fera de raisonnable !

M. Ribot. — J'ai trop le souci de la continuité de la politique, de l'autorité morale de la Chambre, pour ne pas lui donner le conseil, à moins de raisons décisives qui n'existent pas, je vous l'ai montré, de déchirer à quelques mois de distance un acte au-si public, aussi solennel, et que le pays a enregistré. (Très bien ! très bien !)

Voilà. Messieurs, les raisons qui, à mon sens et, je l'espère, dans l'esprit de la grande majorité de nos collègues, s'opposent à l'abandon de notre politique à Madagascar, ne nous permettent pas de renoncer à ce protectorat que nous avons créé, construit nous-mêmes de nos propres mains.

S'il en est ainsi, s'il est vrai que, regardant en face le problème, nous nous sommes dit sincèrement, loyalement : Nous ne voulons pas reculer, nous voulons garder cette politique malgré ses difficultés passagères, malgré l'effort inévitable qui est à faire et que nous allons faire comme il convient, avec courage, avec sang-froid, je crois que la question a fait un grand pas ; je crois que nous allons pouvoir écarter bien vite toutes les propositions qui s'accumulent et qui, toutes, sous prétexte de faire mieux que le Gouvernement, de substituer un plan à celui qu'il apporte, cachent malgré elles le désir secret de s'abstenir.

Le Gouvernement, résolu à maintenir le protectorat et à le rendre effectif, a mis à profit la leçon que nous avons reçue en 1883.

A cette époque, nous avons voulu exercer une action plus vigoureuse à Madagascar ; mais, retenus plus loin par la question du Tonkin qui n'était pas réglée, nous avons passé de longs mois dans un blocus inutile, dans une occupation meurtrière pour nos soldats. (Très bien ! très bien !)

Ils n'avaient même pas la consolation de combattre et de disputer leur vie ; ils étaient, sous prétexte de blocus, bloqués eux-mêmes entre le rivage et des marécages. Quelquefois, on les menait faire une reconnaissance, et si cette reconnaissance réussissait, on s'empressait de les ramener en arrière, sans doute parce que notre politique était de ne pas quitter les côtes, mais d'occuper ce qu'on appelle aujourd'hui pompeusement les points stratégiques de la côte.

Voilà l'histoire de cette croisade et de ce blocus qui a duré deux ans et demi et qui a coûté 25 millions, d'après les comptes officiels...

M. Raymond Poincaré, Ministre des finances. — Au minimum !

M. Ribot. — ... et qui n'a rapporté à nos armes aucune moisson de lauriers, qui n'a rien fini, rien terminé, qui n'a été qu'une longue station douloureuse de nos contingents sur une terre malsaine. (Applaudissements)

Voilà ce qu'on vient vous proposer !

On dit au Gouvernement : Vous n'entendez rien à la question de Madagascar ; vous ignorez la manière de faire la guerre dans ce pays ; nous la faisons beaucoup mieux et plus économiquement que vous. Vous voulez aller à Tananarive et pour y parvenir vous allez mettre en mouvement 13,000 hommes, gravir des sentiers difficiles ; tout cela est inutile. Prenez possession,

sur les côtes, de certains points stratégiques ; faites faire à vos bateaux pendant plusieurs années le tour de l'île, et puis attendez : les Hovas capituleront, ils s'empres seront de venir vous chercher par la main pour vous mener en triomphe à Tananarive, et vous aurez ainsi le protectorat !

Messieurs, après l'expérience de 1883, puis-je discuter sérieusement une pareille proposition ? Se défend-elle ? Y aura-t-il ici quelqu'un qui insistera pour la soumettre au vote de la Chambre ?

Les Gouvernements ont des responsabilités, — et je ne parle pas seulement de celui qui est sur ces bancs, mais des différents Ministères qui se sont succédé, qui ont tous résolu de défendre les droits de la France à Madagascar. — ils ont dû ne pas se laisser prendre au dépourvu profiter au moins de cette expérience de 1883, et depuis plusieurs années ils ont fait étudier cette question, non pas par suite d'idées préconçues, avec ces plans qu'on présente au hasard des discussions parlementaires, mais par des hommes compétents, par des militaires, par des officiers qui sont allés relever les sentiers, calculer les difficultés, qui ont fait des rapports que nous avons vus. Tout cela n'a pas suffi. Nous avons constitué, en 1892, — je puis le dire, j'étais à ce moment au Ministère des affaires étrangères, — au Ministère de la marine une Commission d'étude présidée par l'amiral Gervais, et cette Commission nous remit un travail approfondi, où elle écartait toutes les solutions impossibles en donnant les éléments de la seule qui s'impose.

M. Leydet. — Alors, l'expédition était prévue depuis longtemps ? (Mouvements divers.)

M. Ribot. — Mais évidemment elle était prévue ! (Très bien !)

M. de Mahy. — Gouverner, c'est prévoir !

M. Ribot. — Le Gouvernement eût été coupable si, placé au milieu des difficultés que lui créait chaque jour le traité de 1883, il n'avait pas prévu cette éventualité.

Je ne reviendrai pas sur ce traité pour l'examiner dans ses détails. Le protectorat diplomatique qu'il nous donnait était sans autorité, sans l'ombre de force matérielle, sans appui ; il nous plaçait dans une situation fautive qui était une source de difficultés et, à certains jours, pleine de périls. Le Gouvernement eût été très imprévoyant si, tout résolu qu'il fût à ne pas précipiter les choses et, comme on le lui a reproché, à user de patience aussi longtemps que cela a été possible, il n'avait pas étudié sérieusement, dans le silence et dans l'ombre, les éléments d'une expédition, si par hasard la nécessité nous y poussait. (Applaudissements au centre et à gauche.)

M. le comte de Lanjuinais. — Vous auriez été coupable de ne pas le faire.

M. Ribot. — Je l'ai fait au nom du Gouvernement dont j'avais l'honneur de faire partie. Ces travaux existent, ils ont été repris par le Ministre des affaires étrangères.

M. Paschal Grousset. — Vous n'avez pas même fait dresser une carte !

M. Ribot. — Monsieur Paschal Grousset, il y a trop longtemps que vous avez été au Ministère des affaires étrangères pour le savoir ! (Applaudissements répétés et rires sur un grand nombre de bancs.)

M. Paschal Grousset. — J'y étais au bon moment. (Bruit.)

M. Ribot. — Le Ministère a complété ces travaux ; il a envoyé des missions spéciales et il a constaté que l'opinion unanime des personnes compétentes dont les conseils valent bien ceux qui peuvent être apportés ici par des ingénieurs ou des militaires de fantaisie, il a constaté, dis-je, que le blocus était une impossibilité, un leurre, une illusion, et qu'il constituerait une lourde charge, une grosse dépense ; il a constaté, de plus, que l'occupation soi-disant stratégique de la côte était également une impossibilité et, permettez-moi de vous le dire, une dérision. Les points stratégiques sur la côte peuvent être utiles contre l'ennemi du dehors ; mais contre les Hovas qui sont retirés sur leurs hauteurs, en quoi l'occupation d'un point sur la côte peut-elle donner prise sur eux, être le fondement d'un protectorat efficace et véritable ? En vérité, je ne puis pas discuter tout cela à la tribune ; mais, il y

a deux ans, nous avons dû aller au Dahomey : n'avions-nous pas tous les points stratégiques de la côte, puisque nous l'occupions tout entière ?

Et cependant quand nous avons voulu soumettre Behanzin, quand nous avons voulu exercer une véritable domination, nous avons été obligés de quitter la côte et de faire à grands frais et à deux reprises ce qu'aujourd'hui, plus résolument, on vous propose de faire en une fois, d'un seul coup, après une étude bien faite, depuis longtemps vérifiée dans tous ses calculs, et qui aura des résultats décisifs.

J'ai posé la question, c'est à vous de dire par votre vote si vous suivrez le Gouvernement ou tous ceux qui apportent ici des plans de leur façon, des combinaisons appuyées sur leur seule autorité qu'ils substituent aux plans, aux chiffres, aux calculs des hommes compétents, vérifiés et apportés ici par le Gouvernement. (Applaudissements.)

Je sais bien qu'on a formulé des critiques, et sur la composition du corps expéditionnaire, et sur les dépenses. Il est impossible que tous ces éléments divers ne donnent pas lieu, en effet, à une étude attentive et à des critiques dont quelques-unes peuvent être légitimes.

Le Gouvernement a soumis à la Commission tous les éléments de ses calculs ; nous avons pu constater qu'ils avaient été faits avec le plus grand soin. Nous ne nous portons pas garants, évidemment, de tous les chiffres — ce n'est pas le rôle d'une Commission ; — mais ce que nous pouvons dire, c'est que le travail a été fait avec sincérité, qu'on vous apporte des calculs que le Gouvernement estime établis largement et qui permettront, suivant toute vraisemblance humaine d'obtenir un succès rapide et infaillible.

15 000 hommes sont largement suffisants. Je trouve que le Gouvernement a plutôt dépassé la mesure. (Dénégations au centre) ; je ne critique pas, je ne conteste rien ; mais je suis convaincu, et la Chambre peut avoir l'assurance qu'avec une pareille force bien conduite, bien éclairée, marchant sur des routes étudiées pas à pas, on doit invinciblement arriver à Tananarive et briser d'un seul coup la résistance de l'armée hova. (Bruit à l'extrême gauche.)

On nous dit : « Mais prenez garde ! Où a-t-on pris ces hommes, ces contingents ? Il y a 4,000 hommes de l'armée métropolitaine, volontaires, qui vont servir dans le corps expéditionnaire ! »

Et j'entends M. Boucher s'exclamer sur les dangers d'une pareille opération, sur la faute grave qu'a commise le Gouvernement ! Messieurs, j'ai écouté pour ma part, avec un sentiment bien pénible, qui a pu être partagé par un grand nombre de membres de cette Chambre, l'express on de sentiments très respectables sans doute, très légitimes dans leur source, mais qui néanmoins me froissent.

Est-il possible de dire qu'un grand pays comme la France, qui possède les ressources et les hommes que vous savez, verra ses intérêts les plus chers et les plus sacrés mis en péril parce que, pour défendre ses droits aux colonies, pour faire une expédition nécessaire, il aura prélevé sur son armée 15,000 hommes dont 4.000 de l'armée métropolitaine ?

M. Chapuis. — Cela se renouvelle depuis quinze ans.

M. Ribot. — Il ne faut pas laisser dire cela ; il ne faut pas laisser commettre de telles exagérations ; elles sont dangereuses et elles ont quelquefois produit, dans notre histoire, et dans une histoire récente, des conséquences désastreuses.

Je me rappelle — c'est un des souvenirs douloureux de ma vie — que, faisant partie en 1882 de la Commission de la Chambre chargée d'examiner la demande de crédits pour une mission militaire en Egypte, — je me rappelle les exagérations qui, à ce moment, se produiraient aussi. Il y avait, je le sais, bien d'autres raisons qui pouvaient pousser le Parlement...

M. Paschal Grousset. — Vous n'avez pas voté l'expédition ?

M. Ribot. — J'ai voté l'expédition ; je suis au nombre des 75 qui ont

apporté leur vote au Gouvernement dans cette question. (Rires et applaudissements à gauche et au centre.)

M. Leydet. — Contre 450 !

M. Ribot. — On nous disait aussi à ce moment que nous allions compromettre la défense nationale, que si nous distrayions quelques bataillons de nos réserves métropolitaines, l'avenir et les intérêts sacrés de la patrie seraient en danger. J'ai entendu ce langage ; il a produit son effet, malheureusement ! et c'est ainsi que j'ai vu préparer et s'accomplir les défaillances qui pèsent encore aujourd'hui sur la France. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

A entendre les pessimistes, il semble que la France soit, à l'heure présente, menacée de quelques périls inconnus. On nous parle de la Chine, du Japon, de toutes les éventualités qui peuvent se produire.

Assurément, comme l'a dit fort justement M. le Ministre des affaires étrangères, on ne peut rien promettre ni rien assurer ; mais la France est-elle donc désarmée ? Est-elle privée de cette armée qui est sa force ? la sécurité en Europe et les chances de paix ont-elles subitement diminué ? n'avons-nous pas à cette heure des motifs de confiance, des certitudes qui n'existaient pas quand nous avons fait une politique qui avait sa grandeur, sa hardiesse aussi, et qui a été profitable à la France ?

Allons-nous être plus faibles parce que la sécurité est plus grande autour de nous, parce que nous avons pris en Europe une place plus large, parce que nous pouvons porter la tête plus haute, parce que notre armée est plus imposante, plus redoutable ? Non, faisons notre devoir, faisons-le sans bravade, sans jactance, mais avec cette résolution de cœur qui convient aux citoyens d'un pays grand et fort comme la France. (Vifs applaudissements.)

Quant aux dépenses, j'en veux dire un seul mot. On nous a dit qu'elles dépasseraient de beaucoup le chiffre de 65 millions qu'elles atteindraient à des chiffres tout à fait disproportionnés, que Madagascar était un gouffre où s'abîmeraient les millions de la France.

Je ne le crois pas. Je pourrais le croire si nous n'avions pas entendu les déclarations très nettes, très précises, du ministre des affaires étrangères, et dont la commission a pris acte.

Le ministre des affaires étrangères nous a dit qu'il ne s'agissait, à aucun degré, pour le Gouvernement d'aller faire la conquête de toutes les régions inexploitées de cette île, vaste comme la France. Il nous a déclaré qu'il ne s'agissait pas de détruire les éléments d'organisation, d'administration et de gouvernement qu'on trouvait dans cette île, qu'il ne voulait pas y substituer une administration directe et coûteuse, qu'il ne voulait pas — pour répondre à la préoccupation de M. Boucher — en faire une colonie de fonctionnaires à aucun titre, mais qu'il voulait garder cette forme économique et souple du protectorat qui permet, tout en respectant les usages, les mœurs, les habitudes des populations, d'exercer cependant l'autorité dans la mesure où le gouvernement la reconnaît nécessaire. (Très bien ! très bien !)

Dans ces conditions, ce n'est pas une aventure qu'on vous propose, c'est une opération qui est la conséquence nécessaire d'une politique qui est la vôtre ; elle n'est pas celle d'un ministère, ni de celui-ci ni de ceux qui l'ont précédé ; c'est la politique du Parlement et, par conséquent, celle de la France. Ce n'est donc pas la guerre de M. Dupuy, c'est la guerre au nom de la France (Très bien ! très bien !) ou plutôt c'est une répression de police faite au nom du droit.

Nous avons à prendre des responsabilités ; vous allez tout à l'heure voter, messieurs, permettez-moi de vous le dire, en toute conscience ; ceux qui refuseront de s'associer aux propositions du Gouvernement, ceux-là, à leur insu peut-être, prendront une responsabilité plus lourde... (Rumeurs sur divers bancs) que ceux qui, pénétrés des vrais intérêts du pays, fidèles à l'honneur du drapeau, fidèles aussi à leurs engagements, se seront serrés autour du Gouvernement, qui est le Gouvernement de la France, et veulent

l'aider de leurs votes, de leurs responsabilités, pour faire une œuvre que réclament l'intérêt et l'honneur du pays (Applaudissements prolongés. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit de nombreuses félicitations.)

(A suivre.)

JAPON

Le texte du traité passé entre les Etats-Unis et le Japon vient d'être publié. C'est un document considérable dont l'effet sera de placer le Japon, en ce qui concerne ses relations avec la République américaine, sur le pied de la nation la plus favorisée. En voici le résumé :

En vertu de l'article premier, les citoyens ou sujets de chacune des nations contractantes auront pleine liberté d'entrer, voyager, résider dans toutes les parties du territoire de l'autre et ils y seront, dans leurs personnes et leurs propriétés, au bénéfice d'une protection assurée. Libertés de transactions commerciales, de conscience, etc., sont également garanties.

L'art. 2 stipule la liberté réciproque du commerce et de la navigation entre les territoires des deux nations et déclare que les citoyens ou sujets de chacune d'elles peuvent trafiquer dans toutes les parties du territoire de l'autre et y vendre ou acheter toutes espèces de marchandises ou produits de légitime commerce.

Les articles relatifs aux tarifs douaniers établissent le détail des droits d'importation et d'exportation, après avoir posé le principe de la similitude des impositions pour les produits analogues des deux pays. Puis viennent une série de clauses définissant l'égalité de traitement à accorder aux nationaux des deux pays.

C'est l'art. 48 qui contient la modification la plus importante du régime actuel ; il déclare aboli, dès la mise en vigueur de cet instrument, le principe de l'exterritorialité par lequel les citoyens des Etats-Unis au Japon étaient traduits devant leur justice consulaire et non pas devant la justice indigène.

Ce traité doit entrer en vigueur le 17 juillet 1899, pour une période de douze ans ; à partir de la onzième année après sa promulgation, chacune des deux parties contractantes peut demander qu'il cesse d'être en vigueur dès l'expiration du terme de douze ans.

PAYS-BAS

Chronique parlementaire.

Le 16 mai, la seconde Chambre des Etats-Généraux se réunit, pour la première fois, après la dissolution.

Le nouveau Ministère qui, pendant ce temps, était entré en fonctions, est constitué de : MM. le Jonckheer et Docteur en droit, J. Roëll, Ministre des Affaires étrangères, qui avait été chargé de la formation du Cabinet ; le Docteur S. van Houten, Ministre de l'Intérieur, l'adversaire obstiné de la loi électorale ; le Docteur J.-P. Sprenger van Tyk, Ministre des Finances, ancien Ministre des Colonies ; le Docteur N. van der Kaar, Ministre de la Justice, ancien Président de la fraction libérale dans la seconde Chambre ; le Docteur J.-H. Bergema, Ministre des Colonies, ancien Membre du Conseil des Indes Orientales ; M. Ph.-N. van der Sleyden, Ministre des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie, Ingénieur, ancien Député ; le Général C.-D.-H. Schneider, Ministre de la Guerre ; et le Jonckheer H.-M. van der Wijck, Ministre de la Marine.

Comme on devait s'y attendre, après le résultat des élections, la formation d'un nouveau Cabinet était confiée à un membre de la droite du parti libéral dans la seconde Chambre, qui s'était opposé aux lois électorales projetées. Le

Docteur J. Roëll est le type de la fraction libérale modérée, possédant l'appui d'une grande partie de la bourgeoisie et également d'une partie de l'aristocratie du pays. Son partenaire, le Docteur S.-J. van Houten, qui, dans le temps, prenant place généralement à l'extrême gauche, d'ailleurs, homme d'Etat indépendant et naviguant sur la mer politique, là où le guidaient ses convictions, était, par son opposition contre la loi électorale proposée, l'homme désigné d'avance pour présenter un projet nouveau. Les autres membres du Cabinet appartiennent tous, à l'exception peut-être du Ministre de la Guerre, le seul membre catholique de ce Cabinet, à la droite du parti libéral.

La seconde Chambre avait subi, par les élections, une modification importante. Un quart environ des anciens membres n'était pas réélu. Les anti-révolutionnaires surtout avaient souffert des pertes considérables, tandis qu'en outre, le reste de leur parti se trouve affaibli à cause de sa désunion.

— Le parti libéral, renforcé par plusieurs membres, pourrait se relever, plus fort que jamais, si ce n'était que la lutte électorale a également semé la discorde en ses rangs.

Les catholiques sortaient de la lutte, intacts et sans dommage, formant, selon les apparences extérieures, une phalange bien serrée, pleine de l'espoir de rentrer dans un avenir prochain la moisson semée au moment des élections, en donnant leur suffrage au courant anti-démocratique et en s'associant aux adversaires de M. Tak van Poortvliet et de son projet de loi électorale.

Le temps fera connaître s'ils seront assez forts pour arrêter le courant qui pousse vers l'extension du droit de suffrage.

Le nouveau Gouvernement se présente avec un programme très limité, mentionnant, en premier lieu, le règlement du droit de suffrage, très étendu, et, ensuite, la continuation des réformes financières comme devant se réaliser prochainement.

A l'ouverture de la nouvelle année parlementaire, ayant lieu, selon la constitution, annuellement, au troisième mardi du mois de septembre, le Gouvernement a complété ce programme par l'énumération détaillée d'autres points désirables et a même ouvert la perspective d'une législation sociale. Ce discours du Trône, lu par la Reine-Régente, a fait une impression assez favorable par tout le pays.

Un nouvel armement de l'infanterie et de la milice maritime, nécessité par la transformation du fusil employé actuellement, coûtera 9 millions 1/2 de florins, ce qui, combiné avec le déficit inattendu du produit des nouvelles contributions directes, met le Ministre des Finances en présence de certaines difficultés. Une nouvelle loi, pour mieux assurer la perception des droits de douane, sera proposée, qui devra donner les ressources nécessaires pour suffire aux dépenses ordinaires du budget.

La crise politique et le changement de Gouvernement ont causé, comme toujours, une interruption soudaine de la marche du travail législatif.

Les projets, à moitié préparés, restent inachevés, étant caducs à cause de la dissolution, et beaucoup qui auraient pu aboutir utilement, sont mis de côté pour des raisons politiques.

Nous avons à signaler pourtant quelques sujets, d'intérêt international, qui ont été traités par le pouvoir législatif, depuis le mois de janvier de cette année, ou portés à sa connaissance par le Gouvernement.

Déjà, le Gouvernement précédent avait présenté un projet de loi pour la sanction de la convention conclue à Dresde, le 15 avril 1893, concernant l'établissement de mesures communes pour sauvegarder la santé publique, en temps d'épidémie cholérique, sans apporter d'entraves inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs. La dissolution de la Chambre était venue interrompre l'élaboration de ce projet et le terme convenu à l'origine pour la ratification était expiré. Un nouveau projet, mentionnant en même temps l'adhésion à la convention de la Grande-Bretagne, est devenu loi le 9 juillet 1894, et la promulgation en a été faite dans le *Staatsblad*, n° 94.

Le terme convenu, pour la juridiction mixte en Egypte, expirait le 1^{er} février 1894. Par décret du 29 janvier 1894, le Khédive a adhéré à la prorogation jusqu'au 1^{er} février 1899, des pouvoirs des Tribunaux. Le Chargé d'Affaires des Pays-Bas au Caire avait donné son consentement à cette prorogation, réserve faite, toutefois, de la sanction légale. Cette sanction, avec les réserves faites à l'égard de la réduction durable du nombre des magistrats néerlandais faisant partie des Tribunaux mixtes, a été donnée par la loi du 9 juillet 1894, *Staatsblad*, n° 93.

Ont été conclues ensuite avec la Russie, le Danemark, l'Etat libre d'Orange et Monaco, de nouvelles conventions pour l'extradition des malfaiteurs, dont les ratifications respectives ont été échangées à la Haye, le 4 janvier; à Copenhague, le 15 février; et à la Haye, le 9 avril et le 10 août 1894. Les conventions existantes expirent six mois après les dates d'échange indiquées.

La convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890, spécialement la faculté donnée aux parties contractantes de cette convention, par le dernier alinéa du § 1 des dispositions réglementaires, a donné naissance à une convention spéciale, relativement au transport par le chemin de fer de certaines marchandises précieuses ou de matières qui offrent des dangers, entre les Gouvernements des Pays-Bas, de la Belgique, de la République française et du Luxembourg. Cette convention a été conclue à Paris, le 9 août 1893, et les ratifications en sont échangées à Paris, le 31 janvier 1893.

Un autre arrangement, relativement au transport international par chemin de fer, a été conclu entre les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, avec adhésion ultérieure du Luxembourg et de la Belgique. Cet arrangement a été signé à Berne, le 13 juin 1893, et approuvé pour les Pays-Bas, par une déclaration du Gouvernement, du 1^{er} mars 1894.

Le but de cet arrangement est de prendre des dispositions plus faciles à l'égard du transport de ces marchandises, qui, suivant la convention internationale, du 14 octobre 1890, sont exclues du transport ou ne sont admises que sous quelques conditions. A la Conférence, close à Berne le 12 juin 1893, et assemblée afin de passer en revue la convention à ce sujet, du 14 octobre 1890, n'assistaient pas l'Italie et la Russie. Les représentants des Gouvernements, cependant, qui ont donné leur adhésion à cet arrangement, ont suivi la route pratique en exhortant leurs Gouvernements à prendre immédiatement les mesures nécessaires, sans attendre l'adhésion de toutes les puissances.

Enfin, nous pouvons mentionner que les relations diplomatiques avec les Etats-Unis du Venezuela, rompues depuis 1875, sont renouées, dont un protocole a été dressé, le 20 août 1894, entre les deux Etats. On se souvient que l'Etat du Venezuela avait, en ce moment, formulé des réclamations au sujet d'une conspiration supposée contre le Gouvernement du Venezuela, dans les Colonies néerlandaises : le Curaçao, Bonaire, Aruba, etc. Quoiqu'une enquête très minutieuse par le Gouvernement néerlandais n'eût pu fournir des preuves pour justifier ces plaintes, les parties en cause, afin d'enlever toute cause de malentendus, désirant réciproquement renouer les bonnes relations, sont convenus de clore définitivement la discussion et l'examen de toutes les questions en litige.

La Haye, octobre 1894.

ROUMANIE

270 députés appartenant aux différents partis de la Chambre italienne ont signé une motion portant que, s'inspirant des principes de droit public qui ont donné l'existence à l'Italie, ils expriment leur grande sympathie à l'égard des populations roumaines, qui luttent noblement pour défendre leur indépendance et leur commune nationalité latine.

Après une discussion sur le point de savoir si la Chambre roumaine ré-

pondrait officiellement, les députés ont signé individuellement l'adresse suivante :

Profondément touchés de la manifestation significative faite par 277 membres du Parlement italien, les soussignés, membres de la Chambre roumaine, vous prions, comme premier signataire de la motion présentée au président de la Chambre italienne, d'exprimer à vos collègues nos sentiments de gratitude pour le généreux et précieux appui que spontanément ils ont donné à la cause roumaine.

Nous vous assurons de l'affection inaltérable que nous portons à l'Italie, berceau de la latinité.

RUSSIE

L'Empereur Alexandre III est mort le 1^{er} novembre. Le *Journal officiel de la République française* a publié les deux télégrammes suivants :

S. M. l'empereur Nicolas II a fait part à M. le président de la République de la mort de S. M. l'empereur Alexandre III par le télégramme suivant, parvenu aujourd'hui dans la matinée à Paris :

Livadia, le 1^{er} novembre 1894, 10 h. soir.

Paris. — Le Président de la République.

J'ai la douleur de vous faire part de la perte cruelle que moi et la Russie venons de faire dans la personne de mon père bien-aimé l'empereur Alexandre, décédé aujourd'hui.

Je suis certain de la vive part que toute la nation française prend à notre deuil national.

NICOLAS.

Le président de la République a adressé, en réponse, à S. M. l'empereur Nicolas II, le télégramme suivant :

Paris, 2 novembre 1894, 5 heures soir.

*Le président de la République française à S. M. Nicolas II,
empereur de toutes les Russies, Livadia.*

En m'annonçant la perte cruelle qu'Elle vient d'éprouver, Votre Majesté associe la nation française au deuil national de la Russie. Les deux grands peuples se souviennent que S. M. l'empereur Alexandre III adressait, il y a eu hier un an, au président Carnot un télégramme qui resserrait encore les liens entre les deux pays. Je suis certain de parler au nom de la France en affirmant les sentiments de respect et de douleur qui animent tous les cœurs. Je tiens aussi à renouveler à Votre Majesté et à la famille impériale l'assurance que je prends vivement part au deuil qui les frappe.

CASIMIR-PÉRIER.

Voici le Manifeste du Czar Nicolas II, annonçant son avènement au trône :

« Nous signifions à tous nos fidèles sujets que Dieu, dans ses voies inscrutables, a voulu que se terminât la vie précieuse de notre bien-aimé père l'Empereur. Sa grave maladie n'a cédé ni à la science médicale, ni au bien-faisant climat de la Crimée ; et il est décédé à Livadia, le 20 octobre — 1^{er} novembre, entouré de sa famille, dans les bras de l'Impératrice et dans les nôtres.

« Notre douleur ne peut être exprimée en paroles, mais tout cœur russe la comprend et nous sommes sûr qu'il n'y a pas un endroit de l'immense empire russe où de brûlantes larmes ne couleront pour l'Empereur enlevé trop tôt à la vie et qui a dû quitter avant son temps son pays qu'il aimait de

toute la force de son âme russe et à la prospérité duquel tendaient toutes ses pensées, sans qu'il épargnât dans ce but sa santé ou ménageât sa vie.

« Même bien au-delà des frontières de la Russie, on ne cessera d'honorer la mémoire du Czar, qui personnifiait la loyauté inébranlable et la paix, la paix qui ne fut jamais troublée sous son règne.

« Cependant que la volonté du Très-Haut s'accomplisse ! Notre croyance inébranlable en la sagesse de la Providence nous réconforte, et nous trouvons une consolation à penser que notre douleur est aussi la douleur de tout notre peuple bien aimé. L'on n'oubliera pas que la puissance et la force de la sainte Russie reposent dans son identité avec nous et dans un dévouement sans bornes envers nous.

« Nous nous souvenons, dans cette heure douloureuse, mais soennelle, de notre avènement au trône de l'empire russe et de la souveraineté de la Pologne et du grand duché de Finlande, qui lui est indissolublement liée, des volontés testamentaires de notre père défunt, et, pénétré de ces volontés, nous faisons, à la face du Très-Haut, la promesse sacrée de n'avoir pour but que la prospérité pacifique et la gloire de notre chère Russie et le bonheur de tous les fidèles sujets. Puisse le Tout-Puissant, qui nous a choisis pour ce haut poste, nous prêter son appui ! Tout en adressant au trône du Très-Haut de ferventes prières pour l'âme du Défunt, nous ordonnons à nos sujets de nous prêter le serment de fidélité à nous et à notre héritier présomptif, le Grand-Duc Georges Alexandrovitch, qui portera le titre de grand-duc héritier et de Czarévitch jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de bénir, par la naissance d'un fils, l'union que nous allons contracter avec la Princesse Alix de Hesse-Darmstadt.

« Donné à Livadia le 20 octobre — 1^{er} novembre 1894.

« NICOLAS. »

SUISSE

Par note du 8 novembre, la légation de la république de Guatemala, à Paris, a adressé au conseil fédéral, au nom de son gouvernement, la dénonciation de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Aux termes de l'article 18 de la convention, celle-ci demeurera en vigueur dans le Guatemala jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation a été faite, soit jusqu'au 8 novembre 1895.

— Dans la séance du 5 décembre, le conseil national a adopté sans opposition le postulat d'une de ses commissions invitant le Conseil fédéral à reprendre les négociations en vue de la réglementation internationale pour la protection des ouvriers.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Statistique des chemins de fer.

Les chemins de fer du monde.

Au 31 décembre 1892, le développement total des voies ferrées, sillonnant la surface du globe, était de 653 937 kilomètres, répartis comme suit : Amérique, 352,230 kilomètres ; Europe, 232,317 kilomètres ; Asie, 37,367 kilomètres, dont 28,590 pour les Indes anglaises, et 3,020 pour le Japon ; Afrique, 11,607 kilomètres, et Australie, 20,466.

L'accroissement du chiffre total n'a été, pour cette année, que de 17,775 kilomètres, alors qu'en 1889 il s'était monté à 22,282 kilomètres : en 1890, à 21,035 et en 1891 à 19,403.

L'année 1893 marquera encore un arrêt plus considérable, étant donné qu'en Amérique la plupart des travaux en cours ont subi des arrêts par suite des difficultés politiques ou économiques. La construction du Transsibérien donnera une augmentation notable du réseau asiatique ; l'Afrique ira également en progressant.

Si nous examinons la répartition des lignes des chemins de fer en Europe, nous voyons que c'est l'Allemagne qui tient la tête, avec 44,177 kilomètres. Viennent ensuite la France, avec 38,645 kilomètres ; l'Angleterre et l'Irlande, avec 32,703 ; la Russie, avec 31,724, l'Autriche Hongrie, avec 28,571 kilomètres. Parmi les autres pays, seules l'Italie et l'Espagne ont des réseaux d'un développement supérieur à 10,000 kilom., à savoir : l'Italie, 13,673 kilomètres ; l'Espagne, 10,894 kilomètres.

Le réseau le plus serré d'Europe est le réseau belge, qui comporte 5,438 kilomètres, soit 18,4 pour 100 kilomètres carrés. Viennent ensuite la Saxe, avec 17 kilomètres pour 100 kilomètres carrés ; l'Allemagne avec 8,2 kilomètres, et la France, avec 7,2 kilomètres. Le capital de création de toutes les lignes du globe était, à la fin de 1892, de 174,375 millions de francs.

Le mouvement commercial de la Chine et du Japon.

Il y a une cinquantaine d'années, la guerre sino-japonaise n'aurait guère intéressé le monde des affaires. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Depuis que le canon a contraint le Céleste Empire à ouvrir ses ports aux navires européens les puissances civilisées entretiennent avec la Chine un trafic important. Les Etats-Unis, la France, la Russie, l'Angleterre sont entrés en relations étroites avec les grands ports chinois.

Le temps est loin où la Chine ne demandait que l'opium et le payait en thé ; quoique ces articles forment encore une part considérable du trafic extérieur de la Chine, les cotonnades à l'importation, les soies à l'exportation ont pris la première place aux dépens de l'opium et du thé. Les allumettes, le pétrole, les produits métallurgiques les sucres, les lainages ont suivi, et la Chine est devenue un débouché appréciable pour diverses industries européennes ou américaines.

En 1892, la valeur de l'importation totale en Chine a été de 137,423,000 taëls, c'est-à-dire environ 750 millions de francs. A l'exportation, le commerce de la Chine comprend les soies et les soieries, jusqu'à concurrence de 38,300,000 taëls ou près de 250 millions de francs ; le thé 26 millions de taëls ou 150 millions de francs ; du coton, du sucre brut, du tabac, de la laine, de la porcelaine, du papier, etc. La valeur totale de l'exportation s'élève à 102,584,000 taëls, soit 22,333,000 liv. st., ou 600 millions de francs.

En 1892, le Japon ne demandait au dehors que pour 71,277 liv. st. de marchandises et n'en exportait que pour 90,405,000 yens. C'est relativement un trafic beaucoup plus considérable que celui de la Chine, grâce à l'entrain avec lequel les Japonais sont entrés dans le courant de la civilisation européenne. Ils demandent à l'Europe pour 40 millions de tissus de coton, pour 36 millions de sucre et pour 24 millions de lainages, ceux-ci en partie français ; le Japon paye ces produits en soie brute (36,500,000 yens), en thé (7,525,000 yens), en houille, en cuivre, porcelaines, camphre, etc.

La valeur totale du commerce extérieur des puissances, aujourd'hui belligérantes, s'élève donc à 1,930 millions de francs. Deux milliards en nombres ronds, voilà la valeur du trafic menacé par la guerre soulevée entre les deux grandes puissances de l'Extrême Orient.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

13 octobre. — *L'Alliance autrichienne* (traité de 1756) : *L'entrevue de Babiolo*, par le duc de Broglie. — *La nouvelle réglementation des études médicales*, par Louis Liard (exposé et défense du système organisé par divers décrets de 1893). — *Condition de la femme aux Etats-Unis : Les collèges de femmes, la co-éducation, l'extension universitaire*, par Th. Bentzon. — *Les chroniques de Froissart et les débuts de l'histoire de France*, par René Doumic.

1^{er} Novembre. — *Le duc de Nivernais à Berlin*, par le duc de Broglie. — *Caractère et variété du luxe, son rôle économique*, par Paul Leroy-Beaulieu. — *Le Rhône*, par le vicomte de Vogüé (à propos d'ouvrages récents).

15. — *La littérature africaine*, par Gaston Boissier. — *La France et l'Europe après 1815*, par Em. Ollivier (fragment de l'ouvrage *L'Empire libéral*). — *Les Comédiens français pendant la Révolution et l'Empire*, par V. du Bled.

1^{er} décembre. — *L'Alliance autrichienne, le Traité de 1756*, par le duc de Broglie. — *La législation et le luxe, la fonction sociale de la fortune*, par Paul Leroy-Beaulieu. — *Une prison de femmes aux Etats-Unis, homes et clubs d'ouvrières, la vie domestique, les écoles industrielles, nègres et négresses*, par Th. Bentzon. — *L'assaut de Loigny* (2 décembre 1870), par Art. Roë. — *Madagascar et la colonisation française*, par le vicomte de Vogüé. — *Un épisode inédit des campagnes du Soudan*, par G. Valbert.

15. — *La dernière armée de l'Empire* (1815), par Henry Houssaye. — *Les chemins de fer français*, par Raphaël-Georges Lévy. — *De l'influence récente des littératures du Nord*, par Jules Lemaitre. (Il se pourrait qu'une réaction du génie latin fût proche.) — *Rome et la Russie* (article anonyme dont le but est de prouver que l'union de l'église russe avec Rome, centre de l'orthodoxie catholique, n'est pas impossible ; quoique hérissée de difficultés, elle est moins difficile, peut-être, qu'on ne se le figure généralement). — *Michelet, professeur à l'Ecole normale* (1827-1838), par Gabriel Monod (beaucoup de détails intéressants). — *La glorification de l'énergie*, par René Doumic (à propos d'un ouvrage récent de Maurice Barrès).

Le Correspondant.

10 novembre. — *L'empereur Alexandre III*, par H. de Lacombe. — *Le général Ducrot, sa vie militaire d'après sa correspondance*. — *Le Japon d'aujourd'hui : Industrie et commerce*, par Norbert Lallié. — *Le duc Pasquier*, par de Lanzac de Laborie (analyse du tome V de ses mémoires). — *Berryer et la Monarchie de juillet*, par H. Delorme.

Revue politique et littéraire.

1^{er} décembre. — *Victor Duruy*, par Alfred Rambaud. — *De New-York à Chicago*, par M^{lle} M. Dugard. — *Mon évason, Metz, novembre 1870*, par le colonel Patry.

8. — *Les fouilles de Delphes : le site, les travaux*, par Paul Monceaux. — *La Révolution de février, Michelet et sa famille, souvenirs de Jules Levallois*. — *Victor Duruy*, fin de la remarquable étude d'Alf. Rambaud. Placé au-dessus des partis par l'affection de tous les bons Français, traité en précurseur par les ministres républicains de l'Instruction publique, se sentant continué par tout ce qui s'accomplissait de grand pour l'éducation nationale, V. Duruy eut, après une ère de travail et de luttas, la vieillesse paisible d'un sage.)

15. — *M. Henry Houssaye*, par Em. Faguet. — *Une conversation de Napoléon à l'île d'Elbe* (notes de voyage d'un jeune anglais). — *L'état actuel de*

l'enseignement primaire, par Paul Laffitte (d'après un rapport d'inspection de M. Félix Pécaut). — *La suppression des petits Tribunaux et de quelques Cours d'appel*, par Ed. Desfossés. (Elle peut être justifiée par toutes sortes de bonnes raisons ; elle n'en sera pas plus facile à obtenir.) — *Les fouilles de Delphes : Les résultats*, par Paul Monceaux.

22. — *La Sorbonne et le Collège de France, de 1848 à 1852 souvenirs littéraires*, par J. Levallois — *Noël d'Alsace*, par Jules Hocle. — *L'Égypte en 1798*, d'après le journal d'un membre de l'Institut d'Égypte. (C'est Redouté, le frère du célèbre peintre de fleurs, peintre lui-même).

29. — *L'Europe et la question chinoise* (à propos d'une « interview » prise à sir Thomas Wade, professeur de sinologie à Cambridge, qui a habité la Chine pendant 40 ans et y a représenté la Grande-Bretagne pendant 12 ans. — *Un portrait de Renan*, par Em. Faguet (appréciation de l'ouvrage de M. Séailles). — *Comment meurent les gens de lettres*, par Firmin Maillard (détails curieux sur Lamennais, Auguste Comte, Béranger, Alfred de Musset). — *Le général Thiébaut pendant les Cent-Jours* (placet adressé par le général au ministre de la police).

Revue des Revues.

15 octobre. — *Les surprises de l'histoire : Quelques généalogies curieuses* (origine de quelques grandes familles). — *La misère anglaise* (d'après une revue polonaise). — *Les Magyars* (d'après Vambéry). — *La jeune Allemagne littéraire* (d'après une revue allemande). — *Les livres sacrés de la Chine* (d'après une étude de M. Barthélemy Saint-Hilaire).

1^{er} novembre. — *La corruption politique*, par Louis Proal. — *Le Japon excentrique ; les Etudiants en Amérique*, par Th. Bentzon (extraits et analyse d'une curieuse étude).

15. — *L'anarchie et la paix*, par la baronne de Suttner, présidente de la ligue autrichienne de la paix. (L'inimitié entre les peuples dont les armements sont l'expression, n'est que factice ; de fait, elle n'existe plus. Les peuples demandent la paix ; les Gouvernements jurent qu'ils ne veulent pas la guerre. Eh bien ! qu'ils le prouvent. Que deux États concluent un traité par lequel ils s'engagent à soumettre tous les différends qui pourraient s'élever entre eux à un arbitre, à défaut d'une haute Cour internationale qui n'est pas encore créée ; — et qu'ils invitent tous les autres États à se joindre à cette alliance fraternelle. — Ce n'est pas bien nouveau, mais ce n'est pas aussi facile que parait le croire l'auteur.) — *Les bizarreries de la frontière*, par Girod-Grenet, garde général des forêts. (Il s'agit de la frontière franco-italienne tracée d'une manière défectueuse après le traité du 24 mars 1860.) — *L'ivrognerie allemande* (d'après une revue allemande). — *Encore l'immoralité française* (défense des mœurs françaises publiée dans une revue américaine). — *La morale enseignée aux enfants*, par Jules Simon.

1^{er} décembre. — *L'Italie vagabonde*, par le marquis Paulucci (détails sur le vagabondage qui se manifeste en Italie sous une forme vraiment grave et affligeante). — *Les Slaves superstitieux* : Comment on guérit les Bulgares ; les Russes et la fin du monde. — Les Chinois de New-York et de San-Francisco. — La religion des Sioux. — *Les forçats de la Guyane* (d'après un article de la *Revue de Paris*).

15. — *L'Italie vagabonde* (fin du travail). — *Napoléon I^{er} et lord Ebrington* (il s'agit d'un Anglais qui est allé visiter Napoléon à l'île d'Elbe et a noté ses observations). — *La conciliation des religions* (d'après un article du célèbre Max Müller, à propos du Congrès des religions de Chicago).

Revue politique et parlementaire.

Novembre. — *La codification en Europe au XIX^e siècle*, par E. Glasson. — *La réforme parlementaire*, par André Lebon, député. — *La question des*

sucres, par Charles Roux, député de Marseille. — *La conférence interparlementaire de la Haye et le mouvement pacifique*, par F. Dreyfus. — *La question des accidents du travail et le Congrès de Milan*, par Yves Guyot. — *De l'idée et de l'avenir des Conseils du travail*, par H. Depasse. — *Le Japon moderne et la question coréenne*, par Moyotosi Sarjau. — *L'impôt aux Etats-Unis*, par M. Shaw. — *La vie politique et parlementaire à l'étranger (Espagne et Hongrie) et en France*. — Chronologie politique.

Décembre. — *Le budget de la marine*, par Henri Brisson. — *Le budget de l'intérieur : police et sûreté générale*, par J. Reinach. — *Amendements désirables au projet de loi sur les droits successoraux*, par Marcel Fournier. — *Le régime fiscal des successions*, par Salefranque. — *Le service des enfants assistés*, par E. Brueyre. — *Le budget et les chemins de fer*, par E. Delorme. — *La vie politique et parlementaire à l'étranger (Angleterre et Suisse) et en France*. — *Etat des travaux législatifs en France*.

Revue de droit international et de législation comparée.

1894, V. — *Le droit des gens dans les rapports des Arabes et des Byzantins*, par Ernest Nys. — *La convention de la Haye de 1887 concernant le trafic des spiritueux dans la mer du Nord*, par le baron Guillaume (analyse des travaux de la Conférence qui a préparé la convention). — *De la codification du droit international privé*, par le professeur Olivi (à propos d'une étude publiée sous ce titre par M. Anzilotti). — *La prescription des créances*, étude de droit comparé à propos de deux projets de loi scandinaves, par M. Thomsen, juge à Copenhague. — *La litispendance dans les rapports entre juridictions d'Etats différents* proposition soumise à l'Institut de droit international, par M. Sacerdoti).

La propriété industrielle.

30 septembre. — Loi allemande du 12 mai 1894 pour la protection des marques de marchandises. — Jurisprudence.

30 novembre. — Loi danoise du 14 avril 1890 sur la protection des marques de fabrique. — *De l'enregistrement international des dessins et modèles industriels*. — Lettre d'Eug. Pouillet sur l'application de l'art. 15 de la loi française de douanes, du 11 janvier 1892 (c'est la disposition qui prohibe à l'entrée et exclut de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers portant une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou sont d'origine française). — Rapports officiels américains sur les brevets d'invention.

30 décembre. — *De l'enregistrement international des dessins et modèles industriels* (second article). — *De l'enregistrement des marques en Espagne*. — *De la nullité des brevets en Belgique*, par M. Em. Picard — Répression de la concurrence déloyale (projet de loi en Allemagne). — Taxes pour l'obtention de brevets en divers pays et durée de ces brevets.

Le droit d'auteur.

15 octobre. — Ordonnance britannique relative à la mise en vigueur de la convention conclue, le 24 avril 1893, entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie pour la protection réciproque des auteurs d'œuvres de littérature et d'art; ordonnance autrichienne ayant le même but. — *Emprunts littéraires et chrestomathies*, par H. Rosmini. — *Projet de loi brésilien concernant la propriété littéraire et artistique*.

15 novembre. — Résumé de la législation anglaise en matière de droits d'auteur; mesures prises en Angleterre pour la mise en vigueur de la convention de Berne (travail extrêmement précieux).

15 décembre. — Convention entre l'Espagne et le Guatemala, concernant la

propriété intellectuelle (25 mai 1893). — *La situation actuelle et la protection des droits d'auteur aux Etats-Unis.* — La législation russe en matière de propriété littéraire.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Octobre. — *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, par J. Champcommunal. — Chronique espagnole de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel, par Manuel Torres Campos. — Chronique française, par Edm. Thaller. — Le Congrès international de la propriété artistique et littéraire, tenu à Anvers en août 1894 (résolutions).

Bulletin de la Société de législation comparée.

Octobre, novembre, décembre. — Note sur les lois tendant à réprimer les menées anarchistes, par le baron Jules d'Anethan (Suisse, Italie, Allemagne, Etats-Unis). — Observations sur les rapports entre la Norvège et la Suède, par M. W. Uppstrom, juge à Stockholm (réplique à une note d'un avocat norvégien). — Chronique législative : France.

Le Mémorial diplomatique.

6 octobre. — *L'ambassade de France à Londres*, par Alf. Berl. — *La Bolivie*, étude historique par José N. Rodriguez. — *M. Léon Say*, par H. Chantavoine. — *La nouvelle Constitution de la République de Honduras* (analyse).

13. — *Les Puissances européennes en Extrême-Orient.* — Casimir-Perier, député de l'opposition, 1817-1830 (à propos d'un livre publié récemment sous ce titre). — Discours du Président du Mexique, à l'ouverture du Congrès (16 septembre 1894). — *M. René Millet*, par Hugues Le Roux.

20. — *La Bolivie*, considérations sur l'état politique actuel.

27. — *La mission Le Myre de Vilers.* — Message du Président de la République de Bolivie (6 août 1894).

3 novembre. — *La mort du Tsar et l'Europe.* — Alexandre III. — *Les fonds russes à Berlin.* — *Un chapitre politique d'histoire financière (1887-1894)*, par Arthur Raffalovich.

10. — *L'intervention européenne en Asie.* — *La crise financière avant la Révolution, les derniers contrôleurs généraux*, par Ern. Seligmann (à propos du livre de M. Ch. Gomel).

17. — *Le discours de M. Hanotaux sur Madagascar*, par Alf. Berl (grand éloge).

24. — *Le rapprochement anglo-russe.*

1^{er} décembre. — *Du principe des nationalités*, par Alf. Berl (à propos du livre de M. Em. Ollivier). — *Madagascar et l'opinion.*

8. — *La plus ancienne République de l'Europe*, par W. Miller (c'est Saint-Marin).

15. — Fin de l'article consacré à Saint-Marin.

22. — *M. Crispi et la crise italienne.* — *L'église grecque et la situation actuelle.* — Manifeste du nouveau Président de la République du Brésil (15 novembre).

29. — *Les thalers de Ménélick.*

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Novembre. — France : Lois modifiant le tarif général des douanes ; rapport du Président de la Commission permanente des valeurs de douane (La comparaison des résultats, de l'année 1893 avec ceux de l'année 1892, fait ressortir une diminution de 334,359,000 fr. sur les entrées et de 224,351,000 fr. sur les

sorties. La chute des importations a surtout atteint les Etats-Unis, l'Espagne et l'Angleterre. Pour les exportations, la décroissance a commencé en 1891, avant la modification de notre politique commerciale, et s'est ensuite accentuée d'une manière continue. Si, parmi les pays auxquels nous avons expédié moins de marchandises qu'auparavant, quelques-uns ont récemment pris des mesures de protection, d'autres sont, au contraire, demeurés dans le *statu quo*, tels que l'Angleterre et les Etats-Unis ; la caisse nationale d'épargne, en 1893 (prospérité croissante, plus de deux millions de déposants) ; le classement de la population par profession dans le recensement de 1891 (détails intéressants). — *Tunisie* : La situation financière et économique de la Régence (extrait du Rapport annuel du Ministre des Affaires étrangères). — *Suisse* : Projet de loi sur la création de la Banque de la Confédération suisse. — *Italie* : Surveillance des Instituts d'émissions ; les budgets provinciaux et communaux.

Le Métal-Argent à la fin du XIX^e siècle, par Louis Bamberger traduit par Raphaël-Georges Lévy, un volume in-8°, Paris, librairie Guillaumin, 1894.

Ce volume renferme trois ouvrages distincts. Le premier a été écrit en 1885 et a pour titre : *Les destinées de l'Union latine*. Le second résume la situation monétaire de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Amérique du Nord en 1892 et décrit, d'une façon aussi exacte que pittoresque, la campagne parlementaire qui aboutit à l'échec définitif, à Washington, du projet de libre frappe. Le troisième, le plus récent, *Les sophismes des partisans de l'argent*, a eu un grand succès en Allemagne.

On lira, avec grand intérêt, ces dissertations dues à un des hommes les plus familiers avec ces graves problèmes, qui est non seulement un économiste et un financier de grand talent, mais un polémiste de beaucoup de verve et, nous ajouterons, de passion. On trouvera nombre d'observations utiles pour ceux qui ont à étudier l'histoire et le fonctionnement de l'Union monétaire latine.

L'auteur non seulement est un partisan convaincu du monométallisme or, il est hostile à la conclusion de toute union monétaire, et ses arguments méritent réflexion.

L'ouvrage est remarquablement traduit par un homme qui, outre sa connaissance approfondie de l'Allemand, s'est déjà signalé par des études personnelles très remarquables sur les questions monétaires et financières.

Almanach de Gotha pour 1895.

Cette précieuse publication se complète d'année en année et élargit toujours le cercle des renseignements qu'elle met à la disposition du public qui s'occupe de questions politiques et diplomatiques. L'*Almanach*, qui ne comptait au début que 150 pages, en compte aujourd'hui 1,367. Il semblait, pendant longtemps, uniquement consacré aux généalogies royales ou princières ; sans négliger celles-ci, il fournit maintenant, en abondance, des renseignements sur l'organisation politique, administrative, militaire, financière de chaque pays ; il donne les derniers renseignements statistiques. C'est un *vade mecum* indispensable à quiconque s'intéresse aux affaires extérieures.

Code des relations conventionnelles entre la Belgique et les Pays-Bas. — **Code des relations conventionnelles entre la Belgique et la France**, par le baron Guillaume, docteur en droit docteur en sciences politiques et administratives, ministre de Belgique à Athènes, deux forts volumes in-8°, Bruxelles, 1895, librairie européenne C. Muquardt.

On croit souvent que le droit international, à la différence des autres bran-

ches du droit, ne comporte guère de textes. On connaît bien un certain nombre de traités, mais ce sont ceux qui contiennent presque exclusivement des stipulations d'un caractère politique et qui, pour l'étude juridique ou la pratique des affaires, ne peuvent avoir une grande importance. Il y a là une erreur que des travaux, de plus en plus nombreux, tendent à détruire. Les relations internationales sont aujourd'hui et de plus en plus réglées par des traités multiples qu'il faut étudier en eux-mêmes, combiner entre eux et avec les diverses législations. Il n'est pas toujours aisé de se procurer les textes nécessaires et il faut, tout au moins, recourir à de volumineuses collections peu répandues. Nous applaudissons donc de grand cœur aux publications qui ont pour but de donner une base de plus en plus solide à l'étude du droit international à laquelle nous nous sommes voué. Nous avons, il y a quelque temps, signalé l'intéressant recueil de M. Ruppert, pour le Luxembourg; nous avons, aujourd'hui, le plaisir d'appeler l'attention sur deux très importants volumes consacrés aux relations internationales de la Belgique. Nous en sommes redevables à M. le baron Guillaume, à la fois diplomate et juriconsulte, ce qui est un double titre pour mener à bien un travail de cette nature. Attaché à la législation belge de La Haye pendant plusieurs années, l'auteur a senti lui-même la nécessité d'avoir sous la main les nombreux textes qui concernent les relations des deux pays. Il les a réunis et publiés en un beau volume où les recherches sont très faciles. Les documents sont placés dans l'ordre chronologique, ils vont du 10 juin 1833 au 20 septembre 1893.

Un *index alphabétique*, fait avec beaucoup de soin, permet de trouver rapidement les traités qui se réfèrent à la matière que l'on a en vue; en le parcourant, on voit combien sont variés les objets des conventions.

Les Belges ont, avec la France, des relations encore plus importantes qu'avec les Pays-Bas. M. le baron Guillaume a fait un second recueil consacré aux relations conventionnelles des deux pays. Nous devons lui en être particulièrement reconnaissants, d'autant plus qu'il est permis de dire que l'intérêt d'un pareil recueil dépasse la sphère des relations franco-belges. De nos jours, les traités qui n'ont pas en vue de satisfaire aux intérêts spéciaux de deux pays déterminés, se généralisent volontiers, comprenant un certain nombre d'Etats dont les idées et les intérêts sont identiques. C'est ainsi que se sont formées de nombreuses *Unions* dans le domaine administratif, économique, juridique. La Belgique et la France en font également partie. On trouvera donc, dans le nouveau recueil, la réunion de ces documents d'une grande importance pratique, et nous le recommandons à tous ceux qui étudient le droit de gens d'une manière sérieuse.

Nous ne savons si M. le baron Guillaume continuera ses publications en choisissant d'autres pays avec lesquels la Belgique a des relations de quelque importance. Mais il y a un travail qui serait bien précieux et qui compléterait fort utilement ses recueils de traités, ce serait l'ensemble des dispositions législatives, en vigueur en Belgique, ayant trait aux relations internationales (nationalité, condition des étrangers, droit pénal, extradition, etc., etc.). Il est particulièrement préparé à un pareil travail assez délicat, qui rendrait grand service à ses compatriotes d'abord, mais aussi à tous ceux qui, en France ou ailleurs, s'intéressent au droit international. C'est à ce titre que nous osons lui présenter notre requête.

L. R.

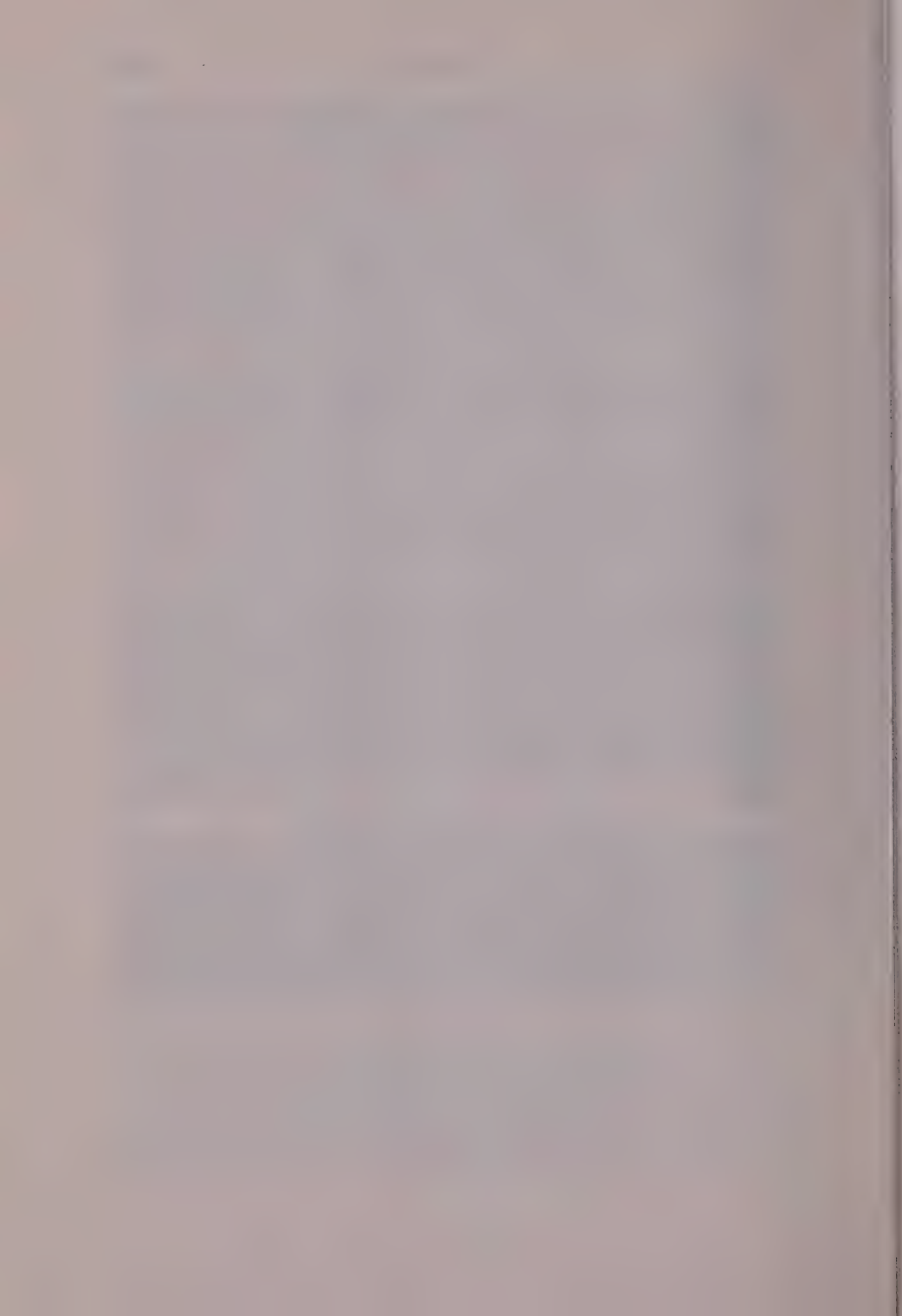


TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

| | 1892 | Pages |
|--------------|---|-------|
| Juillet. . . | 23 <i>Allemagne — Colombie</i> . Traité d'amitié, de commerce et de navigation | 241 |
| Octobre. . . | 4 <i>Suisse</i> . Circulaire relative à un projet d'Union internationale pour la publication des Traités. | 27 |
| Décembre . . | 8 <i>France — Libéria</i> . Arrangement relatif à la délimitation de leurs possessions. | 20 |
| | 1893 | |
| Février. . . | 6 <i>France — Grande-Bretagne</i> . Arrangement commercial concernant le Canada. | 168 |
| Décembre . . | 24 <i>Autriche-Hongrie — Roumanie</i> . Convention de commerce | 249 |
| | 1894 | |
| Janvier. . . | 22 <i>Belgique — Roumanie</i> . Convention de commerce. | 247 |
| Mars. . . . | 15 <i>Allemagne — France</i> . Arrangement relatif à la délimitation du Cameroun et du Congo français. | 5 |
| Juin. . . . | 25 <i>Conférence de la Haye</i> (droit international privé). Première séance. | 104 |
| — | 26 Deuxième séance. | 105 |
| — | — <i>Monaco — Pays-Bas</i> . Convention d'extradition. | 21 |
| — | 27 <i>Conférence de la Haye</i> . Troisième séance. | 121 |
| — | 29 Quatrième séance. | 130 |
| Juillet. . . | 3 Cinquième séance. | 131 |
| — | 5 Sixième séance. | 141 |
| — | 13 <i>Suisse</i> . Circulaire du Conseil fédéral pour la convocation d'une Conférence ayant pour but d'étudier la publication des Traités | 31 |
| Septembre . | 25 <i>Conférence de Berne</i> pour la publication des Traités. Séance d'ouverture. | 34 |
| — | 26 Deuxième séance. | 41 |
| — | 28 Troisième séance. | 44 |
| Octobre . . | 1 ^{er} <i>France</i> . Décret instituant au ministère des Colonies un service de renseignements commerciaux et de la colonisation. | 153 |
| — | 2 <i>Conférence de Berne</i> . Quatrième séance. | 44 |
| — | 3 Cinquième séance. | 45 |
| — | — Sixième séance (clôture) | 46 |
| — | — Procès-verbal final. | 52 |
| Novembre . | 20 <i>France</i> . Décret sur l'admission à la carrière diplomatique et consulaire. | 273 |

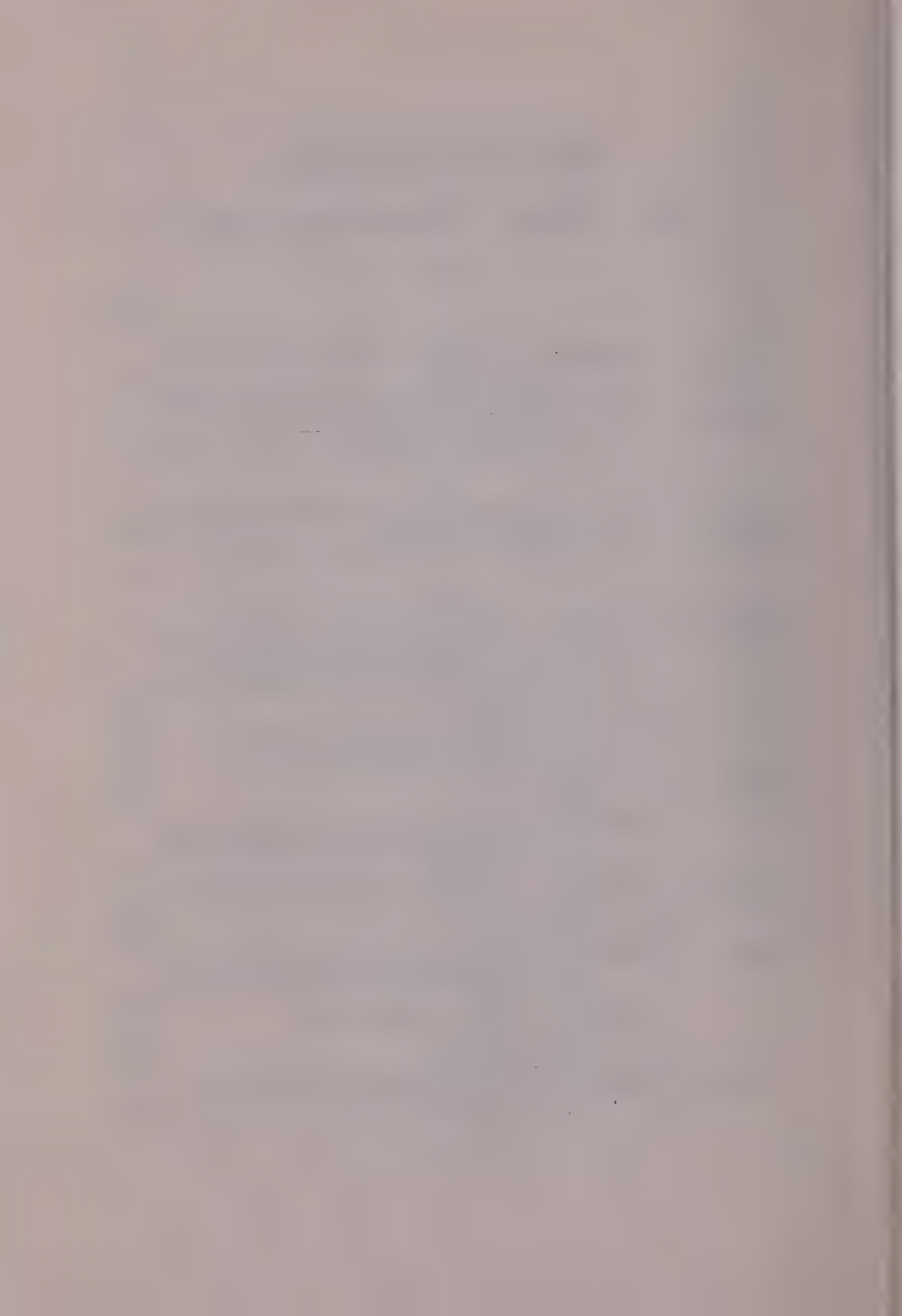


TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1894

ABBAS-PACHA. — Firman d'investiture (avril 1892), I, 194.

ACTES JUDICIAIRES. — Signification à l'étranger, rapport sur un projet de règlement international soumis à la Conférence de la Haye en septembre 1893, II, 105 ; Règles proposées, 128 ; Revision en 1894, III, 225.

AGENTS DIPLOMATIQUES. — Mariage, règlement français (19 avril 1894), II, 133.

AIGUES-MORTES. — Indemnités franco-italiennes, correspondance (juillet 1893-janvier 1894), I, 37.

ALLEMAGNE. — I. Traité de commerce et de navigation avec la Russie (10 février 1894), II, 5 ; Tarif, 12 ; — Convention relative à des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Traité de commerce avec la Serbie (21 août 1892), II, 241 ; Tarifs, 246 ; Protocole final, 273 ; — Traité de commerce avec la Roumanie (21 octobre 1893), III, 5 ; Tarif, 12 ; Protocole final, 38 ; — Arrangement avec la France pour la délimitation du Cameroun et du Congo français (15 mars), IV, 5 ; — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Colombie (23 juill. 1892), IV, 241. — II. Question coloniale au Reichstag (19 février), I, 211 ; — Situation du duc de Saxe-Cobourg-Gotha, I, 241 ; — Discours de l'Empereur à Königsberg (6 septembre), III, 311 ; — Dispositions de la législation de l'Empire concernant des matières de droit

international privé, III, 230 ; — Les Allemands à l'étranger et les étrangers en Allemagne, III, 312.

ALMANACH DE GOTHA. — (Bibl.), IV, 354.

ALSACE-LORRAINE. — Français y résidant, statistique des réfractaires, III, 342.

ANNALES de Droit commercial français, étranger et international. — Sommaires : I, 255 ; II, 375 ; IV, 353.

ANNALES de l'École des Sciences politiques. — Sommaires : I, 119, 378 ; II, 238 ; III, 426 ; IV, 237.

ANNAM. — Commerce en 1893, III, 334.

ARBITRAGE INTERNATIONAL. — Convention sur les pêcheries de Behring (29 fev. 1892), I, 5 ; — Sentence arbitrale (15 août 1893), I, 11 ; — Convention entre la France et le Vénézuëla (24 février 1891), III, 137.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Règlement international proposé par la Conférence de la Haye, III, 226.

AUTRICHE. — Documents législatifs sur le droit international privé, III, 236.

AUTRICHE-HONGRIE. — Convention établissant des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Traité de commerce et de navigation avec la Corée (28 juin 1892), II,

288 ; — Convention commerciale avec la Russie (6 mai 1894), III, 134 ; — Convention de commerce avec la Roumanie (21 décembre 1893), IV, 249 ; Art. additionnel (Trafic de frontière), 252 ; Protocole final, 254 ; Correspondance, 255 ; — Débat parlementaire sur la Convention commerciale avec la Russie, II, 175 ; — Réunion des délégations (septembre), III, 313.

BANQUEROUTE D'ÉTAT. — Sujet de concours, III, 361.

BEHRING (Pêcheries de). — Arbitrage anglo-américain (29 février 1892), I, 5 ; — *Modus vivendi* (18 avril 1892), I, 9 ; — Sentence arbitrale (15 août 1893), I, 11 ; — Protocoles des dernières séances du Tribunal, I, 324.

BELGIQUE. — I. Convention avec la France, le Luxembourg et les Pays-Bas pour le transport de certaines marchandises (9 août 1893), I, 257 ; — Arrangement monétaire avec la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse (15 novembre 1893), I, 268 ; — Convention établissant des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Convention de commerce avec la Roumanie (22 janvier), IV, 247. — II. Documents législatifs sur le droit international privé, III, 258 ; — débat au sujet du Traité anglo-congolais (12 juin), II, 337 ; — Code des relations conventionnelles de la Belgique avec la France et les Pays-Bas (bibl.), IV, 354.

BRÉSIL. — Conflit avec le Portugal, II, 220 ; — Note du Ministre des Affaires étrangères du Brésil sur ce conflit (13 mai 1894), III, 62 ; — Message du maréchal Peixoto (7 mai), III, 320.

BREVETS D'INVENTION. — Statistique suisse pour 1893, III, 73.

BULGARIE. — Recensement de la population, II, 176 ; — Déclaration du comte Kalnoky aux délégations, III, 318 ; — Manifesta-

tions en Bulgarie à l'occasion de la mort du Tsar, IV, 157 ; — Discours-programme du Président du Conseil (5 novembre), IV, 158 ; — Adresse du Sobranié, IV, 167.

BULLETIN de la Société de Législation comparée. — Sommaires : I, 119, 255, 377 ; II, 238 ; III, 127 ; IV, 239 et 353.

BULLETIN de Statistique et de Législation comparée. — Sommaires : I, 119, 256, 379 ; — II, 238 et 375 ; III, 366 ; IV, 239 et 353.

CANADA. — Arrangement commercial avec la France (6 février 1893), IV, 168.

CARNOT (Président). — Réception à Lyon (23 juin), II, 345 ; Assassinat, 346 ; Les condoléances, 347.

CARRIÈRE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE. — Règlement en France (20 novembre), IV, 273.

CASIMIR-PÉRIER. — Discours à la Chambre des députés sur les affaires de Madagascar (22 janvier), I, 143 ; — Discours à l'ouverture de la Conférence sanitaire (7 février), I, 243 ; — Discours au Sénat sur les rapports avec le Portugal (8 mars), II, 194 ; — Discours à la Chambre sur les rapports avec le Saint-Siège (17 mai), II, 198 ; — Election comme Président de la République (27 juin), II, 368 ; — Message aux Chambres (3 juillet), III, 121.

CAUTION JUDICATUM SOLVI. — Règlement international adopté par la Conférence de la Haye, III, 226.

CHEMINS DE FER. — Convention pour le transport de certaines marchandises entre la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas (9 août 1893), I, 257 ; — statistique, IV, 348.

CHINE. — Arrangement avec la Grande-Bretagne pour la Birmanie (analyse), III, 336.

CHOLÉRA. — Convention établissant des mesures de protection (15 avril 1893), II, 36; adhésion de la Grande-Bretagne (15 juillet 1893), 44; Procès-verbal de dépôt des ratifications (1^{er} février 1894), 45; Message du Conseil fédéral suisse, 46.

CLEVELAND. — Message au Congrès (4 décembre 1893), I, 212.

COLOMBIE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Allemagne (23 juillet 1892), IV, 241.

COLONIES. — Instructions ministérielles en France (20 juin), III, 328; — Organisation d'un Comité du Contentieux, III, 329; — Institution d'un service de renseignements commerciaux et de la colonisation en France (1^{er} octobre), IV, 153. V. *Dahomey, Indo-Chine.*

COMMERCE. — I. Convention franco-russe (17 juin 1893), I, 129; — Traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Russie (10 février 1894), II, 5; Tarif, 12; — Traités de commerce et relations douanières de la Suisse avec l'étranger, II, 158; Relations franco-suisse, 162; — Traité de commerce entre l'Allemagne et la Serbie (21 août 1892), II, 241; Tarif, 246; Protocole final, 273; — Convention de commerce entre l'Angleterre et la Serbie (10 juillet 1893), II, 284; — Convention de commerce entre le Mexique et le Salvador (24 avril 1893), II, 275; — Déclaration réglant les relations commerciales de l'Espagne et des Pays-Bas (12 juillet 1892), II, 286; — Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Corée (28 juin 1892), II, 288; — Traité de commerce entre l'Allemagne et la Roumanie (21 octobre 1893), III, 5; Tarif, 12; Protocole final, 38; — Convention commerciale entre l'Autriche-Hongrie et la Russie (6 mai 1894), III, 134; — Traité de commerce et de navigation entre l'Allema-

gne et la Colombie (23 juillet 1892), IV, 241; — Convention de commerce entre la Belgique et la Roumanie (22 janvier 1894), IV, 247 — II. Conférence économique franco-suisse (privée), III, 331; — Commerce du Tonkin et de l'Annam en 1893, III, 332.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

— Rapport sur un projet de règlement international soumis à la Conférence de la Haye en septembre 1893, II, 105; — Règles proposées, 129; — Revision en 1894, III, 225; — Rapport concernant cette revision, IV, 138; — Statistique suisse pour 1893, III, 103.

CONFÉRENCE de Berne.

— Projet d'une Union internationale pour la publication des Traités, préliminaires, IV, 27; — Séance d'ouverture (25 septembre), 34; Séances 2-6, 41-46; Projet de Convention des délégués belges, 47; Exposé des travaux de la Commission par M. Soldan, 49; Procès-verbal final, 52.

CONFÉRENCE de la Haye.

— Réglementation du droit international privé, mémoire du Gouvernement néerlandais, II, 57; Pays représentés, 68; Procès-verbaux de la session de septembre 1893, 69; Protocole final (27 septembre), 127; — Protocole final de la 2^e Conférence (13 juillet 1894), III, 222; — Procès-verbaux : Séance du 25 juin, IV, 104; Séance du 26 juin, 105; Avant-projets de diverses Conventions, 115; Séance du 27 juin, 121; Séance du 29 juin, 130; Séance du 3 juillet, 131; Séance du 6 juillet, 258.

CONFÉRENCE monétaire.

— Etats de l'Union latine, Protocole du 10 octobre 1893, II, 303; — Du 12 octobre, III, 67; — Du 14 octobre, III, 139; du 25 octobre, 148; du 26 octobre, 159; du 27 octobre, 172; du 2 novembre, 183; du 3 novembre, 193; du 4 novembre, 204; du 6 novembre,

209; du 15 novembre (clôture).
221.

CONFÉRENCE sanitaire. — Réunion à Paris (février), I, 243; Clôture de ses travaux (3 avril), II, 207.

CONGO (État indépendant du). — Arrangement avec la Grande-Bretagne pour déterminer les sphères d'influence des deux pays (12 mai 1894), II, 176; Correspondance échangée à ce sujet, 179; — Lettre de lord Kimberley sur la portée de ce Traité (23 mai), III, 122; — Débat en Belgique sur le Traité anglo-congolais (12 juin), II, 337; Débat en France sur le même sujet (7 juin), 338; — Arrangement avec la France (14 août), III, 326.

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE. — Compte de gestion pour 1893 : *Affaires étrangères*, II, 134; Représentation de la Suisse à l'étranger, 146; Naturalisations, 154; Traités de commerce et relations douanières avec l'étranger, 158; Expositions internationales, 173 et 309; Voyageurs de commerce, II, 314; — Emigration, II, 321; — Propriété intellectuelle, III, 73; — *Département de justice et police*, III, 76; Etat civil, 83; Registre du commerce, 93; Extraditions, 96; Rapatriements, 104; Droit de cité, 106; Ministère public de la Confédération, 113.

CONTRAINTÉ par corps. — Suppression proposée en ce qui concerne les étrangers, Conférence de la Haye, III, 227.

CORÉE. — Traité de commerce et de navigation avec l'Autriche-Hongrie (28 juin 1892), II, 288.

CORRESPONDANT (Le). — Sommaires : I, 376; II, 236; IV, 235 et 350.

COURCEL (B^{on} de). — Discours de clôture au Tribunal arbitral de Behring (15 août 1893), I, 345.

DAHOMÉY. — Organisation de la justice, décret (26 juillet), III,

302; — Administration, Décret (22 juin), III, 306.

DANEMARK. — Documents législatifs sur le droit international privé, III, 279.

DANUBE. — Fêtes données par la Commission européenne (17 et 18 mai), II, 226.

DESSINS et MODÈLES industriels. — Statistique suisse pour 1893, III, 75.

DIVORCE. — Conflit de lois, compétence, règles proposées par la Conférence de la Haye, III, 223.

DOMINICAINE (République). — Message du Président Heurieux (27 février), II, 221.

DROIT D'AUTEUR (Le). — Sommaires : I, 377, II, 375; III, 128; IV, 352.

DROIT INTERNATIONAL privé. — Conférence de la Haye (septembre 1893) : Mémoire communiqué aux Puissances par le Gouvernement néerlandais, II, 57; Liste des pays représentés et de leurs délégués, 68; Procès-verbaux, 69; Protocole final (27 septembre), 127; — Protocole final de la 2^e Conférence (13 juillet 1894), III, 222; — Documents législatifs pour l'Allemagne, III, 230; l'Autriche, 236; la Hongrie, 254; la Belgique, 258; le Danemark, 279; l'Espagne, 293; la France, 297; l'Italie, IV, 54; le Luxembourg, 65; les Pays-Bas, 67; le Portugal, 72; la Roumanie, 80; la Russie, 92; la Suisse, 97.

ÉGYPTE. — Documents relatifs à la question des patentes (1887-90), I, 49; — Etablissement d'une municipalité à Alexandrie (1887-90), I, 78; — Application des règlements de police aux étrangers (1891-1892), I, 141; — Assainissement du Caire (1891-93), I, 177; — Avènement d'Abbas-Pacha (1892), I, 186; — Firman d'investiture, I, 195; — Abolition définitive de la corvée, I, 283; — Pourpar-

lers concernant l'évacuation (1890-94), I, 288 ; — Réorganisation du service des fouilles et antiquités, I, 298 ; — Crise ministérielle (1893), I, 342 ; — Séances du Conseil législatif (décemb. 1893), I, 357 et II, 180 ; — Note du conseiller financier, II, 184 ; — Loi française prorogeant la réforme judiciaire, I, 116.

ÉMIGRATION. — Statistique pour la Suisse, II, 321 ; Agents, sous-agents, cautionnements, 322 ; Plaintes, 325 ; Destinations des émigrants, 326 ; Distribution de renseignements et de conseils aux émigrants, 334.

ESPAGNE. — Déclaration réglant ses relations commerciales avec les Pays-Bas (12 juill. 1892), II, 286 ; — Documents législatifs sur le droit international privé, III, 293.

ÉTAT CIVIL. — Projet de règlement en Egypte, I, 143 ; — Rapport du Conseil fédéral suisse pour 1893, III, 83.

ÉTATS-UNIS. — Convention avec l'Angleterre sur les pêcheries de Behring (29 février 1892), I, 5 ; — *Modus vivendi* pour les pêcheries (18 avril 1892), I, 9 ; — Sentence arbitrale (15 août 1893), I, 11 ; — Message du Président Cleveland (4 décembre 1893), I, 212.

ÉTRANGERS. — Loi luxembourgeoise sur la police (30 décembre 1893), I, 103 ; Travaux préparatoires, 106 ; — Application des règlements de police en Egypte (1891-1892), I, 141 ; — Proposition de loi en France sur les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie, I, 240 ; — Règles proposées par la Conférence de la Haye pour le mariage, le divorce, la tutelle, la caution *judicatum solvi*, l'assistance judiciaire, la contrainte par corps, III, 222 ; — les étrangers en Allemagne, statistique, III, 312 ; — Bill proposé par lord Salisbury sur l'immigration, III, 337.

EXPOSITION INTERNATIONALE. — Questions soulevées à Chicago, II, 173 et 309.

EXTRADITION. — Convention entre les Pays-Bas et la Russie (4 novembre 1893), III, 129 ; — Convention entre Monaco et les Pays-Bas (26 juin), IV, 21 ; — Statistique suisse pour 1893, III, 96.

FAILLITE. — Résolutions de l'Institut de droit international, II, 235 ; — Propositions de la Conférence de la Haye, III, 227 ; — Rapport à ce sujet, IV, 146.

FORME DES ACTES. — Rapport sur un projet de règlement international soumis à la Conférence de la Haye, II, 103.

FRANCE. — I. Convention commerciale avec la Russie (17 juin 1893), I, 129 ; — Traité et Convention avec Siam (3 oct. 1893), I, 136 ; — Déclaration avec les Pays-Bas pour la remise des correspondances par exprès (17 janvier 1894), I, 139 ; — Convention avec la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour le transport de certaines marchandises (9 août 1893), I, 257 ; — Arrangement monétaire avec la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse (15 novembre 1893), I, 268 ; — Convention relative à des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Convention d'arbitrage avec le Vénézuéla (24 février 1891), III, 137 ; — Arrangement avec le Congo (14 août), III, 326 ; — Arrangement avec l'Allemagne pour la délimitation du Cameroun et du Congo français (15 mars), IV, 5 ; Exposé des motifs et rapports aux Chambres, 8 ; — Arrangement de délimitation avec Libéria (8 décembre 1892), IV, 20 ; — Arrangement commercial avec le Canada (6 février 1893), IV, 168 ; Exposé des motifs, 169. — II. Décrets créant une Cour d'Appel au Tonkin et réglant la compétence des Tribunaux (13 janvier 1894), I, 351 et 355 ; — Décret sur

le mariage des agents diplomatiques ou consulaires (19 avril 1894), II, 133 ; — Décret prohibant l'importation des monnaies divisionnaires italiennes (24 juillet), III, 301 ; — Décret organisant la justice au Dahomey (26 juillet), III, 302 ; — Décret réglant l'organisation et l'administration du Dahomey (22 juin), III, 306 ; — Organisation du service judiciaire dans le protectorat de la côte des Somalis (4 septembre), III, 308 ; — Décret réglant l'admission aux carrières diplomatique et consulaire (20 nov.), IV, 273. — III. Discussion à la Chambre sur les affaires de Madagascar (22 janvier), I, 113 ; — Rapports avec le Portugal, débat au Sénat (8 mars), II, 191 ; — Rapports avec le Saint-Siège, débat à la Chambre (17 mai), II, 197 ; — Long débat sur les affaires de Madagascar (novembre), IV, 175 et 277 ; — Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour l'expédition, IV, 190 ; — Proposition de loi sur les Sociétés étrangères d'assurances sur la vie, I, 240 ; — Affaires du Haut-Mekong (décembre 1893), I, 23 ; — Affaires de Siam (juillet-octobre 1893), I, 27 ; — Affaires d'Aigues-Mortes (août 1893-janvier 1894), I, 37 ; — Relations commerciales avec la Suisse, II, 162 ; — Documents législatifs sur le droit international privé, III, 297 ; — Mouvement de la population en 1892, I, 233 ; — Code des relations conventionnelles de la France avec la Belgique (bibl.), IV, 354.

GRANDE-BRETAGNE. — I. Convention avec les Etats-Unis sur les pêcheries de Behring (29 février 1892), I, 5 ; — *Modus vivendi* pour les pêcheries (18 avril 1892), I, 9 ; — Sentence arbitrale (15 août 1893), II, 11 ; — Affaires du Haut-Mekong (décembre 1893), I, 23 ; — Pourparlers concernant l'évacuation de l'Egypte (1890-94), I, 288 ; — Adhésion à la Convention sanitaire de Dresde (15 juillet 1893), II, 44 ; — Recense-

ment de la population, I, 245 ; — Arrangement avec le Congo relativement aux sphères d'influence des deux pays (12 mai 1894), II, 176 ; Correspondance à ce sujet, 179 ; — Lettre de lord Kimberley (23 mai), III, 122 ; — Arrangement avec l'Italie pour la délimitation de leurs sphères d'influence (5 mai), II, 210 ; — Convention de commerce avec la Serbie (10 juillet 1893), II, 284 ; — Arrangement avec la Chine pour la Birmanie (analyse), III, 336. — II. Discussion parlementaire sur les affaires de Siam (25 mai), II, 209 ; sur un projet de lord Salisbury relatif à l'immigration (juillet), III, 337 ; — sur diverses questions (Siam, Congo⁴, anarchistes) en août, III, 340 ; — Clôture du Parlement, message de la Reine (25 août), III, 342 ; — *Livre Bleu* sur les affaires de Siam, III, 344.

GRÈCE. — Arrangement monétaire avec la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse (15 novembre 1883), I, 268 ; — Protestation des Bondholders (février 1894), I, 246.

GUILLAUME (baron). — Codes des relations conventionnelles de la Belgique avec la France et les Pays-Bas (bibl.), IV, 354.

HANOTAUX. — Discours à la Chambre sur le traité anglo-congolais (7 juin), II, 338 ; — Exposé de la situation à Madagascar (14 novembre), IV, 175 et 287.

HONDURAS. — Message du Président provisoire (11 juillet), III, 345.

HONGRIE. — Documents législatifs sur le droit international privé, III, 254.

INDO-CHINE FRANÇAISE. — Organisation de la justice, I, 242 ; — Création d'une Cour d'appel au Tonkin et règlement de la compétence des Tribunaux du Tonkin (13 janvier 1894), I, 351 et 355.

INSTITUT de Droit interna-

tionnal. — Réunion à Paris (27-31 mars), discours d'ouverture de M. Spuller, Ministre de l'Instruction publique, II, 230; — Règles adoptées sur la mer territoriale, 233 et la faillite, 235.

ITALIE. — Affaires d'Aigues-mortes, indemnité, Correspondance (août 1893-janvier 1894), I, 37; — Contestation douanière avec la Suisse, II, 171; Correspondance diplomatique (1893-94), III, 41; — Arrangement monétaire avec la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse (15 novembre 1893), I, 268; — Convention relative à des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36; — Arrangement avec l'Angleterre pour la délimitation de leurs sphères d'influence (5 mai), II, 240; — Expulsion d'un Italien par l'autorité française, débat parlementaire (26 avril), II, 244; — Politique italienne en Orient, exposé de de M. Crispi (4 mai), II, 242; — Discussion sur la triple alliance (3 mai), II, 244; — Débat sur diverses questions de politique extérieure (5-13 mai), II, 246; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 34.

JOURNAL du Droit international privé. — Sommaires : I, 256, 378; III, 364.

LIBÉRIA. — Arrangement de délimitation avec la France (8 décembre 1892), IV, 20.

LUXEMBOURG. — Convention avec la Belgique, la France et les Pays-Bas pour le transport de certaines marchandises (9 août 1893), I, 257; — Convention établissant des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36; — Loi sur la police des étrangers (30 décemb. 1893), I, 403; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 63.

MADAGASCAR. — Discussions parlementaires en France (22 janvier), I, 143; (novembre), IV, 173

et 277; — Situation du pays, III, 334.

MARIAGE. — Rapport sur un projet de règlement international soumis à la Conférence de la Haye en septembre 1893, II, 88; — Règles proposées, 128; Règles revues en 1894, III, 222; — Rapport concernant cette révision, IV, 435; — Mariage des agents du service diplomatique ou consulaire, règlement français (19 avril 1894), II, 133.

MARINE MARCHANDE. — Statistique générale, I, 247.

MAROC. — Proclamation dunouveau Sultan, III, 123.

MARQUES de fabrique. — Statistique suisse pour 1893, III, 76.

MÉDECINE. — Exercice en Egypte, projet de règlement, I, 147.

MÉMORIAL DIPLOMATIQUE (Le). — Sommaires : II, 238 et 375; III, 128 et 365; IV, 353.

MER TERRITORIALE. — Résolutions de l'Institut de droit international, II, 233.

MEXIQUE. — Traité de commerce et de navigation avec le Salvador (24 avril 1893), II, 275; — Circulaire relative à la question monétaire (9 mai), III, 346.

MONACO. — Convention d'extradition avec les Pays-Bas (26 juin), IV, 21.

MONNAIES. — Arrangement monétaire de l'Union latine (15 novembre 1893), I, 268; Exposés des motifs français et suisse, 271 et 276; — Décret français prohibant l'importation des monnaies divisionnaires italiennes (22 juillet), III, 301; — Retrait de ces monnaies, III, 329. V. *Conférence monétaire.* — Circulaire du Gouvernement mexicain (9 mai), III, 346.

NATURALISATION. — Pratique en Suisse en 1893, II, 154; — Question entre la France et la Suisse, III, 124.

NEUTRALITÉ. — Il n'y a pas à faire un exposé des droits et devoirs des neutres, lettre officielle du *Foreign office* (15 août), III, 343.

NONCE. — Situation en France, rapports avec les évêques, débat à la Chambre (17 mai), II, 197.

NORVÈGE. — Loi sur les droits des auteurs et des artistes (4 juillet 1893), I, 201 ; — Question de la représentation diplomatique commune, III, 124.

PASQUIER (chancelier). — Mémoires, 2^e vol. (Bibl.), I, 120.

PAYS-BAS. — Chronique parlementaire, I, 118 ; II, 369 ; IV, 344 ; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 67 ; — Déclaration avec la France pour la remise des correspondances par exprès (17 janvier 1894), I, 139 ; — Convention avec la Belgique, la France et le Luxembourg pour le transport de certaines marchandises (9 août 1893), I, 257 ; — Convention relative à des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Déclaration réglant les relations commerciales avec l'Espagne (12 juillet 1892), II, 286 ; — Convention d'extradition avec la Russie (4 novembre 1893), III, 129 ; — Convention d'extradition avec Monaco (26 juin), IV, 21 ; — Recueil des conventions avec la Belgique (bibl.), IV, 354.

PHARMACIE. — Exercice en Egypte, projet de règlement, I, 147.

POLICE. — Projets de règlements en Egypte (1891), I, 141.

PORTUGAL. — Débat parlementaire en France sur diverses questions concernant le Portugal (8 mars), II, 191 ; — Règlement de ces questions, II, 219 ; — Conflit avec le Brésil, II, 220 ; — Note du Ministre des Affaires étrangères du Brésil sur ce conflit (13 mai 1894), III, 62 ; — Do-

cuments législatifs concernant le droit international privé, IV, 72.

POSTES. — Déclaration entre la France et les Pays-Bas (17 janvier 1894), I, 139 ; — Circulation postale de la France en 1893, III, 330.

POUILLET (Eug.). — Traité de la propriété littéraire et artistique (Bibl.), I, 120.

PRADIER-FODÉRÉ. — Traité de droit international, 6^e vol. (Bibl.), I, 127.

PROPRIÉTÉ Industrielle (La). — Sommaires : I, 377 ; II, 375 ; III, 127 et 364, IV, 352.

PROPRIÉTÉ Littéraire et Artistique. — Loi norvégienne du 4 juillet 1893, I, 201.

RAPATRIEMENTS. — Statistique suisse pour 1893, III, 104.

REVUE Algérienne et Tunisienne. — Sommaires : III, 127.

REVUE de Droit international et de Législation comparée. — Sommaires : I, 255 ; — III, 126 ; IV, 258 et 352.

REVUE du Droit public et de la Science politique. — Sommaires : I, 255 ; III, 126.

REVUE de Paris. — Sommaires : II, 236.

REVUE des Deux-Mondes. — Sommaires : I, 119, 254, 376 ; II, 236 et 373 ; III, 125 et 364 ; IV, 235 et 350.

REVUE des Revues. — Sommaires : I, 378 ; III, 364 ; IV, 351.

REVUE d'Histoire diplomatique. — Sommaires : I, 119 ; III, 126 ; IV, 238.

REVUE générale du Droit international public. — Sommaires : I, 255 ; II, 374 ; III, 363.

REVUE Politique et Littéraire. — Sommaires : I, 119, 254 ; II, 237 et 374 ; III, 125 et 362 ; IV, 236 et 350.

REVUE Politique et Parlementaire. — Sommaires : III, 126 et 363 ; IV, 332.

ROUMANIE. — Traité de commerce avec l'Allemagne (21 octobre 1893), III, 5 ; Tarif, 12 ; Protocole final, 38 ; — Convention de commerce avec la Belgique (22 janvier), IV, 247 ; — Convention de commerce avec l'Autriche-Hongrie (21 décembre 1893), IV, 249 ; Trafic de frontière, 252 ; Protocole final, 254 ; Correspondance, 255 ; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 80.

RUSSIE. — Convention commerciale avec la France (17 juin 1893), I, 129 ; — Traité de commerce et de navigation avec l'Allemagne (10 février 1894), II, 5 ; Tarif, 12 ; — Convention relative à des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; — Convention d'extradition avec les Pays-Bas (4 novembre 1893), III, 129 ; — Convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie (6 mai 1894), III, 134 — Règle pour les passeports, II, 229 ; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 92 ; — Mort du Tsar, manifeste de Nicolas II, IV, 347.

SAINT-SIÈGE. — Débat à la Chambre des députés sur la situation du Nonce (17 mai), II, 197.

SALVADOR. — Traité de commerce et de navigation avec le Mexique (24 avril 1893), II, 275 ; — Manifeste du Président provisoire (juin), III, 348.

SECRET DIPLOMATIQUE. — Précautions prises en Angleterre pour en empêcher la violation, II, 209.

SÉGUR (général de). — Un aide de camp de Napoléon, 1800-1812 (Bibl.), III, 128.

SÉPARATION DE CORPS. — Conflit de lois, compétence, règles proposées par la Conférence de la Haye, III, 233.

SERBIE. — Traité de commerce avec l'Allemagne (31 août 1892), II, 241 ; Tarifs, 246 ; Protocole final, 273 ; — Convention de commerce avec l'Angleterre (10 juillet 1893), II, 284.

SIAM. — Correspondance diplomatique (juillet-octobre 1893), I, 27 ; — Traité et Convention avec la France (3 octobre 1893), I, 136 ; — *Livre Bleu* (analyse), III, 344.

SOCIÉTÉS de Géographie. — Statistique, III, 360.

SOMALIS. — Protectorat français, organisation du service judiciaire (4 septembre), III, 308.

STOILOW (Dr). — Discours-programme (3 novembre), IV, 158.

SUCCESSIONS. — Rapport sur un projet de règlement international soumis à la Conférence de la Haye en septembre 1893, II, 115 ; Règles proposées, 130 ; revision en 1894, III, 228.

SUISSE. — I. Arrangement monétaire (15 novembre 1893), I, 268 ; Message du Conseil fédéral, 276 ; — Convention établissant des mesures de protection contre le choléra (15 avril 1893), II, 36 ; Message du Conseil fédéral, 46. — II. D.fférend douanier avec l'Italie, correspondance diplomatique (1893-84), III, 41 ; — Mesures demandées contre les anarchistes, III, 349 ; — Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1893 : *Affaires étrangères*, II, 134 ; Représentation de la Suisse à l'étranger, 146 ; Naturalisations, 154 ; Traités de commerce et relations douanières avec l'étranger, 158 ; Relations commerciales avec la France, 162 ; Contestation douanière avec l'Italie, 171 ; Expositions internationales, 173 et 309 ; Voyageurs de commerce, II, 314 ; — Emigration, II, 321 ; — Propriété intellectuelle, III, 73 ; — Débat au Conseil national sur la suppression des légations (avril), II, 228 ; — L'armée suisse en 1893, II, 229 ; — Circulaire con-

cernant les passeports pour la Russie (24 avril), II, 229; — Documents législatifs concernant le droit international privé, IV, 97.

TONKIN. — Création d'une Cour d'Appel (13 janvier 1894), I, 351; — Règlement de la compétence des Tribunaux (13 janvier), I, 355; — Commerce en 1893, III, 332.

TRAITE Africaine. — Publication du bureau de Bruxelles, III, 419.

TUNISIE. — Résumé du budget pour 1894, I, 117; — Marchandises tunisiennes soumises en France à un régime spécial, I, 117; — Rapport sur la situation en 1893, III, 349.

TUTELLE. — Règlement international adopté par la Conférence de la Haye, III, 224.

UNION INTERNATIONALE pour la publication des Traités. — Préliminaires de la Conférence de Berne, IV, 27; Procès-verbaux, 34-46; Projet des délégués belges, 47; Exposé des travaux de la Commission, 49; Procès-verbal final, 52.

UNION Monétaire latine. — Arrangement spécial (15 novembre 1893), I, 268; — Exposé des motifs français et suisse, 271 et 276. V. *Conférence monétaire.*

VÉNÉZUÉLA. — Convention d'arbitrage avec la France (24 février 1891), III, 137.

VENISE. — De l'empoisonnement politique (Bibl.), I, 248.

VOYAGEURS de commerce. — Règles suivies en Suisse, II, 314.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.